Ce tome peut être lu indépendamment des trois premiers.

Une autre histoire du développement - L'échec perpétuel

Tome 4 : Les coupables de l'échec permanent

Éric Mollard, Sept. 2023

Tout se passe en effet comme si, en Afrique, agir sans penser était la norme. La plupart des initiatives locales et maints programmes impulsés de l'extérieur au titre de la bonne gouvernance ou de l'appui à la société civile ne reposent pas sur des réflexions fondamentales[1]
Achille Mbembe

Car certaines connaissances, sans aucun doute
Permettent de créer de fausses réalités,
Comme en fabriquent nos illusionnistes[2]
Geoffrey Chaucer, XVe siècle

Il n'y a que l'obscurité qui puisse servir de défense à ce qui est absurde
John Locke, XVIIe siècle

Il ne faut pas oublier que la communauté des intellectuels, en France probablement plus qu'ailleurs,
est, quoi qu'on en pense, unifiée bien davantage par une forme de piété envers les héros
qu'elle se choisit et qu'elle considère toujours un peu comme sacrilège de contester que par le libre examen et l'usage critique de la raison.
Jacques Bouveresse

…l'idée absurde que les engagements politiques sont nécessairement la contrepartie des idées philosophiques.
Pascal Engel

[1] https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/10/05/achille-mbembe-le-recul-de-la-democratie-en-afrique-est-aussi-le-resultat-d-une-formidable-atonie-intellectuelle_6144572_3212.html
[2] Le conte du Franklin. Folio Classique. Edition d'André Crépin.

QUATRIEME DE COUVERTURE DU TOME 4

Il faut sortir d'Afrique pour que saute aux yeux l'échec général des dispositifs de développement. Et si l'Afrique n'a plus le monopole des déboires, ce ne sont plus les pays africains, mais le développement lui-même qui est en cause. Qui n'a pas constaté des économies en berne depuis soixante ans ? Quel voyageur n'est pas tombé sur un village Potemkine devenu un cimetière de projets, lequel mériterait une archéologie qui pourtant n'intéresse personne ? Tous les développements : intégré, approprié, durable, participatif, modélisé, joué, inclusif, etc. ont échoué quand, de leur côté, les économies occidentales et asiatiques sont devenues prospères selon des principes que feignent d'ignorer les promoteurs du développement. Le constat est pathétique : les ONG contribuent au non-développement faute d'avoir compris et leurs échecs et les pays qu'elles veulent aider. Il y a pire : l'ignorance courageusement entretenue nourrit des préjugés qui sont autant d'obstacles à toute réflexion alternative. On l'avait déjà pressenti pour les ONG environnementalistes[3].

Dans un monde désormais ouvert et compétitif, comment est-il possible que ce type d'organisations n'ait pas disparu ? Comment des doctrines rancies qui entravent le décollage économique et social n'ont-elles pas été amendées ? Acculé par la crise économique en 2022[4], le Sri Lanka a montré que le mantra de l'agroécologie appliqué sans discernement entraînait la famine. Or, aucun chercheur ni aucune ONG n'a infléchi ses certitudes. Cet ouvrage examine les acteurs impliqués dans la « fabrique du consentement » qui entretient la doctrine mortifère. Mais alors, qui est plus responsable que les autres et qui peut sortir l'écosystème social de l'ornière ? Les voix discordantes sont discréditées tant l'écosystème amadoue jusqu'aux chercheurs qui devraient être au mieux indépendants et au moins critiques.

La fabrique du consentement par les ONG repose sur une communication émotionnelle, pour capter les flux financiers, et morale, que justifie la lutte contre la pauvreté. La fabrique ne s'encombre de la science que lorsque cette dernière est nécessaire à leur légitimité. L'attribution de la pauvreté au colonialisme, que l'on sait fausse depuis le décollage de l'Asie anciennement colonisée telle l'Indonésie, demeure contre toute raison car l'explication détourne de la réflexion. La narration des ONG est purifiée en permanence pour bénéficier de l'écho complaisant des médias. Quant aux échecs[5], le tour de passepasse consiste à construire successivement des modes narratives (durabilité, participation, éducation, intégration, hybridation, etc.) qui leurrent les donataires et fortifient les certitudes nécessaires à l'action. Il ne s'agit pas d'insincérité ni de manipulation, mais d'une ignorance volontaire qui évite la réflexivité sur ses propres pratiques. Aussi le développement est-il une succession de référentiels narratifs[6] depuis le développement descendant d'après-guerre jusqu'à l'agroécologie actuelle qu'accompagnent des théories désincarnées et des méthodes de bonne gouvernance qui interdisent toute compréhension à la fois de la spécificité des pays du Sud et de l'histoire de cette fabrique. L'innocence volontaire se paie au prix fort : domination des ONG puissantes ; évaluations de projet nécessairement biaisées ; et absence d'ingérence dans les intérêts des gouvernements au Nord et au Sud.

[3] https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/divers20-12/010080709.pdf
[4] Le Monde juin 2022
[5] Les échecs massifs sont l'objet de publications régulières, mais il semble que personne n'en tire les leçons : https://journals.openedition.org/hrc/3210?lang=pt
[6] Référentiels, modes, modèles prescriptifs de développement (https://www.cairn.info/publications-de-Alain-Piveteau--79971.htm) ou encore « sagesses conventionnelles » (Easterly W. 2006, Planners versus Searchers in Foreign Aid, Asian Development Review 23 (1) :1-35) sont synonymes dans cet ouvrage.

La première partie de cet ouvrage rappelle l'ancienneté du développement projeté sur Autrui. L'échec chronique des recommandations souligne l'invariance d'une doctrine fautive qui fait d'un savoir le synonyme d'efficacité. Et le passé confirme le présent : le savoir partiel n'a jamais été ni ne sera le moteur du développement. A l'encontre des thèses du biais technique ou de la domination sociale qui déterminerait l'échec (le *sçavoir* c'est le pouvoir), le savoir partiel sert avant tout à fabriquer les certitudes nécessaires pour pratiquer le développement en toute bonne foi. La deuxième partie détaille l'échec actuel au Sud à travers l'écosystème des acteurs du développement. Dignes continuateurs des agronomes du passé, les entrepreneurs actuels du développement ne font face à aucune critique construite faute de contrepouvoirs. La troisième partie examine l'écosystème particulier des nombreux chercheurs qui officient depuis longtemps dans le développement. Ne jouant pas un rôle de garde-fous alors qu'ils sont indépendants, ils sont phagocytés au point d'en faire des innocents au service des ONG. En conclusion, les invariants du développement vus dans son histoire et son fonctionnement social exigent la refonte de l'entre soi. La responsabilité accablante des ONG D-E (Développement et Environnement) en échec et des chercheurs à leur solde conduit à examiner l'éviction des premiers et la recomposition des seconds tout en prévoyant l'éducation aux dérives du développement et à la nature des pays du Sud des autres acteurs que sont les organisations internationales et l'opinion publique.

TABLE DES MATIERES

Quatrième de couverture du Tome 4 2
Table des matières 4
Introduction 6
Exemples 6
Objectifs du tome 4 9
Plan 11
Partie 1 – Une histoire du développement volontaire 13
Longue Durée 13
Chine 13
Romains, Arabes, Renaissance 19
L'Europe et les États-Unis 57
Périodisation des XVIIe et XVIIIe siècles 57
XVIIIe et XIXe siècles 60
Récemment 66
L'agronomie comme développement depuis l'antiquité 78
Une enflure sporadique 80
Doctrine sociale 83
Bien-pensance ou légitimité ? 84
Partie 2 - Le fonctionnement du système de développement 85
Les bénéficiaires de l'aide 85
Exemple 85
Attentes sociales 88
Les ONG 91
Administration et élites 94
Projets publics 94
Idéal administratif 96
Ministères 97
Organisations internationales 99
La société civile 104
Acteurs du Nord par rideau 107
Les arrière-plans du développement 107
Un deuxième rideau politique 113
Conclusion : Les invariants des dispositifs 115

Partie 3 - Les Chercheurs 117
Cadre d'analyse des disciplines en charge du développement 119
Deux colloques et une critique 119
Un ouvrage sur le développement 127
Pour une hiérarchie des disciplines sur le développement 130
Anthropologues 133
Sociologues 136
Contre-exemple foncier 148
Une ouverture de dernière minute 150
Economistes 152
Géographes et historiens 152
Economie du développement 156
Conclusion SHS 163
Des ingénieurs pour comprendre la société 165
Ingénieurs 166
Ecologues 167
Agronomes 168
Sociopolitique 204
Conclusion : les chercheurs en perspective 208
Les limites indépassables des SHS 208
Refuser l'interdisciplinarité 211
L'action qui avilit le savoir 212
Le chercheur en perspective 214
Conclusion générale 218
Savoir et raison 219
Définition 219
Le sens à donner aux phénomènes observés 221
Elite et pouvoir 226
Liens entre concepts 228
La fabrique du consentement 230
L'ONG clé de voute de l'écosystème 233
L'avant-garde de la bien-pensance 236
Les invariants de la bien-pensance 238
Epilogue 243

INTRODUCTION

EXEMPLES

Deux exemples parus dans les médias de grande écoute témoignent de la puissance des normes dans la « fabrique » du développement. Choisis une semaine parmi d'autres, tous deux mettent en scène des intellectuels à la narration convenue. Tant que la norme n'est pas contredite, serait-ce sur le ton de l'ironie, elle se renforce par répétition jusqu'à devenir une vérité. Toutefois, le succès de la méthode Coué dépend du moment car la narration doit être portée par une partie de l'opinion publique. Mais les arguments répétés sans données significatives et les généralisations abusives peuvent être débusqués par l'auditeur attentif. Voyons ce qu'il en est.

« Je propose trois initiatives pour les prochaines années à l'échelle ouest-africaine. Il s'agit de : promouvoir l'**agriculture durable** comme paradigme porteur, dans la perspective des ODD[7] en 2030 ; promouvoir la production et les échanges agricoles des produits africains comme **biens communs** ; construire des **chaînes de valeur** comme biens communs africains, de la terre à l'agro-industrie, vectrices de création d'emplois et de transformation structurelle des économies de l'espace régional[8]« : voilà, dira-t-on, un expert qui avance des solutions concrètes. Mais le lecteur détecte les éléments de langage comme la double référence aux « communs » devenus un cliché faute de définition partagée et de solutions concrètes (les communs sont brandis par ceux qui refusent le marché et l'Etat). Il faudrait que le commissaire chargé de l'agriculture au sein de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) précise ce qu'il entend par les communs dans la production et l'échange car rien n'est moins évident qu'un mot qui sonne bien.

L'économiste poursuit par l'appel à l'agroécologie qui est la mode narrative la plus récente. Le mantra répété en boucles n'a montré qu'une chose concrète à ce jour : la famine et l'aggravation de la crise au Sri Lanka qui est le seul pays à l'avoir appliqué strictement. « Si, il y a encore dix ans, l'on pouvait envisager un développement des agricultures familiales africaines subsahariennes à base d'intrants de synthèse et de motorisation (la « révolution verte », quoiqu'on en voie peu de résultats depuis des décennies), l'agroécologie paraît seule aujourd'hui capable de répondre à l'intensité et à l'échelle de ces multiples enjeux. Non seulement parce que la dégradation des écosystèmes et des océans est déjà en cours (baisse de la fertilité, salinisation, érosion, submersion, surpêche…), mais aussi parce que les tensions sur les ressources en énergie fossile auront un coût intolérable pour des économies peu puissantes et que les dépendances alimentaires croissantes engendreront une vulnérabilité peu supportable, comme le Covid-19 et la guerre en Ukraine nous le rappellent en 2022 ».

On est tellement habitués à ce type de déclaration qu'on n'y prête guère attention, sauf que les organisations intergouvernementales, les ONG et les administrations nationales les traduisent en projets largement dotés. Pourtant, le lecteur note deux types d'arguments : la dénonciation du système (qu'incarne la Révolution verte) et les innombrables avantages théoriques de l'agroécologie, plus encore en temps d'incertitude. Mais enlever des pierres ou rajouter du sol dans un champ offre aussi de nombreux avantages sans que personne ne le fasse du fait des avantages réduits en rapport aux coûts. Les avantages d'une agriculture idéale ne sont pas suffisants pour justifier une pratique, mais on continue à utiliser cet artifice pour convaincre alors qu'il était déjà en vigueur il y a deux mille ans chez les agronomes romains. Les vérités sur l'environnement et l'énergie ne peuvent justifier

[7] Objectifs du Développement Durable : L'ONU a défini 17 ODD à l'horizon 2030 pour assurer la paix et la prospérité.

[8] https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/10/12/les-paysanneries-africaines-ont-paye-au-prix-fort-la-priorite-donnee-a-l-alimentation-des-villes-a-bas-couts_6145526_3212.html

l'agroécologie dont le succès doit reposer sur des bases solides, lesquelles n'existent pas encore. Si l'Afrique doit réfléchir à un développement spécifique, elle doit absolument sortir des modes occidentales. Qui est soucieux du bien-être dans les pays pauvres ne peut laisser passer impunément ce type de justification, d'autant plus que les mêmes ficelles rhétoriques justifiaient les modes antérieures. L'argent de l'aide est insuffisant : il doit être canalisé vers les solutions qui ont le plus de chance de fonctionner.

Si l'économiste devait rendre compte de ses paroles dans le futur, ses affirmations seraient plus prudentes. On peut bien sûr comprendre que l'UEMOA ne puisse faire autrement pour capter l'aide internationale au bénéfice de l'Afrique. Mais ce faisant, elle contribue à l'échec permanent et à l'irresponsabilité chronique du développement. Elle contribue aussi à officialiser le mantra repris de bonne foi par tous. Mais les ficelles rhétoriques passent mieux quand elles sont grosses. Aussi fustiger la Révolution verte est devenu un lieu commun dans la panoplie actuelle des réflexes narratifs. La narration bienpensante magnifie les conséquences négatives, qui sont réelles, sans les rapporter aux avantages de la Révolution verte ni au manque de régulation sociale des pays du Sud. Pour les ONG, il ne s'agit plus d'adapter la modernisation agricole pour en minimiser les conséquences négatives, mais bien de la refuser. En se démarquant du passé, les ONG apparaissent comme des salvatrices incontournables jamais loin du salut eschatologique. Dommage qu'elles oublient les petites paysanneries qui se modernisent et celles qui sont sorties de la pauvreté grâce à la Révolution verte. Et heureusement pour la sécurité alimentaire que la modernisation continue à être demandée par les producteurs et promue par les tutelles. La Révolution verte n'a pas fait disparaître la pauvreté rurale car les plus pauvres ont besoin d'appuis dont ne disposent pas les Etats. Quant à l'argument des « crises » environnementales et sanitaires, c'est moins la Révolution verte qui est en cause que des régimes politiques peu soucieux d'environnement. Aussi l'Occident qui a connu l'usage des pesticides et des engrais de synthèse a-t-il pu atténuer certains effets négatifs, par exemple en adaptant le choix, la dose et la temporalité de l'application d'engrais ou encore en interdisant efficacement les pesticides les plus dangereux. Mais cibler les régimes politiques serait considéré comme de l'ingérence et n'est même pas envisagé. A détourner l'attention par des effets de manche, les ONG et leurs alliés s'attaquent aux mauvaises causes.

L'économiste togolais méconnaît les agricultures et les régimes politiques des pays sous-développés. Il mélange le vrai et le faux, n'étaye son propos par aucune donnée et instrumentalise les crises récentes pour affirmer une conjoncture supposée propice à la remise en cause du système, comme si la vulnérabilité en Afrique n'était pas un invariant. Rien de mieux en termes de propagande, rien de plus faux en termes de savoir. Car la relation entre savoir et développement n'est pas univoque. En effet, l'application d'un savoir faux a un effet sur le développement (comme le Sri Lanka le montre), mais le savoir vrai n'a pas d'effet car il est inapplicable. Son principal impact est d'empêcher toute progression vers un savoir qui pourrait être utile. L'opportunité est mise en avant pour éviter de réfléchir au nom de l'action essentielle. Aussi entend-on l'urgence d'agir au nom du réchauffement climatique ou des pauvres à sauver ou d'une opportunité à saisir. Rien n'est faux, mais la rhétorique ne distingue jamais ce qui est important de ce qui est accessoire.

Quant aux promesses, la narration convenue repose depuis quelques années sur l'agroécologie, qui est une version moins sophistiquée de la permaculture des jardins urbains que l'on voit dans les pays riches soucieux de produits sains. L'essor de la permaculture est limitée par l'azote organique et le temps de travail nécessaire au compost et aux rotations accélérées de légumes qui circonscrivent les attaques de ravageurs et l'invasion par les mauvaises herbes. Mais la permaculture, l'agriculture bio et les productions urbaines ont été associées à l'agroécologie par les chercheurs et les ONG pour élargir

un panorama nombriliste comme la figure ci-contre le suggère[9]. Car le monde du développement ne peut être compris sans faire référence aux associations et même aux partis politiques des pays riches. Alors que les porteurs des programmes forment le rideau le plus visible du monde du développement, ils sont dépendants du deuxième rideau formé des associations qui œuvrent au sein des pays occidentaux (la notion de rideau, plus imagée qu'arrière-cour ou arrière-plan, est reprise en conclusion). Et si on voulait faire de l'agroécologie un succès, ses promoteurs devraient au moins éviter de laisser croire que la plantation d'arbres et la concentration du fumier disponible dans une région sont généralisables aux millions de producteurs. Ils devraient aussi évoquer des pratiques innovantes des populations locales. Le plus frappant est moins la généralisation imprudente que la certitude d'avoir raison, comme si la post-vérité touchait au-delà du complotisme. Tout semble faire sens aux uniques privilégiés occidentaux pour qui la méthode Coué est devenue étrangement efficace.

Le second exemple traite plus d'environnement que de développement, mais les deux domaines sont devenus poreux comme l'atteste l'agroécologie. Invités par la chaîne de radio France Culture en octobre 2022[10], Farid Benhammou et Raphaël Mathevet propagent eux aussi les normes d'une démonstration partielle. Aussi est-ce la maire de la commune rurale de Lieuche dans les Alpes-Maritimes, la troisième invitée de l'émission, qui a rappelé l'ensemble des enjeux entre développement et environnement alors que les deux géographes semblaient peu au courant des répercussions sociales des mesures de protection de la faune sauvage qu'ils préconisaient.

Durant l'interview, les chercheurs n'ont pas réagi aux problèmes concrets du maintien des éleveurs dans des territoires en déprise soumis à l'embroussaillement, des clôtures qui ne plaisent pas aux randonneurs qu'on cherche à attirer et du dressage strictement sans hommes pour être efficace des chiens de berger. L'un des chercheurs défendait la technique du tir d'effarouchement sans que les deux autres intervenants réagissent. Le second affichait sa maîtrise du vocabulaire savant (biopolitique, agentivité, anthropocentrisme, anthropocène, *rewilding*) que le journaliste s'efforçait de traduire. Face à la méconnaissance des efforts d'adaptation produits sur le terrain, les chercheurs avaient du mal à occulter leur défense inconditionnelle de la vie sauvage au nom de laquelle ils avançaient la solution magique des approches participatives. Ce faisant, ils semblaient ignorer à quel point ils formataient le débat qui obligeait les locaux, quoi qu'ils puissent dire, à s'adapter. Ces chercheurs étaient-ils insensibles aux difficultés nées de l'imposition de la nature ? Ne se rendaient-ils pas compte que le débat, s'il doit avoir lieu une fois la loi signée, ne peut conduire qu'à l'option de refuser les loups ? Ne voyaient-ils pas qu'un débat biaisé peut produire de la violence ? Sont-ils si ignorants de la « matérialité » du réel quand le monde académique ne cesse d'évoquer cette matérialité » ?

L'auditeur un peu critique ne peut être qu'inquiet face à ceux qui conçoivent le système social comme le mal alors que le loup, la fleur des champs ou le fleuve se situerait dans le camp du bien. Il se demande si les chercheurs ne souhaitent pas transformer les indigènes en France en autochtones

[9] https://transmettrelagroecologie.org/ Un graphe dépend des ouvrages choisis pour rapprocher les mots.
[10] https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/le-temps-du-debat/l-ecologie-doit-elle-davantage-penser-le-sauvage-3863747 On ne peut que louer la radio qui débat quand la presse de référence prend parti.

éclairés comme les Maoris ou les Amérindiens catalogués dans le camp du bien parce qu'ils demandent pardon à la nature quand ils chassent. Alors qu'on attend des chercheurs d'évaluer les coûts-bénéfices des scenarios selon différents niveaux d'inclusion de la nature, la radicalisation sous la forme du bien et du mal sont difficilement compatibles avec l'objectivité attendue et avec le débat demandé. L'effort académique laisse perplexe quand il est orienté. On peut comprendre les chercheurs : en quête justifiée de solutions pour la nature, ils ne comprennent pas leur propre société qu'ils contribuent à polariser. Une ignorance qui frise la condescendance les entraîne dans une radicalité attrayante dans le monde académique, mais inadéquate face aux réalités multidimensionnelles.

L'auditeur qui cherche à construire son opinion est assailli par un autre doute quand l'activisme surdétermine la connaissance : l'empathie pour la nature n'est-elle pas la conséquence du souhait d'intégrer une avant-garde sociale ? Le soupçon n'est pas absurde quand des chercheurs suivent une philosophie en omettant les controverses qu'elle a suscitées. La philosophie peut être source de décentrement et de renouvellement, mais elle peut aussi servir à consolider des normes et des idéologies sans l'ombre d'une preuve. Appliquer sans recul ni critique une philosophie débattue (qui propose de se mettre à la place de l'animal ou qui propose que la nature ait droit de vote comme si cette posture ne cachait pas un activisme) mérite, par déontologie, que les chercheurs fournissent des explications. Par exemple, les critiques émises contre la philosophie qui met en avant le point de vue de l'animal (biocentrisme) estiment que l'animal a besoin d'un humain pour exprimer ses souffrances, ses émotions ou son bonheur. Dans une élection, l'animal aurait-il une voix ou plusieurs ? Admettons un instant que l'animal exprime un vécu : qu'advient-il s'il dévoile sa peur des aigles et de la nature ? Qu'advient-il si le loup voit dans l'homme un pourvoyeur de mouton ? La réflexion philosophique est un renouvellement, jamais un argument d'autorité car elle tourne court quand elle soulève plus de questions qu'elle ne donne de réponses[11]. Le chercheur et le philosophe ont beau jeu d'annoncer qu'il s'agit d'explorer de nouveaux mondes, mais ce faisant, ils devraient se rendre compte, chemin faisant, qu'ils barrent provisoirement la route à la connaissance, qu'ils entretiennent des controverses sans fin (utiles à ceux qui veulent retarder ou empêcher un débat perdu d'avance) et que leur succès temporaire est redevable aux attentes d'une opinion publique méfiante des institutions. Sans preuves, les réflexions philosophiques, religieuses ou politiques ont abouti dans le passé moins à des loufoqueries qu'à des dictatures qui ont pris l'apparence de l'objectivité.

Tous les chercheurs n'ont pas l'objectif d'entrer dans une avant-garde et certains sont engagés sans compromettre leurs analyses. Mais les deux exemples ci-dessus montrent qu'on peut affirmer des normes sans risque de sanction. Le consentement est facilité avec, pour moindre mal, l'échec perpétuel. Il y a pire : les certitudes brident toute recherche d'explication alternative. Et le pire du pire est non pas que la société se méfie des scientifiques (car il faut s'en méfier), mais que l'avant-garde sans s'en rendre compte accentue le populisme.

Objectifs du tome 4

Des deux questions qui devraient inspirer les acteurs du développement, les tomes précédents ont répondu à la première : **comprendre les pays en développement**. J'y défends la piste socioéconomique du Grand développement comme étape préliminaire du décollage (tomes 1 et 2). Ce quatrième tome vise à répondre à la seconde : **comprendre le dispositif du développement** pour examiner si, oui ou non, les ONG et les autres grands acteurs œuvrent pour le développement.

[11] Jacques Maritain relevait que toute métaphysique vieillit à raison de la physique qui la sous-tend : https://www.cairn.info/revue-recherches-de-science-religieuse-2010-2-page-217.htm

La priorité accordée ici aux ONG résulte de leur propre choix à se placer au cœur du dispositif de l'action sur le terrain et dans les cénacles internationaux. A la question : « les ONG œuvrent-elles pour le développement ? », la réponse est clairement négative par le constat de l'échec généralisé depuis trente ans, constat d'ailleurs accepté par de nombreux chercheurs[12]. Mais on peut aller plus loin : les ONG sont devenues le principal obstacle au développement. En effet, l'écosystème social qui suinte l'échec repose sur une rente de situation qui bride les réflexions alternatives. Le pire est donc le verrouillage des approches à même de prendre en compte l'économie, les structures sociales et les rapports sociopolitiques qui potentialisent ou entravent le développement[13]. Le formatage du développement par un savoir limité et le recours omniprésent à l'action évitent les questions dérangeantes comme le rôle de l'économie, du libéralisme, du colonialisme, etc. dans le changement. Le système produit ce que j'appelle une « saturation des modes narratives » qui prend en écharpe tout l'écosystème social et évince la réflexion sur ses croyances et ses limites. Les ONG ne souhaitent même pas discuter les définitions du développement (cf. infra). La définition normative est même impérative pour éviter la dispersion, minorer le clivage entre les ONG et préserver la dénonciation offensive.

Le moteur de l'écosystème du développement est la communication dont la cible principale est l'opinion publique occidentale. Ni organisation ni mouvance, le terme d'écosystème privilégie les liens décentralisés par niveaux organisationnels qui structurent les acteurs, les ajustements narratifs, la médiatisation, les alliés, les financements et même l'absence d'ennemi. Par une communication efficace[14], l'écosystème peut être considéré comme une « fabrique du consentement » qui rebondit sur l'émotion fournie par l'actualité et l'articule à une science expurgée[15].

Alors qu'une communication formatée entretient l'image positive des ONG[16], la question du savoir requis pour l'action sert de ligne directrice à cet ouvrage : quel savoir est utile au développement et comment sert-il l'écosystème ? D'un côté, le savoir canalisé évite les questionnements dans un secteur où les critiques sont facilement écartées au nom du développement nécessairement bon. D'un autre côté, le savoir construit les certitudes nécessaires aux acteurs du développement. Ce fut le cas de l'agronomie antique (1ère partie) portée par la classe des grands propriétaires qui avait fait de la raison sa légitimité, raison alors non pas scientifique mais sur la base d'une agriculture idéale faite de bonnes pratiques (pratiques bonnes sur le plan théorique qui omet les coûts de mise en œuvre). Les bonnes pratiques ont longtemps servi de signes de ralliement social, mais le recours à la raison cachait un invariant plus profond qu'a révélé l'approche participative contemporaine.

L'approche participative n'est pas récente dans les pays du Sud (voir plus loin). Elle a été marginalisée par la vulgarisation agricole descendante et la récupération des succès enregistrés au cours des Trente Glorieuses (les trente ans de croissance soutenue après-guerre jusqu'à la crise du pétrole). Mais l'approche participative de nos jours par démagogie laisse croire aux usagers qu'ils détiennent un

[12] « …soumis à d'importants écarts » avec ce qui était escompté : JP. Olivier de Sardan, 2021, La revanche des contextes. Karthala

[13] Il n'existe aucune base de données des projets et encore moins de leur suivi dans le temps. C'est un indice du manque d'intérêt chez les ONG et les chercheurs pour le passé récent et pour les leçons à en tirer pour le développement. Seule l'expérience longue et les restes d'anciens projets abandonnés attestent ces échecs. Toute généralisation de l'échec peut alors facilement être récusée avec une réussite montée en épingle.

[14] https://www.cairn.info/revue-les-cahiers-internationaux-de-psychologie-sociale-2017-2-page-237.htm

[15] Concernant l'expression « écosystème de la recherche », voir par exemple : https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/fr/remise-du-rapport-de-la-mission-gillet-sur-l-ecosysteme-de-la-recherche-et-de-l-innovation-91274

[16] Rares cas de malversation (https://journals.openedition.org/aspd/446) alors que les dénonciations du système plaisent à une partie du public et sont indifférentes aux autres.

savoir qu'il suffirait de révéler pour accéder à l'intelligence collective. Le savoir n'est alors plus celui des experts, devenus des accompagnateurs, mais celui des « vrais gens » que l'entrepreneur de développement oriente le moins possible. On pourrait dire qu'il s'agit d'un savoir sensible au sens d'une approche épidermique. Mais si le savoir n'est plus celui de l'expert extérieur, le savoir est celui de l'expert intérieur, c'est-à-dire l'usager. Le dogme du savoir n'est donc pas remis en cause par l'approche sensible[17].

Le néo-savoir indigène n'a pas montré depuis vingt ans son efficacité. L'inefficacité est-elle le fruit d'un savoir inadapté au changement ? Ce sera le fil directeur des jeux d'acteurs examinés dans la deuxième partie. Mais déjà peut-on convenir du relativisme de l'approche participative qui ne se donne pas les moyens de distinguer les savoirs folkloriques. Tout ne se vaut pas dans les discours des participants où se mélangent croyances, valeurs et savoirs sans que l'intelligence collective ne parvienne à y mettre de l'ordre. Les promoteurs de l'approche participative sont fautifs pour laisser la place aux croyances même si la distinction du savoir des croyances ne permettrait pas d'insuffler le changement. En effet, les animateurs de la participation continuent à méconnaître les facteurs économiques et politiques. Dans les tomes précédents, l'approche sociopolitique suggérait aussi que la notion de projet est culturellement déterminée et que les sociétés de méfiance mutuelle (que sont les Suds) verraient leurs conditions s'améliorer avec des dons ou un revenu de base pour les plus pauvres sans conditions préalables. Si le savoir n'est pas le garant du changement, il promeut le doute et évite l'erreur récurrente. Il ne dit pas si le développement est possible, car le savoir est inscrit non pas dans les paroles des usagers mais dans leurs pratiques. Un agriculteur n'a pas les mots pour expliciter ses pratiques ou rendre compte rationnellement du choix d'une innovation, mais ses pratiques sont en accord avec ce qu'il sait faire et avec son environnement. C'est d'ailleurs ma conception : changer l'environnement (taxe, crédit, prix, etc.) entraîne automatiquement l'adaptation, le changement devenant favorable dès que l'environnement économique est favorable. Dans ce cas, le savoir ne sert à rien sauf au moment d'accompagner des changements car le savoir est incorporé dans les gestes du charron et de l'agriculteur. On verra s'il y a des exceptions pour nuancer l'affirmation du savoir inutile au développement.

Plan

L'histoire du développement se résume-t-elle à l'histoire d'une bien-pensance depuis l'agriculture idéalisée de jadis jusqu'à l'écosystème des organisations internationales en passant par la projection au Sud des associations charitables et des experts officiels ? L'échec est-il inéluctable quel que soit le savoir ? Après le tome 3 sur les sources culturelles du développement libéral, ce dernier tome d'Une Autre histoire du développement examine les dispositifs du développement volontaire. Comme les dispositifs de développement secrètent toujours l'échec (moins en périodes accélérées de changement agricole), de quelle nature sont les aveuglements inchangés ? Pourquoi le Petit développement voué à l'échec a-t-il la préférence alors que le Grand développement, sans compter les leçons à tirer des trajectoires européennes et asiatiques, a rencontré le succès ? Malgré ses affirmations d'ouverture, l'écosystème fonctionne en circuit fermé et apparaît comme incapable de questionner ses aprioris. Les idées fixes semblent liées à la nature morale du développement : parce que le développement est le fruit d'une culpabilité en Occident, il ne fait pas partie des controverses qui, dans les démocraties, forcent à dialectiser. L'écosystème du développement n'est pas bloqué par

[17] Dans le relativisme ambiant qui permet tout (comme le dialoguiste Michel Audiard l'a exprimé), les anthropologues ne défendent que les émotions et les ressentis : « Le sensible s'est peu à peu imposé comme un déterminant de premier rang pour réorienter les actions conduites par le Conservatoire du littoral en dégageant de nouvelles fenêtres d'action et, surtout, de nouvelles formes d'implication des populations usagères de ces espaces » (extrait de la justification d'un séminaire de laboratoire).

la culture occidentale (le même blocage aurait lieu sous d'autres cultures si le développement y existait), mais par la morale qui, dans les démocraties, épargne les controverses sur son efficacité. L'obnubilation inconsciente pour le Nord pris comme un modèle universel (de paysannerie ou de démocratie, mais pas de capitalisme ni d'État de droit), qui n'a jamais été remis en cause faute de comprendre et le dispositif de développement et les pays en développement, est un frein. Les Asiatiques qui prendraient l'Asie comme modèle pour se projeter au Sud y produiraient le même échec.

Pire que l'obnubilation, le verrouillage du dispositif de développement est renforcé par le refus de prendre en compte les différences au nom de l'unité humaine (qui ne signifie pourtant pas unité sociopolitique), au nom aussi d'un complexe psychologique qui refuse toute idée de supériorité (alors que l'Occident est en avance économiquement). Les penseurs sont coupables moins parce qu'ils émettent des principes faux (et ne prennent pas en compte les faits) que parce qu'ils se savent écoutés et qu'ils devraient se montrer prudents. Finalement, l'écho qu'ils suscitent soulève la question des raisons de leur crédit, qu'il faudra approfondir. Il faudra aussi expliquer comment la narration systémique (de l'écosystème) marginalise les pistes dissidentes même si une partie de ces dernières est d'avance discréditée par une analyse désuète du libéralisme souvent confondu avec l'approche étriquée du capitalisme. De leur côté, les ONG remettent à peine en cause le libéralisme y compris dans sa version ultralibérale. La version ultralibérale, comme je l'ai montré, est un vrai problème pour le développement des pays les plus pauvres. Mais déjà ne pas s'interroger sur le libéralisme montre un désintérêt pour les dimensions sociopolitiques. Quant à l'absence contemporaine de l'option marxiste (ou autoritariste car le tome 3 a montré que le développement asiatique est né sous régime autoritaire), non pas que ces régimes soient efficaces en soi ou recommandables, elle souligne un formatage et une absence de débats qui interpellent.

Comme je l'ai mentionné plus haut, la première partie de l'ouvrage rappelle l'ancienneté du développement projeté sur Autrui. La deuxième partie analyse l'échec au Sud à travers des acteurs insérés dans un écosystème conservateur. Dignes continuateurs des agronomes du passé, les entrepreneurs actuels du développement qui ne font face à aucun contrepouvoir ne sont pas redevables des échecs d'autant plus qu'ils peuvent dénoncer sans souci des controverses au nom de la morale qui légitime le développement. Mais l'échec chronique souligne l'invariance d'une doctrine qui fait du savoir un synonyme faux d'efficacité. L'histoire confirme le présent : le savoir spécialisé n'a jamais été ni ne sera le moteur du développement qui dépend de facteurs hors de portée des hommes et de l'histoire. Le savoir ne peut qu'accompagner le développement. Alors que le savoir devrait générer le doute, c'est le contraire qui se produit : le savoir partiel fabrique les certitudes nécessaires à l'action. Pour terminer sur les responsabilités, la troisième partie examine l'écosystème particulier des nombreux chercheurs qui officient dans le développement. Ne jouant pas le rôle de garde-fous, ils montrent comment ils sont phagocytés en toute bonne conscience. En conclusion, les invariants de l'histoire exigent la refonte des recrutements, des formations et de l'entre soi. La responsabilité accablante des ONG D-E (Développement et Environnement) en échec et des chercheurs faillis conduit à examiner l'éviction des premiers et la recomposition des seconds.

PARTIE 1 – UNE HISTOIRE DU DEVELOPPEMENT VOLONTAIRE

Pourquoi amorcer l'histoire du développement avec l'agronomie ? Avant toute chose, écartons l'idée d'une agroécologie, aujourd'hui la panacée des projets, qui serait l'aboutissement de la science agronomique. Il n'en est rien car le choix de l'agroécologie est issu des réseaux d'influence du développement où les acteurs puisent dans le droit, l'agronomie, l'économie, la pensée critique (dénonciatrice), etc. selon des besoins propres. Comme la recherche agronomique a pris au sérieux et de manière proactive l'écologie scientifique, l'environnement et le développement durable, elle n'a pas eu de mal à étoffer le dossier de l'agroécologie imposé par d'autres instances, ceci alors que les ONG considèrent cette discipline comme vendue à l'agriculture industrielle et aux Révolutions vertes.

A cette étape, des esprits pointilleux pourraient objecter que le développement est un dispositif du Nord qui se projette au Sud. On pourrait rétorquer d'abord que la projection actuelle du développement vers les pays pauvres s'enracine dans les normes du développement national, l'agronomie française irriguant par exemple l'agronomie tropicale avec la formation des ingénieurs et des techniciens. De plus, les notions de Nord et de Sud existaient à leur manière à l'Antiquité non pas comme une asymétrie économique, mais sous le chapeau impérial où les agronomes étaient des voyageurs qui vantaient une expérience acquise sous des climats variés et dont les recommandations valaient dans des propriétés disséminées dans l'empire, comme on le voit plus loin. La meilleure preuve que l'agronomie ancienne fait partie du développement est finalement qu'elle produit des certitudes et échoue comme de nos jours.

Une connaissance qui essaie de rationaliser utilement la pratique agricole fait partie du développement. Il faudra alors évaluer à nouveaux frais (cf. la conclusion de partie), le rôle de l'agronomie dans la modernisation de l'agriculture au XXe siècle. En attendant, la traque des invariants doit démarrer le plus loin possible dans le temps car les histoires qui prennent le train en marche avec Saint-Augustin, Descartes ou la Révolution française ne sont jamais anodines. Il n'est en effet pas rare que de tels points de départ servent plus à dénoncer l'orientation d'un système qu'à identifier des permanences[18]. Quant aux économistes et aux anthropologues, certains réfutent l'idée d'un développement qui remonterait au-delà du fait colonial. Les plus frileux s'en tiennent au mot développement utilisé après-guerre par le président Truman en lieu et place du terme de progrès. Or, il se trouve que les traités d'agronomie remontent à l'Antiquité. Ces derniers sont parfaits pour comprendre les motivations et l'échec de leurs auteurs.

LONGUE DUREE

L'histoire du développement volontaire remonte à l'Antiquité. Avec ses sources écrites, la Chine ancienne est une référence du fait d'une administration et de grands propriétaires stabilisés. La longue durée jusqu'au XIXe siècle permet de cerner les invariants de ton et de doctrines. Quant au XXe siècle, il témoigne du tournant vers l'efficacité d'accompagnement.

Chine

L'agronomie a prospéré en Chine impériale sans faillir. Un régime politiquement conservateur qui contient les révolutions paysannes et les changements dynastiques pouvait pérenniser les structures sociales et administratives. L'empereur ne devait-il pas conseiller son peuple ? C'était une évidence pour légitimer les hiérarchies paternalistes qui considéraient les paysans archaïques. Les experts du Ministère de l'Agriculture furent chargés de cette tâche : "The ministry of agriculture promoted water control and land reclamation projects ; collected and stored grain for famine relief or for price control

[18] Voir du même auteur : Une autre histoire de la nature.

; set up farming colonies for soldiers or refugees ; offered tax relief, loans, seed and basic equipment to the poor ; and circulated information about improved farming methods through the network of local magistrates[19]". Les experts officiels qui ne disposaient pas des avancées de la biologie mettaient en avant les bonnes pratiques repérées ici ou là. La raison leur servait de viatique et ils ne reprenaient guère les superstitions concernant lunes montantes et autres considérations de ce type. Les expérimentations s'ancraient dans le concret et créaient l'agronomie expérimentale. Mais avant d'examiner les savoirs et la doctrine d'application de la Chine ancienne, précisons les rôles dévolus à l'administration et leur lien avec le développement.

Dans les temps les plus anciens, l'ambiance intellectuelle penche vers le collectivisme. La célèbre « école des agronomes », qui était une philosophie, a influencé le confucianisme. Mais l'égalitarisme d'une communauté démocratique et peu hiérarchisée où les chefs travaillent dans un but d'autosubsistance ne plaisait guère aux autorités[20]. Plus tard, l'administration planifiait la réforme agraire, la fiscalité (faible), l'entretien des garnisons, les aménagements et l'organisation des territoires ouverts à la colonisation sans prêter attention à la vulgarisation technique et aux organisations paysannes[21]. Pour les historiens actuels, les savoirs administratifs se résumaient à la construction de silos publics destinés aux grains. De son côté, l'histoire des techniques en Chine fascine les chercheurs qui évaluent les avancées d'une société conservatrice. Certains ont même souhaité transférer les techniques chinoises comme on acclimatait les plantes exotiques, à l'instar des « Recherches sur l'agriculture et l'horticulture des Chinois et sur les végétaux, les animaux et les procédés agricoles que l'on pourrait introduire dans l'Europe occidentale et le nord de l'Afrique[22]« paru en 1850.

Plus sérieusement, l'historienne des sciences Francesca Bray a révélé la permanence des traités d'agronomie[23]. L'agronomie chinoise se préoccupe de comprendre les différences observées entre régions sans souci de normalisation ou de jugement parce qu'on ne peut pas alors faire autrement. Elle dispose de bureaux décentralisés pour favoriser l'intensification et la diversification des cultures. Cette science est alors portée par l'administration centralisée qui cherche à améliorer le sort des paysans. On peut y voir un souhait d'amélioration du bien commun sans oublier le postulat nécessaire à toute administration qui, sans les préjugés sur les paysans incultes, perdrait sa légitimité paternaliste. Que les fonctionnaires cherchaient à faire plaisir à l'empereur dans une sorte d'évergétisme administratif ou pas, la réception sur le terrain de leurs savoirs et leur intégration dans les communautés chinoises restent inconnues. Il y a fort à parier que le chef de village lisait les brochures et se sentait obligé de pratiquer la culture promue comme on le voit de nos jours dans le développement officiel. Mais aucune évaluation ne semble avoir été réalisée et rien ne permet d'imaginer l'organisation de la profession agricole.

Bray fournit toutefois des indices sur l'efficacité du dispositif d'innovations. Les Chinois montrent du respect pour les anciens et la tradition[24], mais la critique sur le ton du persiflage n'est pas totalement

[19] Bray : voir plus loin.
[20] https://fr.wikipedia.org/wiki/Nongjia
[21] https://www.persee.fr/docAsPDF/ahess_0395-2649_1978_num_33_2_293933.pdf
[22] Léon d'Hervey-Saint-Denys. Imprimerie de J.-B. Gros, Rue du Foin-Saint-Jacques, Paris
[23] Science, technique, technology: passages between matter and knowledge in imperial Chinese agriculture. Francesca Bray
[24] « Although most of the emperors in China considered agriculture to be the foundation of a stable society and central to societal, political and economic activities, long-term stability and extreme power concentration favoured experience-based, labour-intensive agricultural practices over innovative tools and scientific theories. This eventually resulted in technological lock-in in the MQ Period": https://www.nature.com/articles/s41599-019-0282-1

absente. En effet, les deux sources agronomiques : les propriétaires et les experts officiels sont des contrepouvoirs mutuels même si aucun ne veut déjuger l'autre, les deux ne pouvant non plus s'ériger contre les connaisseurs des agricultures locales. Voyons tout de même si les notables reconnaissent les paysans archaïques comme on le voit dans le monde actuel.

Prééminence du réel

La remarque de Song Yingxing dans le Tiangong kaiwu publié en 1637 mérite l'attention : « Les paysans de la préfecture de Suzhou ne recourent pas aux buffles mais remplacent les charrues par des "houes" à quatre ou cinq dents. J'estime que, pour de pauvres fermiers, les dépenses occasionnées par l'achat et la nourriture des bêtes, pour ne pas parler des risques encourus à l'occasion des vols, des maladies et des morts, justifient amplement la préférence donnée à la traction humaine[25]». Sans esprit de système, l'auteur tente de comprendre un écart. L'explication ne glose ni la différence conceptuelle entre technique et pratique ni sur l'avantage évolutif de la traction animale. Il met déjà en avant le risque encouru par les petits propriétaires, risque pratique qui inclut autant les menaces propres à l'agriculture qu'à celles en lien avec leur environnement social. Mais cette remarque incidente n'empêche pas que le reste du traité soit normatif. Tout au plus y décèle-t-on un intérêt pour l'agriculture de terrain avec par conséquent une distanciation avec l'idéal agricole et les normes promus par les experts.

Une distanciation analogue transparaît en 1705 sur le ton de l'ironie : "Long ago Master Han wrote his 'Farming Instructions', a work so clearly expressed that even silken-breeched dandies and book-festooned scholars could understand the farming matters [it describes] » (*un ouvrage si clairement exprimé que même les dandys en soie et les érudits festonnés de livres pouvaient comprendre les questions agricoles [qu'il décrit]*). L'auteur explique clairement les raisons des écarts entre la théorie et la pratique : "However, some of what it says is incomplete, while other parts apply here but cannot be applied there". Insistant sur le caractère local de la théorie, il explique que le public de l'agronomie et du grand maître concerne avant tout ses héritiers : "Although this work cannot transform the whole world, some people may hand it down to their sons and grandsons". On retrouvera à Rome ce public familial.

Forme de la vulgarisation

La Chine multiplie les formes de vulgarisation écrite avec des « technical pamphlets ; records kept at district, provincial or national level, imperial edicts and memorials to the throne ; and agronomic treatises". Le recueil d'observations et l'analyse des phénomènes naturels sont présentés comme des connaissances faisant autorité : "They tell the reader how to apply this knowledge by translating it into forms of material action that will draw benefits from the earth in the form of good harvests".

Selon qu'ils sont écrits par les experts officiels ou les propriétaires, les deux sortes de traités agronomiques (*nongshu*) diffèrent par la portée de l'enseignement. Aussi les propriétaires porte-t-il leur intérêt sur les techniques locales alors que les experts officiels décrivent des techniques génériques. Les propriétaires accordent de l'importance au détail des façons culturales comme c'est le cas de la riziculture irriguée : "the best practices they recorded were typically not specific to the landowning class, for intensive wet-rice cultivation worked best at a small scale and success depended on fine-tuned skills rather than on access to capital or expensive equipment". Ils discutent des cultures et des techniques utilisées localement de manière pratique sans chercher l'universalisme. De leur côté, les traités officiels visent à produire "comprehensive, mobile knowledge that could successfully be transferred through the medium of print, across the vast spaces of the empire, and translated into local action". Dans ce type de traité, les chapitres examinent successivement les méthodes "of land

[25] https://www.jstor.org/stable/pdf/20122778.pdf

reclamation and field systems (how to construct various types of irrigated field, polders, terraces and so on), water control and hydraulic projects, the construction and management of public granaries and on famine foods". Leur public se compose des fonctionnaires en charge des aménagements techniques. "The technical information on farming methods was not intended to teach magistrates how to build a harrow or pinch out cotton themselves, it was a resource for educating and training local farmers. The decoding, the translation of knowledge back into material artefacts and practices and their dissemination, often required the enrolment of such mediators as 'instructor farmers' or 'skilled carpenters'". Ces charpentiers sont en effet les fabricants de herses et d'outils à partir des schémas diffusés. Les meilleures pratiques dans l'empire sont promues : "urging their adoption in less advanced regions (an early form of technology transfer)".

On retrouve en Chine les thèmes éternels qui importent aux agricultures prémodernes comme le choix des sols. S'y ajoutent les techniques propres à la culture intensive : "The Nongsang jiyao describes how to select the right type of soil, construct raised beds, pregerminate the seed, irrigate the beds, pinch out the seedlings and so on, right through to deseeding the bolls (the cotton gin was unknown in China until around 1300) and spinning the yarn[26]". Les trois niveaux des interventions officielles sont la politique nationale, les organisations régionales d'aménagement et les campagnes locales. "At each level, wrote Xu, 'you will only succeed if you pay attention to the details". Xu est connu au début du XVIIIe siècle pour être à la fois un magistrat qui a voyagé et un propriétaire : "he used both farms for comparative experiments with crops and fertilizers".

Le cas du coton

La culture du coton fut promue pour diminuer les importations quand le chanvre était la principale culture textile en Chine. Il fallait accroître autant la quantité que la qualité. Cette vulgarisation officielle correspond aux efforts pour promouvoir la pomme de terre en France à la différence que le pharmacien Parmentier en avait fait une affaire personnelle alors que la Chine innovait avec une véritable vulgarisation agricole. "Wang Zhen, in his Nongshu completed in 1313, says the government disseminated these techniques in order to introduce cotton where it was not yet known, and to raise standards where it was already cultivated. In 1289 the Yuan government established cotton promotion bureaux in the newly acquired southern provinces". Aux dires des experts, l'opération fut couronnée de succès: "Wang names several regions that had since taken up cotton. He noted that in many places it did as well as any native crop, and expressed the hope that it would continue to spread in both north and south".

Wang est alors juge et partie comme la Banque mondiale de nos jours. Et comme la Banque mondiale ou les ONG actuelles, les espoirs de Wang ont été malmenés : "Unfortunately, Wang's ambition for north–south technical exchange of implements like harrows, seed-drills or weeding-rakes was never realized. It is possible that it was never attempted by even the most optimistic local magistrate. Wang neglected to consider that these individual tools were embedded in technical systems: a seed-drill, however efficient in the dry soils of the north, simply did not fit with the wet soils and tillage techniques of the south. Perhaps Xu Guangqi was not entirely wrong to say that Wang Zhen was a better poet than he was a farmer". Hier comme aujourd'hui, les promoteurs du développement oublient l'exigence d'un marché attractif pour tout changement de cultures, ceci avant même les propriétés du sol et l'accès aux tours de main spécifiques. Plus exactement, les taxes ont joué un rôle clé en Chine: "one powerful incentive for farmers to adopt cotton was that in 1296 cotton was

[26] …pincer les semis et ainsi de suite, jusqu'à l'égrenage des capsules (l'égreneuse à coton n'était pas connue en Chine avant environ 1300) et le filage du fil.

incorporated into the tax system at very favourable rates compared to silk or hemp pairing text with illustrations and diagrams in a kind of blueprint".

De son côté, la technologie du traitement artisanal du coton diffuse progressivement. Le marché fut essentiel avec, en particulier, le rôle des négociants qui en furent les médiateurs et peut-être les vrais promoteurs : « Cotton merchants made fortunes from exploiting this regional division of labour, buying raw cotton cheaply in the north, shipping it south to the lower Yangzi workshops, and selling the cotton cloth all over China and beyond". Cela n'empêchait pas Xu de continuer à rêver au nom de l'autosuffisance : "Xu was convinced that farmers across China would benefit if they could both grow good-quality cotton and process it locally he urged a rebuilding of local self-sufficiency". On retrouve deux erreurs communes: promouvoir au nom d'un bien idéal et ne pas prendre en compte les lois du marché qui, elles, motivent tout autant les producteurs, les marchands et les consommateurs.

La doctrine d'application

L'historienne Francisca Bray interroge l'apport des traités d'agronomie: "Were official inscriptions simply records of existing knowledge, or did official agronomists also create new forms of knowledge?". Sa réponse penche pour la description des pratiques locales auxquelles s'ajoutent, parfois, expérimentations et observations. Les savoirs présentés sont de qualité et relèvent de la raison, mais la doctrine d'application pratique du savoir n'est jamais évoquée car elle relève de l'évidence ou, plus exactement, des croyances partagées par les classes dominantes. L'historienne avance alors l'explicatio, classique chez les sinologues, du système social que l'empereur couronne : "It was thus the duty of the emperor and his officials actively to promote agriculture for reasons that were pragmatic (to increase state revenues and maintain social stability) but also cosmological and moral". Le pragmatisme économique expliquerait le développement officiel et privé alors que le conservatisme rendrait compte de la résistance au changement, sacrifiant au passage l'explication par le marché et entérinant le traditionalisme paysan.

Au regard du développement étudié dans cet ouvrage dont la Chine ancienne ne s'écarte pas substantiellement, une autre explication est possible si on veut bien admettre, comme certains auteurs chinois l'ont dévoilé plus haut, l'échec du développement. Il manque en effet la discussion de la doctrine qui fait de l'application des savoirs une évidence : il suffirait de savoir pour pouvoir. Le problème de la doctrine du savoir, comme d'autres -ceux qui ont réussi- mettent en avant le travail sans prendre en compte l'environnement des entreprises, est qu'elle repose sur la croyance partagée de l'ignorance paysanne, ignorance nécessaire pour que le savoir issu des classes éclairées puisse la combler. Personne n'interroge la nature du savoir paysan (vue plus loin) car leur ignorance est une évidence dans les hautes classes de la société. Mais toute l'explication s'écroulerait au moment où le paysan est conçu comme un acteur rationnel dans l'environnement qui est le sien. Si le savoir n'est pour le paysan qu'un élément de la vie productive, vouloir en faire la pierre angulaire du changement mériterait au moins une discussion de la doctrine d'application.

L'évidence non discutée de l'ignorance supposée du paysan est une norme nécessaire dans les hautes classes sociales : administration et grands propriétaires. En s'écroulant ou seulement en questionnant la doctrine du savoir, s'écroulerait aussi les justifications de bien commun et même de savoir qu'ont mis en place ces classes sociales. Le savoir est un fait distinctif qui explique en même temps leur position sociale et leur souhait de le partager pour le bien commun de la société. Car toute la pyramide chinoise n'est pas faite que de pouvoir, chaque niveau a besoin de légitimité pour éviter l'idée de la simple dictature.

Mais comment fonctionne une pyramide qu'on ne peut pas réduire à une administration qui répercute le pouvoir central ? Il en faut davantage pour présider au maintien millénaire de la

« servitude volontaire » de toutes les couches sociales. On verra d'ailleurs que l'expression à la mode de « servitude volontaire » est plus politique que scientifique dans la mesure où elle occulte des pans entiers de la réalité, ce qui n'empêche pas des scientifiques de la reprendre en toute innocence. D'abord, l'administration n'est pas vraiment la médiatrice entre l'empereur et la population car elle ne rend de comptes qu'aux autorités supérieures et in fine à l'empereur. Elle transmet toutefois des informations vers le haut pour que des mesures soient prises, comme le remplissage des greniers car les famines ou les taxes sont sources de désordre. Mais si chaque magistrat bénéficie d'une grande liberté (cf. tome 3), la condition de cette liberté est l'absence de plaintes répétées ou de rébellions. Le magistrat corrompu est peut-être l'image de la société individualiste qu'a imposé le confucianisme, mais il doit transmettre le paternalisme impérial moins par obligation que parce qu'il s'agit d'une attente culturelle de la population. Dans le cadre de ces attentes sociales, l'agronomie est le rejeton à la fois libre et contraint qui vise le bien commun et qui fait plaisir à l'empereur (qui veut le bonheur de ses sujets). Sous l'objectif de bien commun, elle contribue à légitimer les inégalités et elle n'a pas besoin d'être efficace puisque tout repose sur la norme du paysan réfractaire.

Tout ne se résout pas en terme de pouvoir comme on le pense souvent, surtout dans une société millénaire. La clé sociopolitique de l'explication, qui est la même qu'ailleurs comme on le verra, tient à la reddition minimale de compte des magistrats et à l'intérêt général qu'atteste le dépassement collectif qu'est l'agronomie. La recherche de légitimité à tous les niveaux de la pyramide sociale, quand bien même celle-ci est un organisme confucéen qui attribue une place à chacun, ne peut être omise car la pyramide, asymétrique certes, fonctionne dans les deux sens. Il en va de même des grands propriétaires envers les petits paysans qui, en toute sincérité, cherchent à diffuser leur savoir pour le bien commun même si, ce faisant, ils légitiment leur position dominante et l'inégalité.

Invariants

A la fois propriétaires et lettrés, les agronomes chinois connaissent les auteurs, les régions et l'agriculture. Un savoir à la fois pratique et comparé est au cœur d'une réflexion indépendante et parfois caustique. Aussi le ton ironique envers leurs collègues signale-t-il une connaissance locale en mesure d'invalider les généralisations abusives. S'ils portent une forme de progrès, ce n'est pas par leur savoir, mais par les réseaux de semences, de plantes acclimatées ou de factures d'outil qui permettent des ajustements locaux sans révolution ni changement de productivité. Il faudrait connaître davantage leur vie pour savoir s'ils différaient des agronomes romains étonnamment similaires. A ce niveau (sommaire) de l'analyse, il semble qu'ils prenaient davantage en compte le risque qui confine le producteur à la prudence. Le cas échéant, ce pragmatisme pourrait être lié à deux facteurs : la riziculture intensive et l'existence des experts officiels. La riziculture intensive est pratiquée par des petits fermiers soucieux du risque, le premier d'entre eux étant le contrôle de l'eau. Quant aux experts officiels, l'approche technicienne et normative permet le partage des tâches et canalise les propriétaires de parler dans de ce qu'ils connaissent directement. Ce caractère pragmatique limite la propension à la généralisation et à la spéculation. Les normes de leur groupe professionnel pourraient alors être moindres qu'en Europe même si les Romains restent souvent factuels tout en touchant tous les domaines de la production.

En Chine comme à Rome, les agronomes anciens accordent de l'importance aux sols et aux climats, mais ils ne prennent pas en compte l'économie et le rôle des marchands. Il n'est pas clair s'ils distinguent les agricultures selon leur degré d'intensivité qui dépend de la main-d'œuvre disponible : abondante en absolu dans les petites rizières et abondante relativement à la terre avec les esclaves romains. La Chine du XXe siècle n'a pas dérogé au volontarisme dans le développement, voire l'a

accentué avec les champs de cailloux, le nationalisme du poisson-riz et le troisième riz annuel sous Mao[27].

La littérature agronomique chinoise est donc normative comme chez les Romains par une doctrine similaire qui prétend appliquer des savoirs aux non-sachants. Le souci de distinction sociale est évident de la part de notables qui souhaitent à la fois plaire à l'empereur et participer au bien commun du haut de leur inégalité. Pour construire le savoir, ils font appel à la tradition, au bon sens, à l'agriculture comparée et à l'expérimentation. Mais l'inefficacité de leur développement par le savoir partiel ne fait pas de doute dans mon esprit, ne serait-ce que par la répétition des traités qui s'imitent au cours des siècles. C'est d'ailleurs parce qu'il n'y a pas d'impact que chaque siècle recommence à produire des traités. Mais même si l'objectif de légitimité est poursuivi, leur attitude est sincère comme celle des ONG d'aujourd'hui. Et comme les ONG d'aujourd'hui, les agronomes anciens ne tirent aucune leçon de leur échec du fait d'un écosystème social irrémédiablement verrouillé (voir la deuxième partie).

Romains, Arabes, Renaissance

L'Europe a attendu le XIXe siècle pour établir un dispositif volontaire de développement en agriculture. Auparavant, l'agronomie était « la chose » des notables ruraux peu soucieux (ils n'en parlent jamais) des différences entre riches et pauvres au point où on peut s'interroger si le développement visait la société ou leurs semblables. En revanche, le savoir agronomique (le savoir agronomique dépasse le savoir agricole des seules routines nécessaires à l'agriculture) remonte aux Grecs. Depuis, chaque auteur a complété et rectifié des descriptions systématiques. Le savoir est encyclopédique au sens où il traite tout ce qui est nécessaire à la ferme (alors que l'économie ou l'environnement social est traité tangentiellement). Un savoir, qui s'appuie sur des observations répétées et parfois des essais, n'est pas sans bon sens qu'appuie l'autorité de la tradition. Les erreurs se répètent d'un auteur à l'autre.

Antiquité

L'Antiquité méditerranéenne : Grèce, Carthage et Rome, à laquelle s'ajoutent les traditions syriaques et babyloniennes, a fourni de nombreux textes. Les Grecs versaient facilement dans le fait de société (réforme agraire) et la philosophie. Les Romains plus minutieux dévoilent une connaissance de l'écologie et de la biologie des espèces cultivées. Dans tous les cas, il s'agit de grands propriétaires informés de l'agriculture de leurs domaines. Riches, ce sont aussi des voyageurs curieux des coutumes rencontrées. Tous souhaitent partager leur vision des choses pour faire avancer la cause agricole sans toutefois promouvoir des formes de vulgarisation ou de promotion de l'agriculture tant ils imaginent leurs dirigeants préoccupés par d'autres considérations.

Propriétaire absentéiste, Xénophon par la voix d'Ischomaque voulait former son métayer : « Loin de l'acheter, je le forme moi-même, parce qu'un homme qui est fait pour me remplacer en mon absence, et pour seconder ma vigilance, doit en savoir autant que moi[28]». Déjà l'arrogance du Grec dévoile l'importance qu'il accorde au savoir quand l'expérience de son métayer est plus utile à la pratique et au changement. A Rome, Pline l'ancien défendait de son côté le faire-valoir direct : « la culture veut du travail et non de la dépense; aussi les anciens ont-ils dit que l'œil du maître était ce qui fertilisait le mieux un champ ». Columelle nourri par ses domaines et ses voyages en Espagne (sa patrie), en Italie, en Asie et en Afrique ne remet pas en cause ses prédécesseurs et se contente de se démarquer d'eux. Tous couchent par écrit les savoirs qui doivent servir à leurs tenanciers quitte, pour Pline, à ce que la tradition justifie son avarice. Mais le style encyclopédique prouve que le traité agronomique s'adresse

[27] https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/ed-06-08/010044502.pdf

[28] Caton, Varron, Columelle, Palladius avec la traduction en français publiés sous la direction de M. Nisard. Firmin Didot frères, 1864

à tous les propriétaires comme on va le voir en détaillant quelques savoirs. Et si les tenanciers ne savent pas lire, le maître leur envoie un esclave lettré. Les savoirs ressassés au cours des siècles sont en effet révélateurs du public visé par le ton ainsi que par les sources mentionnées. Mon propos ici est moins de distinguer croyances et savoirs que la manière de les valider, ceci pour cerner les normes sociales, le désir de légitimité et les motivations des auteurs successifs. Les erreurs répétées révèlent toutefois une volonté d'édification du public alors que les manques significatifs mériteront un commentaire.

L'approche sociopolitique comparée qui nous sert de guide examine le savoir analysé en tant que tel avant de le « déconstruire » aux deux prismes des statuts du savoir et des agronomes dans leur société. La manière dont ces derniers parlent de technique dévoile leurs intérêts ou leurs croyances légitimes. Il ne s'agit pas d'insincérité, car les ONG actuelles sont sincères quand elles se trompent en permanence. Tous considèrent le savoir car celui-ci a montré dans d'autres domaines (comme l'astronomie marine ou la santé) sa force dans l'explication et dans le changement. Mais tous les champs du savoir ne se prêtent pas à une application directe. Au vu des développements économiques et sociaux en panne depuis des millénaires, on peut même penser que le savoir agronomique d'hier n'a exercé aucune influence et qu'il faudra attendre des progrès décisifs pour accélérer la diversification des cultivars et les transitions agricoles. Je considère leur contribution au développement comme nulle voire contre-productive dès lors qu'ils ont bloqué toute réflexion alternative. Je m'inscris donc en faux contre les historiens qui prétendent que les agronomes anciens ont été utiles : « Les Romains, pour bénéficier au mieux des ressources que leur donnaient leurs colonies nouvellement acquises, ont très tôt cherché à optimiser leur agriculture en adoptant des techniques plus productives. Les auteurs *Scriptores rei rusticae*, avec le soutien de l'État, ont largement contribué à la diffusion de méthodes plus efficaces pour l'agriculture et l'élevage[29]». Mais on verra que d'autres doutent du mantra sans qu'un débat n'ait jamais eu lieu à ma connaissance. Le plan suivi commence par les idées concernant quelques techniques de base avant de sonder la profondeur des connaissances au sein du système agricole.

Techniques

- Lune

Les effets de la lune font partie des croyances plus générales qui soumettaient le sort des hommes aux astres. Le bien et le mal trouvaient ainsi une explication. Comme une croyance partagée soude un groupe et exclut celui qui n'y souscrit pas, l'impossibilité de transgression a conduit à décliner la croyance générale dans des secteurs particuliers. Et même si un individu soupçonne l'absence d'effet, il reste seul face au groupe pour lequel des témoignages microscopiques sont des preuves indubitables. Contrer l'argument lunaire relevait de la démence face à celui pour qui l'acte de foi signe son appartenance au groupe. La lune incarne la norme parfaite partagée par un groupe social, qu'on y croie ou pas.

Les agronomes ne peuvent démentir l'argument lunaire sur une base scientifique tant que cette norme soude l'élite. Et l'usage de la raison s'avère inefficace pour contrecarrer cette croyance. Alors que la lune est mise en avant à toutes les sauces, la prudence prend la forme d'ambiguïtés : « Qu'est-ce, demanda Agrius, que les quartiers de la lune, et quelle est leur influence relative sur l'agriculture? Comment, dit Tremellius, n'avez-vous donc jamais entendu parler à la campagne du troisième jour avant que la lune ne croisse, et du huitième avant qu'elle ne décline? Et ne savez-vous pas qu'en fait des travaux qui ne se font qu'en croissance il en est qu'il vaut mieux entreprendre avant qu'après ce huitième jour? et qu'en fait de travaux à faire en décroissance, le moment qu'il faut choisir est celui où

[29] https://fr.wikipedia.org/wiki/Agriculture_de_la_Rome_antique

j'astre jette le moins de lumière? C'est là tout ce que je puis vous dire touchant les quartiers de la lune, et leur influence sur les travaux rustiques ». Dans le dialogue de Varron, un tiers évoque des généralités et bloque la discussion avec la phrase finale. Columelle se réfugie derrière les arguments d'autorité : « quand la lune est dans son déclin, depuis son vingtième jour jusqu'à son trentième, parce que l'on estime qu'étant coupé ainsi, il (le bois) ne se pourrit jamais ». Il en va de même pour l'ail et l'oignon : « on aura l'attention dans ces pays de ne les semer et de ne les déterrer que lorsque la lune sera sous terre parce qu'on prétend qu'en s'y prenant de cette façon elles n'ont pas le goût trop fort, et qu'elles n'empestent pas l'haleine de ceux qui les mangent ». Columelle cite fréquemment la lune et croit à son action dans un certain nombre de cas. Mais le doute subsiste quand il prodigue des conseils dignes d'un almanach : « Les vignes qui se trouvent près des bâtiments ont souvent à souffrir des rats et des souris. Pour prévenir cet inconvénient, nous attendrons la pleine lune, lorsqu'elle sera dans le signe du Lion ou du Scorpion, ou du Sagittaire, ou bien encore du Taureau; nous taillerons alors la vigne pendant la nuit, à la clarté de la lune ». On note l'imprécision des saisons astronomiques (Lion, Scorpion, Sagittaire ou Taureau). Columelle reprend manifestement l'écrit d'un auteur qui le rend affirmatif alors que la pratique de la taille nocturne est incongrue. Sur le plan pratique, l'efficacité de la recommandation tient moins à la causalité astronomique si on imagine que les rongeurs, amateurs de jeunes pousses, seront dérangés la nuit par les ouvriers. Un conseil est toujours « vrai » s'il y a quelqu'un pour témoigner de son efficacité : le bon sens a toujours le dernier mot à la campagne. Qu'il croie à l'explication de la lune ou pas, Columelle ne sera pas démenti.

Après avoir cité abondamment les effets de la lune, Pline conclut de manière étonnante : « Mais ces deux phases de la lune (nouvelle et pleine) ne sont nuisibles, même la nuit, que si le temps est serein et s'il n'y a pas la moindre brise, car quand il y a des nuages ou du vent, la rosée ne tombe pas ». Columelle ne le dit pas différemment : « pourvu qu'on le (pampre) cueille quand la lune sera dans son déclin, par un temps serein, et après la quatrième heure du jour, lorsqu'il est déjà essoré et qu'il ne sera plus couvert de rosée ». L'historienne Sophie Lunais[30] estime que les auteurs reconnaissent « implicitement le rôle joué par la couche nuageuse » sans lui accorder l'importance voulue. Les agronomes modernes évoqueraient les « périodes critiques » des phases végétatives sensibles aux éléments météorologiques. Comme la pleine lune est accusée des dommages causés aux récoltes, la question devient : pourquoi la lune est-elle préférée à la météorologie ? Un premier élément de réponse est donné par l'historienne qui, à son corps défendant, s'appuie sur l'argument peu scientifique qu'il n'y a pas de fumée sans feu : « Il convient tout de même de s'interroger sur la persistance étonnante de ces prétendues croyances. Depuis des siècles, des millénaires pourrait-on dire sans exagérer, que les agriculteurs s'y conforment, ils ne semblent pas s'en trouver mal. Nous commençons tout juste à découvrir que de telles superstitions dissimulent souvent des vérités ou des demi-vérités fondées sur de vieilles observations parfois exactes (L. Watson[31])». Parfois, oui et souvent non : pourquoi continue-t-on à y croire ? Faute d'explications alternatives, le paysan ou l'agronome ne peut lutter contre son groupe et ses normes. Au plus doit-il se montrer ambigu sans défaire le lien social.

Plus sérieusement, un historien bon connaisseur de l'agriculture prémoderne dénonce catégoriquement ces croyances en 1838, ceci au nom même des anciens : « Varron semble ne pas accorder une grande confiance à la lune : cependant ces erreurs sont devenues des préjugés populaires qui subsistent, et qui subsisteront encore longtemps, malgré les preuves que l'expérience a

[30] Recherches sur la lune: I. Les auteurs latins de la fin des Guerres Puniques à la fin du règne des Antonins. BRILL, 2015, 432 pages

[31] Lunais cite Lyall Watson : Histoire naturelle du surnaturel, Paris, 1974.

données de leur futilité , et les efforts que la science a faits pour les détruire[32]». Dans son mémoire, il utilise 17 fois le mot *curieux* pas nécessairement pour dénoncer car il attribue à Varron de grandes connaissances qu'il a pu vérifier, en particulier par des calculs d'économie rurale. Mais des expérimentations démontrent aussi les affabulations. Il déconstruit la sagesse des anciens qui laisse entendre l'objectif poursuivi alors : édifier. Par exemple, des greffes avancées par les Romains sont impossibles à réaliser et elles n'ont pas pu être expérimentées ni constatées par leurs auteurs. Sachant qu'elles étaient rares et difficilement vérifiables, et pour causes, les Romains semblent avoir voulu se hausser du col dans leur groupe professionnel.

La lune est finalement un argument conservateur, autrement dit politique. Pour s'en rendre compte, il faut au préalable écarter les pratiques culturales qui ont un lien avec la météorologie. Là où la lune agit indépendamment de la météorologie, on voit mieux comment la lune est une explication sectorielle (en agriculture) qui s'inscrit dans les croyances générales sur ses influences dans la conduite des hommes et du monde. Ces croyances sont ancrées dans la religion, l'art et les pratiques sociales pour former une explication mutuellement solide. Faute d'explications scientifiques (qui viendront avec l'invention du microscope et la découverte des germes pathogènes), le climat n'est pas étudié en tant que tel car les résultats iraient à l'encontre des croyances générales. L'argument lunaire bloque la recherche d'autres facteurs d'explication comme la participation sociale ou toute mode de développement proposée par les ONG bloque les recherches sur les explications alternatives. De plus, la lune est l'argument ultime face à laquelle le producteur ne peut pas grand-chose alors que la sécheresse, la rosée et le gel peuvent être combattus. C'est de cette manière qu'il faut entendre Pline : « la culture veut du travail et non de la dépense ». Le fatalisme lunaire appuie le conservatisme que les auteurs d'agronomie incarnent. Toute époque étaye ses croyances par différents moyens. Les médias n'existaient pas alors, mais les artistes contribuaient à verrouiller les croyances, tel Ovide dans les Fastes du mois de Mars qui évoquait : « C'est aussi avec le culte de la Lune sur l'Aventin que s'achève le présent mois ».

- Généralités

Avec la lune, c'est l'ambiance d'une époque qui transparaît avec des normes reprises de manière légère par les auteurs qui se répètent. Les normes sont assénées comme des évidences ou des généralités même si la citation d'un tiers dénote une certaine prudence. La psychologie joue selon que l'auteur est conservateur ou progressiste mais déjà doit-on constater que le lecteur d'aujourd'hui distingue mal l'écart de plusieurs siècles entre Caton au IIe siècle av. J.-C. et Palladius au IVe siècle de notre ère si ce n'est les cultures et les techniques apparues entretemps. Les reprises sont nombreuses et l'esprit critique et l'expérience manquent. Les techniques suivantes signalent le ton employé afin de déceler dans la veine sociopolitique l'unité de la doctrine sous-jacente.

Outre la psychologie, le savoir théorique de l'auteur est également en jeu. Aussi Caton se montre-t-t-il dogmatique quand Varron, comme les Chinois vus plus haut, adapte la technique aux climats et aux contextes. Columelle va dans le sens de Varron encore que ce dernier suive parfois Caton les yeux fermés tout en se dédouanant de l'adaptation et de la distance à prendre avec les normes : « Nous ajouterons aux préceptes de Caton celui qu'un des sept sages a laissé à la postérité : c'est de garder un milieu et une juste mesure en toute chose ». Varron est le chantre de l'adaptation et on peut le considérer comme le pionnier du concept d'itinéraire technique que l'agronomie des années 1980 a conceptualisé. Une technique n'a de sens et ne peut être jugée qu'en fonction du sol, du climat, des cultures, de l'économie et de la gestion du travail qui, tous, commandent l'objectif de production.

[32] Dureau de la Malle. Mémoire sur l'Agriculture romaine depuis Caton le censeur jusqu'à Columelle. In: Mémoires de l'Institut national de France, tome 13, 2e partie, 1838. pp. 413-528

Malheureusement, son analyse multimodale perd de la clarté avec le mélange des cultures dans ses volumes.

- Irrigation

Curieusement, l'irrigation est peu citée par les auteurs romains alors que le milieu méditerranéen est propice à cette technique. Il se pourrait qu'on se contentait d'une agriculture extensive adaptée au manque de force de travail et d'engrais. Aussi Pline écrit-il : « Si les terrains sont arrosables, les arroser » ! Varron évoque même les désagréments de l'irrigation : « Lorsque le terrain est fertile et gras, il n'est pas besoin qu'il soit arrosé d'un ruisseau et on regarde comme meilleur le foin qui vient de lui-même dans un terrain plein de sucs, que celui que l'on n'obtient qu'à force d'eau, quoique cependant l'eau soit nécessaire lorsque la maigreur de la terre l'exige ». L'irrigation semble occasionner des dépenses que Pline déconsidérait. En revanche l'excès saisonnier d'eau est un problème récurrent dont il faut se défaire en priorité.

- Labour

Le labour, technique dispendieuse en énergie et symbole du travail bien réalisé, est l'objet de réflexions controversées qui oscillent entre le dogmatisme et l'usage raisonné. Ces controverses ont perduré et, juste avant la mécanisation moderne, le labour profond était pour certains le must de la bonne pratique d'autant plus que presque personne ne l'adoptait. Varron fait partie des prudents : « Si, par exemple, nous nous décidons à donner, au second labour de nos vignes, plus ou moins de profondeur que ne font les autres; que ce ne soit jamais par simple caprice. C'est en vue d'un résultat positif qu'ont agi ceux qui les premiers sarclèrent deux fois ou trois fois la terre… », ajoutant pour renforcer l'exigence du changement positif : « …ceux qui tentèrent la greffe des figuiers en été, ce qu'on n'avait coutume de faire qu'au printemps ».

Esprit pratique et partisan de l'adaptation au contexte, Varron estime que les attelages, la force de travail et les facteurs de production doivent être cohérents entre eux : « Saserna prétend que deux attelages de bœufs suffisent pour deux jugères[33] de terre; tandis que Caton exige trois attelages pour un plant (sic) d'oliviers de deux cent quarante jugères. De sorte que, si nous en croyons Saserna, il ne faut qu'un attelage pour cent jugères et si nous nous en rapportons à Caton, un attelage ne suffit que pour quatre-vingts. Quant à moi, je pense que ni le calcul de Caton, ni celui de Saserna, ne s'appliquent universellement à toutes espèces de terre mais que l'un ou l'autre peut se trouver juste pour quelques fonds de terre en particulier. Les terrains sont plus ou moins difficiles à labourer. Il en est que les bœufs ne parviennent à ouvrir qu'avec des efforts inouïs, et tels que souvent la charrue se brise, laissant son soc dans le sillon. D'où il suit que tant que la nature du sol à cultiver ne nous est pas parfaitement connue, le plus sûr est de prendre pour règle la coutume du propriétaire qui nous a précédés ». Chaque auteur montre un degré variable de dogmatisme, Varron incarnant l'adaptation et la mesure.

Columelle va dans le même sens : « car plus la terre est labourée à fond, plus les grains et les arbres y prennent d'accroissement. En ceci je ne suis point de l'avis de Celsus, qui, pour diminuer les frais de culture, voulait qu'on labourât la terre avec de petits socs enclavés dans de petits bois, qui pourraient être traînés par des bœufs également faibles et petits ». Même si l'araire prédominait, les agronomes (sauf Olivier de Serres qu'on voit plus loin) se sont écharpés sur ces pratiques sans parvenir à impulser un changement car ils oubliaient que l'agriculture peut être extensive. Dans un tel cas, l'usage de petits bœufs et le grattage du sol ne procèdent aucunement d'une agriculture économe, mais bien d'une stratégie clairvoyante.

[33] 1 juchère = 25 ares

- Couleur de la terre

La couleur de la terre est un critère local qui permet aux professionnels de savoir de quoi ils parlent. Aujourd'hui encore, il arrive que des observateurs ignorants généralisent le critère de la couleur et reproduisent l'erreur des agronomes anciens. Erigée au rang de généralité, l'erreur dénote la méconnaissance structurale et chimique des sols. D'ailleurs, les agronomes de l'antiquité ne s'embarrassaient pas de contradictions à ce sujet. Varron qui croit à la supériorité des sables rouges sur les sables blancs tombe dans le dogmatisme alors que Columelle, de son côté, est incohérent. D'un côté, il fustige avec raison la couleur de la terre : « Nous disons donc que la couleur de la terre n'est point une marque certaine de sa bonté; on doit en chercher d'autres qui soient plus propres à faire connaître une terre à grains, c'est-à-dire une terre dont le sort est gras » alors que, de l'autre, il se contredit : « le lupin se plaît dans une terre maigre, et surtout dans une terre rouge ».

En tombant dans le piège des couleurs, les agronomes anciens montrent les limites de leur souci d'universalisation. Le titre d'agronome n'est pas usurpé car, d'un autre côté, ils classent les sols : « Ces trois espèces de terrains se divisent en six autres espèces, d'après les différentes qualités du sol, suivant qu'il est gras ou maigre, meuble ou fort, humide ou sec ». Ensuite, Columelle distingue deux éléments essentiels à l'agriculture de leur époque : la fertilité du sol et sa facilité à le travailler. La facilité de travail réduit l'énergie dépensée et facilite l'ameublissement nécessaire pour créer un lit de semences favorable à la levée : « un terrain naturellement gras et meuble rapportera toujours plus qu'un autre, parce qu'en donnant de meilleures récoltes il exigera le moins de culture et que la culture en sera moins dispendieuse. Ainsi donc un sol qui réunirait ces deux qualités devrait être regardé comme le plus fertile ». Le souci d'universalisation révélé par la généralisation des couleurs locales présente un autre problème. En effet, Columelle ne contextualise nullement la structure superficielle des sols alors qu'il aurait dû distinguer les grands propriétaires, où le caractère du sol est important, et les petits producteurs. Pour ces derniers en effet, un sol compact peut être ameubli en multipliant les façons culturales, ce que peut difficilement faire le grand propriétaire. Le sol est un révélateur politique.

D'un autre côté, la couleur des sols qui revêt une certaine valeur au niveau local devient équivoque autrement. En effet, une couleur cache des sols très différents alors que la même fertilité d'un terrain peut s'accompagner de couleurs variées. Une réelle connaissance comparée des terrains aurait dû mettre la puce à l'oreille des agronomes, mais les traités successifs approfondissent l'ornière alors que la prudence aurait été louable. Il ressort que, sur un sujet important à une époque de moyens d'artificialisation limités, ils s'appuient sur des discussions locales. L'erreur est d'autant plus impardonnable que ces agronomes ont des propriétés éparpillées dans l'empire et que la couleur des sols révèle des fertilités très différentes. Il semble donc que, s'ils connaissent un de leur domaine, ils méconnaissent les autres et que leurs intendants sont les véritables producteurs[34].

- Fertilisant

Comme les sols, les fumiers sont l'objet de classements. On ne parle alors pas de compost, qui exige trop de travail, et on se contente de fosses où l'on jette cendres, végétaux, boues, etc. De manière originale, Columelle est sans doute le premier à remettre en cause la fatigue naturelle de la terre. Il explique que les terre neuves sont engraissées par le feuillage naturel, qui donne les premières années des récoltes abondantes. De cette observation, il tire la conclusion de l'importance de fertilisants adaptés. Ce faisant, il s'oppose aux normes de son époque car les agriculteurs se sont toujours plaint de la fatigue du sol pour expliquer une mauvaise récolte quand tout semble augurer une récolte normale. Les facteurs en jeu dans la production sont suffisamment nombreux pour produire une

[34] Des pédologues de nos jours continuent à faire la même erreur que les agronomes anciens.

contre-performance inexpliquée, laquelle entraîne l'explication de la fatigue des sols. Là encore, Columelle mérite son statut d'agronome qui, par l'observation et la raison, avance une contre-explication. C'est pourtant peine perdue car l'explication viendra après les travaux de Liebig sur la chimie végétale au XIXe siècle. De nos jours encore, les agriculteurs se plaignent de la fatigue du sol à laquelle donnent du crédit les observateurs plus attentifs aux discours qu'aux mesures sur le terrain[35].

A une époque où la jachère est omniprésente, Columelle n'y accorde pas plus d'importance qu'à l'irrigation (si on a de l'eau, on irrigue). Une jachère nécessaire n'exige ni théorie ni explications. En revanche, l'assolement est discuté dès l'antiquité. Selon Adam Dickson en 1802[36], « l'usage en Angleterre de semer sarrasin, froment, trèfle, pois et autres légumes, pour être retournés comme engrais » a été transmis par les Anciens. « Les Grecs employaient les fèves à cet effet; et Théophraste nous apprend que dans la Macédoine et en Thessalie les cultivateurs les retournaient en fleur. Au lieu de fèves, les Romains employaient des lupins ». Aussi Varron glorifie les « plantes qu'on cultive moins pour en tirer du profit dans le moment présent que pour augmenter celui de l'année suivante ». Des agronomes actuels en France continuent à promouvoir la luzerne comme les Anciens, ceci avec le même insuccès car si on connaît depuis longtemps les bénéfices des assolements en particulier avec les légumineuses, leur économie avec un bilan des avantages et des coûts au niveau de la ferme conduit depuis longtemps à une plus grande parcimonie. Et malgré ce qu'en pensent ces agronomes, ce n'est pas par ignorance des producteurs.

Reste que les Anciens n'ont pas de théorie de la fertilisation et que les effets des expérimentations conduites sont contradictoires. On loue alors non seulement les lupins mais aussi les pratiques gauloises d'usage de la marne et autres produits sans que l'agriculture romaine en tire parti. Dans le brouillard, les agronomes jugent et prétendent alors que la tradition demeure : les chiens aboient… les agriculteurs font leur travail.

- Soin aux semences

Les ravageurs qui détruisent les semences font l'objet de soins et les expérimentations sont variées, ceci toutefois après le drainage des terres : « le souverain remède, et sans lequel les autres ne sauraient être d'aucune utilité, c'est de faire écouler l'humidité au moyen d'une rigole ». Tout interagit en agriculture et l'agronomie essaie d'instituer des priorités dont les principes, trop souvent, n'ont une portée que locale ou théorique. Des essais d'enrobage de semences, comme de nos jours avec des produits phytosanitaires, seul l'effet de la joubarbe a été retenu par les agronomes. Mais l'avantage n'est pas suffisant pour que la pratique se généralise. De même on sait intensifier la conduite des cultures avec le repiquage de plants élevés en pépinière, mais le travail formidable réduit la pratique aux cultures jardinées. Les agronomes eux-mêmes doutent de certaines pratiques singulières : » Mais il y a des personnes qui prennent un panier à semer, le garnissent d'une peau d'hyène, et y laissent séjourner quelque temps le grain avant de le semer, convaincus que cette précaution leur fera obtenir une récolte abondante ». L'agronome signale la pratique et se garde d'en faire la publicité.

De l'agriculture idéale à l'agriculture réelle, il y a un pas qui s'appelle coûts-bénéfices : l'innovation est-elle rentable par rapport au travail exigé quand il faut prendre soins de toutes les cultures dans une ferme ? En travaillant sur une culture isolée ou sur une étape de la production telle la protection des semences, les agronomes donnent des leçons de savoir, mais la preuve scientifique se heurte à la

[35] https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/pleins_textes_6/colloques2/38712.pdf
[36] De l'Agriculture des Anciens. Traduit de l'anglais. France: (n.p.).

réalité[37]. De plus, le savoir est lui-même sujet à caution s'il ne distingue pas les croyances locales. « Tentez l'idée qui paraît bonne », semblent-ils conseiller. Il est vrai que la différence entre les efficacités nette et brute semble avoir été perçue tardivement et est retombée dans l'oubli de nos jours car elle gêne les promoteurs du développement. En 1838, Dureau de la Malle l'utilisait pour expliquer les spécialisations céréalières comme l'Angleterre de son temps ou la Sicile à l'époque des Romains (de nos jours c'est le citron) mais aussi l'Egypte irriguée et fertilisée ou l'Afrique du nord extensive. En effet, la richesse des nations dépend moins des rendements que des structures agraires. Aussi la petite paysannerie irlandaise avait-elle sans doute de meilleurs rendements à l'hectare que l'Angleterre, mais elle était pauvre car l'essentiel de la production sur de petits lopins nourrit à peine une population nombreuse. La richesse dépend non seulement des structures agraires mais aussi de l'industrie qui permet la mécanisation de l'agriculture et absorbe la population rurale. Les faibles densités de population au temps des Romains permettaient de produire des surplus et de la richesse. Malheureusement, la distinction entre profit net et brut échappait aux agronomes de l'époque comme elle échappe aux programmes de développement actuels[38].

Les anciens calculaient les rendements moins en termes de masse produite par ha que sur la base du rapport du nombre de grains obtenu par semence. Comme tout indicateur, le produit rapporté à la semence a des avantages et des inconvénients. Parmi les avantages, son usage était commode et il indiquait le potentiel d'une variété cultivée. Egalement, il donnait plus d'importance aux agricultures extensives qu'intensives car un plant de céréales fournit une multitude de grains à faible densité de peuplement cultivé et à faible fertilisation. Comme la faible densité et la fertilisation favorisent le tallage des céréales, ces choix accroissent le nombre de tiges et de grains sans que le rendement par unité de surface augmente. Columelle a tenté de rendre compte de ce paradoxe en l'attribuant au type de sol : « par la loi des contraires, une terre maigre demande autant de semence qu'une terre grasse. Le grain à moins d'être semé très clair sur les terres pauvres, produit des épis petits et vides, tandis que dans les terres riches le grand nombre de tiges qui partent d'une même racine fait que la récolte est aussi épaisse, alors même que le blé y est semé clair ». L'observation est juste et seule « la loi des contraires » opportunément brandie ressemble étrangement au formalisme présent dans certaines sciences qui n'explique rien.

- Elevage

L'élevage fait l'objet de très nombreux conseils pratiques. Columelle évoque par exemple le choix des mâles et des femelles : « Si le cas exige qu'on se procure plus de mâles que de femelles, Aristote, le plus grand connaisseur des phénomènes de la nature, ordonne d'observer, en faisant couvrir les brebis, le vent de septentrion pendant les jours secs, afin de faire paître le troupeau vis-à-vis ce vent, pour que les brebis l'aient en face pendant l'acte de la génération. Si l'on veut se procurer des femelles, il faut au contraire chercher les vents du midi, et faire couvrir les brebis dans la même position respectivement à ces vents. Car la méthode que nous avons enseignée dans le premier livre, qui consiste à serrer avec une ligature le testicule droit du mâle ou le gauche, au moment de la génération, est d'une exécution difficile dans des troupeaux nombreux ». Il est surtout inopérant.

Les abeilles sont examinées dans leur milieu de vie, l'emplacement du rucher, la fabrication des ruches, l'essaimage, etc. Mais on croit alors à l'existence du « roi », celui qui « sera étincelant, tacheté

[37] Les modes d'alimentation humaine qui changent au gré des avancées scientifiques et qui ont leurs médecins « holistes » (régime à base d'ananas, sardine au petit déjeuner, chrono-régime, antioxydants naturels, etc.) ressemblent étonnamment aux modes successives de développement.
[38] https://www.persee.fr/doc/minf_0398-3609_1838_num_13_2_1290

d'or ». Les croyances sont parfois encore plus exotiques puisqu'on pensait que les abeilles[39], encore que certains en doutaient, étaient engendrées par la viande de bœuf : « Au reste, Démocrite et Magon, ainsi que Virgile, ont pensé que c'était dans ce temps-ci que l'on pouvait se procurer des abeilles en tuant un bouvillon. Magon va même jusqu'à assurer qu'on peut obtenir le même résultat avec les entrailles d'un bœuf mais je pense qu'il est superflu de détailler cette méthode avec exactitude, et je me range à l'avis de Celsus, qui dit très prudemment que la perte de ce genre de bétail n'occasionne pas un assez grand dommage, pour chercher à se le procurer par une pareille voie ». La croyance est difficile à éradiquer car elle s'enracine dans des croyances plus vastes dont témoigne la *bugonia*. Ce sacrifice attribué aux anciens Égyptiens se fondait sur une conception durablement reprise depuis Virgile dans les Géorgiques qui citent Aristée, l'apiculteur mythique : « Aux lieux où le peuple fortuné de la Pelléenne Canope voit le fleuve Nil étendre ses eaux stagnantes, […] tout le pays voit dans ce procédé un remède salutaire et sûr. On choisit d'abord un étroit emplacement […]. Puis on cherche un veau, dont le front de deux ans porte déjà des cornes en croissant […] et quand il est tombé sous les coups, on lui meurtrit les viscères pour les désagréger sans abîmer la peau. On l'abandonne en cet état dans l'enclos, en disposant sous lui des bouts de branches, du thym et des daphnés frais. […] Il fermente, et l'on peut voir alors des êtres aux formes étranges : d'abord sans pieds, ils font bientôt siffler leurs ailes, s'entremêlent, et s'élèvent de plus en plus dans l'air léger, jusqu'au moment où ils prennent leur vol, comme la pluie que répandent les nuages en été ». La Bible donne une croyance similaire dans le Livre des Juges : « Samson tue un jeune lion qui se jetait sur lui en rugissant, le déchirant, comme on déchire un chevreau. Quelques jours plus tard il fit un détour pour revoir le cadavre du lion. Il y avait dans sa carcasse un essaim d'abeilles et du miel[40]». Quand les croyances sont consacrées par le temps et vénérées par les artistes, même les experts les plus incrédules se gardent de l'omettre pour ne pas dévoiler ce qui pourrait être considérée comme une ignorance de leur part ou un irrespect envers la tradition[41].

Incapables de prendre leurs distances avec les croyances, les agronomes reproduisent le café du commerce où prédomine un discours de rentier, entre copains, voire de conseiller immobilier qui explique l'agriculture à des clients potentiels ou de patron de stage pratique qui explique l'agriculture à son élève. On pontifie, on décrit et on reprend les normes académiques comme c'est le cas de nos jours dans de nombreuses enceintes universitaires. Dans le genre, le plus ambigu est l'Opus Agriculturae du IVe siècle. Les quatorze livres de Palladius largement dérivés de Columelle sont arrangés de manière calendaire. On suppose que cette présentation facilitait le travail des fermiers, mais curieusement, le quatorzième livre sur la sylviculture est écrit sous la forme d'un poème. Aspect pratique ou poésie entre amis, l'agronomie ancienne n'a pas révélé tout son mystère.

Organisation de la ferme

- Système

Le « mesnage des champs », comme dira Olivier de Serres à la Renaissance, est pris en compte sous la forme des principes de base de l'économie rurale. Par exemple, les techniques doivent être cohérentes entre elles pour garantir l'intégrité fonctionnelle de l'entreprise agricole, ce qui amène Palladius à circonstancier les avantages de la moissonneuse gauloise : « Cette méthode est bonne pour les pays plats et dont le terrain est égal ainsi que pour ceux où l'on ne considère pas la paille comme objet de nécessité ». Le traitement des pailles était lui-même vu selon trois types qui agissent

[39] Cette croyance est issue de ce que croyait Olivier de Serres lui-même (voir plus loin) » puisque toute corruption est commencement de génération ». L'universitaire Félix Pouchet défendait encore la génération spontanée à laquelle a mis fin non sans mal Louis Pasteur.

[40] https://fr.wikipedia.org/wiki/Bugonia

[41] La théorie de la génération spontanée a perduré jusqu'aux expériences de Louis Pasteur et sa controverse avec Félix Pouchet.

sur la répartition du travail : la moisson du seul épi ; la moisson à la faux avec la tige entière et la moisson à mi-tige. Les Gaulois manquait sans doute de main-d'œuvre et une moissonneuse rapide traitait de grandes surfaces. Plus tard dans la saison, les animaux en Gaule étaient sans doute parqués ou gardés pour pâturer les chaumes et les piétiner tout en fumant les parcelles. Il n'y avait pas de fumier à apporter même si la fumure naturelle est moins efficace que le fumier mûri. De son côté, la paille romaine était récoltée car la main-d'œuvre servile était abondante. La paille servait au fumier, à pailler les cultures fragiles, à fumer les cultures spéciales et exigeantes (« enfouissez près des souches du fumier, de la paille, des marcs ou tout autre engrais qui en ranime la végétation ») ou encore à la conservation de l'ail. Elle complétait la ration hivernale des brebis avec la vesce et le frêne.

Les attelages et la force de travail ne peuvent être partout à la fois. Le système productif est tendu lors des pics saisonniers de travail. Le calendrier des tâches doit tenir compte des limitations et établir des priorités « afin que, par une continuité d'opérations successives, la naissance des agneaux succède à la vendange, comme la vendange aura succédé à la moisson, et que ces animaux puissent mieux supporter les froids et le jeûne dont ils sont menacés pendant l'hiver, par les forces qu'ils auront acquises en se rassasiant de fourrage pendant tout l'automne ». Mais au-delà des principes, le calendrier demeure un idéal hors contexte qui se contente de lister les tâches par saison.

En général, les fermes devaient assurer leur autosubsistance pour fabriquer et réparer. Magon traite toutes les ressources utiles qui sont bien plus nombreuses qu'aujourd'hui, qu'elles soient nécessaires à la cuisine comme à l'usage productif, telles les saussaies. Aussi l'asphodèle et le laurier non cultivés sont-ils abordés dans les traités.

- Ressources humaines

Comme le système qu'est l'entreprise doit gérer les pics de travail, l'agronome ancien traduit cette contrainte par l'ajustement entre la taille de la ferme et l'ampleur des ressources nécessaires. Le marché du travail n'est pas mentionné peut-être parce qu'il ne peut suppléer aux lacunes locales. On verra aussi que le marché des biens n'est pas davantage mentionné comme si les prix ne souffraient aucune fluctuation ni taxes.

Les ressources humaines incluent la formation des fermiers. Columelle suit Ischomaque vu plus haut : « Mais il serait encore moins avantageux d'affermer sa terre à un habitant de la ville, qui cultive par ses gens plutôt que par lui-même. Un fermier de cette sorte, dit Saserna, vous donne un procès en place de la rente. Il vaut donc mieux prendre nos fermiers dans les paysans nés sur nos terres, et choisir celui d'entre eux qui sera le plus assidu au travail, toutes les fois que nous ne pouvons cultiver nous-mêmes […]. Pour peu que le climat soit sain et la contrée féconde, un bien exploité par un fermier rapporte toujours moins que celui qui aurait été cultivé par le maître lui-même ou par son métayer, à moins toutefois que celui-ci ne soit un esclave indolent ou rapace ce qui n'arrive ordinairement que par la faute du maître et par sa négligence. Il dépendait de lui de ne point confier à un tel homme la gestion de ses affaires ou de la lui retirer »[42].

Mais le principe du « métayage direct » supposé supérieur à celui du fermage délégué semble indiquer que la réalité de l'époque doit justement être le contraire du principe affiché. Sinon, ce n'est pas la peine d'en parler. Il s'agit seulement pour les agronomes propriétaires de signaler le mieux plus que le bien ou le réaliste. D'ailleurs, s'ils étaient justes, ils évoqueraient les avantages du fermier issu de la ville : il connaît les marchés, sécurise les loyers en argent et évite la gestion tendue d'une ferme en autarcie car il fait appel à l'environnement économique pour accéder au crédit et au marché du

[42] Ce type de préoccupation n'apparait pas, à ma connaissance, dans les latifundia d'Amérique du Sud. Une comparaison s'imposerait, mais il est probable que l'absentéisme distant ait été plus fréquent en Amérique latine.

travail. L'idéal autarcique des agronomes semble à cet égard un brin conservateur. Autrement dit, le principe asséné par les agronomes, parce qu'il est répété avec constance d'un agronome à l'autre, indique l'existence d'une réalité capitalistique avec partage des risques différente de la gestion en père de famille avec esclavage et métayage[43]. L'agronome émet toutefois des réserves au métayage direct. La plus importante concerne « les contrées malsaines et stériles » qu'il « n'est pas avantageux de faire cultiver par nos esclaves », lesquels sont un bien à préserver. L'économie de ces biens coûteux est certes une dimension à prendre en compte à défaut d'empathie, mais la réalité ne fut-elle pas justement d'envoyer les esclaves dans les zones insalubres ? La question reste ouverte. De même, « lorsqu'un fonds est assez éloigné pour que le chef de famille ne puisse s'y rendre souvent, il vaut mieux le confier à des fermiers libres qu'à des métayers esclaves ». Les agronomes vivaient dans des propriétés pas trop enclavées et faciles à travailler dans lesquelles ils font valoir une agriculture idéale.

Le paternalisme n'est d'ailleurs qu'une apparence car le métayer sur qui repose la confiance ne doit pas s'éloigner trop de la ferme. S'il le fait, c'est pour prendre connaissance des nouveautés techniques (Caton cité par Columelle). Les agronomes qui prônent les bonnes pratiques se dédieraient s'ils n'acceptaient pas cette entorse à leur conservatisme social. Outre le paternalisme économique, les agronomes moralisent quand ils professent que le métayer ne doit pas s'adonner à la magie : « il ne recevra chez lui ni devins ni magiciens qui, profitant de la superstition des hommes, les entraînent aux dépenses et les plongent ensuite dans le crime ». Le paternalisme est d'ailleurs doublé d'une hypocrisie sans manières, et plus directe que l'approche participative actuelle, quand le maître demandera conseils aux esclaves pour qu'ils aient l'impression de travailler selon leur volonté. Il invitera les plus méritants aux fêtes mais sans mélange des genres. Les esclaves enchainés la nuit seront l'objet de soins particuliers pour éviter la cruauté des geôliers. Les ressources humaines accordent un chapitre aux femmes esclaves qui permettent d'attacher le métayer à la terre. On libérera aussi les femmes ayant plusieurs fils, ceci pour les inciter à procréer et à accroître la richesse de la ferme. Le paternalisme est bien une composante de la gestion économique et révèle par contraste la réalité violente de nombre de latifundia de l'époque. Les agronomes font partie de l'avant-garde conservatrice qui n'est progressiste que sur le plan de la raison économique.

Discussion

Les premiers agronomes défendaient la réforme agraire comme en Chine, en Grèce voire à Rome encore que, dans ce dernier cas, il s'agissait de frondeurs plus que d'agronomes. Plus ou moins rapidement, ils se contentèrent d'aborder les faits techniques. Comme le monde actuel du développement n'est pas majoritairement révolutionnaire pour ne pas être accusé d'ingérence politique, je n'aborde ici que la seconde vague qui dure jusqu'à aujourd'hui. On se rappellera toutefois que le premier réflexe des lettrés est l'égalitarisme et que l'abord des techniques, plus exigeant en termes d'expertise mais moins dangereux, vient en second.

- Ton, encyclopédisme, sources

Quelqu'un demandait un jour à Caton quel était le meilleur moyen de s'enrichir diligemment. Ce dernier répondit que c'était de s'appliquer à nourrir des bestiaux. La même personne insistant pour savoir quel était le moyen qui approchait le plus de celui-là, il répondit que c'était encore de nourrir des bestiaux, mais d'une manière moins parfaite. Cicéron, en rapportant cette anecdote, lui fait ajouter que le troisième moyen serait de nourrir des bestiaux, quoiqu'on le fit mal. L'ironie maniée par Cicéron était alors reprise comme une anecdote plaisante. Car si le doute est possible sur l'idéal agricole, le respect l'emporte. Et les agronomes prudents manient l'ambiguïté sans remettre en

[43] Ou la stratégie de "gestion prévoyante" in : Sur les choix économiques des notables romains. Jean Andreau https://books.openedition.org/ausonius/10017

question des savoirs qui s'accumulent. Les agronomes chinois maniaient plus souvent l'ironie que les Occidentaux car ils étaient moins obnubilés par le prêche d'une agriculture idéale.

Le progressisme du voyage et la tradition du voisinage

L'agriculture est une affaire de bon sens auquel l'agronomie ne peut déroger. L'art agricole est également ténu au sens où il est le fruit d'ajustements qui optimisent un appareil à la fois en tension sur les ressources disponibles et générateur de peu de revenus. En effet, l'agriculture est peu rentable car l'innovation, massive quand tous les producteurs changent dès qu'il y a une nouveauté économiquement rentable, fait baisser les prix puisque l'offre augmente. Ce mécanisme produit une certaine uniformité en agriculture, laquelle est considérée à tort comme la conséquence d'un comportement moutonnier, routinier et ancré dans la tradition. Face à cet art pratique en perpétuelle recherche, la science longtemps mal étayée était de peu de secours. L'agronome ancien conjuguait par nécessité raison et tradition sans se rendre compte que l'innovation est partie prenante de la tradition quand elle prend place par saut plus que de manière incrémentale[44]. L'aporie apparente entre tradition et innovation conduisait à les transcender avec l'agriculture idéale qui permettait à l'avant-garde des propriétaires de percevoir favorablement les nouveautés (vues lors des voyages par exemple) et de s'aligner à la prégnance des normes du voisinage.

Qu'ils soient citoyens d'empire ou d'une culture commerçante comme chez les Grecs, les Syriaques ou les Carthaginois, les agronomes étaient des voyageurs. De l'étranger ou des sociétés colonisées, ils rapportent des techniques dont ils sont admiratifs. Aussi la Gaule transalpine et cisalpine est-elle mentionnée pour les usages du saule, de la chaux ou de la marne comme fertilisant, de la brique cuite, de la tarière, du sapin, des pratiques sanitaires sur les chèvres, du bœuf de trait, des grands lièvres, de la rave comme aliment du bétail, des cépages, etc. Sont également cités les élevages de porcs, la charcuterie gauloise et les truies immenses avec d'énormes portées. Les références prises à l'étranger servaient autant à lister des singularités potentiellement utiles qu'à montrer un humanisme d'avant-garde. Mais les auteurs ignorent les raisons de l'art étranger et n'en tirent pas de leçons comparées. C'est à leur lecteur que revient de considérer l'utilité des plantes acclimatées, des produits inédits et des techniques si elles trouvent leur place dans le système agricole[45].

Les échanges internationaux montrent une agronomie en apparence progressiste qui dépasse le public restreint de l'épouse de Varron, des métayers, de l'Italie et même de la Méditerranée. Varron dédie en effet son ouvrage à sa veuve : « Si j'avais du loisir, Fundania, je donnerais une meilleure forme à cet ouvrage. Tu l'auras tel que peut le faire un homme qui se dépêche car si l'on peut dire que l'existence n'est qu'une bulle d'air, c'est encore plus vrai quand on est vieux. J'ai quatre-vingts ans ; c'est l'annonce de plier bagage et de se tenir prêt à partir. Tu viens d'acheter un fonds de terre, dont tu voudrais, par une culture bien entendue, tirer le meilleur parti possible ; et tu réclames à ce sujet mes soins et mes conseils ». Les agronomes font semblant de s'adresser à leurs proches car l'encyclopédie dénote l'aspiration à l'universel. Cette vision généralisante -plus politique chez les Grecs, plus expérimentale chez Columelle- ébauche un idéal agricole, idéal d'ailleurs perfectible et non définitif. D'un autre côté, les agronomes partagent les croyances et les savoirs de leur voisinage.

Le ton et le style

A leur manière, les traités enchaînent les évidences. Xénophon discute avec Socrate qui, la philosophie aidant, défend le travail bien fait. Le crédo du propriétaire s'applique successivement aux techniques, à l'anticipation et à l'art de commander. L'art de commander s'applique aux femmes comme aux

[44] La sociologie rurale n'arrive toujours pas à expliquer l'économie des courbes de diffusion en S d'un objet technique : https://www.cairn.info/revue-pour-2016-4-page-147.htm

[45] Acclimatation parfois en échec comme le rappelle Pline pour le citronnier, le palmier et d'autres plantes.

métayers et aux esclaves. Les anticipations reposent sur le choix du terrain en rapport avec une culture et avec la capacité à artificialiser le milieu, qui est principalement l'énergie des hommes et des animaux. Le savoir technique complète le dispositif du travail bien fait, tel le grattage du sol ou le labourage qui peut compromettre une culture si la pluie crée des zones indurées. Rien d'original, dira-t-on, car quel agriculteur méconnaît ces évidences ! La question est posée : Management pour les Nuls ou Mémento de l'agronome ?

Avec des évidences teintées de savoirs, le ton des agronomes dévoile des bizarreries pédagogiques tel Palladius dont le dernier livre est écrit en vers. Pourtant, les historiens jusqu'à nos jours n'ont jamais remis en cause le caractère développemental des traités ; ce faisant, ils sous-estimaient les visées sociales des agronomes qui leur subordonnaient le développement. Le Carthaginois Magon dont le travail fondateur a été repris par ses successeurs : Pline l'Ancien, Varron, Columelle et la compilation en grec des Geoponica ne cite jamais ses sources. Son credo est de répéter sous diverses formules : « voilà ce qu'il faut faire pour être un bon agriculteur ». On y retrouve expérience personnelle et normes du groupe social. Le bon sens, les descriptions précises et les bonnes pratiques vues ici ou là donnent l'impression que tout est pensé sous le sceau de la raison. Doté d'un optimisme à toute épreuve et d'un aplomb sans faille, comme Donat et Saint-Augustin plus tard, il attire l'attention des Romains. Mais son agriculture est tellement idéale qu'elle fait douter aujourd'hui du réalisme économique de l'auteur. Manifestement, c'est un professeur qui veut convaincre ses élèves, des disciples ou les aspirants propriétaires en montrant que tout est facile pour qui est rationnel.

Magon n'évoque ni les crises ni l'aléa agricole, encore moins les manières de s'en prémunir ou d'y faire face alors que tout agriculteur s'y prépare, par exemple en évitant de prendre des risques inutiles, en les calculant ou en se contentant des pratiques qui ont fait leur preuve. L'idéalisme de Magon retrouve celui de Caton dont la minutie étonne puisqu'il précise la longueur des courroies. Il n'est nul besoin d'être grand clerc pour savoir que la longueur d'une courroie n'a besoin d'aucune théorie et qu'elle varie selon les usages qu'on en fait. On peut se méfier aussi des précisions incongrues qui, si elles « font vraies », cachent ignorance et dogmatisme. Caton prend d'ailleurs tout au premier degré : lune, magie, offrandes, amurque (panacée à base de marc d'olive à peine citée par Columelle), pressoir aux mesures du sien, recette de vin grec et de paille, etc. Pour lui, tout se vaut, l'important comme l'anecdotique, le vrai comme la tradition. Sa psychologie singulière ne saurait toutefois être attribuée à la raison encore empêtrée dans les croyances parce que les autres agronomes reprennent ces dernières avec parcimonie. Il s'agit plus d'une ouverture d'esprit moindre que celle de Columelle ou de Varron. La curiosité d'esprit de ce dernier est d'ailleurs révélatrice pour éclairer les motivations des agronomes : alors que les historiens ont régulièrement moqué ses étymologies, sa manie à trouver une explication aux mots de l'agriculture révèle à la fois la tentative de recherche des causes historiques d'une technique et une pédagogie pour rappeler facilement le sens de la technique. Même fausse, l'étymologie cherche à donner du sens. De son côté, Columelle évoque parfois la source des différences observées dans les pratiques et met en avant l'expérimentation. Restent des agronomes pris à leur propre piège : quand ils évoquent leurs expérimentations : « On greffe le châtaignier ainsi que je l'ai éprouvé moi-même », le faible nombre d'occurrences montre à quel point leur expérience est limitée. Si l'innovation n'est pas oubliée, la tradition l'emporte : « voilà la meilleure façon de faire » prétendent les anciens. Il s'agit d'une agronomie de recettes transmises sans vérification.

Les recettes efficaces se greffent parfois sur des savoirs faux alors que les savoirs vrais ne servent à rien tant qu'ils sont partiels face à une pratique multidimensionnelle. Ces savoirs ne sont pas tous vérifiés par les auteurs qui doivent s'appuyer sur leurs métayers, leurs voisins et les auteurs antérieurs. Fruit d'observations naturalistes et de comparaison, ce savoir est complété par les

expérimentations qui sont de deux sortes : le dispositif expérimental contrôlé et volontaire (on teste des engrais, des porte-greffes, etc.) et les expériences multiples d'ajustements et d'observations que l'agriculteur subit quand il est retard pour un semis, quand il manque de semences de la variété voulue, quand il bricole un outil au dernier moment, etc. Parmi les connaissances en biologie et en écologie, sont notoires celles qui s'appliquent à des spéculations particulières : grive migratrice, escargot, loir, grue et paon (le cygne sera un mets apprécié au Moyen-âge). Les animaux rares ne sont pas du goût de tous comme le déclame le poète Horace : « C'est parce que l'oiseau rare se vend au poids de l'or, n'est-ce pas ? Mangez-vous ce plumage que vous louez ? Mais quoique la chair du poulet soit supérieure mille fois à celle du paon, il est clair que vous êtes déçus par la différence de leurs habits[46]». Mais l'artiste ne pouvait apprécier deux choses peu apparentes : des observations issues du monde de la chasse ; et la réactivité économique pour satisfaire les besoins du marché. Si le paon peut être un mets de luxe, ce n'est pas le cas de l'escargot qui devait être un mets populaire. Les éleveurs mettent en place des procédés inédits : « On a un procédé nouveau pour engraisser les lièvres : c'est de les prendre dans le parc et de les placer dans des cages étroites et fermées ». Et Appius apostrophant Axius de préciser : « Quant aux escargots et aux loirs, je vous en tiens quitte; et ce n'était pas une affaire. La chose est pourtant moins simple que vous ne semblez le croire, mon cher Axius. Encore faut-il aux escargots un lieu qui leur convienne… ». Les agronomes semblent ravis par ces dynamiques nouvelles à bien des égards. Car au-delà des garennes, viviers et volières (pigeons inclus) qui rapportent, le luxe des immenses parcs où se rassemblent les cerfs et les animaux sauvages destinés à être vendus associe dans ce jardin sauvage la chasse, le loisir, l'esthétique et l'économie.

Les revenus de ces activités spéciales font partie de la visée encyclopédique qu'a formulée Columelle : « tant de connaissances diverses pour devenir un agriculteur parfait ». L'encyclopédie se répète mais les lecteurs étaient friands des mises à jour et sans doute des controverses nouvelles, limitées toutefois à des ambivalences tant les auteurs étaient prudents dans leur caste. Le dernier d'entre eux, Palladius, a inclus les nouveautés des moulins à eau, de l'asperge cultivée, des nouveaux agrumes, de l'oie pour le foie gras, etc.

Le savoir encyclopédique repose aussi sur le souci de classer. Or, les classements des cultivars, des sols et des fumiers (sans exclure le fumier humain en fosse locale car le fumier urbain ou les eaux usées n'étaient pas collectés) ne sont pas factices ni pédants mais relèvent d'un savoir comparatif. L'approche est d'ailleurs hiérarchisée : « Après les quatre points principaux d'observation pour les agriculteurs que sont la configuration de la propriété, la qualité du sol, la dimension et les clôtures […], il nous reste à considérer ce qui est en dehors de la propriété […] Ces conditions sont encore au nombre de quatre : Le pays est-il sûr ? Offre-t-il débouchés et ressources ? A-t-on à proximité les voies de communication, routes ou rivières navigables ? Enfin y a-t-il avantage à espérer, ou préjudice à craindre du voisinage ? D'abord en ce qui concerne la sûreté, il est tel fonds d'une excellente nature que je ne conseillerais pas d'exploiter, à cause des déprédations auxquelles sa situation l'expose. Il en est plus d'un qui ont cet inconvénient, près de Célie en Sardaigne, et, en Espagne, sur les confins de la Lusitanie ». Varron ne néglige pas l'environnement social et économique de l'exploitation, mais il n'approfondit pas comment cet environnement peut servir ni comment la grande exploitation peut l'amender (en construisant une route par exemple). L'agronome se présente ici comme un agent immobilier qui conseille un client sur une affaire agricole.

Alors que notre époque enchaîne les modes de développement, les agronomes d'hier étaient moins avides de modes que de nouveautés économiques. Surtout, la tradition était une valeur sûre réfutée très marginalement. Qu'avançaient-ils en terme d'agroécologie qui est la panacée actuelle du

[46] https://www.guichetdusavoir.org/question/voir/63195

développement ? On pourrait s'attendre en effet à déceler un intérêt pour les cultures associées qui est une manière d'optimiser l'usage d'un terrain comme on le voyait encore dans de nombreuses agricultures il y a un demi-siècle. Or ils n'en parlent pas car leur objectif est l'économie et donc l'agriculture la plus spécialisée possible face aux contraintes de leur époque. Concernant l'agroforesterie, Varron et ses collègues n'étaient pas été à la page quand ils estimaient que le noyer et le chêne affectent l'olivier. On ne sait s'il s'agissait d'une généralisation abusive ou vérifiée, mais l'arbre était pris pour ce qu'il était : un pourvoyeur de ressources concrètes et, s'il devenait un fauteur de trouble, il était éliminé. La science récente a montré des avantages qu'on ne connaissait pas, mais l'art agricole est de voir pas soi-même les avantages et les inconvénients. Ils ne sous-estimaient pas la portée pratique des usages qui prenaient en compte les nuisibles (négatifs) et l'érosion (positifs).

Quel public ?

Encyclopédie d'un côté, recettes versifiées de l'autre : quel était donc le public des agronomes romains ? Le ton amical voire bon enfant est privilégié : « Mon cher Mérula, dit Axius, veuillez m'accepter pour élève dans l'art de faire des élèves dans une villa » écrivait Varron. Le souci de pédagogie animait les vers de Palladius qui s'adressait à des lettrés. Mais un style apprêté mais sans prétention n'est qu'apparence comme l'infirment l'universalisme des leçons, le caractère systématique de l'agriculture traitée et la volonté évidente d'édifier quand le savoir est manifestement erroné ou, au moins, ne découle pas d'une connaissance directe. Il ne s'agit pas de fioriture, de pédantisme ou de suffisance car les agronomes étaient animés du double souci de l'universalisme et de la pédagogie. Ils n'assomment pas le lecteur avec les termes vernaculaires ni ne reprennent la liste infinie des noms de semences. Ils concilient une agriculture peaufinée par les générations, idéalisée par les anciens et mâtinée de savoirs impressionnistes. Rédigeant son œuvre à Rome, Columelle définissait le but des traités sur l'agriculture de la manière suivante : « L'économie rurale, […] cette science est la seule qui n'ait ni disciples qui l'apprennent, ni maîtres qui l'enseignent. Nous avons des écoles de rhéteurs, de géomètres, de musiciens; j'en ai même vu où l'on enseignait les professions les plus viles, comme l'art d'apprêter les mets… ». Le traité est l'équivalent d'une école qui s'adresse au plus grand nombre, il surplombe la société car les médiateurs sont des lettrés qui, par une vulgarisation descendante, transmettent le savoir aux humbles. En fait, les donneurs de leçons techniques et humanistes au faîte de la pyramide sociale veulent apparaître comme une avant-garde en rapport aux grands propriétaires qui, par contraste, semblent réactionnaires pour ne pas respecter les esclaves, les savoirs des pays colonisés, l'efficacité économique, etc. Les traités révèlent en creux une réalité agricole minimaliste y compris parmi les grands propriétaires.

Cette avant-garde à peine progressiste chez les conservateurs, car les grands propriétaires sont les gardiens de l'ordre social, se nourrit-elle d'un simple humanisme économique où le respect accordé aux humbles et aux étrangers relèverait aussi du paternalisme économique ? Mais à la différence des grands propriétaires actuels, les Anciens ne fustigent pas les maladresses ou l'archaïsme des moins nantis. De nos jours dans les pays du Sud, les classes aisées à la pointe du progrès, de la rationalité et des modèles étrangers fustigent l'archaïsme des pauvres. L'absence de stigmatisation chez les Anciens, dans leurs ouvrages du moins, pourrait n'être que l'absence d'intérêt pour les pauvres car ils n'en parlent jamais. Mais on constate qu'ils sont attentifs voire admiratifs envers les innovations des colonisés ; leur volonté de protéger les esclaves peut relever aussi d'un humanisme intrinsèque dans une classe sociale qui en éprouve sans doute moins. L'avant-gardisme foncier ne dénonce pas les pauvres et fonctionne par la persuasion : son progressisme agronomique annonce peut-être la charité chrétienne.

En résumé, les leçons des agronomes méditerranéens qui relèvent d'une agriculture idéale ressemblent à celles professées par les ONG actuelles. Il n'y a à l'époque pas de modes de

développement, mais un même terreau les unit pour pontifier sur ce qu'il faut faire au nom d'un universalisme très partiellement documenté tant sur les raisons des agricultures que sur le rôle de l'environnement économique et social. Les agronomes chinois étaient plus pratiques et moins généralisateurs, mais tous : Chine, Europe ancienne et ONG actuelles ne peuvent qu'échouer car le savoir partiel ne fournit qu'une chose : des certitudes pour agir. Le résultat est l'échec perpétuel comme on le voit dans les parties suivantes.

- Les manques

Les manques de l'agronomie ancienne sont nombreux et le savoir se réduit à la technique qu'agrémente un minimum de ressources humaines. Les autres ressources issues de l'environnement (marché, entraide) sont omises et le type d'agriculture de référence se limite à l'exploitation esclavagiste où le propriétaire est un rentier absent. Toutes les agricultures de l'empire romain ne se ramenaient pas à ce schéma, ne serait-ce qu'en montagne où les petites exploitations ont toujours dominé. Il y a donc un hiatus social de plus entre l'admiration pour des techniques hors contexte (comme l'agroécologie de nos jours) et l'indifférence aux structures agraires. Les agronomes anciens sont mal informés de l'exploitation agricole et leur principale préoccupation (la délégation de pouvoir et la confiance accordée à leurs intendants) relève des discussions au sein de leur caste. Les techniques erronées et une approche de l'exploitation isolée de son environnement montrent la distance des propriétaires avec la réalité rurale. Le savoir est un vernis qui couvre des normes sociales. Plutôt mal informés, les agronomes utilisent quelques certitudes raisonnables pour sécuriser un statut d'avant-garde dans leur classe sociale. La prétention au savoir qui les fait écrire et agir en toute bonne foi traverse le développement jusqu'à aujourd'hui.

Leur savoir serait vaste et solide qu'il ne changerait rien tant l'agronomie a seulement accompagné le changement agricole, ceci depuis le XIXe siècle. Ce changement dépend largement de la structure des prix et des aides financières, structure des prix qui dépend de facteurs extérieurs à l'agriculture dans la mesure où on a vu plus haut que le changement opère par saut et de manière massive au point de maintenir bas les prix et les revenus agricoles. Il y a donc un facteur majeur de changement : celui des prix structurels que seul le capitalisme est en mesure d'infléchir. Le savoir partiel aurait pu éviter les erreurs, mais ces dernières se répètent depuis des millénaires. C'est donc sans compter avec les acteurs du développement qui, inféodés à leur situation, sont incapables de les réduire. S'il est hautement probable que le savoir partiel justifie l'action et cause l'échec perpétuel, on devrait refuser le savoir partiel dans le développement. Déjà perçoit-on l'invariant du besoin d'un savoir étriqué (spécialisé et normatif) pour agir en toute impunité sans le besoin d'un savoir plus vaste qui briderait la liberté dispendieuse des acteurs du développement.

Les exemples du climat et de l'économie illustrent deux manques notoires de l'agronomie antique. Les grands types de climat sont connus ainsi que leur effet sur l'agriculture mais, comme les structures agraires, ils ne font l'objet d'aucune analyse détaillée. On se contente d'inviter les producteurs à avoir du flair sur les effets délétères de l'humidité, du gel et de la sécheresse. Cette lacune empêche l'analyse comparative des agricultures connues par ailleurs. Et la préférence, qui n'est pas anodine, va aux effets de la lune. En effet, la surnature pousse au fatalisme alors que l'agriculteur peut s'adapter ou utiliser la nature à son profit, par exemple sous la forme de l'irrigation. Ce fatalisme devient moral quand il distingue les bons et les mauvais agriculteurs. Le fatalisme astral est renforcé par la théorie des sucs. En effet, les agronomes anciens accordaient une grande importance aux sols selon leurs aptitudes au rendement et au travail : frais, meubles et gras. Mais les sucs relèvent d'un savoir théorique qui visent à expliquer tant pour comprendre et trouver des solutions qu'à asseoir une légitimité. Si la norme est fausse, il est très difficile d'en changer et il faudra des millénaires pour le faire. En effet, la norme intellectuelle confirme le statut social de leurs auteurs, et il faudrait changer

ce statut pour changer de théories (il en va de même des ONG actuelles). Les sucs qui viennent du sol avec l'eau fondent une théorie de la fertilité très incertaine car l'engrais peut produire de la biomasse verte sans récolte. De plus, le tallage, connu comme phénomène végétal, n'est pas compris car de nombreux facteurs jouent sur la multiplication des tiges. Sans expérimentations, le nombre de paramètres est élevé et empêche les généralisations. A la multiplicité de facteurs s'ajoutent les théories fausses qui creusent l'incapacité à cerner des principes.

En fait, la théorie des sucs à l'instar de la théorie lunaire fait partie des croyances partagées dans une société. Elle dépasse le seul secteur de l'agriculture et Pline d'expliquer les civilisations à partir des sucs : « La rigueur du climat rend farouches les peuples du nord ; la mobilité de l'air rend stupides ceux de la zone torride. La conformation des jambes mêmes montre chez les uns l'action de la chaleur, qui appelle les sucs dans les parties supérieures ; chez les autres, l'afflux des liquides tombant dans les parties inférieures. Au nord, des bêtes pesantes ; au midi, des animaux de formes variées ». La théorie des sucs qui expliquent les couleurs de peau et les régimes politiques est elle-même en lien avec les quatre éléments (feu, air, eau, terre) associés aux constellations. Elle bloque toute hypothèse pour imaginer les mécanismes métaboliques et l'agriculture en fait les frais avec des sucs qui montent plus ou moins vite selon les configurations astrales. Les sucs font partie du fatalisme de l'époque, ils favorisent le conservatisme et ancrent les citoyens, agronomes inclus, dans les normes de leur société[47]. Des explications biaisées par les normes se retrouvent identiques dans les ONG actuelles comme on le verra avec l'ethnocentrisme.

Le climat considéré sous sa déclinaison astrale ne permet pas de remettre en cause une explication hégémonique. Des mesures aussi faciles à quantifier que le nombre de jours de pluie ne sont pas envisageables quand l'explication astrale fournit une justification autant à l'agriculture qu'à la stratification sociale. Il ressort que les climats, serait-ce entre le sud et le nord de l'Italie, ne sont pas mentionnés au-delà des effets délétères de l'humidité et de la sécheresse. La Gaule transalpine, l'Espagne et la Germanie ne sont pas traités en fonction du climat alors que ces pays sont souvent cités. On ne peut alors conceptualiser des pratiques de type dry-farming et encore moins les améliorer (mulch, densité faible de semis, fréquents labours superficiels, jachère, etc.). Le fatalisme à peine modulé par le savoir et des innovations lointaines fonde l'agronomie ancienne.

En va-t-il de même de l'environnement économique quand les prix, les taxes et les réquisitions gouvernementales avec leurs fluctuations jouaient un rôle comme de nos jours ? Un prix incitatif commande les assolements et contribue aux avantages comparatifs (jamais mentionnés) sans compter la surproduction ou la crise climatique avec des effets palpables sur le remboursement des prêts. L'autosubsistance agricole était un moyen de limiter l'appel aux prêts, mais les contrats avec les acheteurs généraient des problèmes comme partout. La notion même de risque est à peine effleurée. L'oubli économique suggère que l'agronome ne voulait décourager personne, qu'il était de mauvais goût d'évoquer les problèmes ou que ses écrits devaient, par nécessité dans une société aux attaches agraires anciennes, contribuer positivement à l'agriculture. Pourtant, les faillites étaient énormes.

Car si les prix et l'aléa sont oubliés, il en va autrement des activités spéculatives. Il s'agit moins d'un capitalisme exacerbé que le rappel de ce qui est connu dans la classe sociale des grands propriétaires.

[47] Les Andalous reprennent la théorie des éléments chauds et froids qui s'appliquent à la santé et au monde lunaire et solaire : « Froide et sèche à ses origines, la terre tendra par l'effet d'une évolution spontanée, naturelle, vers l'état chaud et humide qui en fait une terre arable ». Il me semble ne pas avoir rencontré cette théorie chez les Européens de l'Antiquité qui reconnaissent l'effet de la lune mais préfèrent, semble-t-il, la théorie des sucs. Bolens, Lucie. 1998. "Modernité pluriculturelle d'Al-Andalus : une renaissance avant la renaissance". In : Rousselle, Aline. Monde rural et histoire des sciences en Méditerranée : Du bon sens à la logique. Presses universitaires de Perpignan : 107-124. <http://books.openedition.org/pupvd/11693>

C'est le cas des enrichissements à partir de l'élevage de grives ou de poissons quand les prix s'envolent. Mais l'enrichissement spéculatif est seulement signalé et n'est pas le but des agronomes. Leur philosophie vise l'intérêt général et l'universalisation des techniques. Le savoir vise tout le monde pour plus d'efficacité individuelle et plus de richesse collective. Le sens du développement collectif qui anime les traités passe aussi par le rejet des erreurs passées comme Columelle l'a conçu : « plusieurs traités ont été reconnus faux dans la pratique par nos fermiers ».

Alors que l'agronomie est façonnée par des propriétaires soucieux de bien commun, il faudra attendre de nombreux siècles pour lancer la science économique. Même les agronomes ne dépassent pas le stade de l'aphorisme alors que les innovations, les prix (terres, produits, esclaves, crédit), les contrats et les faillites animaient les économies. Les Grecs avaient inventé le mot à partir de *oĩκος*, la maison, mais ce sont les philosophes qui classent et dénoncent. Les traités de Xénophon et d'Aristote se contentent de mêler bon sens et justice morale dans ce qui n'a rien d'une science quand Athènes pratiquait la monnaie, le change, le crédit et les accords bilatéraux d'échange (vin contre blé)[48]. Dans L'Économique, Xénophon évoque les stratégies d'accroissement des richesses à travers le père d'Ischomaque qui achète des terres à bas prix pour les revendre plus cher une fois défrichées. Dans *Des revenus*, il aborde le rapport qu'entretiennent la demande et la valeur des biens. Quant à Platon et Aristote, ils se méfient de la richesse et préconisent l'égalité des fortunes et la vie frugale. Aristote met en relief l'art de s'enrichir (la chrématistique vient de *khréma* ou possession) pour dénoncer l'accumulation, défendant dans une thèse ni commerciale ni développementale une économie naturelle (dont fait partie l'agriculture) où la monnaie servirait uniquement à satisfaire les besoins de chacun[49]. Les philosophes ne sortent pas de leurs croyances et des idéaux, comme la réforme agraire vue plus haut, qui bloquent toute avancée analytique. Les philosophes et les artistes dopés à l'idéologie (même pas des savoirs partiels) et aux certitudes subséquentes ne font depuis toujours qu'entériner l'opinion publique progressiste dont ils se veulent l'avant-garde alors que leur pusillanimité les rend conservateurs.

La spéculation et les faillites étaient connues, mais aucune leçon semble en avoir été tirée par respect à la ligne de la non dénonciation, du *fides* et du respect des propriétaires entre eux. Les agronomes ne traitent jamais le risque en tant que tel. Quand il est mentionné, c'est celui auquel font face les négociants : « Caton jugeait que le *mercator* était un homme respectable en soi, mais qui était audacieux en s'exposant aux dangers et désastres[50]». Aristocrates et propriétaires expliquaient ce risque par le seul profit qui était contraire à l'éthique citoyenne : « Les marchands avaient l'habitude de ne pas attendre que la mer soit calme et les vents favorables, mais de se presser pour faire un profit. Il était inévitable selon Cicéron dans ses discours contre Verres, que les mercatores subissent les dangers de la mer ». Les risques financiers existaient aussi, mais ils n'ont pas fait l'objet davantage d'attention dans les traités d'agronomie ni dans la philosophie économique qui se contentait de pérorer sur l'inégalité : « Sénèque dit sans détours que ceux qui veulent [faire des affaires] doivent être préparés à s'endetter. Ainsi le personnage d'Horace, Damasippus Mercurialis, avait accumulé tant de dettes pour continuer ses affaires qu'il fit faillite. Rabirius Postumus aurait perdu sa fortune, selon les dires de son avocat, parce qu'il avait emprunté à intérêt des sommes immenses pour les prêter ensuite à un taux plus élevé au roi d'Égypte. P. Sittius fut sommé de vendre ses terres pour rembourser les dettes qu'il avait contractées pour pouvoir pratiquer le prêt à intérêt en Espagne et en Maurétanie ». Le commerce est vu comme un mal et les agronomes s'abstiennent de tout

[48] https://ses.ens-lyon.fr/articles/les-auteurs-29764
[49] https://fr.wikipedia.org/wiki/Histoire_de_la_pens%C3%A9e_%C3%A9conomique
[50] Mentalité et commerce. Le cas des *negotiatores* et de ceux qui *negotia habent* : une enquête préliminaire, Koenraad Verboven. In : https://books.openedition.org/ausonius/10017

commentaire économique. Plus généralement, l'agriculture est l'antithèse, selon eux, de l'économie, ce qui peut expliquer leur prévention. Ils ne sont pas les seuls car Auguste dégradait les chevaliers qui s'occupaient d'affaires. On comprend que le traité d'agronomie était légitime alors que le traité d'économie aurait été damné.

Le climat vu sous les angles des sucs et des lunaisons ainsi qu'une économie plus morale que réelle illustrent les obstacles de l'époque. Par leurs manques, les agronomes de l'antiquité montrent que la raison qu'ils veulent incarner est empreinte de préjugés et que l'innovation qu'ils défendent est assujettie au conservatisme. Il en ressort une agronomie faite de pratiques idéales du fait d'une expérience élusive et de savoirs inutiles. Si on peut leur reprocher quelque chose, ce n'est pas le manque de savoir, les croyances d'époque ou les normes de leur classe sociale et de leur culture, mais une soumission sans faille à ces obstacles. Il manque la diversité féconde des points de vue. Et il y a pire : en voulant adhérer aux avant-gardes, ils croient être utiles alors qu'ils sont aux antipodes du développement car toute avant-garde oblitère l'originalité et conforte les croyances. On verra que le développement volontaire des siècles ultérieurs a été marqué de manière analogue par les obstacles artistiques, philosophiques, sociaux et religieux ; de même les ONG dans la mouvance avant-gardiste partagent l'erreur des agronomes anciens malgré deux millénaires d'expérience.

- Invariants

Qu'aurait fait un agronome moderne à l'époque antique? Avec du temps et sans préjugé sur le type de charrue ou sur la lune, il aurait mené une série d'expériences pour évaluer les pratiques sanitaires, de fertilisation (avec différents fumiers) et de travail du sol en prenant en compte coûts et bénéfice, voire le risque pour un agronome avisé. Pressé, il aurait repris les codes locaux dont il aurait expurgé les connotations astrales. Dans le doute, il aurait repris l'amurque et les remèdes de bonne femme pour répondre aux demandes pressantes des fermiers. Autrement dit, il n'aurait guère fait mieux que préconiser une agriculture idéale en ôtant les explications les plus sujettes à caution. Il n'est même pas certain qu'il aurait assaini les croyances pour jeter les bases d'une diversité d'interprétation et d'une science à venir. Car à la différence de l'astronomie qui est la véritable cause de la révolution scientifique, l'agronomie exige, pour être entendue, d'être en syntonie avec les agriculteurs, autrement dit de partager leurs croyances. L'impasse est totale.

Le seul atout de l'agronome moderne aux temps anciens eut été un moindre fatalisme, moins de préjugés et une plus d'ouverture à l'expérience. En gros, l'expert indépendant d'une caste sociale aurait pu se dégager de la gangue des intérêts et des normes d'une époque. Encore eut-il fallu que, comme l'expert chinois, il ne soit pas inféodé à une politique (de promotion du coton). Il ne devrait pas non plus être accaparé par l'action qui reproduit les normes (comme on le voit dans la deuxième partie). Il va de soi que cet agronome n'aurait accès ni à l'outillage statistique ni aux analyses chimiques. Il faudrait aussi que ce conseiller préconise des innovations techniques étayées économiquement. Il aurait aussi fallu qu'il ne soit pas obnubilé par les modes, faute de quoi il combattrait la moindre trace d'érosion, défendrait becs et ongles l'agroécologie (en dénonçant l'absence de conscience écologique) et conduirait une approche inclusive où esclaves, métayers et femmes seraient les égaux des propriétaires en termes de savoir. Il aurait peut-être découvert que des pratiques curieuses sont validées par la science moderne : « L'une de ses suggestions (de Palladius) les plus frappantes est d'éviter de permettre aux chèvres de moins de 3 ans d'avoir une progéniture. Cette restriction n'est normalement pas observée dans la pratique moderne, mais il est prouvé qu'elle était rationnelle dans la production de lait et de fromage, puisque des études modernes ont montré que les femelles produisent beaucoup plus de lait entre 3 et 8 ans, et qu'une chèvre qui se reproduit

au cours de sa première année ne produit que 55 à 65 % de la quantité de lait d'une chèvre adulte[51]». Bref, ce simple listing de conditions pour un expert indépendant montre qu'il aurait été licencié et jamais écouté quand bien même il aurait eu des idées utiles à long terme.

Les traités agricoles ne sont pas des almanachs qui mélangent croyances et conseils pratiques[52], ni des vadémécums ou des guides car les croyances populaires sont filtrées par la raison et des essais de généralisation. Il s'agit d'une agronomie inaugurale au sens de leur ampleur encyclopédique (qui justifie le terme traité) et surtout de la volonté (même minime) de classer, d'expérimenter et de comprendre (à l'image des étymologies fausses de Varron). C'est par la volonté de dépassement préscientifique (voué à l'échec puisque la science viendra de l'astronomie) que l'agronomie ancienne se trompe, comme on l'a vu avec la théorie des sucs. Le fameux Mémento de l'agronome[53] avec ses multiples éditions depuis 1968 est la version moderne la plus proche du traité antique au sens où, s'il n'est ni théorique ni explicatif, la théorie est supposée connue dans les écoles d'agronomie (théorie de la fertilisation, impact des maladies et des mauvaises herbes, etc.). Quoi qu'il en soit, voyons si ses usages actuels permettent de comprendre les traités anciens.

Quels sont les usages actuels du Mémento ? La compilation de références techniques pour chaque culture y compris les cultures tropicales (engrais, maladies, climat, techniques de culture, travaux et opérations post-récoltes) en fait une volumineuse encyclopédie que personne ne lit in extenso mais les manières de le lire et le public visé méritent l'attention. Des références basiques présentées en moyenne restent à contextualiser. Elles donnent au jeune coopérant un vernis de savoir pour éviter d'avoir l'air ballot lors de ses premiers pas sur le terrain. L'agriculteur désireux de lancer une nouveauté dans sa région peut également se référer, dans un premier temps, à ces références, qui ne suffisent pas. En fait, la connaissance rapide de l'agriculture régionale marginalise le Mémento dépassé par des références faciles à glaner sur le terrain ou plus pertinentes[54]. Qu'il soit agronome ou producteur, l'innovateur soucieux de nouveautés s'évitera des déboires a priori en évitant les cultures les plus fragiles ou les moins adaptées, mais il ne sera jamais au bout de ses surprises car le Mémento lui-même n'est pas indemne de normes. Par exemple, l'asperge cultivée sur sols sableux en Europe (la norme pour les asperges) peut être cultivée en sols argileux ailleurs. Plus tard, le Mémento peut servir à comparer des productions pour en lister les avantages et les inconvénients, pour comprendre les choix d'une région et identifier des avantages comparatifs. Les plus optimistes promouvront un changement à condition d'un débouché éventuel que les agriculteurs ne connaîtraient pas. Le Mémento peut aussi aider à intensifier une culture en identifiant les obstacles à lever, mais là encore, les références sont trop sommaires pour être vraiment utiles[55].

Alors que le Mémento est une sorte de Bible très connue, son usage quotidien se restreint à la sécurisation du jeune expert berné par son caractère encyclopédique. Les sols et les maladies ne sont pas oubliés, mais rien n'indique ce qui est important ou pas. Les professionnels locaux sont une source plus fiable et pertinente d'information et les références livresques servent seulement de source

[51] Référence non retrouvée.

[52] L'Europe a produit ses premiers almanachs à la fin du XVe siècle.

[53] Bureau pour le Développement de la Production Agricole, Mémento de l'Agronome – Techniques rurales en Afrique. BDPA ed., Paris, 1968.

[54] https://journals.openedition.org/hrc/3210 op.cit. Cet article montre que la production de références agronomiques sous les Tropiques par les chercheurs dans les années 1970 a fait la gloire momentanée du Mémento.

[55] Les versions récentes du Mémento incluent une analyse comparative des labours dans le monde avec des normes précises mais inutilisables (conseils de traction avec des ânes par exemple dans http://labos.ulg.ac.be/agricotech/wp-content/uploads/sites/5/2014/11/Memento-TA-travail-du-sol-AFRIQUE-OUEST.pdf)

intermittente de questionnement. Une fois les références comprises, l'expert pourra proposer des améliorations même si, dans la majorité des cas, il échouera car les agriculteurs peuvent le faire par eux-mêmes, et ne le font pas parce qu'il manque un élément à l'équation multidimensionnelle. Le Mémento est donc bien aux experts de la Coopération technique ce que les traités étaient aux propriétaires. Les savoirs y abondent, mais ceux qui sont nécessaires sont déjà enchâssés dans les pratiques et les savoirs paysans. Le seul cas où il peut y avoir un apport est l'innovation radicale d'une culture ou d'une technique dont on n'aurait aucune référence préalable. Le Mémento (qui ne résume aucunement l'agronomie systémique et pluridisciplinaire) et le traité relèvent chacun d'un groupe social qui croient que les savoirs sont le viatique de l'application alors qu'il est le viatique d'une légitimité sociale.

Mais quelle était la doctrine d'application pratique ? Les agronomes ne sont pas toujours réflexifs quand, entre la fin du XIXe siècle et 1970, ils accusaient les agriculteurs d'être rétrogrades. Evidemment, quand ils s'adressaient à leurs pairs, ils montraient plus de prudence sur l'archaïsme supposé des producteurs. Certains ont tout de même tenté d'expliquer l'échec récurrent quand ils se sont ouverts à d'autres champs de savoir qui réduisaient les prétentions de l'agriculture idéale. Voyons d'abord, à rebours donc, comment les agronomes contemporains justifient l'échec. Un article publié en 2019 présente les choses de la manière suivante : « La généralisation de l'identification et de la hiérarchisation des facteurs limitants des rendements à des échelles plus larges (exploitation, par exemple) nécessite que les agronomes accordent plus d'importance aux systèmes de culture et aux systèmes de production. Ces recherches ont été amorcées au début des années 1970, mais sans que la théorisation soit suffisante pour progresser rapidement. Et ces nouveaux travaux nécessitent que les agronomes s'associent à des chercheurs d'autres disciplines biotechniques ainsi qu'à des spécialistes de sciences humaines, pour mieux appréhender les points de blocages à la diffusion des systèmes qu'ils préconisent, au sein de programmes multidisciplinaires[56]». Face à une application déficiente du savoir spécialisé, l'auteur renvoie à plus de recherches alors même qu'il signale les avancées des années 1970 (insuffisamment théorisée d'après lui). L'analyse est classique : il n'y a pas eu assez de recherche, ces recherches se heurtent à la diversité du réel et elles seront efficaces quand elles seront intégrées dans des systèmes emboités et par l'interdisciplinarité. On tourne en rond avec ce type de justification erronée sur un savoir insuffisant dont l'histoire montre un poncif inoxydable. Croire que le savoir suffit est le vrai problème car un nouveau savoir microscopique devient la panacée pour les experts. Cette croyance sous-entend depuis des millénaires l'ignorance et les routines des producteurs. Les bases scientifiques de l'agronomie n'ont cessé de se renforcer, mais les conditions d'application du savoir partiel ne sont toujours pas prises en compte[57].

Ensuite, le même article révèle les modes qui justifient l'action sans que personne ne se préoccupe de l'origine de la mode. Alors que les premiers voyageurs s'extasiaient sur la fertilité des pays tropicaux, un tour de passepasse politique (voir plus bas) a conduit les agronomes coloniaux à privilégier la dégradation des sols. Mais alors qu'on cherchait à préserver la matière organique du sol, plus tard, on s'en désintéressait au nom de la modernisation. Plus tard encore, l'agroécologie a redonné le lustre aux sols vivants. Ne pas questionner ces changements montre un panurgisme peu digne d'éloges car, en fait, la logique sociale montre des intérêts à court terme. Aussi la « fertilité naturelle » des Tropiques justifie-t-elle peu l'agronomie d'action alors que la dégradation montre l'utilité de l'expert.

[56] https://journals.openedition.org/hrc/3210 op.cit.

[57] L'agronome cité plus haut ne particularise pas les plantations industrielles. La monoculture industrielle (hévéa, palmier, etc.) mobilise des moyens conséquents pour éviter les crises, préserver la compétitivité et entretenir la confiance des acheteurs. L'expert est ici nécessaire et le Mémento est illusoire à ce niveau de connaissance. Le producteur agricole, aurait-il un expert sous la main, ne saurait en tirer parti car ses moyens financiers et son environnement économique et social sont différents.

La dégradation n'exige pas non plus de comprendre les agricultures extensives et évite aussi de traiter les savoirs indigènes quand, par exemple, les Africains savent régénérer des sols ou amender des sols stériles pour cultiver des produits à forte valeur-ajoutée[58]. Cette monotonie de l'esprit a conduit aux politiques de lutte contre les pratiques traditionnelles (comme le feu agropastoral) quand l'alignement des planètes (agronomes et administrateurs) explique le basculement de la fertilité à la dégradation[59]. De nombreuses recherches sont menées sous le sceau du nouveau paradigme sans que leur justification soit suffisamment fondée. Les agronomes sont donc piégés dans une conception fausse où ils estiment que la technique et le savoir ont joué un rôle majeur dans l'histoire alors qu'ils n'ont fait qu'accompagner le changement agricole.

Pour terminer la revue des agronomes anciens, j'évoque les normes erronées chez les historiens et j'avance un mécanisme en mesure de rendre compte de l'erreur générale du savoir utile pour le développement. En effet, on peut douter raisonnablement de l'impact des agronomes anciens du fait de la reprise inlassable des thèmes par les auteurs successifs, reprise toujours valable aujourd'hui. De plus, l'échec des ONG actuelles dans le développement, avec les mêmes invariants, produit les mêmes effets. Tout observateur doit donc prendre ses distances avec l'histoire qui s'épargne une approche transversale du temps. On peut en effet s'étonner des historiens qui estiment évidents l'impact des agronomes anciens et l'utilité des savoirs[60]. Faute de données sur les économies agricoles, ils s'appuient par défaut sur les traités alors que ces derniers révèlent en creux des réalités justement différentes de ce qui est promu avec constance. L'archéologie est plus sérieuse sans doute du fait d'avancées plus ténues. Des spécialistes de carpologie prennent au sérieux les aspects techniques pour reconstituer les agricultures du passé[61]. De leur côté, les historiens sont des littéraires qui croient au savoir cumulatif alors qu'ils souffrent de la double méconnaissance des choses rurales et des sciences agronomiques. L'article de l'agronome cité plus haut reconnait les échecs passés et les auteurs romains n'ont jamais promu la moissonneuse gauloise, montrant qu'ils étaient au courant des réalités agricoles et prudents face au développement. Alors que l'histoire est nécessaire pour comprendre le présent, le présent est nécessaire pour connaître les limites de l'histoire.

A ce stade de notre enquête sur le non-développement, peut-on avancer un ou des mécanismes qui expliquerait l'incapacité à agir sur le réel malgré des savoirs plus solides mais toujours partiels ? J'écarte d'emblée l'explication formelle par la « dépendance au sentier » qui conduit à privilégier le hasard d'un choix primordial (le traité d'agronomie de Magon par exemple) qui imprimerait sa trace pour la transformer en ornière toujours plus profonde au cours du temps. Les SHS qui s'inspirent de ce type d'explication s'épargnent l'analyse et restent aveugles aux invariants qui, parce qu'ils ne changent pas par définition, produisent les effets identiques (ce sont alors les invariants qu'il faut changer). Parmi les invariants qui conditionnent le développement, deux semblent expliquer l'échec du savoir. Le premier, comme on l'a vu, est le savoir partiel qui procure des certitudes pour l'action (écrire un traité pour changer les choses fait partie de l'action à cette époque) et qui enchaine les échecs. Le second fait écho à un ensemble d'éléments hétéroclites qui inclut l'admiration envers les nouveautés techniques découvertes à l'étranger, le respect des esclaves dans une sorte de

[58] Agricultures singulières, Eric Mollard et Annie Walter, IRD.
[59] Il n'est pas impossible que, dans les régions accaparées par les colons comme en Algérie, la dégradation des sols ait été un avatar de l'argument de vacuité des usages qui a permis aux colons de s'approprier les terres « vacantes ».
[60] Pour généraliser quelques lectures, une analyse par intelligence artificielle (ChatGPT) en février 2022 révèle le consensus chez les historiens de l'impact des agronomies anciennes sur l'agriculture. Malheureusement, les preuves de l'impact ne sont jamais fournies et l'IA révèle ici plus une croyance enracinée qu'une influence réelle.
[61] https://www.researchgate.net/publication/331024604_Systemes_agro-pastoraux_a_l%27age_du_Fer_et_a_la_periode_romaine_en_Gaule_du_Nord

paternalisme économique et le refus de la spéculation foncière pour des raisons morales. De manière détournée, on y perçoit la dénonciation des mauvaises pratiques contre les esclaves et l'absentéisme. Ces éléments signalent l'appartenance à une avant-garde, non pas de gauche mais dans le milieu conservateur des grands propriétaires. L'avant-garde défend une doctrine progressiste sans remettre en cause les normes de la caste. Avec les certitudes partielles nécessaires à l'action, les agronomes estiment être dans le camp du bien et du vrai alors qu'ils sont ignorants.

Un dernier mot sur les Anciens : les agronomes mettent en avant un savoir partiel sans se donner les moyens de comprendre le changement agricole. Il faut toutefois se remémorer que les agronomes ont souvent interrogé leurs échecs, l'avancée la plus consistante concernant les exploitations agricoles dans les années 1980[62]. Dans le siècle antérieur, ils ont accompagné le changement avec l'acmé qu'ont constitué les Trente Glorieuses. Les normes de leur caste (propriétaires, puis notables puis experts) ont bridé la capacité à s'étonner et à se renseigner sur toutes les dimensions du savoir agricole, déjà vaste avec la gestion d'une ferme et l'économie rurale. Ils n'ont pas du tout creusé l'ornière du technicisme, comme les SHS le dénoncent, car l'efficacité des techniques ne cesse d'interroger les agronomes sur les dimensions sociales, culturelles et économiques du changement.

Moyen-âge

Après un long vide, les agronomes retrouvent un auditoire dans les royaumes de l'Espagne arabe entre le Xe et le XIIIe siècle. Comme ce fut le cas durant l'Antiquité, l'agronomie fait partie du paquet culturel dans ce Moyen-âge ouvert aux arts, à la science et à la philosophie. Les agronomes d'Al-Andalous s'inspirent principalement des agronomes grecs ainsi que de l'agronomie mésopotamienne. Cette dernière est connue par les auteurs mentionnés dans le traité du babylonien Qûtâmâ au IIIe siècle. La Mésopotamie est alors indépendante et son agronomie normative, prescriptive et baignée de croyances mélangées aux savoirs rationnels montre que l'influence grecque n'explique pas tout[63]. Elle confirme également la quête de légitimité des propriétaires aux époques de stabilité sociale et de savoirs tous azimuts : les Arabes d'al-Andalus « aiment les livres et l'écriture ». Les Andalous renouent plus que jamais avec la tradition et les recommandations des anciens prodiguées sur un ton universaliste et non contextualisé. Les mêmes croyances et les mêmes motivations suggèrent un fatalisme ou un conservatisme mâtiné d'innovations techniques. Pour ne pas répéter, je serai bref.

Les bonnes pratiques rencontrées ici ou là par les voyageurs actualisent les traités et enrichissent la panoplie des cultures et des techniques plus d'un demi-millénaire après Palladius. Aussi « l'introduction de quarante espèces cultivées nouvelles est attribuée aux agronomes arabo-andalous. Parmi les plus remarquables, il faut citer le riz, plusieurs variétés d'agrumes, le pêcher, le palmier-dattier, les mûriers blanc et noir, le coton, la canne à sucre, le grenadier, l'asperge, l'épinard, le henné, le carthame, le safran, etc. ». La tradition orientale évoque aussi les techniques de forage de puits. En effet, l'irrigation est au cœur de cette agriculture même si les cultures sèches sont également traitées. Pline avait jadis évoqué la fertilité oasienne de Leptis sans en tirer de leçons particulières. Mieux que les oasis, l'exemple des terrasses construites en grand nombre dans le village de Bañalbufar à Majorque (qui en en compte 3000 km) illustre l'agronomie minutieuse sous-tendant « jusqu'aux années 1960 un système agraire rationnel « avec « des terrasses étagées portant, sur une longue pente, et de haut en bas, des chênes abritant un élevage extensif de porcs, des cultures sèches sous oliviers, des céréales sous amandiers, des élevages de moutons et, au-dessous des niveaux des sources, des cultures maraîchères irriguées. L'ensemble « constitue un système intégré « sans apport

[62] https://books.openedition.org/irdeditions/15666 Les agronomes ont vulgarisé l'analyse des systèmes auprès des économistes et des sociologues.

[63] Georges Tate à propos de Mohammed El Faïz, L'agronomie de la Mésopotamie antique. Analyse du Livre de l'Agriculture Nabatéenne de Qûtâma. In: Annales. Histoire, Sciences Sociales 6, 1996. pp. 1347-1349

d'engrais, fonctionnant grâce « à une irrigation inspirée du modèle arabe « en complémentarité avec les cultures sèches du site[64]». Le manque de terre et d'eau conduit à tirer un maximum des ressources disponibles.

Outre le riz et l'irrigation sont traités en détail le sucre, la grenade, le mérinos, le cheval, etc. L'agronome tolédan du XIème siècle Ibn Wâfid s'est appuyé sur l'œuvre de Vindonius Anatolius de Beyrouth qui est lui-même un nœud dans la trame des écrits agronomiques de l'Antiquité. L'érudit grec Vindonius avait compilé La Réunion (Synagogue) des Pratiques Agricoles. Perdue, ce traité fut la source de la compilation byzantine Geoponica rédigée six siècles plus tard. Palladius l'utilisa alors que Vindonius s'est inspiré d'auteurs mal connus : pseudo-Démocrite, Diophane de Nicée, Julius Africanus, Apuleius, Florentinus, Tarentinus, Leo, Pamphilus, Valens, Pline l'Ancien, les Quintilii[65]. Le tolédan « le cite, notamment, à propos de la sélection des semences de céréales et de leur traitement par le suc de lis afin qu'elles restent saines et donnent une belle production, également à propos de la manière d'imbiber par l'eau les graines de fève pour une meilleure levée et de traiter les grains de blé par la cendre de sarments de vigne pour une bonne conservation de la récolte en grenier[66]».

Si les agronomes arabes ne se démarquent pas du tissu intellectuel de l'antiquité, les historiens spécialisés méritent une fois de plus qu'on s'arrête sur leur inconscient. Ils semblent en effet incarner un savoir (historique) dont ils attribuent l'utilité aussi aux agronomes. Il s'agit pour eux d'une évidence tant ils estiment faire eux-mêmes partie de ce savoir. Sans preuve et avec leurs aprioris, ils verrouillent le lien entre savoir et application dans l'agriculture et dans le développement. Aussi n'est-il nullement surprenant de lire l'estime qu'ils accordent aux agronomes anciens « empreints de sagesse, de pragmatisme et d'esprit d'innovation » même si une phrase incidente, faute de pouvoir démarquer les vrais savoirs des faux, vient perturber cette pensée propre aux historiens de l'agriculture : « remarquables par leurs caractéristiques magico-superstitieuses ». Il ne faut pas croire qu'il s'agit d'un historien isolé (voir note 66)[67].

Le même historien joue avec les faits pour confirmer son préjugé : « Parfois avancée en Occident, la thèse de la stagnation de l'agriculture mésopotamienne antique ne résiste pas à l'étude de l'ouvrage de Qûtâmâ qui, tout au contraire, foisonne de réalisations techniques originales dans tous les domaines de l'agriculture et de l'économie rurale […]. À titre d'exemple, le progrès en pédologie conditionne les hauts rendements dont se prévaut la Mésopotamie, de même que des techniques de réchauffement des végétaux (fumier, écobuage, fumigations, brassage thermique de l'air ainsi que déjà le recours à l'énergie solaire) furent exploitées pour les besoins de l'agriculture et singulièrement pour l'amélioration des rendements. Du temps de Qûtâmâ, Le Livre de l'Agriculture Nabatéenne est, en conséquence, à la pointe du progrès[68]».

---

[64] Marcel Delpoux, 2015. CR de l'ouvrage de Louis Albertini, Essor de l'agriculture en al-Andalus (Ibérie arabe, Xe-XIVe siècles), Actes Sud, Arles, 2013. In : Courrier de l'environnement de l'Inra n° 65: 147

[65] https://fr.wikipedia.org/wiki/Vindonius_Anatolius

[66] Louis Albertini, Essor de l'agriculture en al-Andalus (Ibérie arabe, Xe-XIVe siècles), Actes Sud, Arles, 2013.

[67] « Au total l'Agriculture nabatéenne, après avoir été longtemps méprisée, se révèle comme un ouvrage d'importance majeure qui apporte des informations précises, variées non seulement sur les techniques agricoles, mais sur les principaux aspects des techniques agraires ». Georges Tate à propos de Mohammed El Faïz, L'agronomie de la Mésopotamie antique. Analyse du Livre de l'Agriculture Nabatéenne de Qûtâma. In: Annales. Histoire, Sciences Sociales. 51ᵉ année, N. 6, 1996. pp. 1347-1349

[68] L'ouvrage fut controversé quant à « l'authenticité de l'écriture » avec un « contenu qualifié de "superstitieux" et de "stupide" » : Lehmann, Gunnar. Journal of the Economic and Social History of the Orient, vol. 40, no. 1, 1997, pp. 117–22. JSTOR, http://www.jstor.org/stable/3632311. Consulté 2 Déc. 2022. Bolens confirme que « l'Agriculture Nabatéenne veut se donner comme la traduction d'une œuvre babylonienne ancienne […] par

L'historienne Lucie Bolens parmi les mieux renseignées dans sa profession avec un ouvrage fondateur prudent s'est aventurée par la suite dans les mêmes méandres des normes sujettes à caution. Une prudence inégale dont témoigne un article ultérieur dénote, selon moi, une perplexité face au statut des agronomies anciennes. Les documents témoignent-ils des techniques d'une époque, de délires d'experts ou de savoirs applicables ? Il est clair que plus on remonte dans le temps, plus les savoirs sont des croyances. Mais comment distinguer savoir et croyance quand tout est présenté de manière égale ? La question jamais posée est celle du lien entre le savoir et son applicabilité dans le développement.

Pour la Chine ancienne, Bray a avancé une réflexion sur la base de la classification, peu heureuse, des techniques, de la technologie et du savoir. L'expression « méthodes culturales » de Bolens est plus floue car on ne sait pas distinguer les pratiques effectives des « bonnes pratiques » théoriques, quand bien même elles auraient fait leur preuve dans une ferme expérimentale. Elle ne distingue pas plus les techniques de forage de puits, de greffe ou concernant les céréales : les premières s'adressent à un corps de spécialistes ; les deuxièmes relèvent de l'art du jardinage qui peut s'apprendre dans les livres ou auprès des horticulteurs ; et les dernières font partie de la pratique des agriculteurs (connaissance des terres, adéquation des cultures en fonction des sols, fertilisation). Je commence par l'article imprudent et révélateur de Bolens en 1998[69] dont, en particulier, la conclusion éclaire l'article : « nous pouvons lire, à travers les traités d'agronomie des XIe et XIIe siècles, l'état des connaissances et les raisonnements agronomiques qui président à une plus dense et plus rationnelle colonisation du territoire, signe d'un progrès de la pensée agronomique, d'une expansion démographique et d'un contexte économique nouveau ». Si Bolens met en avant d'autres facteurs que le savoir, elle estime bien qu'il y a un lien entre savoir et application. Cette conclusion sans ambiguïté permet de comprendre sa pensée profonde.

Il semble que Bolens ait abandonné la rigueur au profit d'un public moins averti. Elle reprend les opinions de son temps et des agronomes anciens sans analyse critique. Par exemple, les agronomes anciens fustigeaient une agriculture de montagne aussi frustre que ses populations. Sur cette base douteuse sur le plan scientifique (Serres et Pline ont défendu l'agriculture de montagne), Bolens reprend d'abord la théorie qui justifie le dédain de la montagne : « La montagne est donc à l'opposé de la vallée ; la fermentation de la vie organique et les alluvions nécessaires au renouvellement de la fertilité sont bien notés. Pline l'Ancien rejetait les terres alluviales comme trop lourdes alors que les Latins Columelle, Florentinus et le Haut Moyen âge de langue syriaque les classaient parmi les meilleures ». Dans les territoires secs, l'érosion affecte en effet les versants et enrichit les vallées, mais déjà la controverse latine posée par Pline montre que les sols lourds étaient mal utilisés à l'époque, même si on en connaissait la fertilité, car ils étaient difficiles à travailler. Ils servaient alors soit de jardins arrosés, soit de prairies grasses. Enfin, les agronomes d'alors et les historiens d'aujourd'hui oublient la complémentarité des étages écologiques qui, avec d'autres facteurs, fondent la fécondité et la rentabilité de l'agriculture de montagne qui ne pouvaient envier que les cultures spéciales (vigne et olivier) des vallées.

Bolens enfonce le clou en reprenant à son compte les opinions de l'époque : « La nature pierreuse de la montagne étant effectivement un milieu répulsif en agriculture…», la pauvreté des sols (démentie dans de nombreux territoires d'altitude en Espagne et dans les massifs du Maghreb), etc. La montagne

réaction anti-arabe qui fait remonter la tradition agronomique orientale, qualifiée de "nabatéenne", en une compilation où le mythologique et l'historique sont intimement mêlés.

[69] Bolens, Lucie. 1998. "Modernité pluriculturelle d'Al-Andalus : une renaissance avant la renaissance". In : Rousselle, Aline. Monde rural et histoire des sciences en Méditerranée : Du bon sens à la logique. Presses universitaires de Perpignan : 107-124. <http://books.openedition.org/pupvd/11693>

« sert aux agronomes andalous de point de départ théorique pour définir la terre en termes philosophiques ; l'élément terre devient un sol stérile, par sa dureté et son manque de matière organique. Cette dernière symbolise alors toutes les possibilités de vie pour les plantes ; grâce au principe chaud et humide qu'elle acquiert, le sol peut engendrer la vie ». A l'époque, personne n'allait questionner l'opinion des dignitaires et il est dommage que l'historienne n'ait pas mieux exercé son droit à la nuance. Donner raison aux agronomes arabes sans examen pose question pour une historienne[70].

Alors que Bolens veut montrer que les Andalous réalisent une étape dans la progression des savoirs, l'histoire longue du développement suggère d'éternelles redites et un manque d'application permanent. Je ne suis pas assez informé des différences entre les traditions agronomiques pour prouver une évolution ou de simples ajustements d'époque. Je trouve les arguments de Bolens peu convaincants car elle reprend des arguments d'autorité. Et pour se faire comprendre, elle s'avance sur le terrain de l'agronomie moderne avec un jugement qui n'est flatteur que pour les Arabes : « malgré la force de la Tradition, les cadres anciens éclatent, cédant la place à un empirisme nouveau pouvant seul répondre aux exigences d'une agriculture en expansion ». Réitérant le lien entre savoir et application, elle précise sa pensée : « Nous sommes passés de l'exposé d'une tradition, garante d'érudition (gréco-latine), à celui de ce qui est réellement observé (arabo-andalou), et de l'idéologie garante de tradition à la science-même. Ce savoir est renouvelé par l'expérimentation, et l'empirisme est conquis sur 'l'idéologie'. A défaut d'une révolution technologique, cette intensification se fonde sur un approfondissement du savoir où le respect de l'équilibre naturel tient une place essentielle ». Les Arabes seraient les vrais instigateurs de la science et de la Renaissance avec, *not the least*, le respect pour l'équilibre naturel. Il est seulement dommage que la révolution technologique pour prouver ces dires n'a pas eu lieu.

Face à un public d'historiens (l'article est publié dans un livre collectif), elle s'avance jusqu'à critiquer l'agronomie moderne : « Aujourd'hui, l'agronomie reste, sur l'analyse des terres, très approximative : en effet les nombreuses expériences d'analyse chimique (pour exemple le degré d'imbibition d'une terre ou son degré de compacité, de perméabilité) se font en supposant au préalable une terre à grains homogènes ; or, cette condition ne se réalise jamais dans la nature ». Bolens méconnaît les sols cartographiés par type qui inclut leurs « horizons » ou couches hétérogènes et dont l'analyse est réalisée à différentes profondeurs. Il semble que Bolens ressente le besoin, devant un parterre de spécialistes ignorant l'agriculture, d'enfoncer l'agronomie moderne pour mieux faire ressortir l'originalité des savoirs arabes. En fait, les savoirs de ces derniers prouvent par eux-mêmes la grande connaissance qui existait alors. Le problème transculturel demeure l'application de ces savoirs. Pour conclure : « Nous (les Arabes) sommes à l'opposé de la recherche d'un rendement maximum fondé sur une rationalisation de type moderne (les meilleures semences sur les meilleures terres) ». Ses propos auraient été plus mesurés en dehors de son cercle littéraire. Et un public avec de simples tiers pour poser des questions pertinentes aurait suffi à rendre les spécialistes meilleurs comptables du savoir qu'ils partagent (cf. troisième partie).

Finalement, l'économie semble également poser problème en histoire. Bolens évoque tour à tour la suprématie des tribus arabes, la société devenue mercantile entre les mains de mawâlî enrichis (au XIe siècle qui voit la prééminence des cités italiennes en Méditerranée) et les premiers éléments de la domination par les puissances occidentales. Il en ressort une explication curieuse : « Cette théorie, qui a le mérite de lier l'histoire de l'Andalousie musulmane au développement économique du reste de la Méditerranée, n'est pas infirmée par l'impression qui se dégage des traités d'agronomie ». N'étant ni

[70] Et que signifiait, à part l'évidence, Ibn Bassâl retransmis par ibn al-'Awwâm : « De toutes ces sortes de terres, les seules qui offrent quelque avantage sont celles qui renferment de la fraîcheur humide » ?

infirmé ni confirmé, et pour causes car les agronomes andalous n'étaient pas des spécialistes en économie, son credo revient en force : « L'action de l'homme n'est pas conçue comme un bouleversement de l'ordre naturel mais comme une adaptation minutieuse, tatillonne, à cette unité. Le paysan et son double érudit, l'agronome, ne créent rien mais observent et constatent la complexité là où ils la trouvent ». L'agronome arabe était un sage.

L'article dévoile un biais pro-culturel qui rend impossible la compréhension de la sociologie des dignitaires et leur rapport au développement[71]. A la différence de l'article, l'ouvrage antérieur de Lucie Bolens propose une analyse rigoureuse avec des conclusions précautionneuses[72]. Comme nous l'avons vu, le Moyen-âge arabe est similaire à l'Antiquité avec une « profusion de données de type spécifiquement agronomique […] à défaut d'indications sur les volumes de production ou sur les rendements ». C'est une « agriculture idéale émanant d'érudits au savoir encyclopédique gravitant autour de la personne princière ». Les agronomes sont « peu représentatifs socialement des masses paysannes. Pourtant, leurs œuvres n'offrent aucun caractère de gratuité, ne s'encombrent d'aucune fioriture littéraire virgilienne, aucun poème pastoral ». Seul le style pratique compte sans changer un iota sur le fond.

Comme pour les Anciens, se posent pour les Andalous la question des publics. Palladius était explicite : « Pour former un cultivateur, par exemple, l'instituteur n'ira pas lutter, avec les rhéteurs de profession, d'artifice et de beau langage, ainsi que l'ont fait certains auteurs qui, à force d'être diserts avec tes paysans, ont réussi à se rendre inintelligibles même aux gens instruits[73]». Palladius et Bolens exagèrent tout de même car la revue des agronomes ci-dessus montre un style accessible voire bon enfant. Le style virgilien ou les vers de Palladius sont des raretés. Des historiens ont même émis l'idée que Palladius pouvaient être lu directement par les fermiers : » [L'expert en linguistique Marco] Bartoldus passe en revue les opinions des spécialistes sur le public visé par le livre de Palladius […] et défend habilement l'idée qu'il était destiné aux *vilici*, aux spécialistes de la gestion et aux agriculteurs […], et pas seulement aux propriétaires terriens ou à l'élite, qui, comme Bartoldus l'affirme dans une longue discussion sur Cicéron, laissaient souvent le soin à leurs employés ou à leurs locataires d'étudier en détail les travaux des agronomes[74]». Les Andalous ne sont donc pas si éloignés des Romains dans la forme comme dans le fond. Tout au plus peut-on conjecturer que les Andalous visaient effectivement les *vilici* à condition qu'ils sachent écrire et moins les grands propriétaires.

S'adressant aux populations paysannes, les Andalous, dit Bolens, déploie un style « clair, simple, précis. Les techniques agricoles y sont décrites avec une minutie, voire une méticulosité tatillonne, elles sont observées, comparées entre elles, sélectionnées, retenues, préconisées sans qu'un chaînon du raisonnement ne fasse défaut ». Pour l'historienne, l'objectif de l'agriculture idéale est porté par

[71] Je reviens dans la troisième partie sur les défis que pose l'ignorance technique en SHS. Un autre exemple est donné en sociologie des techniques concernant la santé et l'écologie : https://www.nss-journal.org/articles/nss/full_html/first/nss230002/nss230002.html

[72] Lucie Bolens, 1981. Agronomes andalous du Moyen-Age. Librairie Droz. 305 pages

[73] « …Mais coupons court à cette préface; il ne faut pas imiter ceux que nous critiquons ».

[74] "Palladius' determination to write in a comprehensible style, suggesting that he wished to be understood by a wide audience rather than admired as a stylist by the educated. [Expert linguist Marco] Bartoldus surveys scholarly opinion on the audience of Palladius' book […] that it was intended to be read by vilici, management specialists and farmers, whom Varro and Columella explicitly identify as their readers, and not just by landowners or the élite, who, as Bartoldus argues in an extended discussion of Cicero, often left the detailed study of the agronomists to their employees or tenants."
https://www.researchgate.net/publication/309594036_Palladius_and_the_achievements_of_Roman_agronomy_in_late_antiquity_MARCO_JOHANNES_BARTOLDUS_PALLADIUS_RUTILIUS_TAURUS_AEMILIANUS_WELT_UND_WERT_SPATROMISCHER_LANDWIRTSCHAFT_Wissner-Verlag_Augsburg_2012

une « agronomie efficiente par la répétition des expériences qui hausse le niveau de pensée au-dessus de la seule observation ». Les historiens partagent avec les dignitaires, les colonisateurs et les notables l'idée que l'agronomie méditerranéenne devait servir à quelque chose. Une vague d'intérêt pour les sources arabes eut lieu au XIXe siècle : « en 1854, dans les Annales de la colonisation algérienne, Cherbonneau fit traduire en français des extraits d'un certain Ibn al-Husayn à destination des colons, choisissant les paragraphes relatifs à l'olivier, à la préparation de l'huile, à la culture et au rouissage du lin, à la culture du cotonnier, de la garance et à la plantation du palmier ».

L'agronomie arabe des dignitaires et propriétaires proches des princes est plus clairement destinée aux masses paysannes. Mais comme ailleurs, les notables se piquent, pour rehausser leur légitimité, d'un savoir qu'ils souhaitent partager. Quand bien même les techniques agricoles sont précisément décrites et le style accessible, la conséquence est la même jusqu'aux experts et aux ONG actuelles : l'échec du développement. Les deux postulats sont invariants : les experts prétendent à la fois l'ignorance paysanne et l'utilité de leur savoir. L'explication de l'échec par la sociologie des élites qui partagent des normes mal ficelées est plus plausible que celle de leur neutralité axiologique avec impact sur la société. Quand les agronomes répètent des recettes millénaires, on ne se dit pas que le plat est bon, mais que cela cache quelque chose. Il faut d'ailleurs un sacré aplomb pour reprendre sans émoi des prédécesseurs en boucles.

La seule innovation d'un traité est l'actualisation des savoirs encyclopédiques, tels les moulins qui font leur apparition chez les Romains ou le creusement des puits chez les Andalous. Le traité devient le nec plus ultra à connaître et devait faire, comme de nos jours, l'objet d'une propagande commerciale chez les copistes. Quant aux meuniers et aux puisatiers, ils n'ont jamais lu ces traités puisque le transfert des techniques (du qanât par exemple, d'ailleurs peu présent en Espagne[75] qui bénéficiait encore de l'hydraulique romaine) a précédé les traités. On ignore jusqu'où les explications pratiques sont crues par les auteurs eux-mêmes au même titre que Paul Veyne s'interrogeait sur le niveau de croyance des Grecs dans leurs dieux. Quelle que soit la réponse, poser la question conduit à interroger la place des auteurs de traités dans la société, ce que trop peu d'historiens pratiquent. Outre les innovations, le savoir encyclopédique d'une agriculture idéale pourrait servir de base pédagogique pour les nouveaux-venus dans l'agriculture, ce que les Romains suggéraient mais que ne semblent pas viser les Andalous. Quoi qu'il en soit, les traités servent d'ersatz d'écoles agricoles et, si ce manque est dénoncé par Columelle : « j'en ai même vu où l'on enseignait les professions les plus viles, comme l'art d'apprêter les mets », le manque d'écoles montre qu'elles sont inutiles, comme les traités donc.

Renaissance

L'Europe médiévale et la Renaissance n'échappent pas au principe qui allègue l'existence d'une agronomie lors des renouveaux intellectuels. Les deux époques redécouvrent chacune à leur tour les auteurs anciens. Au second (bas) Moyen-âge, l'Angleterre donne Robert Grosseteste, un évêque du XIIIe siècle connu comme scientifique qui s'est plu à conseiller à deux femmes de s'occuper elles-mêmes de la gestion de leurs terres[76]. Un autre familier du roi, Walter de Henley, écrit un Traité agricole vers 1280. Mais Pierre de Crescens (Pietro de' Crescenzi) considéré comme le père de la science agronomique en Italie connut une grande renommée au début du XIVe siècle grâce à l'imprimerie et à Charles V qui le fit traduire en 1373 avec d'autres livres relatifs à l'économie rurale. Ces traductions multiples qui font la renommée d'un auteur manifestent le rôle du public éduqué à une époque qui revient conjointement aux choses de la terre et aux œuvres de l'esprit. L'agronomie

[75] http://www.lecerclemedieval.be/histoire/L-eau-dans-la-ville.html
[76] https://fr.wikipedia.org/wiki/Walter_de_Henley

reflète plus l'esprit d'une époque que son agriculture. De nos jours, cet esprit est incarné par les férus de permaculture.

Le Moyen-âge s'est penché sur les jardins et les simples en reprenant les croyances des Anciens. Les traités d'agronomie et d'économie rurale font alors le lien avec ces grimoires[77] comme c'est le cas de Crescens. Ses voyages en Italie lui furent précieux avant qu'il ne reprenne les rênes de sa propriété à la bien-nommée Bologne la Grasse où il devint sénateur à 70 ans. A l'invitation du roi de Sicile[78], il écrivit un Traité d'économie rurale exempt des préjugés qui avaient cours dans le monde paysan[79]. Pour Jean-Louis Gaulin[80], l'œuvre compile « les préceptes empruntés aux agronomes anciens, les coutumes observées dans l'Italie du Nord, et les remarques personnelles de l'auteur ». Les trois registres sont la marque des agronomes anciens avec, au Moyen-âge, une proportion déclinante de tradition et de normes du groupe social du fait d'une plus grande liberté et une plus grande diversité en lien avec les érudits des monastères. Cette liberté autorise de nouvelles observations avec parfois des expériences vécues même si ces dernières sont rarement claires. Les croyances comme les influences de la lune diminuent également comme on le verra avec Olivier de Serres.

Historien prudent, Gaulin explique que « les principes et les méthodes de la vinification médiévale se laissent mal deviner à la lecture des sources classiques de l'histoire rurale ». « Chartes, contrats agraires, livres de compte, législation rurale émanant des villes » sont « allusifs, voire silencieux, sur les façons de produire, traiter et conserver les vins ». Les historiens s'appuient sur les traités disponibles ainsi que sur les enluminures qui sont également une source d'information[81]. Mais ces traités utilisés par défaut ne donnent pas la possibilité de prendre suffisamment de recul critique. L'historien signale leurs limites, auquel Crescens n'échappe pas : « sans même parler de la difficulté d'apprécier la réelle diffusion, géographique et sociale, des pratiques rapportées par Pietro de' Crescenzi, force est de constater que son œuvre est une compilation de sources diverses ». Les médiévistes s'accordent d'ailleurs, plus que les latinistes, sur le fait « que la part des sources livresques était prédominante[82]». En France, le ci-nommé Charles V commande un ouvrage à Jean de Brie sur l'élevage des moutons. Jean de Brie, fils de paysan, gardait enfant les moutons[83]. Sa renommée de berger dans l'entourage de Paris fut telle qu'il est remarqué par un conseiller du roi. C'est le premier auteur qui a repéré les dégâts causés par la douve du foie suite au pâturage dans les zones marécageuses[84].

A la Renaissance, Olivier de Serres est-il en rupture avec les agronomes antérieurs ? Il l'a suggéré lui-même en déclarant que « l'agriculture [...] consiste le plus en expérience et pratique[85]», mais tous ses

[77] https://books.openedition.org/pup/2990?lang=fr
[78] Charles II d'Anjou
[79] https://fr.wikipedia.org/wiki/Pietro_de%27_Crescenzi
[80] Sur le vin au Moyen Âge. Pietro de' Crescenzi lecteur et utilisateur des Géoponiques traduites par Burgundio de Pise. Mélanges de l'Ecole française de Rome. Moyen-Age, Temps modernes, vol. 96, no 1, 1984
[81] Van Moé, E.-A. (1939). La technique agricole dans l'ancienne France d'après les enluminures des manuscrits. Folklore Paysan, 2(3), 57–63.
[82] https://www.persee.fr/docAsPDF/mefr_0223-5110_1984_num_96_1_2746.pdf
[83] https://fr.wikipedia.org/wiki/Jean_de_Brie
[84] Jehan de Brie a mis en relation l'attaque du foie avec la consommation d'une herbe de marais. Il est fort probable que les Anciens connaissaient le lien entre la maladie et le paquage dans les marais comme le montrent les signalements fréquents : « Daudouede (1954) (3) a bien noté, pour le pays basque, que les animaux vivant dans les régions encaissées et s'abreuvant dans les ruisseaux, les mares, les fossés et les rigoles, sont, généralement, plus atteints que les animaux vivant sur les hauteurs ». Toujours est-il qu'une explication scientifique a plus de poids pour convaincre les éleveurs de modifier leurs pratiques qu'un simple on-dit. Ce qui est sûr c'est que les épidémies de distomatose existaient toujours au début du XXe siècle : https://www.persee.fr/docAsPDF/bavf_0001-4192_1957_num_110_10_3659.pdf
[85] https://journals.openedition.org/ruralia/290

prédécesseurs disaient la même chose. Il y a quelque chose de Pierre Rabhi chez lui, ce que ne dément pas les 19 éditions du Théâtre d'Agriculture et Mesnage des Champs entre 1600 et 1675. C'est énorme d'autant que seule la Révocation de l'Edit de Nantes a mis fin à l'édition d'un ouvrage écrit par un protestant. En plus du supposé renouveau dont l'auteur se réclame, le succès de librairie doit beaucoup à une époque de poule au pot, d'intérêt pour l'agriculture et de retour aux Anciens. La diffusion des traités antiques est en effet un souffle de liberté face à une Eglise envahissante. L'ouvrage était prisé des aristocrates et Henri IV le lisait. Alors que l'Angleterre continuera sur la lancée agricole, les aristocrates français se rassembleront ultérieurement à la cour et les propriétaires se passionneront pour d'autres intérêts.

La nature est pour Serres son credo, ce que l'on conçoit quand l'Eglise hégémonique martèle que l'homme n'est pas une bête. Aussi cette nature subitement retrouvée fleure-t-elle la résistance politique jusque dans les évidences assénées : « Le fondement de l'agriculture est la connaissance du naturel des terroirs que nous voulons cultiver ». Des hagiographes plus nationalistes qu'informés ont tendance à en faire un héraut et on se demande si les historiens connaissent les Anciens quand ils mettent Serres sur un piédestal : « Cette science, tout empirique, repose sur l'observation, la vérification, la comparaison. Il faut désormais accorder 'les escrits des doctes' avec le 'livre de nature' que l'homme, trop occupé à s'émerveiller, n'a pas assez observé » écrit non pas un historien mais une spécialiste actuelle de littérature[86]. La lecture des Anciens a pourtant montré à quel point ils sont informés de la nature et on verra que la nature chez Serres est incidente comme chez les Anciens. Les hagiographes deviennent lyriques : Serres « expérimentait les possibilités d'engraissement organique de la terre, redécouvrait les engrais verts, inventait le déchaumage et mettait en lumière les vertus améliorantes du sol de la luzerne et du sainfoin ; à condition de les répartir comme précédents pour les céréales sur l'ensemble du terroir[87]». Toute l'agronomie ancienne tournait déjà autour de l'engraissement des terres et préconisait l'usage des plantes améliorantes.

Moins lyriques concernant la rupture supposée de Serres et plus circonspects avec une histoire intégrale, des historiens signalent par exemple que son fils Daniel acceptera l'héritage sous bénéfice d'inventaire à la suite du décès de l'agronome en 1619. Cette mention laisse un doute sur la solidité financière du domaine « en dépit des connaissances agronomiques du propriétaire ». Le Pradel restera toutefois dans le giron familial et « ne connaîtra pas une fin comparable à celui d'autres agronomes expérimentateurs tels Césaire Nivière ou Mathieu de Dombasle plus tard, même s'il n'aura pas permis à son propriétaire de s'enrichir notablement[88]». Serres exprime bien une rupture, mais elle est partielle. Déjà il se distingue de ses contemporains, tel l'imprimeur et médecin Charles Estienne qui publiait en 1564 L'Agriculture et Maison Rustique. Ce dernier avait publié dix ans plus tôt le *Praedium rusticum* et le passage à un titre en français souligne le changement de public. Estienne n'est ni un agriculteur ni un expérimentateur, mais ses publications pédagogiques dureront 30 ans avant d'être rééditées par son gendre Jean Liébault. Au total la carrière de l'œuvre en France et à l'étranger aura duré 150 ans jusqu'à ce que Louis Liger publie une Nouvelle Maison rustique au début du XVIIIe siècle. D'abord destiné aux « jeunes gens qui étudient les bonnes lettres », peut-être les jeunes bourgeois, L'Agriculture et Maison rustique au contenu renouvelé visait cette fois à réunir « tout ce qui peut estre requis pour la perfection de l'agriculture Françoise[89]». On retrouve l'ambigüité ancienne entre public

[86] Danièle Duport. La Réforme et la Renaissance. La 'science' d'Olivier de Serres et la connaissance du 'naturel'. Bulletin de l'Association d'étude sur l'humanisme.
[87] https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01216334/file/C31biblio%20-%20copie%204.pdf
[88] https://fr.wikipedia.org/wiki/Olivier_de_Serres
[89] https://www.bm-lyon.fr/expositions-en-ligne/agriculture_antique_renaissance/exposition/creer-de-nouveaux-livres-a-l-imitation-des-anciens/article/le-succes-europeen-de-la-maison-rustique-1564

de lettrés et de professionnels. Toujours est-il que les ouvrages populaires sont remplis de recettes magiques[90], ce dont s'écartera Serres.

Olivier de Serres est un bourgeois qu'anoblit l'achat d'une centaine d'ha au Pradel en Ardèche. Le domaine fut détruit et reconstruit dans les guerres de religion. Il se rapproche du roi par son frère pasteur, qui est l'historiographe d'Henri IV. Devenu tuteur à la mort de son frère, Olivier de Serres monte à Paris faire reconnaître les droits de son neveu. Par ailleurs, il publie en 1599 un ouvrage sur la soie alors qu'on reconnaissait le coût de son importation. Il se pourrait qu'il eût acquis le savoir-faire d'immigrés piémontais qui cultivaient la soie à proximité du Pradel et la vendaient aux canuts de Lyon[91]. Quoi qu'il en soit, le roi commande des milliers de mûriers nécessaires à l'élevage du ver à soie et exige par ordonnance royale que chaque commune en acquiert. Le chapitre de la soie sera intégré dans le Théâtre d'Agriculture publié un an plus tard.

« Il y en a qui se mocquent de tous les livres d'Agriculture, et nous renvoyent aux paysans sans lettres, lesquels ils disent estre les seuls juges compétans de ceste matière, comme fondés sur l'expérience, seule et seure (sûre) reigle de cultiver les champs. Certes, pour bien faire quelque chose, il la faut bien entendre premièrement. Il couste trop cher de refaire une besogne mal faicte, et surtout en l'agriculture, en laquelle on ne peut perdre les saisons sans grand dommage. Or, qui se fie à une générale expérience, au seul rapport des laboureurs, sans savoir pourquoi, il est en danger de faire des fautes mal réparables, et s'engarer (s'égarer ou s'engager) souvent à travers champs sous le crédit de ses incertaines expériences ». S'il y avait une différence avec les traités antérieurs, elle est en germes dès la préface qui reconnait l'existence de critiques et exige une réponse. Le public des traités s'intéresse à la science ancienne, mais il n'est pas dupe. Olivier de Serres l'amadoue en serinant un prétendu renouveau par l'expérience et le recours à la nature comme si les Anciens étaient dépourvus de ces deux sagesses.

Si Serres préfère Columelle[92], ses références aux Anciens sont limitées. Il prend à témoins Caton, Varron, Columelle et Pline en groupe quand cela l'arrange. En fait, ses connaissances régionales lui permettent d'adapter les Anciens et fondent un savoir explicatif des différences, pourvoyeur de bonnes pratiques et source de jugements catégoriques. Sa connaissance a donc deux défauts majeurs : elle est associée à une doctrine d'application directe (ce qui n'a rien de nouveau) et elle est contradictoire. En effet, comment distinguer la bonne pratique extraite de la cohérence d'un système particulier et la pratique jugée mauvaise ? Quoi qu'il en soit, le ton plaisait aux urbains et aux notables qui voyaient confirmées leurs préventions contre l'archaïsme campagnard. Autrement dit, sa préface est rhétorique car l'insistance donnée à la diversité des pratiques régionales accroît le nombre d'observations mais elle butte sur la distinction avec une pratique sortie du système, système dont lui-même fait l'apologie par ailleurs. Son jugement personnel prime donc. L'autre élément de rhétorique qui flatte le public concerne l'économie. En résumé, Serres propose tout à la fois d'expliquer l'agriculture qu'il a comprise de manière normative, de faire en sorte que le propriétaire tire plus d'argent de ses métayers et de fournir des pistes d'améliorations : on comprend l'intérêt durable d'un ouvrage malgré l'incohérence de sa méthode.

[90] Recettes pour guérir les bœufs ensorcelés ou les poules (faire tiédir l'eau quand elles sont enrhumées ; les laver avec du lait de femme quand elles ont mal aux yeux).

[91] Il existait des brochures en italien dès le XVe siècle (note 98). Serres ayant la connaissance pratique de Milanais installés en France peut sans risque édicter : « » couver ceste graine sous les aisselles, ou entre les mamelles des femmes, n'est chose profitable ; non tant pour crainte de leurs fleurs (menstruations), comme aucuns (quelques-uns) pensent, mais pour l'agitation : ne pouvant se faire que portant la graine sur sa personne, l'on ne la tracasse et meslinge ».

[92] https://www.jstor.org/stable/pdf/41528081.pdf

La référence à Columelle apparaît une petite centaine de fois, Caton et Varron une vingtaine chacun et Palladius quelques-unes comme s'il n'avait lu que Columelle (qui cite ses prédécesseurs) et quelques ouvrages citant Palladius[93]. Les Anciens lui servent de gage de professionnalisme auprès de ses paris et d'arguments d'autorité à l'occasion. Serres ne reprend pas les effets de la lunaison (voir plus loin), il lui arrive de stigmatiser les croyances « ridicules »[94] mais il reprend l'exemple de Pline sur la fertilité des oasis, dont on examinera la raison. Tout d'abord, la réalité des agricultures prémodernes conduit à donner de l'importance à ce qui est devenu de nos jours un détail qui demande de simples ajustements, comme la nature des sols. L'attelage servait au transport ou/ou au trait avec, dans ce dernier cas, la nécessaire adéquation à l'humidité et au degré d'ameublissement du sol, éventuellement avec d'autres facteurs (profondeur, caractère « gras », pierrosité). L'âne, le mulet, le cheval, la vache, le bœuf ou encore la traction humaine jamais loin du bêchage en terme d'énergie dépensée, ainsi que leur nombre et leur état sanitaire, est privilégié selon les régions pour les producteurs qui n'avaient pas le choix. Dans le cas contraire, le cultivateur peut choisir le meilleur type d'attelage. Le type de charrue, non pas au sens des typologies formelles à la Haudricourt[95] mais au sens des pratiques réelles (selon le principe qu'une charrue sert moins à labourer –pléonasme- qu'en labourant ou dans l'action), fait partie de l'équation locale. Serres n'est d'ailleurs pas à l'origine de la longue controverse qui dénonce l'araire qui gratte le sol contre la charrue qui laboure.

L'échelle de travail est principalement sa région, les régions limitrophes et des connaissances glanées à Bordeaux ou en Beauce. La diversité infranationale permet à Serres d'insister sur les systèmes complets que constitue chaque agriculture où une façon culturale est la résultante des priorités établies dans le cadre de ressources limitées. L'échelle n'est plus l'échelle européenne ou méditerranéenne des Romains ou des Arabes qui pouvaient universaliser les leçons de l'agronomie. Cette diversité avec ses contraintes et ses choix équilibrés invite Serres à comprendre plus qu'à prescrire. La même échelle permet de démonter les croyances comme sa réfutation cinglante de l'effet de la lune par la simple observation : « Par exemple, les aulx en France sont semés, pour les faire engrossir, en la nouvelle lune, et pour la mesme cause en Languedoc et Provence en la vieille. Et si là dessus on veut dire que la diversité des climats, distans entre telles provinces de trois à quatre degrés, cause telle différence ; l'on ne sçait que respondre sur ceci, que les jardiniers d'Avignon et ceux de Nismes, quoi que sous mesme climat, ne sont d'accord en tout par-ensemble : faisans

[93] Pour l'édition écrite du Théâtre d'Agriculture… : Thesaurus, Actes Sud. 1997. Pour les recherches spécifiques sur fichier pdf : Société d'agriculture du département de la seine. Tome I. 1804 téléchargeable à https://books.google.fr/books/about/Le_th%C3%A9%C3%A2tre_d_agriculture_et_mesnage_de.html?hl=fr&id=MxNQAAAAcAAJ&redir_esc=y

[94] Serres est virulent contre la magie d'un traité agricole byzantin : « Plusieurs autres ont escrit des affaires des champs avec risée, tant impertinens sont leurs préceptes : entre lesquels Constantin César est digne d'admiration, ce que nostre mesnager entendra, tant pour contenter sa curiosité que pour ne s'amuser à. telles folies. Pour faire profiter les semences au champ, ordonnent avant que les y jetter, d'estre trempées en jus de jombarbe, ou dans du vin, ou dans la lie d'huile d'olive, ou dans d'eau nitrée, ou dans du jus de concombre sauvage. Pour le mesme font passer la semence par un crible faict de la peau d'un loup, auquel n'y ait que trente trous, chacun capable pour y passer le doigt. De peur que le soleil brusle la semence, est défendu au semeur de la faire toucher aux cornes des bœufs, etc. ». *Les XX Livres de Constantin Cesar, ausquelz sont traictez les bons enseignemens d'Agriculture : traduictz en Francoys par M. Anthoine Pierre* sont la première traduction des Geoponica, traité d'agriculture publié en grec en 1539 d'après un manuscrit qui porte comme auteur le nom de l'empereur Constantin VII Porphyrogénète (913-959).

[95] Les ethnologues et les anthropologues des techniques ont produit des classifications d'instrument vaines : Haudricourt (A.-G.) et Jean-Brunhes Delamarre (Mariel). L'homme et la charrue à travers le monde. Paris, Gallimard, 1955, 506 p. ou encore El arado criollo en México y América central. Guy Stresser-Péan. Cemca : Ifal : Orstom, 1988 (105 p.), production du même acabit que les errements préhistoriques d'André Leroy-Gourhan (Alain Testart, Art et religion. De Chauvet à Lascaux).

heureusement les uns en une lune, ce que de mesme les autres font en une autre. En France, les sarmens à planter la vigne sont cueillis en la nouvelle lune, et presques par tout ailleurs, en la vieille. Plusieurs, pour la réserve des chairs salées, entuent les bestes au croissant, et infini nombre d'autres au décours ». Mais le style qui plaît au public (aujourd'hui encore enclin aux stéréotypes et à l'action immédiate) est de porter des jugements. Un minimum de jugeote lui aurait pourtant montré qu'une simple différence de climat explique des pratiques régionales « mauvaises ». C'est le cas des sarments distaux utilisés pour le bouturage à Bordeaux et en Charente. L'écobuage (voir plus loin) le conduit à d'autres erreurs dont témoigne l'appareil de notes de la version commentée en 1804 du Théâtre d'Agriculture (cité ci-dessus).

Les controverses en agriculture prennent de l'ampleur à la Renaissance, peut-être dès le Moyen-âge. Depuis, elles sont devenues permanentes pour la raison que l'agriculture idéale (le mieux) n'est jamais à la hauteur de l'agriculture réelle (le bien) : une agriculture qui progresse trouve toujours des zélotes qui prouvent qu'elle peut faire mieux. J'ai évoqué l'araire contre la charrue qui permet de dénoncer les degrés d'archaïsme. Serres prend souvent partie pour ne pas se couper de son public, mais au moins en résout-il une autre après la lunaison. Aussi le joug du bœuf était-il suspecté ne pas faire profiter de toute la puissance des animaux et les régions avaient opté pour le joug frontal ou posé sur le cou. Serres rappelle d'abord les différences entre transport et trait, et pour le transport, celui en pente ou sur fonds plat. Il renvoie alors aux agriculteurs de montagne : « Les Savoisiens ont mis fin à telle dispute, faisans tirer leurs beufs, et par le col et par la teste tout à la fois, en leur accommodans deux jougs en ces deux endroits-là du corps ». La controverse des avantages du cheval sur le bœuf ou celle des avantages respectifs du fermage sur le métayage (ce dernier ayant la préférence de Serres comme des Romains à la différence des agronomes du XIXe siècle) est du même acabit.

Serres n'échappe pas à la difficulté de problématiser la productivité des cultures. Les agronomes anciens étaient fascinés par les oasis dont ils cherchaient la formule pour s'approcher de leur fertilité supposée. Ils connaissaient les légumineuses et estimaient que les plantes de cycle court (comme le sarrasin), le labour profond, l'arrosage, l'écobuage, la multiplication des façons culturales, le fumier, la marne, etc. engraissaient le sol. Il faudra attendre les travaux du chimiste Justus Von Liebig au XIXe siècle pour comprendre le NPK[96], l'azote n'étant pas suffisant en lui-même car il peut augmenter la biomasse sans produire de fruits[97]. Au temps de Serre, chacun défendait sa combinaison en l'assaisonnant de l'inusable précaution normative (mais non expérimentale ni mesurée) de l'économie coûts-bénéfices. Déjà Varron avertissait « que ce ne soit jamais par simple caprice. C'est en vue d'un résultat positif ».

Les agronomes romains universalisaient l'agriculture idéale alors que Serres s'appuie sur la diversité des agricultures régionales dont il n'oublie pas la cohérence. J'ai évoqué plus haut la contradiction entre la cohérence des pratiques dans une ferme et l'isolement d'une pratique transférable[98]. Serres se sortait de cette situation délicate en dénigrant une pratique dont il ne comprenait pas la raison tout en jugeant de manière symétrique les bonnes pratiques (labour profond, écobuage). La doctrine du savoir applicable n'a pas changé depuis les agronomes anciens car le savoir au nom du bien commun est inattaquable. Serres reprend explicitement le terme d'ignorance quand les Romains prudents préféraient ceux d'avarice (de moyens) et de négligence. Quant à Columelle, il s'adressait en effet à des jeunes gens ignorants qui avait besoin d'un mentor. Cette dénonciation clivante est la marque du

[96] Azote, phosphore, potassium.
[97] Des expérimentations sérieuses ont été menées au XVIIe siècle pour contrer la vision aristotélicienne des 4 éléments : https://www.persee.fr/doc/rhren_0181-6799_2000_num_50_1_2322, mais c'est au XIXe siècle que les agronomes ont pu théoriser la fertilisation.
[98] Ce débat existe à l'époque : voir Hélène Vérin https://journals.openedition.org/artefact/pdf/405

développement jusqu'aux empires coloniaux alors que le temps présent n'évoque qu'en coulisses les archaïsmes supposés. Les explications hâtives par la pauvreté et le colonialisme évitent tout approfondissement du savoir alors que les pays jamais colonisés et les paysans aisés vivent la même galère. Pour Serres, « Le sçavoir, le pouvoir, le vouloir[99]« se révèlent à maintes reprises : « sçavoir seulement bien cultiver la terre, pour en tirer l'ordinaire rapport, nostre père-de-famille surpassant le vulgaire… » ou encore « ce qui donnera occasion aux ignorans d'apprendre, en intention d'avancer en gain, à mesure du sçavoir…». Avec 4 siècles d'avance, Serres propose de comprendre la diversité des pratiques qui exige de se départir des préjugés sur les routines et l'archaïsme. J'aborderai plus loin la période de l'analyse des systèmes de production (*Farming System Research*) dont l'heure de gloire n'a duré que vingt ans. Elle n'a pas disparu en 2000 parce qu'elle était en échec opérationnel (du fait d'une doctrine d'application inchangée qu'on pourrait appeler la doctrine du sçavoir-pouvoir-vouloir en mémoire de Serres), mais parce que son potentiel d'application gênait les grands acteurs du développement (par exemple en expliquant les échecs répétés).

Nous ne disposons pas de moyens pour évaluer l'influence d'un agronome et, aujourd'hui encore, les conséquences des programmes de développement sont évaluées grossièrement par défaut d'une base de données qui les suivraient jusqu'au succès ou à l'échec. Plus généralement, la mesure de leur impact porte moins sur les objectifs escomptés que sur les effets secondaires, comme la conscientisation des personnes ayant assisté aux nombreuses réunions organisées par le programme. Les historiens qui évaluent les tendances d'évolution des rendements montrent la plupart du temps l'absence de fléchissement dans une région : « Faute de sources et d'informations précises sur la présence des traités agronomiques dans les campagnes, il n'est pas aisé de mesurer l'impact des traités agronomiques anciens au niveau de la pratique de l'agriculture. D'après les spécialistes les rendements agricoles stagnent à cette époque. Ainsi, l'intérêt pour ces textes n'est pas synonyme de progrès dans le domaine agricole[100]». Georges Lizerand est plus précis : « c'est une surprise pour nous qu'en ce siècle de renaissance qui a accueilli tant de nouveautés religieuses, politiques et artistiques, le Moyen âge continue dans la vie rurale[101]». A la Renaissance, Serres n'aurait donc eu aucun impact sur cette vie rurale.

Plus généralement, les agronomes n'ont eu aucune influence concrète jusqu'au XXe siècle[102]. Des avancées majeures dans les savoirs ont eu lieu telle l'identification de la douve du foie, mais les épidémies continuaient au XXe siècle. Même les métiers spécialisés : forage de puits, soie, médecine vétérinaire et greffage ne profitaient pas des savoirs théoriques dispensés par les agronomes généralistes car ces métiers ont leur propre système d'apprentissage. Quant à l'apprentissage des agriculteurs, il dépend des savoirs appris sur le terrain et dans une famille. Comme le Mémento de l'agronome, des savoirs en apesanteur sociale et matérielle donne à l'entrepreneur une vague idée du possible dont la concrétisation ne peut aucunement se fier aux traités. Il faudra donc relire l'influence supposée des agronomes dans la Révolution verte et les Trente Glorieuses pour ramener leur histoire à une contribution ou à l'accompagnement de la modernisation. Un article précoce de ma part résumait peut-être la situation[103]. Je concluais sur la domination sociale d'une classe qui éprouve le

[99] A l'occasion j'ai utilisé une autre version numérisée de l'édition de 1804 : http://www.obrasraras.usp.br/jspui/bitstream/123456789/2052/1/S-136141-1_SERRES_theatre_dagriculture_mesnage_champs_olivier_serres_1804.pdf

[100] https://core.ac.uk/download/pdf/12430943.pdf

[101] Le Régime rural de l'Ancienne France, Paris, Presses universitaires de France, 1942, p. 79.

[102] Les agronomes du passé n'ont pas eu d'effets sur le développement agricole directement, mais ils ont pu en avoir, en bien ou mal, dans les politiques des rois et des républiques. Sous Henri IV, l'ambiance intellectuelle en faveur de la ruralité soutenait la production des traités d'agronomie.

[103] D'un malentendu à l'autre, de la jachère à la rationalité paysanne. Ruralia, 10/11, 2002

besoin de se justifier aux yeux non seulement du Prince (des dirigeants politiques), mais aussi de l'entre-soi des propriétaires ou des paysans. Ce besoin de légitimation ne s'exprime pas à toutes les époques. Dans les périodes d'ouverture intellectuelle, le besoin de légitimation s'appuie sur le savoir technicien fondé en raison, lequel engendre une agronomie du savoir. L'égalité foncière, qui n'a existé qu'aux tout premiers moments des empires dans la continuation de l'esprit communautaire[104], n'entre pas dans le champ technique. Mais le champ technique ne se laisse pas cerner facilement quand existent les contrepouvoirs à base de savoirs paysans, de bon sens ou encore d'experts spécialisés. Aussi un savoir minime appuyé par la raison et le consensus de l'époque permet-il à l'auteur de se distinguer du *vulgum pecus* et de légitimer les corps encadrant l'agriculture. Alors que le savoir progresse benoîtement tant qu'une nouvelle norme ou mode fournit de fausses explications et bloque la progression, l'agriculture change par saut. Quant à la doctrine d'application pratique, elle demeure invariante car elle suppose toujours à la fois l'utilité du savoir et son absence chez les paysans.

Ayant contextualisé Olivier de Serres, le lecteur comprendra mieux son agronomie à travers trois exemples : l'agriculture de montagne, le labour profond et l'araire. Contre les aprioris qui sont encore ceux d'aujourd'hui, Serres défend la montagne dès la préface. Ce n'est pas commun tant l'agriculture y a été considérée comme frustre à l'image de ses habitants. Dans les Alpes, l'incompréhension des montagnards par la population des vallées est confortée quand, en pleine modernité, les éleveurs continuent à vivre avec leurs animaux en hiver. Mais pour lui, l'agriculture de montagne est productive à juste titre : « La montaigne où il y a des arbres et des herbages, dont il se retire plusieurs commodités servans à divers usages de très grand profit, ne cède en revenu à la vallée et campagne, qui ne rapportent le blé qu'avec beaucoup de despence et labeur. Cela se void assés sans en rechercher la preuve ailleurs que dans nostre contrée de Languedoc, d'où les plus grandes et riches maisons, sont és montaignes de Vivarets et Gévaudan ». Il connaît les Cévennes pour la soie et par son identité protestante. Il juge leur productivité relativement à l'énergie consentie et aux coûts car la vallée exige « beaucoup de despence et labeur » même si on peut imaginer un rendement par unité de surface plus faible en montagne. Les versants prononcés étaient réservés à la forêt et au pâturage alors que la pente modérée n'était pas un problème en agriculture attelée ou manuelle qui profitait d'un fumier abondant. Il est vrai que cette bonne opinion est contredite par une comparaison entre vallée, coteaux et montagnes où il donne sa préférence aux coteaux : « La montaigne ne peut convenablement servir qu'en bois et pasturages pour le bestail, en quoi elle est très propre : mais d'en faire du labourage, d'y planter des vignes et arbres, désirans la culture, cela est bien difficile, de grand coust, et de petite durée ; par escouler la graisse de la terre avec les pluies, et lascher trop tost l'humidité, mesme tant plus le fonds se treuve cultivé : qui a faict dire aux bonnes-gens : En terroir pendant Ne mets ton argent ». La montagne se prête mal aux cultures spéculatives propices à l'enrichissement, comme la vigne, mais la soie des Cévennes le contredit une fois de plus. Sans doute peut-on expliquer ses contradictions par l'écart entre des observations dénuées de préjugés et la volonté d'identifier à tout prix des bonnes pratiques pour justifier son agronomie.

Le deuxième exemple concerne l'araire qui, si elle n'est mentionnée qu'une fois dans son ouvrage, n'est pas méprisée comme ce sera le cas plus tard. Plutôt que de juger, Serres cherche à comprendre et sa compréhension passe par l'économie de moyens dans des systèmes où l'énergie, la fertilité et l'eau réduisent les espérances de récolte. Aussi le temps des semailles (un goulot d'étranglement que réduit mais n'évite pas la mécanisation) doit-il être géré au mieux des ressources disponibles dans la ferme ET dans le voisinage : « Parce que tel avancement d'œuvre despend du suffisant nombre de bestes de labour, comme a esté dict, et qu'il peut escheoir qu'autant de difficulté y aura il d'en treuver

[104] Les invasions militaires ou les dynamiques internes aux sociétés antiques avaient les moyens d'imposer durablement l'inégalité foncière.

à louer, comme d'en entretenir abondamment le long de l'année, par estre le temps des semailles fort empressé chacun voulant faire ses besongnes en telle saison : un moyen a esté inventé pour satisfaire à telle nécessité, non toutes fois communicable à tous laboureurs, ains seulement propre à ceux qui cultivent la terre avec autres bestes que beufs, comme chevaux, mules et semblables. C'est, que bien qu'au cours du labourage deux de telles bestes, ou davantage, soient mises au coutre, en ceste affaire des semences une seule y suffit, tirant gaiement le soc ou la herce, avec une sorte d'araire que les Provenceaux, Dauphinois, et ceux de Languedoc appellent, *fourquat*, si bien accommodé qu'avec icelui vous faictes ce que désirés. Pourveu que, comme de raison la terre par bonne conduite, soit devenue souple et déliée en laquelle non seulement un bon cheval, mulet ou mule pourra faire gaiement tel service, ains aussi le plus meschant asne qu'on y voudra employer. D'autant qu'en ceste action, n'est besoin de rompre ne profonder la terre avec force, mais seulement de l'escarter comme en se jouant, pour en couvrir la semence ». Cette longue citation résume les différences de Serres avec les Romains et les Andalous : ces derniers visaient l'autosubsistance de la ferme alors que Serres constate la location ou le prêt de bêtes dans le voisinage (les coopératives n'existaient pas ou seulement à part de fruits dans les montagnes fromagères). Il montre aussi le caractère partiel de la solution proposée. Enfin, il ne juge nullement l'araire alors que ses successeurs auront des mots terribles contre ce prétendu archaïsme.

Le dernier exemple concerne la multiplication des travaux agricoles. Serres signale la « super-numéraire œuvre » qu'est le défonçage manuel des terres de labour tous les dix ou douze ans pour éradiquer les mauvaises herbes dans les blés. « Certains bons mesnagers en donnent une extraordinaire à leur labourage, par le moyen de laquelle, les terres se remettent en vigueur, quand, ayans travaillé dix ou douze années, elles se treuvent lasses et comme recrues. Par l'ordinaire culture, on ne profonde tant la terre qu'on en désengeance (extirper l'engeance ou les mauvaises herbes) entièrement toutes sortes de malignes herbes, lesquelles pour peu de place qu'elles treuvent, se sauvans du soc, multiplient et s'engrossissent estrangement au champ, et ce à son grand préjudice, qui en estans chargé et ensalli, ne peut produire que blés chétifs et langoureux. Pour à quoi remédier, ceste super-numéraire œuvre est inventée, laquelle on donne au labourage, de dix en dix ans, ou de douze en douze, dont la terre se remue presques autant avant si on plantoit la vigne, meslant ensemble les terres de la superficie et du fonds : et tout d'une main, sortans du fonds toutes racines, herbes, et pierres nuisibles, laissans le champ nettoyé en perfection. C'est à bras d'homme, et non par le travail des bestes, que cela se faict, avec des pelles de bois, garnies de fer par le bout, à tout lesquelles la terre une fois ouverte d'un costé, est taillée de la profondeur requise, et renversée à lopins… ». Voilà une « bonne pratique » avec tant d'avantages qu'on se demande pourquoi les agriculteurs ne l'ont pas mis en œuvre eux-mêmes. Et une analyse minimale des conditions pratiques de son usage aurait sans doute conduit Serres à plus de prudence. Mais la « super-numéraire œuvre » plaira au rentier qui se pique de modernité théorique et qui essuiera plus tard les moqueries de ses métayers tant la pratique apporte peu de bien à un coût faramineux. Plus tard, le gain mince ne sera jamais renouvelé. Autrement dit, la pratique dont l'efficacité reste à évaluer dans les conditions favorables n'est nullement généralisable, ce que les paysans montrent chaque jour.

L'agronomie de Serres n'est expérimentale que de nom et elle est banalement prescriptive au nom d'un savoir illusoire. La limite doctrinaire du Théâtre d'agriculture est la même que celle des traités anciens et on la retrouve intacte chez les ONG actuelles. Serres a certainement résolu des controverses (lunaison, joug) mais, malgré des ajustements, le savoir reste partiel et normatif. Sa participation au développement est donc nulle même si son savoir comparatif était sain. Le désir d'action l'a conduit à lui-même adultérer ce savoir. Et l'engouement actuel des agronomes pour Olivier de Serres n'en tire pas les bonnes leçons.

Réflexions sur les anciens

Alors que l'agriculture est considérée comme routinière, ce qui est faux, l'invariant se trouve dans les croyances savantes jamais loin du sens commun. La mauvaise appréciation de la campagne par les citadins et les notables, qu'a pourtant invalidée partiellement Serres, fonde la doctrine du savoir partiel qui pourrait combler l'ignorance paysanne. Or les agriculteurs eux-mêmes contribuent à l'idée de l'ignorance paysanne : volontairement quand les notables ruraux dénoncent les petits agriculteurs rétifs au changement ; involontairement selon les deux mécanismes des plaintes incessantes et de la « routine sociale ».

Il est normal que le producteur agricole se plaigne dans son isolement tant son sort est lié au marché asymétrique et aux opinions urbaines. Son revenu, y compris dans l'agriculture moderne, dépend des prix variables, d'une météo capricieuse, de marchands pas toujours dignes de foi, d'une fertilité des sols à la baisse, d'une administration obtuse, des excès seigneuriaux, etc. Serres est clair sur la météorologie : « Non plus aisé est-il de remarquer exactement les changemens des temps, pour les prévenir, estans leurs adresses (*compétences*) très incertaines, mesme (selon le dire des vieilles gens de ce siècle) les signes changés ». De la difficulté à prévoir le temps, il exonère les anciens non pas à cause d'une sagesse prise en défaut, mais parce qu'il estime la prédiction difficile, souscrivant d'ailleurs à peine aux « signes changés ». Isolé avant les syndicats et les coopératives, l'agriculteur avait de quoi s'effrayer. Les faillites agricoles sont rares, mais ce n'est pas parce que la résilience est élevée que les paysans ne doivent pas rembourser leurs dettes, ne pas verser la dime, ne pas être la proie de l'industrie agroalimentaire, etc. Alors que les plaintes qu'élèvent les agriculteurs sont souvent exagérées, la vulnérabilité des revenus et des dépendances diverses est réelle. Et les jérémiades conduisent les citadins à assimiler la vulnérabilité aux idées de routines et d'archaïsme. Les observateurs superficiels qui utilisent ces plaintes sans en examiner les raisons sont donc en tort. Il s'ensuit que la fausse idée de tradition sclérosante conduit certains à dénoncer les dominations dont seraient victimes les agriculteurs quand d'autres y voient l'éternelle aversion citadine hier prompte à accuser les affameurs du peuple et aujourd'hui à dénoncer les pollueurs et dévoreurs de subventions.

Quant à la « routine sociale », c'est le mécanisme par lequel l'ensemble de la société entretient l'idée de tradition. Et malgré son progressisme, Serres fait subtilement partie de ceux qui maintiennent cette idée comme l'atteste l'usage (pourtant prudent) des lunaisons dans le long chapitre VII : Des Saisons de l'Année, et termes de la Lune, pour les affaires du Mesnage. Un premier exemple avec le charpentier montre que les agriculteurs ne sont pas seuls en cause. En effet, une croyance concernait l'effet supposé de la lune sur la sève et la périssabilité des bois coupés. Même si la croyance était amoindrie, il suffisait du doute émis sur la qualité du bois par un bâtisseur de pont pour que le fournisseur entretienne la croyance. Ainsi le forestier ou le marchand s'évitait des problèmes même s'il ne souscrivait pas à la croyance. Quant à ceux contents de leur bois, ils ne demandaient pas de compte ni n'émettaient de doute. Un seul charpentier mécontent entretenait alors la croyance sur l'effet de la lune et seul un changement social d'ampleur fera taire les corps de métiers méfiants. « La couppe du bois pour bastiment et meubles, est ordonnée estre faite en décours de lune, de peur de vermolissure […][105]. Puis que nos ancestres l'ont ainsi voulu, et que nous le pratiquons heureusement, nous ne devons, par singularité, mettre en hazard (péril) la durée de nos édifices ».

Serres se référant aux ancêtres semble appuyer la lunaison alors qu'il a démontré dans le même chapitre l'incohérence des pratiques agricoles en lien avec la lune dans le Sud de la France comme on l'a vu plus haut. Il ne s'agit pas seulement de respecter un contrat commercial comme dans le cas du charpentier, mais de faire usage de bon sens car le respect des lunaisons évite des problèmes. Aussi

[105] « : mal qu'on ne craint en celui qui est destiné à tremper continuellement dans l'eau, comme en moulins, ponts et semblables ouvrages, pour lesquels bois coupper on ne regarde la lune ».

après le bois admet-il : « En ce rang est le moudre des blés pour la garde des farines, qui est meilleure (comme aussi le pain qui en provient moins sujet à moisir) la provision en estant faicte en décours, qu'en croissant. Les vignes languissantes sont secourues par la taille de la nouvelle lune : et par celle de la vieille, est rabatu l'orgueil de celles qui se jettent trop en bois ». Comme il ne peut pas expliquer comment distinguer fausses et vraies croyances, il s'en remet au bon sens de chacun ! C'est l'objet du paragraphe : « Jusques où notre mesnager en doit user » (il s'agit des lunaisons). Ce faisant, il appuie la tradition et l'idée d'agriculteurs ancrés dans la routine.

Cette ambivalence mérite qu'on étoffe le florilège des citations car elle déroge à la distance prise avec les lunaisons et avec l'usage du critère de la raison. Un style alambiqué montre un Serres passablement gêné aux entournures : « Il est vrai qu'il y a des choses sur lesquelles il semble que par commun consentement, arrest ait esté donné, quant à l'observation du poinct de la lune, ce que je ne voudrois enfreindre ». Serres est sensible aux normes du « commun consentement » en vigueur dans les campagnes quand la science naissante est loin d'être explicative[106]. Il s'en réfère à Dieu : « nous-nous contenterons de la modérée cognoissance qu'il aura pleu à Dieu nous en donner. Et nous suffira de sçavoir en quelle saison, et en quel poinct de la lune (qui est l'astre duquel nous-nous servons le plus, pour sa proximité, nous estant sa faculté plus apparente que de nul autre) convient expédier nos principales besongnes ». Pourquoi se tourmenter l'esprit quand la coutume simplifie les choses : « Ainsi, en somme, est-il de tous autres affaires du mesnage, ausquels le prudent agricole pourvoirra par son bon sens, selon les circonstances. Car à quoi aussi tourmenter son esprit, pour se précipiter en l'abysme de curiosité, puis que seulement en se laissant aller au courant des accoutumances, il faict ses affaires ? Là donques s'arrestera-il, comme a esté dict, plustost qu'à autres adresses ayans apparence de raison, laquelle souventes-fois ès actions humaines, est desmentie par l'expérience ».

Sa perplexité s'exprime alors par la reprise d'un dicton : « C'est aussi le commun dire : 'Que l'homme estant par trop lunier (consultant la lune), De fruicts ne remplit son panier'». D'un côté, l'adage juge qu'à trop regarder la lune, on ne travaille pas suffisamment ou pas selon le bon sens. Mais d'un autre, doit-on croire tout ce qu'on dit sur la lune ? Le dicton est lui-même ambivalent et peut se lire de deux manières, que Serres ne démêle pas. Avec l'argument de la tradition qui permet de ne pas enfreindre le sens commun, Serres se sort d'un mauvais pas. Ce faisant, le « commun consentement » pérennise les croyances et Serres cautionne un conservatisme paysan qui n'existe pas. Il suffit en effet de constater le changement massif, soudain et par saut de tous les paysans lors d'un changement de prix ou de l'ouverture d'un marché (arrivée du train, demande de fleurs) pour s'en rendre compte. Entre deux périodes de changement, tout semble séculaire, se prête aux préjugés et l'observateur superficiel conclut aux routines.

Serres ne pouvait pas écarter les lunaisons et la tradition non seulement faute d'explications alternatives mais aussi pour rester en phase avec les normes de son époque. Il fait donc partie, peut-

[106] Les premières expérimentations sur les lunaisons ont démontré l'absence totale d'influence. Outre l'Abbé Rozier au XVIIIe siècle, citons le jardinier du roi La Quintinie en 1690 : « À l'égard de la chose, je proteste de bonne foi que, pendant plus de trente ans, j'ai eu des applications infinies pour remarquer, au vrai, si toutes les lunaisons devaient être de quelque considération en jardinage, afin de suivre exactement un usage que je trouvais établi, s'il me paraissait bon, mais qu'au bout du compte tout ce que j'en ai appris par mes observations longues et fréquentes, exactes et sincères, a été que ces décours ne sont simplement que de vieux dires de jardiniers malhabiles ; ils ont cru par-là, non seulement mettre à couvert leur ignorance à l'égard des points principaux du jardinage, mais en même temps, ils ont espéré s'acquérir par ce jargon quelque croyance auprès des honnêtes gens qui n'entendent rien en agriculture ». Instructions pour les Jardins fruitiers et potagers (In : Pierre Saintyves, L'astrologie populaire étudiée spécialement dans les doctrines et les traditions relatives à l'influence de la lune. Essai sur la méthode dans l'étude du Folklore des opinions et des croyances. Arbre d'Or, Genève, 2008)

être à son corps défendant, de ceux qui confirment la tradition. Sur le plan sociologique, c'est un notable qui s'adresse à d'autres notables. Il exprime un savoir pour l'action (c'est-à-dire pour le bien commun) qui légitime un corps social. Mais ce savoir bute sur le manque d'explications et doit composer avec les croyances les moins fiables. La raison a les limites des attentes sociales. La rationalité paysanne et le primat donné au producteur dont Serres est un précurseur n'ont pas remis en cause la doctrine d'application. Si Serres a mieux compris les choix des producteurs, il n'a pas ébranlé l'édifice du développement, ce qu'on ne peut lui imputer puisqu'aucun agronome ou ONG récents n'a pu faire.

L'Europe et les États-Unis

Avant la révolution scientifique, le développement privé était l'affaire de l'agronomie qui conseillait les producteurs. Non seulement les agronomes avaient peu de succès mais ils n'exerçaient pas d'influence politique réelle sauf, éventuellement, en tant que représentants de la classe des grands propriétaires. Le développement par l'incitation reposait sur un savoir et une raison partiels. Le volet public du développement était à la charge des gouvernements impériaux, nationaux ou locaux qui agissaient par les politiques fiscales et migratoires, les aménagements publics et les incitations à l'exemple de la soie et du coton en Chine. L'histoire bifurque avec l'État de droit qui bâtit des administrations, stabilisent les pays et garantit le commerce. Malgré les guerres, l'écosystème européen accouche d'innovations technologiques que couronne la science. Avec des progrès dans tous les domaines, niveau de vie et espérance de vie augmentent même si tout n'est pas redevable au savoir du fait de l'enrichissement commercial. L'université médiévale s'étoffe inégalement en Europe[107] mais la science perce dans les instituts royaux à l'image d'Antoine Lavoisier[108]. Les notables développent alors la science économique qui, au seuil du XIXe siècle, est une économie politique généraliste. En France, les physiocrates prennent la place des mercantilistes d'autant que le progrès du commerce anglais et le marché libre servent de modèles à suivre. L'anglomanie teintée de réflexes jacobins explique les doutes vis-à-vis du libéralisme sauvage. Au XIXe siècle, le libéralisme économique produit une réaction avec les puissants mouvements ouvriers. L'agriculture demeure du domaine de l'économie et des techniques, mais la propriété est désormais pensée comme un vol.

Le progrès touche toutes les classes sociales en bien comme en mal quand il évince des corps de métier et favorise l'exploitation des hommes. Ces derniers, avec l'appui d'intellectuels, vont non seulement s'organiser mais de plus en plus être attiré par la révolution prolétaire. S'ensuit une polarisation qui structure la modernité d'abord contre les libéraux puis contre les extrémismes nazis et fascistes. Seules les guerres (nationalistes, mondiales puis coloniales) stabilisent une situation intriquée au bénéfice du libéralisme dans les pays occidentaux. Il faut attendre la postmodernité dans les années 1980 pour que le progrès et les autorités soient questionnées, partiellement car toutes les classes sociales ne se sentent pas concernées.

Périodisation des XVIIe et XVIIIe siècles

Contexte

En Europe continentale, les guerres sévissent *as usual* sans empêcher la science de progresser. Au Moyen-âge déjà, les institutions se mettent en place, telles les guildes de marchands. Sur une base institutionnelle, les pays organisent un État de droit avec plus ou moins de bonheur. A la différence de l'Angleterre pour la prééminence de laquelle se disputaient aristocrates et bourgeois, le grand siècle de Louis XIV a soumis les grands aristocrates réunis à Versailles. L'agronomie et même l'agriculture ne

[107] https://www.cairn.info/histoire-des-universites--9782130564935-page-35.htm
[108] Pour les lieux de recherche : https://www.cairn.info/revue-d-histoire-des-sciences-2019-2-page-221.htm

sont plus des thèmes prioritaires et l'intérêt se porte sur des sujets plus futiles. On croit alors aux crises et plafonds malthusiens qui sous-tendent les politiques frontalières, fiscales et de recrutement militaire. La science progresse sans être immédiatement utile, telle l'optique à la fois théorisée et autorisant la découverte de nouvelles planètes qui ébranlent toujours plus les certitudes religieuses et les croyances générales.

La fixation des frontières qui produira des ajustements incessants commence à stabiliser les territoires et le XVIIIe siècle remet les intellectuels sur le devant de la scène. La compétition européenne et la pluralité religieuse imposent une ambiance favorable à la discussion et au progrès. Les connaissances approfondissent les clivages encore que les trois résistances du clergé, des artisans et du petit peuple doivent être soumises ou amadouées. La raison devient une force politique qui, avec les Lumières, prépare la fin des absolutismes. On lorgne du côté de la monarchie parlementaire ou de la république. L'avance anglaise et son libéralisme donnent le ton. Mise à part la France, l'Europe continentale devra résoudre ses identités nationalistes et la fixation des frontières prendra plus de temps.

L'Angleterre et les Pays-Bas font du commerce leur principale source de richesse (l'Angleterre aura le charbon un siècle plus tard). Dominants le commerce mondial, ils imposent avec leur efficacité les règles libérales de la concurrence. L'Angleterre expulsent ses pauvres vers les colonies. Les enclosures qui créent de grandes propriétés produisent moins une révolution agricole au XVIIIe siècle qu'un engouement européen avec des agronomes copiés dans toute l'Europe. Il faut dire que les prix sont attractifs pour les producteurs et que les grands propriétaires s'acharnent à accroître leurs revenus pour profiter de l'économie générale. Fort de leur puissance maritime, les Anglais colonisent et bâtissent un empire. Sur le plan intérieur, la concentration foncière accroit les revenus et le libéralisme accroit la productivité. Le commerce privé fait la richesse collective et, comme cela marche, on y croit, en particulier aux Etats-Unis. Stabilité institutionnelle, prospérité économique, apaisement social et religion ouverte boostent les idées originales et les modes littéraires, vestimentaires et sportives. Une science avancée depuis le Moyen-âge (agronomie anglaise frustrtre mais existante, plus tard Newton et bien d'autres) donne les théoriciens du libéralisme et plus tard Darwin. Dans tous les pays européens, le renouveau intellectuel regroupe les notables dans des académies même si la vie politique oppose toujours les modernistes et les conservateurs. L'invention du mot agronomie (on parlait d'art rustique ou de mesnage des champs) par l'abbé Rozier incarne ce renouveau. L'anglais emprunte son *agronomy* du français.

La concurrence commerciale conduit à évoquer les meilleures politiques de développement moins pour accroitre le niveau de vie national que pour sauvegarder les pays face à la compétition anglaise et hollandaise. L'économie tergiverse sur le libéralisme, les intellectuels interpellent l'inégalité, et une avant-garde optimiste propose des solutions économiques et sociales comme Charles Fourier et Robert Owen. Les révolutionnaires les dépasseront par la pureté doctrinale et l'eschatologie de l'égalité. Les recompositions sociales parmi les artisans et les classes sociales déclassées produisent des contrecoups vite dépassés et toujours utilisés par les intellectuels qui veulent en découdre.

Périodisation

La science économique propose des politiques libérales alors que les penseurs sociaux s'enfoncent dans le dogmatisme. Les polarisations s'aiguisent et, si les pays ne parviennent pas à négocier, la guerre civile tranche. Dans de nombreux pays, la démocratie s'impose comme une forme de compromis social. L'agronomie n'est plus la seule science du développement et elle est même reléguée à une place subalterne. Mais les notables ruraux la font vivre avant que les experts et les ONG s'en emparent. Le modèle agricole anglais, d'une part, et le terrain colonial, d'autre part, animent autant les controverses que les revers sans jamais que soit remise en cause la certitude du savoir comme source de progrès.

Le malentendu de la doctrine d'application pratique du savoir partiel, qui suffit à légitimer ses promoteurs, se retrouve aux quatre époques de l'agronomie. Jusqu'en 1750, les grands propriétaires qui se piquent de progressisme sont obligés de s'appuyer sur la tradition et les croyances qu'ils égaient avec les « bonnes pratiques » rencontrées dans leur voyage[109]. Les conseils prodigués sont vagues comme le fait d'être proches de ses métayers (qui connaissent mieux l'agriculture qu'eux). Parmi les nombreux échecs, l'outillage qui réduit la pénibilité des travaux trouve parfois un créneau, comme ce sera le cas de la charrue Dombasle plus tard. Les traités savants se démarquent des almanachs par l'appel à la Raison qui incluent des expériences peu significatives et les techniques étrangères. On invoque les Anciens, montrant par là à quel point ces derniers ont été pendant des millénaires des obstacles plus que le tremplin pour des savoirs renouvelés. L'approche technicienne n'est ni polémique ni critique même pour les techniques extraordinaires. On note l'impossibilité de départager expérience personnelle, stéréotypes (les avantages offerts par la culture de légumineuses est un lieu commun) et pratiques de l'époque. De ce point de vue, Serres est sur un pied d'égalité avec les agronomes chinois, romains et andalous. Le savoir érudit sert principalement à cautionner l'inégalité sociale. Mais si la science n'est pas efficace en termes d'actions, le savoir progresse.

La science naissante jusqu'en 1850 donne aux notables la possibilité de s'exalter avec la chimie et la botanique qui se greffent sur l'empirisme nécessaire dont on ne saurait éliminer le bon sens. Le malentendu doctrinal devient flagrant avec une pensée conceptuelle et normative. La légitimation de classe repose sur un rôle de médiateur entre le paysan et la science. Le dogme technicien en sort renforcé. L'opération de propagande de Parmentier devient un mythe dans la diffusion de nouvelles cultures. Dans une modernité qui se cherche, les agriculteurs sont considérés comme archaïques et le paternalisme reste entier.

A partir de 1850, l'État se renforce, l'agriculture est encadrée par un corps d'experts, et les écoles évincent les notables. C'est sans doute le moment le plus délicat pour les agronomes toujours peu efficaces malgré la mise en place d'expérimentations plus solides (voir plus loin *–Un accompagnement de proximité-* les nuances apportées à ce modèle). Mais l'engouement pour le savoir et le progrès sert de viatique. C'est aussi l'époque des grandes mises en valeur en Europe et dans les Colonies. Il faut dire que l'agronomie officielle qui se rapproche des cercles de pouvoir est protégée par la sphère politique convaincue de l'archaïsme des paysans et du rôle modernisateur de l'Etat.

Au tournant du XXe siècle, la recherche se spécialise. Ses branches comme la mécanisation et les semences accompagnent, avec les firmes privées, la modernisation de l'agriculture. Il faudra toutefois attendre la Révolution verte dans une poignée de pays du Sud et les Trente glorieuses pour voir des changements substantiels même si les États-Unis et l'Argentine profitent tôt des savoirs privés. L'opinion publique devenue citadine appuie le scientisme qui défend le savoir et le progrès. Les engrais chimiques et les pesticides apparus dans le sillage de la révolution industrielle sont mis à profit sous les conseils des agronomes. Leurrés par le savoir et la fin des disettes, l'Etat et les citadins couronneront cette croyance avec le prix Nobel de la paix accordé au généticien Norman Borlaug à qui on attribue un peu vite la Révolution verte (voir tome 1).

La pensée agronomique devient ambitieuse dans la mesure où il lui faut dorénavant articuler le développement et les recherches spécialisées. À la fin des années 1970, la généralisation de l'idée de rationalité paysanne ébranle mais ne remet pas en cause le dogme du transfert des techniques vers des paysans incultes. L'apparition de cette doctrine unificatrice coïncide avec l'avènement des sciences biologiques, mais le dogme de l'application pratique reste entier derrière des pensées

[109] De manière stricte, Hélène Vérin op.cit. estime que l'expérience à laquelle se réfèrent Serres et d'autres signifie non pas expérimentation mais confirmation des savoirs par les pratiques inchangées98.

agronomiques qui tentent de justifier la lutte contre l'érosion, l'intensification, l'irrationalité des feux agricoles, etc.

XVIIIe et XIXe siècles

Pour le développement, l'économie d'un pays est essentielle avec prix rémunérateurs et crédits adaptés bien plus que la vulgarisation technique, l'éducation et l'agronomie que chaque agriculteur réalise par lui-même dans son voisinage ou par l'expérimentation (tomes 1 et 2). Les libéraux y ajoutent la grande propriété depuis que la mécanisation tire les prix mondiaux vers le bas et affecte les paysanneries dont l'endettement conduit à des ajustements douloureux. S'ouvre alors l'éternel débat entre l'effet des subventions sur les capacités d'exportation et les annonces de la fin des paysans. Chacune des deux dimensions : politiques (quelles structures favoriser ?) et économiques (quel avantage réel dispose la grande propriété ?) montre la difficulté à généraliser les avantages et inconvénients des structures foncières[110]. Mais ce n'est pas parce que la structure foncière peut relever du choix sociétal dans une certaine mesure que les chercheurs doivent oublier la composante économique[111]. L'oubli relève alors d'une idéologie qui ne dit pas son nom. Les structures foncières sont par exemple en première ligne chez les historiens qui essaient de comprendre la révolution agricole anglaise entre 1500 et 1900 (l'étendue des dates montre la difficulté) ainsi que le retard français jusqu'au XXe siècle. Les universitaires sont toujours prêts à dénoncer, ici par une comparaison foncière inadéquate, pour justifier l'utilité de leurs savoirs[112]. Pourtant, la structure des prix ou la démographie explique autant que les structures foncières les agricultures. Ce faisant, ils jouent la facilité tout en verrouillant davantage la fausse idée de l'archaïsme paysan.

Il en va de même du lien entre agriculture et industrie. Pour les uns, l'agriculture productive en baissant les prix a permis l'industrialisation alors que les autres envisagent la causalité inverse, d'où les travaux futiles sur les dates précises des gains de productivité (futiles une fois constatés les liens variables entre agriculture et industrie selon les pays –tels l'Argentine agricole et les Etats-Unis industrialisés). En revanche, on est sûr que l'envolée industrielle a accentué la compétition des agricultures. Autrement dit, des prix agricoles à la baisse qui favorisaient les strates urbaines et l'industrialisation sont la cause du retard de l'agriculture en Europe continentale qui ne savait pas s'il fallait copier le laisser-faire ou protéger son agriculture. Plus tard, la politique industrielle dans un

---

[110] Alors que son « Les caractères originaux de l'histoire rurale française » paru en 1931 est cité, La lutte pour l'individualisme agraire dans la France du XVIIIe siècle de Marc Bloch ne l'est étonnamment pas (https://www.persee.fr/docAsPDF/ahess_0003-441x_1930_num_2_7_1227.pdf) par les analystes du foncier en Afrique. Bloch montre deux facteurs à l'œuvre dans la disparition des communaux : un Etat qui légifère (avec de nombreux échecs) ; et le commerce qui spécialise les régions (par exemple en herbages avec l'exigence de la clôture des parcelles) et met fin à l'idée intellectuelle d'autosuffisance régionale.

[111] https://www.editions.ird.fr/produit/667/9782709928779/le-foncier-rural-dans-les-pays-du-sud : « Le foncier est en effet un champ de mise en connexion des diverses politiques sectorielles et des différentes approches et dimensions du développement (croissance économique, résilience sociale, gouvernance politique, conservation environnementale) ». Alors que cette introduction alléchante lie foncier et développement, elle est suivie par une focalisation sur les méthodes d'approche : « Les principales controverses qui traversent actuellement les débats de politiques foncières portent ainsi sur la nature et le contenu des droits de propriété à promouvoir, sur les dispositifs de sécurisation de ces droits et, de façon transversale, sur le rapport entre les dimensions collectives et individuelles ». Le lecteur est en droit de s'étonner : le foncier permet-il de comprendre les pays du Sud ? Peut-il débloquer le sous-développement? Les millions de dollars ne seraient-ils pas mieux dépensés d'une autre manière? N'est-il pas un thème collatéral dans le développement pour des dégâts massifs quand on ne s'attaque pas aux vrais problèmes ? La responsabilité des défenseurs du foncier comme de n'importe quelle mode de développement est engagée s'ils ne rendent pas compte de l'importance du thème défendu.

[112] D'autres historiens récusent les idées de révolution agricole en Angleterre et de retard français au vu des données statistiques, suggérant que l'ampleur intellectuelle de ces deux idées n'est pas proportionnelle aux réalités des deux pays. Cf. infra.

monde compétitif continue à privilégier les bas prix agricoles qui maintiennent l'agriculture en survie d'autant que la recomposition foncière est longue à se mettre en place. Le « retard » fait le jeu des agronomes qui veulent développer l'agriculture sans prendre en compte le contexte du marché, des prix et des crédits. La doctrine est pire que jamais erronée.

Si retard agricole il y eut (par son coût, une culture de légumineuses ou de navets n'était pas rentable en France, chose certaine puisque Serres nous a appris que ces cultures étaient connues depuis longtemps), les agronomes n'ont pas contribué à le dépasser. Leurs méfaits sont encore plus flagrants quand la discipline se renforce au sein de la science et dans les gouvernements. Les notables ruraux se servent de la vogue physiocratique pour moderniser la culture des grains à tous prix. La Révolution française n'infléchit nullement le mouvement. Dans leur bulle sociale, les notables sont les médiateurs des sciences et de la politique[113]. A partir de 1850, la bulle se professionnalise avec les experts qui sont des agents de l'Etat. Le verrouillage intellectuel sur les marottes du moment (ou bulles ou modes de développement) bloque le débat de fond et toute avancée vers l'efficacité. Je m'appuie ici sur l'ouvrage d'André Bourde concernant l'agronomie du XVIIIe siècle dont les doctrines s'appliquent au moins jusqu'à 1850.

En trois tomes, Bourde décrit les savoirs, les institutions, l'influence politique et les controverses en agronomie[114]. Sa conclusion évalue l'influence des agronomes, opération difficile d'autant qu'aucune rupture ne touche alors l'agriculture non pas qu'il n'y ait pas de changement dans les régions, mais parce que les statistiques fiables manquent ou que les reconstitutions économiques sont sujettes à caution. Confronté au manque d'une rupture nette malgré les efforts déployés, il s'interroge : « n'auraient-ils, en somme, enfoncé que des portes ouvertes ? » quand ses confrères se montrent plus incisifs : « Nombre d'historiens soulignent, non sans complaisance, que l'agronomie n'y est pour rien » selon les termes de Bourde. Mais tout universitaire ne saurait minimiser le savoir. Les historiens finissent par prendre parti dans l'idée que le savoir historique doit nécessairement aider le présent. Par conséquent, ils reprennent le mantra des paysanneries routinières et Bourde d'évoquer leur mentalité. Faute de pouvoir exercer un esprit critique, Bourde prend parti : « il faut aussi observer que l'agronomie ne saurait pourtant être tenue pour responsable d'une mentalité vieille comme la terre elle-même ». Mais en admettant que cette mentalité existe, pourquoi diable les agronomes ni ne l'analysent ni n'en tiennent compte ?

A l'époque, les agronomes s'escrimaient à défendre « l'agriculture nouvelle » issue d'Angleterre : suppression de la jachère ; assolements complexes avec prairies et racines-fourrages ; multiplication du bétail ; clôtures des communs (parcours collectifs et terres de vaine pâture à l'image des enclosures anglaises). Inspirée de l'agriculture de Flandres ou *Dutch Husbandry*[115], l'agriculture de Norfolk est décrite par Jethro Tull en 1731 dans l'ouvrage *Horse-hoeing husbandry*. Sa traduction qui forme les premiers volumes du Traité d'agriculture de Henri Louis Duhamel du Monceau connaît un succès rapide auprès des propriétaires dans une Europe en quête d'un modèle de modernisation.

Les notables incluent des parlementaires et des « physiciens » comme Lavoisier. Aussi l'agronomie technique est-elle reconnue précocement comme une science par son inscription à l'académie en 1753. L'influence du microcosme s'exerce alors dans le champ politique et l'ancien régime a eu son ministre de l'agriculture issu du sérail des notables. L'influence multi-niveaux se renforce

[113] Le même phénomène a lieu dans le monde de la santé avec la bulle hygiéniste du XIXe siècle suivie de toutes les propagandes qui s'échelonnent jusqu'à One Health à la mode après le covid-19.
[114] Agronomie et agronomes en France au XVIIIe siècle. SEPVE N. 3 tomes. 1967
[115] La Hollande riche de son commerce et de ses densités de population pouvait se permettre ce type de rotations, comme d'ailleurs les agricultures de montagne (cf. la Savoie chez Serres).

opportunément avec la mode physiocratique qui défend l'agriculture au nom de son importance capitale dans le développement, sans que le libéralisme soit exclusif. Ferraillant à leurs côtés, les agronomes montrent un humanisme plus paternaliste et empreint de bon sens (moins théorique donc) même s'ils partagent l'optimisme facile (selon Bourde) d'une agriculture idéale.

Alors que l'agronomie se consolide par le haut malgré l'absence d'amélioration sur le terrain, le rapport entre savoir et application demeure inlassablement implicite. Duhamel du Monceau, physicien et agronome de l'ancien régime trois fois élu président de l'Académie royale des sciences, résume cette lacune invariante : « Quel est en gros le mécanisme de la végétation ? Quels sont les meilleurs moyens de défricher les terres ? En quoi consistent les bons labours et qu'en doit-on espérer ? etc. ». Suit la liste des sujets traités par les agronomes anciens sans jamais interroger leur échec. La question primordiale eut été : le bon ou le mieux sert-il à quelque chose en agriculture ? Dans un excès de probité, il aurait pu se demander quel est le moteur des changements, car il ne fait pas de doute que l'agriculture a changé depuis Olivier de Serres. L'académisme est un problème toujours irrésolu. Les pays américains et l'Angleterre avaient changé avec beaucoup de penseurs à l'utilité aussi douteuse. Dans son Voyage en France, 1787-1789, Arthur Young évoqua de manière peu chrétienne ce parisien féru d'agriculture : « on voit par-là que cet infatigable inventeur (Duhamel), bien que quelques-unes de ses entreprises aient échoué, reçut de son gouvernement la récompense qu'à son honneur il ne lui marchanda pas[116]».

Parmi les notables qui perdirent leur entreprise, le plus aventureux fut sans doute le marquis de Turbilly. Mais aussi retentissants furent-ils, les échecs retombaient invariablement sur les individus et jamais sur la doctrine. Inversement, on a célébré des succès bien mal fondés où l'héroïsme de Parmentier n'a rien à envier au prix Nobel reçu par Norman Borlaug. En effet, les gouvernements et les scientifiques ont fait de ce pharmacien féru d'agriculture le parangon de l'agronome alors qu'il était un propagandiste (un « fils de pub » dans le vocabulaire actuel). D'autres historiens sont plus prudents. Parmentier prend connaissance de l'usage de la pomme de terre en alimentation humaine en Allemagne. L'Irlande et l'Angleterre l'utilisaient aussi à cette fin. Curieusement, personne ne se donnait la peine de comprendre la place d'une culture qui exige du travail, qui est sensible aux maladies et dont le produit avait alors un goût désastreux. Cette production faisait partie de la petite agriculture paysanne, voire du jardinage en même temps que de « l'agriculture nouvelle » qui émerveillait les agronomes. En effet, la pomme de terre en Angleterre et en Flandres faisait partie des tubercules fourragers comme la rave qui prépare le terrain, l'ameublit et nourrit les bestiaux, lesquels fournissent le fumier. Alors que les producteurs se plaignent du goût ou d'assolements impossibles pour eux ou de leur préférence pour le blé, et on peut imaginer la variété des réponses à une question aussi imprécise que celle-ci : pourquoi n'utilisez-vous pas la pomme de terre en alimentation humaine ? les agronomes profitent de réponses nécessairement allusives (la question est stupide) pour dénoncer les routines. On ne réfléchit pas à la question et on n'exerce aucun esprit critique sur les réponses quand tout confirme les préjugés. Les paysans français connaissaient pourtant la pomme de terre, mais ils la donnaient aux animaux en Bretagne ou la consommaient de ci de là. La rave était utilisée en tête d'assolement en Savoie pour le fourrage et pour le bétail. Derrière les réponses variées à une question trop générale, les producteurs savaient que la culture de plein-champ de la pomme de terre bousculait l'assolement alors que le contexte économique ne s'y prêtait pas. La seule question qui aurait été adéquate aurait dû être la suivante : quels changements la pomme de terre entrainerait-elle dans la ferme ? Elle aurait suffi à gommer les certitudes, mais aucun agronome ne semble l'avoir posée.

[116] J'ai déjà évoqué les échecs de Césaire Nivière et Mathieu de Dombasle : https://fr.wikipedia.org/wiki/Olivier_de_Serres

Pour expliquer l'échec de la promotion de l'agriculture nouvelle, les agronomes ont diffamé les règles communautaires qui géraient l'assolement triennal. Malheureusement pour eux, les pays de clôtures ou les pays qui avaient initié un mouvement de clôtures ne la pratiquaient pas davantage du fait des défauts de la pomme de terre comparés à ses avantages. Parmentier travaillait alors sur la boulangerie non céréalière pour lutter contre les disettes. Dans un contexte controversé, le publicitaire appuyé par les académies bâtit sa légende en clôturant l'expérimentation des Sablons près de Paris. Il mit une fleur de pomme de terre à la boutonnière du roi et se vanta qu'une expérimentation volontairement mal gardée allait inéluctablement attirer les voleurs qui, partant, allaient diffuser les bontés inconnues de la pomme de terre. Et il y a encore de nos jours des agronomes pour croire à cette fable. Même un historien minutieux comme Bourde laisse planer l'incertitude et semble parfois reprendre à son compte l'idée du génie de Parmentier en plus de celle de l'archaïsme paysan[117].

Après la pomme de terre dont un Parmentier bardé de certitudes sur l'archaïsme et l'aptitude à la délinquance des paysans se fait le héraut en toute ignorance de l'agriculture de son pays, le perfectionnement de l'outillage agricole témoigne en deuxième exemple de l'agronomie des notables. A partir de 1750, il n'est en effet pas un notable un peu botaniste qui n'ait proposé une variété ou un assolement ou un peu mécanicien qui n'ait amélioré un outil ou un autre. Et l'historien René Tresse de préciser : « Lorsqu'ils se préoccupent d'outillage agricole, ils pensent au perfectionnement de la charrue[118]». L'époque invente l'archaïsme de l'araire sans, manifestement, avoir lu Serres alors republié. A la différence de Louis Liger qui expliquait le respect à accorder aux formes locales d'outils au nom des ressources disponibles et du système agricole[119], les notables éprouvent le besoin de tout réformer, ceci sans que n'existât une théorie du labour[120].

Pour ce type de réforme, les agronomes avancent, d'une part, « l'urgence » et, d'autre part, le problème des agriculteurs. L'engouement plus intellectuel qu'agricole pour les défrichements et la mise en culture des terres lourdes conduit à utiliser des attelages puissants. La puissance accélère aussi les façons culturales dans les assolements continus alors que l'on travaillait auparavant la jachère en morte saison. L'introduction des graminées dans l'assolement exige également de la puissance quand l'écobuage ou le bêchage manuels mobilisait jadis une main-d'œuvre importante. La charrue symbolise l'agriculture nouvelle et ses améliorations sont supposées contribuer au développement.

Déjà Duhamel du Monceau avait conçu une charrue qui avaient reçu les éloges de la part de ses correspondants jusqu'à son abandon du fait de sa lourdeur et de son coût. Car le mieux est l'ennemi du bien dans la réalité agricole. Les charrues améliorées se multiplient dans les régions et François de Neufchâteau, dans un rapport remis en 1810 à la Société libre d'agriculture de la Seine note qu'» il n'y a presque pas un département où l'on n'ait essayé d'améliorer les charrues en usage ». Les fermes expérimentales (voir plus loin) organisent des concours dont le premier prix est la charrue de l'école.

---

[117] L'historienne Aurore Chéry, qui déconstruit le roman national, a mis à mal la légende de Parmentier. Elle cite Arthur Young qui ne parle nullement de Louis XVI et se contente d'évoquer : « Après dîner nous allâmes à la plaine des Sablons, pour voir les pommes de terre de la société et les préparatifs qu'elle fait pour des navets » : https://www.retronews.fr/politique/chronique/2020/05/28/louis-xvi-et-parmentier-contre-la-famine

[118] Annales, 1955, p.342

[119] Bourde p.916

[120] « La charrue sert en labourant » est un aphorisme qui permettait à l'historien des techniques François Sigaut de dénier toute valeur explicative à l'évidence : « la charrue sert à labourer ». Chaque situation donne des avantages et des inconvénients au labour avec, dans le bilan, un producteur qui ajuste son usage avec des pratiques qui compensent les défauts d'une technique peu économe en moyens. L'échec du zéro-labour dans les années 1970 et le succès mondial de l'agriculture de conservation subséquente de nos jours ne repose pas davantage sur une « théorie du labour » qui devrait mobiliser toutes les connaissances en écologie et en gestion d'entreprise.

La charrue moderne concrétise le malentendu d'une agronomie qui voit dans les outils traditionnels le résultat de l'autarcie supposée. Et Bourde de montrer que les comparaisons entre les modèles conduisent les correspondants des sociétés savantes à défendre finalement celui de leur région. Onze ans après le rapport de Neufchâteau, Mathieu de Dombasle met au point une charrue sans avant-train destinée aux labours plus profonds (19 cm au lieu de 11). C'est enfin un succès pour l'agronomie d'accompagnement d'une agriculture en cours de transformation[121].

La nécessité de dénoncer l'archaïsme, afin de justifier un savoir pour l'action, passe par la dénonciation de l'araire du sud au bénéfice de la charrue du nord de la France. On ne cherche nullement à comprendre l'intérêt des deux et on se contente d'avancer, par exemple, l'instabilité du timon et l'impossibilité de travailler de manière stable avec l'araire. Pourtant, la charrue au nord retournait la tranche la plus superficielle de la terre (11 cm) à peine plus que l'araire qui « grattait ». L'humidité des sols exigeait ce labour superficiel et le climat explique largement la différence d'outils. On revient à Serres et aux agronomes romains qui préconisaient le labour profond sans que personne ne l'ait jamais fait. Quant à Dombasle, il arrive à point nommé moins du fait de l'agriculture nouvelle que du besoin de puissance de l'agriculture spécialisée, en particulier la betterave à sucre. En bon mécanicien, il avait compris que l'avant-train évitait au soc de plonger dans la terre et sa suppression a permis un labour plus profond avec une charrue plus légère. Le succès de Dombasle est attesté et son atelier fournit des charrues pendant un certain temps, preuve d'une offre qui s'industrialise, se standardise et pratique la publicité aux dépens des maîtres charrons locaux[122].

Après 1850, les Etats européens multiplient les écoles d'agriculture, rurales et ménagères. Des établissements existaient sous l'ancien régime quand le ministre de l'agriculture appuyait les initiatives privées sans les financer. Alors que les écoles vétérinaires, proches de l'expertise médicale, sont anciennes, les écoles privées d'agriculture avec des centres d'expérimentation sont initiées par des notables appuyés par une société savante et recrutant des professionnels. Mais elles sont éphémères par manque d'élèves, l'insuccès des méthodes préconisées et l'absence d'appui public. Le nombre d'élèves n'est pas élevés (dix dans l'une) et s'appuient parfois sur les curés supposés être les propagateurs de la modernisation.

Comme je l'ai dit plus haut, le renforcement institutionnel aurait pu être difficile quand, à cette époque, l'agronomie n'enregistre toujours pas de succès, voire enfile les déconfitures. En effet, l'application pratique des savoirs fait défaut à l'exception de l'industrialisation des outils et de la production de semences. La fertilité des sols demeure un problème irrésolu, que compense peu l'intensification en travail. L'importation de guano demeure limitée et les petits producteurs bretons produisait encore au XIXe siècle du « fumier de rue » avec des ajoncs empilés sur les lieux de passage des animaux qui les enrichissent en urée et en éléments organiques avant d'être épandus sur les terres cultivées[123]. Autre échec cinglant : l'importation du ray-grass anglais ne concrétise pas les espoirs placés en lui et ce fourrage ne connaîtra le succès qu'avec la multiplication des prairies artificielles avec l'engrais minérale. Les agronomes s'appuyaient sur ses avantages intrinsèques pour le développer sans imaginer son économie. En effet, la valeur alimentaire des graminées fourragères diminue avec l'épiaison. Or, le ray-grass remonte peu après une première coupe et facilite l'organisation du pâturage d'autant qu'il tolère le piétinement. Mais ces avantages théoriques ne seront valorisés qu'avec l'engrais à haute dose et des prix incitatifs. De plus, les prairies sont difficiles à

[121] L'agronomie d'accompagnement a des limites quand elle accompagne toutes les modes de développement alors que ce sont elles qui sont en faillite.
[122] https://books.openedition.org/irdeditions/4682 ou https://www.afes.fr/wp-content/uploads/2017/10/EGS_12_2_knittel.pdf
[123] https://books.openedition.org/irdeditions/2868?lang=fr

retourner alors que le labour est nécessaire pour la culture suivante (Bourde p.1204). Butant sur l'obstacle de la fertilité, d'innombrables essais ont été conduits pour valoriser des composés industriels incluant les cendres et la houille ! Seul l'appui indéfectible des hommes politiques qui veulent légitimer l'Etat par la science porte l'agronomie au pinacle alors qu'elle est en échec.

Au XIXe siècle, l'industrialisation plus que la science donne à l'agronomie des sources d'encouragement concret dans le domaine des semences et des outils. Mais les prix agricoles restent bas par la concurrence inédite des pays américains, mais aussi à cause de la malédiction dont est coutumière l'agriculture : tout gain de productivité ne sert nullement l'agriculteur, mais tous les agriculteurs. La hausse rapide de la production réduit les prix et l'innovation ne sert alors aux agriculteurs qu'à maintenir un niveau de vie bas si ce n'est misérable. Tant que l'environnement des agriculteurs (prix, crédits) n'est pas protégé, ils ne peuvent décoller et se contentent de suivre une modernisation imposée. Seules les productions spéciales, comme le melon en Provence, bénéficient un temps de l'élargissement des marchés porteurs jusqu'en Russie avec le train. Mais la vigne sera concurrencée par les productions algériennes.

En agronomie, le savoir se professionnalise. La professionnalisation supplante les inventeurs individuels (notables et professeurs d'écoles éphémères) au profit des professeurs des écoles publiques et des grandes entreprises. Plus tard, les agronomes créent des entreprises ou deviennent les salariés d'une agrochimie et d'une industrie mécanique mondiales. L'industrialisation des semenciers et des mécaniciens standardise la production et diminue le coût des intrants. Forts de leurs quelques succès, les agronomes ne changent pas un logiciel vieux de deux millénaires. Pourtant l'agronomie reste une chimère où un savoir désormais résolument scientifique en chimie, biologie, mécanique, climat, etc. mais partiel focalise les agronomes et demeure un obstacle tant que la doctrine d'application pratique demeure inchangée. Le savoir spécialisé accompagne le changement mais bloque paradoxalement la réflexion sur la nature de l'agriculture dont on sait pourtant qu'elle est sensible, entre autres, à la structure des prix. Au XXe siècle, l'énergie, le transport, le foncier, les prix et l'exode rurale accélèrent les changements vers plus de productivité et plus de vulnérabilité qui exige des régimes assurantiels en plus des anciennes aides publiques. L'insuccès demeure, du moins l'insuccès d'une agronomie qui aurait fait bouger les lignes[124].

Pour expliquer le rôle de l'agronomie dans le changement agricole, les historiens sont au mieux ambigus, au pire ils plagient la doctrine de l'archaïsme paysan. Pourtant, la richesse que procure le temps long devrait faciliter la mise en relief des avancées et des stagnations des savoirs agronomiques comme on l'a vu plus haut. Mais les normes de la profession sont un lest quand manquent les connaissances agricoles et que les idéologies de quelques-uns plombent toute une profession. Aussi le monde académique confirme-t-il régulièrement les préjugés sur les paysans et le savoir pour l'action. Mais ni les agronomes ni les économistes n'ont été en mesure de réorienter l'université. A ce titre, l'hystérie de l'agronomie française face aux rotations anglaises montre que des deux côtés de la Manche, on ne comprenait pas l'agriculture dans toutes ses dimensions. Car il est probable que les Anglais aient été abusés par des réussites spectaculaires et peu représentatives. De leur côté, les historiens quantitativistes éprouvent des difficultés insurmontables pour évaluer la progression des rendements du fait de la diversité régionale. C'est encore pire entre pays. Il n'est pourtant pas exclus que ces rendements fussent similaires au nord de la France et en Angleterre[125]. Les historiens ont testé différents critères (exportation de grains et de laine, évolution des patrimoines, extension du

[124] On voit plus loin que l'agronomie d'accompagnement n'empêche pas la proactivité de l'agronomie (en matière environnementale par exemple) qui est d'ailleurs analogue à celle des Romains. C'est l'avantage des avant-gardes par ailleurs plombées par l'idéalisme.
[125] https://www.persee.fr/doc/hism_0982-1783_1996_num_11_3_1481

domaine cultivé) dans des régions contrastées, d'où ressort un panorama bigarré dont il est pour le moment impossible d'extraire une leçon générale. Plus on cherche, plus on recule semble-t-il. Il est peut-être temps de sortir de la profession spécialisée d'historien pour inclure la sociologie des notables, l'économie du crédit, la démographie de l'emploi sans compter une agriculture comparée où le rendement à l'unité de surface serait discuté car ce n'est pas un indicateur universel.

En conclusion, les agronomes de la modernité naissante ont trouvé avec la science (généraliste puis spécialisée) un champ où exprimer leur exaltation intellectuelle mais le savoir est resté lettre morte en termes d'application. Seule l'industrialisation qui a lancé le changement agricole d'un côté a puisé de l'autre dans un savoir agricole qui pouvait être profitable. L'amélioration variétale ou mécanique est venue d'abord des savoirs paysans[126] et ensuite de la biologie, y compris moléculaire, et de la mécanique pour multiplier les types de semence et produire des charrues bon marché. Les agronomes ont servi de médiateurs. Si les agronomes considèrent ces avancées comme un début d'application du savoir, ce dont on peut douter, ces succès leur permettent de dénoncer plus que jamais le social (archaïsme, vaine pâture, communs) afin de renforcer la légitimité du savoir technique. Cette explication normative évitait de se pencher sur leurs échecs. Leur situation à l'avant-garde de la pyramide sociale leur permet de se saisir simplement d'une nouveauté pour bâtir une mode de développement. Aveuglement et idéalisation ont fondé la légitimité successivement des Anciens, de Serres qui s'est démarqué avec l'expérience et la nature, et des agronomes scientifiques plus tard. Les agronomes n'ont jamais voulu voir les vrais moteurs du changement que sont les prix, la société et l'industrialisation. La même exaltation transparait dans les modes brèves que suivent les ONG. Seul l'Etat qui a besoin de l'agronomie (fut-elle en échec à l'image des ONG actuelles) maintient à bout de bras une agronomie devenue enflure sociale. Mais la science a un mérite : le savoir s'améliore et peut déboucher un jour indéterminé sur du solide comme Olivier de Serres l'a approché.

Récemment

L'agriculture du XXe siècle a connu des percées inédites au point de confirmer définitivement chez les positivistes, qui considèrent le savoir utile à l'action, l'agronomie comme le moteur de la modernisation agricole. C'est ce qu'il faut examiner maintenant. Mais déjà convient-il de noter que les sciences du développement se sont étoffées avec l'économie déjà ancienne, puis la géographie et finalement les disciplines marginales qui donnent chacune de leur côté des leçons comme l'histoire, l'anthropologie et les sciences politiques. N'est-ce pas normal, dira-t-on, que le développement soit analysé dans toutes ses composantes ? Bien sûr, encore s'agit-il de les analyser en même temps et pas chacune de leur côté. Dans le relativisme ambiant où tout se vaut, chacune avance ses solutions et les promoteurs du développement, s'il leur prend l'envie d'écouter les disciplines, ont le choix d'en prendre une, toutes ou aucune. Il n'est pas sûr que ce soit un gage de succès car personne ne pose la question si une discipline est plus pertinente qu'une autre. Et demeure le problème millénaire de la doctrine du développement par le savoir que n'a jamais explicitée l'agronomie et que n'interroge personne de nos jours. C'est encore plus net pour les ONG qui, à la tête du développement au Sud, s'appuient sur une discipline selon leur bon vouloir. Le développement dans les pays du Nord suit d'autres voies avec un taux d'échec à peine moins nul. Mais cela n'empêche le changement ni au Nord ni au Sud. Tout juste peut-on déplorer que les croyances des experts et des entrepreneurs de développement, de par leurs certitudes, bloquent une réflexion en mesure de produire une efficacité minimale.

[126] « La sélection bovine se construit en premier lieu au sein même de chaque élevage, où l'éleveur cherche à faire évoluer le potentiel génétique de son troupeau en conservant les meilleurs animaux et en se séparant des autres » : https://www.cairn.info/revue-natures-sciences-societes-2014-1-page-33.htm

Pays du Nord

Dans la seconde moitié du XIXe siècle, la formation des agronomes a lieu dans les universités, dans les instituts privés et dans les organismes spécialisés comme, en France, l'Institut National Agronomique créé par la IIe République en 1848. A cette époque, les professeurs gardent la vision d'ensemble du mesnager d'Olivier de Serres, mais la gestion d'une ferme disparaît avec les spécialisations qui bourgeonnent par culture et type de bétail (la santé animale relevant des sciences vétérinaires) et qui séparent la technologie, la génétique, les sols, les pathologies, les forêts, etc. La méthode expérimentale et les statistiques en conditions contrôlées de station peaufinent des paquets techniques faits de variétés, façons culturales et intrants évalués par type de sol et de climat. Des analyses fréquentielles de climat estiment les pourcentages de réussites des dates de semis (ceci sans se rendre compte que l'agriculteur ne fonctionne jamais en terme statistique[127]). Pour le bétail, les paquets améliorent l'alimentation pour chaque race qui, de leur côté, gagne en performance ce qu'elle perde en polyvalence. Les inventions (zéro-labour, ensilage, irrigation) sont d'origine variée car elles peuvent venir autant d'une station expérimentale que d'un particulier, d'un artisan ou des firmes. Avec les paquets techniques, elles s'intègrent dans la vulgarisation descendante :

Expérimentation → Vulgarisation → Producteurs.

Tout est remis en question quand le processus se grippe dans les années 1970, qui sont justement, et ce n'est pas un hasard, la fin des Trente Glorieuses.

Jusqu'aux années 1970, les agronomes peu soucieux d'histoire pensaient être au cœur de la modernisation. Le prix Nobel de la Paix en 1970 venait d'être décerné à un généticien qui avait contribué à la Révolution verte et les agronomes occidentaux croyaient que la modernisation inédite de l'agriculture européenne était leur fait. Mais pour dévoiler la place véritable de l'agronomie, doit-on voir en quoi l'agronomie a effectivement accompagné et contribué au mouvement.

Un accompagnement de proximité…

A la différence des Anciens qui soutenaient l'action avec des normes viciées, tels les ONG actuelles, l'agronomie a changé entre Antoine Parmentier à la fin du XVIIIe et Mathieu de Dombasle au début du XIXe siècle. Je détaillerai dans la troisième partie la place des agronomes dans le dispositif actuel du développement avec des erreurs inchangées et des succès partiels, mais faut-il encore examiner les sources d'un changement en trois étapes. Si le savoir reste partiel, les agronomes empiriques **industrialisent** d'abord les processus paysans dans la fabrication des outils et des semences. Puis la **spécialisation** de l'agronomie scientifique dans quelques branches accélère les procédures qui reposent toujours sur les pratiques paysannes (semences et outils). L'agronomie privée comme publique aide aux ajustements nécessaires pour faire face au besoin d'énergie motrice accrue, par exemple en faisant circuler les races les plus puissantes de chevaux. Ce sont alors les bases scientifiques qui, peu utiles auparavant, fondent ce savoir spécialisé qui bénéficie par ailleurs des avancées conceptuelles comme les lois mendéliennes de l'hérédité. Enfin, l'industrialisation de la **chimie** conduit les agronomes à adapter les engrais et les pesticides. Dans les trois étapes, il s'agit d'une agronomie d'accompagnement où le moteur des transformations est en lien avec l'industrialisation. Dans deux étapes sur trois, les bases scientifiques peu utiles auparavant aident à moderniser l'agriculture. Pourtant, cette trajectoire ne parvient pas à éliminer les normes d'une profession qui reste en phase avec la société, tels l'archaïsme des paysans et l'importance des savoirs pour agir. A cette évolution, il faudra ajouter la perte du monopole intellectuel du développement quand l'agronomie entre en compétition avec l'économie politique d'un côté et les branches de la chimie et de la biologie de l'autre.

[127] https://www.documentation.ird.fr/hor/fdi:09551

L'histoire du développement continue à s'inscrire dans le rapport entre l'agronomie et l'agriculture d'une époque, entre savoirs partiels et pratiques réelles, ce qui doit être examiné en détail. Les spécialisations de l'agronomie commencent tôt mais l'agronomie reste marquée au XIXe siècle par une approche généraliste. Au début du XXe siècle, la spécialisation associée au dispositif descendant de vulgarisation[128] éloigne les agronomes des agriculteurs car les techniciens et les moniteurs de terrain se contentent d'un appui spécialisé. Le dispositif hiérarchique renforce l'idée des paysans archaïques qui, en France, s'agrémentait de la perception du retard français par rapport à l'Angleterre et aux Amériques[129]. Ces tendances à l'éloignement ont conduit à accuser des chercheurs isolés dans leur « tour d'ivoire ». On trouve toujours une explication aux échecs de développement, qu'importe qu'elle soit fausse ou vraie puisqu'il s'agit de rebondir pour survivre. Pourtant, la mécanisation entre deux-guerres et des variétés plus performantes étaient en route. Mais l'Europe avait perdu sa souveraineté alimentaire et devait importer ses aliments. Il fallait trouver un coupable et surtout redonner du souffle à l'espoir du progrès. Entre promesses et modernisation dans le sillage de l'industrialisation et de l'urbanisation, on a redonné du lustre à l'agronomie même si elle n'était qu'une médiatrice pour faciliter la modernisation sans en être le moteur. On peut même avancer que les spécialisations aveugles à la compréhension de l'agriculture furent la source des succès d'accompagnement du fait de besoins spécifiques pour mettre au point des variétés et des outils choisis in fine par les producteurs. L'économie, avec les prix en premier lieu, commande le changement et le savoir spécialisé se plie aux demandes. Il n'est nul besoin d'un Olivier de Serres ou d'un Duhamel du Monceau pour développer l'agriculture.

La dynamique économique a leurré à maints égards les agronomes et les dirigeants européens. Alors que l'offre en matériel et en variétés est pléthorique, laissant entendre une économie de l'offre qui incite les producteurs à changer, c'est le contraire qui a lieu. En effet, il s'agit d'une économie parcimonieuse tirée par les besoins des agriculteurs quand l'environnement abonde d'inventions dont la plupart sont inadaptées[130]. Ce qui a également leurré les agronomes fut cette même parcimonie qui semble régir une économie absolue de moyens. Les agronomes concevaient l'agriculteur comme économe et leurs expérimentations visaient à utiliser juste les doses requises. Cette attitude intellectuelle d'efficacité strictement comptable a ouvert précocement les agronomes à l'écologie face à laquelle ils étaient prêts quand la vague environnementale s'est installée. Mais leur erreur était une comptabilité étriquée car l'agriculteur, dans les faits, peut utiliser beaucoup plus de moyens (mécaniques, chimiques et minéraux) que ce que la biologie des plantes exige. L'agriculteur fait attention à son revenu, mais un usage excessif lui évite le coût de passages répétés dans les champs et le soustrait du risque ultérieur de ne pouvoir entrer dans un champ trop humide ou encore de ne pas bénéficier d'une année climatique favorable.

Dans les années 1970 (que je détaille dans la troisième partie), les agronomes spécialisés ont retrouvé, par proximité de cœur avec les producteurs, le réflexe de l'intérêt porté aux conditions de production. L'injonction était certes de sortir de la tour d'ivoire, mais l'agronomie des siècles antérieurs avait montré que cette propension est « naturelle ». Il se trouve que l'écologie, très en pointe depuis l'entre-deux guerres, avait conceptualisé l'analyse des systèmes avec les boucles de rétroaction. Cette modélisation a eu son heure de gloire avec le rapport au Club de Rome sur les limites de la croissance

[128] Nathalie Jas : https://www.cairn.info/revue-ecologie-et-politique-sciences-cultures-societes-2005-2-page-45.htm

[129] La mécanisation promue entre-deux-guerres est considérée compromise par la petite paysannerie traditionnelle et par la fragmentation parcellaire, tel René Dumont en 1936 : https://www.cairn.info/revue-de-l-ofce-2021-1-page-175.htm

[130] L'invention demeure non appliquée pour deux raisons : l'inadéquation brute et la difficulté à changer de procès productif par manque de crédit et des revenus incertains.

publié en mars 1972. L'analyse de système a trouvé une application dans la conceptualisation des exploitations agricoles « vues comme un système[131]». Le changement a touché aussi la manière de concevoir les « états du peuplement végétal » et les « états du milieu » pour concevoir une approche processuelle des techniques agricoles. Le changement fut majeur quand auparavant l'agronomie établissait des plans d'expérimentation pour chercher la meilleure combinaison de techniques pour un résultat donné. Cette nouvelle approche du champ cultivé a également contribué au rapprochement avec les agriculteurs.

En résumé, la spécialisation et les dispositifs descendants d'encadrement de l'agriculture repris dans les Chambres départementales d'agriculture ont éloigné l'agronome du producteur, ceci après Adrien de Gasparin dans les années 1850 et les années 1970. Toutefois, les agronomes ont toujours été en contact avec la production simplement parce que c'était leur métier. En revanche, les normes de la profession ne les ont pas conduits à comprendre l'agriculture et le développement. Tout au plus l'approche scientifique a produit, avec des retours en arrières du fait de ces normes, un savoir progressif sur lequel l'agronomie d'accompagnement a pu s'appuyer tardivement, sans pour autant faire des agronomes le moteur du développement. Il y a un fossé entre la narration républicaine et les réalités historiques. C'est d'ailleurs le bon côté de la fausse doctrine du « savoir partiel pour agir » que d'inciter, pour l'action, à se rapprocher des producteurs. La question qu'il restera à résoudre pour de prochaines réflexions est : pourquoi cette doctrine du savoir traverse les siècles ?

… mais seulement un accompagnement

La spécialisation avait fait perdre de vue la gestion d'ensemble qu'est une entreprise agricole. De plus, les agronomes n'étaient devenus que le maillon mineur de la modernisation économique et sociale quand on a créé l'Office national du blé et promu le remembrement avec la préemption foncière, les coopératives, le syndicalisme, etc. Le développement de l'agriculture s'éloigne, avant la Seconde Guerre mondiale, du seul savoir technique. D'ailleurs, plus se renforçait la modernisation agricole en lien avec les prix, l'urbanisation et l'industrialisation (et le militantisme agricole), plus l'agronomie spécialisée était sollicitée. Les agronomes généralistes durent un temps laisser la place aux chimistes[132]. Pour l'Etat qui dirigeait la recherche et les écoles, l'agronomie n'était qu'un bras séculier à qui il attribuait toutefois une grande force symbolique car elle incarnait l'agriculture moderne soutenue par l'Etat. C'est justement parce que les firmes privées de plus en plus multinationales[133] et le protectionnisme avaient pris la première place dans la modernisation que l'Etat avait besoin, pour briller, des agronomes, avec ceux qui donnent le plus de leçons aux autres : les agronomes généralistes[134]. Car le protectionnisme était ambigu : il fallait protéger les revenus agricoles sans endommager les prix que les citadins payaient pour leur alimentation[135].

---

[131] Osty P.-L., 1978.- L'exploitation agricole vue comme un système. Diffusion de l'innovation et contribution au développement. Bull. techn. Inform. Minist. Agric. 326 : 43-49

[132] Nathalie Jas : op.cit.

[133] Le plan Marshall après-guerre a entériné la tendance à l'importation d'intrants agricoles.

[134] …l'agronome universel héritier « des Maisons rustiques du 18e siècle, qui inclinaient à faire le procès des méthodes de culture barbares des "tribus clairsemées" […] qui peuplaient la haute région du Tonkin « : https://journals.openedition.org/ruralia/1027

[135] D'un côté, les hommes de terrain reconnaissaient le manque de compétitivité : « L'ingénieur agricole et président de l'Union syndicale des techniciens de l'industrie, du commerce et de l'agriculture (USTICA), proche de la CGT, Roger Francq intervient en opposition en considérant que « la politique du blé suivie jusqu'à présent est une politique de vie chère, car nous produisons du blé à des prix à peu près triples de ceux pratiqués dans les pays de grande production ». Mais la dimension politique l'emporte » lors de l'adoption du rapport par l'assemblée générale du CNE - Conseil national économique - le 20 juin 1931 » où le rapporteur défend la protection douanière : « La commission permanente s'est donc trouvée en face du problème suivant : faut-il que la France reste une nation productrice de blé, ou au contraire qu'elle confie son alimentation en blé aux

En résumé, une période de croissance voit l'agriculture changer et l'agronomie profite des innovations qui ne sont plus de son fait. Le dispositif de vulgarisation descendant fonctionne en apparence et tous les acteurs encadrant l'agriculture estiment avoir une part dans la modernisation. Ce fut particulièrement le cas à la reprise économique des Trente Glorieuses jusqu'à ce que l'embellie s'effondre avec les prix du pétrole. Ces derniers conduisent justement aux interrogations concernant l'échec initial de l'ensilage et du zéro-labour en Europe. De plus, l'accroissement de puissance des machines standardise la gestion des sols variés alors que ceux-ci étaient un facteur majeur dans les agricultures préindustrielles. Avec la modernisation, on peut tout cultiver : pierres, sable, argile lourde et sols micro-superficiels, même si l'agriculteur ajuste ses pratiques. Cette standardisation fait l'affaire des grandes firmes qui vendent des semences ou des tracteurs bon marché. L'agronomie facilite la recherche des ajustements, d'abord sous la forme de paquets techniques standardisés puis d'itinéraires techniques adaptés au contexte (voir 3ème partie).

Les mécanismes de l'accompagnement

Anticipant sur la place de l'agronomie dans le développement de nos jours (3ème partie), je précise ici les modalités de l'agronomie d'accompagnement. Les savoirs spécialisés et généralistes sondés dans leurs applications plus que dans le montage conceptuel conduit à avancer une agronomie généraliste peu ou pas utile directement et pourtant doublement nécessaire sur le plan symbolique : d'une part, pour donner du sens aux spécialités qui ont besoin d'un ancrage dans le réel (même si cet ancrage est peu utile quand on pense aux tentatives pour ouvrir les généticiens et les pédologues aux arcanes de l'agriculture) et, d'autre part, pour approfondir de manière solide la nature de l'action de développement. Même si les savoirs restent partiels, le cumul des savoirs peut déboucher un jour sur des applications utiles d'autant que l'agronomie est à la croisée des disciplines. Toute la question est de savoir comment se débarrasser des normes qui l'encombrent, tant celles qui viennent de l'opinion publique que de la discipline et des autres disciplines scientifiques.

Tournant civilisationnel à plusieurs titres, les années 1970 sont marquées par la mondialisation et la postmodernité. La première génération post-matérialiste (sans guerre, sans disette, sans maladie) dispose, dans les pays occidentaux, des moyens de l'émancipation des autorités et des règles sociales. Le collectif est moins nécessaire à l'individu et le vieil hédonisme idéalisé (selon Gilles Lipovetski) diffuse un peu plus à chaque génération. Pour le moment, l'individualisme prime et l'émancipation rejette conjointement les utopies égalitaristes et les hérésies collectivistes qui visaient l'émancipation à leur manière. Mais aucun philosophe n'avait imaginé le chaos où chaque « tribu » complote dans son coin au point de marginaliser le savoir, la raison et les règles collectives. La revendication du ressenti avec ses avatars (*care*, attachement, approches sensibles, wokisme) a commencé avec la démocratisation de la télévision qui a bridé la violence d'Etat et favorisé le bien-être en partie par la publicité et le consumérisme tout en boostant le règne (« la dictature[136]») de l'émotion. Dans un cadre sociopolitique renouvelé, l'environnement est la première cause collective qui se substitue aux utopies antérieures. Les années 1980 sont aussi celles des crises du pétrole, de la chute du Mur de Berlin, qui met un terme symbolique à la polarisation entre libéraux et marxistes, et de la montée en

puissances qui le produisent en très grande quantité telles que l'Australie, les États-Unis, le Canada et l'Argentine ? À l'unanimité la commission permanente et la première commission d'enquête ont admis qu'il fallait en France continuer à produire du blé pour des raisons d'ordre à la fois économique et social. Pour conserver cette production de blé il est nécessaire de maintenir un certain niveau dans les prix, et ainsi s'est trouvée posée la question des droits de douane. Là aussi les commissions ont été d'accord pour reconnaître que la protection douanière était nécessaire. Bien entendu cette protection ne doit pas constituer une mesure définitive, elle ne doit être qu'une barrière derrière laquelle s'organise la production ».
https://books.openedition.org/igpde/4182

[136] https://www.liberation.fr/tribune/2007/06/12/la-dictature-de-l-emotion_95674/

puissance d'Internet qui booste la mondialisation financière. Les délocalisations industrielles se multiplient et l'ultralibéralisme imposé par les États-Unis conduit à une victoire sans partage de ce pays, du moins à moyen terme.

Comme on l'a vu plus haut et dans les tomes précédents, seul le protectionnisme tempéré peut rendre les agriculteurs plus autonomes, d'autant que le protectionnisme ancien en Europe[137] n'a nullement empêché la course à l'innovation à l'inverse de ce que claironnent hâtivement certains économistes, ceci parce que l'innovation est une question de survie dans un milieu fortement concurrentiel qui oblige les producteurs à se conformer au standard technique du moment. Encore faut-il survivre, ce qui fait que la modernisation et des revenus décents dépendent du protectionnisme. Par le truchement du protectionnisme, l'économie agricole est en dernier ressort soumise à la guerre entre libéraux et ultralibéraux qui, elle-même, dépend des soubresauts et dominations dans l'économie mondiale. Aussi la croissance ralentie par la crise du pétrole et les délocalisations réduisent-elles le besoin d'innovations dans les années 1970 (fin des Trente Glorieuses). A cette époque, les agronomes interrogent précocement les échecs de la vulgarisation descendante. Cette réflexion bouleverse la démarche de la discipline mais les nouveaux savoirs, aussi solides soient-ils, restent partiels et voués à l'échec.

La mondialisation n'affecte pas excessivement les agricultures des pays riches relativement protégés depuis le XIXe siècle, à la différence des agricultures pauvres soumises à des bas prix. En France, l'encadrement de l'agriculture est poussé avec de multiples dispositifs supposés optimiser les ressources : plans Phyto, Irri-Mieux, Ferti-Mieux, Agri-mieux, Proagri, etc.[138] Les dispositifs sont reconduits non parce qu'ils sont efficaces[139] mais parce qu'ils visent à apaiser les producteurs dans les conflits ou en période de sécheresse. L'accompagnement vise en effet à réduire les tensions entre les usagers de l'espace rural. Il sert aussi à montrer à l'opinion publique que l'Etat aide concrètement les agriculteurs dans les défis environnementaux. Mais comme les ONG, les opérations se réduisent à une propagande quand les résultats sont absents. L'agronome accompagnateur devient alors une sorte de nounou-de-l'agriculture destinée à endormir les méfiances multiples au nom de la science. Heureusement, l'agronome n'est pas le seul et l'encadrement enregistre des succès continus qui expliquent la productivité de l'agriculture européenne pourtant grevée de coûts excessifs : foncier (pour faciliter l'accroissement des surfaces), soutien des prix, crédits, subventions et assurances. Autrement dit, l'agriculture aurait depuis longtemps disparu en Europe si elle ne bénéficiait pas d'appuis économiques. C'est un choix politique qui se comprend, mais qui conduit à convoquer l'opinion publique à donner son avis sur les types d'agriculture à favoriser sans la moindre expertise en la matière. Toujours est-il que le principal acteur de ce développement protégé et encadré est conformé par les organisations coopératives et syndicales dont le répertoire va du lobbying jusqu'aux manifestations agressives. Ces dernières étaient plus faciles quand l'agriculture bénéficiait de l'appui de la population, mais l'image de l'agriculture s'étant ternie avec des campagnes associatives, la manifestation agressive est réduite et la profession préfère verser au débat les suicides d'agriculteurs et les difficultés de la vie quotidienne.

[137] Tous les pays riches protègent leur agriculture (riz au Japon, fraise aux États-Unis par les barrières non-tarifaires sans compter les subventions diverses).

[138] https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/divers20-12/010080709.pdf

[139] Certaines opérations sont clairement en échec malgré les précautions oratoires des évaluateurs : « En terme de résultats sur la qualité de l'eau, toutes les opérations Ferti-Mieux n'ont pas affiché des résultats concluants. Cependant comme nous venons de le démontrer, ceci ne veut rien dire puisque les opérations Ferti-Mieux doivent s'inscrire sur du moyen voir du long terme car il est fort probable que les changements de pratiques ne puissent améliorer rapidement la qualité de l'eau » : https://hal.inrae.fr/hal-02818700/document

C'est en effet dans les années 2000 que l'agriculture jugée de manière positive en termes de sécurité alimentaire et d'entretien des paysages est devenue une dévoreuse de subventions et la source de pollutions permanentes. Les documentaires ont mis en avant la culture bio comme alternative ainsi que la diminution de l'élevage (industriel et pastoral) pour atténuer le réchauffement climatique. Les dossiers des OGM et du glyphosate n'ont cessé de crisper le débat en Europe et 40 ans après, la controverse continue comme si aucun différend n'avait été résolu dans ce laps de temps. Dans ce cadre sociétal, les agronomes depuis longtemps soucieux d'écologie et de réduction des coûts dans la lignée des agricultures raisonnées et de précision élargissaient les demandes citadines à une agroécologie plus universelle[140] bien que pas davantage couronnée de succès à quelques exceptions près[141].

L'agronome est nécessaire à la légitimité de l'Etat, à l'origine parce que ce dernier a besoin d'un scientifique en mesure d'incarner la modernisation scientifique dont l'Etat était le chantre et, plus récemment, parce que l'Etat veut être reconnu dans son rôle patrimonial de bon usage des ressources et d'apaisement social. Seuls les pays libéraux d'Etat minimaliste se distinguent comme aux États-Unis où l'agronome est un technicien salarié par les entreprises locales. Ailleurs, il bénéficie d'un statut plus élevé au Ministère de l'Agriculture et dans la recherche. En France, ce statut acquis précocement auprès de l'Académie des sciences a garanti l'autonomie de réflexion intellectuelle d'une agronomie élitaire. Aussi a-t-elle permis aux agronomes d'interroger l'agriculture comme fait technique et social[142]. Les élites ministérielles favorisent la recherche interdisciplinaire avec des laboratoires pour comprendre les ratés et renouer avec l'idée du mesnager. Pour l'observateur, la France est le cas idéal pour analyser les errements doctrinaires et les échecs d'application à répétition (3ème partie).

Le développement ne se résume pas à l'agriculture mais cette dernière témoigne des erreurs commises par l'académisme et ses normes professionnelles. Il faudrait au moins reconnaitre que les prix et le crédit sont nécessaires pour envisager un début de changement. Quant aux agronomes, ils accompagnent la croissance et sont inefficaces quand elle est absente. L'agroécologie que l'agronomie a investie à reculons le confirme : les consommateurs doivent être disposés à payer les surcoûts, que ceux-ci passent par des subventions ou par les prix accrus. Mais une simple crise inflationniste réduit la demande et met à mal la production agroécologique. Il reste des agronomes qui, deux millénaires après, continuent à promouvoir la polyculture élevage à base de fumier. C'est un constat d'échec pour l'agronomie élitaire qui, si elle fut un leader intellectuel, n'a jamais rediscuté la place et la nature du savoir dans l'innovation effective et le changement. A leur décharge, l'agronomie demeure la seule discipline qui ne juge pas routinière l'agriculture pour être la seule à la comprendre un peu.

Colonies et Sud

Avec les guerres modernes, le développement fait partie de la panoplie des moyens de la pacification. Plus généralement, le développement sert la guerre avant cette dernière et se poursuit après la pacification à tel point qu'on pourrait adapter la maxime de Carl von Clausewitz : « La guerre est la continuation du développement par d'autres moyens » si on veut bien assimiler le développement à une politique aux buts variés[143]. En effet, l'aide internationale est un soft power même si, bien sûr, le développement ne vise pas la guerre. Moins par ses succès que par le contact répété avec les populations, le développement sert à accroitre la division. Dans les empires coloniaux, le

[140] L'agronomie académique a fait l'impasse sur l'agriculture bio (axée sur l'horticulture) et a intensifié ses approches sur l'agroécologie alors critiquée par le travail exigé mais demandée par l'opinion publique.
[141] https://journals.openedition.org/economierurale/3496
[142] L'académie d'agriculture toujours dépassée et toujours existante témoigne de ce statut inchangé.
[143] Le retournement de la maxime par Michel Foucault méconnaît Clausewitz qui expliquait la guerre et pas la politique : https://journals.openedition.org/cpuc/300

développement vise deux objectifs : le clientélisme pour apaiser et l'économie coloniale pour enrichir. Ces deux objectifs se joignent dans les aménagements les plus visibles comme le Pont ferroviaire Paul-Doumer dans Hanoï récemment pacifié. L'agriculture, l'éducation et la santé sont moins visibles, mais plus proches des populations et plus à même de retirer le soutien populaire aux résistants assimilés à l'ancien régime. Parallèlement, le colonisateur devait éviter que les territoires conquis soient attirés par d'autres puissances coloniales engagées dans la surenchère symbolique ou dans une idéologie séduisante comme le marxisme. Alors que les moyens alloués aux administrateurs coloniaux limitent l'action publique, les envolées et les discours bien-pensants sont nécessaires à la fois pour convaincre les métropolitains des bienfaits de la colonisation et les populations conquises dont les masses rurales doivent profiter d'un mieux par rapport aux régimes antérieurs. Tous les arguments du moment serve le lyrisme : lutte contre les archaïsmes, apport de la civilisation, ouverture aux Lumières, chemin vers la démocratie. En même temps sévissait le Code de l'Indigénat[144]. La valorisation du travail (comme si les locaux ne travaillaient pas), les impôts et les terres supposées vides ont souvent justifié des exactions sous la forme du travail forcé et des expropriations[145]. Les zoos humains entérinaient domination culturelle et racisme plus qu'ils enseignaient la différence.

D'un autre côté, l'instauration de la paix coloniale et l'accès aux marchés européens boostent l'économie dont profitent les paysanneries littorales du Sénégal jusqu'au Nigéria. Le train se chargera plus tard d'écouler le phosphate et le fer mauritaniens ainsi que le coton burkinabé. Alors que le bois est aux mains des exploitations européennes, les migrants suivent les pistes forestières pour installer des plantations de café et de cacao. Les familles de négociants traditionnels trouvent des places dans l'administration alors que bourgeonnent des bourgeoisies multiculturelles. Un inspecteur général de l'agriculture en 1922[146] écrivait : « Éduquer le paysan, lui donner les moyens de s'outiller, puis d'apporter progressivement à sa terre les améliorations foncières sans lesquelles tout programme ne serait qu'un vain mot, quel horizon nouveau ces nécessités ouvrent à la politique africaine et combien de questions inattendues elles posent aux pouvoirs publics ! ». Il ne s'agit pas seulement de rhétorique car il signale les caisses de prévoyance : « Comment réalisera-t-on le groupement des producteurs et quels moyens financiers mettra-t-on à leur disposition pour l'amélioration de l'outillage et de la culture ? L'expérience répond : organisez la mutualité agricole, sous ses formes les plus diverses et particulièrement par le syndicat, la caisse de crédit, la coopérative de producteurs ». J'ignore le sort de ces Caisses éventuelles, mais le colonisateur avait intérêt au développement de tous. Entre-deux-guerres, les agronomes donnaient des outils et promouvaient les engrais avec l'espoir que les améliorations fissent tâche d'huile ; ils tentaient d'interdire les feux de brousse pour lutter contre les pertes de fertilité alors que des centres expérimentaux visaient à améliorer les plantations industrielles (avec succès) et la paysannerie locale (un échec). Jeune, René Dumont a défendu la mécanisation, le remembrement et la Révolution verte avant qu'il n'entre en politique[147].

Tout n'était pas que domination, exploitation et exaction, mais les modèles économiques issus de l'Europe étaient inadaptés : par méconnaissance des moteurs du décollage européen et par ignorance des sociétés autochtones, un double vide rempli par les normes académiques. En effet, le problème économique n'était pas les dominations ou le racisme, mais les idées fausses sur la nature du

[144] Le Code, issu de la conquête militaire et poursuivi pour combler les besoins en main-d'œuvre (chemin de fer et entreprises coloniales) quand l'impôt était impossible à rassembler, instaurait dans les faits un apartheid : https://www.persee.fr/doc/outre_1631-0438_2013_num_100_378_5015. Deux approches moins normatives : https://www.cairn.info/revue-mondes-2017-2-page-21.htm et https://www.cairn.info/idees-recues-sur-la-colonisation--9791031802640-page-93.htm

[145] https://www.rivisteweb.it/doi/10.1408/104528

[146] Cité dans : https://journals.openedition.org/apad/380

[147] Note 129

développement. De leur côté, les plantations européennes fonctionnaient sous la contrainte des crises cycliques du marché mondial et des endettements récurrents. Certains avanceront que ce succès était au détriment des populations locales, mais l'éthique de justice, parfaitement recevable dans ce registre, n'est pas une explication. L'Amérique latine et l'Afrique ne démarrent pas ou démarrent mal avant que le commerce mondial et les délocalisations favorisent la seule Asie. D'une certaine manière, les premières ignorances nimbées de certitudes coloniales sont moins responsables que l'ornière ultérieure de l'académisme qui se perpétue jusqu'à aujourd'hui. La faute au colon n'est qu'un avatar des erreurs reprises en boucle depuis les Indépendances.

Avec des moyens limités, les empires coloniaux ont expérimenté. Depuis les agronomes jusqu'aux administrateurs, tous cherchaient la pierre philosophale du développement. Et l'échec fut flagrant alors que les métropoles où l'économie entraînait l'agriculture, c'est-à-dire où une dynamique incomprise permettait à la science économique et à l'agronomie de se glorifier de victoires indues, voyaient poindre la modernisation agricole. L'échec colonial n'est pas celui du développement, qui ne fut pas nul du fait de la paix coloniale, mais du développement escompté et du développement volontaire. Au début, on avait le droit d'imaginer des sociétés tribales accéder au développement une fois pacifiées et éduquées. Ce ne fut le cas ni dans l'agriculture ni dans l'industrie et très peu dans le commerce. Le colonisateur a alors aidé directement les colonisés, mais là encore, rien n'y fit au-delà des grandes plantations africaines, comme celle de Félix Houphouët-Boigny, et européennes. Après les Indépendances, tout a été également essayé, puis plus tard avec les ONG pour un même résultat. L'école, la santé et les engrais ne suffisent pas à lancer le commerce et a fortiori une économie.

Les Indépendances ne libèrent pas le développement. Les élites, toutes soucieuses de bien-être, suivent le modèle libéral ou marxiste avec peu de postures intermédiaires, constat qui rend exceptionnel le témoignage éclairé de Léopold Sédar Senghor[148]. Durant la Guerre froide par exemple, « la Syrie conclut un accord de coopération avec l'URSS, destiné à soutenir les efforts de développement du pays (irrigation, transports, industrie). Le soupçon d'un volet militaire à cet accord conduit les Américains à l'interpréter comme un basculement de la Syrie dans le camp soviétique. Les autorités syriennes annoncent par ailleurs la découverte d'une tentative de coup d'État soutenue par les Américains et refusent un prêt de la Banque mondiale assorti de conditions occidentales inacceptables pour sa souveraineté[149]». Le marxisme qui libère de l'emprise occidentale et donne la fausse impression de l'ordre social a parfois tourné au génocide. Même si les États-Unis ont exercé une influence substantielle sur le sort des communismes, le fiasco a aussi eu lieu dans les pays non stratégiques comme à Madagascar. Quant à la diversification des relations commerciales, elle ne change rien. Les pays s'endettent et deviennent les meilleurs clients du FMI.

Renouvelant le rêve d'un développement débarrassé de l'intérêt colonial, les pays indépendants privilégient l'agriculture, la petite entreprise ou encore l'industrie lourde supposée structurante[150]. Mais aux promesses inaugurales succèdent les désenchantements, que les intellectuels expliquent benoitement par des élites vendues à l'Occident (ou à l'URSS) alors que l'accusation de néo-

[148] www.assemblee-nationale.fr/international/colloque_senghor.pdf L'absence de postures intermédiaires révèle la méfiance des uns envers les autres sous la nécessité pour chacun de construire sa propre pensée (à l'époque automatiquement en lien avec les deux idéologies occidentales). La méfiance exacerbée conduit les libéraux et les marxistes à croire respectivement, les deux de manière équivoque, à la promesse du libéralisme qui débouchera sur l'État de droit et au marxisme comme garant de l'unité avec un État de droit imposé.
[149] https://www.cairn.info/la-syrie-au-dela-de-la-guerre--9791031804354-page-117.htm
[150] https://www.cairn.info/revue-d-economie-du-developpement-2010-4-page-21.htm Il en va de même des intellectuels africains : « Une majorité d'auteurs évoque une recolonisation, un afro-pessimisme rampant et critique le néo-colonialisme avec les mêmes arguments d'il y a un quart de siècle ! » : https://www.cairn.info/revue-tiers-monde-2008-4-page-935.htm

colonialisme sert aux nouveaux dirigeants à cacher l'échec et éventuellement leur capture de l'Etat par la confusion entre caisses commune et personnelle. Mais les colons non seulement n'étaient pas une entrave, car le développement ultérieur n'a pas eu lieu (sauf en Asie), mais leur départ a précipité le déclin économique. Même de nos jours soixante ans après les Indépendances, le développement ne pointe pas encore son nez. L'efficacité des agronomes ne dépasse pas les limites des plantations industrielles même si, dans les plantations paysannes, ils accompagnent le mouvement avec des variétés et des traitements adaptés. Plus généralement, aucun chercheur n'interroge la doctrine du savoir partiel. S'il refuse l'explication par les colons, le chercheur revient au sens commun qui met en avant un manque : manque de capital, d'organisation, de démocratie, etc.[151] Les chercheurs ne savent rien mais chacun agit comme s'il avait le meilleur tuyau du monde.

La doctrine du savoir applicable connaît régulièrement des sursauts d'enthousiasme à la suite de la découverte d'un nouveau Graal. En 1978[152], un colloque international tenu à Ouagadougou oppose « les logiques paysannes » à la « rationalité » du développement. Le colloque interdisciplinaire réunit des géographes et des agronomes de terrain : les premiers forts d'un savoir surplombant dénoncent depuis longtemps l'héritage des experts coloniaux alors que les seconds veulent ouvrir la boîte noire : mais qui sont les producteurs ? L'Afrique ne connait toujours ni Révolution verte ni Trente Glorieuses et on explore le déficit du modèle descendant depuis l'agronomie de station jusqu'à la vulgarisation chez les producteurs. Mais si le questionnement est en avance, les échecs ponctuent chaque piste explorée au cours des années suivantes : gestion de terroirs, amélioration des systèmes de culture et modélisations variées. La connaissance intime des producteurs ne suffit pas à enclencher le développement ou même une réussite.

Il y aurait donc deux niveaux de savoirs pour le développement. Le premier niveau, dans lequel nous sommes tous mais que nous ne reconnaissons pas, est celui des graals qui exaltent aussi vite qu'ils sont oubliés par le suivant. Ces graals sont encore nombreux avant de comprendre nos échecs. Mais en admettant posséder leurs clés, nous buterions encore sur l'idée du savoir utile pour l'action alors que nous n'avons pas la moindre idée du niveau de savoir qui serait efficace. Par exemple, je peux citer deux savoirs partiels à peine discutés dans le milieu académique. La première est la grande diversité des agricultures, dont une forme est fréquente au Sud sans être totalement absente au Nord, est l'agriculture extensive (les pays riches ont plutôt des agricultures intensives avec un paysannat travaillant dur peu de terres alors que les grands espaces sont passés de l'élevage à l'agriculture mécanisée comme aux États-Unis). Parce que la terre est abondante relativement au travail, les agriculteurs maintiennent la jachère et ne cherchent pas un meilleur rendement par ha. Ils refusent à bon droit l'engrais que leur donnaient les administrateurs coloniaux[153]. Le colloque de Ouagadougou a abordé cette logique mais tangentiellement et sans convaincre. En effet, les paysanneries européenne et asiatique (comme le montre la promotion de la riziculture en Afrique par Taiwan) ont marqué les agronomes qui préconisent une polyculture-élevage avec usage intensif de fumier et de travail (le travail est également un référent culturel sans compter qu'il est revendiqué symboliquement par ceux qui ont réussi). Les exemples de malentendu abondent comme l'anecdote concernant l'invasion du Mexique. Comme il était de coutume, la cavalerie française cherchait à vendre son fumier et les Français s'étonnaient du refus des grands propriétaires. Pour éviter de paraître arriérés, les maires ont fini par racheter ce fumier en se demandant : mais que va-t-on faire de ce fumier quand déjà nous ne

[151] Les chercheurs marxistes croyaient dans la seule révolution, à laquelle certains ont contribué. L'action plus que le savoir n'est pas mieux que le savoir partiel encore que ce dernier est moins mortifère.

[152] Souvenons-nous que les interrogations initiales en France sur les échecs agronomiques datent de 1978 : note 131

[153] La mécanisation était prometteuse, mais tous les essais de petite mécanisation ou de culture attelée furent en échec dans les sociétés organiques (tome 3).

savons que faire du nôtre ? En effet, l'hacienda est un système extensif où le plus haut revenu passe moins par le rendement par ha que par une culture expéditive à faible rendement et peu de travail sur des terres les plus grandes possibles[154].

Un autre savoir nécessaire mais insuffisant pour le développement efficace concerne la compréhension du développement occidental ainsi que la place de la démocratie dans cette trajectoire. Les syndicats indépendants incarnent à la fois une institutionnalisation ancienne, un contrepouvoir au sein de la démocratie et un pouvoir corporatiste en mesure de faire pression sur les prix[155]. Le simple examen de la place des syndicats dans le développement et l'innovation montre qu'ils sont une condition du développement agricole. Mais ce constat n'est jamais pris en compte par les ONG et les autres acteurs du développement. Il ne s'agit pas d'exiger d'organiser la profession dans les pays du Sud, mais de réfléchir sur le rôle des prix, du protectionnisme tempéré et d'une forme de négociation dans le développement. Il est vrai qu'une telle réflexion aurait une grande probabilité de remettre en question l'ensemble du développement à l'occidentale.

D'autres savoirs partiels servent à dénigrer puisque, pour être convaincant, il faudrait une analyse comparative des pays soumis à l'examen du facteur mis en avant. La stabilité monétaire en Afrique francophone montre par exemple l'erreur « nationaliste » qui non pas s'attaque à un faux problème (je ne suis pas spécialiste du sujet), mais le fait de manière partielle. Une monnaie surévaluée et stabilisée a des avantages, mais elle n'est pas propice au développement à elle-seule d'autant que l'Afrique anglophone qui n'en profite pas ne montre pas de différences majeures. En fait « une monnaie forte agit comme une taxe sur les exportations et une subvention sur les importations… » avec le surendettement à la clé faute de rigueur budgétaire «…rendant difficile l'obtention de l'équilibre de la balance commerciale[156]». Et quand bien même il y aurait rigueur, l'argent n'est pas en soi un facteur de développement car, si c'était le cas, les pays endettés ou pétroliers seraient développés. Les outils économiques cherchent la panacée depuis près d'un siècle, mais l'histoire de ce même siècle montre l'insuffisance de la panoplie économique dont témoignent les décollages inattendus et les nombreux mécomptes. Les économistes en viennent par dépit à demander d'investir dans l'école, la santé et la science alors que ce type d'investissement a lieu depuis un siècle. De manière analogue, ni la sécurité ni les voies de communication et les grands ouvrages n'ont été des conditions suffisantes pour booster le commerce quand la paix coloniale a consolidé les Etats dotés d'administrations, d'institutions et de programmes de développement.

Depuis leur prise du pouvoir dans le développement dans les années 1990, les ONG ont repris la doctrine du savoir partiel en bridant davantage ce dernier. Leur leadership exclut toutefois les politiques économiques qui restent du domaine des organisations internationales. L'influence des ONG opèrent davantage à travers une morale de dénonciation (de la pauvreté, de la faible conscience « sensible », des élites locales, du colonialisme et à l'occasion des organisations internationales elles-mêmes qui les rend peu loyales vis-à-vis de ceux qui les financent). Appuyées sans retenue par les

[154] Autre exemple de malentendu : les historiens se sont toujours demandés pourquoi l'Afrique du nord et la Sicile étaient les greniers de Rome. La réponse est dans l'agriculture extensive. Ce malentendu nourrissait aussi l'idée de terres non cultivées et donc appropriables par les vainqueurs.

[155] Dans Le Code du capital (The Code of Capital: How the Law Creates Wealth and Inequality. Princeton University Press, Princeton and Oxford, 2019, 320 p), Katharina Pistor s'interroge encore sur les sources du capitalisme en mettant côte à côte les trois explications sans en tirer les leçons : arithmétique des proportions entre investissement marchand, travail et innovations ; institutions politiques et fragmentation de l'Europe entre Etats rivaux ; révolution culturelle et anthropologique qui secoue les carcans : https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/03/20/le-code-du-capital-les-noces-du-droit-et-de-l-economie_6166296_3232.html

[156] https://www.cairn.info/revue-l-economie-politique-2015-4-page-71.htm

intellectuels, les chercheurs, les églises, les gouvernements et même les syndicats qui n'étaient pas consultés dans les accords intergouvernementaux antérieurs, elles ont agi sans contrepouvoirs en mesure de les réguler, autrement dit sans entrave à l'exception de l'opinion publique occidentale. Mieux encore, elles sont largement appuyées par l'Occident protestant qui est coutumier des associations (l'urgence après-guerre obligeait à monter des programmes gouvernementaux) et qui force le passage des accords bilatéraux au multilatéralisme dont profitent les ONG considérées comme plus flexibles et mieux à même de conduire les petits projets. Plus libres qu'au Nord, elles ont pourtant échoué du fait de normes obsolètes.

A l'origine, elles ont tiré leur légitimité du savoir des experts, mais s'en sont démarqués pour ne le garder que lorsqu'il servait leur intérêt. Aussi le savoir n'a-t-il été nécessaire qu'avant 2000. Avant 1980, les ONG demeuraient largement sous la coupe des organisations religieuses traditionnelles et le développement était majoritairement officiel. L'expert pontifiait avec un excès d'autorité quand il sortait de son champ de compétences afin de justifier un aménagement ou un programme conçu dans le cadre des accords intergouvernementaux. En agriculture, la vulgarisation descendante diffusait un savoir spécialisé issu des stations expérimentales supposé, comme dans les pays riches, féconder les pratiques paysannes. Mais les échecs des programmes d'appui (l'échec était moins patent pour les aménagements publics), la bureaucratie des projets et les dérives clientélistes agaçaient. Dans les quinze années qui ont suivi le colloque de Ouagadougou en 1978, on réinvente alors un développement approprié dûment « éclairé » par le savoir inédit sur les exploitations agricoles. Dans le *Farm System Research* (ou recherche-action), des questionnaires traités de manière statistique permettaient de classer les types d'exploitation agricole pour porter un diagnostic adapté. La période s'y prêtait puisque la crise pétrolière rognait l'aide internationale et les bailleurs de fonds privilégiaient les petits projets qui, désormais, étaient considérés comme les mieux adaptés ! Mais brisée en vol, cette connaissance contextualisée souvent portée par des agronomes est brièvement récupérée par les ONG avant de la faire sombrer sous les arguments fallacieux de l'urgence de l'action, au détriment du débat, et de la diabolisation de tous les experts, la Révolution verte comme tête de Turc. Plus tard elles généraliseront l'approche participative au nom du savoir des usagers jusqu'à être piégées dans une narration populiste qui les oblige à suivre les modes les plus futiles alors que les organisations internationales privatisent de plus en plus les programmes de développement à la place des ONG devenues des moralisatrices peu fiables. Faute de contrepouvoirs, les ONG ont agi de manière inconséquente ; faute de réflexivité (3ème partie), elles sont incapables de relever le défi du développement.

Les ONG dénoncent pêle-mêle le développement enclin aux collusions entre intérêts du Nord et élites du Sud. Le nouveau credo en harmonie avec l'opinion publique est : foin des débats (et des savoirs), priorité à l'action. Elles éliminent tout du dispositif antérieur, le bon comme le mauvais, et n'en tirent aucune leçon. Aussi réduisent-elles la phase de diagnostic qui, à leurs yeux, prenait trop de temps. Et pour cause, connaître une agriculture étrangère n'a rien de facile comme l'histoire de l'agronomie le montre. La réorientation vers l'action conduit d'abord à généraliser les *Rapid Rural Appraisal* (RRA) qu'on décline dans des manuels et qui touchent tous les secteurs. Mais le RRA est encore trop intellectuel alors qu'il est déjà d'une ignorance crasse. Tout est abandonné aux savoirs nécessairement vrais des usagers eux-mêmes. La panacée de l'approche participative s'ouvre et entraîne deux décennies d'échecs dont les chercheurs qui profitent de l'aubaine sont devenus coresponsables. De nombreux concepts aussi fumeux qu'ignorants sont inventés (modèles multicentriques) ainsi que les sophistications sous forme de modélisation et de jeux de rôles. Malgré l'échec, on continue faute de vouloir revenir à un savoir trop inquisitoire pour les ONG qui veulent agir à leur guise. De nos jours, on se contente d'enjoliver la participation avec le changement climatique, les femmes dans le développement, la biodiversité, les enfants, les intersectionnels et même l'IA. La doctrine du savoir est

donc inchangée, mais c'est un savoir relatif car tout se vaut. Il n'est plus besoin de comprendre une agriculture et tout anthropologue peut parler d'agriculture et conduire un projet. Comme on ne se donne plus les moyens de comprendre, l'anthropologue consacre la parole locale. Cette dernière ne pouvant plus être perçue de manière critique et n'étant plus discutée, elle devient une vérité et le savoir est bafoué.

Au terme des revirements et des changements de mode chaque fois pleine de certitudes, est apparue récemment l'agroécologie. Inconnue des ONG il y a peu, elle est devenue l'évidence du développement au point qu'un lecteur critique pourrait se demander pourquoi n'y a-t-on pas pensé plus tôt. Plus grave encore : aucun observateur averti n'aurait parié sur cet outsider connu depuis longtemps en agronomie et peu défendu du fait des besoins en force de travail qui est justement la ressource qui manque dans de nombreux pays du Sud, ou la ressource qui est chère dans les pays du Nord. Seule une compensation par les prix peut compenser le handicap de l'agroécologie, ce qui n'est possible que dans les pays riches. L'agroécologie est d'ailleurs la version plus générale de l'agriculture bio qui connait un engouement certain chez les consommateurs. Mais au Sud, c'est l'hystérie comme si l'agroécologie allait régler les problèmes de la faim, de l'inégalité et d'économie en berne. Des passeurs comme Pierre Rabhi ont été monté en épingle et les échecs de ce dernier au Burkina Faso sont non seulement oubliés mais deviennent des succès. Il y a du Don Quichotte dans cette épopée.

L'observateur ne s'étonne plus des ONG prêtes à défendre les contre-vérités. Comme l'échec est un invariant, avec des tours de passe-passe permanents pour les faire oublier, il en va de même de l'agroécologie. En fait, l'agroécologie est la seule option qui reste aux ONG quand ces dernières sont forcées à créer des modes pour dépasser les échecs antérieurs. Toute nouvelle mode doit nécessairement combiner les causes défendues, à savoir participation et changement climatique et/ou biodiversité. Ces arguments suffisent à imposer un thème même s'il est condamné à l'échec. Comme d'habitude, la mode occupe tous les esprits et verrouille toute recherche sérieuse sur les solutions au développement. On verra dans la partie suivante comment les ONG se sont piégées elles-mêmes en cherchant à devenir le porte-parole des donataires, c'est-à-dire l'opinion publique occidentale. Déjà, la mode suivante est en gestation sans que l'on sache avec certitude laquelle des pistes explorées deviendra hégémonique. Je penche pour le don direct et régulier aux pauvres d'une sorte de revenu universel. Ce type de dons a montré que les pauvres s'en servaient non pas pour consommer mais pour préparer l'avenir dans l'éducation ou dans une capitalisation (sous la forme de bétail par exemple). La notion de projet de développement disparaîtrait sans qu'on ne sache jamais identifier la cause des échecs et leur responsable. Pour les ONG, c'est un défi car leur survie est également en cause (avec la privatisation des programmes).

Les ONG n'ont heureusement pas le monopole du développement. La Banque mondiale, le FMI et les banques bilatérales et régionales orientent les politiques économiques. Elles éliminent de plus en plus les conditions aux prêts (droits de l'homme, environnement) facilement contournées par les pays clients. Ces conditions sont le fruit des lobbys d'ONG à Washington et Bruxelles. La raison est que les prêts chinois faciles d'accès concurrencent les organisations internationales, limitant les décaissements qui sont leur raison d'être. L'agroécologie vient donc bien des ONG et pas de l'agronomie devenue *persona non grata* du fait de ses compromissions avec l'agriculture industrielle et la Révolution verte, du fait aussi d'un expert retors et critique difficile à manier : le savoir attendra.

L'AGRONOMIE COMME DEVELOPPEMENT DEPUIS L'ANTIQUITE

Les empires antiques pratiquaient le développement avec routes, barrages, canaux, greniers collectifs, réforme agraire, transfert de populations et même guerres. Tout était motif à développement et aucun mot n'était nécessaire pour un objectif qui dépendait du prince. Le développement se

particularisait rarement par des instances spécifiques (sauf en Chine) et n'était pas traité officiellement par des économistes, des agronomes, des planificateurs, un ministère de la coopération, des organisations internationales et a fortiori des ONG. Comme le marché était encadré par des interdictions et des taxes, les chambres d'agriculture ne devaient pas peser lourd dans des politiques qui jouaient à la marge sur les prix et jamais sur les subventions. L'Etat était une organisation lointaine et chacun relevait davantage de sa communauté qui garantissait sa protection. Seule une élite pouvait croire au bien public impérial ou républicain au-delà de la tribu. Les pyramides en Egypte, les liturgies qui divertissaient le peuple et armaient des trirèmes en Grèce ou l'évergétisme romain légitimaient l'élite aux yeux à la fois du dirigeant suprême et d'une population soucieuse d'ordre, d'aides clientélistes et d'emplois.

Dans cet écheveau jamais désintéressé d'actions publiques et privées, l'agronomie précocement intellectualisée a inauguré un développement à la fois fruit du contexte et invariant historique. Cette double lecture diachronique et synchronique est nécessaire pour définir le développement. Ecrits par l'élite, les traités incarnaient une utilité sociale quand l'Etat ne se sentait aucunement responsable de l'agriculture en général et de la science agricole en particulier. Ils incarnaient aussi la philosophie qui voulait démontrer l'intérêt à la communauté quand régnaient luxe, clientélisme et corruption. A Rome, les proches du pouvoir impérial exhibaient leur munificence pour afficher leur rang tout en pratiquant démagogie et clientélisme. Les traités qui ne dénoncent jamais se contentent d'opposer une philosophie champêtre. Mais il est probable qu'il faut y lire la dénonciation du luxe ostensible et de l'absence de scrupules des dignitaires. Bien avant le christianisme, ce rejet indicible passe par les dons désintéressés, l'affranchissement des esclaves (déjà considérés par certains de manière paternaliste) et l'expression d'une culpabilité. En revanche, la répartition des terres n'est pas effleurée. Les agronomes se démarquaient à la fois par l'attachement à la tradition garante de l'ordre établi et au progressisme bien-pensant qui, dans les deux cas, renvoie à l'intérêt collectif. La philosophie de la sobriété et de l'autosuffisance est un autre volet de cette dénonciation tacite. Cette avant-garde moralisante se retrouve dans les ONG actuelles en lien avec le deuxième rideau métropolitain (voir plus loin).

Dans les empires antiques, actions publiques et entreprises privées indistinctement mêlées bénéficiaient d'une coordination minimale. Les magistrats, les philanthropes et les services publics agissaient dans un laisser-faire à peine régulé par le bon sens et l'empereur. Chacun jouait sa carte dans le cadre des normes (laxistes) en vigueur. On peut définir sommairement le développement antique comme l'ensemble des actions physiques et intellectuelles, involontaires et intentionnelles, locales et extra-locales qui vise des retombées économiques supposées. Affranchir un esclave, construire un rempart, financer une chorégie, promouvoir la réforme agraire et plus généralement la loi, la morale et la religion visent également le bien collectif, mais ne font pas partie du développement faute de la dimension économique. De plus, une économie à base d'exploitation forcenée des esclaves ne peut pas non plus être considérée comme du développement tant elle déroge à l'esprit progressiste. Sur cette base à la fois collective, économique et sociale, l'avant-garde se distinguait par le savoir et la rationalité définis par l'époque. En œuvrant pour le bien collectif, les grands propriétaires raffermissaient leur légitimité à leurs yeux, aux yeux de leur classe sociale, aux yeux de l'empereur et peut-être aux yeux de la population. Ce faisant, l'inégalité sociale abusive a conduit les possédants à utiliser le savoir pour gagner en légitimité. Il semble toutefois que cet objectif à la fois de distinction progressiste et de légitimation ait eu lieu dans les cultures de vieille cohésion communautaire où l'agir pour le bien commun, fût-il symbolique, contribuait à la cohésion sociale et était paré d'une acceptation minimale.

Bien après la « chose rustique » (l'agronomie) étrangement proche de la « chose publique » (la république), « le livre de la culture » des Andalous et l'agriculture pour les Nuls (*De agricultura vulgare*) de Pierre de Crescens, le développement utilise le mot de progrès qui, au XIVe siècle, passe à l'avancement dans une action (Rabelais) à la « transformation graduelle vers le mieux » (Montaigne), utilisé alors en éducation[157]. Le progrès sera au cœur des Lumières qui le conceptualisent sous la forme de la croyance dans le perfectionnement de l'humanité[158]. Le mot développement ne sera rien d'autre que la variante américaine du progrès qui s'écarte de la vision coloniale et se rapproche des associations et de leurs objectifs « désintéressés ».

Une enflure sporadique

L'agronomie ne s'est pas manifestée n'importe où ni n'importe quand. Elle a prospéré à des moments « d'enflure temporelle » avant de disparaître pour réapparaître ici ou là, pas toujours là où elle avait existé. Elle n'est jamais apparue dans certains empires alors qu'elle s'est maintenue dans d'autres. Le fait est curieux pour une activité qui soutient la sécurité alimentaire, la paix sociale et le développement économique. L'agronomie est donc loin d'avoir été une priorité alors que tous les gouvernements se préoccupaient de grands travaux, d'encadrement clérical (Egypte) et de greniers collectifs. Il convient de comprendre sur le long terme le relativisme d'une agronomie pas aussi nécessaire qu'on pourrait le penser.

Là où ont existé les traités encyclopédiques, avec des brochures en Chine, toute recension historique doit les inscrire dans un contexte intellectuel, économique, politique et social. L'analyse comparative permet aussi de cerner les motivations des auteurs, d'interroger les absences paradoxales et d'évaluer un impact possible. Sous les savoirs agricoles de chaque époque, l'objectif est de déceler les doctrines de l'application pratique. Le modèle de l'enflure temporelle, géographique et sociale a donc pour objectif de préciser les doctrines en jeu, par exemple en décelant le public visé et en évaluant l'impact de l'agronomie sur le développement.

Le contenu des traités éclaire peu les motivations des auteurs qui répètent largement un savoir convenu. On verra que les lacunes et les erreurs dans un corps de connaissances rationnelles sont compensées par les normes de la classe sociale des auteurs. La superstition n'est pas absente, non plus que quelques effets supposés de la lune et des astres, mais à la différence des almanachs qui mixent vrais savoirs et croyances sans distinction, les traités opèrent un choix sur la base de l'observation, de la raison et du bon sens. L'important pour nous est la doctrine d'application pratique. Trois facteurs ont permis à l'agronomie d'émerger : préjuger l'ignorance des producteurs ; croire dans le savoir ; et vivre dans une société stabilisée. La stabilité sociale permet de rendre publiques l'ignorance supposée des autres et la possibilité d'une amélioration. Cette dernière dévoile un progressisme qui contrevient au conservatisme des empires. La Chine exemplaire à cet égard conjugue le conservatisme impérial avec des tentatives de développement.

La doctrine d'application est invariablement erronée du fait que l'agriculture s'apprend sur le terrain, qu'elle est connue des praticiens et que les routines apparentes occultent des systèmes à la fois innovants et rôdés. Les connaissances agronomiques ne forment même pas les apprentis propriétaires qui doivent faire leurs preuves par l'apprentissage sur le tas. A l'époque, l'observation des états du peuplement cultivé est utile à l'occasion, mais elle n'est pas essentielle car le rattrapage d'une culture, comme les agronomes le disent eux-mêmes, est difficile ou même impossible. Le public visé ne peut alors être que des futurs propriétaires pour parader dans les salons et ne pas se laisser abuser par les

[157] CNRTL. En Angleterre, Francis Bacon précise conjointement le mot progrès.
[158] Les philosophes se sont emparés du mot très tôt pour le dénoncer vainement : https://www.cairn.info/revue-raison-presente-2015-2-page-9.htm

intendants de domaine. Il faut donc l'aplomb du philosophe pour croire que la théorie (sous la forme de bonnes pratiques et d'observations) puisse servir à un changement significatif. Car les encyclopédies n'incluent aucune analyse des marchés et les voyageurs ne contextualisent pas leurs découvertes avec une connaissance des climats.

Le terme d'enflure[159] (*organe qui enfle* ; *exagération* au figuré) rend compte d'existences de l'agronomie en pointillé mieux que gonflement ou renforcement du fait de sa double connotation historique et sociale. Sur le plan temporel, il traduit une agronomie bien établie avant de disparaitre. Les moments de gonflement s'étirent sur plusieurs siècles ou se résument à quelques décennies : « On sortait du désintérêt pour la question agricole caractéristique du Grand siècle[160]». A l'enflure temporelle j'associe l'enflure sociale d'une élite que distingue un savoir. Le savoir est réel, il est détaillé et il est rendu public. Eliminant toute idée de secret, de tour de main ou de localisme, il aspire à l'universel. De plus, le savoir pratique s'inscrit dans une période intellectuelle marquée par des encyclopédies. Rome avait ses historiens, ses philosophes et l'Histoire Naturelle de Pline l'Ancien. Il en va de même de l'Espagne arabe : « À l'image de Bagdad, rayonnant sur le Moyen-Orient et au-delà, Cordoue devient 'le joyau éclatant du monde' avec 70 bibliothèques abritant des centaines de milliers d'ouvrages dont les volumineux et argumentés traités rédigés par les savants agronomes[161]». Le traité d'agriculture vise l'application pratique, mais Pline et les agronomes se copient les uns les autres dans le domaine de la biologie et de l'écologie des plantes et des animaux utiles.

L'enflure est aussi géographique. On peut concevoir que les tribus sans écriture ni administration n'aient ni encyclopédie ni traités. On ignore si le savoir oral des druides gaulois incluait une doctrine agricole alors qu'on peut imaginer leur connaissance de la biologie et de l'écologie des semences. On ne sait même pas s'ils s'appuyaient sur des croyances ésotériques ou avaient opté pour une approche rationnelle de la nature, ce qui n'empêchait pas spiritualité et magie. Tout semble indiquer que les savoirs agronomiques, à la différence des savoirs agricoles, aient proliféré dans les cités. Les Grecs et les Carthaginois ont produit des traités fondateurs et on peut imaginer pour des empires commerciaux l'idée d'accroître la production agricole, d'autant plus que leurs contacts avec des agricultures extensives et intensives les amenaient à juger superficiellement les uns au détriment des autres. Les Romains et les Chinois pratiquaient le commerce, mais l'enjeu agricole était plus lié à la sécurité alimentaire. Les Chinois furent les seuls à payer des experts officiels pour l'agriculture. Les empires arabes et la Renaissance européenne ont eux aussi eu des traités d'agronomie toutefois moins encyclopédiques et plus spécialisés sur les bonnes pratiques. Ces dernières compilées au cours des voyages visaient précisément l'amélioration de l'agriculture nationale.

---

[159] Synonymes : boursouflure, augmentation provisoire, bouffissure, dilatation, renflement, ballonnement, inflation

[160] Goulet, Frédéric & Caron, Patrick & Hubert, Bernard & Joly, Pierre-Benoît éd. (2022). Sciences, techniques et agricultures. Gouverner pour transformer. Bernard Hervieu continue en déclarant : « L'absence totale d'une mobilisation scientifique et technique dans ce domaine alors que les prémices étaient pourtant établies » a eu des conséquences « tragiques », affirmation contradictoire avec l'alinéa suivant qui met en exergue non pas l'agronomie mais la politique agricole comme si l'agronomie était nécessairement positive et la politique négative : « On peut rétrospectivement se demander si la politique agricole de la IIIe République, en retenant, comme priorité exclusive de sa politique en direction de l'agriculture, la transformation des laboureurs en petits propriétaires, garants de l'ordre républicain face à la montée du mouvement ouvrier […] n'a pas contribué à la stagnation inquiétante de la production agricole durant cette période ». D'autres historiens peu informés en agriculture comparée mettent en rapport le mépris de l'agronomie (arabe dans ce cas) et les friches et le paludisme en Espagne après la Reconquête alors que l'ordre social arabe et le chaos issu des guerres sont explicatifs des deux faits (https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01222804/file/14-C65Biblio%20-%20copie%202.pdf).

[161] https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01222804/file/14-C65Biblio%20-%20copie%202.pdf op.cit.

L'Egypte ne semble pas avoir eu de traités agricoles alors que la science y était avancée. En astronomie, Ptolémée au IIe siècle après J.-C. synthétise les connaissances accumulées par les Babyloniens, les Grecs et les Egyptiens « fournissant des tables et un inventaire des positions de 1 022 étoiles ». Il est possible que l'élite théocratique ou aristocratique se désintéressait des paysanneries parce qu'elle était sacrée et/ou à cause de la prégnance des forces surnaturelles et de la tradition : « Il n'est pas excessif d'expliquer en grande partie la puissance si bien assise et si durable de la religion chez les Egyptiens par ce fait que pour leur subsistance les efforts qu'ils pouvaient faire étaient peu de chose à côté des caprices d'une force pour eux surnaturelle[162]». Les traités ont touché l'astronomie, la philosophie, les machines, la rhétorique et l'histoire ont éveillé l'attention intellectuelle des Anciens comme l'agriculture, pourquoi les mines, le commerce, l'immobilier urbain, la guerre et les grands travaux n'ont pas donné lieu à des traités ? Pour les propriétaires, on ne sait même pas si l'agriculture était leur principale source de revenus[163]. Alors que l'agriculture est la ressource essentielle des empires, tous n'en ont pas fait une science alors que les savoirs existaient. Il semble en résumé que les traités agricoles ont été écrits là où était possible un savoir laïc. Les pays devaient être stables administrativement et socialement pour que des propriétaires s'emparent du sujet. Il fallait des grands propriétaires en mesure de donner des leçons aux agriculteurs et à leurs voisins considérés comme des ignorants (ignorance réelle dans le cas des absentéistes et de ceux qui souhaitaient acheter une terre). Le traité d'agronomie quand le régime politique l'autorisait serait alors le fruit d'une hiérarchie au sein des classes aisées qu'on ne retrouve pas dans le commerce et les mines. L'agriculture, de par sa diversité et l'importance des populations concernées, se prête à donner des leçons, surtout quand les citadins médisent des ruraux. Les traités sont fatalement une distinction entre l'élite agricole et le reste des producteurs, l'élite prétendant normaliser les pratiques et éduquer la profession. Il n'en demeure pas moins le souhait sincère de promouvoir le bien public autant que l'enrichissement d'une classe sociale.

Pourtant, la promesse de gains d'efficacité ne semble pas avoir convaincu un dirigeant à créer des écoles ou à promouvoir les bonnes pratiques. L'agronomie ne s'institutionnalise pas et n'est présente qu'au moment d'enflures temporelles jamais loin de l'enflure sociale. Elle demeure un corps de connaissances idéales en suspens qui reflètent une détermination socialement localisée. Est en jeu la distinction d'une élite installée, ne doutant pas de son avenir et qui se hausse du col pour contribuer à la prospérité commune et se persuader de sa légitimité de grand propriétaire aux certitudes affirmées. Le cercle avant-gardiste qui dénonce l'archaïsme montre simplement son ignorance. On retrouve aujourd'hui la croyance d'un savoir applicable qui ferait défaut chez ceux qu'on juge en retard. Les agronomes demeurent les connaisseurs d'une agriculture dont le peu de marge de manœuvre se prête au dogmatisme. Au ton universaliste et au bon sens ils associent une certaine prudence, des qualités perdues par les promoteurs du développement au Sud. Quant à la doctrine d'application des savoirs, elle n'a jamais été interrogée simplement parce que le savoir est un marqueur social et un gage de légitimité pour celui qui s'en prévaut. Autrement dit, le lien entre savoir et application est des plus ténu alors car le « sçavoir » (graphie de la Renaissance) associé au pouvoir d'une classe sociale ne peut être questionné. Or un savoir partiel est nécessairement comblé par les normes de cette classe.

[162] https://www.persee.fr/docAsPDF/rjuiv_1149-865x_1934_num_2_1_5804.pdf La version officielle des inondations annuelles du Nil est de les considérer comme un don divin, ce qui ne signifie pas que les Egyptiens n'avaient aucune idée les raisons de ce « mystère ». Mais les historiens s'appuient sur les Grecs ! https://www.herodote.net/Le_fleuve_de_toutes_les_passions-synthese-2794.php

[163]Sur les choix économiques des notables romains : https://books.openedition.org/ausonius/10017

Doctrine sociale

Les traités apparaissent toujours, même à Carthage[164], dans une ambiance intellectuelle favorable à la philosophie, à l'art, aux controverses (pas toujours ouvertes comme l'illustre la mort de Socrate), à la science (moins à Rome) et aux encyclopédies. A l'exception des experts chinois qu'on voit difficilement être recrutés parmi les propriétaires aisés, les agronomes étaient des grands propriétaires, des notables et même des dignitaires proches du Prince, ce qui est confirmé jusqu'au XIXe siècle. Or, les agronomies du passé ont échoué à développer les économies car les mesures les plus simples (introduire la luzerne dans les assolements) continuent à être préconisées deux mille ans plus tard. Si le succès avait été au rendez-vous, tous les pays se seraient empressés de saisir l'occasion et il n'y aurait pas eu d'enflures temporelles. Les agronomes auraient arrêté d'évoquer les bonnes pratiques à l'étranger pour signaler leur mise en œuvre localement. De leur côté, les propriétaires gallo-romains ou égyptiens n'ont nullement ressenti le besoin de développer une agronomie intellectuelle alors que les Romains continuaient à gloser sur l'agriculture idéale au IVe siècle après J.-C. Il y a une mentalité de vainqueur dans ces agronomies. Elles se suffisent à elles-mêmes et leur morgue n'a nul besoin de preuves d'application tant la raison et le statut social servent de légitimité absolue. Les agronomies anciennes partagent les mêmes principes qu'aujourd'hui où le recueil des savoirs frappés au coin de la tradition contribuerait au développement. La mode participative qui, de nos jours, rend les usagers responsables de leur développement est du même acabit sauf que les savoirs viennent non plus des grands propriétaires ou des experts mais du producteur lambda ou de son épouse. Quelle que soit l'époque, l'action efficace passerait par des savoirs techniques et managériaux suffisants pour développer les paysanneries. Les routines paysannes postulées de manière paternaliste seraient issues d'un défaut de connaissances. La logique sociale qui explique l'agronomie doit donc être inversée : la distinction sociale des propriétaires conduit à mettre à disposition un savoir en vue de son application. La doctrine du savoir est le nœud du problème.

La doctrine agronomique du savoir appliqué est-elle vouée à l'échec ? Jusqu'au XIXe siècle, ma réponse est sans ambiguïté : oui. Il n'y a pas de relations simples entre des savoirs toujours plus précis, vastes et solides mais partiels avec leur application. Je m'expliquerai dans la troisième partie sur le rôle des chercheurs dans le développement, mais je réfute d'ores et déjà l'idée que la connaissance acquise, par exemple en génétique qui produit des semences révolutionnaires, peut débloquer un développement sous la forme d'une innovation de rupture. Une telle connaissance se contente d'accompagner une dynamique lancée par les prix et un contexte social. Le maïs hier cantonné dans les zones les plus chaudes des zones tempérées s'est étendu au nord grâce aux semences, mais des semences plus rapidement adaptées que l'amélioration variétale paysanne accélèrent les changements qui restent sous la dépendance des économies mondiales et des politiques nationales. Il y a donc tromperie en déclarant le savoir moteur du changement. La doctrine du savoir appliqué, plus que la prétendue doctrine techniciste, repose sur une intellectualisation invariante de la part des promoteurs non paysans du changement. Son histoire montre des Romains prudents en matière d'idéal agricole, des agronomes plus volontaristes à la Renaissance, des notables imbus de la chimie naissante, des experts professionnalisés à partir de 1850 et tardivement des spécialistes qui deviennent efficaces (génétique, statistiques, chimie, pathologie, etc.) à un moment de demandes de changement. La spécialisation de l'agronomie au XXe siècle a accentué la doctrine par défaut de

[164] Pour certains, la vie intellectuelle de Carthage valait celle de Rome : https://www.cairn.info/revue-rue-descartes-2008-3-page-10.htm. D'autres historiens font de Magon un « Carthaginois très hellénisé » : https://www.persee.fr/doc/crai_0065-0536_1976_num_120_3_13274 ou bien un agronome soutenu par un Etat qui promouvait l'agriculture : https://fr.wikipedia.org/wiki/Magon_le_Carthaginois. On retrouve l'idée que les agronomes auraient joué un rôle moteur dans l'innovation agricole : « La traduction de Magon en latin a donc contribué pour une grande part au développement de l'agriculture italienne ».

connaissance de l'art agricole, ignorance reprise plus tard par les ONG. Le développement dépend secondairement des savoirs.

Bien-pensance ou légitimité ?

L'autre invariant, au-delà de la doctrine du savoir, est la certitude tranquille affichée par les agronomes, les économistes et les apprentis développeurs. La bonne agriculture, la bonne politique économique et la dernière mode fournissent les éléments qui sacralisent les certitudes nécessaires à l'action sans critique. L'actualisation des savoirs et la dernière mode de développement expliquent les échecs passés et rouvrent le champ des promesses. L'aspirant développementaliste est alors au-dessus du doute existentialiste et prétend donner des leçons. Et plus il est dans le cercle étroit des pairs, plus ses certitudes sont affichées sans restriction ni préoccupation sur les limites du nouveau savoir. A fortiori, il n'a aucune notion de l'histoire des modes précédentes qui généraient le même engouement. Et il n'a aucune idée sur le fait que ses certitudes actuelles bloquent les autres voies à explorer : les certitudes d'une classe sociale bloquent la réflexion sur le développement. Et bardé de certitudes, il n'est pas effleuré par l'échec dont les bénéficiaires d'un programme vont durablement souffrir. Il en irait autrement si les récipiendaires des conseils et des projets étaient en mesure de lui demander des comptes à long terme. Il en irait autrement si l'entrepreneur du développement avait un minimum d'esprit critique et de connaissances de l'histoire du développement. Hier comme aujourd'hui, le promoteur de développement se suffit d'une bien-pensance qui lui dicte son devoir et que légitime la bulle de ses semblables.

En agriculture, le savoir biologique, technique et managérial est inscrit dans la pratique même des agriculteurs. Les producteurs dans leur diversité connaissent de tous temps climat, sols, fumiers et semences. Concernant les maladies, leurs savoirs combinaient à la fois des croyances, un savoir superficiel et des remèdes anciens ou nouveaux. L'expérience est d'ailleurs permanente si l'observateur se donne la peine de saisir les diversités et l'histoire des agricultures. Autrement dit, l'accumulation encyclopédique de savoirs sous le sceau de la raison n'est rien d'autre que le savoir du producteur lambda affublé d'un caractère systématique et d'un vocabulaire savant sans jamais éliminer les croyances d'une époque et les normes d'une classe sociale. Le savoir rendu public mais inutile aux professionnels relève par conséquent de ce que pense une classe sociale de sa place dans la société. Avec le savoir, elle légitime sa place et l'inégalité avec la bonne opinion que procure le don du savoir au bien commun. L'échec n'a aucune espèce de valeur car il retombe sur l'individu qui ne suit pas les règles de l'agriculture idéale. L'échec confirme même l'ignorance du récipiendaire qui n'est pas capable d'en comprendre l'intérêt. Par définition, le développement n'a que faire d'efficacité. La preuve est que l'échec perdure alors que le savoir n'a cessé de progresser jusqu'à aujourd'hui. Aujourd'hui, la participation sociale des usagers dans les programmes n'a plus besoin d'un savoir surplombant. On voit alors les anthropologues incapables de juger ce qui est dit : émotions, croyance ou fait vérifié ? Aucune importance, le développement n'a pas davantage aujourd'hui à être efficace. La raison était un signe de distinction et l'ignorance revendiquée est le signe actuel de la même distinction. Les anciens avaient au moins le respect du savoir et une connaissance de l'agriculture. Ce sont eux qui ont permis aux savoirs d'accompagner des siècles plus tard les changements de l'agriculture.

PARTIE 2 - LE FONCTIONNEMENT DU SYSTEME DE DEVELOPPEMENT

Si l'échec des prescriptions ne prêtait pas à conséquence dans le passé, de nos jours les milliards d'euros dépensés en pure perte par un développement en roue libre devraient poser question. C'est d'autant plus vrai quand l'efficacité est la norme d'un monde désormais compétitif et quand de nombreux chercheurs travaillent dans le développement. Qui est en cause : le désir d'action sans réflexion, la doctrine d'application qui porte en elle l'échec ou bien la bien-pensance dans un écosystème social qui marginalise toute réflexion alternative ? Quand les ONG se sont substituées dans les années 1980 aux accords bilatéraux entre gouvernements, elles ont engagé une série de réformes issues des protocoles du *New Management*. Ce fut le cas de la transparence des financements et des procédures indépendantes d'évaluation de projets. Mais que pouvaient-elles faire quand les ONG perpétuaient l'échec tout en s'évertuant à entretenir les flots d'argent issus des dons ? La réponse est claire : Il fallait dépenser l'argent, il fallait le faire de manière transparente comme caution de légitimité face à l'opinion publique occidentale, il fallait donc renouveler épisodiquement les narrations et les pratiques (les modes du développement) pour justifier les échecs antérieurs et convaincre de l'efficacité de la nouvelle mode. Il n'était pas nécessaire de réfléchir davantage sur la source des échecs et sur l'échec annoncé des nouvelles modes.

Cette partie examine les acteurs par type dans leurs relations toxiques au sein de l'écosystème. L'analyse débute par les plus reconnaissants : les bénéficiaires des projets menés dans les pays du Sud. Puis viennent les ONG qui conçoivent les projets et qui sont les plus coupables. Je complète avec les acteurs qui contribuent directement aux projets comme les organisations internationales. Mais pour comprendre la permanence des ONG, il est nécessaire d'étoffer le contexte sociopolitique du Sud (élites nationales) et du Nord avec les différents rideaux d'acteurs qui forment une toile de fond sans laquelle n'existeraient pas les ONG. Les chercheurs sont traités dans la 3ème partie.

LES BENEFICIAIRES DE L'AIDE

Un projet mené au Mexique illustre la réaction des bénéficiaires. Il faudrait aussi examiner les propriétaires, les chefs de village et les notables qui s'impliquent, sont indifférents ou contrecarrent le projet, mais cette sociologie du développement est moins nécessaire pour préciser des normes qui expliquent les échecs à répétition.

Exemple

L'analyse d'une ONG ne s'arrête pas aux discours des uns et des autres car « les acteurs, tels des 'joueurs', ont intérêt à jouer le jeu de l'aide au développement[165]». Etudiant l'aide accordée aux petits producteurs du Chiapas par les Jésuites depuis plus de quarante ans, l'autrice de souligner le « 'façonnement organisationnel ' qui permet d'entretenir les motivations, d'orienter les raisons d'agir au quotidien et de faire tenir des croyances, sinon contradictoires, qui finalement font vivre le mythe du développement ». Rien n'est plus juste que le mélange d'opportunisme des uns avec les croyances durables des autres. Les programmes qui concernent l'insertion des petits producteurs aux marchés du café (local, régional, national et international) s'inscrivent dans la durée avec des acteurs locaux qui se connaissent. Ici leur étude par les sciences politiques formées à l'analyse des discours permet de tirer des conclusions plus solides que les rapports produits par des observateurs complaisants.

Les mots occultent plus qu'ils n'éclairent. Selon l'ONG, le marché « les exclut » en parlant des producteurs. L'argument de l'exclusion commerciale est commode pour ne pas évoquer les difficultés à organiser une coopérative, anticiper l'échec du projet et donner une coloration sociale à l'initiative.

[165] https://www.cairn.info/revue-cultures-et-conflits-2022-2-page-103.htm

Non pas que l'argument est faux, mais le mot 'exclusion' évite toute analyse sérieuse du phénomène 'exclusion'. De même, le Chiapas incarne dans le monde la pauvreté et la domination qui acquièrent le rang d'arguments universels qui ne méritent aucune analyse. On fait aussi comme si les administrations mexicaines ne revêtaient aucune espèce d'importance alors qu'elles organisent de leur côté de nombreux projets (voués également à l'échec). On ignore superbement le pays dont les coopératives sont globalement en difficultés car l'organisation exige la confiance entre ses membres et avec l'Etat. Mais la pauvreté du Chiapas est suffisante pour ne pas approfondir l'examen des difficultés récurrentes à créer des coopératives dans le pays. Il n'est pas rare qu'un président parte avec la caisse de la coopérative et, paradoxalement, revienne sans crainte au village où il sait bénéficier d'appuis familiaux, d'impunité légale et même de l'image à peine négative de celui qui « passe la loi par l'Arc de Triomphe » (dicton mexicain). Les notions d'exclusion, de coopérative, de communauté et de projet sont directement issues de la culture occidentale appliquée sans précaution à la pauvreté. Le lecteur peut les imaginer comme des « emplâtres sur une jambe de bois », mais ce ne serait que la moitié de la vérité. En effet, les Jésuites et les laïcs qui les aident sont conscients des « structures sociales » sur lesquelles les chercheurs insistent pour conduire un projet. Malheureusement, les mêmes chercheurs n'ont jamais expliqué ce qu'était concrètement une structure sociale au-delà de la « communauté » avec ses systèmes de parenté, ses projections foncières et ses dominations locales.

La certification écologique est portée par des étudiants Mexicains qui, dans les universités, doivent un service social au pays (*servicio social*). Aussi les Jésuites n'ont-ils pas pour seul objectif la production de café. D'autres objectifs les animent : montrer indéfiniment leur engagement pour les pauvres, barrer la route à l'évangélisme, etc. La sincérité de leur engagement ne fait pas de doute, mais on voit que l'efficacité de l'ONG n'est pas placée au somment des priorités. La certification se matérialise par une activité de conseil pour soutenir l'organisation et trouver des acheteurs pour le café équitable. Tout le monde est d'accord pour estimer que l'action est utile, mais qu'en est-il quand on regarde de près ? Car le problème est la « sortie de la coopérative d'anciens membres » pour vendre aux commerçants traditionnels selon les opportunités de prix mais aussi par besoin d'avances en argent : « Aussi, le désengagement des coopérateurs trouve comme principale justification la question du prix du café ». L'économie individuelle face aux acteurs traditionnels locaux (mal vus, ne faisant pas l'objet d'une étude et encore moins d'alliances avec le projet) est essentielle alors que l'ONG idéalise les formes collaboratives jusqu'à inventer un collectif.

Calqué sur l'Europe ou sur la communauté romantique, l'idéal du collectif montre d'autres limites. C'est le cas de l'agroécologie dont la promotion depuis quelques années passe par des ateliers destinés aux agriculteurs et aux femmes (ouvrières, filles des propriétaires, parentes des coopérateurs, etc.). Complanter des haies, fabriquer du compost, associer les cultures, raisonner les assolements, etc. : le café s'y prête parce que la morte saison est longue et que le surcroît de travail ne bouscule pas la gestion de la ferme. Il en irait de même d'une plantation conduite de manière extensive qui peut accueillir des arbres de couverture. De son côté, la plantation intensive se contente de haies arborées qui, au lieu d'être brûlées (parce qu'elles gênent) ou surexploitées (pour le bois de chauffe et les animaux de la communauté), sont entretenues, protégées ou replantées collectivement ou individuellement. Mais l'écologie collective a les mêmes limites que le kolkhoze quand les bénéfices sont indirects. Il est d'ailleurs curieux de voir l'intérêt manifesté pour les haies protégées alors que le village abandonne ses déchets solides à la nature, pollue avec ses eaux usées et n'entretient pas les sols soumis à l'érosion et au surpâturage. L'échec annoncé des techniques sophistiquées, tel le lombricompostage, est évident mais chaque nouvelle technique fait oublier les échecs antérieurs. A ce rythme, le développement est permanent, chaque génération d'étudiants croie à la panacée du moment (en dépréciant le travail des générations antérieures animées des mêmes certitudes) et le

succès n'existe que dans l'esprit des promoteurs et dans le cœur des bénéficiaires. C'est un succès fabriqué qui existe tant que le projet est porté non pas par des communautés autonomes mais par les ONG juges et parties.

Le « mythe » fantasmé par l'ONG est également contrecarré par la réalité économique du projet. Elle s'appuie sur les anthropologues[166] qui fondent leur approche sur la nécessité des croyances pour faire tenir un ensemble social alors qu'ils ne distinguent pas les rapports sociaux et économiques dans un collectif. Sur le plan discursif, on constate en effet les efforts des producteurs pour entretenir la narration, mais la réalité des pratiques ne correspond pas avec les discours simplement parce que les discours n'engagent que ceux qui les écoutent. L'individualisme économique contredit la croyance des anthropologues et des ONG dans la communauté[167]. Personne parmi les Indiens n'est obligé de croire aux discours auxquels tout le monde se conforme pour faire plaisir aux Occidentaux et pour bénéficier des prix attractifs. Comme on l'a vu dans les tomes précédents, la méfiance est prégnante chez les Indiens comme chez les Mexicains. Qu'une étude introduise des bribes de réalités socioéconomiques, et les croyances partent en fumée, du moins la croyance devient un objet sérieux d'étude.

Depuis 1950, les jésuites défendent le développement autonome des Indiens. Curieusement, l'autonomie n'est toujours pas atteinte 70 ans plus tard, ce qui fait de cette cause une rente développementale. L'agroécologie et la certification pérennisent un temps un programme bien-pensant et mal pensé. La certification environnementale et éthique est une condition fixée par les consommateurs occidentaux contre une meilleure rémunération du producteur. Aussi avec la certification l'ONG croit faire œuvre de développement alors que le fond de l'affaire est d'abord économique et dans le fond sociopolitique du fait que les jésuites se sont arrangés pour être l'accès obligé au marché de niche. A leur insu, les jésuites sont des brokers comme les *middlemen* thaïlandais ou les *coyotes* mexicains (terme non systématiquement péjoratif). Ils auraient pu acheter le café s'ils y avaient pensé, mais ils se contentent de mettre indéfiniment en relation les Occidentaux avec les producteurs. Ils ne semblent pas comprendre que le seul prix peut faire des miracles collectifs et que ce même prix peut défaire le collectif si une opportunité survient ailleurs.

Enfin du côté des chercheurs, ce que retiennent les éditeurs de l'ouvrage collectif où a paru l'analyse de l'autrice est révélateur du même état d'esprit rentier. Opposant les modes récentes (développement par le bas, hybridation) aux anciennes (qui relèveraient du clientélisme), les collègues de l'autrice perpétuent la croyance de la nouveauté des projets. Très classiquement, leur défense des ONG oblitère les échecs des ONG entre 1980 et 2020 et oublie les développeurs anciens qui, comme l'a montré Jean-Pierre Chauveau dans les empires coloniaux, ne pouvaient agir que par l'hybridation du haut et du bas[168]. Comme toujours, l'histoire manque aux observateurs superficiels qui prennent parti : « Dans un contexte où les projets de développement rural ont longtemps été paternalistes et indigénistes, la coopérative caféière étudiée s'inscrit dans une politique plus générale visant à refonder la relation entre l'État, la société et les populations indiennes au Mexique. Dispositif hybride

[166] Li T. M., 2007. The Will to Improve: Governmentality, Development, and the Practice of Politics, Durham, Duke University Press

[167] Les anthropologues qui reconnaissent les échecs récurrents du développement ont trouvé une parade. Giovalucchi et al. (2009) avancent ainsi une « épistémologie positiviste largement dépassée », Duran (2010) pour qui « il est souvent préférable de se fier plus à la rétroaction qu'à la programmation » ou Lavigne-Delville qui énonce : « le modèle causal linéaire, qui fait un lien direct entre des actions et des impacts, est remis en cause de longue date dans les sciences sociales et dans les analyses de l'action publique », cette posture anthropologique au nom de l'incertitude de l'action publique au Nord. Dommage que l'argumentaire issu du Nord appliqué au Sud où les facteurs d'échec sont bien plus nombreux que la seule incertitude ne soit pas taxé d'ethnocentrisme (d'après : https://hal.archives-ouvertes.fr/ird-00785080).

[168] https://journals.openedition.org/apad/380 op.cit.

de valorisation du capital social et de l'apprentissage, ce projet, créé par une mission jésuite au nord du Chiapas, est présenté comme venant 'd'en bas' mais valorise dans le même temps des compétences et trajectoires venues de l'extérieur. Il articule également deux types d'engagement à l'aide, entre dévouement à la cause indianiste et expertise professionnelle ». En somme, l'absence lourde de réflexion conduit à oublier la parfaite adaptabilité des ONG aux modes du moment qui ne font en rien avancer le développement. Le seul point positif est la distance prise avec les anthropologues : « l'autrice de l'article susmentionné montre que la force du 'mythe' du développement ne tient pas à la cohérence des croyances des femmes et des hommes qui prennent part à ces projets mais plutôt à la plasticité de ces croyances et à leur capacité à offrir un récit légitimant l'aide[169]».

On voit plus loin combien le développement public sert les objectifs clientélistes des partis politiques locaux. Mais à la différence de ce que pensent les chercheurs ci-dessus, le clientélisme n'est pas une malédiction, c'est même le processus normal de personnalisation de l'action publique au Sud et, s'ils étaient astucieux, les anthropologues parleraient de dons et de contre-dons. Ouvrir une école, réaliser un forage, créer un chemin d'accès sont autant d'activités qui animent les campagnes avant les élections, sans toujours se terminer car l'achèvement de l'œuvre dépend explicitement du vote du village pour le gouvernement sortant. Le clientélisme est la marche normale de la décision publique au Sud et toutes les tentatives pour l'éradiquer ont échoué. Ce n'est d'ailleurs pas la faute du gouvernement car, comme la corruption, tout le monde y trouve son intérêt au détriment du bien public, des institutions et de la démocratie. Tout le monde serait d'ailleurs étonné qu'un député ne pratique pas ce type d'aides personnalisées. Les ONG couvrent une partie du développement avec l'aval des gouvernements, mais le développement public est le seul à bénéficier d'une probabilité non nulle de fonctionner. Ce succès, s'il est étalé dans le temps, tient moins au type d'appui (dispensaire, école, etc.) qu'au service après-vente. En effet, les gouvernements garantissent un infirmier et des médicaments pour le dispensaire, l'électricité bon marché pour le forage, etc. Du fait de la continuité du développement public et des demandes villageoises, les vagues d'actions successives génèrent les succès, pas aussi nombreux qu'on le voudrait mais plus nombreux que ceux des ONG. Le gouvernement mesure ses aides en fonction de ses propres capacités mais aussi des capacités du village : don, crédit bon marché, subvention, matériaux contre travail communautaire, etc. On reverra le clientélisme avec l'analyse des acteurs publics.

Les jésuites ne cherchent pas à s'attacher une clientèle politique. Si la clientèle des jésuites était politique, le gouvernement serait réticent, mais un humanisme assaisonné d'objectifs secondaires (cf. supra) conduit aux mêmes dérives d'une efficacité non prioritaire des actions. On peut poser l'hypothèse d'un clientélisme par délégation au sens où le parti au pouvoir, en façonnant des créneaux non concurrentiels pour les ONG, sert son intérêt fût-il indirect car les récipiendaires et la société en général lui savent gré de son ouverture vers les ONG. Les jésuites et les ONG suivent encore la règle désuète et faussement évidente qu'il vaut mieux apprendre à pécher que donner du poisson. Le problème est que les gens savent pécher, qu'ils n'ont nullement besoin de conseils et que le don de poisson ne reproduit pas l'échec à l'infini.

Attentes sociales

La notion de demande sociale est abondamment utilisée pour justifier l'action d'une ONG ou d'un gouvernement. Alors qu'elle paraît évidente, puisqu'il suffirait de demander à un village ce dont il a besoin, le clientélisme montre que rien n'est simple. Car demander ne pose aucun problème à un village même si le besoin n'est pas avéré. C'est ainsi que les matériaux de construction, suite à une

[169] https://www.cairn.info/revue-cultures-et-conflits-2022-2-page-7.htm

demande qualifiée, ne sont jamais utilisés du fait que les habitants disposent d'autres options (école, eau potable, électricité, etc.). Les sociologues attentifs ont été parmi les premiers à déconstruire la notion de demande sociale. Certains chercheurs utilisaient même la demande sociale pour révéler les clivages et dépasser l'unité apparente du village devant l'étranger : qu'on propose au village un forage, et les clans apparaissent comme par magie pour décider où le situer[170].

Autrement dit, la demande sociale est manipulable et il ne suffit pas de demander pour la cerner. Pour qu'elle traduise un besoin réel, des précautions sont nécessaires. Les gouvernements qui assurent la continuité des services, comme on l'a vu, sont les mieux placés alors que les ONG, de leur côté, ignorent ou feignent d'ignorer les manipulations dont elles sont les victimes consentantes. Même les latrines sèches ou les cuisinières économes en bois, deux échecs patents, sont demandées avec insistance. La demande sociale est largement manipulée mais, quand elle existe réellement, le gouvernement est plus fiable que les ONG. Un besoin réel, surtout s'il est issu d'un groupe minoritaire, n'est pas satisfait d'abord du fait de l'existence d'alternatives et ensuite par l'attente de l'intervention gouvernementale. L'absence d'un équipement est donc la conséquence de nombreuses raisons qui doivent être examinées avant de brandir l'argument de la « demande sociale ». On ne peut jamais affirmer qu'un besoin social non satisfait est lié au manque d'organisation d'un village ou de ressources tant qu'on méconnaît le contexte sociopolitique.

Alors que la demande sociale est prise en compte à long terme et par des voies non linéaires par le seul gouvernement, toute offre de service de la part d'une ONG est toujours bien accueillie par les locaux. Et l'échec répété n'empêche pas les populations de redemander des programmes. Le paradoxe mérite l'attention. Nous pourrions prendre l'exemple des femmes, des migrants ou des groupes sociaux discriminés qui cherchent des moyens, par l'entremise des ONG, de prendre la parole, mais les agriculteurs autonomes sont dans la même situation et leur représentativité rend leur cas plus facilement généralisable. Encore faut-il distinguer l'agriculteur lambda du leader exerçant une certaine influence et jouant de son statut. Les communautés sur tous les continents manquent d'information. Il suffit de le constater chez les chefs de village qui transmettent rarement l'information officielle aux villageois. Les décisions administratives n'atteignent pas les familles parce que le village est structuré en familles élargies et clans plus que comme une communauté. Les clans se jalousent, ne se font pas confiance et sont en lice lors des élections quand il y en a[171]. Personne ne communique par cloisonnement et parce que rien ne se fait gratuitement, sans compter que le chef officiel détient un certain pouvoir avec l'information dont il dispose. D'où l'importance des assemblées où l'information circule : il n'est pas rare de noter que c'est à ce moment que les membres sont mis au courant de décisions importantes sans avoir été informés au préalable alors que la famille du leader est au courant. Il s'agit bien de rétention volontaire car l'augmentation d'une taxe pour tous ou la diminution d'un droit collectif conduit l'information à se propager à des vitesses supersoniques. La TV, le téléphone portable et les réseaux sociaux ont accéléré l'information, mais les familles cherchent toujours à croiser l'information.

Le terme de communauté est donc trompeur quand l'assemblée, les terres collectives, l'entraide et l'aptitude à la mobilisation sociale (qui alimente une identité d'opportunité) sont insuffisants pour construire la confiance ou appliquer effectivement les règles communautaires. En effet, une vraie communauté sanctionne comme avec le travail collectif (*minga*, *faena*, etc.[172]) qui renouvelle périodiquement l'adhésion à la communauté : en cas de non-participation, la famille est sanctionnée.

[170] Les lecteurs du roman Clochemerle de Gabriel Chevallier comprennent de quoi il s'agit.
[171] Il arrive bien sûr que quelques familles s'entendent entre elles pour proposer une liste commune, surtout quand existe un leader reconnu par tous.
[172] http://unaantropologaenlaluna.blogspot.com/2014/02/la-palabra-camina-la-minga-transforma.html

La présence de l'Etat (cf. supra) réduit la cohésion communautaire quand l'Etat, avec ou sans clientélisme, finance des équipements et entrave la manifestation du renouvellement de l'adhésion communautaire. En fait, la marchandisation et la modernité sont le premier obstacle au maintien de la cohésion. Les anthropologues ont donc tort de généraliser leur dénonciation de l'Etat pour ces deux raisons : des villages ne seront jamais des communautés et la modernisation à laquelle chacun aspire est le principal obstacle à l'adaptation des vraies communautés[173]. Le problème est une aptitude variable à la modernisation. De même, il existe encore un romantisme de la communauté qui oublie les sanctions jamais loin de l'ostracisme, les structures de domination (parfois proches de l'emprise d'une secte) et les différends violents aux frontières. Intermédiaire avec la communauté, le village se caractérise par la primauté des familles sur le collectif, le défaut d'information et l'isolement mutuel des habitants. Dans ce cas, trouver une information fiable sur une nouvelle variété ou un nouveau pesticide qui ne soit pas fournie par le seul négociant est une gageure. C'est pourquoi la moindre expérimentation attire les agriculteurs pour la même raison qu'ils vont aux assemblées. En Thaïlande (tome 2), cette défiance va jusqu'à interdire de se parler et conduit à l'espionnage des voisins.

Une ONG qui promet des merveilles rompt l'isolement informatif du village et social des pauvres, des jeunes, des migrants et des femmes. Elle apporte une animation dont tirent profit le chef de village et le gouvernement, si cela n'affecte pas leurs intérêts. Dans ce cadre, les villages Potemkine ont l'habitude des projets et continuent à en recevoir malgré les échecs. Des ONG s'escriment à œuvrer pour les femmes dans les sociétés les plus machistes au monde comme au Rajasthan. Leur mari, père ou frère leur laisse cette liberté car la participation féminine est le signe de la domination des hommes sur les femmes et de l'échec attendu des ONG. S'il prenait l'envie aux femmes de revendiquer, elles seraient astreintes à la maison et l'ONG serait interdite. Au Mexique, les ONG se sont engouffrées dans la lutte des femmes Mazahuas dont la revendication pour le droit à l'eau fut mondialement médiatisée. Mais c'était sans compter une ethnie genrée à l'extrême dans laquelle les hommes avaient perçu temporairement l'intérêt de la mobilisation féminine. Les femmes devenues *subcomandantes* le temps de la médiatisation devaient demander l'autorisation au père ou au mari pour protester au nom de l'ethnie[174].

Les exemples abondent où les ONG considèrent les villageois comme les membres d'une communauté réglée. Il en va de même des chercheurs comme au temps du raz de marée des Paiements pour Services Environnementaux (PSE) dont la mode subite a permis aux économistes de prendre en mains les projets locaux (sans accorder d'intérêt aux autres disciplines). Avec ce type de paiement, le développement veut récompenser l'absence de défrichement par un modeste revenu alimenté par les factures d'eau ou d'électricité des usagers de vallées qui bénéficieraient des services fournis par une forêt en bon état. Une taxe locale, en théorie volontairement consentie, pourrait être favorable à la nature. Mais alors que les comités locaux nés de ces actions sont favorables, le leader prouvant sa modernité à l'occasion, les retournements de situation sont légions pour des raisons multiples dont les plus communes sont l'épuisement de l'initiative quand l'ONG est partie vers d'autres villages et le vol de la caisse commune par le responsable local. L'échec était annoncé mais les économistes engagés[175] continuent à gloser sur le PSE idéal au lieu de comprendre les sociétés locales et de tirer rapidement la leçon des premiers échecs. Aussi le PSE n'empêche-t-il pas de défricher d'autres forêts, sans compter les aprioris techniques des SHS et sociaux : la forêt favorise-t-elle l'infiltration de l'eau ? Ne paie-t-on

[173] Si de nombreux villages sont considérés abusivement comme des communautés, il n'est pas toujours aisé de distinguer les deux. Est requise une discussion minimale qui confronte la cohésion interne et les rapports qu'entretiennent les familles avec l'administration, le marché du travail, etc.
[174] https://www.documentation.ird.fr/hor/fdi:010080709
[175] https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/05/20/donner-a-l-economie-ecologique-plus-de-place-dans-le-debat-public_6174112_3232.html

pas des gens qui n'auraient pas défricher de toutes façons ? On voit alors les chercheurs enfoncer les portes ouvertes en reconnaissant non pas l'échec mais les échecs locaux avec la notion pathétique de *context-specific* ou « dépendance du contexte »[176]. Ont-ils au moins étudié les invariants qui se cachent derrière les spécificités du contexte et qui expliquent l'échec généralisé ?!

Le fonctionnement d'une communauté réglée passe par la mobilisation en travail plus que par le paiement en numéraire. C'est ainsi que les communautés participent à l'érection de diguettes contre l'érosion car ce moment collectif ravive les liens sociaux. Mais les mêmes communautés n'interviennent pas pour réparer une passerelle sur une rivière qui sert à tout le monde (l'Afrique se distinguant des communautés asiatiques) parce qu'elle entraîne un coût financier même minime. Un dernier exemple est fourni par le *Système de riziculture intensive* (SRI) inventé par un prêtre et promu par une université américaine. Cette mode qui a mobilisé des millions d'euros à Madagascar est un attrape-nigaud démonté par les agronomes attentifs, mais les ONG avec les anthropologues et la Banque mondiale[177] s'y engouffrent parce qu'elles croient qu'un système né du peuple est authentique. Aussi payent-elles un moniteur dans de nombreux villages pour des expérimentations supposées édifiantes. Le moniteur bénéficie d'une certaine considération, mais il est le seul à pratiquer le SRI qui exige du travail pour des gains de rendements négligeables (le SRI mobilise beaucoup de fumier qui est une ressource qui fait défaut). L'esprit critique ne manque pas dans les villages, mais le respect et l'hospitalité demeurent deux facteurs d'ouverture aux ONG[178].

Les communautés, rarement des structures réglées malgré des ressources communes[179], sont avant tout des assemblages de familles mal informées et individualistes soumises aux structures de domination. Les règles communautaires sont rarement respectées sauf si les dominants y trouvent leur intérêt. Une ONG est bien accueillie car elle façonne une ouverture sur le monde avec parfois l'apport de ressources. Les conflits internes sont occultés aux étrangers et il faut passer par les villages alentours pour s'en informer. Si les ONG avaient non pas la vision idéalisée de la communauté mais la vision réaliste du village assemblage (chaque pays a ses dictons, comme *Pueblo chico, Infierno grande* au Mexique), elle s'éviterait des échecs coûteux. Mais le veulent-elles ? Pour terminer sur les récipiendaires des aides, on a vu que les ONG ignorent les prix et font l'impasse sur l'économie d'un projet (elles font aussi l'impasse sur les structures sociales et sur l'environnement politique). Pourtant, les producteurs sont très sensibles aux prix, changeant de culture au gré des mouvements relatifs de prix. Si le prix est important pour les producteurs, la question se pose sur le degré d'ignorance des ONG, d'autant plus qu'elles partagent le développement avec les organisations internationales qui, elles, appuient l'ultralibéralisme. Pourquoi les ONG n'abandonnent-elles pas les projets pour faire pression sur les organisations internationales afin que les producteurs soient payés au juste prix de leur autonomie ?

Les ONG

L'ONG est l'avatar projeté au Sud de la vieille figure associative soumise à des règles internes garanties par la loi et la justice dans les État de droit occidentaux. Cette figure incarne aussi une liberté

[176] https://conbio.onlinelibrary.wiley.com/doi/pdf/10.1111/j.1755-263X.2012.00309.x
[177] https://revues.cirad.fr/index.php/cahiers-agricultures/article/view/31046/30806
[178] Pendant longtemps, les experts vulgarisaient le riz planté en ligne pour faciliter le sarclage. Ce fut un échec car le gain réalisé en travail ne valait pas le coût des outils.
[179] Alors que les règles régissent l'accès à l'eau ou aux communs pour les communautés fonctionnelles, Elinor Ostrom souvent citée chez les chercheurs n'explique jamais les raisons qui font que certaines communautés fonctionnent mieux que d'autres. Aussi les terres communes sont-elles privatisées par les gros éleveurs alors que les terres privées y compris les jardins et les maisons dans le village doivent être défendues individuellement contre les chèvres quand les règles sont d'application réduite.

d'association aussi ancienne et précocement soumise à la volonté des autorités. L'association réglée inclut les corporations professionnelles qui remontent au Moyen-âge puis les formes syndicales variées. Il est difficile de ne pas y voir un analogue à la communauté villageoise d'antan avec son assemblée et ses règles plus ou moins soumise à l'assemblée tribale ou royale. Des mouvances peu réglées ou réglées selon des formes non légales (chez les hérétiques ou les mafias) ont bien sûr existé, mais à la marge. Dans un cadre de liberté et de règles, le XIXe siècle a vu la multiplication des associations caritatives avec des antennes dans les pays pauvres comme l'illustre l'internationalisation de la Croix-Rouge. L'efficacité de cette dernière fut telle qu'elle reçut rapidement des fonds publics, les fondateurs luttant contre toute récupération étatique. Le lecteur perçoit que l'ONG associative se situe dans l'entre-deux de l'Etat et des affaires privées et commerciales. Pas suffisamment rentable pour être privatisée et pas suffisamment politique pour être reprise par un parti, les ONG actuelles se situent dans la même configuration délicate. Alors que la Croix-Rouge et les vieux ordres hospitaliers étaient protégés par les élites, les ONG actuelles comptent davantage sur la médiatisation émotionnelle auprès de l'opinion publique[180]. La médiatisation leur sert autant à encourager les dons qu'à préserver leur indépendance ; cet objectif structural est aussi leur première limite.

La multiplication des causes dans le monde et le désir d'émancipation des autorités sont à l'origine, dans les années 1970, de leur multiplication exponentielle[181]. Des thèmes comme l'environnement se sont structurés internationalement quand d'autres secteurs ont préservé leur indépendance[182]. Depuis ce temps, les ONG se sentent suffisamment robustes pour s'autoproclamer les porte-paroles à la fois de l'opinion publique occidentale et des récipiendaires de l'aide. C'est leur point faible quand seule l'émotion leur permet de subsister face aux intérêts étatiques et commerciaux. Personne donc n'aurait pu prévoir la place sociopolitique des ONG qui sans cesse font de la politique (les jeux de pouvoir non partisans sont nombreux tant dans leurs relations avec le monde qu'au sein des ONG) tout en ménageant l'image d'un engagement apolitique. Les observateurs sont d'ailleurs perplexes face à une unité d'ensemble à peine ébréchée par les controverses médiatisées des démissions spectaculaires ou de la scission d'ONG reconnues. Cette même unité apolitique est en mesure d'attirer l'engagement des jeunes dans une ferveur sincère dans les associations. Le souci de servir les déshérités semble particulier à l'Occident imprégné, dit-on, de culpabilité judéo-chrétienne. L'engagement doux se situe entre le militantisme politique et la dévotion religieuse au point d'évoquer un militantisme neutralisé » derrière les thématiques du dévouement et du management entrepreneurial[183]». En fait, plutôt que d'évoquer une essence qui fermerait l'interprétation, les mobiles de l'activisme doivent se décliner de manière darwinienne selon une dynamique de décantation sélective. On doit en effet examiner avec précaution les justifications avancées par les militants ou transposées sans appareil critique par les chercheurs quand on constate les hauts salaires des professionnels, un désenchantement sur le terrain ou, à l'inverse, la sublimation par le rapprochement avec un parti politique[184]. Le « faire de la politique autrement « est une interprétation partielle issue du répertoire de légitimation construit par les ONG.

A côté de l'humanitaire, de l'environnement et des droits de l'homme, le développement attire les compétences techniques, qui sont le moyen, alors que la motivation est fondamentalement sociale. Aussi les jeunes ingénieurs sont-ils particulièrement attirés par la construction de panneaux solaires, le forage de puits et l'agriculture, fonds sur lequel se greffent un cortège d'actions pour les femmes, les

[180] https://books.openedition.org/irdeditions/5641?lang=fr
[181] Gilles Lipovetsky, 1983. L'Ère du vide : essais sur l'individualisme contemporain. Gallimard
[182] Pour l'humanitaire : https://www.cairn.info/le-management-des-ong--9782348059018-page-75.htm
[183] https://books.openedition.org/pur/12305?lang=fr
[184] https://www.liberation.fr/evenement/2002/03/07/les-organisations-humanitaires-sont-devenues-un-business_396152/

minorités et l'environnement. L'engagement est, sinon massif, substantiel avec des coopérants désireux d'exercer leur utilité en voyageant et en s'initiant à la diversité culturelle. La plupart des jeunes ne souhaitent pas poursuivre dans la coopération mais ils gardent la mémoire de leur action dans laquelle, le plus souvent, ils ont cru même s'ils en ont touché les limites. Quant à ceux qui se professionnalisent, ils sont moins sur le terrain et plus en quête des thèmes à la mode avec la bureaucratie et les financements afférents. Dans les deux cas, la coopération suscite peu de critique malgré les échecs : les uns pour être restés trop peu sur le terrain, les autres pour rebondir d'une mode à l'autre dans un milieu compétitif où, de fait, la critique est exclue par loyauté pour une cause surdéterminante. Certaines expériences professionnelles ont un goût amer quand une critique d'ensemble du développement, et non pas selon quelques dérives partielles, pourrait amener à se démarquer du secteur. Mais les critiques internes sont atténuées car tout tient à l'image préservée des ONG : si l'unité venait à se briser, l'image défavorable des ONG qui en résulterait libérerait la parole et entraînerait ces dernières dans le doute et le déclin.

Dans le cadre de loyauté et de ferveur qui continue à prévaloir, les ONG peuvent échouer sans vergogne car elles ne font face à aucun contrepouvoir. Les rares critiques sont mal étayées, idéologiques ou anecdotiques et écartées sans difficulté face à l'ampleur des causes défendues. Quant aux récipiendaires, on a vu qu'ils sont globalement favorables aux actions alors même qu'ils connaissent le peu de moyens engagés et le taux d'échec. Il est difficile de trouver une opération refusée et, quand c'est le cas, c'est avec bienveillance. Le refus d'une opération de leur part est en général fondé[185] comme ce fut le cas de l'amélioration des salines traditionnelles de Guinée. En fait, l'analyse réalisée par des anthropologues éclaire surtout la vision tronquée de ces derniers. Sans analyse économique, technique ni sociale, l'anthropologue qui se fait l'écho de la parole de quelques usagers en tire argument pour renvoyer l'échec à une croyance (que le sel serait le fruit de la terre et de l'eau, ce que le pompage et les canalisations bétonnées ne peuvent pas accomplir). Les anthropologues, par ailleurs férus de matérialité discursive, oublient simplement que le projet ancien a fonctionné trois ans et qu'il s'est arrêté pour des raisons financières et pas du tout culturelle. On ne sait donc pas la raison du refus d'un nouveau projet qui est sans doute à mettre au crédit de l'investissement (travail, temps, argent) des usagers à moins que ces derniers soient particulièrement clairvoyants sur la capacité d'un groupe non familial à porter un projet financier et sur l'incapacité d'une ONG à garantir la pérennité organisationnelle.

De leur côté, les gouvernements rejettent rarement les propositions d'ONG car ils pourraient en subir les conséquences dans la demande de prêts internationaux. Mais quand des ONG contreviennent à leurs intérêts politiques, on voit épisodiquement des gouvernements du Sud les interdire et ce, pas seulement sous régime autoritaire puisque l'Inde le fait régulièrement. Les ONG D-E sont moins ciblées, davantage les humanitaires accusés, au nom de l'urgence, de prendre la place des acteurs locaux[186] et surtout les ONG des droits de l'homme. Egalement dénoncés par les ONG devant les instances internationales ou dans la presse, les gouvernements du Nord n'ont guère la latitude d'interdire les ONG et doivent parfois mener des actions secrètes[187].

Les grandes ONG ne peuvent pas se couper des minuscules associations qui, au Nord, constituent un vivier d'engagement et reflètent l'opinion occidentale. Aussi ces associations de peu de moyens imposent-elles l'action au détriment de la réflexion et refusent l'ingérence politique dans les pays du Sud. Elles obligent la production de modes de développement ethno-centrées qui sont un élément

[185] https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/pleins_textes_7/b_fdi_03_05/010016120.pdf p.230
[186] https://www.cairn.info/revue-ecrire-le-social-la-revue-de-l-aifris-2020-1-page-32.htm
[187] https://fr.wikipedia.org/wiki/Affaire_du_Rainbow_Warrior

d'échec. Alors que l'écosystème des ONG semble libre d'agir, il est contraint organiquement par les relations nécessaires à son image et à sa survie. Une autre source de neutralisation mutuelle relève des ONG de droite et de gauche. Alors que le monde des ONG est issu historiquement de la charité chrétienne et des notables, le renforcement ultérieur des ONG de tous bords politiques a conduit les ONG de gauche dans la surenchère humanitaire : migrants, Tibétains, intersectionnalité, etc. au-delà de la pauvreté, de la maladie et des enfants abandonnés. Ce renouveau moral a donné un surcroît de visibilité médiatique aux engagements, mais écorne l'unité nécessaire à la bonne image des ONG qui conditionne les dons. Une marge de manœuvre étroite conduit les ONG à se couler dans le régime qui les tolère, lequel est le moule libéral à la mode européenne du Nord. Cette dernière avait largement cautionné la prise de pouvoir des ONG dans le développement, mais à condition de se conformer au libéralisme[188]. Les ONG qui penchent à gauche n'ont alors que la possibilité d'une surenchère dans l'environnement, les minorités et les droits de l'homme pour surclasser la droite, sans pouvoir remettre en cause le libéralisme ou l'ultra-libéralisme[189]. En surplomb, leur radicalisme n'est jamais loin de l'explication populiste de la colonisation et des institutions bourgeoises. La neutralisation des ONG entre elles (petites et grandes, droite et gauche) ne peut que maintenir un répertoire d'actions conservateur propice à l'échec.

L'ONG est doublement marquée culturellement : par la vieille **institutionnalisation** des associations en Europe dont elles sont un avatar ; et par la charité chrétienne issue de l'aussi-vieille **culpabilité** judéo-chrétienne. Il est d'ailleurs possible que ces deux traits soient issus de la même communauté réglée des tribus anciennes dont la cohésion a été renforcée par le choix du christianisme augustinien. Cette communauté façonne encore l'image de ce qu'est une communauté en Occident. La communauté réglée a donné l'État de droit qui a verrouillé l'histoire sociopolitique occidentale en accord avec la religion. D'où la perpétuelle dissonance entre la nostalgie de la communauté perdue qui fascine et la communauté au Sud faite moins de règles que d'autoritarisme et de coercition. La communauté qui régule ses pulsions entre libertés et autoritarisme est marquée par l'aphorisme : *dura lex sed lex*. Il semble que les ONG outre leur absence de mémoire sur leurs échecs à répétition soient ignorants de leur propre histoire.

ADMINISTRATION ET ELITES

Alors que les gouvernements du Sud tolèrent les ONG (celles du Sud incluses car elles dépendent du Nord), les administrations du Sud sont plus franchement réticentes. Elles considèrent les petits projets avec condescendance et s'inquiètent de leur nombre, du bas niveau d'expertise et d'une influence exagérée sur l'opinion publique et donc sur la sphère politique. Mais les administrations en charge du développement ne sont pas elles-mêmes sans problèmes. Examinons successivement les grands projets, l'agriculture et le Ministère de l'Intérieur pour les connaître et situer leur rapport à l'écosystème du développement international.

Projets publics

Au Sud, l'action publique est indubitablement marquée par le clientélisme quand le parti au pouvoir se met en scène dans les projets que n'importe quel parti politique aurait conduit, y compris dans les

[188] Les Etats-Unis ont bloqué les ONG communistes (https://shs.hal.science/halshs-02574198/document) sans qu'on puisse savoir si c'est l'explication du faible nombre des ONG communistes dans le développement. Le PCF dans ses promesses électorales est favorable à augmenter les dons pour les petites ONG (https://www.pcf.fr/presidentielle_reponse_au_questionnaire_de_coordination_sud).

[189] Alors qu'il existe des ONG de droite, les ONG communistes sont quasiment absentes car l'opinion publique et le libéralisme n'accepteraient pas leur argumentation révolutionnaire.

projets inutiles[190]. Pourtant, tout le monde se méfie du clientélisme et le Sud, en terme de perception, ne se distingue pas du Nord. En effet, le clientélisme manifeste une inégalité de traitement et l'arbitraire des élus. On constate même que le rejet de la corruption et du clientélisme sert d'argument unificateur lors des crises politiques sans que les observateurs du Nord, favorablement impressionnés, se rendent comptent qu'il s'agit d'un appel à l'autoritarisme. Alors que la réduction du clientélisme n'est pas évidente, le parti politique une fois au pouvoir n'en faisant plus une priorité, n'est-ce pas au final la continuité de l'Etat qui permet, comme on l'a vu plus haut, la continuité des projets, les ajustements successifs et un service effectivement rendu ? Au-delà des partis au gouvernement, les exécutifs établissent de manière « procédurale » (par ajustements successifs) le lien entre une demande échevelée de projets et une offre limitée par les ressources. Les gens doivent choisir une option, par exemple en préférant le drainage d'une mare ou un chemin au lieu d'une école ou d'une adduction d'eau. Certains projets sont imposés comme pour les serres épisodiquement offertes par le Ministère de l'agriculture qui doit respecter des quotas pour que le gouvernement puisse afficher un bilan positif. Surtout, ce sont les élus locaux qui incitent les communautés et les quartiers à demander en conditionnant leur appui à un vote favorable. D'un autre côté, l'utilité n'est jamais certaine et le clientélisme demeure. La question est alors moins d'opposer l'utilité au clientélisme que d'éviter le clientélisme systématique et d'assurer la continuité procédurale[191].

Le problème est donc la régulation des deux cauchemars opposés que sont le laxisme clientéliste et l'autoritarisme du droit exclusif (la dictature est hors droit)[192]. Faute de régulation, les excès font basculer les pays du Sud d'un régime politique à l'autre (*bandazos*[193]) avec la radicalisation du clivage entre pro-démocratie et pro-autoritarisme. Les pays occidentaux n'en sont pas indemnes mais de manière plus épisodique et plus violente. Le clientélisme est même dénoncé par les bénéficiaires qui dénoncent l'inégalité des privilèges. Le fond de l'affaire est la méfiance générale envers les institutions et les partis politiques, voire envers la démocratie assimilée à l'injustice et à l'arbitraire quand l'État de droit n'est pas appliquée. Quand l'arbitraire clientéliste devient trop voyant, il suscite un rejet frontal. Pourtant, on ne sait jamais ce qui relève de l'inefficacité pure car, comme je l'ai dit, la continuité de l'Etat permet des ajustements en série. L'histoire récente montre d'ailleurs les succès de développement de ce qui était accusé de favoritisme. C'est le cas des aménagements et des forages villageois même si des échecs émaillent aussi cette histoire. On a aussi accusé le favoritisme envers un groupe social mais, là encore, le passé récent montre l'efficacité des dispositifs à terme. On n'est pas loin de pouvoir affirmer que plus le clientélisme favorise (classe moyenne, professions -comme les exploitants forestiers), plus la probabilité de succès est grande. Autrement dit, le clientélisme avec favoritisme est plus efficace que le clientélisme qui s'adresse à tous. Ces deux cas de clientélisme s'opposent aux ONG dont l'échec est patent. Quant à comparer la redistribution clientéliste au Sud et l'action publique au Nord, moins ouvertement clientéliste, l'efficacité comparée est un exercice délicat même si l'échec est présent aussi au Nord. Mais la notion de coûts-bénéfice est différente quand l'argent ne fait pas défaut. Par exemple, l'abondance des dessertes agropastorales dans les zones de montagne en Europe, financées par l'Union Européenne, est loin de rendre ce qu'elle a coûté. Quant

[190] La différence avec les pays du Nord est moins de nature que de degré même si l'écart tient in fine à la différence de régulation politique. Quant à l'évaluation du clientélisme, elle reste à faire et n'est pas aisée car le clientélisme n'est qu'une composante du rapport général aux autorités et à la loi.

[191] La résolution d'un conflit entre villages exige parfois de déroger à la loi qui interdit de créer un droit de l'eau, ceci en créant de manière clientéliste un nouveau droit d'eau (avec un forage par exemple).

[192] Machiavel situait la régulation dans les mains du prince qui jouait à la fois sur la morale et la politique : https://www.lemonde.fr/livres/article/2022/09/29/neanmoins-machiavel-pascal-carlo-ginzburg-cas-singulier_6143646_3260.html

[193] On appelait la politique du Directoire la « bascule politique » : Antoine Casanova, 2008. Napoléon et la pensée de son temps. Albiana.

aux terrains de tennis dans les hameaux, ils posent question car ils sont la plupart du temps inutilisés. Il se pourrait que l'UE soit en Europe ce qu'est un gouvernement fédéral dans les pays du Sud : un financement dont personne ne se sent solidaire.

Un État de droit limité rend possible dans les démocraties le clientélisme entre élus et administrés. Plus exactement, la méfiance générale qui limite l'État de droit a besoin de recréer une confiance limitée au travers de loyautés marchandes. C'est ainsi que les hommes Mazahuas après avoir donné leur parole lors de négociations tendues avec l'administration (ils ne pouvaient plus intervenir) ont abandonné la lutte pour l'eau à leurs femmes. L'alternative au clientélisme serait de s'appuyer sur l'autorité administrative qui aurait le pouvoir d'appliquer strictement la loi. En fait, même les pays occidentaux ont les moyens de contrer les décisions administratives (par un appel en justice), voire autorisent des procédures d'exception car les lois ne sont pas parfaites. La rébellion est possible si une partie de la population la considère injuste. Dans les pays du Sud, s'ajoute une loi souvent bafouée (pas seulement par les élus et les fonctionnaires) où la régulation n'existe ni dans la conception ni dans l'application de la loi. Les lois idéales restent inappliquées[194]. Une administration investie de grands pouvoirs conduit à l'excès. De même, une administration d'experts fait l'impasse sur les réalités sociales du pays. Quant aux tentatives de réduire ou d'éradiquer le clientélisme et la corruption dans la ligne de la « bonne gouvernance » lancée par la Banque mondiale, l'échec était prévisible quand tout le système, pas seulement les élites, est conditionné au défaut de confiance dans les lois et les autorités.

Idéal administratif

Quand les Etats du Sud se consolident au cours du XXe siècle, l'administration joue un rôle essentiel en construisant les aménagements et en garantissant une loi que chacun espérait appliquée par tous à l'image de l'Occident. La résistance, et peut-être ses derniers soubresauts, des Cours Suprêmes de Justice en Afrique du Sud et en Inde en témoigne. Mais l'essoufflement du progrès et le retour du clientélisme ont mis un terme aux espoirs. Dans ce marasme, l'administration a préservé l'idéal de l'intérêt commun et de la loi appliquée à tous. Certaines agences restent un atout politique pour des gouvernements et des partis qui, eux, pâtissent d'une légitimité minimale du fait des fraudes électorales et du clientélisme. La ferveur des seuls fonctionnaires pour la loi et leur dédain des compromissions politiciennes exaltent la croyance dans un ordre garanti par les administrations. Faut-il encore que les administrations ne soient pas le bras armé d'un parti comme c'est le cas des ministères de l'Agriculture ou de l'Intérieur –cf. infra. Aussi les administrations techniques (eau, environnement, etc.) bénéficient-elles d'une certaine latitude une fois qu'elles se soumettent aux besoins clientélistes des élus. Munis de cette carte blanche, les fonctionnaires souvent formés à l'étranger veulent appliquer les modes internationales de développement à leurs pratiques quotidiennes. Le meilleur exemple est la gestion intégrée (eau, santé, forêt) qui se décline de multiples manières (*One Health* récemment). Son avantage encensé est de coordonner les actions administratives, avantage supposé car ce type de coordination scande l'histoire des exécutifs.

Car ces modes, comme pour les ONG, ont peu de répercussions pratiques car les administrations restent aux ordres des élus. Il s'agit principalement d'un discours qui fait écho à une administration idéale comme c'était le cas des agronomes anciens qui défendaient une agriculture idéale. Les administrations fédérales sont en effet sous la coupe des gouverneurs qui peuvent faire muter un agent qui publierait des données qui ne donnent pas raison au gouverneur. Pour les données environnementales (qualité des eaux par exemple), c'est une véritable guerre que mènent les gouverneurs avec les administrations fédérales, souvent au détriment des dernières. Dans cette

[194] Par exemple, le barème lourd des sanctions favorise la corruption de l'automobiliste fautif avec le policier.

guerre, le recours aux modes internationales donne un surcroît de légitimité et de modernité aux administrations centrales peu sensibles aux intérêts locaux. La loi comme guide et les modes comme outil donnent aux experts de la haute fonction publique une image positive et l'appui de la population fâchée avec le laxisme. Mais dans la pratique, les fonctionnaires ont la bride au cou et ne peuvent nullement s'adonner aux contrôles et aux amendes dans un zèle qui ferait de l'ombre aux élus. Il s'agit seulement de mettre en scène une administration moderne et compétente en phase avec les dernières modes du développement. Aussi les exécutifs voient-ils d'un bon œil la proximité de leur administration avec les organisations internationales et les modes de développement. On voit alors des pays corrompus ou clientélistes suivre les dernières conventions internationales qui ne les engagent jamais autant que dans les pays soumis aux contrepouvoirs et à la loi. Aussi les administrations s'avèrent-elles incapables de régler la surexploitation des nappes phréatiques, de faire fonctionner des districts d'irrigation dont elles ont la gestion, d'appliquer la loi sur le contrôle des déchets ou de surveiller l'habitat informel[195]. Dans d'autres pays, l'administration technique est « schizophrène » au sens où elle a deux vies. C'est le cas de la Thaïlande où les bureaux locaux de l'administration sont supposés appliquer les directives alors que la réalité sous leurs yeux est totalement différente de ce qu'en pensent les autorités centrales[196].

Une fois sa soumission acquise, la haute administration a carte blanche pour afficher une modernité puisée dans les modèles internationaux de développement[197]. Une véritable collusion s'est établie entre les hautes administrations et les organisations internationales, au même titre que les ONG avec les organisations internationales mais pas dans les mêmes domaines. La gestion intégrée des ressources et l'irremplaçable vulgarisation agricole (irremplaçable parce que les organisations internationales ont peu de choses à proposer et que tout l'édifice symbolique repose sur les agriculteurs en retard ou archaïque) en sont deux exemples. Aussi les organisations internationales sont-elles courtisées autant par les ONG que par les administrations, pourtant chiens et chats dans le développement.

Les modes de développement, même si leur déclinaison nationale est très libre comme le montre dans de nombreux pays l'adaptation du modèle français de gestion de l'eau par bassin versant[198], créent une collusion internationale dans une sorte de fraternité des administrations. Malheureusement comme pour les ONG, les modes attirent jusqu'aux chercheurs qui croient plus que les fonctionnaires aux vertus des modes. L'envers de la pièce est l'incapacité à réfléchir sur des alternatives, en particulier à un développement et des actions publiques adaptées au clientélisme. A cause de ces modes, le développement efficace est en berne pour longtemps.

Ministères

Alors que les agences techniques tentent de préserver leur expertise à défaut d'exercer leur liberté pour contrôler les usages, les ministères de l'Agriculture et de l'Intérieur sont directement impliqués

[195] Une administration qui rendrait des comptes aux citoyens et pas seulement aux tutelles est une piste de solution.

[196] Les chercheurs surestiment le pouvoir et la responsabilité des administrations du Sud qui auraient partie liée avec le libéralisme ou tout autre argument. Il est vrai que l'expertise administrative conseille les Parlements et les exécutifs. Mais l'erreur est manifeste car les chercheurs sous-estiment le machiavélisme des parlementaires qui savent que la loi est approximativement appliquée. L'étude sur le terrain et dans les cabinets montre à quel point aussi l'administration est soumise aux dirigeants et aux usagers (agriculture y compris paysanne, industrie, quartiers urbains), ne serait-ce que par l'éviction des fonctionnaires non conformes.

[197] https://www.documentation.ird.fr/hor/fdi:010080709

[198] N'oublions pas que les bassins versants qui ne recoupent pas les juridictions politiques sont un moyen pour les autorités fédérales de réduire le pouvoir des gouverneurs (voir : Une autre histoire de l'environnement)..

dans la réélection du parti au pouvoir. Avant d'examiner l'agriculture, disons un mot du ministère de l'Intérieur qui, lui, est soucieux de la paix sociale et de l'image du gouvernement. Il laisse les ONG à leur inefficacité et, verrait-il une efficacité qu'il reprendrait l'activité au compte du gouvernement. C'est ce qui est arrivé à un consortium réunissant instituts de recherche, organisations internationales et entreprises privées qui, sous la forme d'une ONG, promouvait l'agriculture de conservation. La recherche était nécessaire pour accompagner un processus avec des solutions ajustées, mais le succès auprès des agriculteurs a conduit un gouvernement à reprendre l'affaire en éliminant la recherche. Le bord des routes s'est alors couvert de panneaux vantant le nombre d'agriculteurs aidés. Le ministère de l'Intérieur surveille les ONG qui pourraient servir l'intérêt du gouvernement. Inversement, il expulse les ONG qui feraient de l'ingérence. Autrement dit, ce gardien vigilant des intérêts du gouvernement ne laisse en vie que les prophètes peu dangereux, c'est-à-dire en échec.

Les ministères de l'Intérieur connaissent la propagation des idées occidentales. Son ordre mâtiné de liberté qui facilite le commerce plaît aux bourgeoisies du Sud depuis des siècles (l'ordre islamique plaisait aussi). Cette influence naît avant les succès militaires et religieux de la colonisation comme le montrent le commerce triangulaire et la consécration de l'astronomie jésuite auprès des rois des pays agraires. Les administrations et les élus sont également sensibles à l'esprit du Nord. Les opinions publiques naissantes du Sud sont sensibles à la bonne image que donnent les ONG ainsi qu'à leurs mots d'ordre empreints de bienveillance pour le bien collectif. L'influence médiatique de ces dernières apparaît massivement dans les presses nationales du Sud avec, par exemple, la multiplication des articles sur l'eau au Mexique à partir de l'an 2000. Les ONG locales bourgeonnent dans le sillage des ONG internationales qu'on accuse, au besoin, d'ingérence du fait de leur financement quand les dons nationaux restent rares. Dans les faits, les gouvernements laissent les ONG dénoncer les atteintes à l'environnement (pollutions, mines, *fracking* –gaz de schiste-) car leur impact dans l'opinion demeure limité et parce que c'est un moyen de faire pression sur les municipalités qui ne traitent pas leurs eaux usées et les industries qui polluent. Quant aux pays les plus pauvres, les gouvernements doivent accepter les diktats pour accéder aux prêts internationaux. Les ONG y produisent des lois, comme celle de l'environnement à Madagascar, lois de papier qui restent sans effet sur le terrain. Finalement, le ministère de l'Intérieur est souvent en charge de la production des statistiques dont la manipulation permet de « démontrer » le bien-fondé des politiques gouvernementales.

De son côté, le ministère de l'Agriculture combine à la fois des prérogatives techniques, comme la vulgarisation ou un support aux coopératives, et la politique (prix, crédit, foncier et aménagements). Le mélange des genres entre technique et politique est particulièrement net dans les redécoupages ministériels quand un grand ministère récupère les agences en charge de l'irrigation et de la réforme agraire. Derrière les arguments de cohérence programmatique et d'économies de moyens, deux objectifs qui ne se concrétisent jamais, le but est de forcer les agences techniques à entrer dans le jeu clientéliste. Ainsi un programme national de construction de petits réservoirs pour l'irrigation ou de forages subventionnés sert les visées électoralistes : le puits, le petit barrage, le dispensaire et l'école supplémentaire ne seront achevés que si la communauté vote pour le parti au pouvoir.

Pour terminer, revenons au thème de prédilection des ministères de l'Agriculture. Remontant aux colonies voire à l'Antiquité en Chine, la vulgarisation agricole matérialise le souhait d'une agriculture informée voire idéale. Le dispositif s'appuie sur des écoles, des centres d'expérimentation et un personnel qui s'échelonne de manière descendante depuis les chercheurs du niveau national jusqu'aux moniteurs dans les localités. Comme pour les grands ouvrages[199], la vulgarisation donnait aux Etats naissants quand la population rurale était majoritaire la visibilité du volontarisme

[199] Certains évoquent la « mission hydraulique » en oubliant que le renforcement de l'Etat au début du XXe siècle touchait tous les domaines, pas seulement les barrages.

gouvernemental. Mais la hausse des salaires et l'inutilité flagrante des moniteurs (ils ne faisaient plus que des statistiques) ont conduit sous régime libéral ou autoritaire à diminuer la masse salariale. De nos jours, des moniteurs sont payés par les ONG, le plus grand nombre par les grandes coopératives pour des opérations ciblées.

Les soucis d'économies ont conduit à éliminer les moniteurs dans les villages et le technicien public est désormais soumis à un protocole rigoureux. La Banque mondiale a standardisé la vulgarisation en 1977 après le constat des tâches multiples dévolus aux moniteurs (clientélisme oblige) mal contrôlés et dépendants de plusieurs ministères. L'expert Daniel Benor a proposé de recentrer le dispositif sur les tâches essentielles avec des visites tous les quinze jours des groupes de paysans prêts à suivre les conseils. La proposition a eu l'aval évident des ministères de l'agriculture et des élus qui voyaient leur légitimité renforcée par une présence renouvelée. L'efficacité de la vulgarisation ne fut pas discutée car il suffit d'une analyse économétrique générale pour la valider[200]. En effet, il est toujours possible d'établir une corrélation statistique dans une agriculture en cours de changement entre information et changement. Du côté de la demande, on a vu plus haut que les agriculteurs sont des demandeurs perpétuels d'informations et demeurent intéressés par la vulgarisation même si l'information peut être obtenue par d'autres canaux. Les économistes ne connaissant pas les options existantes, ils font du besoin d'information le moteur du changement. En résumé, la vulgarisation se perpétue avec la fausse légitimité de la science et des dépenses en pure perte de millions d'euros : les organisations internationales approfondissent l'erreur des agronomes anciens.

Organisations internationales

Les financements pharaoniques et les cohortes d'experts devraient faire des bailleurs les chefs d'orchestre ou l'espèce clé de voute de l'écosystème. Mais la Banque mondiale avec les autres banques de développement n'est qu'un instrument géopolitique dans les accords bilatéraux et multilatéraux. Le moyen n'est d'ailleurs pas nécessairement coûteux pour les pays riches qui empruntent avec des bas taux d'intérêt et prêtent de manière concurrentielle aux pays du Sud les moins risqués qui n'ont pas les moyens d'emprunter directement avec les mêmes taux. Les banques de développement sont donc soumises aux champs d'influence aux mains des plus habiles comme c'est le cas des autres acteurs : administrations nationales et ONG. Quelques présidents africains l'ont montré en promouvant la Grande Muraille verte (pathétique bande forestière qui traverse le Sahel de part en part) qui visait explicitement à capter une part additionnelle de l'aide internationale. Quoi qu'il en soit, la seule chose qu'ait montrée l'existence ancienne de ces banques, c'est l'absence de décollage économique des pays clients. L'attachement des organisations internationales à la vieille vulgarisation montre d'ailleurs un atavisme qui rend perplexe. En effet, elles sont loin de faire ce qu'elles voudraient et cette dépendance les déresponsabilise puisqu'elles ne décident pas en fonction des résultats obtenus. Par exemple, elles sont incapables de remettre en cause l'ultra-libéralisme ni de mettre en place des recherches indépendantes sur les causes du non-développement. Leur plus grande faiblesse est la nécessité absolue de décaisser sous peine de disparaître. Elles choisissent donc des projets soumis aux injonctions du moment, lesquelles, comme la participation, la prise en compte des minorités, la lutte contre le réchauffement, la priorité donnée à l'action et j'en passe, viennent des ONG. Les ONG font face à la même problématique car le propre du développement est de dépenser le flux des dons. Dans les deux cas, la rhétorique, qui plaît aux donataires comme aux pays bénéficiaires,

[200] L'analyse économétrique ne se donne pas les moyens de distinguer les causes et les effets. Par exemple, un pays plus riche va payer des moniteurs et l'analyse démontre faussement que les moniteurs améliorent les performances agricoles alors que les pays riches subventionnent davantage.

préserve le système dont la légitimité ne dépend pas d'une action en conscience mais seulement d'un savoir partiel qui bâtit les certitudes nécessaires à l'action.

La raison d'être des organisations internationales est de prêter l'argent aux gouvernements. A la différence des banques commerciales, la source des fonds n'est pas le dépôt d'une épargne, mais des emprunts et des subventions gouvernementales. Les prêts sont consentis à long terme et le profit n'est pas prioritaire même si la banque de développement suit les règles de gestion des banques commerciales. Afin de dégager les culpabilités dans le faisceau des responsabilités mutuelles de l'écosystème, on examine les liens entre les banques de développement et les autres acteurs : ONG, gouvernements du Nord et du Sud, ceci dans les thèmes, le montant de l'aide et sa répartition.

Les **thèmes** privilégiés par les organisations internationales relèvent d'un registre majeur et d'un registre mineur. Le registre majeur relève du libéralisme (protectionniste, étatique ou ultra-libéral) et il est clairement entre les mains du champion du « monde libre » avec l'aide de ses alliés. Le registre mineur incorpore de nombreux thèmes discutés avec les acteurs directs de l'écosystème sauf bien sûr les bénéficiaires de l'aide (les corps intermédiaires n'y participent pas davantage car ils ne font pas partie de l'écosystème et ils politiseraient le développement – voir plus loin). Les administrations nationales définissent les thèmes mais pas les clauses qui conditionnement l'octroi des prêts. Les ONG, elles, ont acquis plus de pouvoir car elles ont barré la route à de grands projets grâce à un arsenal légal qui a plusieurs fois fait plier la Banque mondiale. Aussi les barrages sont-ils dénoncés pour des études d'impact complaisantes ou l'incapacité à sécuriser l'avenir des déplacés. Par ce pouvoir gagné de haute lutte, les ONG sont parties prenantes des clauses d'octroi des prêts qui garantissent leur place dans les pays du Sud. Pour le **montant** de l'aide, les gouvernements du Nord se sont eux-mêmes piégés en fixant un % de leur PIB (rarement atteint) qui permet aux ONG de dénoncer en permanence les promesses non tenues. Demandant toujours plus alors que les échecs se multiplient, les ONG n'ont malheureusement pas montré leur responsabilité en accédant aux plus hautes instances de décision dans le développement. Récemment, les pays du Sud se sont saisi des thèmes environnementaux et des Droits de l'Homme pour exiger des compensations face à la responsabilité historique de l'Occident dans la colonisation et le réchauffement climatique. Des sommes phénoménales sont demandées alors que le développement est en échec. Et cela n'est pas prêt de changer car, avec les programmes d'adaptation, les COP climatiques (Conférence des parties)[201] relancent le développement le plus désuet avec des programmes qui visent l'intensification agricole tant recherchée depuis des millénaires[202], avec la vulgarisation en point d'orgue. Le but est d'éviter le défrichement des forêts tout en accroissant la production agricole sur des surfaces réduites : le même désir d'action sans réflexion produit l'effet inchangé de l'inéluctable échec.

La **répartition** de l'aide internationale témoigne aussi des injonctions reçues par les banques de développement. Ces dernières auraient tendance à prêter aux pays solvables, mais les crises (tsunami, sécheresse, etc.), les coups médiatiques (Muraille verte) et les ONG qui médiatisent la pauvreté orientent une grande part des fonds vers les pays les plus pauvres. Mais déjà, les organisations internationales prêtent ou donnent aux administrations nationales et provinciales des montants bien supérieurs à ceux qu'utilisent les ONG. Elles imposent deux conditions. La première concerne les procédures de dépenses, ce qui, en cas d'échec, conduit à faire des organisations internationales la responsable de l'échec (responsable partiel comme on l'a vu plus haut). Ces dernières renouvellent alors le financement pour éviter de reconnaître un échec flagrant en s'appuyant sur les « succès » annexes comme la conscientisation et l'information des usagers dans les innombrables réunions organisées par les agences techniques. Comme l'échec continue, on finit par admettre non pas l'échec

[201] La COP de la biodiversité s'évertue à singer la COP climatique.
[202] Et ce, avec l'agroécologie de surcroît.

mais l'arrêt raisonnable d'une troisième tranche de financement selon l'idée que la formation ou la conscientisation des usagers est effectivement terminée. Bien évidemment, les objectifs visés à l'origine par le programme sont passés sous silence. Pour les projets en échec, les organisations internationales semblent partager la responsabilité avec les ONG, sauf que les premières dépendent des gouvernements du Nord qui dépendent eux-mêmes de l'opinion publique occidentale et en dernier ressort des ONG. Le fait que les ONG soient au centre des influences les désigne comme l'acteur le plus coupable. La seconde condition est davantage en lien avec les ONG même s'il s'agit de prêts entre organisations internationales et administrations nationales. En effet, les crédits sont soumis aux conditions directement en lien avec les idées des ONG (environnement, femmes, participation, agroécologie). Là encore, l'échec est imputable en partie à ces conditions et surtout au fait que ces conditions hégémoniques empêchent de détourner le regard vers les explications alternatives du sous-développement. Le montant de l'aide internationale dévolu aux ONG est plus faible mais leur influence sur les organisations internationales et les administrations nationales est grande. Le plus grave qui fait perdurer l'échec, c'est l'incapacité des ONG à comprendre leur responsabilité dans ces échecs. En refusant la réflexion avant d'envisager des solutions alternatives, elles verrouillent le développement dans un échec permanent du fait que les thèmes défendus accaparent les forces vives de l'écosystème.

En effet, les ONG occupent la place commode de la dénonciation de tout ce qui ne va pas dans le monde au nom, commode, d'une société idéale. Inutile de dire que la société la plus égalitaire ne le sera jamais assez à leurs yeux : le gisement de la dénonciation est donc infini. En même temps, elles refusent de reconnaître leur rôle, essentiel, dans l'échec. La liste des critiques est donc infinie du fait qu'aucun idéal n'existe ni n'existera. Dans leurs délires, non seulement elles ne pondèrent pas les dommages avec les bienfaits, mais elles attaquent de manière populiste les institutions. Aussi dénoncent-elles pareillement les entreprises privées et le système occidental. Leur capacité de toxicité, principalement par la médiatisation et un droit vu de manière rigide, est d'ailleurs telle qu'elle leur vaut une voix et parfois un vote dans les organisations internationales : « Alors que la légitimité des acteurs internationaux de l'aide est mise à mal par diverses critiques, *ce modèle des parties prenantes* cherche à renforcer cette légitimité, à faire rentrer de nouvelles ressources financières ou encore à réaffirmer l'autorité d'une organisation sur un problème public international en particulier[203]». Si les ONG bénéficient d'un strapontin, ce strapontin sert à critiquer le développement de l'intérieur sans faire preuve de solidarité ni de loyauté. La force dénonciatrice des ONG effraie le reste de l'écosystème sans pour autant que les ONG puissent faire progresser la cause du développement. D'un autre côté, les organisations internationales pourraient attaquer les échecs des ONG, mais leurs propres échecs sont gênants car ils relèvent des mêmes slogans. De leur côté, les gouvernements du Nord sont encore réticents à défier les ONG faute d'intérêt politique et par le mauvais effet d'une dénonciation possible[204]. La « terreur » de la dénonciation médiatique enlise le développement et le strapontin offert n'a pas fonctionné du fait que la dénonciation est la survie des ONG.

Quant aux continents privilégiés, ils relèvent plus de la girouette médiatique que du rapport de force entre Nord et Sud. Certes, les gouvernements du Nord défendent leurs intérêts, mais les actualités sont utilisées par l'opinion publique et les ONG pour imposer les programmes d'aide par l'émotion. Les gouvernements du Nord ne se font d'ailleurs pas priés car les crises vécues au Sud sont des opportunités de redorer leur image. De son côté, le Sud n'est pas dénué d'astuce comme évoqué avec la Grande Muraille verte. La stratégie fonctionne du fait que les donateurs cherchent un décaissement

[203] https://www.cairn.info/revue-cultures-et-conflits-2022-2-page-7.htm
[204] « Que celui d'entre vous qui n'a jamais péché lui jette la première pierre » (Jn 8,7)

« légitime » dans la période considérée, ce qui est le cas quand le projet joint lutte contre la pauvreté et protection de l'environnement mondial (et implicitement réduction de l'immigration vers les pays riches). La pression médiatique d'une part et leurs intérêts d'autre part obligent les bailleurs à s'adapter en permanence. Par exemple, tous les pays autour de l'Océan indien touchés par le tsunami de 2004 ont été aidé. Quant aux intérêts des pays donateurs, ils sont directs quand il s'agit d'accords économiques et indirects quand ils concernent l'enjeu sécuritaire : dans ce cas, le multilatéralisme reprend ses droits comme avec Haïti victime de catastrophes naturelles et sociales en série ou avec les pays en guerre au Sahel. Même la Suisse ou le Canada sont concernés par les intérêts indirects[205]. Un autre intérêt indirect est l'activisme chinois qui, bien après la chute de l'URSS, a relancé l'aide occidentale sans qu'elle soit assortie d'obligations de résultat et sans retomber dans les accords bilatéraux[206].

La **géostratégie** est le parent pauvre du développement et de l'aide internationale même si, in fine, elle existe une fois pris en compte les facteurs émotionnels. Aussi chaque pays riche a-t-il ses critères pour déterminer les bénéficiaires et choisir ses thèmes : « Les principaux pays donateurs d'APD - Aide Publique au Développement- incluent les États-Unis, le Japon, l'Allemagne, le Royaume-Uni et la France. Ces pays ont généralement tendance à privilégier les pays en développement les plus pauvres et les plus vulnérables, comme les pays les moins avancés (PMA), les pays à revenu intermédiaire faible et les pays en développement à faible revenu. Ils ont également tendance à privilégier les pays qui ont un bon bilan en matière de gouvernance et de lutte contre la corruption, et qui sont considérés comme des partenaires politiques et économiques fiables ». La même source évoque « des priorités spécifiques en fonction de leurs intérêts politiques et économiques. Par exemple, les Etats-Unis et d'autres pays occidentaux ont tendance à concentrer leur aide sur les pays qui sont considérés comme des alliés stratégiques ou qui ont des liens historiques étroits avec eux. Les pays asiatiques comme le Japon et la Chine ont tendance à concentrer leur aide sur les pays de leur région ou sur les pays avec lesquels ils ont des liens économiques importants[207]». En agriculture, l'Asie riche privilégie la riziculture avec une approche en termes de techniques paysannes mécanisées, autrement dit une approche aussi ethnocentrique que l'approche occidentale.

Dans ce jeu, la Banque mondiale et le FMI demeurent tributaires des pays du Nord pour la conception des politiques commerciales, les ONG officiant comme mouches du coche à Washington, Bruxelles, Rome et Genève. En matière de développement, les pays riches ont délaissé les accords bilatéraux issus des empires coloniaux en faveur du multilatéralisme qu'orientent les Etats-Unis : d'abord avec le renforcement des organisations internationales au moment de la Guerre froide puis avec les ONG dont on découvrait opportunément qu'elles étaient les championnes de la connaissance du terrain. En fait, leur adaptabilité tient à leur capacité médiatique à influer les opinions publiques et l'agenda des conférences internationales avec l'appui des pays protestants où l'association est partie prenante de la communauté. De plus, les crises pétrolières des années 1970 qui affectaient le montant de l'aide ont accéléré la mode des petits projets. Les gouvernements du Nord ont alors ouvert les organisations internationales aux ONG à condition que ces dernières ne remettent pas en cause le libéralisme, obstruant l'entrée des ONG partisanes. Parmi des dernières, l'origine variée des ONG obligeait à l'unité pour ne pas tuer la poule aux œufs d'or qu'est l'opinion publique à laquelle elles ont aussi sacrifié, sans trop de peine, la réflexion pour privilégier l'action non politique. Les ONG révolutionnaires se sont quant à elles repliées au Nord d'autant plus que les pays du Sud cherchaient à

[205] La sécurité internationale au moyen d'opérations post-conflits est devenue une priorité de développement pour ces pays riches : https://books.openedition.org/pum/9863?lang=fr
[206] https://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine1-2008-4-page-21.htm
[207] ChatGPT, Open AI Inc.

se défaire du marxisme. La chute du mur de Berlin a sonné le glas, dans le développement, à ces ONG et à leurs appuis intellectuels.

Dans les agendas au Nord, le développement est un **thème secondaire**[208] dont la pérennité tient à une obligation électorale quand 65% des Français « souhaitent un maintien ou une augmentation de l'aide au développement à destination des pays les plus pauvres[209]». Ce désintérêt relatif conduit à ne pas créer de remous avec la possibilité de dénonciations du genre : « que fait l'administration en réponse aux appels pour les 'quatre famines africaines' ? [210]». Les prêts et les dons sont un moyen pour s'attacher une clientèle libérale à qui il suffit de faire miroiter les lumières de la démocratie ou de faire des remontrances en cas de dérives. L'aide fonctionne mieux avec la concurrence entre donateurs, mais elle reste une danseuse exotique qui sert de faire-valoir aux dirigeants du Nord. Depuis le temps, les esprits lucides peuvent estimer que les pays du Sud ne changeront pas, aide ou pas. Ce en quoi ils ont : tort si le soutien des prix à court terme est envisagé ; et raison à plus long terme si la culture sociopolitique est prise en compte.

De nos jours, le marchandage est permanent et chacun connaît les faiblesses de l'autre (le décaissement obligatoire, la dépendance des pays riches aux influenceurs, l'alternative chinoise, etc.). Dans cette course à l'échalote, les clauses des prêts se multiplient mais elles sont contournées comme le furent celles qui exigeaient l'existence d'associations d'agriculteurs : « qu'à cela ne tienne », dirent la Tunisie, la Turquie et la Thaïlande qui ont créé de toutes pièces des associations fictives[211]. De nos jours, le surendettement envers la Chine conduit à renégocier la dette auprès du FMI qui, en tant qu'organisme de secours, exige des économies budgétaires effectives. Si certains élus sont favorables à la Chine, les hauts fonctionnaires, du fait d'une formation en Occident, apprécient la rigueur des organisations internationales (rigueur relative comme on vient de le voir). Leur proximité avec des experts occidentaux les conduit à mettre au point conjointement des modes de développement favorables à l'administration comme la gestion intégrée ou la méthode Benor. Aussi voit-on des administrations nationales, hier férocement contre la participation sociale vue comme une emplâtre sur une jambe de bois, l'accepter non pas comme renforcement démocratique mais pour résoudre des conflits ou faire accepter l'augmentation du prix de l'eau.

Sous influences multiples, les organisations internationales sont contraintes au libéralisme. A la limite, elles pourraient défendre le protectionnisme comme ce fut le cas avant les Plans d'ajustement structurel, mais se gardent bien de le faire car elles n'en ont pas la possibilité. Elles sont aussi sous l'influence des ONG directement par les projets et indirectement par les gouvernements du Nord qui imposent la cohabitation. Mais les organisations internationales, l'ONU en tête, peuvent manifester une certaine indépendance grâce aux experts et aux divisions entre les pays du Nord, Europe et Asie en tête. Les experts sont encore trop souvent fournis par les gouvernements et sous le contrôle de ces derniers, mais une certaine indépendance pourrait contribuer à changer le développement dans un sens réaliste, telle la mutualisation des dons pour soutenir les prix agricoles sans augmenter le prix des biens de consommation. La place des organisations internationales dans le développement reste importante dans le cas d'une refonte du développement avec éviction des ONG. Les ONG n'ont même pas joué le rôle de contrepouvoir contre l'ultralibéralisme et elles échouent dans les clauses qu'elles

[208] Des chercheurs sont aveuglés par les intérêts du Nord alors que d'autres prennent en compte l'obligation morale et politique de générosité : https://www.cairn.info/revue-techniques-financieres-et-developpement-2014-4-page-11.htm

[209] https://focus2030.org/Une-majorite-de-Francais-es-en-faveur-d-un-maintien-ou-d-une-augmentation-de-l

[210] https://issuu.com/objectif-developpement/docs/chercher-accord-aide-publique-devel

[211] Faciles à détecter quand les enquêtes demandent aux membres de ces associations ce qu'ils pensent de ces dernières !

imposent aux pays du Sud. Les organisations internationales pourraient prétendre à un certain leadership raisonné.

LA SOCIETE CIVILE

Le terme de société civile a été accaparé par les ONG au nom des populations dont elles se sont faites les porte-paroles. Il est en effet courant d'évoquer « la société civile » comme si les sociétés au Nord comme au Sud étaient vierges de syndicats[212], chambres consulaires, conseils ethniques, partis politiques, églises, associations locales et régionales pour les représenter. Dans tous les pays, les populations sont aussi en capacité d'organiser des mobilisations massives avec une capacité d'influence réelle bien au-delà de l'impact des ONG. La captation du nom de société civile traduit simplement le désintérêt des ONG pour la dimension politique au nom d'un apolitisme confondu avec le refus du choix partisan. Comme ces structures sociales (corps intermédiaires et mobilisations) contribuent à la politique, et parfois au développement comme l'illustre le soutien des prix agricoles dans les pays riches, les ONG délaissent volontairement le cœur du développement et ne démentent jamais le vol du nom de « société civile ». Il ne s'agit pas d'une contradiction, mais d'une ignorance et peut-être d'un cynisme : le principal moteur du développement (les prix agricoles) est absent des préoccupations des ONG. Le refus du politique est le pendant du refus de l'économie au nom de l'action bien-pensante qui a servi de viatique pendant des millénaires aux promoteurs du développement. Les ONG vont plus loin dans leur égotisme quand elles dénoncent les entreprises privées qui sont elles aussi un moteur du développement, trouvant le graal intellectuel dans le concept vide de « communs » désormais à la mode alors qu'il signifie seulement ce que détestent les ONG : l'Etat et le marché[213], deux refus qui sont pourtant les deux conditions du développement en Europe.

Les ONG ont pris le pouvoir narratif dans l'écosystème sans se donner les moyens intellectuels du développement. Faute d'analyses, leur innocence les met aux mains des plus puissants, aujourd'hui le libéralisme et demain, qui sait ? Leur seule arme est l'émotion qui permet d'accéder au registre affectif de l'opinion occidentale. En retour, l'opinion publique alimente les flux d'argent au gré de la communication émotionnelle. La communication donne accès à l'agenda international et le renforcement des ONG leur donne un accès aux aides gouvernementales et un strapontin dans les organisations internationales. Si le maître d'ouvrage du développement est les ONG, le maître d'œuvre est bien l'opinion publique manipulée par une communication professionnelle qui va du parvis de l'église aux campagnes périodiques contre la faim. Mais l'opinion publique est versatile et les ONG sont contraintes à donner une image d'unité. Cette faiblesse congénitale explique l'absence de réflexivité qui nourrit l'échec permanent alors que les gouvernements du Nord s'en tirent à bon compte en se déresponsabilisant sur les ONG.

L'écosystème de l'émotion n'exclut aucune association, aussi petite soit-elle, et il n'exonère personne de la responsabilité de l'échec. Tout donataire qui ne s'intéresse pas à l'efficacité de ses dons est coupable non seulement de l'échec, mais aussi de la liberté octroyée aux ONG de faire ce que bon leur semble, en particulier quand elles écartent la réflexion et empêchent d'explorer les causes de l'échec et les voies alternatives. Il est vrai que les ONG savent se défausser sur les chercheurs. Théoriquement indépendants, ces derniers sont plus coupables encore puisqu'ils font perdurer l'échec en excluant toute analyse critique des ONG du fait de leur rejet idéologique de l'Etat et du marché. On verra

[212] Les syndicats au Sud, parfois puissants, sont inféodés à des intérêts particuliers et des gouvernements qui les manipulent. L'opinion publique exècre leur corporatisme et leur corruption alors qu'ils peuvent être une partie de la solution du développement sans compter qu'ils font partie du contrepouvoir démocratique.
[213] https://www.cairn.info/revue-du-mauss1-2023-1.htm

comment se tissent dans la partie suivante les liens idéologiques entre chercheurs et ONG. On revient à la culpabilité centrale des ONG même si les chercheurs la partagent. Alors que chercheurs et ONG sont également coupables, l'opinion publique est en mesure de mettre tout le monde d'accord : couper les fonds et exiger une recherche indépendante pour envisager, par exemple, une mutualisation des fonds (dons directs et soutien mutualisé des prix agricoles en attendant une compréhension de l'efficacité du développement).

Une fois l'argent encaissé par les ONG, il faut qu'elles le déboursent. Que se passe-t-il alors ? L'argent est effectivement dépensé et aucune corruption n'entache les exercices budgétaires. Leur sincérité n'est pas non plus en cause quand elles cherchent à innover avec l'appui des organisations internationales, des chercheurs et des bénéficiaires dans le cadre participatif. Mais les actions menées de manière légitime (c'est-à-dire selon des principes reconnus) reposent toujours sur la doctrine d'un savoir qui aurait la qualité d'une médecine. En effet, les ONG ne se sont pas départies de l'idée que la pauvreté ou le sous-développement serait lié à un manque à combler : manque d'organisation, manque d'argent, manque de savoir, etc. Le savoir peu coûteux n'est pas contesté[214], ceci alors qu'il découle d'un paternalisme jamais loin du racialisme[215].

La sincérité des ONG se confirme également dans les procédures d'évaluation qu'elles ont contribuées à mettre en place précocement. Ces promesses étaient inscrites dans leur cahier des charges après les critiques du développement antérieur. Dans les années 1990, la prise de pouvoir contre la coopération bilatérale, pas toujours transparente il est vrai, a conduit les ONG à diaboliser le vieux développement sans commune mesure avec la réalité et sans interroger ses différentes facettes. Une stratégie sans nuance a le mérite non seulement de faire taire les braillards qui veulent en découdre, mais aussi d'éviter toute analyse sérieuse des obstacles au développement. D'un autre côté, la transparence était brandie de manière ingénue sans que les ONG soient assurées de connaître le succès. Et comme les échecs s'entassaient, une évaluation devenue indépendante effectivement aurait dû remettre en cause les ONG, ce qui ne fut pas le cas car le flux de dons ne tarissait pas. Elles ont alors trouvé des solutions pour que l'opinion publique continue à les financer : légitimation opportune par les scientifiques, bénédiction accordée par les gouvernements du Nord et renouvellement des modes de développement pour contourner les évaluations honteuses. On a vu plus haut comment les bailleurs de fonds contournent une évaluation d'ailleurs juge et partie : l'échec cinglant des comités participatifs pour réguler les usages de l'eau souterraine a été minoré en faisant valoir le « succès » des réunions d'information et de conscientisation. Aussi machiavéliques, les ONG ont inventé le tour de passe-passe magistral des modes de développement qui deviennent des évidences pour tous pendant une décennie. Quand une mode arrive : recherche-action, gestion de terroirs, développement durable, bonne gouvernance, éducation des femmes, microfinance, approches participatives, jeux de rôle, agroécologie, etc., elle s'impose subitement sans la moindre critique tant elle était attendue. Le renouvellement des espoirs est tel qu'il ne conduit pas à poser la question immanquable : mais pourquoi n'y a-t-on pas pensé plus tôt ? Personne ne s'interroge publiquement pour s'éviter des débats fâcheux. Et dix à quinze ans sont le temps nécessaire pour accumuler les échecs et envisager une nouvelle mode. La nouvelle mode doit toutefois rassembler le chapelet toujours plus étoffé des conditions nécessaires au développement car plus rien ne se fait aujourd'hui sans l'environnement, les femmes, le changement climatique, la biodiversité et bientôt les

[214] Le savoir indigène évite le biais racial sans remettre en question la doctrine du savoir. Les approches participatives serviraient aussi de moyen communautaire pour trouver une solution ensemble. Ces qualités verrouillent davantage l'impasse de l'approche participative.

[215] Qui décrète « qu'une société est raciste, sans qu'aucun de ses membres ne le soient de manière consciente et intentionnelle » : https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/le-tour-du-monde-des-idees/le-racialisme-ou-la-perversion-de-l-antiracisme-2622909

intersectionnels. Aussi l'agroécologie pourtant décriée par les chercheurs est devenue faute de mieux la nouvelle panacée. Si ce thème a redonné un peu de lustre aux agronomes marginalisés avec la Révolution verte, la génération qui s'est emparée de l'agroécologie est faite principalement d'écologues et d'anthropologues sans connaissance en agriculture, ni en histoire du développement. Ces chercheurs servent uniquement à neutraliser la controverse de la génération précédente. Le changement de discipline et de génération est nécessaire à l'oubli.

Les doutes sur une mode de développement qui accumule les échecs obligent les ONG à en concevoir une nouvelle. Les pistes sont restreintes car elle doit intégrer les conditionnalités cumulatives que les ONG ne cessent de défendre dans la quête de la société idéale. Tant que l'élixir n'est pas trouvé, la mode ancienne perdure avec des échecs toujours plus inconfortables. On prend alors n'importe quoi dès lors que la mode bénéficie d'un consensus minimum, l'efficacité n'étant jamais prise en compte. L'attente est telle qu'elle explique l'embrasement de tout l'écosystème y compris dans les organisations internationales et chez les chercheurs. Inutile de dire que la recherche d'une panacée est le moment que choisissent les acteurs marginaux (entreprises, administrations, chercheurs d'autres disciplines) pour avancer leur propre solution car le gros lot vaut la considération des pairs et des financements pharaoniques. Une fois la mode installée, elle explique après-coup les échecs passés. Quant aux évaluations de projet, elles retrouvent leur innocence et leur prétendue objectivité, d'autant plus facilement d'ailleurs que la multiplicité des objectifs permet toujours d'en trouver un qui autorise la vanité.

La société civile confisquée par les ONG joue sur deux stéréotypes : au Sud, la dénonciation des désastres au nom de l'histoire coloniale ; et au Nord, le retard et la pauvreté du Sud sans s'attarder sur l'inégalité et la corruption et sans évoquer frontalement le colonialisme. Les deux messages ne doivent pas donner l'impression au Sud qu'il aurait une responsabilité dans le sous-développement ni au Nord que le Sud aurait les moyens de s'en sortir par lui-même. Les ONG de plaidoyer qui reconnaissent la lutte politique, comme Amnesty International, sont maintenus à distance pour éviter d'empiéter sur les arguments dépolitisés des ONG D-E. Ces dernières n'ont d'ailleurs pas le choix puisque leur financement dépend de leur image. Seules la médiatisation, la victimisation et les dénonciations simplistes permettent aux ONG de durer sans qu'elles n'arrivent jamais à comprendre le développement avec son lot de corruption et d'inégalité d'origine précoloniale.

En résumé, l'influence acquise par les ONG est de nature morale au sens qu'elles jugent les réalités sur la base d'une cité idéale ointe par le bien alors que le mal serait le Nord perçu par son avidité plus que comme une piste de développement (comme l'Asie l'a compris). La leçon évidente que devraient tirer les ONG de cette peinture morale devrait être le divorce du Nord et du Sud, mais comme elle entraîne corrélativement le sabordage des ONG, ces dernières évitent d'aller au terme de la réflexion. Toujours est-il qu'elles exercent une influence sur l'opinion publique occidentale, les gouvernements du Nord, les chercheurs (ni Etat ni marché) et les organisations internationales. On voit dans le chapitre suivant que cette influence est portée par plusieurs niveaux (appelés *rideaux*) d'acteurs pour qui les ONG D-E sont les marionnettes destinées au Sud de leur propre combat au Nord. Les administrations du Sud sont également sous l'influence indirecte des ONG du fait des expertises conduites par les chercheurs et de la médiatisation de la dénonciation qui semble tout expliquer, comme le montre la vogue de l'approche participative dans les agences fédérales. L'urgence pour un vrai développement est donc double : en terminer avec les ONG et divorcer du Nord. Les ONG sont donc sur le fil du rasoir. Elles sont acceptées au Sud tant qu'elles ne font pas d'ingérence ; et elles occupent un créneau étroit entre les demandes de l'opinion occidentale (actions, émotions et peu regardante sur l'efficacité), le libéralisme général et l'acceptation apolitique des pays récipiendaires. Aussi ne peuvent-elles

nullement influer sur les politiques de prix ou la liberté syndicale. Mais leur influence est grande, néfaste et appelée à durer si on n'y met pas le holà.

Acteurs du Nord par rideau

Les arrière-plans du développement

Les ONG opérant au Sud, non seulement dans le développement et l'environnement mais aussi dans l'humanitaire et les droits de l'homme, sont sous la coupe des associations, philanthropes, *think tanks* et fondations qui œuvrent dans les pays riches. Ce tissu progressiste qui a pignon sur rue avec des rapports publiés dans les presses nationales côtoie la sphère publique sans frayer ni avec les syndicats par apolitisme apparent ni avec la religion par gauchisme revendiqué. Si de nombreuses associations ne sont pas partisanes, par exemple celles regroupant les personnes souffrant d'une maladie ou les Restaus du cœur, une part d'entre elles sympathise avec les partis politiques dans un jeu d'accroissement mutuel d'influence sans accointance tangible. D'un côté, les associations de droite perpétuent l'humanisme chrétien et, de l'autre, le radicalisme environnemental et le développentalisme prospèrent à gauche sur la culpabilité coloniale. Une association comme France-Libertés est suffisamment proche du politique pour que des fonctionnaires et des élus s'en plaignent. Il ne fait aucun doute que la gauche a le leadership de la médiatisation et qu'elle polarise l'ensemble associatif, son radicalisme marginalisant une droite plus frileuse. En même temps, la surenchère morale et la dénonciation du système écartent les bonnes volontés que couronnent, au somment des degrés d'engagement, les défenseurs les plus purs de l'environnement, des minorités et des droits de l'homme. Le grade le plus élevé est assimilable aux marxistes d'antan, grade aujourd'hui associé à une collapsologie bon enfant et à la *deep ecology* anticapitaliste[216]. Si la mouvance associative est orientée par les engagements purs tout en restant apolitiques, la palme peut être décernée à la collapsologie dont l'entrée en scène fut tapageuse dans les années 2020. Les tensions existent entre les courants, mais le brouhaha postmoderne rend plus audibles les plus engagés. Inversement, l'animalisme (défense des animaux qui privilégie l'animal à l'homme) et le véganisme sans ancrage politique marqué créent des micro-identités teintées de pessimisme comme en témoigne un militant : « Le député des Landes, Emmanuelli, classé comme étant à gauche du parti socialiste intervient pour la défense du foie gras, j'ai du mal à me dire que je suis à gauche, si ça veut dire avoir ça de commun avec lui. De fait, je me sens plus proche de Brigitte Bardot, même si j'ai de la haine pour certaines de ses idées[217]», comme si le progressisme s'écartait de l'humanisme.

La fabrique du consentement ne tient donc pas aux seuls acteurs engagés dans l'action de développement ou à leur lobbying auprès des sièges des organisations internationales. L'écosystème du développement dépend intellectuellement du deuxième rideau constitué par les associations de gauche ainsi que du troisième rideau plus ample de l'opinion publique. La porosité des rideaux conditionne les engagements dans le développement : sympathisants, donateurs et indifférents, les indifférents ne manifestant aucune opposition de principe. Le troisième rideau de contexte inclut aussi des acteurs puissants (syndicats, partis politiques, gouvernements) sans contrôle des ONG sauf au cas par cas par les subventions ou la création d'une ONG sans se rendre compte que les ONG sont

[216] Le mécanisme soft qui tend à la mainmise des plus purs dans la radicalisation est explicité par deux journalistes à propos du parti La France insoumise : « Au sommet, Jean-Luc Mélenchon invite certains cadres à partir. A la base, des militants s'en vont, dégoûtés par l'affaire Quatennens. Sur le terrain, les lambertistes du Parti ouvrier indépendant (POI) s'implantent et alimentent les soupçons de surveillance » : https://www.lemonde.fr/politique/article/2023/06/15/a-la-france-insoumise-verrouillage-a-tous-les-etages_6177718_823448.html

[217] https://www.question-animale.org/sites/default/files/la-droite-et-les-animaux.pdf

enserrées dans une résille serrée et ne peuvent être qu'une entité du temps présent. Le quatrième niveau est le régime politique qui sert de cadre temporel et culturel à la liberté d'agir.

Avant de détailler les liens intellectuels et politiques avec le deuxième rideau, examinons la toile de fond. Alors que la scène ou premier rideau est occupée par les ONG et les organisations internationales, ces dernières bénéficient des libertés qu'autorise la démocratie du dernier rideau. Avec le droit d'association et celui d'expression, la démocratie est propice aux narrations qui fabriquent le consentement dès lors qu'une légitimité minimale est en jeu. La démocratie est sujette aux jeux d'influence y compris de la part du monde associatif. Et personne ne croit plus à une information ou à des médias neutres même si tout le monde joue la sincérité et brandit des chiffres à foison. Car l'opinion publique, qui est le troisième rideau, est devenu un enjeu à gagner. Elle existe sous tous les régimes et tous temps mais elle a pris de l'importance depuis que les rois de France ne tenaient compte que de l'opinion parisienne. La démocratie en fait un acteur majeur non seulement du fait de la frange versatile de l'électorat sensible aux émotions ou peu assuré de ses valeurs, mais encore par les rumeurs (par exemple touchant les institutions) qui obligent à des postures défensives de la part des responsables politiques[218]. Depuis les réseaux sociaux, l'opinion publique est travaillée par les dénonciations permanentes issues de mouvances (tissu associatif inclus) qui confirment les biais, façonnent l'agenda des causes et imprègnent la société de valeurs pessimistes ou populistes. Alors que les sociologues obnubilés par les dominations de classe estiment que ni l'opinion publique ni la légitimité n'existe, on voit mal ici ce que l'écosystème sociétal doit aux classes sociales. Ils se sont alors mis dans l'incapacité d'expliquer pourquoi l'opinion publique est devenue un enjeu de légitimité et de consentement qui passe par une information partielle sans que le citoyen ne puisse jamais accéder à une information plus complète[219]. En résumé, le consentement est la prise en otage du citoyen par ceux qui se contentent de pourvoir une cause en éléments à charge, que ce soit le dossier des retraites en 2023, de l'eau[220] ou de l'énergie nucléaire. Non pas que l'information vérifiée n'existe pas, mais il suffit d'insuffler le doute avec des indices qui ont l'apparence de la réalité pour que le citoyen lambda ne puisse jamais se faire son opinion (sauf à devenir un expert d'ailleurs marginalisé quand on lui oppose une myriade d'anecdotes). Le jeu antidémocratique a toujours fait partie de la démocratie.

Le développement est affectif tant avec l'extrême-droite qui veut fixer chez lui le migrant potentiel qu'avec l'aide aux innombrables damnés de la terre. Il l'est encore avec les jeunes qui veulent voyager pour aider leur prochain sans être en mesure de comprendre. Retenir ou pas son jugement revient au même. La base charitable est variée et le développement occidental n'est pas près de se terminer. Il faudrait pourtant informer sur la durabilité des projets et l'absence incroyable d'une base de données sur les projets passés, y compris dans les instituts de recherche spécialisés[221]. Mais le développement ne sera pas un sujet politique car l'enjeu dans l'agenda électoral est mineur et clivant au sein d'un parti. L'information faisant défaut, le chercheur lambda est condamné à évoquer une expérience personnelle remise en question par ce qu'un autre considère comme un succès. Or tant que l'ONG soutient un projet, personne ne peut trancher entre succès et échec et on pourra toujours évoquer la

[218] Dénoncez, dénoncez, il en restera toujours quelque chose : la paraphrase n'a jamais été aussi pertinente.
[219] Pour certains, l'information n'existe pas et les problèmes sont intrinsèquement « sournois » : https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/03/29/la-transition-energetique-ou-la-reforme-des-retraites-sont-des-problemes-sournois_6167424_3232.html Ces *wicked problems* sont comme les communs ou la dépendance au sentier : un raccourci d'ignorance technique et sociale qui fait souvent le jeu idéologique.
[220] Cf. Une autre histoire de l'environnement.
[221] « Étonnamment, la question de l'évaluation de ces petits projets, "participatifs" et "solidaires", demeure insolite en comparaison de la réputation que les ONG ont par ailleurs acquis » : Alain Piveteau, 2004. Evaluer les ONG. Paris : Karthala, 384 p.

demande sociale pour le justifier (voir la discussion plus haut). Dans ce cadre asymétrique où l'émotion et les promesses ont pignon sur rue faute de passé et de connaissances, le développement à l'occidental a des beaux jours.

La possibilité de la science pour des certitudes ouvertes au doute

Les **certitudes** ne sont pas un phénomène récent puisque les agronomes anciens prétendaient disposer d'un savoir suffisant pour agir alors qu'il était insuffisant pour être efficace. Le développement actuel n'a pas changé de mode de pensée et le savoir des usagers rassemblés dans l'approche participative ne fait pas mieux que jadis : le **savoir partiel** non seulement verrouille la recherche d'alternatives mais aussi bloque l'analyse **scientifique** potentiellement utile à long terme. La certitude étroite de la mode actuelle de l'agroécologie procure le même sentiment de bien-pensance que chez les Anciens persuadés des vertus de leurs préconisations. Si les certitudes sont la cause de l'échec, la question devient : **comment dépasser** l'obstacle des certitudes partielles dans une démocratie ? Remettre la science dans sa tour d'ivoire, du moins la soustraire aux usages inconséquents, pourrait être une piste pour abaisser les prétentions au savoir non consolidé, mais cette relégation n'écarterait pas le savoir participatif ni les chercheurs donnant leur caution aux uns ou aux autres. Chacun puise sa certitude aux meilleures sources sauf que la certitude de l'un n'est pas celle de l'autre. Et même si les certitudes étaient uniformes, comment savoir si elles s'approchent de l'efficacité ? La réponse est simple : elles s'en approchent si le détenteur d'une certitude est ouvert aux arguments, s'il met sur la table ce qui étaye sa certitude et s'il admet un doute. Malheureusement l'approche habermassienne n'a jamais fonctionné car un argument, par le processus de « montée en généralité », sert à occulter un ressenti ou une idéologie personnelle : révolutionnaire chez les Soulèvements de la Terre ou *Extinction Rebellion*, politique chez les élus, commerciale chez les bourgeois, etc. On passe alors des heures à discuter sur une expertise qui n'est jamais sans biais et n'a pas réponse à tout (dans le domaine prévisionnel) sans jamais évoquer les intérêts de chacun. Mais exclus les extrémistes et le savoir irréprochable, reste **la possibilité du doute**. Encore faut-il que les associations « ouvertes » aux argumentations multiples ne s'appuient pas opportunément sur des « groupes de choc », comme à Sivens ou contre la ligne ferroviaire Lyon-Turin, afin de médiatiser leur cause. Dans un monde liquide où discours et groupes sont manipulables, ni le débat ni la recherche ne peuvent être conduits.

L'avantage de la science n'est pas de déboucher sur l'action efficace, mais de cumuler les savoirs jusqu'à ce qu'elle puisse l'être un jour. La difficulté est de rendre la science indépendante pour éviter les chercheurs pris à parti ou qui prennent parti comme chercheur dans les enjeux sociétaux. La science a un autre avantage : elle peut se tromper et être efficace. Se tromper de manière scientifique n'a pas empêché des avancées tangibles comme ce fut le cas des prévisions issues de l'astronomie ptolémaïque, de la géométrie euclidienne et de la physique newtonienne. En effet la science a deux avantages : un modèle (faux) élaboré sous l'égide de la science fournit des prévisions fiables dans certaines limites ; et l'accumulation des résultats incompatibles avec le modèle conduit à son changement. Il en irait de même des SHS remises en question si d'autres normes et idéologies ne prenaient pas la place des précédentes sans souci de méthode. La 3ème partie montre que les SHS ces dernières décennies n'ont jamais pris le chemin de la science. Dans le domaine des SHS où quelques certitudes permettent de briller, le débat est insignifiant sauf quand il touche aux idéologies. Il ne tranche jamais sur les données pour la même raison d'Extinction Rebellion qui cache ses motivations car l'idéologie permet d'exister quand prévaut l'ignorance. Cette idéologie fondamentale n'envisage nullement d'écouter un tiers et elle ne cherche que la légitimité auprès des pairs[222]. La connaissance

[222] Qui fait écho à Blaise Pascal (Pensées) : « Mais dans l'esprit de finesse les principes sont dans l'usage commun et devant les yeux de tout le monde. On n'a que faire de tourner la tête ni de se faire violence, il n'est question

des sociétés n'est ni son crédo ni son horizon intellectuel. On peut reconnaître que la vérité n'est pas facile dans un monde régi par autant de chausse-trappes, on doit surtout se rendre compte que les préjugés n'ont cessé de croître depuis la professionnalisation des SHS. Une « complexité » incomprise parce que construite sert aux intellectuels à dénoncer une « impossibilité » commode pour prêcher la morale, l'idéalisme ou la révolution. Et si la science fonde l'efficacité, les SHS ne parviendront jamais ni à l'une ni à l'autre.

Les certitudes actuelles méritent d'ouvrir une parenthèse. Les exemples de certitudes sont légion, telle la religion, certaines confessions étant devenues un repoussoir à droite alors que l'agriculture industrielle et la chasse le sont pour la gauche. Et même si les engagements sont peu soutenus dans l'opinion publique, la polarisation sociale place les Etats au cœur des contradictions qui, pour la religion, concernent le toujours-mauvais compromis entre paix sociale et liberté des cultes. Cette tension politisée autour de l'intégration et/ou la protection des minorités se traduit par des narrations simplifiées qui opposent les croyants et les non-croyants (les mécréants pour certains) dont on tire des conclusions hâtives : « De vastes secteurs de l'opinion publique se sont déshabitués de l'exercice le plus ordinaire des convictions religieuses, et ils ont alors tendance à identifier partout des amorces de fondamentalisme. En conséquence, ils se croient autorisés (…) à fixer le cadre d'une nouvelle bienséance de la civilité démocratique qui marginalise l'échange religieux[223]». Cette affirmation est d'ailleurs étonnamment générale si on veut bien changer de thème : « De vastes secteurs de l'opinion publique se sont déshabitués de l'exercice le plus ordinaire **de la ruralité**, et ils ont alors tendance à identifier partout des amorces de fondamentalisme **agroindustriel**. En conséquence, ils se croient autorisés (…) à fixer le cadre d'une nouvelle bienséance de la civilité démocratique qui marginalise **le monde paysan** ». Pas directement concernée mais versatile et jamais loin des thèses simplistes, l'opinion publique est devenue l'enjeu des certitudes. Succédant à la modernité qui a pu suggérer un progrès dans la civilisation démocratique, la postmodernité a gâché cette illusion car elle a lâché les chiens. Et l'illusion a laissé paraître ce qui n'était qu'indifférence ou mise sous tutelle des paroles vindicatives (par l'humour ou par le sentiment d'appartenance à une génération de changement). Que le pessimisme revienne et resurgissent les récriminations.

Dans une Europe areligieuse, les religions identitaires qui s'affichent crispent les groupuscules. La contradiction est amplifiée par l'universalisme qui, sur la laïcité, produit des débats sans fin[224]. En France, l'islamo-gauchisme des uns (ailleurs c'est le wokisme) et les projections apocalyptiques du « grand remplacement » des autres chauffent les esprits à chaque événement ou provocation : signes distinctifs, circoncision, pratiques bouchères, violence, etc. Pourtant, les groupuscules seraient narrativement inoffensifs si chacun retenait son jugement tant que l'émotion à fleur de peau interdit le débat. Les chercheurs devraient se pencher sur les causes de cette émotion qui oblige une population tolérante à prendre parti[225]. On notera que l'environnement est à la même enseigne entre une population sensible à l'écologie et des postures radicales qui obligent chacun à défendre sa position. Dans les deux cas, le débat est impossible tant qu'il est polarisé. Dans l'Islam, la grande

que d'avoir bonne vue. Mais il faut l'avoir bonne, car les principes sont si déliés et en si grand nombre, qu'il est presque impossible qu'il n'en échappe. Or l'omission d'un principe mène à l'erreur. Ainsi il faut avoir la vue bien nette pour voir tous les principes, et ensuite l'esprit juste pour ne pas raisonner faussement sur des principes connus. Tous les géomètres seraient donc fins s'ils avaient la vue bonne, car ils ne raisonnent pas faux sur les principes qu'ils connaissent. Et les esprits fins seraient géomètres s'ils pouvaient plier leur vue vers les principes inaccoutumés de géométrie ».

[223] https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/03/31/les-frontieres-mouvantes-de-la-liberte-religieuse-en-europe_6167696_3232.html

[224] https://hal.science/hal-02907306/document

[225] Toutes choses égales par ailleurs, un pays multicommunautaire en guerre civile conduit les indifférents à prendre parti (Yougoslavie, Lybie, etc.)

majorité des musulmans ne fait aucune surenchère sur les caricatures de Mahomet ou sur les criminels isolés.

Alors que la société occidentale est devenue hypersensible aux échos amplifiés venus de petits écosystèmes à droite comme à gauche, le seul résultat est le malaise, le rejet et le populisme, et nullement l'avancée d'une cause ou d'une autre. Face à la crispation, la responsabilité de tous est engagée car une société policée n'a plus les vieux (et immondes) garde-fous du bouc-émissaire dans les communautés[226] quand la société morale de nos jours ne recourt plus à l'humour qui désamorçait les provocations les plus affligeantes. Dans une société polarisée, seule la raison rend raisonnable en marginalisant les fauteurs de doute. Encore faut-il une analyse sérieuse des phénomènes en jeu pour produire, si les résultats ne sont pas explicites, le doute constructif et la discussion. Car rien n'est univoque dans le domaine humain et le théologien cité ci-dessus se méprend sur les motivations de ses ouailles. En effet, la croyance pure est inséparable des pratiques qui, elles, peuvent être surdéterminées par l'appartenance à un réseau de solidarités. La vision tronquée arrange les convictions de chacun mais procure de fausses certitudes. Les intellectuels ne dérogent pas à la polysémie sociale. Quand un professionnel de la religion, de la philosophie ou de la recherche ne comprend pas (et les raisons de ne pas comprendre sont multiples), ce n'est pas le doute qui l'anime ni la science qui l'inspire, mais un simplisme teinté de société idéale[227] qui satisfait à court terme les attentes mais aiguise le relativisme et la méfiance.

La postmodernité émancipe et, du coup, pousse chacun à confirmer sa vérité. Le doute postmoderne n'est pas de nature scientifique, mais populiste car il porte sur les institutions qui contredisent les vérités personnelles. C'est le règne de la déconstruction chez les savants et de la dénonciation chez les activistes. La multiplication de l'exercice conduit à la post-vérité tribale qui, une fois purifiée de toutes nuances et de tous doutes, devient « La » vérité du moment. Aussi le capitalisme, le patriarcat et la colonisation qui détruisent la planète sont-ils vilipendés de concert chez les fétichistes des dominations. Le jugement moral sert de guide à ceux qui veulent en découdre, qui sont d'autant plus nombreux que l'atmosphère est inquiète. Il suffit de la certitude d'une anecdote ou d'une donnée hors contexte pour dégommer les experts sérieux.

Dans les cadres modernes de la loyauté envers une cause et postmodernes des causes radicales, la fabrique du consentement est verrouillée par les certitudes fermées[228]. Dans la religion, le tunnel Lyon-Turin ou les méga-bassines, a-t-il jamais existé une information qui ait été partagée et discutée au sens du *gentleman agreement* ? Pour ce faire, il faudrait s'accorder sur le socle des données partagées, sur celles plus incertaines et sur les données manquantes. Les données éventuellement associées à des savoirs partagés (s'ils ne sont pas partagés, on en reste aux données) n'évitent pas les controverses, mais déjà elles écartent les propositions hasardeuses, instillent le doute constructif et fondent un consensus initial. Outre les compétences variées (à l'exclusion des SHS qui ne montrent pas une connaissance technique minimale), cette étape est ouverte aux citoyens informés qui ne cherchent ni à refaire le monde, ni à créer une publicité pour la cause qu'ils défendent. Seront écartés autant les militants experts que les militants peu avertis, qui se manifesteront dans d'autres arènes. Il

[226] Avec le bouc-émissaire, une théorie évoque l'apaisement après l'acmé d'une crise où chacun se sentait partie prenante de la responsabilité collective.

[227] Par exemple : https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/03/30/la-lecon-inaugurale-de-didier-fassin-au-college-de-france-ce-qu-on-appelle-crise-est-toujours-une-construction-sociale_6167629_3232.html

[228] Deux exemples de certitudes qui ne s'encombrent d'aucune critique : un éloge de Pierre Rabhi et la nième dénonciation par un spécialiste de permaculture. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/10/13/pierre-rabhi-la-main-verte-de-sankara_4788520_3212.html et https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/01/19/pour-faire-face-aux-secheresses-il-faut-avant-tout-revoir-les-usages-de-l-eau-et-repenser-les-systemes-agricoles_6158491_3232.html

ne s'agit pas non plus de déséquilibrer les finances publiques quand on sait que n'importe quelle cause est très coûteuse. Des scénarios économiques seront nécessaires et éventuellement l'agenda politique ou un référendum déterminera ce que le pays sera prêt à dépenser au détriment d'autres dépenses. Mais avant, la deuxième étape présentera les données structurées et interprétées à une assemblée citoyenne pour un état des lieux sans chercher encore des solutions, lesquelles passent nécessairement par le filtre politique qui intègre les paramètres économiques et sociaux. L'objectif est de fournir au citoyen-élu une information digne de foi sans prétendre à l'explication globale. Réduire la désinformation réduira les attitudes par défaut de la prudence (*exit*), de la foi dans l'information idéologique (*loyalty*) ou des vagues d'indignation (*voice*). In fine, les lois seraient moins prises sous le coup de l'émotion. Du côté non pas des décideurs mais des influenceurs et des intellectuels, leur responsabilité n'est jamais prise en compte : si des philosophes, des religieux ou des penseurs sont suivis par les certitudes qu'ils fournissent à la société, il existe aussi des situations où la reddition de comptes pourrait être exigée au-delà de l'argumentaire du moment. En effet, un argumentaire peu documenté qui influence pourrait être l'objet d'une demande de comptes. La transparence publique et la responsabilité devraient toucher tout le monde. Les choix partisans font la démocratie, mais ils doivent être argumentés.

L'aptitude à la négociation relève autant du domaine politique que culturel comme le montrent les pays germaniques[229], dont les capacités « à tous les étages » ont incontestablement influencé le philosophe Jürgen Habermas. Mais dans un environnement troublé, chacun doit exercer sa responsabilité. L'opinion publique n'est évidemment ni le plus petit commun dénominateur ni la somme des parties puisqu'elle peut toujours basculer pour des raisons variées. Dans les faits, les changements sont tendanciels avec l'acceptabilité ou le refus des minorités (chasseurs, agriculteurs, tauromachie, homosexuels, etc.), la considération pour les produits bio ou encore l'appétence pour l'eau du robinet et le rejet de la peine de mort. Dans le développement, l'opinion occidentale pourrait changer pour différentes raisons : arrêt simple de financement, inefficacité récurrente, repoussoir des thèmes de gauche, crainte des philanthropes, etc. L'information sur les échecs peut suffire, mais qui s'y collera ? Les responsables politiques, les organisations internationales et les instituts de recherche sont suiveurs[230]. Il suffirait pourtant d'une base de données des projets de développement pour établir de manière indubitable l'échec permanent. Les gouvernements suivront l'opinion et abandonneront les enfants chéris si longtemps supportés et devenus insupportables que sont les ONG. Privatiser le développement n'est peut-être plus une option. Les spots publicitaires pour lutter contre la faim, la pauvreté, le réchauffement climatique, etc. continueront, mais le citoyen peut exiger une aide efficace. Une fois la confiance perdue, le donateur critique continuera ses dons après les spots émotionnels, mais il appuiera différemment les ONG. L'opinion publique a entre les mains la possibilité d'éradiquer les ONG. Il se trouve que le développement au Sud, à la différence de l'écologie, n'a rien de révolutionnaire et justement parce qu'il indiffère, il laisse le champ libre aux ONG. Mais aussi parce que le développement, du fait de l'hégémonie libérale, est à la marge des grandes controverses et des certitudes politisées, son sort est encore plus facilement entre les mains de l'opinion publique.

[229] Les congés payés obtenus par la grève en 1936 en France étaient déjà acquis depuis 1908 dans plus des deux tiers des entreprises en Allemagne où la négociation se fait par branche : Roland Théron, 2015. France-Allemagne, une histoire commune. Épisode 3: Paysages de vacance

[230] Les guerres de l'eau qui avaient la faveur des médias, de l'opinion publique et des ONG illustrent le changement d'opinion après que l'université d'Oregon a dévoilé leur inexistence.

Un deuxième rideau politique

Reste à examiner le deuxième rideau du terreau intellectuel hors duquel les ONG ne pourraient bâtir leur empire. Par exemple, le promoteur français de l'agroécologie en Afrique dans les années 1980 fut mis en avant par une *fan zone* de rideau 2 où la permaculture et l'agriculture bio se mêlaient de sécurité alimentaire, de sobriété, de bonheur et d'une forme de spiritualité. Aussi quand Pierre Rabhi rassemblait en plein Sahel ses composts et l'eau nécessaires à ses plants cultivés, des charters de touristes faisaient le détour[231]. Cette renommée naissante, qui rappelle Parmentier vu plus haut, est construite ici par des militants portés par un idéal qui les conduit à ignorer les chercheurs conscients à l'époque de la futilité de tels essais dans un Sahel qui manque d'hommes et enclin au risque climatique. En termes de propagande, la « nouvelle agriculture » de Rabhi bénéficiait de l'appui du jeune président Thomas Sankara qui rejouait le rôle d'un Louis XVI. On peut pousser plus loin la comparaison non pas avec la fin tragique des deux personnages mais avec Blandine, la sœur de Sankara, qui, à la manière de Marie-Antoinette, porte à bout de bras la filière de la permaculture. Le frère se méfiait de l'agronomie « coloniale » et était à l'écoute des narrations alternatives. Plus tard, la renommée de Rabhi s'est consolidée dans les préparatifs d'une campagne présidentielle en France. Avec la « sobriété heureuse » déclinée en livres à succès, Rabhi retrouvait la vieille démarche pélagienne qui place l'individu au centre du salut personnel. Sage désuet, il s'accordait à l'individualisme postmoderne où toute idée est bonne à prendre sans se préoccuper des experts. Mais sa philosophie positive de la vie fut elle-même dépassée par les philosophes du pessimisme. Quoi qu'il en soit, le deuxième rideau dans les pays occidentaux est composé des associations entre politique et spiritualité devenues précocement (avant les réseaux sociaux) des influenceurs transmettant leur bonne volonté et construisant le leurre d'actions dirigées contre le « système ». L'échec est à la hauteur de l'exaltation des disciples et la responsabilité de tous devrait être reconnue.

Hérétique jadis, pacifiste avant-guerre, marxiste hier, la gauche[232] lie dès 1990 droits de l'homme, lutte contre la pauvreté et protection de l'environnement. Mais les réalistes de gauche doivent vite déchanter et composer avec une gauche de la surenchère morale. Une partie d'entre eux fuit alors le jusqu'au-boutisme qui abandonne à la fois l'esprit républicain et la base populaire. Cette gauche désormais sans gouvernail face aux émancipations suit les donneurs de leçons pour qui tout est bon pour s'élever en abaissant le monde dans un relativisme inconséquent. Dans le domaine de l'environnement, des ponts sont jetés vers les jardins urbains, l'animalisme, le développement personnel et une spiritualité jamais loin d'une quête de salut[233]. Les humanistes mous[234] se heurtent aussi à ceux qui souhaitent abolir la différence entre droite et gauche au nom d'étroites convictions qui se neutralisent mutuellement. Autant dire que la recherche d'une narration et du personnage providentiel pour l'incarner est un objectif désespéré alors que cet éclatement instille le doute populiste qui, de gauche, rejoint effectivement celui de droite[235]. Le répertoire d'actions n'est plus la

[231] https://www.point-afrique.com/de-gorom-gorom-a-maaden-el-ervane/

[232] La gauche a une responsabilité énorme dans le sous-développement, mais la droite n'aurait bien sûr pas fait mieux.

[233] En mars 2023, on voit les défenseurs de n'importe quoi s'animer : la garrigue pourtant vaste et floristiquement limitée, une usine d'électronique à Grenoble gourmande en eau et une ex-secrétaire d'Etat à la condition féminine s'exhiber dans Play-Boy au nom de la maîtrise de son corps (et au détriment de la cause féminine).

[234] La plupart des gens sont humanistes, mais sur le plan politique, chaque groupe politique pousse l'humanisme dans ses retranchements : humanisme chrétien, puis communiste (pour les pauvres) puis de la gauche des minorités. On note que c'est davantage l'intérêt politique qui prime car les chrétiens ne s'occupaient pas de politiser les pauvres alors que c'était le but affiché des communistes quand la gauche des minorités ne s'occupe nullement des pauvres.

[235] Populisme défini comme la remise en cause des institutions et des élites.

seule mobilisation de masse comme sous le communisme puisqu'il se nourrit principalement de l'individualisme abâtardi par les réseaux sociaux. Faute de masses et face à des gouvernements d'équilibristes, le répertoire d'actions sans ligne directrice s'éparpille sous le sceau d'une émancipation généralisée des autorités, des experts et des institutions[236]. Alors que les partis politiques sont déconsidérés et les syndicats abandonnés, les associations et les médias mettent en difficulté les gouvernements successifs (quelle que soit leur couleur politique) qu'ils font passer au mieux pour des menteurs, des impuissants et des incapables, au pire pour des pourris. La dénonciation morale va vers le mieux-disant, autrement dit vers le message le plus simple et le plus populiste : néocolonialisme responsables du sous-développement ; institutions responsables des crises au Nord[237]. Les experts discrédités ne servent pas de garde-fous et il n'est pas impossible qu'un charlatan prenne du pouvoir comme on l'a vu au début de la crise du Covid.

La bien-pensance épurée donne le ton et façonne une ambiance dans laquelle se coule l'écosystème du développement. Les ONG agissent au Sud avec des certitudes du deuxième rideau au Nord. Les ONG ne sont que le vecteur des problématiques morales sans la moindre notion d'efficacité. La dimension partisane s'estompe en se projetant au Sud mais les mots d'ordre sont bien issus de la gauche morale, agroécologie incluse puisqu'on a vu que cette mode vient des ONG, pas des experts. Avec les mots sirupeux qui renvoient au style pastoral, les ONG commandent le consentement du plus grand nombre et, avec la médiatisation, elles influencent les organisations internationales et les gouvernants du Nord. Les liens avec le politique ne sont pas immédiatement visibles car les ONG veulent apparaître apolitiques, mais ces liens doivent être décryptés avant d'imaginer une solution pour le développement. Et pour ceux qui doutent de ce lien, qu'il suffise de citer la récupération par les grandes ONG des ténors d'un parti socialiste dont l'écrasante défaite, en France, a conduit les perdants à utiliser l'expédient d'un emploi dans une ONG : Benoît Hamon engagé par une ONG travaillant avec les migrants ; Audrey Pulvar journaliste de gauche devenue présidente de la Fondation Nicolas-Hulot pour la nature et l'homme avant de devenir adjointe de la maire de Paris ; Cécile Duflot directrice générale d'Oxfam France ; Najat Vallaud-Belkacem directrice pour la France de l'ONG ONE en charge des plus déshérités et des maladies ; etc. Aucune frontière n'isole les deux mondes au point d'assimiler les deux aux lieux de pouvoirs. En Allemagne les liens partisans sont transparents depuis que chaque parti politique est associé à une fondation à qui le ministère de la Coopération économique et du Développement (BMZ) répartit l'aide publique en fonction de leur représentativité au Parlement[238] : la Friedrich Ebert (SPD) remonte à 1925, la Konrad Adenauer (CDU) à 1955, la

[236] Il existe encore des hommes politiques qui appellent, souvent de manière bornée, au retour à la vie civique dans certaines institutions : https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/08/23/jeremie-iordanoff-depute-ecologiste-pour-parer-au-reflux-de-la-democratie-il-est-necessaire-de-rehabiliter-l-engagement-partisan_6186271_3232.html

[237] L'accusation simpliste de colonialisme telle que : https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/08/03/le-coup-de-force-au-niger-demontre-les-limites-strategiques-d-une-puissance-moyenne-qui-n-en-finit-pas-de-purger-son-passe-colonial_6184378_3232.html, portée par une minorité, est nécessaire aux SHS dans leur ensemble et il faut se demander pourquoi. L'analyse idéologique trouve en effet des sympathisants parmi les chercheurs « objectifs » parce que ces chercheurs mous comme les « humanistes mous » n'ont, dans leur spécialité, aucune explication alternative à donner aux faits de société. Ils évitent de se mouiller, mais faute d'arguments à opposer aux militants peu nombreux, ils vont dans leur sens quand ils sont poussés « dans les cordes ». L'explication commode évite d'approfondir l'analyse sociale et de se remettre en question tout en étant du côté commode des ONG et des Africains quitte à les infantiliser. Ce lyssenkisme persistant en anthropologie éclaire l'ensemble des SHS.

[238] https://issuu.com/objectif-developpement/docs/chercher-accord-aide-publique-devel

Friedrich Neumann (FDP) à 1958, la Hans Seidel (CSU) à 1967, la Heinrich Böll (Les Verts) à 1984, la Rosa Luxemburg (Die Linke) à 2000[239].

Les ONG françaises reçoivent peu d'aide publique et vivent principalement des dons[240], moins de 10% alors que la part est de « 11 à 13 % en Belgique, et plus de 30 % pour l'Irlande ». Même proches d'un parti politique, les ONG demeurent indépendantes. Leurs actions suivent les mots d'ordre qu'elles mettent elles-mêmes en place. Leur responsabilité dans l'absence d'impact sur les sociétés récipiendaires est totale. Une médiatisation continue fait d'événements bouts-de-ficelle est efficace telle la remise de prix à des lauréats mis en scène comme les martyrs ou les résistants de la Seconde Guerre mondiale. La médiatisation est d'ailleurs le seul moyen de durer. Aussi France-Libertés a défendu l'eau à Medellin ainsi que « le peuple tibétain, les Sahraouis, les Kurdes, les guérilleros salvadoriens… » jusqu'à embarrasser le Quai d'Orsay. Le lien des ONG avec la sphère politique est de nature morale : à droite au nom de la charité et à gauche au nom des résistances.

Les avant-gardes du Nord qui défendent une société idéale selon un narratif de dénonciations entraînent les ONG dans la voie du « tout se vaut » en tout irréalisme et toute irresponsabilité. Mais le deuxième rideau n'est pas responsable même s'il est évidemment coupable et qu'il détient théoriquement une partie de la solution du fait qu'il peut orienter les ONG vers des pistes plus réalistes et réflexives. Mais comme il s'agit d'associations politiques, le combat les motive plus que la raison, libérant la marge de manœuvre des ONG dont le seul but est de préserver l'image d'apolitisme. Que les ONG reçoivent de l'argent des fondations partisanes, des gouvernements ou des dons privés, elles recrutent autant à droite qu'à gauche et leur indépendance intellectuelle et financière les rend intouchables. En contrepartie, les échecs récurrents leur sont totalement imputables. Au-delà d'une mouvance orientée à gauche, les fanfaronnades n'aident ni le collectif des ONG ni les récipiendaires de l'aide internationale. S'il faut chasser au plus vite les ONG de développement et d'environnement, par arrêt de l'aide publique et par la mutualisation des dons privés, il ressort que, dans le cas du développement (mais pas de l'environnement), la solution pour plus d'efficacité est entre les mains du Nord. Il ne s'agit pas de la nième mode de développement ou des aides microscopiques comme le microcrédit ou les marchés de niche (bio, éthique), mais d'une mutualisation des dons pour soutenir les prix et garantir un crédit productif aux pauvres. Dans un ouvrage précédent, j'avais pour l'environnement identifié le divorce pour que le Sud trouve des moyens adaptés, mais le développement reste une question économique où le Nord garde une certaine responsabilité.

Conclusion : Les invariants des dispositifs

Comprendre l'écosystème du développement exige d'écarter les interprétations retenues par les sciences sociales tant qu'on ne les a pas mises à l'épreuve. Non pas que Foucault, Boltanski ou un autre ait tort mais on peut se passer d'explications microscopiques. On doit d'ailleurs se méfier davantage du disciple qui les érige sur un piédestal : s'il les a compris, il n'a pas saisi le nanisme de l'explication (même si Foucault est un géant) faute de liens avec les réalités ; s'il ne les a pas compris, il s'en sert comme ersatz d'une interdisciplinarité qui n'en est pas une. Du coup, Foucault est inutile car la sociologie politique a suffisamment de vrais chercheurs qui sont les véritables piliers de la discipline. Idem avec Luc Boltanski et Laurent Thévenot[241] qui épargnent l'analyse un peu approfondie de

[239] La transparence n'empêche pas le financement d'ONG du Sud par les fondations catholiques et protestantes : sous couvert d'éducation environnementale, les programmes soutiennent la résistance contre les barrages : cf. Une autre histoire de l'environnement

[240] https://www.cairn.info/revue-mondes-en-developpement-2013-1-page-63.htm

[241] De la justification, les économies de la grandeur (1991)

l'analyse des discours et des légitimités. Le dilettante se contente de l'argument académique pour conforter une idéologie simplette à base d'intérêts égoïstes et de dominations. Il utilise les autorités intellectuelles pour justifier sa lecture de l'histoire alors qu'il ne tire aucune leçon de l'histoire de sa discipline. Jacques Bouveresse qui montre que les sciences sociales n'ont jamais tiré les leçons de l'affaire Sokal dénonce le manque criant de réflexivité comme on le verra dans le troisième chapitre.

Une fois le mérite des faits redécouvert, la compréhension de l'écosystème du développement exige de l'inscrire dans le temps long. La longue durée qui est la seule à révéler les permanences est rarement prise en compte à cause de la spécialisation des disciplines et, chez l'historien, d'une spécialisation par époque. Car débuter une saga à une date particulière sert simplement l'idéologie qui cherche à dénoncer un facteur comme le colonialisme, la civilisation industrielle ou le christianisme. Les comparaisons permettent, à travers les écarts et les similarités, d'étayer l'hypothèse culturelle. Le soubassement culturel est alors discuté pour identifier la propension à l'universalisme ou au localisme[242], à la liberté réglée, à la culpabilité, voire à la démocratie et à l'État de droit. Les invariants interrogent à leur tour d'autres aspects comme la curiosité envers autrui, la volonté de l'aider et l'échec de cette aide. La confiance accordée au savoir dans l'action peut aussi relever d'une forme de culturalisme avec ses dérives vers la tradition et les règles ou, au contraire, vers une liberté de penser qui s'affranchit des conditions du savoir. Dans ce dernier cas, cette liberté est synonyme d'inefficacité de l'action du fait d'un savoir partiel qui est seulement nécessaire aux certitudes de classes. A la différence des explications prêtes-à-porter dans le style des dominations libérales ou coloniales, l'approche culturaliste examine les contradictions d'une culture qui construit, par exemple en Occident, à la fois l'empathie universelle et l'échec du développement.

L'Occident est connu pour ses avancées dans les techniques et les progrès militaires ainsi que pour ses singularités dans le champ politique. Mais les facteurs de succès ne sont-ils pas les mêmes qui bâtissent son côté obscur ? C'est le cas du développement dont l'histoire dévoile un savoir dévoyé faute de régulation. Sans contrepouvoir, la bien-pensance et la manipulation des opinions qui fabriquent le consentement profitent des libertés sans en payer le coût ni les devoirs. Le développement est l'exception dans la démocratie libérale qui repose sur la concurrence, dans de nombreux secteurs, et l'efficacité. Le souhait d'aider les populations et les pays pauvres se nourrit doublement de la liberté : liberté de penser dans les démocraties (notoire encore chez les premiers sociologues comme Alain Touraine dans ses premiers écrits) et liberté d'agir pour construire l'histoire. Mais ces libertés, parce qu'elles sont sous la coupe d'idéaux : dignité de l'homme et éradication de la pauvreté, s'épargnent toute contrainte dont celle de l'efficacité. Plus exactement, les luttes pour la dignité et contre la pauvreté ne sont efficaces que dans les pays riches sans le moindre développement. Les libertés dont bénéficient le développement ne sont pas assorties d'un devoir

[242] L'universalisme se manifeste par la prétention à rechercher des lois générales, comme une religion monothéisme ou la science. Mais un sociologue comme André Frank contrecarre dans les années 1960 l'idée même d'universalisme occidental qu'on opposait au traditionalisme sous-développé en soulignant des variantes ou en s'appuyant sur la grande diversité des microsociologies. Il veut bien sûr démontrer les dominations : » de plus, nombre de ceux qui brandissent l'étendard de l'universalisme aux États-Unis et dans d'autres pays développés, le font pour camoufler des intérêts privés, donc particularistes, peu avouables ». Il ajoute à l'universalisme les « slogans universaliste tels que liberté, justice, démocratie, bien commun ; thèmes auxquels s'ajoutent le libéralisme économique du libre-échange, le libéralisme politique des élections libres, le libéralisme social de la libre mobilité sociale, enfin le libéralisme culturel de la libre diffusion des idées » qui permet de dénaturer les définitions et d'éviter tout débat : https://www.jstor.org/stable/40689395 Critique que reprendra Balandier: « La critique est excessive, mais elle n'est pas sans fondement » : https://www.cairn.info/sens-et-puissance--9782130545996-page-111.htm

d'efficacité qui, lui, existe dans les pays riches non pas par bien-pensance, mais par la lutte dans le cadre réglé de la démocratie.

L'écosystème du développement est devenu une machine professionnalisée qui a perdu ses repères. Au gré de la spécialisation, des réglementations et surtout des normes, les moyens consentis humains, financiers et savoirs auraient pu présider au succès tant qu'on pouvait penser que les sociétés d'accueil n'ont besoin que d'argent, d'organisation et de connaissances. Mais l'échec permanent, d'une part, et le refus d'intégrer les leçons de l'histoire européenne et asiatique, d'autre part, indiquent un problème systémique. Les sociétés ne se réduisent pas à ce qu'on pense d'elles et l'échec est bien lié à un écosystème imbu de lui-même. Dans la lignée sans cesse recréée qui magnifie le savoir partiel et les certitudes totales qui sont les deux nécessités minimales pour agir, le développement avorté est bien le fruit de l'Occident. L'échec non réflexif montre non pas un collectif organisé mais un écosystème irresponsable où chacun se pousse du coude pour prendre une place convoitée. La même culture qui a construit la curiosité et les universalismes nécessaires à son propre développement fabrique l'échec du développement des projets.

Partie 3 - Les Chercheurs

Les chercheurs sont perplexes devant le développement. Le vocabulaire évoque « une sorte de conglomérat de l'aide au développement », « un complexe » ou encore des « réseaux, coalitions ou forums qui, alliés à des organismes internationaux, forment un 'dispositif transnational de pouvoir'[243]». J'ai opté avec d'autres pour « l'écosystème social » qui ne dissipe pas davantage le flou ni la perplexité du lecteur. Tout au plus s'agit-il de rendre compte d'un objet sans organisation pyramidale et doté de pouvoirs évidents. Le développement serait-il une perle rare ou, dans le lexique économique, un « cygne noir » ? Plus simplement, les chercheurs en mal d'explication ne sont-ils pas obnubilés par le simplisme de la domination de classe qui écrase tout y compris le bon sens alors que le développement et les ONG servent des objectifs de quelques acteurs puissants ? Un autre secteur ressortit de cette configuration de la nébuleuse : le monde des sciences sociales. Car avec les mandarins institutionnels et les modes conceptuelles, les chercheurs ressemblent à s'y méprendre à l'écosystème des ONG. Peut-être devrait-on parler de l'écosystème académique des SHS (sciences humaines et sociales) avec une capacité égale à ne jamais tirer les leçons collectives des dérives. La raison est simple : il n'y a pas de collectif, seulement des courants qui surgeonnent quand les modes passent, ici avec l'autorité de la préciosité des lecteurs de Michel Foucault ou de Bruno Latour qui reprennent ces grands auteurs comme le graal académique.

L'objectif de cette dernière partie est de réconcilier les chercheurs avec le développement dès lors qu'on suppose que la connaissance scientifique des pays du Sud et du système de développement devienne cumulative, et non microscopique ou normative. Aujourd'hui, le savoir est un patchwork qui se remet cycliquement à zéro faute de données partagées et à cause des idéologies dont les chercheurs ne savent pas se défaire. Les exemples ultérieurs montreront les arrêts brutaux des analyses structuralistes et marxistes dans le passé, et l'approche postcoloniale actuelle est vouée au même sort par manque de substance et excès de verbiage. Un savoir indépendant des ONG est le but recherché pour mettre un terme au consentement volontaire de chercheurs piégés par un humanisme fragmenté et une rhétorique populiste. Déjà en s'intéressant à l'efficacité des ONG sur le terrain, ils pourront être utiles. Et à terme, pourquoi ne pas envisager le divorce entre le Nord et le Sud si le Nord s'avérait définitivement réticent à se réformer ? Pour moi, les ONG ont failli moins parce qu'elles se sont bureaucratisées ou par manque de réflexivité (les modes de développement signalent qu'elles reconnaissent périodiquement leur échec) que par refus de la réflexion et de l'ouverture. L'échec

[243] https://journals.openedition.org/lectures/12574

étant patent, n'auraient-elles pas dû se saborder ? Car réfléchiraient-elles qu'elles seraient amenées à s'interroger sur leur responsabilité. Mais elles verrouillent un écosystème dont elles sont la clé de voute. On a vu qu'elles ont éliminé les incertitudes et les débats sur ce qu'était un paysan ou un entrepreneur, a fortiori sur ce qu'est le Sud. Seuls acteurs à bénéficier d'indépendance, les nombreux chercheurs ont failli pour avoir perdu tout esprit critique vis-à-vis des ONG. Pour eux, le divorce est une étape nécessaire pour recouvrer l'aptitude à renouveler le cadre de pensée. Mais c'est loin d'être suffisant car on se demandera si les chercheurs en SHS sont capables d'une telle prouesse. Pour le moment, ONG et chercheurs sont nocifs pour le développement : les premières inconditionnellement et les seconds ontologiquement.

Approcher les chercheurs est aisé. Par l'observation participante au cours de ma carrière, j'ai relevé les sujets traités, les manières de les aborder, les voies de la généralisation ainsi que les angles morts permanents et les rumeurs persistantes de couloir qui n'apparaissent pas immédiatement dans les articles. Le quotidien de leurs pratiques variées est d'une richesse incomparable d'autant plus si l'observateur, qui n'est pas formé dans le sérail des SHS, a exercé longtemps sa curiosité pour comprendre les sociétés en développement auprès d'elles. Désormais persuadé qu'elles en sont incapables, j'ai été conduit à observer les pratiques qui les mettent en scène. Leurs écrits du passé, plus que les écrits actuels délicats à évaluer à chaud, illustrent les dérives devenues des impasses. Dans le temps, je note des convictions aussi fortes qu'aujourd'hui et l'absence de tout cumul des savoirs. Bien sûr, tout chercheur met en scène son doute, mais ses certitudes affleurent immédiatement quand il se sent cerné par d'autres disciplines, quand il défend un budget ou répond à un journaliste[244]. La philosophie des sciences aurait pu être d'un certain secours, mais ses adeptes pratiquent les mêmes généralisations abusives et orientées où le savoir partiel ne sert qu'à renforcer les normes. Plus que de sciences, il s'agit de philosophie où l'esprit cultivé est en mesure de défendre un point de vue avec quelques données à charge. Ici, il s'agit moins d'évaluer le rapport des chercheurs au vrai, encore que leur effort de généralisation peut les en écarter significativement, mais plutôt la contribution d'un savoir partiel à la fabrication du consentement dans la profession. Quant aux certitudes soutenues par le groupe professionnel, elles ont un impact direct sur les pratiques d'enseignement, de recrutement, de l'entre soi et du lien avec les ONG et les médias. Un professeur reconnu qui encadre directement des centaines de thèses de doctorat dans sa carrière et participe au jury de milliers d'autres s'attache des disciples redevables qui vont à leur tour enseigner et construire des chapelles de savoir restreint. Pour le sociologue Michel Maffesoli, cette renommée a produit deux affaires qui ont secoué le landernau : la thèse d'Elisabeth Teissier et un Sokal bis. La question n'est pas ici d'identifier les dérives car la marge crée le nouveau, mais de comprendre comment des thèses fausses ou partielles sont entretenues jusqu'à engendrer une action vouée à l'échec. Le pire est le verrouillage académique d'une réflexion bornée par l'idéologie et des controverses de chapelles.

Les certitudes des chercheurs anciens font sourire et leur désacralisation permet d'examiner leurs tours de passepasse intellectuels, ceci au-delà des erreurs d'appréciation (théorie de la dépendance ou marxisme) qui servent à la génération suivante à justifier une nouvelle mode intellectuelle. L'invariant est de ne pas tirer les leçons des erreurs passées exactement selon le processus mis au point par les ONG pour qui une nouvelle mode de développement explique les échecs passés sans en tirer d'enseignement. Aussi verra-t-on les anciens gourous tel Georges Balandier qui maîtrisent la bibliographie sur le développement de leur époque (aujourd'hui l'approche générale n'existe pas) en

[244] La revue en ligne grand public The Conversation qui libère le chercheur est terrible pour montrer son idéologie. De même, l'introduction d'un article scientifique révèle de manière aussi implacable la manière pour l'auteur de traiter un sujet et de sélectionner les données pour une conclusion fixée à l'avance. Enfin ChatGPT qui synthétise la littérature scientifique dévoile de son côté les normes en vigueur dans les SHS.

la reprenant à la marge pour la confirmer dans son ensemble[245]. Je répète que se tromper n'est pas le problème, encore que la persévérance est diabolique, mais le doute qui devrait ouvrir sur la diversité des approches n'a nullement eu lieu. Je n'évalue pas la valeur d'un chercheur mais je scrute sa discipline et plus généralement le monde universitaire qui utilise un peu de vrai pour avancer beaucoup de fausses certitudes, fermer la réflexion et asseoir le pouvoir académique. Le savoir partiel entrave le développement et conforte la stature du chercheur. La médiatisation et les liens politiques consacrent la réussite et il suffit d'ouvrir le Monde ou Le Figaro pour s'en convaincre aujourd'hui.

Afin de percer les certitudes pour l'action du monde académique, j'aborde successivement les disciplines d'abord en SHS puis chez les ingénieurs. Mais avant, posons la question de l'égalité des disciplines face à l'action. Il ne s'agit que d'un aperçu qui nécessiterait des travaux plus élaborés sur l'évaluation des autres disciplines que la sienne. On verrait sans doute que plus la discipline est interdisciplinaire, plus elle retient ses jugements ; ou encore que plus elle est spécialisée, plus elle côtoie des disciplines radicalement différentes (hydrologie et sociologie ou écologie et anthropologie qui font bon ménage parce qu'elles ne se comprennent pas) et beaucoup moins les disciplines ouvertes qui peuvent sermonner le spécialiste qui s'égare dans des généralisations qu'il ne maîtrise pas. Se situer du côté de l'opprimé et de l'environnement suscite la sympathie et les conclusions façonnées dès le départ d'une recherche sont faciles à comprendre, mais les solutions sont inexistantes sauf à demander l'avis des usagers. On perçoit à travers les disciplines entre elles l'incapacité à rendre le développement efficace.

CADRE D'ANALYSE DES DISCIPLINES EN CHARGE DU DEVELOPPEMENT

Deux colloques et une critique

Pour introduire les pratiques des SHS, je m'appuie sur les justificatifs scientifiques de deux événements organisés en anthropologie et en économie. Colloques, écoles doctorales et séminaires sont monnaie courante à l'université. Sous la houlette d'un petit groupe, les chercheurs qui ne discutent pas leurs travaux les présentent autour d'une ligne qui se veut originale. Comme il n'y a pas de public extérieur, même si c'est ouvert, le vocabulaire est savant et l'effort de pédanterie a pour but d'apparaître capable d'écrire des textes académiques. Il suffit alors d'avoir lu trois ouvrages pour organiser un colloque, porter un « regard croisé sur l'habitat précaire » et généraliser sur « la citoyenneté en Méditerranée ». L'analyse critique est réduite à la marge des normes partagées qui, elles, demeurent indiscutées. Dans ces innombrables réunions, rien a priori n'entrave la liberté, y compris celle de développer une idéologie. Et si rien n'empêche d'approfondir un sujet prometteur, les normes facilitent tellement la communication qu'elles empêchent tout approfondissement ou révision : on reste dans l'entre-soi.

Anthropologie

Comme l'ensemble du personnel académique, les SHS souhaitent contribuer au développement, réflexe normal à leurs yeux et à ceux des citoyens alors que toutes les disciplines ne sont pas également armées pour décrypter les situations et encore moins pour avancer des solutions. Dans

[245] Balandier opposait aux structuraliste une anthropologie d'ajustements politiques pour éviter le chaos : « Contrairement à la pensée structuraliste, ces recherches montrent que les relations sont pensées dans leur dynamique, dans leurs contradictions, leurs tensions... Du point de vue dynamique qui postule la précarité des équilibres sociaux, l'anthropologie politique envisage le pouvoir dans sa fonction de maintien de l'ordre, 'comme résultant, pour toute société, de la nécessité de lutter contre l'entropie qui la menace du désordre'». Au-delà de l'entropie à la mode à une époque qui tentait de copier les physiciens, l'idée d'ajustements politiques ne me semblent pas avoir eu de conséquences dans les SHS en France : https://journals.openedition.org/corpsetculture/887

l'ignorance, épouser les solutions simplettes et s'intégrer aux schémas promus par les ONG permettent d'usurper un peu de la légitimité de ces dernières. L'économie n'y a pas échappé en s'aventurant sur le terrain de l'environnement. Il y a quarante ans par l'enquête, elle tentait de formaliser les fonctions de production où un résultat économique (un gain ou un rendement agricole par exemple) est estimé statistiquement dans une équation dont les variables sont les nombreux facteurs de production (travail, surface, matériel, etc.). Chaque révolution scientifique (ordinateur, modélisation, intelligence artificielle) relance le thème puisque l'échec du dernier n'est jamais analysé. Récemment, l'économie est revenue en force avec les Paiements pour Services Environnementaux dont l'échec, annoncé, est désormais vérifié. Ces intromissions brutales posent une autre question : une discipline nouvelle prend-elle en compte ce que les autres disciplines ont fait avant elles ? La réponse est clairement non comme le montrent les exemples ci-dessous.

De son côté, l'anthropologie, longtemps éloignée de l'économie, croit avoir trouvé le graal dans la dénonciation du colonialisme et de la crise écologique. Pour s'associer à la dénonciation qui sert de viatique au développement, qu'importe les dégâts collatéraux. Repris de la philosophie, le « Parlement des choses » de Bruno Latour, la symétrie entre humanité et nature et l'anthropocène sont combinés sans nuances avec les peuples premiers devenus opportunément les sentinelles de la planète. A leur place, on aurait pu prendre les plus pauvres qui auraient signalé l'humanisme des anthropologues, mais ces derniers ont préféré leurs propres fétiches. Quant à l'anthropocentrisme, ce courant qui culpabilise l'homme blanc ayant subjugué la nature, les femmes et les colonisés jusqu'à l'anéantissement, sa dénonciation convoque automatiquement les corrections « évidentes » : ramener l'homme dans le giron de la nature avec des moyens allant du *care* (qui soigne l'âme et la nature) jusqu'à la révolution et le terrorisme écologique en passant par la résistance civile. A l'université, les anthropologues se contentent de pratiquer un prosélytisme asymétrique en faveur de l'animal sauvage (voir l'Introduction générale).

Une école doctorale parmi d'autres illustre les pratiques des chercheurs[246]. Animée par des anthropologues qui en font une présentation succincte, elle propose de discuter des travaux de terrain au prisme du thème des agencements institutionnels : « Agencements, dispositifs et assemblages. Quelles perspectives théoriques et méthodologiques pour les humanités environnementales ? ». Déjà, l'expression « Humanités environnementales » est le mot à la mode qui remplace celui d'interdisciplinarité. Les avantages de la novlangue sont multiples : on suggère le renouveau et on évite d'établir le bilan des échecs des nombreuses tentatives antérieures d'interdisciplinarité. Le mot qui invite à l'ouverture relève un effet de langage, voire une filouterie avérée. Qu'à cela ne tienne, les spécialistes peuvent mettre en avant de nouveau leur réflexion qui s'affiche d'entrée avec une série de philosophes. La réflexion va même au-delà de la philosophie *has been* : « Si Foucault, Deleuze et Guattari en font des concepts pivots de leur entreprise philosophique, nombreux sont aujourd'hui les auteurs en sciences sociales qui, sans forcément rompre avec les traditions théoriques de leur discipline, souhaitent en renouveler les termes ». Et de citer deux collègues pour qui « l'hétérogénéité interne constitue une propriété tout à la fois centrale et problématique, exigeant un renouvellement conceptuel et méthodologique ». Tout cela pour justifier le renouvellement alors que de nombreuses disciplines travaillent depuis longtemps sur les

[246] http://www.g-eau.fr/index.php/fr/umr-geau/actualites/item/1136-seminaire-doctoral-2020-2021-agencements-dispositifs-et-assemblages-quelles-perspectives-theoriques-et-methodologiques-pour-les-humanites-environnementales On peut s'amuser à analyser de manière critique un autre programme : https://ufr6.www.univ-montp3.fr/fr/formation/humanit%C3%A9s-et-certifications-ufr-6/humanit%C3%A9s-%C3%A9cologiques/informations-sur-les

agencements sociaux et les assemblages institutionnels. A l'université trois livres organisent un colloque.

Pas plus que l'agronomie, les SHS n'ont jamais discuté l'utilité du savoir dans le développement alors que le seul constat de théories en chapelet devrait les alerter. Admettons un instant que les théories soient nécessaires pour généraliser des études locales qui n'ont guère de signification par elles-mêmes. En effet, les spécialistes se plaisent à lister les courants et à les discuter avant de les opposer dos à dos car tous présentent des limites. A l'image de cette école doctorale, le spécialiste en théories peut en toute bonne conscience présenter son cas d'étude en dehors de toute théorie ou en généralisant ses travaux à sa manière. L'abondance de théories ne nuit pas à l'académisme car l'empirisme étroit associé aux théories mises dos à dos sert une alchimie qui ne produit aucune généralité ni idées nouvelles. Il y a en effet trois manières d'aborder les théories en SHS : marginaliser les données ; approfondir une ornière théorique sans donnée (les spécialistes de Latour ou de Foucault remplissent les revues) ; ou ne pas les prendre au sérieux tant qu'elles sont étroites. Comme le lecteur peut le constater, le raisonnement par l'absurde : « admettons que… » met en doute le besoin absolu de théories. Il montre que les théories et des controverses, dont la diversité contradictoire devrait être une limite à leur usage, deviennent une ressource académique pour les opposer. Toutefois, la plus grande utilité des théories dans le monde académique n'est pas l'aide pour comprendre la société : elle assoit la renommée de ceux qui ont perdu le sens des réalités. Le besoin de théorie n'est même pas discutable et la théorie demeure un attracteur étrange qui assujettit tout travail empirique et rend nécessaires les passeurs de théorie quand le chercheur doit publier. Car sans théorie, on ne publie pas et on périt professionnellement : *publish* theory *or perish*. Sans théorie, le chercheur serait relégué au rang du journaliste, dont le travail de terrain et d'interprétation dans le cadre du journalisme d'investigation, est souvent plus digne de confiance.

Le problème connu d'une théorie est qu'elle vide la réalité sociale de sa substance. Alors qu'elle n'explique qu'une infime partie des réalités multidimensionnelles, elle reste centrale à l'université pour les raisons invoquées ci-dessus. Les discussions interminables qui en résultent sont par conséquent vaines. Une solution existe, mais elle contrevient à la spécialité universitaire : c'est le comparatisme. Multiplier les études de cas conduit à sortir de sa zone de confort comme ce serait aussi le cas si on soumettait un document de travail au « martyr « au sens d'une critique argumentée. Mais amorcer une transdisciplinarité potentiellement critique d'une discipline à l'autre décrédibiliserait les normes laborieusement acquises au cours d'une carrière universitaire et éliminerait le principe jamais démontré que tout savoir disciplinaire est bon à prendre, voire vaut les autres.

Une fois le renouveau conceptuel justifié avec le recours à un philosophe ayant une certaine notoriété, perspective qui est le but visé, les spécialistes avancent sans crainte ce dont ils ont envie. En plus des références scientifiques sur les agencements dans le développement, la bibliographie citée est révélatrice : Vivre avec le trouble (2020) ; Marcher avec les dragons (2013) ; Changer de société (2006) ; Critique du géo-constructivisme (2016) ; A contre-science (2013) ; *Speculative Ethics in More Than Human Worlds* (2017) ; Sur les possibilités de vivre dans les ruines du capitalisme (2017). Avec des titres aussi éloquents, le lecteur pouvant exercer son sens critique (mais pas l'étudiant) comprend que la dénonciation primera l'analyse. Tous ces ouvrages relèvent de la nième critique du capitalisme hier portée par le marxisme qui dénonçait l'aliénation des travailleurs et aujourd'hui portée par l'environnementalisme militant et le *care* nombriliste. La scientificité n'est plus essentielle une fois passée l'étape qui établit les limites des théories. Quant à l'ésotérisme, le questionnement scientifique peut l'inclure à condition de démontrer son potentiel et de comprendre avant de dénoncer. Mais on peut être dubitatif face aux outrances. Pour progresser, il faudrait au moins établir une connaissance

de l'histoire des dénonciations ; identifier en quoi le savoir pourrait être amélioré ; évaluer la plus-value par rapport aux analyses à charge de la collapsologie ; et préciser l'ancienneté du courant outrancier pour évaluer s'il est propice au rebond du savoir. A défaut de ces consignes évidentes, on peut supposer que seul l'avant-gardisme commande ce genre de choix, ou bien, pour les citoyens les plus dubitatifs, on peut supposer que les chercheurs bâtissent leurs certitudes dans l'entre soi d'une profession ignorante de l'histoire des sciences critiques et grisée par des lendemains qui chantent. L'objectif pédagogique ne doit pas être oublié : s'agit-il d'enseigner à réfléchir, à critiquer (la discipline ou la société) ou à s'indigner[247]? Quant à la référence aux humanités environnementales : simple jeu d'écriture pour entériner la fermeture intellectuelle ou ouverture vers des questions et des réponses issues d'autres disciplines ?

Malheureusement, une école doctorale n'est pas qu'un échange d'idées. Elle incarne la structure du savoir étriqué du fait des normes de l'entre soi imposées aux étudiants qui formeront les cadres académiques dans une reproduction erronée à l'infini du savoir partiel et des certitudes pour l'action vaine. La participation à une simple école doctorale résume l'académisme qui se prête moins à l'ouverture qu'à la fermeture, moins au savoir qu'à la dénonciation sous une devanture savante[248]. Derrière l'exploration d'un champ qui se veut nouveau, se profilent les normes et le conformisme d'une avant-garde gardienne du traditionalisme académique confit autour d'une dénonciation sans portée heuristique. On retrouve le marxisme scientifique qui prétendait produire une science non bourgeoise alors qu'il s'agissait d'une théologie raisonnante sur la base du postulat, non pas de Dieu mais de la dictature du prolétariat qu'il fallait déceler dans tous les plis d'une société. Avec les nouveaux savants, rien ne barre la route à une dictature de l'écologie avec des certitudes et sans savoir. Sont-ils au moins conscients de l'échec des programmes de développement ? En fait oui car, dans les SHS critiques, les ONG font indéniablement partie du néocolonialisme.

Economie

Le texte d'appel d'un colloque dévoile également les pratiques en économie. On pourrait penser que le savoir se construit brique par brique avec peu de retours en arrière à partir de données plus précises et plus pertinentes dans ce qu'on appelle l'approche inductive (on induit les généralisations à partir des données), mais la science est aussi déductive et plus exactement hypothético-déductive au sens où une hypothèse issue d'une inspiration ou d'une théorie conduit à construire un dispositif de mesures qui confirme ou infirme l'idée originale. Mais ce qui fonde l'approche en physique marche-t-il pour les SHS ? Par exemple, on peut émettre des idées sur la face cachée de la lune (ou la rotondité de la terre ou tout ce qui n'est pas accessible aux sens) et on se donne les moyens d'aller voir directement ou indirectement par des mesures comparatives. La différence est que le modèle astronomique est plus fiable que le modèle de SHS. Voyons comment les chercheurs se formatent eux-mêmes dans un colloque sérieux qui fait le point sur l'ensemble du développement.

Le résumé est explicite : « Les journées doctorales Regards critiques sur le développement visent à promouvoir les synergies entre les jeunes chercheur·euse·s en sciences sociales contribuant à la recherche critique sur le développement, à l'étude des politiques et des institutions qui prétendent l'incarner et le mettre en pratique, ainsi que leurs fondements idéologiques, dans les Nords comme dans les Suds. Elles visent à faire dialoguer les travaux venant des différentes disciplines des sciences sociales, dans la mesure où le développement est un objet aussi bien anthropologique, économique,

[247] L'indignation peut être une prise de conscience critique pour analyser le système, mais faut-il encore prouver qu'on va l'analyser pour de vrai et pas seulement selon la ligne anticapitaliste ?

[248] Le fondateur d'une revue scientifique en ligne écrit : « Je comprends que l'on puisse nous trouver timorés, mais sachez qu'il faut montrer patte blanche pour se faire accepter dans le monde universitaire français ! » : https://www.cairn.info/revue-le-journal-de-l-ecole-de-paris-du-management-2019-6-page-15.htm

géographique, politique, psychologique et social[249]». Avec le terme « critique », le résumé laisse entendre une idéologie contre une autre. Le développement repose bien sûr sur des fondements idéologiques, mais avant de les rechercher, on doit décrire et comprendre le système pour, éventuellement, en identifier la part idéologique. Plutôt que de s'accorder sur ce qui fait sens dans le développement et de comprendre les sociétés, le colloque propose des normes contre d'autres normes. On se demande si les promoteurs de ce type d'enseignement ont conscience de leurs « apories » (c'est-à-dire les contractions chez les autres).

Cinq thèmes organisent classiquement les raouts sur le sujet : Réflexion épistémologique, Ressources naturelles, la Ville, les Acteurs du développement, le Travail. Les organisateurs mettent l'accent sur la réflexion épistémologique avant les thèmes empiriques. Le but est clair : sortir les armes de déconstruction massive pour dézinguer le développement au nom du renouveau de la critique (comme si la critique ancienne était de moindre qualité). On ne sait pas pourquoi on veut renouveler, mais cela fait partie du génome. Alors que la donnée est reléguée en arrière-plan, les normes critiques sont primordiales pour être un bon universitaire. Certains auront une carrière dans les ONG et les organisations internationales, mais ils disparaitront vite du panorama avec ce type de critique sauf pour les quelques-uns qui sauront s'adapter ou qui comprendront le leurre universitaire.

L'axe thématique 1 de « réflexion épistémologique » construit d'emblée une opposition dans les normes. Aussi les nouvelles approches (décoloniales, post-développementalistes, altermondialistes, post-extractivistes) qui « visent à déconstruire l'idée même de développement » semblent-elles mépriser « l'imaginaire occidental où l'écart entre sous-développés et développés ne pourrait être rattrapé que par la croissance économique » (je ne suis même pas certain que les ONG ou la Banque mondiale se reconnaissent dans cette caractérisation péremptoire). D'une phrase, la posture radicale élimine le débat. Un tour de passe aussi grossier n'étonne personne puisque l'argument est repris d'un colloque à l'autre comme si les économistes avaient disparu au profit des moralistes. La morale est un invariant qui a seulement besoin d'un savoir partiel. Sans justification ni quantification, l'incontournable Arturo Escobar est brandi pour verrouiller la critique depuis que les « bénéficiaires des programmes de développement émettent de nouvelles propositions 'émanant des savoirs et des mouvements indigènes et soulignent la nécessité d'aller au-delà des savoirs occidentaux'». On glorifie le savoir indigène et le tour est joué sans jamais montrer que ce dernier est comme le savoir occidental le fruit de dominations sociales, religieuses en particulier. D'une part, c'est savoir contre savoir sans discuter la notion de savoir. D'autre part, savoirs et mobilisations indigènes ne font qu'un pour les idéologues. Au passage on aura noté la transgression inouïe (!) des chercheurs qui incluent la politique alors que le développement, par son lien congénital avec l'opinion publique occidentale, évite l'ingérence. On flirte avec l'interdit sans avoir l'air d'y toucher tout en montrant qu'on n'est pas dupes : on s'attendrait presque à un smiley clignant de l'œil. Une fois déposés le mythe occidental et les idéologies des développeurs (si les petites ONG sont incluses dans ce traditionalisme, on se demande ce qu'il en est des grandes ONG), les auteurs affirment que « la question du développement est toujours en mutation, ce qui invite à une réflexion épistémologique » et interdisciplinaire (!) qui « fait l'objet de débats critiques (sic) mais continue à engendrer 'divers cadres programmatiques et solutions technocratiques qui œuvrent à pallier les inégalités sociales et économiques'». Bref, est-il utile de tourner autour du pot puisque le débat est impossible ? Pour se donner bonne contenance, les rédacteurs s'empressent d'évoquer la mondialisation et la révolution numérique qui doivent « contextualiser le développement et sa pertinence aujourd'hui ». Si vous y comprenez quelque chose ! Pour ceux qui n'avaient pas compris la morale, on insiste sur les bonnes idéologies pour critiquer les mauvaises : « il s'agit ainsi de s'interroger sur le développement en tant que phénomène

[249] https://calenda.org/979539

social intriqué dans des logiques idéologiques et des jeux d'acteurs ». Mais là encore, un dérapage incontrôlé sur le développement durable amène à « nous demander si le développement peut réellement être vertueux d'un point de vue écologique et à quel prix ? ». Pour terminer un salmigondis supposé satisfaire les universitaires attachés à la critique, on croit revenir à la mesure économétrique avec « l'échelle de la mesure du développement ». Mais attention, ce serait une erreur de penser le développement national car l'économie du développement « ne se mesure plus uniquement à celle des décisions de chaque pays pour lui-même dans la régulation entre le marché et l'État mais à celle du monde ». Il est clair que la question finale : « quel est l'avenir du développement ? » sera largement éclairée par les universitaires ainsi canalisés.

Je passe rapidement sur les « Changements socio-environnementaux » dans l'axe 2 qui pourfend « l'exploitation intensive des ressources naturelles […] vivement critiquée pour ses effets en termes de dégradations environnementales » et pour « les véritables perturbations des relations société-environnement qui prévalaient jusqu'alors ». Outre la dénonciation sans solution ni essai de compréhension sociale, on note d'ores et déjà la radicalité de la formulation sur l'état des ressources sans jamais se pencher sur les données (l'eau est un bon exemple de dérives). A quoi bon puisqu'il s'agit de formater les esprits des étudiants quand l'opinion des chercheurs est fixée ? Pour trouver des solutions, il ne faut pas seulement dénoncer, mais préciser l'étendue des dégâts qui exige une analyse technique qui fait totalement défaut. S'il est vrai que les experts ont l'art d'embrouiller les choses, l'embrouillamini, s'il cherche en effet à cacher les intérêts en jeu, doit être démêler pour évaluer objectivement les vrais dégâts. Dans cet axe toutefois, les économistes critiquent tout autant les ONG que la négociation que l'accès concurrentiel aux ressources. Le lecteur perçoit une retenue et plus de nuances que les vérités assénées dans l'axe 1. De la même manière, l'axe 3 » Penser et aménager la ville » est plus mesurée que l'axe 1 du fait du vécu multidimensionnel des terrains étudiés. Aussi « les inégalités socio-spatiales » ainsi que les résistances et les négociations que dévoilent les mouvements sociaux ouvrent-elles au politique conçu à la fois comme gestion et pouvoirs. On peut juste s'inquiéter de la myopie d'une économie politique qui fait de la ville l'acmé d'un pays : « L'émergence de villes et métropoles puissantes, s'affirmant peu à peu comme de véritables acteurs politiques et économiques internationaux… ». C'est oublier les gilets jaunes, isoler les protestations rurales et être aveugles aux généralités qui unissent non seulement villes et campagnes, mais aussi les pays qui traversent des difficultés analogues. Il est vrai qu'il s'agit de dénoncer « la pénétration des logiques commerciales et les mobilisations autour des services tels que l'eau, l'électricité et/ ou les déchets qui cristallisent des inégalités », comme si les mobilisations sociales ne devaient se juger qu'à travers le filtre des inégalités. Les normes sont tellement prégnantes dans les SHS qu'elles ne suscitent plus de critiques ni d'analyses. La même retenue apparaît chez les rédacteurs de l'axe 4 qui avouent leur perplexité avec l'emploi du mot « complexe »[250]: « Cet axe vise à interroger les relations complexes qui sous-tendent la mise en œuvre des politiques de développement, entre la pluralité d'acteurs qui n'ont pas les mêmes intérêts ». Cette complexité croissante tiendrait à « l'évolution de la conception des modèles économiques » (je ne sais pas de quoi ils parlent), « la globalisation qui a transformé les relations de pouvoir entre l'État et le marché », la « décomposition internationale des processus productifs » (on devine ce que les auteurs ont en tête), « les ajustements structurels » et la décentralisation avec la démocratie participative et la « bonne gouvernance ». Faute de compréhension, on ouvre l'éventail des possibilités dans une tentative désespérée d'élever le débat qui inclut même la grande interrogation : « Les transferts de compétences ont-ils mené à plus de démocratie et à une meilleure gestion des ressources ? ». On se doute que les rédacteurs veulent évoquer la crise de la démocratie si

[250] En général, je fustige le mot complexe qui souligne, de la part du locuteur, le fait qu'il ne comprend pas de quoi il parle. Mais après l'axe 1 bardé de certitudes radicales, le lecteur soupire avec le mot complexe qui reconnaît une difficulté à surmonter.

à la mode pour enfoncer le clou de la dénonciation[251]. Quant aux conflits, on se contente de poser la question : « Comment et pourquoi explosent ces conflits ? » car les auteurs semblent ne pas les comprendre.

Aucun axe ne se penche sur le bilan à charge et à décharge du développement et plus généralement sur les données pouvant justifier un argumentaire qui reste vaporeux. Par défaut, la vanité conduit à privilégier les dérives du « modèle de développement ». Pourquoi pas d'ailleurs, encore faudrait-il pondérer le tout et voir comment réformer ces dérives. Mais il est plus facile de dénoncer à partir d'études de cas qui oublient l'ensemble. C'est d'autant plus facile que le planétaire et l'universel (climat et colonisation) font office de liant « cosmologique » pour expliquer la raison d'un problème avancé et jamais précisé. Mais à part l'axe 1 dont la suffisance normative est proportionnelle à l'ignorance, les axes suivants reviennent aux données de terrain pour tenter non pas un débat mais envisager un début de mise en perspective. Un axe essaie même de promouvoir des comparaisons. Le monde des chercheurs n'est donc pas perdu à jamais, mais, d'une part, il est surdéterminé par les normes de la dénonciation et, d'autre part, les études de terrain ne font que répéter colloque après colloque les problèmes sans vue d'ensemble et sans solutions réalistes. Il manque une ouverture aux idées non académiques et un savoir qui dépasse les certitudes partagées par les spécialistes. C'est dommage pour l'économie dont je place le potentiel (cf. infra) au-dessus du panier académique moyen.

Les deux séminaires de recherche montrent une propension inquiétante à dénoncer ce qui va mal. Mais le but n'est pas tant de réformer le dispositif que de l'enfoncer au nom d'une domination ou d'une autre. Aucune solution n'est soutenue par des données qui montreraient une compréhension des sociétés ou du moins de leur économie. La norme universitaire actuelle (inchangée comme on le verra) est de dénoncer pour apparaître dans l'avant-garde et exercer un leadership intellectuel. S'il veut encore faire partie de la profession universitaire, l'étudiant doit apprendre le vocabulaire sans s'embarrasser d'un savoir interdisciplinaire sur les sociétés du nord et du sud.

Une critique

Prenons du champ et voyons ce que les SHS proposent dans d'autres domaines qui instrumentalisent le développement. C'est le cas des études amérindiennes dont rend compte une synthèse critique du Québécois Denys Delâge[252] : « La *Cambridge History* pallie cette lacune en nous présentant une synthèse du savoir, par thèmes et par régions, qui compte près de mille pages en deux tomes et quinze chapitres, tous suivis d'un essai bibliographique […]. Soulignons tout de suite que cette œuvre constitue une référence essentielle [dont] il importe de souligner la valeur extraordinaire de cette entreprise colossale, tant par la somme des faits rassemblés et la force des perspectives ouvertes que par la qualité des collaborateurs ».

Mais l'auteur reste sur sa faim : « Ces compliments faits, il n'en reste pas moins que l'ouvrage […] traduit tout autant les faiblesses de ce domaine d'études. Nous en dégagerons trois principales [je retiens ici les deux premières] : la prégnance, chez les chercheurs, de la rectitude politique qui tend à brouiller, voire à **interdire le regard critique par crainte de reproduire le rapport colonial** dans l'écriture de l'histoire (cette attitude conduit à promouvoir le relativisme culturel absolu et à niveler toutes les formes de pensée, tant traditionnelles que critiques) ; la difficulté, chez certains auteurs, d'objectiver les rapports sociaux pour **rabattre l'explication historique sur la subjectivité** des acteurs…». L'originalité du décentrement d'une approche moins ethno-centrée est sans doute une preuve de renouveau

[251] https://theconversation.com/la-crise-democratique-peut-elle-etre-resolue-par-la-reforme-des-institutions-208248
[252] https://www.cairn.info/revue-annales-2002-5-page-1337.htm

disciplinaire mais elle produit vite un comportement moutonnier qui opère au détriment de la rigueur et d'une vision générale. La volonté de montrer une distance vis-à-vis du « rapport colonial » est scientifiquement, moralement et même idéologiquement acceptable à condition que la nouvelle norme n'empêche pas l'examen critique et serve un groupe doté d'une prééminence morale. Car une fois la norme acceptée, on peut douter de l'analyse critique des données du fait que la norme devient un argument pour écarter toute analyse approfondie et à décharge. C'est ce que suggère l'auteur du compte-rendu quand il déplore « l'insistance trop exclusive sur les logiques d'interaction, d'alliance et de convergence, au détriment des logiques de confrontation et de conquête ». Le tri dans les facteurs étudiés confirme le biais des anthropologues.

Le relativisme voire le renversement ethnocentrique produit des erreurs d'appréciation. Ainsi « au nom de ce qui m'apparaît relever de la rectitude politique […] se trouve ainsi oblitérée […] la distinction essentielle entre sociétés de la mémoire orale et sociétés de l'écriture, entre sociétés anhistoriques du mythe et sociétés d'émergence du temps linéaire. La volonté d'échapper au préjugé colonial conduit finalement à faire l'amalgame entre des types de sociétés fondamentalement différents ». A gommer les différences, on élimine le biais en faveur de sa propre origine mais on écarte en même temps toute possibilité de comprendre une société par rapport à l'autre. On arrive alors à l'aporie d'une tradition occidentale qui « se réserverait le regard critique, abandonnant aux autres, avec condescendance et culpabilité, le 'droit' d'affirmer une tradition exempte du devoir du doute ». Dans le cas américain, la critique existe au sein des SHS, révélant, si ce n'est un débat, des critiques argumentées. Mais il est évident que des critiques aussi décisives ne peuvent pas être prises en compte et que le débat ne peut se faire, le cas échéant, que sur des erreurs minimes d'appréciation. En effet, c'est toute la méthode anthropologique qu'il faudrait réformer. Chacun reste sur ses positions et gagne celui qui est dans le courant (d'air) en accord avec l'opinion publique et la morale. La science en fait les frais.

La méthode subjectiviste privilégie l'approche interactionniste qui prend au premier degré la parole des dominés. Non pas que cette parole n'ait pas de valeur, bien au contraire, mais elle doit être recoupée et circonstanciée pour éviter d'en faire une parole détentrice d'une vérité permanente. L'histoire d'ailleurs suffit à nuancer les ressentis d'une époque. Cette méthode manque donc d'être complétée par « l'analyse des structures, des permanences, du temps long... Comment nier que, durant tout le XIXe siècle, les Amérindiens ont été, au sens propre, des victimes de l'histoire ? Á force d'insister sur la mise en forme du détail des perceptions, on risque d'occulter les mécanismes sociaux ou, pire, de réduire le social à une somme de perceptions, d'intentions et d'actes individuels ». On sait pourtant « les conditions structurelles qui ont permis à la cavalerie américaine de pousser les Amérindiens à entrer en guerre les uns contre les autres : absence d'appartenance panindienne, rivalités anciennes, effets de la dépossession, etc. N'est-ce pas à l'intérieur de ces structures qu'il aurait fallu situer les intentions des acteurs ? Et si les nations amérindiennes, toutes victimes qu'elles aient été par ailleurs d'une réalité qu'elles n'avaient pas produite ni même anticipée, avaient quelque peu fabriqué leur histoire et contribué, sans jamais le vouloir, à leur propre défaite, il importe de saisir les rapports sociaux et les structures collectives qui ont rendu son déroulement possible ». Bref, un minimum d'histoire et d'empathie (les Amérindiens sont victimes de leur propre société comme tout humain l'est) renvoie l'anthropologie au rang du simple verbiage à la mode. Donc si « Redonner une place aux autochtones dans la mémoire collective a constitué un progrès remarquable », le colonialisme n'est pas simplement de décréter qui est bon et qui est mauvais. On sait que « l'histoire demeure marquée par le contexte et les enjeux de sa production » : à bon entendeur…

Une autre critique éloquente contre l'ethnohistoire tronquée (qui relève plus de l'anthropologie que de l'histoire) concerne les explications viciées du développement en échec. On ne peut en effet que

s'indigner des raccourcis qui cherchent des explications immédiates sans fouiller davantage. Contre la politique (coloniale) de les « civiliser « en instaurant la propriété foncière privée et un programme de transition à l'agriculture familiale qui tourna généralement court, « F. E. Hoxie explique cet échec par l'attribution de mauvaises terres, par de peu fiables (voire aberrantes) politiques d'aide gouvernementale, par la délicate transition à l'économie de marché et par la volonté de gros entrepreneurs d'écarter la concurrence des 'Sauvages' ». Mais ces explications ad hoc qui visent à culpabiliser, pour être pertinentes, doivent être complètes, ce qui n'est pas le cas « tant que n'ont pas été aussi pris en compte les obstacles culturels internes : le mépris masculin pour l'agriculture, considérée comme une activité traditionnellement féminine; le refus des hommes, porteurs des valeurs d'honneur et de courage du guerrier et du chasseur, de s'astreindre à un travail régulier et monotone ». Là encore, les anthropologues fustigent par *cherry-picking* un aspect du non-développement sans prendre en compte l'ensemble du paysage social. Et faute de comprendre les uns et les autres, l'explication coloniale conduit à la reprendre en boucle par ceux qui partagent les mêmes lacunes.

Une fois de plus, les SHS sont rétives aux leçons données par la science quand elles opposent une morale. Les études postcoloniales ne sont d'ailleurs que la péripétie d'un cursus qui ne cesse de prétendre à la science alors qu'il s'agit d'une philosophie, pas même un journalisme. Et une fois la graine semée dans le cerveau d'étudiants triés sur le volet, ces derniers suivent un dogme bien plus dommageable que les normes vues dans cette partie[253]. Les SHS de ce type ne renouvellent ni les données ni les méthodes et leur supposé renouveau est pour le moment vide. Aucun savoir n'est à attendre quand on finit par flirter avec l'obscurantisme sous couvert de la science. Il suffirait pourtant de reconnaître qu'une science bien-pensante doit redoubler d'attention. Il suffirait aussi de retirer l'accréditation du nom de science à ce type d'étude. Et quand elles prétendent de surcroît agir pour le développement, c'est extrêmement périlleux.

Un ouvrage sur le développement

Nous continuons l'examen introductif des pratiques avec un ouvrage de sociologie politique du développement. Alors que le potentiel de décryptage social de cette discipline a donné des chercheurs de premier plan, la sociologie politique est une discipline jeune et donc en retard avec, déjà, des biais manifestes. Ce cours magistral dévoile dès l'introduction générale des lacunes certaines et des certitudes illusoires. Il ne faudrait pas qu'elle perde les acquis inauguraux pour sombrer dans la norme ou l'idéologie. Pour le moment, l'approche sociopolitique n'est pas affectée par une idéologie écervelée et elle reste prudente face aux discours des acteurs du développement, moins avec les penseurs qui servent de références.

La première phrase est engageante : « Dans le domaine du développement et de son sous-secteur de l'aide et de la solidarité internationale, aucun acteur, institutionnel et/ou individuel, ne semble aujourd'hui pouvoir échapper au questionnement sur l'efficacité et l'efficience de ses actions[254]». Alors que les SHS et les ONG n'en ont cure, l'auteur insiste avec raison sur l'efficacité des programmes : ont-ils, oui ou non, un impact et, si oui, cet impact va-t-il dans le sens escompté à l'origine du programme ? De surcroît, la sociologie politique affirme avec force l'importance de la légitimité des acteurs, qui est nécessaire pour être entendus : « C'est la légitimité de leur position professionnelle qui se trouve ainsi interrogée ». Avec l'efficacité et la légitimité, le lecteur est plongé au cœur du dispositif de développement, centralité qui est loin de faire consensus et qui est à

[253] https://theconversation.com/lart-de-decoloniser-un-pays-sans-colonies-200770
[254] Distorsions et dilemmes du système performatif de l'aide internationale au développement. Anne Le Naëlou, Elisabeth Hofmann, Larissa Kojoué

l'avantage de la sociologie politique. Malheureusement, la spécificité et les promesses de la discipline se diluent dans l'académisme faute de données. Le manque de données est d'ailleurs reconnu : « Faute d'observations approfondies dans le champ de l'aide au développement, l'option prise a été d'utiliser les travaux concernant l'application de ce 'nouvel ordre managérial' dans les entreprises et, plus largement, au niveau des organisations où il se répand, et de voir dans quelle mesure ces analyses éclairent des processus à l'œuvre dans le domaine du développement ». Autrement dit, l'auteur prend appui sur un courant du New Public Management pour généraliser et s'abstraire d'une analyse documentée. Il incarne une innocence malheureusement courante et acceptée.

Du coup, l'édifice méthodologique qui repose sur l'efficacité et la légitimité s'écroule avec le risque de brandir l'inefficacité pour conforter une dénonciation sans identifier les sources de l'inefficacité. La vanité de la discipline éclate au grand jour quand, dans le même ouvrage, un autre auteur élude le problème selon la norme « du discours convenu sur l'efficacité de l'aide[255]». Cette convention est tellement banale entre les causeurs qu'une unique référence l'étaye. Il s'agit d'ailleurs d'un argument d'autorité qui permet de s'épargner une analyse fastidieuse. Quant aux auteurs de l'introduction, ils n'approfondissent pas davantage et se contentent d'une généralité : « la notion d'*efficacité* n'a aucune signification intrinsèque en termes de qualité du développement ; elle ne prend un sens et un contenu qu'à partir des différentes finalités que, dans leur diversité, les acteurs de l'aide se fixent ». Cela s'appelle botter en touche en s'épargnant toute documentation et approfondissement de la notion d'efficacité. Si on passe outre la confusion entre efficacité et efficience[256], leur phrase est vraie car l'efficacité dépend des objectifs poursuivis. Par conséquent, la formulation des objectifs devrait être le problème à approfondir. Mais les choses se compliquent quand les objectifs d'un projet sont emboîtés : pour un objectif général de développement lambda, le projet prévoit un sous-objectif de formation. Or, il est facile d'être efficace pour le sous-objectif en multipliant les sessions de formation (l'objectif en terme de moyens est atteint) sans que l'objectif général, le développement lambda, le soit. Autrement dit, les auteurs restent à la surface des choses. Pour mieux évacuer l'efficacité, l'argument est la « complexité » qu'il décline avec de longues listes. Rien n'est faux, mais rien n'est pondéré et l'anecdotique côtoie le structurel : « Le développement, étant un processus itératif fait d'expériences d'avancées et d'échecs – à saisir sur le temps long –, rend difficile le suivi des résultats du secteur de l'aide, tributaire lui-même de multiples facteurs liés tant aux bailleurs de fonds qu'aux spécificités des contextes des terrains assistés. Le nombre et la fluctuation des protagonistes intervenant au nom du développement à différentes échelles dans un même pays ou région, compliquent le déchiffrage des effets spécifiques des interventions de chacun. Il faudrait également évoquer les contrecoups de certaines analyses critiquant l'aide internationale pour sa faible influence sur le développement ou pour les dérives de son déploiement, sans oublier les militants ouvertement opposés à ce système ; tous ces éléments sont désormais connus par des opinions publiques exigeantes, qui à leur tour, tendent à remettre le modèle de l'aide en question ». Quand on n'y comprend rien, on accuse le système de complexité et d'incapacité d'analyse tout en maniant avec force la dénonciation.

Dès l'introduction de l'ouvrage, le lecteur sait qu'il n'apprendra rien de sérieux sur l'efficacité, le développement et les pays du Sud. L'approche descriptive demeure formelle et peu structurée. La spécificité de l'approche sociopolitique apparaît à l'occasion avec la distanciation des discours, qui est un atout à condition d'éviter la nième dénonciation convenue et le dressage de listes de facteurs plus

[255] https://www.cairn.info/revue-internationale-des-etudes-du-developpement-2020-1-page-87.htm
[256] De manière schématique : L'efficacité décrit le niveau de réalisation des objectifs. L'efficience concerne l'utilisation rationnelle des moyens à moindre coût. La durabilité apprécie les effets d'un programme après son arrêt.

longues que dans d'autres disciplines. Aussi les auteurs « préconisent une posture distancée par rapport aux thèmes, aux formulations et notions directement empruntés au champ institutionnel de l'aide qui sont employés comme allant de soi : efficience, efficacité, performance, résultats, participation, gouvernance, montée en compétence, etc. Telle une langue largement imposée par les grandes organisations internationales, ces termes incorporent une normativité et servent même à la masquer ». S'il faut prendre des précautions vis-à-vis des vocabulaires, déconstruire ne signifie pas jeter le bébé avec l'eau du bain. Les auteurs compliquent inutilement l'approche pour finalement se contenter de supposées « ambiguïtés structurelles ». La boucle est bouclée : on a rendu l'écosystème du développement artificiellement complexe et on peut s'abstraire de l'analyser sérieusement. Il devient alors difficile de percevoir « la dimension politique des mutations et des distorsions qui touchent les acteurs en les inscrivant dans des évolutions contextuelles et institutionnelles plus larges ».

Le New Public Management, devenu le mantra de la rationalisation administrative, est aussi devenue une évidence à laquelle on adhère ou qu'on dénonce. Le référentiel sert désormais à juger et il évite toute analyse du développement. Pour les chercheurs non émancipés pour qui « la politique, c'est l'Etat », les listes dignes d'une lettre au Père Noël seraient nécessaires puisque « les choix sont, là encore, complexes : accompagner ou atténuer la mobilité des personnels (*turn-over*) ; prévenir les effets de l'épuisement physique, émotionnel et mental au travail (*burn out*) des agents ou l'accepter comme effet collatéral ; endurer les pressions administratives et financières ou y résister ». S'il ne fait pas de doute que la concurrence financière et les règles de gestion génèrent des drames dans le monde du développement comme ailleurs, en quoi le New Public Management permet-il de comprendre l'écosystème du développement ? Tout ne se vaut pas et un cours magistral doit structurer les problèmes. Tout rapporter au personnel qui doit : « faire connaître les activités réalisées, expliciter le sens des engagements, (r)assurer les bailleurs et les donateurs sur leurs solidités technico-financières, rendre des comptes sur l'usage des moyens qui leur ont été confiés, asseoir la justesse des objectifs, arbitrages et actions menées auprès des territoires et des populations attributaires des activités d'aide et de solidarité internationale » n'est-il pas une vision bien étroite du développement ? L'auteur se rend compte que le biais psychologisant évacue les questions de fond qui restent en apesanteur : « Or, la question de la légitimité ne trouve pas seulement sa réponse dans l'expérience ou dans le sentiment des individus, mais dans les règles et dans les référentiels qui les encadrent ». Qu'à cela ne tienne, il retombe sur ses pieds en ajoutant : « L'alignement et la mise en cohérence des conduites et actions avec les règles édictées par les bailleurs requièrent dès lors une vigilance et une mobilisation de tous les instants ». Autrement dit, pour être légitime, le promoteur de développement suit au pied de la lettre les règles, cette tâche phénoménale entraîne une tension à la limite de l'insupportable, la solution est donc la gestion des ressources humaines.

Cette approche qui se revendique de la sociologie politique et qu'étayent vaguement les concepts annoncés est juste la resucée à la mode du discours propre aux sciences politiques. On le voit : la sociologie politique est encore en gestation malgré les avancées des grands auteurs. Avec de telles dérives, on est loin de comprendre le développement, mais on comprend mieux les chercheurs. Alors que le Chiapas était bien analysé (cf. Introduction de la deuxième partie), cette sociologie politique n'est pas mieux lotie que les SHS si elle déconstruit sans méthode. Si elle se contente de singer les dénonciations, son potentiel créatif ne sera pas valorisé alors qu'elle dispose d'indépendance des normes en vigueur dans les SHS. Mais l'esprit bardé de certitudes barre la route au savoir. De nos jours, elle est affectée par la faiblesse numérique d'études de terrain et de l'absence d'un « modèle » de fonctionnement du développement et des pays du Sud. Il faudrait que les études en cours servent à établir des modèles comparatifs plutôt que des descriptions sans âme qui ne peuvent que déboucher sur une généralisation préconçue. Les pays du Sud étant plus connus par les préjugés et

l'ethnocentrisme que par leurs réalités, et le développement étant abordé plus par les organigrammes et les discours que par le terrain, la stérilité académique guette cette discipline (sur laquelle je reviens plus loin).

Pour une hiérarchie des disciplines sur le développement

Ma thèse dans cet ouvrage propose que toutes les disciplines ne sont pas utiles au développement, certaines s'avérant même contreproductives. Il en va de même du savoir quand les théories relèvent plus du suivisme académique. Je propose un classement des disciplines en préalable à leur examen approfondi, ceci d'après ce que je connais de première main sans avoir une vue générale de chacune d'elles. Prenons-le comme une exploration soumise à débat. La question est : quelles sont les disciplines les plus utiles au savoir en général et au développement en particulier ? Les preuves ne sont pas infaillibles et les données se résument aux pratiques et aux lectures accumulées pendant une carrière professionnelle. Mais quand les spécialistes de littérature ou de psychologie donnent leur point de vue sur le développement, je suis quand même en mesure de voir à quel point elles font l'impasse sur les dimensions politiques et économiques. Leurs certitudes deviennent dès lors des points faibles qu'il est possible de caractériser[257]. Finalement ce n'est pas tant le classement lui-même qui mérite l'attention que les critères utilisés qui suggèrent les normes, les savoirs et le degré d'ouverture d'une discipline. D'une certaine manière, ayant pratiqué certaines de ces disciplines et publié dans leurs revues, j'en ai une connaissance de l'intérieur. Les rejetant les unes après les autres, mon choix s'est finalement porté sur la sociologie politique qui me fait considérer cette dernière comme la plus aboutie pour le développement.

Les pires sont celles qui ne savent pas de quoi elles parlent : gestion, psychologie, littérature, philosophie. Les sciences de gestion semblent incongrues mais les thèses de doctorat montrent le recours permanent à une psychologisation qui dénotent l'ignorance des phénomènes sociaux. Manque de données, terrain insignifiant et justifications par les auteurs en vue produisent des généralisations hors sol qui, malheureusement, s'appuient sur les normes du moment et jouissent d'un certain écho. Le désir de contribuer à une narration avant-gardiste (comme anciennement le marxisme ou une hérésie religieuse) avec un impact (sur l'environnement, les droits de l'homme ou le développement) ne parvient pas à dépasser le stade de la dénonciation (corruption des élites), des normes académiques et de l'eschatologie religieuse (la pureté sauvera le monde).

A peine moins pires sur le plan de la rigueur scientifique mais plus dangereuses par leur attrait dans le grand public ou auprès des militants se situent l'anthropologie et la sociologie. Elles produisent des données encore que celles de l'anthropologie soient ténues faute de méthode avérée. Mais les deux s'attachent d'abord aux auteurs comme manière d'exister de manière légitime car elles sont idéologiques, normatives et fermées sur elle-même (en apparence elles paraissent ouvertes). Sur ce, elles méprisent la technique alors qu'elles parlent de sujet technique sans les maitriser en plaçant le discours militant et expert au même niveau. Ce relativisme inimaginable est une négation de la science. Les généralisations sur l'environnement et le développement se font également en dehors de toute connaissance ou intérêt pour l'économie. L'analyse des discours est à l'avenant puisqu'elles n'ont aucun moyen pour distinguer le discours politique du discours technique. Manque enfin une analyse politique des pouvoirs réels et pas seulement imaginés sous la forme de dominations a priori. Même l'anthropologie politique demeure de l'anthropologie car elle demeure révolutionnaire par nature alors que le politique est l'ensemble jamais définitif des répertoires d'action.

[257] Une revue interdisciplinaire est la revue en ligne The Conversation dans ses différentes éditions linguistiques (ceci avant que cette revue soit noyautée par le féminisme radical). Les articles accessibles au public mettent en exergue les raccourcis et les ignorances des chercheurs.

Les disciplines les plus proches de la normalité scientifique sont l'économie, la géographie et l'histoire. Elles brassent des données variées, mais avec peu de critiques faute d'expertise dans les domaines abordés. L'économie inclut une dimension théorique marquée alors que la géographie et l'histoire sont empiriques (on verra pourquoi). Les sciences politiques se situent dans la même classe de scientificité car, au moins, elles savent décrypter les discours et évaluer l'objectif politique des locuteurs. Conscientes de leurs limites, elles se rapprochent de l'économie et de l'histoire. De plus, elles sont moins normatives du fait des rugosités politiques qu'elles prennent en compte à la différence des autres disciplines. Toutefois, la discipline demeure à un stade élémentaire par la priorité accordée à la formation des gouvernants[258]. En France, la centralité de l'Etat réduit également les ambitions de l'analyse sociale et comparée. Par exemple, la propension à privilégier l'Etat et les élites régaliennes (on verra que les groupes de pression sont étudiés par la sociologie politique) favorise le passage, chez le chercheur, d'un thème à l'autre sans capitaliser ni maîtriser un thème[259] (même si les choses changent un peu). Dans les pays du Sud, l'état des sciences politiques est embryonnaire, très théorique (Aristote reste incontournable) et plus lié à un idéal qu'à la corruption observée sur le terrain. Il en va de même avec la notion de clientélisme qui est abordée de manière normative dans le genre : « ce n'est pas bien et il faut le combattre », ceci sans en comprendre les invariants puisque la méfiance envers les élus fait de ces derniers un coupable permanent. Quant aux penseurs politiques actuels au Nord, ils cherchent l'inspiration dans la philosophie politique qui classe les courants en bon ou pas bon (du genre : le fonctionnalisme) sans se donner les moyens de multiplier les terrains d'étude. L'histoire, absolument nécessaire, est d'un recours limité quand on peine à comprendre les sociétés actuelles, plus encore si l'historien défend un point de vue partisan. Les sciences politiques font abondamment appel à l'économie du fait des implications de la vie politique dans les affaires, mais les multiples écoles en économie selon le recours aux institutions, aux données quantitatives, à l'inégalité sociale, à la théorie pure, etc. rendent l'exercice périlleux. Les sciences politiques s'appuient aussi sur l'histoire et la géographie qui ne sont jamais parvenus à amorcer le début d'une connaissance du fonctionnement d'une société : la géographie par méconnaissance politique et insuffisance technique ; l'histoire par défaut de connaissances du présent ; l'économie par manque d'ambition dans le domaine politique et technique. Aucune discipline de ce groupe ne parvient à réunir les dimensions majeures de l'analyse sociétale : sauf les sciences politiques, ce groupe est incapable de contextualiser un discours pris trop souvent au pied de la lettre ou incompris.

Disciplines par niveau d'utilité scientifique dans le savoir sur le développement

	Ouverture de la discipline	Analyse technique	Analyse économique	Analyse politique	Analyse de discours	Prégnance d'une idéologie et de normes
Sociologie politique	Transdiscip.	+	+	+	+	

[258] Le wokisme qui exige le démantèlement du racisme institutionnel est particulièrement développé chez les étudiants d'origine littéraire, ce qui est un obstacle supplémentaire pour la scientificité quand la revendication, aussi légitime soit-elle, prend le pas sur l'analyse. https://atlantico.fr/article/decryptage/les-etudiants-de-sciences-po-ou-la-preuve-des-ravages-de-la-culture-de-la-culpabilisation-sociologie-ideologie-woke-cancel-culture-etudes-superieures-elites-gauche-olivier-galland

[259] Pierre Lascoumes, Philippe Warin, Alain Faure et d'autres passent des politiques sociales aux politiques environnementales du fait de la méthode centrée sur l'Etat et les élites.

(économie politique, géographie politique, socio-anthropologie, journalisme d'investigation)						
Géographie, histoire, économie, socio-économie[260]	Interdiscip.	+	+			
(journalisme, démographie)						
Sociologie, anthropologie, ethnologie, droit, archéologie[261]	Pluridiscip.					+
(*gender studies*, psychologie, gestion, théologie[262], histoire des idées)						
Littérature[263], philosophie[264]	Pas de données					+

Au-dessus du panier des disciplines qui ont les moyens de comprendre une société ou les dispositifs de développement, se situe, comme je l'ai dit plus haut, la sociologie politique. La sociologie politique française issue des sciences politiques (et pas de la sociologie) est récente et elle demeure marquée par les défauts de la discipline d'origine. Mais elle a montré sa capacité autant à comprendre les auteurs (Pierre Lascoumes a étudié Foucault) qu'à décrypter les jeux d'acteurs même peu visibles comme les réseaux d'influence, les groupes d'intérêt, l'opinion publique[265], etc.

Evidemment, chaque discipline contribue à l'apport empirique et il en va de même de chaque chercheur qui fait parler intelligemment les données[266]. Le classement des disciplines dans le tableau

[260] Souvent pratiquée par des agronomes ou des économistes ruraux.

[261] L'archéologie a des données et pas d'idéologie. Ses modèles d'évolution sociale sont douteux et l'archéologue est juste un technicien de chantiers (cf. tome 3).

[262] La théologie reconnaît ses limites alors que ce n'est pas le cas de la philosophie. Quant à son implication dans le développement, il mériterait des approfondissements qui dépassent l'ambition de cet ouvrage.

[263] Par exemple l'écocritique matérielle qui est « l'étude de la manière dont les formes matérielles - corps, choses, éléments, substances toxiques, produits chimiques, matières organiques et inorganiques, paysages et entités biologiques - interagissent entre elles et avec la dimension humaine, produisant des configurations de significations et de discours que nous pouvons interpréter comme des histoires". https://www.cambridge.org/core/books/abs/value-of-ecocriticism/material-ecocriticism/EDDB1CC1861BD7F9005C07DC70BDEEB7

[264] La définition de la philosophie qui est une pensée « qui cherche à se justifier par divers moyens mis en œuvre avec persévérance – réflexivité, appel à l'expérience, examen critique de thèses adverses, introspection, recensions, divisions catégorielles, conceptualisation et, bien sûr, raisonnement » ne fait même pas appel aux données ! : https://www.lemonde.fr/livres/article/2022/07/01/histoire-mondiale-de-la-philosophie-de-vincent-citot-une-humanite-pensante_6133018_3260.html Voir aussi Lahire 2023.

[265] Alors que des sociologues et des économistes marxistes refusent l'idée d'opinion publique.

[266] Je ne défends pas une vision positiviste ou sacrée des données qui doivent faire l'objet d'une analyse critique et d'interpolation quand elles manquent. Cf. Carlo Ginzburg sur les procès de sorcières (Le sabbat des sorcières) qui peuvent éclairer selon les possibilités les mentalités d'un siècle ou des éléments intemporels.

ci-dessus inclut deux autres informations. Les colonnes précisent les lacunes disciplinaires et les lignes intermédiaires situent les sous-disciplines proches. On note ainsi que les disciplines qui dépassent les limites disciplinaires, comme la socio-anthropologie, sont plus proches de la sociologie politique que de l'anthropologie. L'économie politique et la géographie politique s'en rapprochent aussi sans toutefois combler leurs manques. Par nature politique, l'histoire pourrait atteindre ce niveau si elle avait accès aux données sociopolitiques, ce qui n'est pas le cas même pour les périodes récentes[267]. L'anthropologie politique ne fait pas partie du haut du panier car elle est avant tout idéologique (marxiste). Les journalismes de base et d'investigation donnent une idée de la rigueur à atteindre en matière de données vérifiables. Le journalisme d'investigation fournit les clés politiques de compréhension d'un jeu de données et montre, en passant, le peu d'intérêt à accorder aux grands auteurs défendus par les chercheurs. Le manque de référents théoriques est plus que compenser par l'expérience du journaliste ou par une analyse comparée de situations. Pour les étudiants en master, il faut viser au moins le journalisme de base et, en thèse, le journalisme d'investigation qui va au-delà des discours convenus des acteurs interrogés.

S'il existe un classement des disciplines, c'est que les SHS peuvent être utiles au développement. Mais plus aujourd'hui qu'hier, les SHS usurpent le titre de sciences car on ne voit pas le début d'un savoir cumulatif. L'exemple des études postcoloniales qui prolifèrent dans plusieurs disciplines montre clairement qu'aucun savoir n'est produit si ce n'est une dénonciation permanente. Autrement dit, le *Delenda Carthago* du développement inclut de chasser les ONG mais pas le développement ; ainsi que les chercheurs en SHS mais pas la recherche en sciences sociales. Les données ne sont pas suffisantes pour revendiquer le statut de science car ces données, qui seront fort utiles pour construire dans le futur l'histoire des sciences du développement, sont assujetties aux normes et ne produisent qu'un savoir partiel le plus souvent à charge. Pour démontrer le manque de scientificité des SHS du développement, je reprends la chronologie de chaque discipline abordée à partir de quelques textes qui ont pu avoir un impact à leur époque.

ANTHROPOLOGUES

Garants de « l'authenticité », les anthropologues estiment par exemple qu'un document officiel qui contractualise un différend entre villages n'a guère de poids. Ils se gaussent alors de l'aménageur, de l'économiste et de l'expert qui appliquent les normes de leur société (même s'ils sont du pays) voire sont accusés de marchandisation ou de privatisation brandie comme des blasphèmes inquisitoriaux. La seule solution pour ces redresseurs de tort est la concertation préalable et l'usage des normes locales (comme les interdictions temporaires sous la forme de tabou). Malheureusement, ces chantres de la pureté première ignorent les échecs anciens du développement communautaire, la grande inégalité sociale et une mise sous cloche des peuples premiers. Leur romantisme désuet ne prend pas la peine d'étudier l'échec des nombreux efforts produits par les gouvernements successifs du Sud pour trouver des solutions[268]. Par exemple, la seule notion de lignage pose un réel problème pour l'action collective faute de pouvoir décompter les ayants-droits puisqu'un unique individu qui justifie un ancêtre peut remettre en cause l'accord collectif. Ce n'est nullement la participation ni le tabou qui

[267] Il suffit d'imaginer comprendre le présent à partir des seuls journaux.

[268] Qui fait l'objet du mot magique dans les SHS (qui n'explique rien) de pluralisme juridique quand deux droits (traditionnel et officiel) sont contradictoires. Ces droits servent alors opportunément une partie ou une autre (sachant que l'un ou l'autre droit est facilement contourné faute de sanctions) et soutiennent parfois des mafias communautaires qui font du chantage foncier sur les propriétaires étrangers à la communauté (quand les Etats ne parviennent pas à imposer la police officielle).

facilite un accord car les peuples premiers sont soumis aux mêmes intérêts et à la même inégalité que chez nous avec, en plus, des règles peu strictes.

L'anthropologie occupe une position ambiguë au sein des SHS du développement : elle prête à sourire avec ses retournements de conjoncture que la discipline se plaît à mettre en scène sans vergogne dans une fausse réflexivité ; ses certitudes effraient à propos des races, des cultures, des ethnies, de la tradition, etc. ; et elle suscite des craintes réelles dans le développement quand elle se rapproche des ONG alors qu'on prédit régulièrement sa disparition dans les oubliettes de la science[269]. Elle bénéficie toutefois de l'appui du public qui retient l'exotisme des aventuriers plus que la scientificité des chercheurs. Aussi les outrances d'une Nastassja Martin[270] qui défend l'absence de hiérarchie entre recherche et littérature doivent-elles faire grincer les dents autant aux promoteurs du développement qu'à la discipline[271]. Peut-être pensait-elle faire remonter le niveau de la littérature avec l'anthropologie quand les esprits critiques y voient la relégation de l'anthropologie en dehors de la science. Quoiqu'il en soit, l'anthropologie génère des doutes internes et des critiques externes sans réellement s'ouvrir à la réflexivité sur des pratiques peu formalisées et des certitudes qui mériteraient mieux.

L'engagement dans le développement crée des malaises chez les anthropologues eux-mêmes. Non qu'ils doutent de l'utilité de l'anthropologie, mais leur accueil par les autres acteurs est au mieux mitigé comme en témoigne l'un d'eux[272]. Il faut dire que le courant associatif invite les anthropologues à contribuer aux projets de développement, mais la greffe est difficile. Déjà les anthropologues voudraient ré-agencer les opérations avec des certitudes qui ne plaisent pas à tout le monde. Forcés de composer, ils semblent le faire à reculons si on comprend la double image du « caillou dans la chaussure » et du « jeu du chat et de la souris ». Leur place est inconfortable du fait que leurs maîtres ont conceptualisé l'anthropologie du dedans et du dehors du développement (*in-sider* et *out-sider*). Les anthropologues engagés dans l'action ne savent donc plus à quels saints se vouer puisque, d'un autre côté, l'anthropologie pure exprime son aversion envers l'anthropologie appliquée : « les obstacles proviennent de la démarche anthropologique elle-même » qui prétend à « une extériorité, basée sur l'autonomie et la neutralité (sic) ». L'inconfort n'a même pas besoin de faire appel au faible niveau de compétences du chercheur ni aux certitudes coloniales incompatibles avec les actions de terrain puisque le malaise est construit dans la discipline elle-même. Il n'y a que l'anthropologue du développement à être surpris d'être incompris[273]. Portant « le stigmate de l'instrumentalisation et de la connivence », il met en scène son calvaire sans reconnaître ses limites en matière économique et technique : le nombrilisme prête à rire.

Plus sérieusement, des économistes ont remis en cause la formation technique, économique et politique de l'anthropologie sociale. C'est le cas du prix Nobel d'économie Douglas North qui soutient

[269] La pédologie a le même statut ambigu dans les sciences agronomiques.
[270] Elle n'est pas la seule car, régulièrement, les anthropologues reprennent les excès de la *writing culture* : https://journals.openedition.org/jda/5584
[271] https://www.lemonde.fr/livres/article/2022/10/16/nastassja-martin-faire-sortir-l-anthropologie-des-cenacles-fermes_6146013_3260.html Le même débat a lieu en histoire autour de Patrick Boucheron qui, toutefois, se rend à l'argument de « cette vieillerie, le réel ».
[272] https://journals.openedition.org/apad/4119
[273] Autre témoignage sidérant qui montre à quel point l'anthropologue de base s'affranchit des normes de la science. Alors que Robertson « plaide pour une meilleure connaissance des opérations et structures des agences de développement chez les anthropologues, Flood répond que la légitimité de la discipline anthropologique repose plutôt sur une distanciation des pratiques des agences intergouvernementales. Ces dernières, prévient Flood, « can be more inaccessible than the densest jungle or most forbidding wilderness. One almost suspects that they have something to hide « : https://www.erudit.org/fr/revues/as/2005-v29-n1-as993/011748ar/

que les anthropologues ne disposent pas des outils analytiques nécessaires pour comprendre les institutions économiques et juridiques des sociétés qu'ils étudient. Sa critique la plus précise apparaît dans "*Institutions, Institutional Change and Economic Performance*" (1990) où il défend l'idée que les institutions (règles et pratiques) sont la clé pour comprendre les performances économiques d'une société. Il critique leur manque d'analyse des institutions et des règles qui gouvernent les interactions sociales et économiques. Quant à la réflexivité des anthropologues, elle est peu développée et bien moindre que chez les sociologues rompus à l'exercice, comme on le voit plus loin. Dans une interview, l'anthropologue Pierre Déléage se moque des anciens anthropologues (et des nouveaux) pour écarter leur mauvais raisonnement ou des données insuffisantes. Mais alors que les anthropologues mettent en scène l'histoire de leur discipline pour discréditer le courant racial et les erreurs de leurs prédécesseurs, ils ne parviennent jamais à appliquer la norme scientifique qu'ils ne cessent de brandir. Aussi Déléage, très sérieusement, conclut : « Et de toute façon, plus personne ne croit désormais à ces histoires de réalité objective[274]».

D'où viennent les certitudes d'une discipline si mal comprise ? Une discipline au contact avec les peuples premiers a fourni des observateurs et des théoriciens de premier plan jusqu'à Claude Lévi-Strauss. Mais les opposants au structuralisme ont perdu jusqu'à l'idée de méthode[275]. Seuls des courants plus rigoureux et plus proches des autres disciplines sont parvenus à une certaine reconnaissance comme l'écologie culturelle aux États-Unis, l'anthropologie des techniques (également proche de l'archéologie) et la socio-anthropologie en France. Mais des théories inégalement appréciées (structuralisme, racialisme) ou erronées (André Leroi-Gourhan[276], André-Georges Haudricourt) ont forcé les anthropologues à mettre en scène leurs échecs dans un renouveau sans fin qui devraient trop tardivement se terminer en queue de poisson : « après avoir vu de la structure partout, le doute s'installe au point de n'en voir finalement plus nulle part[275]». Le repli des anthropologues sur une discipline fermée leur donne toute latitude pour s'enferrer dans des dérives étonnantes. Et plutôt que de réaliser l'analyse « objective » (un mot peu apprécié) des raisons de leur rejet, ils s'enfoncent dans leurs croyances que résume le mot asymétrie. Horrifié comme tout un chacun par les zoos humains et ému par les dérives coloniales, l'anthropologue milite pour l'égalité jusqu'à l'ambiguïté sur les différences. La phobie de toutes les asymétries : entre cultures, entre les hommes, entre les genres, avec les animaux et les choses devient pour les individus touchés une révélation religieuse qui ôte tout espoir de rédemption dans la rigueur. L'égalité entre les animaux ne marche pas car la nature ne se plie pas à leurs fantasmes, mais une morale simpliste et, par bien des côtés, loufoque continue à les animer. L'asymétrie entre les disciplines sert aussi la complainte de l'anthropologue incompris, cantonné aux tâches subalternes et mis à l'écart dans les équipes de recherche[277]. L'anthropologue associe alors son spleen aux opprimés : « la structure des partenariats ressemble plus à un centre regroupant les manifestations du pouvoir (économique, symbolique et culturel) et des périphéries déconnectées entre elles qui suivent plus qu'elles ne collaborent ». Il est d'ailleurs étonnant que le terme asymétrie soit préféré à celui de domination. Peut-être que l'asymétrie reconnaît des écarts minimaux entre les hommes alors que la domination reconnaîtrait des

[274] https://www.lepoint.fr/culture/un-anthropologue-chez-les-anthropologues-26-07-2020-2385615_3.php
[275] « La critique contre Lévi-Strauss, et plus généralement, contre le structuralisme se constitue néanmoins souvent sur la base d'un rejet global d'un système théorique considéré comme total, comme si toute l'œuvre de Lévi-Strauss imposait avec une égale force les postulats et les méthodes de son paradigme. Une critique qui s'inscrit finalement dans un mouvement de remise en question d'une anthropologie « classique », dont on ne sait jamais très exactement à quoi elle réfère » : https://www.erudit.org/fr/revues/as/2012-v36-n1-2-as0210/1011728ar/
[276] On m'objectera que des auteurs cités sont plus historiens ou ethnologues qu'anthropologues, mais leur usage en anthropologie (des techniques par exemple) les rapproche suffisamment de l'anthropologie.
[277] https://www.cairn.info/revue-anthropologie-des-connaissances-2019-2-page-425.htm

différences substantielles. Ou alors l'asymétrie dans la commune humanité évite de réfléchir sur les différences économiques et politiques entre le développement à l'occidentale et le sous-développement du Sud.

Dénonçant à tour de bras et donnant des leçons, l'anthropologue n'a pas bonne presse tant il caracole dans l'avant-garde en reprenant sans recul ni analyse les termes de l'environnementalisme vide de réflexion (anthropocène, anthropocentrisme, etc.). Sa proximité romantique avec les peuples premiers fait que l'anthropologie de nos jours ne s'est jamais aussi bien portée à l'image des disciplines moribondes qui s'accrochent pour survivre à chaque événement : développement durable, biodiversité, changement climatique et agroécologie. Les disciplines *has been* montrent une résilience de zombie dans leur capacité à apporter des solutions (illusoires) et à mobiliser des financements. Il faut reconnaître que l'échec général des solutions, au Nord comme au Sud, laisse désemparés les décideurs qui se raccrochent à tout ce qui brille. La capacité à rebondir est un signe non pas de vitalité mais de suivisme à retardement et donc de répétitions des anciennes modes de développement en échec (comme on l'a vu avec le *community development*). Apprend-on quelque chose sur le fonctionnement des sociétés dans les quatre ontologies de Philippe Descola ? Bien sûr que non ; apprend-on à mieux à dénoncer ? Oui car elles sont faites pour cela. Les anthropologies académique et appliquée sous les feux de la rampe sont incapables d'apporter un savoir[278]. L'héritage glorieux des pionniers empiriques est dilapidé avec la révélation postcoloniale qui délivre une certitude opportune pour agir de manière désordonnée, d'ailleurs moins pour le développement honni que pour la protection de l'environnement et la mise sous cloche des Premières Nations. Qu'une discipline ou une idée ait sa chance dans le monde scientifique, c'est normal, mais la condition est de prouver rapidement que les outrances n'en sont pas. Et il faut être un génie pour écrire : « J'ay si peu de commodité d'escrire mes démonstrations, que je me contente d'avoir découvert la vérité et de sçavoir le moyen de la prouver, lorsque j'auray le loisir de le faire ».

La proximité récente avec les ONG mérite une explication sachant que l'anthropologie a découvert tardivement la participation. La participation ne vient pas non plus d'une demande des usagers. La participation renaît[279] dans les années 1980 avec les chercheurs qui veulent conclure un diagnostic agraire (enquêtes et essais en conditions réelles) avec la restitution des résultats et une discussion avec les producteurs agricoles. Les ONG ont imposé la participation dans les années 1990 pour la considérer comme la seule référence dans le développement. Politiquement parlant, la participation permettait de marginaliser les experts qui faisaient de l'ombre aux ONG. Une fois l'expert expulsé ou sous contrôle, toutes les disciplines de dénonciation, l'anthropologie en tête, pouvaient prétendre travailler avec les ONG, encore que, comme on l'a vu plus haut, les anthropologues étaient réticents à se couler dans le développement par peur d'être à leur tour accusés de néo-colonialisme.

Sociologues

Alors que l'anthropologie bénéficie d'une certaine indulgence dans le public, la sociologie est davantage exposée. Si on pense en termes de révélation, le jeune sociologue découvre avec horreur l'inégalité sociale dont il ne se départit jamais sa vie durant. A l'inverse, le jeune anthropologue épris d'exotisme découvre tardivement la chance d'utiliser les peuples premiers comme l'exact inverse de la civilisation, souvent la sienne. Là encore, la révélation lui sert de viatique car elle semble expliquer autant son microcosme personnel que le macrocosme de la vie sur terre. Si quelques professeurs

[278] Le suivisme acritique se nourrit des penseurs « qui font voir autrement les relations » (https://journals.openedition.org/lhomme/29305). Ces passeurs tirent eux même leur légitimité d'un ou deux philosophes. Il reste à démontrer la validité de ces approches sans tirailler la réalité dans un sens ou dans l'autre.
[279] On voit plus loin que la participation des usagers existait dans les Colonies.

aiguisent cette orientation personnelle, plus rien ne le fera changer. En sociologie, c'est le surdoué Karl Marx qui a ancré dans les esprits l'idée plus de révolution que de science même si son analyse conceptuelle mêlant politique et histoire mérite le détour. Les sociologues ne s'en cachent pas et ont même prétendu qu'il existe une science alternative à ce qu'ils supposent être une science bourgeoise. Par manque d'analyse critique, les commentateurs de Marx révèlent en permanence le mélange entre concepts scientifiques et revendications sociales. Marx est un analyste qui a inclus LE politique dans son analyse parce que son objectif était LA politique. Et seul ce dernier aspect a retenu l'attention des sociologues. Comme le structuralisme en anthropologie, Marx de nos jours fait moins rêver les idéalistes qui ont déserté les usines, mais il continue à irriguer sous la surface l'activisme en sociologie car il fait toujours partie de la sainte trinité de l'enseignement avec Emile Durkheim (qui écarte de l'analyse scientifique l'individu) et Max Weber (qui était très prudent sur l'usage des valeurs religieuses dans le développement comparé). Le déclin des partis communistes et la désaffection envers le syndicalisme de combat ont conduit alors les anciens marxistes à investir non pas les droits de l'homme trop soft et l'environnement (pas appuyé par les syndicats) mais la version radicale du wokisme et de l'islamo-gauchisme. Être clivant est devenu une raison d'être alors même que les bastions universitaires de la radicalité sont peu nombreux. Le pari médiatique est cependant réussi au point que les sociologues sont devenus des acteurs incontournables (mais bien seuls) de la polarisation sociale. Leur opportunisme est évident pour deux raisons. La première est que cette minorité qui a déserté la pauvreté utilise la veine infinie des dominations et l'écart jamais comblé avec la société idéale pour perpétuer les dénonciations opportunistes. La seconde est qu'elle oublie l'efficacité à long terme de la démocratie pour réduire les inégalités. Une vision étroite confine à l'aveuglement tant sociétal que scientifique.

Après l'inspiration des fondateurs par la science naissante, une sociologie rétrécie a depuis fait l'impasse sur des pans entiers des réalités sociales, économiques et politiques, ce qui lui vaut du mépris[280]. Des sociologues ont défendu l'inutilité des recherches sur le terrain puisqu'on savait y trouver l'éternelle domination de classe[281]. Des réunions universitaires concluent invariablement à l'unité de la pensée sociologique contre une sociologie de quelque chose (de l'environnement, du développement, etc.)[282]. On comprend que les sociologues aient péniblement investi les enjeux postmodernes à l'image des partis politiques de l'ultragauche. L'environnement et le féminisme sont devenus tardivement des thèmes de recherche d'ailleurs limités aux conflits environnementaux. Les objets d'étude comme l'eau ou les mines ne sont bien sûr pas sélectionnés pour approfondir un savoir mais pour perpétuer la dénonciation d'un capitalisme que, d'ailleurs, l'on ne sait plus trop bien définir depuis que l'appropriation des moyens de production et les aliénations antiques ont disparu de la scène intellectuelle. De son côté, ce verdissement tardif a conduit à créer le terme péjoratif de « marxisme vert », certains sociologues étant encore réticents à traiter d'un sujet intégré dans la vieille « idéologie de la production et de la consommation de masse[283]». Le militantisme est tellement ancré que la sociologie estime de son devoir de dénoncer la science bourgeoise[284]. Faute d'esprit critique, la couleuvre est avalée et le tour est joué : les sociologues peuvent devenir autant de Lyssenko qu'ils veulent. Ils oublient simplement qu'il n'existe pas de science marxiste ou bourgeoise,

[280] Voir les commentaires peu élogieux des articles du Monde produits par les sociologues.
[281] Il est intéressant de noter que les sociologies des riches ou de la famille, qui trouvent leur public, n'ont pas théorisé comme si les sociologues n'ont que la domination de classes comme caution : https://www.cairn.info/revue-projet-2011-2-page-21.htm.
[282] L'anthropologie n'a pas ce genre de réflexivité puisqu'elle n'en n'a pas du tout, se permettant d'empiler une anthropologie des fromages, des phoques, des loups, etc. au potentiel immense mais qui tarde à se matérialiser.
[283] https://journals.openedition.org/traces/5468?lang=en
[284] Les « marxistes » et leurs émules évoquent le « prêt-à-penser la société à usage mercantile et justification scientifique », autrement dit idéologie contre idéologie. https://www.cairn.info/revue-zilsel-2018-1-page-411

le seul critère étant la méthode associée au doute. Le tour de passepasse a également fonctionné avec les institutions décrétées bourgeoises, ce qui permettait de s'affranchir et de la science et de la démocratie. Ce faisant, les sociologues ne perçoivent pas que les institutions servent la communauté avant de servir un intérêt particulier. Il en va de même de la science : la méthode n'est ni bourgeoise ni chinoise, mais la gestion de la science peut servir des intérêts particuliers, que ce soit les ONG ou les multinationales. Comme l'anthropologie, la sociologie victime de sa radicalité est soumise à une idéologie et se désintéresse de faire progresser l'analyse sociétale. Incapables de régulation, ces disciplines ne devraient pas bénéficier de la qualification de sciences du fait du parti pris contre l'objectivité. Une fois les mots et les statuts précisés, rien ne s'oppose à conduire des études selon un parti pris dès lors qu'on ne l'appelle pas une théorie ou une hypothèse[285].

Comme on l'a vu plus haut, la liberté de tester les hypothèses incongrues doit être respectée à la condition que les outrances ne deviennent pas une ornière. Le marxisme doit aussi être étudié, mais davantage comme la preuve d'un excès militant. Le marxisme se perpétue par le recrutement des éternels étudiants en butte avec le système. La sociologie leur donne non pas les moyens de comprendre la société mais de renforcer une conviction avec un savoir partiel. A ce stade de l'analyse, le lecteur commence à deviner les obstacles psychologiques et sociaux qui empêchent la sociologie de progresser dans la compréhension et de la société et d'elle-même. Tous les sociologues ne sont pas marxistes, mais aucun ne remet en question la conception de l'histoire faite de la lutte ininterrompue des classes sociales. On verra même plus loin des sociologues « libéraux » (terme forgé par les marxistes pour montrer que la science marxiste existe) attiré par le simplisme marxiste quand le développement est obligé de choisir une explication faute d'autres options. Et pour cause puisque la sociologie ne cherche pas à comprendre. Plus qu'un « sport de combat », la sociologie devrait viser la compréhension qui apporte plus de doute que de certitudes.

Les sociologues qui conduisent leur travail avec honnêteté font moins parler d'eux et deviennent parfois des victimes quand, ils affrontent, comme Jocelyne Porcher mal préparée face aux animalistes, des arguments moraux d'une société idéale. Afin de comprendre les obstacles que la sociologie dresse seule devant elle, j'aborde la réflexivité dans la discipline, non pas qu'elle soit objective, mais son existence permet d'évaluer les marges de réforme de la discipline. Puis j'analyse la sociologie savante du développement qui permet de briller sans percer les ténèbres.

La sociologie potentiellement utile dévoile une certaine réflexivité. Il faut en effet du courage pour s'attaquer aux croyances, normes et valeurs d'une discipline dont dépend la carrière de chacun. Ne parle-t-on pas d'une « discipline à vocation scientifique […] prise en otage par ceux qui veulent en faire un 'sport de combat'», de sociologues « qui peuvent nous égarer dans des récits idéologiques et outranciers « ou encore de « sommeil dogmatique[286]« ? Car le chercheur est jugé principalement par ses pairs supposés les seuls en mesure de juger un travail scientifique (ce dont on peut douter pour les SHS[287]). Mais face aux critiques, l'appareil de la sociologie a ses soviets, autrement dits des ressources auxquelles il serait vain de penser que la réflexivité puisse changer quelque chose. Un témoignage est fourni par les controverses récentes que l'exposition au public a valu à la sociologie. On pense bien sûr à l'affaire Sokal et Bricmont, mais on peut en ajouter d'autres comme des articles factices (acceptés

[285] Une fois le vocabulaire précisé, la question est de savoir si les « humanités » qui ne sont pas des sciences doivent bénéficier d'un financement public. La connaissance apportée par Voltaire et Marx qui n'étaient pas des fonctionnaires est reconnue.

[286] Gérald Bronner et Étienne Géhin, Le danger sociologique, Paris, Presses universitaires de France, 2017, 242p

[287] Tout citoyen informé ou vrai chercheur peut évaluer l'avancée des SHS sur une échéance moyenne pour se rendre compte des avancées. Mais la privatisation des SHS évite ce problème : l'empirie relèverait d'agences de consulting et la théorisation serait privée.

par Michel Mafesoli) ou encore, pour ce professeur renommé, la thèse controversée de l'astrologue Elisabeth Tessier. Il ne s'agit pas ici d'interroger la possibilité de dérives, mais de voir comment le dinosaure y a répondu pour ne rien changer.

Les objets de la sociologie intéressent tout un chacun mais ses dérives (marxisme, *fakes*, islamo-gauchisme) attisent les passions. La plupart d'entre nous est probablement d'accord pour reconnaître que la sociologie mérite mieux que des militants mal recrutés, mal formés et vivant dans un entre soi mortifère pour la science. Le plus grave n'est pas l'existence des affaires, qui dénotent un intérêt pour la sociologie, mais l'absence réitérée de leçons tirées par la discipline. Jacques Bouveresse s'est offusqué de l'absence de suites après le scandale suscité par la parution d'un faux article par le physicien Alan Sokal[288] qui imitait le style des sociologues alors que le fond de l'article était un tissu d'inventions. Dans l'affaire Teissier, Bernard Lahire se contente de rappeler les règles de la science pour écarter d'une chiquenaude tout scrupule et éviter la réflexion sur les dérives de la discipline[289]. Le rappel de la science fait sourire quand on lit les analyses sociologiques. Lahire est tellement peu conscient d'un credo qui ne convainc que ses pairs qu'il a repris les mêmes arguments pour contrecarrer les « mauvaises » attaques contre l'islamo-gauchisme et le wokisme. La parole d'autres sociologues, minoritaires médiatiquement comme Nathalie Heinich[290], se perd dans la pureté idéologique de la discipline. On n'est plus dans l'outrance anthropologique des animaux mais dans l'outrance sociale avec les mêmes répercussions sur la science. Les physiciens et la philosophie analytique n'ont pas l'air de partager la définition de la science avec les dinosaures de la discipline. N. Heinich, G. Bronner et leurs confrères deviennent contreproductifs dans le cadre actuel de la discipline quand les monologues des uns et des autres sont appelés un débat.

A la différence de l'anthropologie où les modes bondissantes surgissent là où on ne les attend pas, la sociologie suit un modèle normalisé par le formatage collectif de la pensée pure dès lors que les postulats ne sont pas remis en cause. C'est une théologie au sens où est posé comme facteur premier non pas Dieu mais l'inégalité sociale ou la dénonciation du système. Une fois le postulat admis, la rationalité sert une scholastique de qualité. Face à ce formatage par une avant-garde morale, Mafesoli apparaît presque pardonnable car, au moins, pratique-t-il la liberté au détriment du déterminisme social. Evidemment, il n'a aucune notion sur une science d'avancées modestes et cumulatives que lui reprochent ses collègues ! C'est d'ailleurs une constante de la sociologie d'être dominée par une avant-garde : structuraliste ou marxiste hier et morale de nos jours avec en toile de fond la dénonciation que légitime une cité idéale à peine esquissée. Mais Lahire ne s'arrête pas à l'histoire

[288] Essai transformé avec Impostures intellectuelles (1997) publié avec le physicien Jean Bricmont.

[289] Comme Bourdieu, Lahire se fait régulièrement le défenseur de la scientificité de la sociologie et dénie tout militantisme : « Ce à quoi nous assistons n'a pas grand-chose à voir avec un débat scientifique. Celui-ci doit se jouer dans le champ de la sociologie, et pas dans les médias. Pour le moment, ce sont les médias qui organisent et cadrent les échanges, et ce qu'on lit dans les cadrages du Point, par exemple, est totalement ahurissant. Aucun sociologue digne de ce nom ne se peut se reconnaître dans ces présentations caricaturales qui opposent Durkheim à Weber, Bourdieu à Boudon, le déterminisme à la liberté, etc. Vus par les journalistes, les travaux sociologiques sont réduits à des "positions" ou des "prises de position" alors que ce sont les travaux et leurs qualités qui comptent. Leur réduction à des "thèses" ou des "options" — qui n'est qu'une façon détournée de réduire les recherches scientifiques à des "opinions" — arrangent bien ceux parmi les sociologues qui sont davantage dans la logique de "coups" (médiatiques) que dans la volonté de faire progresser la connaissance sur le monde social ». « Le terme de "sociologie critique" ne me semble pas pertinent. Il a été inventé et utilisé par ceux qui voulaient se distinguer de la sociologie incarnée par Pierre Bourdieu, mais ne me semble pas correct. Je ne connais de sociologie (ou de science) véritable que critique. Galilée, Darwin ou Bourdieu ont produit des effets critiques en menant simplement des travaux scientifiques. Confondre cela avec du militantisme est parfaitement malhonnête ».

[290] https://www.telos-eu.com/fr/societe/sciences-sociales-et-wokisme-pourquoi-la-france-es.html

d'une discipline qui s'est enfoncée non pas dans la diversité des points de vue mais dans l'hégémonie entretenue par des maîtres. C'est d'ailleurs facile car, dans une discipline qui n'a jamais cessé de se tromper (marxisme, théorie de la dépendance, islamo-gauchisme), les sociologues font preuve d'une grande facilité à démontrer que l'erreur passée est en lien avec un manque de donnée ou parfois avec une idéologie dépassée. Les erreurs expliquées a posteriori sans que le sociologue explique l'engouement et la domination d'un groupe sur la discipline construisent une histoire qui ne tire jamais des leçons du passé. C'est seulement l'histoire du discrédit porté contre les penseurs anciens.

La sociologie du développement n'échappe pas à cet invariant tel Georges Balandier qui s'est trompé (on verra comment) alors qu'il a tenu longtemps le haut du pavé dans sa discipline sur la base de controverses futiles qu'autorisait son érudition. Elle illustre notre brève recension des difficultés qu'éprouvent les sociologues à réfléchir et à agir (qu'ils distinguent nettement). On y croise de grands sociologues dans leur jeunesse comme Alain Touraine, qui épouse les thèmes à la mode aux Indépendances mais ne s'empêche pas de conduire des comparaisons avec les économies développées. Les bases de la reconstruction étaient à l'époque plutôt saines : prise en compte du politique, de l'économie et même de la culture alors que les sociologues actuels s'étonnent que ces bases aient été abandonnés en rase campagne. Le mystère de cette dérive qui entraîne l'absence de continuité des théories doit être levé car il explique les errements des SHS, la sociologie étant emblématique.

En 1963, les sociologues se penchent sérieusement sur le développement. Les deux références disponibles sont celui des pays occidentaux et celui des pays soviétiques. Toujours est-il qu'on est prudents, empiriques pour certains et enthousiastes face à un champ de recherche prometteur. Comme Alain Touraine[291], les sociologues ne cherchent pas à tout expliquer : ils considèrent l'économie comme le moteur du changement et la société locale un acteur lesté par les traditions qu'il faut accompagner : « Le développement n'est pas simplement un fait économique […] Le rôle des diverses sciences sociales se définit ainsi très clairement : l'économie ou la science politique se chargent d'expliquer la mise en mouvement de la société, par la révolution ou l'investissement, la conquête ou l'élimination des classes dirigeantes traditionnelles ; la sociologie considère la décomposition de l'ancien ordre social, ses résistances et aussi les conduites anomiques qui se développent dans l'entre-deux creusé entre société traditionnelle et civilisation industrielle ». Tout est ouvert et le débat est possible.

Contre le modèle soviétique, le libéralisme de Walt Rostow prime : le sous-développement n'est qu'un retard à rattraper par des étapes accélérées. L'économie est privilégiée et chaque résistance particulière doit recevoir un accompagnement adéquat. Les sociologues veulent jouer un rôle dans « la création de la société nouvelle » où s'opposent la classe moderne aux « masses populaires, d'abord empêtrées dans leur retard culturel et […] résistant au pouvoir économique et politique exercé sur elles par les industrialisateurs ». Le syndicalisme n'est pas oublié, mais il viendra une fois le « système politique stabilisé ». On peut bien sûr ironiser sur les erreurs concernant la tradition et sur les étapes économiques et sociales de l'industrialisation « qui suppose, en règle générale, une forte pression sur la consommation intérieure, difficilement compatible avec de forts mouvements revendicatifs, mais surtout les forces revendicatives sont absolument incapables de s'organiser pendant cette période, puisqu'elles sont déchirées entre un passé en décadence et un avenir inconnu ». Mais tous les éléments de l'analyse sont présents : économie, société et culture. La démocratie n'est pas spécialement mise en avant quand Touraine évoque de singuliers « garants méta-sociaux de l'ordre social comme fondement au pouvoir des puissants » tout en les pondérant

[291] https://www.persee.fr/doc/sotra_0038-0296_1963_num_5_2_1139

par l'idée de légitimité « aussi longtemps du moins que la société ne peut apparaître comme l'œuvre de son propre travail ».

Touraine n'est bien sûr pas seul à défendre une approche interdisciplinaire, comparative et prudente. Mais plus tard Georges Balandier ira plus loin sur le plan théorique : « le Tiers Monde constitue le véritable terrain d'épreuve de la validité générale des sciences sociales ». Le peuple traditionnel est devenu résistant, ce que tentent de faire admettre les innombrables micro-études de village et d'acteurs réticents qui n'expliquent rien mais tentent de récuser le développement néocolonialiste. On peut le comprendre : si les pays se développaient, toute la sociologie critique visant le colonialisme s'effondrerait, et il faudra attendre les années 1970 avec le décollage asiatique (le Japon l'avait fait bien avant) pour que le développement remette en cause autant Touraine que ses détracteurs. Mais ces décollages ne remettront jamais en cause, en toute irrationalité, l'explication passe-partout de l'empreinte coloniale : les dinosaures sont déjà dans la pomme.

Georges Balandier a une carrière de pourfendeur précoce du fait colonial. Cet africaniste connaît pourtant la « troisième vague d'industrialisation » en Asie après l'Europe occidentale des XVIIIe et XIXe siècles et l'avènement du socialisme en U.R.S.S., modèle « qui implique l'exaltation des valeurs techniques et de l'activité productive tout autant que celle des valeurs collectivistes ». Oubliant le Japon, son credo est moins le marxisme que la science. Malheureusement, l'érudition vire à l'académisme stérile et fermé comme l'atteste son ouvrage Sens et Puissance publié en 1971[292]. Concernant la sociologie du développement, il appelle à la renouveler selon la méthode inductive des généralisations à partir de données rigoureuses et systématiques. Mais sa seule justification est un tour de passe-passe qui classe et égratigne une à une les pistes explorées à l'époque. Toujours est-il que le démarrage semble rigoureux :
« Toute étude des sociétés du Tiers Monde requiert :
1) La recherche des caractéristiques structurelles propres à cet ensemble de sociétés — et dont le concept de 'société traditionnelle' défini par les anthropologues et par les sociologues soumis à l'influence théorique de Max Weber, ne suffit pas à rendre compte ;
2) Le repérage des dynamismes, des forces, qui opèrent 'à l'intérieur' même de ces structures et peuvent acquérir la capacité de provoquer leur transformation ;
3) La mise en évidence des processus de modification des agencements sociaux et culturels qui sont à l'œuvre ;
4) Enfin, la détermination des relations externes qui affectent le devenir des sociétés en cours de développement et de modernisation, et notamment des rapports de dépendance (y compris la dépendance technologique) qui font qu'elles ne sont pas entièrement maîtresses de leur avenir immédiat ».
Mais que va-t-il faire de toutes ces données ? Il ne le précise pas. Et comment justifie-t-il une méthode qui ressemble à de la science ? Aucune justification n'est donnée si ce n'est une critique d'ailleurs juste des analyses de l'époque. En filigrane, il semble critiquer les analyses des propagandistes anticolonialistes et ses collègues qui suivent le mouvement. Mais l'érudition par la connaissance de la littérature ne sert pas à faire avancer le savoir. Elle est un pis-aller qui conforte une position académique et tente d'isoler la sociologie de l'économie. Aujourd'hui il ne reste rien de la réflexion pseudo-savante mais elle a servi à bloquer la diversité des idées sur le sous-développement.

Après avoir pontifié sur la rigueur scientifique, il enchaîne de manière critique avec trois analyses du sous-développement : la critériologie (usage de critères pour définir les sous-développements) ; la discrimination entre modernité et tradition ; et le néo- évolutionnisme (l'évolutionnisme remontant

[292] https://www.cairn.info/sens-et-puissance--9782130545996-page-111.htm

au XIXe siècle). Ces analyses sont critiquables mais ajouter des commentaires aux commentaires ne fait pas avancer le savoir. De plus, un savant féru en approches dynamiques devrait percevoir le potentiel des trois analyses vues comme des étapes dans la connaissance. En fait, le sociologue ne cherche pas à comprendre les pistes hésitantes que balisent ses collègues car il se contente de montrer leur caractère partiel ou erroné selon des critères qui ne relèvent même pas des principes énoncés au début du chapitre. La critique permet à une discipline peu reconnue de se distinguer.

Les trois analyses sont limitées car elles mélangent causes et conséquences et ne s'appuient nullement sur les développements en Europe, au Japon et en URSS. Aussi Balandier fustige-t-il les critères suivants : « faiblesse numérique des classes moyennes, auxquelles une fonction plutôt novatrice est imputée ; statut inférieur de la femme qui peut entretenir les influences traditionalistes et retarder l'adaptation à la modernité ; vulnérabilité des organisations, y compris l'organisation politico-administrative à l'échelle nationale ou territoriale ; analphabétisme alors que la diffusion de l'éducation moderne constitue un préalable à toute politique de développement ». Pour caractériser les secteurs modernes, il s'appuie sur d'autres disciplines telle l'économie qui, derrière François Perroux, insiste sur la désarticulation ou le dualisme entre « un secteur moderne, limité et dynamique, et un secteur dit traditionnel de large extension ». Il reprend des anthropologues et des sociologues « le double processus de déstructuration et de restructuration, la multiplication des déséquilibres qui font que les sociétés du Tiers Monde se définissent, à la fois, en tant que sociétés 'à l'épreuve' et 'en mutation'». Pour Balandier toujours, les politicologues « insistent, quant à eux, sur l'instabilité des régimes, sur l'intensité des compétitions opérant au sein de la 'classe' des dirigeants et des gestionnaires, sur la charge révolutionnaire dont les sociétés politiques du Tiers Monde ». La psychologie était à la mode du fait « des attitudes et des comportements : état d'alternance, d'hésitation entre les comportements conformes à la tradition ou à la coutume et les comportements novateurs résultant de l'adhésion à la modernité ; soumission des besoins à l'effet de démonstration qui fait que le niveau des besoins tend à s'aligner sur celui des pays développés, alors que les moyens de les satisfaire n'existent pas sur place ». Pour lui et les chercheurs en général, il ne fait pas de doute que chaque discipline contribue au savoir général et que tout se vaut alors qu'un minimum de critique montrerait, au moins au vu des pays déjà développés, que tout ne se vaut pas dans le changement et dans l'analyse d'un système. Il ne s'agit pas ici de dénoncer d'éventuelles erreurs (encore qu'on verra les économistes s'engouffrer dans des voies étroites), mais de cerner en quoi le bavardage savant ne parvient pas à fournir des pistes crédibles, s'enfonce dans la médiocrité et va à rebours de l'analyse interdisciplinaire qui avait cours auparavant. Avec la compétition des disciplines ainsi que l'égo des mandarins et de leur cour, tout converge vers la spécialisation alors que les bases de départ étaient ouvertes.

Balandier critique le caractère statique des analyses précédentes, leur préférant la méthode dynamique : « Elles se bornent à l'addition de critères hétérogènes : données statistiques (par exemple, taux de croissance démographique annuelle supérieur à 2 %, revenu par tête inférieur à 100 dollars U.S. ou situé entre 100 et 300 dollars U.S., etc.), caractéristiques structurelles (par exemple, déséquilibre des structures) et aspects estimés communs et spécifiques […] alors que le fait du développement exige une étude dynamique, une connaissance des processus assurant le passage d'une formation sociale à une autre ». On est loin d'un Touraine qui prenait au sérieux l'économie. Mais dire que ces analyses n'apportent aucune information quant à ses mécanismes est à la fois vrai et faux : vrai parce que tout classement est statique par définition et faux parce qu'un classement, s'il est bien fait, nourrit immanquablement des hypothèses sur des mécanismes possibles. Le sociologue juge ce qu'il ne connaît pas, la sociologie sort de la scientificité alors qu'elle s'en revendique et elle s'isole des autres disciplines.

Il aborde l'opposition entre pays modernes et traditionnels de manière similaire : « L'image retouchée de la 'société traditionnelle' met en évidence certains aspects propres à certaines des sociétés prédéveloppées, mais elle reste très schématique et de médiocre utilité explicative ». Sa préférence va au néo-évolutionnisme auquel il adjoint la théorie de la dépendance. Aussi accepte-t-il sans réticence « les facteurs de transformation des sociétés en développement qui sont bien connus : l'accession aux techniques complexes et l'industrialisation ; le progrès des cités et de la culture urbaine, qui est corrélatif ; la nouvelle organisation de la vie politique mise en place à la faveur des indépendances récentes ; les conditions nouvelles de l'éducation, les formes modernes du savoir et la diffusion des mass media ». Bref, le néo-évolutionnisme qu'il apprécie reprend les arguments des deux analyses précédemment critiquées ! Il ne peut toutefois pas s'empêcher de critiquer la dépendance : « Cette manière de voir, largement partagée, entraîne une conception théorique fautive ». Je passe sur la sous-estimation de deux ordres de données (« jeu des forces internes qui auraient opéré pleinement dans le cadre d'une histoire non soumise aux dominations extérieures ; incidences d'une subordination qui opère au détriment de ceux qui la subissent ») qui n'a rien d'évident. Là encore, le sociologue ne s'adresse pas à la communauté des chercheurs mais aux seuls sociologues qui, peu reconnus, doivent critiquer les autres disciplines.

Le recours à la scientificité est-il justifié par les critiques des trois analyses du développement[293]? Si c'est le cas, la justification est originale mais fautive comme semble le montrer la conclusion du chapitre : « L'impressionnisme théorique doit être réduit ». Plus précisément : « Des sociétés d'un type nouveau s'érigent ou cherchent à naître. Elles revendiquent la pleine maîtrise des moyens de leur développement, y compris les moyens théoriques et idéologiques. Ce faisant, elles nous tirent de nos routines intellectuelles ». La science conclut le besoin de renouvellement intellectuel qui lui-même repose sur une critique douteuse. Le sociologue a établi un tri dans ses critiques : l'économie comme moteur du développement n'est pas mentionnée ; les approches quantitatives (critériologie) sont critiquées ; et le qualitatif (culture, néo-expansionnisme, politique[294]) est privilégié comme si le vrai clivage pour le sociologue était le quantitatif contre le qualitatif.

On ne saurait rapporter l'immense œuvre de Balandier aux limites saisies sur le vif et non pas dans une dynamique à la fois personnelle dans sa carrière et collective dans la profession. Mais déjà constate-t-on la purification de la sociologie qui s'écarte de l'économie. Et le travail érudit de classement n'est interdisciplinaire qu'en apparence puisqu'il sert seulement à cautionner la sociologie. Son chapitre illustre non pas la dérive marxiste mais un académisme sans issue. Son article sert à isoler la sociologie au sein des SHS. On retrouve une sociologie qui, avec les idées de renouvellement et de scientificité, se détache de l'interdisciplinarité de départ où la sociologie se sentait morveuse faute de

[293] En 1988, Pierre Bourdieu a évoqué la scientificité de la sociologie de la manière suivante (France Culture "A voix nue") : « Je pense qu'on est fondé à parler de science, même si notre science est débutante, balbutiante, il y a malgré tout une séparation de nature entre l'effort scientifique que fait l'historien, l'ethnologue, le sociologue ou l'économiste, et ce que fait par exemple le philosophe. Nous travaillons à être vérifiables ou falsifiables [...] Jusqu'à présent j'étais l'objet d'attaques, mais jamais de réfutations au sens rigoureux du terme, je dirais qu'une des raisons de ma tristesse, c'est que dans le champ intellectuel français, j'ai beaucoup d'ennemis mais je n'ai pas d'adversaires, c'est-à-dire des gens qui feraient le travail nécessaire pour opposer une réfutation. On me répond à Paris IV : "Mais ça c'est totalitaire puisque que vous êtes irréfutable". Pas du tout... simplement, pour me réfuter, il faut se lever de bonne heure : il faut travailler ».

[294] Un autre article savant (https://journals.openedition.org/corpsetculture/887#tocto1n2) sur les cultures montre un Balandier qui défend contre les structuralistes l'analyse de la dimension politique : "Contrairement à la pensée structuraliste, ces recherches montrent que les relations sont pensées dans leur dynamique, dans leurs contradictions, leurs tensions. Du point de vue dynamique qui postule la précarité des équilibres sociaux, l'anthropologie politique envisage le pouvoir dans sa fonction de maintien de l'ordre » assimilant entropie et désordre.

méthode, de données solides et d'interprétations ouvertes. En s'isolant, elle pouvait prétendre à une légitimité sans contrepouvoir. Mais l'histoire d'une discipline marquée par l'isolement, le qualitatif et le marxisme ne peut être que celle d'une bascule permanente. Faute de compétences, elle est sous influence alors que les mandarinats internes radicalisent la discipline. Une sociologie ignorante et mal régulée devient coutumière des *bandazos* propres aux systèmes non régulés et, sous l'apparence de la science, règnent le vide et la pédanterie.

En 1982, Yves Goussault s'interroge à son tour : Où en est la sociologie du développement[295]? Vingt ans après Alain Touraine, prudence et enthousiasme ont disparu mais l'interrogation existentielle n'est jamais aussi présente par rapport à une « demande occasionnelle et indécise, la sous-estimation de ses applications souvent considérées comme l'accompagnement social de projets technico-économiques, le manque de formation chez nombre de sociologues-praticiens, etc., sans oublier la méfiance tacite qu'elle suscite de par son statut de science critique ». L'implication dans les projets de développement tient au rapprochement avec les ONG, mais la diversité du réel semble conduire à se boucher le nez quand un engagement local ne saurait répondre à la problématique monomaniaque du monde jouet des classes sociales. Car le jeune sociologue est nourri d'idéologie simpliste depuis une révélation juvénile et jamais critiquée qui le conduit à aborder « de front la question cruciale du néo-colonialisme et de la subordination au capitalisme ». Non seulement la méfiance que suscite la discipline dans les SHS ne provoque pas d'interrogation collective, mais elle aurait tendance à se renforcer tant la sociologie s'enfonce superbement dans son isolement.

Goussault liste les secteurs étudiés : rural, urbain, industrie, migrations, éducation, santé, etc. Il déplore « que certaines de ces activités n'ont qu'un caractère sociologique partiel et approximatif », ce qui lui permet d'édicter les critères de l'analyse sociologique : nature sociale de l'objet d'étude, construction sociologique de l'objet, implications théoriques pour la sociologie, qualification des sociologues, caution scientifique ou pédagogique. La caution scientifique fait sourire du fait du radotage vu plus haut, tout comme la volonté incessante de justifier la sociologie. Mais ce faisant, le plus grave est une sociologie qui se referme sur ses codes sans apporter de plus-value dans le concert des SHS. Avec son implication dans le développement, la discipline hésite entre la critique prêt-à-porter et la « finalité d'application sociale liée à des projets de développement » alors que toute discipline digne de ce nom devrait se féliciter de l'apport du réel. Pourquoi pas « une sociologie des 'plus grandes contradictions' et des conflits 'à chaud'», mais en préservant la diversité des approches et sans chercher à tout prix la « crise des sociétés » qui n'est que le cache-sexe d'un marxisme occulté et jamais disparu ? On devine derrière les articles scientifiques qui prétendent à la scientificité que tout se résume au camp auquel le sociologue appartient : les marxistes se créant l'ennemi libéral alors que les autres (pas nécessairement libéraux) se prononcent « en faveur d'une déconnection de la recherche sociologique de présuppositions ontologiques et de théories globales de société[296]».

Goussault reproduit les errements de la sociologie académique sans jamais envisager un dépassement. Il va jusqu'à s'inquiéter qu'une bonne partie des analyses sociopolitiques et, à un moindre degré, socio-économiques sont assurées par des publicistes et des responsables politiques ou syndicaux. Quelle hypocrisie quand la sociologie dépend de l'activisme partisan. Tel un « idiot utile » du militantisme, elle le reprend à son compte sur le terrain intellectuel, quitte à perpétuer ce que le

[295] https://www.persee.fr/doc/tiers_0040-7356_1982_num_23_90_4108 Où en est la sociologie du développement ? Revue Tiers Monde 90 pp. 237-243

[296] https://www.persee.fr/doc/dreso_0769-3362_1986_num_3_1_912 La sociologie du droit ou les limites d'une science Jean van Houtte

politique abandonnera assez vite. On retrouve la dépendance des sociologues envers les partis politiques et un avant-gardisme typique peu propice à la science.

En 2007, Bernard Hours poursuit la saga des fausses interrogations et des vraies certitudes. Il fonde sa réflexion sur 50 années de publications de la revue Tiers-Monde concernant une « sociologie du développement un peu évanescente ou dissoute dans des conjonctures qui ont fortement évolué[297]». L'académisme apparaît dès l'exergue avec une phrase d'Yves Goussault : « Le social de la sociologie [...] n'est pas le champ des effets pervers de la croissance économique et de ses accompagnements humains « qui, outre ce que ce remerciement doit à l'entre soi académique, révèle une lignée qui n'a cessé de s'écarter des bases posées par Alain Touraine. La sociologie du développement s'est enfoncée dans l'isolement disciplinaire sans écarter les méfiances qu'elle suscite ni prétendre à la scientificité qu'elle revendique. Hours insiste sur les incertitudes des sociologues mal dans leur peau alors qu'il s'agit de condescendance de la part de ceux qui ont réponse à tout. Il définit quatre périodes : le développement-retard en 1960, le développement-domination (des certitudes idéologiques) en 1970, les impositions technocratiques en 1980 et les incertitudes partagées à partir de 2000. Mais le sociologue de combat n'y voit qu'un seul combat : « l'impérialisme demeure », encore que Hours se sent obligé de préciser que « prévaut un sentiment de brouillage des repères pour la plupart de ceux qui avaient fait du développement un combat personnel, au-delà d'une aspiration. La dénonciation nécessaire de la domination perd ses ennemis héréditaires, l'impérialisme demeure, mais il s'habille autrement ». Si pour lui le changement formel a lieu en 1990, ce brouillage n'efface pas l'explication monomaniaque par l'impérialisme. Une sociologie avec un seul repère n'est alors plus que l'ânonnement d'une microsociologie seulement critique et sans recul.

L'isolement volontaire (« à l'insu de son plein gré » serait plus juste) de la sociologie produit des explications à l'emporte-pièce. Un peu plus documentée, la micro-socio-économie qui pensent identifier des effets pervers ou l'absence d'effets du développement ne peut comprendre les liens entre les niveaux locaux et nationaux. On voit alors des aphorismes curieux du genre : si les gens doivent se débrouiller, c'est que ça ne marche pas bien. Pourtant Hours rappelle que, en 1966, l'époque est encore marquée par « Les structures mentales archaïques et les blocages du développement « (1967), les « attitudes africaines « en face des problèmes de commercialisation des produits agricoles et autres « blocages socioculturels ». Qu'importe, l'auteur est fasciné par la micro-socio-économie qui très tôt devait rendre compte « des facteurs de freinage dans le développement d'un village de l'Inde ». L'objectif est de dénoncer les grands principes par nature faux selon lui : « le contact intime de la réalité rurale nous éloigne des grands a priori et théories économiques ». Manifestement, les sociologues de l'époque n'avaient pas remis en cause les « structures mentales archaïques » et ce sont pas des études de village qui pouvaient le faire. « Effet retard de 1968 ou non », la sociologie se renouvelle en 1978 avec « des interrogations à la place des certitudes » : logique des projets, participation, pragmatisme « comme si le pragmatisme n'était pas lui aussi une idéologie ». Puisque tout est idéologie depuis la veine marxiste jusqu'au pragmatisme, il suffit de déconstruire ces idéologies pour mettre à la place ce qui nous passe par la tête et le tour est joué. Le commentateur de l'histoire de sa discipline oublie pourtant d'évoquer la chute du Mur de Berlin et l'effondrement du marxisme chez les intellectuels. Il doit faire l'impasse de l'Asie qui se développe, ainsi que sur les gouvernants qui redistribuent de manière variable le gâteau économique, fût-il faible.

Hours une nouvelle fois cite Goussault pour qui « la sociologie du développement pâtit de son incapacité à présenter un modèle global » et qui évoque « le partage de ses objets et l'utilisation de méthodes molles ». On a vu que Goussault comme Balandier s'est évertué à isoler la sociologie des

[297] https://www.cairn.info/revue-tiers-monde-2007-3-page-699.htm

SHS et du réel : le développement n'est qu'un avatar d'une sociologie qui explique tout. Il est donc risible de lire une telle affirmation qui ne peut se comprendre que par un « modèle global » qui dénonce le colonialisme comme explication suprême. Outre cette reconstruction partiale et acritique de l'histoire d'une discipline supposée critique, le dénigrement de « l'ancienne manière de penser le développement » sans comprendre les invariants de la discipline permet de recréer en permanence une discipline idéale qui permet de faire et de dire ce dont on a envie.

On sourit encore des envolées d'enthousiasme proche de l'éblouissement juvénile qui suggère une jeunesse d'esprit et une vitalité imaginative que beaucoup pourrait envier : « Sortir de l'ethnocentrisme et du soi, se transformer soi-même au contact de l'autre, plonger dans une altérité auréolée de toutes les qualités de la solidarité, du plaisir, de l'intelligence collective ». La tirade provoque une saine rigolade quand elle se termine par « se dégager des oripeaux de la technologie et d'un développement industriel monstrueux ». Et de citer l'anti-économicisme (sic), l'anti-développement et la mystification du « développement durable ». Les sociologues ne cherchent pas à approfondir le sujet puisqu'ils y voient un « slogan aussi flou et flexible que la société harmonieuse censée soigner les méfaits de l'hyper-croissance de la Chine ». De tels raccourcis sont la preuve des normes d'une discipline qui se garde bien de les dévoiler dans les articles académiques. Les normes tacites dont la discipline est bourrée créent une unité partisane qui, corrélativement, isole et inspire le mépris (jamais exprimé dans le monde policé des SHS, ni ailleurs car le lecteur ne comprend jamais totalement ce que veut dire un article). Ne voyant que l'aspect technocratique et gestionnaire au service de l'économie libérale (ONG incluses puisqu'elles ne sont pas révolutionnaires), Hours associe son isolement au libéralisme : « chacun tend aujourd'hui à retourner à sa discipline et à sa profession, au nom de ses outils et de ses objets. Il en découle la perte d'une approche globale du développement, remplacée par une spécialisation ou un découpage en problèmes et en questions compatibles avec les approches technocratiques. Celles-ci ont besoin de données sectorielles pouvant servir d'alibi à la décision, ou à ce qui en tient lieu ». Si la sociologie ne peut se vendre au colonialisme, elle ne peut pas davantage le faire à la technocratie qui en est un avatar. Les sociologues sont cohérents encore que « entre idéalisme et pragmatisme, ou entre aspiration et gestion, flotte une certaine quête ». Le lecteur n'est plus étonné par le nième appel à un autre développement où « les sociologues trouvent une place un peu plus visible comme observateurs des dérives et pathologies du libéralisme » : ce nouveau développement n'est une évidence que pour les sociologues qui n'ont pas besoin de le décrire entre eux.

De nos jours, la sociologie demeure-t-elle encore soumise aux invariants du faux savoir ? Les sociologues auraient-ils opté entre réalités et idéalisme ? En apparence, ils sont proches des projets de développement, comme on le constate plus loin dans l'analyse du foncier en Afrique, mais les réflexes idéologiques demeurent. En effet, si la discipline s'est ouverte à la diversité des données, il n'existe aucune possibilité, à partir des méthodes inductives, d'envisager un cadre général autre que le cadre *one-size-fits-all*. Dans ce cas, le recrutement du jeune sociologue motivé par la seule (juste par ailleurs) cause de l'inégalité et une formation universitaire polarisée font le jeu d'idéologies simplistes toujours prêtes à refaire surface massivement. On s'interrogera sur les raisons de cette impossibilité de généralisation dans les SHS dont la seule distinction, pour le sociologue, est de faire partie de l'avant-garde à la fois de la gauche intellectuelle désormais moralisatrice et dénonciatrice avec les normes : *no culture, no technology, no economy, no market, no state*.

En 2011, Gautier Pirotte appelle une fois de plus au « renouvellement de la sociologie du développement qui requiert une attention plus fine aux interactions entre des acteurs différenciés sur

les plans économique, social, culturel, technologique et politique[298]». Sous la coupe des ONG, la participation des usagers est désormais incontournable. Et pour comprendre cette hégémonie, pourquoi ne pas enfoncer des portes ouvertes sous la forme pédante « des processus de co-élaboration de pratiques et de discours ». L'argument coopératif montre toutefois l'avantage de se défier « des strictes logiques de domination et de subversion ou aux oppositions culturelles ». Aussi des sociologues qui s'opposeraient à la simple domination seraient de vrais sociologues. En fait, le manque d'explication simpliste conduit à pas d'explication du tout. Aussi la sociologie « d'une grande agence onusienne de développement » montre comment l'idéologie « s'est peu à peu élaborée au fil des contacts avec la réalité du terrain, par étapes successives, chacun amenant son lot d'obstacles à contourner, d'oppositions, de coups d'accélération, de nouvelles alliances, etc. par essais et erreurs ». On mélange au passage idéologies et modes techniques de développement, mais l'écart de langage permet de rester sociologue. Quoi qu'il en soit, l'auteur n'est-il pas en train d'expliquer le changement non pas par des facteurs internes ou externes, mais par la concaténation des moments de changement ? L'explication n'en est pas une et on est donc sûr que les sociologues ont abandonné l'idée même d'analyses globales. En revanche, ils militent pour des études tellement minutieuses qu'on se demande à quoi elles servent alors qu'elles ne permettent pas de généraliser. Mais l'objectif n'est-il pas de laisser libre cours aux dénonciations ? Mélangeant lancement d'alerte réelles et dénonciations postcoloniales, les sociologues n'ont rien à dénoncer de nouveau. D'ailleurs il existe suffisamment de lanceurs d'alertes et de publicistes pour le faire. L'indigence est telle que les chercheurs produisent du vide : « Le monde commun du développement est fait de discontinuités, de malentendus, de rendez-vous manqués, de différends, c'est-à-dire de différences au fond incommensurables […]. Il s'agit bien de la construction au moyen d'outils et de matériaux variés, d'un monde qu'on essaie de rendre commun, au moins pour un temps » dont le seul liant est de coller aux normes de la discipline : « le développement comme dispositif dont la robustesse est avérée depuis quelques décennies […] est en même temps constitué d'une multitude de micro-événements et micro-situations, rencontres plus ou moins réussies, fragiles, éphémères autour d'enjeux et d'objectifs plus ou moins cohérents, plus ou moins explicites variant de manière kaléidoscopique avec le point de vue des acteurs impliqués[299]». De la sociologie impressionniste de Georges Balandier on passe au kaléidoscope : la discipline a l'attrait de ce qui brille.

Je ne reviens pas sur les ritournelles du développement à la croisée des chemins, à la croisée des développeurs et des développés et à la croisée des « dynamiques du dehors comme du dedans ». Les sociologues se répètent depuis un demi-siècle. Ils se sont adaptés parce que le monde a changé et que leurs explication (marxisme, dépendance, tradition) n'étaient plus acceptables. Chemin faisant, ils n'ont perdu ni leur aigreur ni leurs idéologies tout en approfondissant l'ornière de la quête sans solution. Les *congenital losers* ont abandonné depuis longtemps de produire une analyse sociétale ouvrant à la diversité des interprétations. Les notions de culture, d'économie et de politique étaient mal posées à la décolonisation, mais la sociologie les a refusées non pas parce qu'elles étaient mal posées, mais parce que la sociologie était en mauvaise posture face à des disciplines aptes à progresser : économie, sciences politiques et sociologie politique. Les sociologues ont abandonné l'idée de tradition versus modernité, mais ils ont exacerbé leur jugement sur le colonialisme. Balandier terminait sur la communauté villageoise où la modernité et la tradition cohabitaient plus ou moins quand le Tiers Monde devenait « un champ de combat des paysanneries révoltées ». La microsociologie est devenue non pas la source d'un nouveau savoir, mais la nième tentative de montrer l'échec des politiques macroéconomiques en particulier et du développement en général.

[298] https://journals.openedition.org/etudesafricaines/16742
[299] https://fasopo.org/node/26

Contre-exemple foncier

Georges Balandier ne niait pas les coutumes. Il avait mis les règles et les pratiques concernant l'appropriation et l'usage du sol « au centre d'un système complexe de relations symboliques et rituelles, juridiques et techniques, sociales et politiques ». De nos jours, l'analyse du foncier en Afrique occupe de nombreux chercheurs dont le travail empirique inclut l'économique et le politique. La guerre en Côte-d'Ivoire illustre encore plus le mélange des genres à la fois parce qu'une guerre fait éclater les cicatrices jamais fermées, en particulier autour du foncier. Depuis l'Indépendance, les gouvernements successifs ont cherché à régler ou, au contraire, ont politisé les conflits en jouant sur l'insécurité entre les migrants et les autochtones. Les sociologues ont trouvé leur place dans les débats par leur connaissance des terrains et la mise sous cloche des idéologies. Autrement dit la sociologie empirique ouverte à l'économie et à la politique éclaire les processus multidimensionnels, propose des solutions et participe aux débats sur la reconstruction.

Déjà, il est hors de question d'ignorer le facteur ethnique. Il est également difficile de critiquer sans une analyse sérieuse les agences internationales qui travaillent de concert avec les gouvernements avant et après la guerre. La notion superficielle de pluralisme juridique (deux droits pour le même objet) est peu mentionnée. On ne remet même pas en cause la guerre qui, en tant qu'acmé des tensions accumulées, résout une situation devenue inextricable, voire la résout de manière durable dès lors que le gagnant a les moyens de garantir l'ordre social[300]. La réalité économique et politique qui a allumé la guerre puis les efforts post-conflits sont suffisamment compliqués pour remettre à zéro les dénonciations académiques. On peut certes égratigner le « libéralisme » des agences internationales, évoquer le legs colonial de manière incidente ou conseiller davantage de prudence face aux feux qui couvent (« cela ne mange pas de pain » pourrait-on dire), mais l'empirisme domine et le savoir laborieusement construit permet de contribuer aux débats de la reconstruction et du développement. D'une certaine manière, la remise à niveau par la guerre est une renaissance intellectuelle qui oblige à revisiter les dogmes comme aux premiers temps des Indépendances. Aussi les sociologues demeurent-ils prudents car ils sont loin de proposer un modèle en mesure de rendre compte du déroulé des actes belliqueux[301], l'implication inégale des régions (ouest, centre et est forestiers)[302] ou encore la continuité « curieuse » des transactions foncières en pleine guerre. La seule explication de ce qui se passe exige un long préambule, résumé ici pour comprendre la nécessité de compétences interdisciplinaires.

A la décolonisation, le parti unique (PDCI) contrôlé par les Baoulés qui s'étaient largement répandus dans la forêt « apparaissait comme le parti des migrants, s'opposant aux redevances foncières exigées par les autochtones ». Mais les aléas politiques et la libéralisation économique mettent fin à ce modèle. La 'loi Gbagbo', « avec d'autres facteurs, contribue à attiser les tensions foncières intercommunautaires, notamment le conflit de novembre 1999 dans la région de Tabou (Sud-Ouest ivoirien) qui a occasionné l'expulsion de plusieurs milliers d'immigrants burkinabé et d'originaires du Nord ivoirien ». En réaction, les tensions entraînent « le coup d'État de décembre 1999 qui renversa le Président Bédié et interrompit la mise en œuvre de la loi ». Avec l'identité nationale, les autochtones s'opposent aux étrangers sachant que les Baoulés du centre du pays ont largement profité des terres cédées par les autochtones. Les blocs sont consolidés par les partis politiques patriotiques, régionalistes et communautaristes. Si la direction des opérations est « contrôlée par les catégories sociales dominantes du monde rural » (cette catégorie peu précisée n'avait pas les moyens d'une

[300] Si le clan Gagbo avait gagné, on peut être assurés que les sociologues auraient dénoncé la guerre !
[301] https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/divers16-06/010067479.pdf
[302] Au moins trois explications sont données au fait que l'est forestier s'est peu engagé dans les exactions contre les migrants : colonisation ancienne ; autorités royales akan ; jeunes engagés dans la culture de l'hévéa.

régulation foncière effective[303]), « la violence des jeunes ruraux mobilisés durant les premiers mois du conflit » devient incontrôlable. Qu'un parti politique appuie leurs revendications et l'embrasement échappe à l'administration et aux chefs coutumiers. Mais la guerre ne résout rien tant que les passions sont échauffées : « les quelques centaines de milliers de planteurs non ivoiriens établis dans la zone forestière et leurs héritiers furent ainsi renvoyés à la case départ. Leur seul recours légal était de se voir reconnaître 'occupants de bonne foi' par les propriétaires coutumiers et bénéficier d'un bail de longue durée ».

Mais alors que « les premiers certificats fonciers ont été émis en février 2010 », l'enregistrement légal des droits existants est très limité. D'ailleurs, il « contraste avec un phénomène concomitant assez surprenant dans le contexte de conflit : la poursuite des transactions foncières entre autochtones et migrants, y compris non ivoiriens ». L'explication de l'incongruité suggère que les propriétaires autochtones seraient « motivés par la recherche d'une rente foncière plus substantielle » plus que par la mise en valeur directe des plantations. Il se pourrait aussi que la politique ait cherché à contourner les tensions sur le foncier par « la réforme du code de la nationalité [qui] aura d'importantes conséquences, tant sur le plan foncier que politique ». La réforme permettrait de « candidater au titre de propriétaire foncier ». Face à ce méli-mélo, les hommes politiques montrent clairement leur désir d'apaisement dans le respect des droits anciens. Ils s'attaquent d'ailleurs au problème via la réforme de la nationalité ou par des aides économiques. Mais les chercheurs, focalisés sur le foncier, « se demandent si la volonté, clairement exprimée par la loi de 1998, de promouvoir à marche forcée la propriété privée comme moyen privilégié de sécuriser les droits existants ne contribuerait pas plutôt à les déstabiliser et à ouvrir la voie au défoulement des frustrations accumulées ». Aussi fustigent-ils « la croyance dans le recours miracle au cadastre et au titrage ». La prudence de ces observateurs les conduit à relire le besoin de sécurisation sur lequel ils travaillent de préférence. Pour eux, la sécurisation ne passerait pas par « la délivrance d'un titre formel, mais par la clarification et la consolidation des pratiques locales de transferts ». Aussi la sociologie ne se renie-t-elle pas puisqu'elle respecte une coutume qu'elle institutionnalise en explicitant « les clauses tant sociales que contractuelles qui les lient (transferts passés) ou les lieront (transferts à venir) afin d'éviter ainsi les flous ou ambiguïtés, principales sources de conflits ». « L'enregistrement officiel porterait alors sur la volonté des individus de contracter et non sur le contenu du contrat lui-même, qui resterait de l'ordre d'une convention privée ».

La solution technique et dépolitisée mériterait d'être discutée. Peut-être ne prend-elle pas en compte les rancœurs, la politisation et les solutions de contournement. Mais déjà, une sociologie empirique loin de l'académisme et de ses normes peut contribuer au débat. Toujours est-il qu'elle s'oppose à la sociologie normative (critique, pragmatique ou idéologique) souvent jugée « irresponsable, militante, inutile », y compris par quelques-uns de ses membres[304]. Quoi qu'en disent les mandarins et les disciples qui ne cessent de défendre une scientificité fantasmée, la sociologie demeure incomprise. Il serait temps pour les spécialistes de la société d'interroger les sources du mépris qu'ils inspirent. Ils pourraient comparer par exemple le sociologue en rupture de ban au sociologue qui singe les normes de son groupe. Le choix du foncier est d'ailleurs révélateur car un événement majeur (la guerre) l'a imposé comme il a imposé l'approche empirique quand les sociologues sélectionnent habituellement leurs objets (guerres de l'eau, conflits ou exploitation minière) pour pouvoir dénoncer selon une

[303] Les jeunes se sont attaqués « curieusement » non seulement aux migrants, mais aux autorités locales (sorciers, chefs coutumiers, préfets) qui les défendaient.
[304] Bronner et Géhin, op. cit.: https://www.radiofrance.fr/franceculture/les-sept-peches-capitaux-de-la-sociologie-une-vieille-histoire-8955600

connaissance approximative car secondaire[305]. Alors que l'anthropologie pourrait disparaître sans un regret, la connaissance sociétale (et pas seulement sociale) est importante. Ses analyses intéressent le public au-delà de l'exotisme et les solutions discutées peuvent servir la décision collective. La dénonciation permanente devrait être abandonnée aux lanceurs d'alerte et l'idéologie aux militants pour raccrocher une discipline à la science et un savoir à la société. A cet égard, le sociologue doit être formé en économie, politique et technique pour éviter les normes par défaut.

La sociologie empirique, imposée par la guerre et coécrite avec un économiste, montre une capacité à sortir des sentiers battus. Inversement, la sociologie académique comme discipline qui recrute, forme et pratique l'entre soi matérialise le problème général des SHS invariablement emmenées par l'avant-garde hier des inégalités et aujourd'hui des minorités. Définissant le bien et le mal avec des normes et des tabous, les SHS ont du mal à s'abstraire des causes moralement justes mais scientifiquement équivoques alors que, une fois l'objet choisi, la science n'a que faire de la morale et des idéologies associées. A son tour, ce souhait de justice, souhait qui rassure l'impétrant, produit de l'ignorance que comblent les normes, ce succédané du savoir avec des certitudes partielles bloquant davantage le savoir et renforçant les normes. Les penseurs de jadis ne connaissaient par ce cercle vicieux des normes car ils assumaient leur ignorance. Au temps des Lumières, ils s'opposaient à la théologie alors qu'un raisonnement sur la base d'un postulat, hier Dieu et aujourd'hui la morale, ne reste jamais qu'une théologie[306]. La sociologie sera en quête perpétuelle d'identité car les voix divergentes, fussent-elles réflexives, ne sont jamais écoutées. Le marxisme et la théorie de la dépendance ont failli alors qu'ils étaient l'explication ultime d'une époque. Quant à la sociologie du développement, de généraliste et appliquée, elle est devenue généraliste par idéologie (marxiste) avant de se perdre dans des études microscopiques dont elle se délecte car elles perpétuent la dénonciation du système.

Une ouverture de dernière minute

Mi 2023 est sorti l'ouvrage de Bernard Lahire. Ce sociologue issu de la sociologie académique et cité plus haut à ce titre semble avoir changé[307]. Aussi l'introduction de son nouvel ouvrage : Les structures fondamentales des sociétés humaines[308] opère-t-elle une révision sévère de tout ce qui a été produit en sciences sociales du fait de leur rejet de lois humaines et d'un constructivisme radical qui s'est éloigné de la réalité. Quelques citations permettent d'évaluer le renversement de situation que l'auteur exprime par une insatisfaction théorique « quant à la manière de concevoir l'activité théorique comme simple construction d'un « point de vue, inconciliable par rapport à d'autres points de vue concurrents, et dans un rapport de pure arbitrarité vis-à-vis du réel ». L'individualisme est délétère quand chacun en sciences sociales se coule dans un courant sans égard pour les autres courants : « La pluralité théorique, légitime en soi, n'a pourtant de sens que si l'ensemble des théoriciens s'entendent au moins pour décrire et analyser la même réalité ». Il veut revenir aux faits, aux processus et aux mécanismes généraux bien réels. Il regrette « l'abandon des grandes questions qui se sont posées dans l'histoire, et se posent aujourd'hui encore, aux sociétés humaines ». Il explique aussi la « surveillance aux frontières –des disciplines- pour disqualifier toute entreprise de rapprochement disciplinaire, notamment entre sciences sociales et sciences de la nature ». Selon lui,

[305] Parmi les perles de l'empirisme contradictoire, notons cette phrase : « l'origine de cet ouvrage se situe donc clairement du côté de la sociologie empirique qui, inlassablement, s'interroge sur les jeux entre façons de se définir » : https://www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2021-HS1-page-242.htm

[306] A la différence des mathématiques ou des sciences dures qui reposent sur des principes non démontrés (postulat ou axiome) mais reposent sur le sens commun ou une évidence sensible partagée par tous. L'inégalité sociale est une évidence partagée par tous, mais son interprétation ne l'est pas.

[307] https://www.lemonde.fr/livres/article/2023/08/29/les-structures-fondamentales-des-societes-humaines-bernard-lahire-reinitialise-la-sociologie_6186974_3260.html

[308] Éditions La Découverte

« le constructivisme ne peut aller jusqu'à détruire toute idée de réalité indépendante des points de vue qu'on porte sur elle ; il ne devrait être qu'un moyen de réfléchir aux effets de la construction du point de vue en question ».

Les faits sont importants et il ne s'agit pas « de remettre en cause la nature des travaux empiriques, toujours circonscrits, limités et spécialisés, qui sont réalisés par des milliers de chercheurs partout dans le monde ». Mais cet empirisme n'est pas suffisant : « pointer le manque de synthèse, c'est indiquer le fait que ces travaux pourraient continuer à être réalisés de façon plus heuristique s'ils s'inscrivaient dans un cadre général qui en changerait le sens, la portée et la direction ». Autrement dit, les travaux de terrain doivent être justifiés en posant la simple question : quel est l'apport d'une étude lambda à la compréhension d'une société ? Il est fort possible que la plupart des chercheurs interrogés seraient incapables de répondre à cette question. C'est mieux encore si on peut « disposer du tableau d'ensemble dans lequel s'inscrit chaque étude, du problème général bien réel auquel chacune d'elles s'attaque ». Lahire évoque alors le comparatisme des sociétés animales et des sociétés humaines ainsi que le comparatisme culturel qui nous intéresse directement pour le développement. Il ne s'agit pas de « la fascination qu'exercent les différences culturelles, les particularismes ou l'exotisme historique ou géographique […] qui empêche de voir l'évident : les continuités autant que les discontinuités, les grands invariants autant que les variations d'une société humaine à l'autre ». Pour lui, ces fascinations stériles s'expliquent sommairement par la « paralysie devant la multiplicité des pratiques sociales que nous donnent à découvrir les descriptions et récits historiques et ethnographiques, ne sont pourtant pas en meilleure position que les biologistes devant le spectacle de la nature ».

Lahire utilise le terme Théologique que j'emploie dans cet ouvrage au sens d'une analyse logique ou rationnelle une fois qu'a été posé un postulat : Dieu, l'égalité sociale ou l'environnement. Pour lui, la théologie est simplement antiscientifique : « Théologiques, les sciences humaines et sociales le sont au sens où […] pour elles, pas de lois de l'histoire, ni de logiques de transformation d'un type de société vers un autre (les sciences sociales contemporaines sont très largement antiévolutionnistes), pas de mécanismes généraux qui structurent les sociétés les plus variées », ce qu'il résume par le mot « indétermination » qui pourrait se dire aussi « relativisme » (des savoirs, des cultures, etc.).

L'ouvrage de Bernard Lahire conclut heureusement la révision des sociologues avec une lueur d'espoir si on est optimiste ou un sombre désespoir dans le cas contraire tant les sciences sociales errent depuis longtemps dans l'erreur. Je retrouve les deux idées sur lesquelles j'insiste : l'importance des faits, d'une part, et leur insuffisance, d'autre part : les données sont nécessaires et pas suffisantes pour parler des sociétés. Dans leur jus, les SHS ne cessent de rapporter des faits microscopiques sans faire avancer la connaissance en se contentant de les rapporter à la théorie du moment : hier le structuralisme et, actuellement, le déconstructivisme. Ce dernier permet de dépasser les apparences (d'un discours, de données considérées de manière positiviste ou de pratiques décontextualisées) mais il présente l'énorme défaut de l'absence de méthode pour reconstruire la réalité sociale. La déconstruction permet alors à chacun de défendre le point de vue qu'il veut : psychologisant (individualisme méthodologique), ânerie de la dépendance au sentier (mécanisme réel mais utilisé la plupart du temps de manière formelle) ou « confirmation » d'une théorie foucaldienne, latourienne ou descolienne[309]. La déconstruction nécessaire exige une reconstruction par l'approche croisée des données et par un comparatisme exigeant.

[309] Latour et Descola sont critiqués y compris par les anthropologues : https://www.cairn.info/revue-la-pensee-2018-2-page-64.htm. Mais pourquoi leur renommée ? Leur philosophie qui déconstruit Descartes et symétrise les animaux et les hommes, la nature et les sociétés humaines dans une radicalisation woke qui cherche à avilir

Economistes

Avec l'économie, on change de braquet car les chercheurs prennent en compte au moins l'économie ainsi que, parfois, le politique et le technique, même si cette propension est inégale selon les courants d'une discipline hétérogène. La discipline incorpore des certitudes aussi affirmées qu'en anthropologie et en sociologie, mais la diversité des courants en lien avec l'économétrie, les finances privées ou l'expertise publique conduit à une certaine régulation dans la mesure où un courant peut en discréditer un autre. Par force, l'économie pourtant fortement théorisée selon des principes qui sont discutés repose aussi sur l'empirisme de l'économie politique native. On peut d'ores et déjà proposer une généralisation[310] : toute discipline qui introduit la dimension politique (sociologie, géographie et économie – sauf l'anthropologie politique qui est idéologique) est nécessairement moins normative car les injonctions : « il faut faire ceci ; on doit faire cela » sont filtrées par le possible politique. Par exemple, les chercheurs qui avancent des solutions naïves issues de leur discipline ne se rendent pas compte de l'acceptabilité sociale de leurs mesures. On peut ajouter : toute discipline en lien avec l'expertise ne peut que développer la diversité des interprétations, ce qui, d'ailleurs, pose la question (non abordée ici[311]) de l'impossibilité à trancher dans des approches et même des interprétations contradictoires. Dans la même classe que l'économie en terme d'utilité pour le savoir (tableau), se trouvent la géographie et l'histoire. J'aborde rapidement les deux dernières de nature empirique pour me focaliser sur l'économie du développement.

Géographes et historiens

Autant le dire en préalable : la géographie ouverte aux quatre vents n'est plus. S'il existe de bons géographes, le collectif de la profession a sombré il y a quarante ans dans la compétition des disciplines mieux armées sur le plan juridique, politique, technique et économique. Quand l'agronomie s'est penchée sur les exploitations agricoles à la fin des années 1970, elle a chamboulé la géographie rurale qui travaillait superficiellement sur les paysages, les techniques et les sociétés. La géographie rurale ne s'en est jamais remise alors que les espaces ruraux étaient un fonds de commerce académique qui ouvrait les portes de la planification territoriale. Après son naufrage, elle s'est spécialisée dans des niches (santé, ville, risque, etc.) sans jamais faire jeu égal avec les spécialistes. Sa seule unité, ténue et désuète, tient à l'espace géographique (social, physique, vécu) devenu l'écran en noir et blanc où se projettent les ombres chinoises d'une réalité bariolée et déconcertante à laquelle la géographie n'a plus accès[312]. En même temps, l'anthropologie et la

---

religieusement le mâle blanc coupable de toutes les dominations plaît aux avant-gardes. Il en va de même dans les SHS malgré « l'élision des rapports sociaux » (https://www.cairn.info/revue-la-pensee-2018-2-page-64.htm). Latour et Descola sont formés au marxisme dont ils retiennent la haine du système. Par adaptation à l'air du temps, un cryptomarxisme jamais clairs plaît dans les SHS.

[310] J'évoque ici une économie politique d'analyse plus que de dénonciation, le terme d'économie politique étant galvaudé pour dénoncer à la fois l'économie orthodoxe et le système financier : Par ex. Quelle économie politique pour la France ? Yves Perrier et François Ewald, L'Observatoire, 352 p

[311] Une explication à la fois dynamique et thématique est donnée dans : https://www.cairn.info/revue-cahiers-d-economie-politique-1-2006-1-page-27.htm Les trois thèmes de la rationalité individuelle, de la cause de la pauvreté (morale et développement)) et des savoirs subséquents auraient produit d'abord une théorisation (économie décentralisée d'agents individuels rationnels) dont les limitations ne cesseraient alors d'être résolues en liant les trois approches.

[312] Il ne faut pas croire que la critique n'existe pas dans les SHS ou dans la géographie. On se rappelle d'Elysée Reclus et d'autres qui critiquaient au nom de l'anarchie ou d'une idéologie ou simplement de la géographie inutile comme : Cook, I. (2004), Follow the Thing: Papaya. Antipode, 36: 642-664. Malheureusement, cette géographie radicale qui cloue au pilori l'académisme sans diversité avance des arguments non prouvés d'ouverture aux profanes et de radicalisme pour le radicalisme dans une verve plus populiste que scientifique: « In a recent round table about Antipode's radical geographies, contributors argued that the journal needed

sociologie de la ruralité des Eric Wolf[313] et des Henri Mendras étaient à peine égratignées dans leur isolement et leur manque de réflexivité réelle. La géographie a éclaté car elle était en prise à la fois avec le réel multidimensionnel et les autres disciplines scientifiques.

La géographie sociale et physique a débuté à la fois bien et mal : bien, parce que les défricheurs avaient tout à faire au tournant du XXe siècle et visaient grand avec la volonté inaugurale de croiser les disciplines naissantes ; mal, car les mandarins successifs ont creusé l'ornière des faux problèmes comme le déterminisme géographique, l'importance accordée à la carte ou leur autopromotion dans la planification territoriale. Il est amusant de lire les histoires de la discipline où les géographes mettent en scène un passé qu'eux seuls estiment glorieux. Ils glorifient jusqu'à l'anarchisme (le marxisme a tenté les historiens) sans le comprendre[314]. De son côté, la géographie simpliste (mais didactique) de Paul Vidal de la Blache, mise en avant pour des motifs nationalistes à la suite de la défaite contre la Prusse, spécialise la nouvelle discipline universitaire dans une approche régionale qui lie de manière erronée espace physique et champ social, tel son *Tableau de la géographie de la France* publié en 1903. Les reconstitutions historiques de la discipline conduite à la manière d'un panégyrique n'ont jamais incité les géographes à discuter l'erreur monumentale qu'a été sa séparation de l'histoire et donc de la société. En revanche, la séparation de la géographie physique et sociale malgré des mandarins qui prônaient le contraire fut un bénéfice pour la seule géographie physique, qui est une technique utile pour construire des cartes thématiques (les pédologues se servaient beaucoup de cette connaissance). Peu théorique, la géographie n'a pas eu à se flageller comme l'anthropologie et la sociologie. Elle montre plus clairement non pas une réflexivité mais une autoglorification acritique qui conduit à penser que ce n'est pas la réflexivité mais le désir de se légitimer qui conduit les SHS à se construire un passé sans analyse approfondie des erreurs passées.

Les espérances ont continué avec les synthèses régionales autant en France que dans les colonies. Puis tout s'est grippé quand la géographie littéraire s'est faite doubler par les autres disciplines. Gilles Sautter et Paul Pélissier ont incité leurs élèves à multiplier les analyses de terroir en Afrique, ouvrant une collection d'ouvrages à ce propos. Certains chercheurs plus prétentieux que d'autres se demandaient alors pourquoi on continuait à travailler sur « leur » région qu'ils estimaient avoir entièrement décrite. L'idée évidemment fausse était que des études minutieuses de terroir à l'échelon local serviraient un comparatisme propice aux généralisations. La géographie pensait alors renouveler les théories sur le développement en dehors des cadres militants. Mais qui peut croire que la minutie avait ce mérite alors que les synthèses régionales antérieures n'avaient pas pu le réaliser ? Qui peut penser qu'une ethnographie touche-à-tout pouvait répondre à l'essentiel : pourquoi le sous-développement ?

Du côté externe, d'autres disciplines ont remis la géographie à sa place. A l'exception de ceux qui avaient pris leur distance avec l'espace pour comprendre l'économie et le politique, la géographie a survécu par inertie universitaire et grâce à la géographie scolaire. Le recrutement des géographes

---

more papers which stimulated debate, were accessible to academics and non-academics alike, didn't ''preach to the cognoscenti'', were written to fit into radical teaching agendas, and were diverse and eclectic in style ».

[313] L'écologie culturelle de l'anthropologie américaine qui répétait les analyses régionales de la géographie française a connu un grand succès dans le monde dans les années 1980 avant d'intégrer la dimension politique dans la *Policial Ecology*. Succès des uns et échecs des autres semblent liés au *timing* d'une géographie française venue trop tôt et empêtrée dans le déterminisme géographique (comme si les terres calcaires et acides expliquaient les sociétés).

[314] Elisée Reclus défendait une géographie mésologique sous la forme de « la lutte des classes », « la recherche de l'équilibre » et « la décision souveraine de l'individu ». Malheureusement la science des milieux oubliait que l'équilibre signifie régulation sociale et non pas naturelle sous peine de *bandazos*, régulation que l'État de droit occidental incarne le mieux (c'est-à-dire l'inverse de l'anarchie).

dans le champ littéraire explique leur perte de compétitivité scientifique. Il explique aussi les ouvrages scolaires actuels devenus des manifestes, dans l'environnement, de collapsologie, ceci faute de comprendre les discussions de nature technique sur les limites des critères à utiliser. Le fiasco de la géographie est double : universitaire et scolaire.

Paradoxalement, les géographes ont un problème avec les données qui surabondent dans la cartographie mais dont l'utilité dans l'interprétation sociale n'a jamais été démontrée même dans le cas d'opposition géographique tranchée[315]. Chronologiquement, il y eut l'usage des statistiques (des recensements), les photos aériennes, les images satellites et les outils numériques. Chaque avancée spatialisée redonne de l'élan à la cartographie, mais l'ornière s'approfondit quand les techniciens sont mal armés pour interroger à la fois le terrain, les théories et les projections cartographiques. Par exemple, la géographie du risque qui mesure les vulnérabilités et le ressenti des populations méconnaît à la fois la nature sociale et politique des pays étudiés et l'historicité du risque. La facilité de la cartographie a toujours attiré les géographes comme ce fut le cas dans les pays en développement en retard cartographique, ceci avec la prétention de faire de la planification sans prendre en compte les dimensions techniques, économiques et sociales. La carte est à la géographie ce que le Mémento de l'agronome est à l'agronomie : un détour de ressources intellectuelles (voir plus loin). La crise numérique s'est ajoutée à la crise concurrentielle de la discipline et les deux épreuves ont démontré l'incapacité des géographes à se dépasser pour produire un savoir utile au développement[316]. La géographie anglo-saxonne plus variée et moins inféodée à la carte et à la planification s'en sort mieux. Mais le fond littéraire qui prétend à la scientificité bute sur l'incapacité à critiquer les données quantitatives et les discours. La géographie n'a trouvé sa place ni parmi les experts ni parmi les SHS qui se méfient des planificateurs[317].

La discipline historique est différente. D'abord l'histoire du développement est récente car les historiens avaient abandonné l'histoire des sociétés sans écriture aux anthropologues, qui ne l'ont jamais produite[318]. Ensuite, l'histoire qui disposent de l'enchainement des séquences ainsi que des sources souvent officielles inclut nécessairement la dimension politique dans son analyse. C'est un atout à la fois dans la prudence des interprétations et pour la multidisciplinarité. Inversement, c'est également un biais et une limite du fait de données officielles et éternellement lacunaires. On comprend que les historiens soient peu versés dans la théorie sociale et se contente d'un empirisme de bon aloi (très utile pour les mises en perspective comparatives). Cette étroitesse d'esprit ne résulte pas seulement des archives, mais d'une incapacité à fournir des reconstituions sociales convaincantes. Il suffit de penser aux controverses soulevées par les germes de la Révolution française ou la chute de l'empire romain. L'histoire est bien incapable d'analyser les sociétés actuelles dont la diversité et la versatilité renforcent l'idée de fragilité des reconstructions du passé. Les SHS sont déjà incapables d'ébaucher un cadre explicatif aux sociétés contemporaines du fait des normes académiques qui brident l'effort de scientificité, et les historiens ne peuvent donc mieux faire que les sociologues. Faute de données déterminantes, l'histoire se perd dans les méandres de généralisations fautives à partir de

[315] La réflexion la plus approfondie sur la donnée géolocalisée vient du courant des chorèmes, qui proposent une structuration territoriale qui réintègre espace physique et histoire. Mais les controverses suscitées montrent les crispations curieuses de la géographie littéraire : « …s'inscrire dans une façon de penser, dans des catégories dont au final on se trouve prisonnier ? Par ailleurs la géométrisation, c'est-à-dire largement la régularisation, des limites afin d'obtenir des formes euclidiennes s'apparente à une simplification évidente. Que perdons-nous en faisant cela dans la représentation… » (https://journals.openedition.org/rge/131)

[316] Les cartes de risque ethno-centrées dans leur conception l'illustrent au Sud dont le problème est justement la planification et l'application des règlements.

[317] Parmi les errements de la géographie tropicale : https://www.persee.fr/doc/geo_0003-4010_1991_num_100_560_21060_t1_0506_0000_1

[318] https://www.cairn.info/revue-tiers-monde-2013-4-page-111.htm#no124

sources partiales. Les historiens se perdent alors dans les modes académiques qui servent un temps à briller avant de s'éteindre. Les traces ne durent guère car les historiens de la mode suivante se font un plaisir d'annihiler les avancées de leurs prédécesseurs. Fernand Braudel et François Furet n'y ont pas échappé.

Les données insuffisantes favorisent non seulement les modes académiques mais aussi les généralisations abusives comme le marxisme qui semble tout expliquer comme Dieu en d'autres temps. En toute rigueur, l'explication par une surdétermination sociale ou magique est tellement séduisante qu'on se demande pourquoi les historiens continuent à travailler puisqu'ils ont l'explication finale. Eric Wolf anthropologue et historien des peuples colonisés est révélateur. Il s'est essayé à articuler l'enquête ethnographique à la généralisation à partir de comparaisons. Seul le marxisme permettait cette prouesse. Aussi ne voyait-il l'engagement des peuples dans le capitalisme industriel qu'à travers la transformation de leur mode de production, de leurs types de connaissances et de leurs modes de vie. Inutile alors d'y chercher, comme l'écrit une historienne, « une analyse des fonctionnements internes des sociétés qui forment le Tiers Monde ni des réactions et des adaptations des diverses sociétés à l'avance du capitalisme. Le lecteur ne saura pas davantage pourquoi le capitalisme se développe de manière endogène dans certaines régions extra-européennes (le Japon) tandis qu'il ne prend pas racine ailleurs. Une fois de plus les régions gagnées par l'expansion européenne sont décrites non comme les acteurs mais comme les victimes passives de histoire[319]». Soit on généralise sottement soit on n'arrive pas à tirer une leçon théorique des périodes étudiées, condamnant l'histoire à ne jamais avancer. Ne serait-ce pas faute de comprendre une société dans ces dimensions multiples ?

Les données par manque et partialité sont la première limitation de l'histoire qui, si cette limite n'existait pas, serait confrontée aux limitations propres aux SHS. D'un autre côté, ces données sont la gloire de la discipline du fait d'une approche laborieuse qui est en mesure de contrecarrer les usages funestes de l'histoire par récupération politique ou idéologique comme chez les anthropologues. L'historien n'a pas réponse à tout quand, par exemple, les négationnistes malintentionnés remettent en cause quelques briques dans les narrations générales construites par leurs pairs. Mais que ce soit l'histoire des loups de Jean-Marc Moriceau[320] ou les sages-femmes sorcières[321], les données assainissent les controverses et réfutent les récupérations idéologiques. Il demeure la tension entre les narrations d'ensemble et les données bornées qui forcent les historiens à suivre l'aphorisme de Pierre Vidal-Naquet : « cette vieillerie, le réel ». C'est la solution suivie par Carlo Ginzburg qui veut distinguer le roman de l'histoire et même par Patrick Boucheron qui regrette d'un côté l'histoire vétilleuse et de l'autre se contente de cette vieillerie[322].

Comme les ONG examinées dans la seconde partie, le milieu académique a mis au point les modes historiographiques, auxquelles il est nécessaire de se raccrocher pour donner l'impression de renouveau et d'avancement scientifique. Car la donnée historique a un autre défaut : elle ne se renouvelle guère. On trouve à l'occasion de nouvelles sources, mais force est de répéter et de reprendre l'historiographie produite dans le passé, cette dernière étant apprêtée à la mode du jour sans qu'on soit assuré d'une amélioration de la connaissance. Peut-être que l'histoire, un jour, disparaitra. En termes de modes, les historiens se sont ainsi érigés contre l'histoire évènementielle, se

[319] https://www.persee.fr/doc/ahess_0395-2649_1983_num_38_6_411020_t1_1280_0000_002
[320] Histoire du méchant loup. 2007, Fayard. Et une controverse : https://fne.asso.fr/actualites/histoire-du-mechant-loup-de-jm-moriceau-quelques-reflexions
[321] https://digpodcast.org/2020/09/06/doctor-healer-midwife-witch-how-the-the-womens-health-movement-created-the-myth-of-the-midwife-witch/
[322] https://www.cairn.info/revue-litterature-2018-2-page-102.htm

sont affrontés sur le marxisme, ont découvert les statistiques historiques, ont glosé sur l'histoire orale jusqu'à la nausée, défendu la micro-histoire qui permettait d'écrire de jolis romans et, plus récemment, se sont lancés dans les *subaltern studies* (sans données) et l'histoire mondiale. Cette dernière fait mousser les penseurs superficiels[323] et trembler nos croyances[324] que d'autres historiens ont remis à leur place par la simple comparaison culturelle. L'histoire fait depuis longtemps du sur-place et, à l'image de la géographie, devrait rétrograder comme discipline auxiliaire souvent citée mais sans élan sauf à se chercher en permanence. L'archéologue comme technicien des fouilles, le géographe comme technicien des cartes et l'historien comme archiviste sont des auxiliaires faute de pouvoir poser de bonnes questions à la société. Un recrutement et une formation technique pourraient rendre à ces champs du savoir leur place. Ce n'est pas facile car comme le signalait une historienne[325]: « les anglophones vont les premiers échapper à ce cercle vicieux », à savoir à la nécessaire transformation d'une discipline académique non seulement difficile dans les pays anglophones mais impossibles en France.

Economie du développement

Après les losers du développement, l'économie ouvre-t-elle les œillères qui brident les disciplines précédentes ? Au moins les économistes sont sensibles à la dimension comptable du développement et il arrive que les aspects techniques et politiques soient également pris en compte : « La preuve en est que les agriculteurs des pays pauvres savent très bien aujourd'hui ce que l'on peut attendre d'un tracteur ou d'une semence améliorée. Pourtant, ils n'emploient pas ces outils. Ce n'est pas qu'ils sont stupides ou arriérés. C'est faute d'avoir de quoi les acheter – **faute de capital**[326]». Cet économiste ne s'arrête pas à la surface des choses et reconnaît que la pratique d'un acteur, a fortiori ses discours, ne peut pas être pris à la lettre sans recouper les faits avec d'autres indices. D'un autre côté, le « faute de capital » souligne une limite en matière d'analyse sociale car la non-utilisation de semences améliorées dépend de l'environnement économique, social et politique de l'agriculteur. Toujours est-il que la compétence de l'économiste ne l'enferme pas facilement dans l'opposition factice entre tradition et modernité. Par ailleurs, la macro-économie est largement mobilisée dans la conception des politiques de développement autant dans les pays du Nord que du Sud. J'écarte tout de même les tendances ésotériques ou théologiques qui mettent en avant, avant de raisonner, un postulat marxiste ou décroissant, non pas que l'inégalité ne doive pas être combattue, au contraire, mais pour éviter des chasses gardées par les zélateurs moralistes. Car l'économie comme le développement ne peut être que de nature libérale comme le montre la Chine, voire l'URSS qui a failli à la fois par son économie peu compétitive et par une liberté insuffisante. L'idée est de comprendre si les chercheurs sont un maillon faible du développement au même titre que les ONG et, le cas échéant, d'envisager si une plus grande diversité d'interprétation permettrait de réorienter le développement.

Mais avant de sonder l'économie du développement, des précisions s'imposent car la discipline économique est suffisamment vaste pour que le labyrinthe ait créé ses propres pièges. Une discipline nécessairement manipulée par les uns ou les autres, que ce soit un gouvernement qui cherche à légitimer une politique : relance par l'offre ou la demande, ponction fiscale sur le travail ou la finance, etc. ou ses détracteurs, produit nécessairement de la controverse savante plombée par la mauvaise foi. Donc oui, les théories variées servent les idéologies. Oui, elles ne collent pas à la réalité car ce sont justement des théories qui ont du mal à prendre en compte les dimensions sociales et politiques. Mais

[323] Tel Jack Goody, Le vol de l'histoire. Comment l'Europe a imposé le récit de son passé au reste du monde, Editions Gallimard, 2010
[324] Florence Dupont, 2011. Rome, la ville sans origine. Gallimard
[325] https://www.cairn.info/revue-tiers-monde-2013-4-page-111.htm#no124 op.cit.
[326] https://www.cairn.info/revue-pour-2009-3-page-79.htm

non, le libéralisme (sauf l'ultralibéralisme) n'est pas l'ennemi juré tant qu'on ne démontre pas qu'il n'est pas porteur de développement, ceci même s'il accroit l'inégalité et dégrade l'environnement (problèmes qui doivent beaucoup aux régimes politiques). C'est parce qu'on en a besoin que l'économie est tirée à hue et à dia. Reste un milieu académique qui adore classer les théories en les mettant au même niveau, la critique dos à dos légitimant par défaut la thèse de l'auteur qui s'épargne toute priorisation aventureuse.

Pour approcher l'économie du développement, rien de tel que les synthèses qui abondent. Nécessairement savantes, elles sont produites par ceux qui maîtrisent moins le terrain que les courants académiques et débordent sur ce qu'ils croient savoir d'autres disciplines. La question est moins l'apport du courant ou ses arguments ou la manière de poser le problème que la raison du : pourquoi l'économie tourne en boucle ? Encore que, dans cette optique, l'apport au savoir n'est pas anodin. Le premier économiste examiné, rondement expédié, est d'une obédience proche du marxisme même s'il est critique avec ce dernier ; le deuxième un expert auprès de la Banque mondiale ; et le troisième est professeur d'université. Le premier article, d'Alain Mounier, m'a demandé de lire d'autres textes pour saisir son point de vue sur le développement (non inclus dans cet ouvrage). J'ai idée que ce chercheur est un électron libre de la critique qui ne se fixe sur aucune école particulière. En fait, son pessimisme le conduit à ne pas croire au développement, ce que ses connaissances du particularisme culturel acquises sur des terrains variés ont probablement confirmé. Critique avec tout le monde, il n'apporte rien de concret et ferme la réflexion. Son cas illustre les errements du savant qui tente de joindre une vision personnelle avec des pans de la réalité et beaucoup de philosophie. Son interrogation vaine de l'histoire illustre plus une psychologie qu'une véritable idéologie. Il ne croit pas au développement non pas sur la base de données, mais par les contradictions qu'il croit percevoir dans les théories. Peut-être est-il la version savante d'un Michel Houellebecq qui ne croit à rien et se sert de références savantes pour tout rejeter.

Son texte illustre la perplexité des économistes mal armés pour aborder la diversité des développements. Même un esprit acéré peut y perdre son optimisme. Et le refus des normes collectives est compensé par le basculement dans la philosophie pas plus lucide qui sert seulement de rempart pour se soustraire aux critiques de ses pairs. Mais ce n'est pas parce qu'on n'a pas les idées claires qu'une théorie est impossible. On ne retiendra rien de ce texte sauf si, par un retournement de conjoncture, le monde du développement devenait rétif à l'action au nom de la philosophie. L'auteur pourrait s'amuser à démontrer que les autres se trompent s'il avait de l'humour, mais faute de données, il ne démontre rien. Les contradictions existent, et alors ? Montre-t-il qu'elles sont essentielles ? Non. Il dévoile seulement un type d'erreur parmi de nombreuses autres. Il oublie que les théories changent autant par saut que par maturation lente. Lui-même doute au-delà de ses certitudes philosophiques et il en tire argument que tout le monde se trompe. Comme personne ne le dément, il est rassuré sur le fait que personne ne comprend personne. Son leitmotiv repose sur les singularités qu'il généralise à l'histoire et à la science. Il s'arrange pour fermer la discussion et montrer qu'il n'y a rien à faire. Le pessimiste qui sait tout ne sert à rien. Il est impossible d'en tirer une leçon, serait-ce celle de l'utilité de la philosophie de l'histoire. Pourtant, il y a eu des développements par le passé, mais il n'en tire aucune leçon. On sait aussi que les politiques ultralibérales ont un impact sur les économies et les sociétés, mais là non plus il n'en parle pas. Reste pour lui la découverte de l'existence de ce qu'il appelle des singularités alors que ce sont des particularismes culturels, sans qu'on sache si le particularisme bloque le développement.

De son côté, Pierre Mandon teste statistiquement deux théories sur le développement pour montrer qu'elles peuvent être complémentaires[327]. Certes, des résultats, on se plait frissonnant à imaginer un nouveau départ pour une discipline qui, par un renversement de situation, mettrait en avant les données sociopolitiques, mais ce type de travail est vain car on surfe sur l'écume des réalités. Et si d'aventure l'économiste était suivi, c'est tout l'écosystème du développement qui renâclerait tant le dinosaure qui lie l'académie et les ONG ne s'encombre pas des pensées marginales. Il suffit de constater que les travaux prometteurs d'Oliver North, déjà anciens, n'ont pas produit le moindre changement à part une flopée d'articles qui précisent le paradigme néo-institutionnel. L'économiste en général perçoit vaguement l'importance des institutions, il le prouve de manière ptolémaïque sur la base des apparences, mais il ne peut pas comprendre l'ancrage des institutions, qui exige d'en connaître l'histoire et la mise en pratique comparée. C'est la damnation des disciplines spécialisées qui, comme l'économie, s'approche des réalités techniques, culturelles, sociales et politiques, mais qui restent engluées dans les tiroirs académiques.

Encore faudrait-il que Mandon soit sincère dans sa démarche car un chercheur doit non seulement démontrer un savoir, mais montrer qu'il mérite considération. On sait depuis longtemps que les institutions jouent sur le développement, au moins depuis les vaines politiques de bonne gouvernance promues par la Banque mondiale dans les années 1990. L'auteur ne prend pas de risques inconsidérés à évoquer les institutions et à y adjoindre la théorie populaire de Jared Diamond. A ce propos, je précise plus bas une erreur courante d'interprétation statistique, mais là n'est pas mon propos : l'approche qui lie les résultats économiques à des données macro-politiques est illusoire tant qu'elle n'apporte aucune lumière sur les mécanismes historiques. Et l'économie n'est pas près d'en fournir tant qu'elle ne se penchera pas de manière transdisciplinaire (c'est-à-dire à la place des disciplines concernées) sur les mécanismes politiques, sociaux et culturels. Déjà l'auteur affirme que les théories sur le développement en général sont « trop souvent jugées concurrentes » en omettant de préciser si les deux théories choisies sont effectivement concurrentes, ce dont on peut douter. Il ne discute pas les PIB des pays dépendants d'une ressource qui n'ont donc rien à voir avec les institutions[328]. Il ne priorise ni ne discute chaque théorie car il ne connaît pas les mécanismes à l'origine de la croissance économique. Dans son esprit les théories se valent alors que tout lecteur doué de sens commun peut supposer que les institutions expliquent beaucoup et que la biogéographie explique peu : qu'importe quand seules les corrélations statistiques comptent. Qu'il y ait validation (c'est le cas) ou pas, on voit l'inutilité du procédé pour le savoir puisqu'on n'apprend rien. Pire : le facteur biogéographique pourrait laisser imaginer qu'on ne peut rien faire pour le développement alors que c'est faux comme on l'a vu plus haut et dans les tomes précédents.

L'auteur ne prend pas de risque car les deux théories sont vraies (voir plus loin). Des corrélations ptolémaïques (fondées sur les apparences) enfoncent les portes ouvertes. Les ex-pays colonisés avaient souvent des PIB élevés avant leur indépendance et, à part la théorie partielle de l'explication colonialiste, les institutions et surtout leur usage expliquent la chute ultérieure du PIB. Mais la prégnance de la culpabilité coloniale bride toute approche culturelle et empêche tout approfondissement politique. Le verrouillage intellectuel se double des limitations propres à la spécialisation économique. Ce double verrouillage conduit l'auteur à préciser que la théorie biogéographique « désamorce toute tentative d'explication raciste des écarts de richesses dans le monde » et confirme la folie des approches peu critiques des données. Car les statistiques doivent être maniées avec circonspection depuis leurs productions et leurs sources jusqu'à l'interprétation des

[327] https://www.cairn.info/revue-d-economie-du-developpement-2015-1-page-97.htm

[328] Il oublie de discuter les données et la méthode statistique même si les nombreuses données nationales gomment en partie le bruit occasionné par le lien ressource-PIB.

corrélations hâtivement transformées en causalités. Outre les mécanismes qui manquent, l'auteur lie deux théories « vraies » dont je dois préciser la nature de la véracité. Les institutions jouent, c'est indéniable, un rôle sur le développement même si on ne sait pas changer les institutions pour construire un développement. La théorie de Diamond est également « vraie » au sens où elle ne contrevient pas aux institutions, mais les mécanismes sont plus flous encore, voire faux. Car il existe une unique covariable qui explique les deux théories : le facteur Occident. En effet, l'État de droit explique largement les économies occidentales et japonaises (pas la Chinoise, voir tome 3). L'Europe, les États-Unis et le Japon étant des pays tempérés, la corrélation entre les institutions et la biogéographie existent automatiquement, que cette dernière soit ou pas un facteur explicatif. Et il faut recourir au correctif hypothétique de « l'axe majoritaire Est-Ouest qui a favorisé la diffusion des cheptels, des cultures et des techniques » pour pouvoir justifier la validité de la théorie de Diamond. Une autre incohérence tient à l'unification nationale: de l'Europe non unifiée, de la Chine unifiée (en absence de frontière naturelle) et de l'Inde non unifiée, doit–on conclure que la non unification contribue au développement ?

Les erreurs existent partout et là n'est pas l'essentiel. Les chercheurs sont publiés tant qu'ils adoptent les normes de leur discipline. Par exemple, le facteur culturel, banni dans les SHS actuelles, oblige chacun à trouver des moyens détournés pour en parler. Mais évincer un aspect qui peut être structurant (au moins en corrélation si ce n'est pas en causalité) conduit à passer à côté du réel et empêche tout creusement de l'hypothèse. L'écume des apparences suffit pour être publié. L'économiste patine en permanence faute de comprendre l'idée même d'interdisciplinarité, qui est de comprendre les autres disciplines et de pratiquer celles qu'on juge efficace (quitte à n'en pas suivre les normes). Il pratique sans le savoir le *buen vivir* académique : car quel ministre ou président d'université favoriserait le conflit entre les disciplines, ou simplement évoquerait une discipline plus adaptée qu'une autre dans le développement, quand seule compte la cohabitation paisible ? Au nom d'une participation égale de chaque discipline au savoir, on sacrifie le savoir. L'écosystème académique devrait interroger la notion de savoir partiel.

L'empirisme n'est jamais suffisant car toute généralisation quantitative et a fortiori compréhensive sur la base de données restreintes doit prendre en compte les autres dimensions sociales jusqu'à envisager d'abandonner sa discipline de départ si une autre se prêtait mieux à la théorie sociétale. L'économie n'arrête pas de découvrir que la société interagit avec l'économie (enchâssement, coût de transaction, institutions, etc.), mais, diantre, qu'ils arrêtent de brandir Karl Polanyi et qu'ils examinent à la fois l'économie et la société ! A chacun de décider si le social est *embedded* dans l'économie, si c'est le contraire ou si ce n'est ni l'un ni l'autre. Un économiste qui cite Polanyi est à l'image d'un anthropologue qui cite Michel Foucault : le premier croit qu'il a épuisé le social et le second qu'il a épuisé le politique. Il faut non seulement déborder pour généraliser mais il faut prendre à bras le corps les dimensions techniques, sociales et politiques. Et si l'économie est impuissante, on se demande qui pourra le faire. Sans doute la sociologie politique si elle maîtrise l'économie. On peut reconnaître la perplexité de spécialistes qui sont loin de comprendre le développement. Publiant à outrance sans faire avancer le savoir, ils se contentent de suivre les changements de paradigmes comme celui impulsé par le keynésianisme ou le néo-institutionnalisme. Ils ne connaissent même pas l'activisme gouvernemental (et non pas le savoir) à l'origine du changement. Ils ne connaissent pas davantage les limites de leur discipline car ils méconnaissent les autres disciplines. Sur le plan pratique, aucune piste ne se dessine. Tout article devrait au moins poser une des deux questions : en quoi j'aide à comprendre le développement ? En quoi contribue-je à imaginer une solution ? Je rappelle que les tomes précédents de cet ouvrage ont montré qu'on peut agir pour le développement immédiatement par les dons mutualisés, ensuite par le soutien des prix avec un crédit adapté, enfin par une théorisation sociopolitique en mesure d'ébaucher des solutions adaptées aux pays du Sud.

Plus sérieusement que les économistes examinés ci-dessus, Philippe Hugon a esquissé en 1991 une fresque classant les théories du développement[329]. Le critère qu'il met en avant est le temps : soit la théorie est indifférente à l'histoire (économie par elle-même), soit elle prend en compte le temps des sciences sociales comme c'est le cas d'une « économie du développement qui étudie les processus de transformation de longue durée du Tiers Monde ». On a vu plus haut que les économistes supposent un certain nombre d'attributs à l'agent économique, telles la rationalité ou encore l'aversion au risque à moins que « ce traitement du temps psychologique permette d'expliquer certains obstacles au développement et notamment le poids des traditions ». Mais distingue-t-il le cadre contractuel, social et politique qui permet à l'entrepreneur de prendre des risques calculés ? L'économie parle beaucoup de la société mais on ne sait pas toujours de quoi il s'agit. Dès lors, on prétend faire œuvre de science en singeant l'économie orthodoxe : « Les choix économiques, conduisant au développement, supposent qu'ex-ante la somme des coûts actualisés soit inférieure à la somme des rendements actualisés. Or les coûts immédiats sont élevés, les rendements sont incertains et la dépréciation du futur est importante ». On se protège en citant les ancêtres comme l'incontournable Jean Fourastié qui écrivait en 1966 : « Les différents éléments qui constituent l'univers ne gardent pas les uns vis-à-vis des autres des relations constantes » ; ou Marc Bartoli qui pontifiait en 1967 : « Le temps est surgissement de relations nouvelles, destruction de relations périmées, mutations des relations existantes ». Avec ces doctes pensées, il affirme sans ambages : « Les agents des pays pauvres ont des comportements vis-à-vis du temps qui engendrent des cercles vicieux de la pauvreté : leur préférence pour l'immédiateté les conduit souvent à consommer au lieu d'épargner et aboutit donc à une accommodation à la pauvreté (Galbraith 1980)[330]». Tout est à l'avenant : « leur préférence pour le très long terme les fait investir dans les enfants davantage que dans la production ; les prolétaires seraient des prolifiques conduisant à la trappe malthusienne ». Le lecteur n'a guère de difficulté à comprendre que les économistes sont pour le moins perplexes mais que la légitimité du savoir ténu dont ils disposent leur fait asséner des évidences grossières quand elles ne sont pas fausses. Je passe sur la pédanterie qui fait citer les auteurs d'une époque et disparus depuis longtemps des radars : Heisenberg, Simon, Popper. Les mots et les penseurs changent, mais l'académie demeure indécrottable avec la résilience, l'hétéronomie, la gouvernementalité, l'attachement (déjà ringard au profit des approches sensibles), etc. Un mot nouveau devient un must académique même si les mots ne sont que des modes éphémères : *empowerment* a donné participation puis agentivité ; ontologie qui évite le mot « culture » est dans toutes les bouches avant-gardistes, etc.

En gros, le penseur attribue bons et mauvais points à ses collègues : « Dès lors que l'on raisonne en situation d'incertitude, que l'on prend en compte les processus d'apprentissage de l'information et de la dépendance inter-temporelle des décisions, il paraît essentiel de raisonner en termes d'organisations et de rationalités procédurales. Mais plus fondamentalement, leurs choix (des agents économiques) sont conditionnés, voire déterminés, par des normes, par des règles ou par des habitus et par leur appartenance à des organisations qui créent des inerties », ou encore « L'institutionnel ne peut être assimilé à un contractuel. Les comportements économiques ne peuvent se réduire à l'amnésie des anticipations rationnelles des agents individuels extra-lucides ou à la socialisation des agents par le marché. Ils sont ancrés dans des histoires ». Plutôt que d'enfiler les perles sur un chapelet, ne faudrait-il pas tirer la leçon des erreurs passées qui se répètent ? Il en va de même des théories qu'on refuse de commenter et qu'on place côté à côte : « Trois types de modélisation peuvent être différenciés : les modèles de croissance montrent un cheminement de l'équilibre ; les modèles de développement analysent la rupture d'un circuit ou d'un équilibre stationnaire ; les modèles d'accumulation dualistes ou de temps cumulatif prennent en compte la pluralité des

[329] https://www.persee.fr/doc/reco_0035-2764_1991_num_42_2_409282
[330] Ce qui est faux comme les expérimentations de revenu universel le montrent.

secteurs ». Très bien, mais qu'est ce qui sous-tend chaque modélisation ? Toutes ont-elles le même poids et la même valeur de généralisation ? Peut-on les enseigner comme trois prêt-à-penser analogues ? On ne le saura jamais. Dit de manière plus stylée : « le sous-développement est un retard du développement, l'Histoire se répète ; le sous-développement est un produit du développement, l'Histoire s'impose ; le sous-développement est un écart vis-à-vis du développement, l'Histoire se compare ».

L'objectif du classement est de critiquer une par une les modélisations, mais leur dissection microscopique oublie leur structure temporelle : « Les principales limites de cette périodisation (Bairoch 1974, Gerschenkron 1962, Kuznets I960) portent sur le schématisme des étapes, la rationalisation universelle de l'histoire, le comparatisme du sous-développement d'hier et d'aujourd'hui, le 'fourre-tout' de la société traditionnelle. L'analyse repose sur une conception unilinéaire de l'Histoire ». Qui dirait le contraire, mais que retenir d'utile des auteurs cités par cet économiste ? L'auteur se garde de prendre parti. Il en va de même des lectures matérialistes du développement à cause de « la vision européocentrique, la détermination en dernière instance de l'économique, la conception d'un sens de l'Histoire, celui de l'évolutionnisme darwinien ». On revient opportunément à Polanyi : « Il s'agit dès lors moins de 'chercher dans l'économie le sens de la totalité sociale' que de 'chercher dans la totalité sociale le sens de ce qui est chez nous et pour nous l'économie' ». La conclusion vaut celle des auteurs précédemment analysés : « Changer de focalisation en étudiant la diversité des séquences des Tiers Nations […], repérer la pluralité des cheminements et des trajectoires, retrouver l'épaisseur historique des sociétés ». Les affirmations se suivent et deviennent de plus en plus fausses : « Seule l'étude des configurations spécifiques permet de répondre à certaines questions : pourquoi le shintoïsme a-t-il favorisé la culture technique japonaise ou le confucianisme, celle de la Corée et non celle de la Chine ? Pourquoi l'Argentine, pays semi-industrialisé, entre deux guerres, a-t-elle connu un processus régressif de sous- développement ? Pourquoi la Corée du Sud, même si elle avait une tradition technique ancestrale (imprimerie, chantiers navals), a-t-elle émergé ? Pourquoi en Afrique les sociétés les plus structurées socialement sont généralement les plus innovatrices et accumulatrices (cf. les Bamiléké au Cameroun) ? Pourquoi, à la différence des pays d'Asie du Sud-Est, la modernité technique en Inde n'a touché que 10 % de la population et a été intégrée dans un ensemble structurel relativement inchangé ? ». La comparaison doit être raisonner et il ne suffit pas d'analyser le Japon pour rendre plausible l'explication shintoïste. On retrouve les géographes qui appelaient à des études toujours plus minutieuses et qui ont débouché sur le vide. A lire cet économiste, l'économie a échoué et on se demande si l'économie du développement est utile. La réponse ne dépend pas seulement des pratiques des économistes, mais du potentiel de la discipline. Et ce potentiel est bien plus élevé en économie qu'en anthropologie. Cela n'empêche pas l'économie du développement, qui irrigue l'enseignement, les thèses et les experts de la Banque mondiale, de tourner en rond si elle n'opère pas cette 'mutation' que tout le monde propose et que personne ne pourra jamais réaliser dans l'état actuel de la recherche disciplinaire.

Que faudrait-il pour que l'économie serve au développement ? Il s'avère que les économistes ont compris l'intérêt de l'histoire comparée, mais la compréhension est partielle car elle demeure sous l'empire des normes d'une économie étriquée qui méconnaît les autres dimensions du développement ou qui, si elle les reconnaît, ignore l'importance des efforts à leur consacrer. Le retour à l'empirisme des données paraît essentiel pour éviter des sagas vides de sens et pleines de pédanterie qui entretiennent, malheureusement, l'économie académique. Aussi voit-on de bonnes analyses comme celle de l'impact des politiques économiques au Mali[331], mais il manque toujours le cadre politique et social avec, en conséquence, un savoir partiel qui crée les certitudes de l'homme

[331] https://www.cairn.info/revue-l-economie-politique-2002-4-page-55.htm

d'action et d'une économie qui s'accommode des ONG ou de tout autre régime, mais qui est insuffisante pour les critiquer, percevoir leurs limites et fournir des solutions. On est encore loin de l'analyse du foncier en Côte-d'Ivoire vue plus haut dont la bonne connaissance justifiait la participation de ses auteurs au débat politique. Les chercheurs sont davantage dans l'empirisme que les universitaires qui se contentent souvent d'un ancien terrain de thèse et du travail des doctorants sans vivifier l'approche. Une voie serait de donner davantage d'importance aux chercheurs aux dépens des enseignants et des enseignants-chercheurs car le travail de terrain oblige à explorer les marges de sa discipline, voire à empiéter sur celle des autres.

Il y a beaucoup à faire en économie du développement qui ne touche que l'écume du monde. Les économistes sont persuadés de se situer au cœur des affaires parce qu'ils évoquent le marché et les prix alors qu'ils ne maîtrisent ni l'environnement, ni l'agriculture et encore moins les liens sociaux qui font ou pas les PME. Les prix et les marchés sont comme l'espace en géographie : ils donnent l'impression de traiter du tout alors que l'essentiel : le social, le politique et le technique, est relégué dans les variables d'ajustement. L'empirisme à peine teinté de faits sociaux à la Polanyi ou à l'économie des conventions demeure très insuffisant pour comprendre et pour agir. L'illustre le foncier dans les pays du Sud qui est l'objet d'une abondante littérature multidisciplinaire. Aucune synthèse n'est possible, et pour cause : le foncier à la fois flexible dans les relations de production et marqueur des structures sociales reste mal compris alors que les chercheurs sont spécialisés à la fois dans leur discipline et dans le foncier. Or, que nous dit un économiste qui étudie le métayage[332] au Mexique selon les canons progressistes de la Nouvelle Économie Institutionnelle ? Alors que ce courant s'ouvre depuis deux décennies aux institutions : « elle se donne pour objet d'étude la logique des formes organisationnelles, sur la base de l'interaction de comportements individuels d'acteurs, de leur environnement et des caractéristiques des biens et services échangés », elle ne voit ces organisations que comme des substituts au marché : « Une part importante de la littérature néo-institutionnelle analyse les institutions comme des substituts à des marchés inexistants ou imparfaits, dans un contexte de risque et d'asymétries informationnelles[333]». Et la spécificité culturelle des Suds n'est conçu que comme le domaine du risque et de l'asymétrie ! Est-ce suffisant pour prendre en compte les croyances qui forment la base des pratiques sociales ? Sans doute pas malgré la rigueur académique des définitions que suit prudemment l'auteur.

Le lecteur comprend bien la nouveauté de cette économie qui se démarque de l'économie orthodoxe, mais rien ne dit qu'elle soit en mesure de percer le mystère du sous-développement. De toutes façons, l'auteur ne s'aventure pas à imaginer ce qu'est un pays du Sud. Quand il annonce que « Dans le domaine des études foncières, les approches institutionnelles ont conduit à appréhender dans une nouvelle perspective les politiques foncières et les dispositifs contractuels en milieu rural », ne s'agit-il pas de l'application d'un cadre théorique simplement appliqué à une réalité qu'on ne cherche pas à comprendre dans ses ressorts profonds ? Aussi évoque-t-il les droits fonciers « selon la sécurisation des droits garantissant cette appropriation (législation foncière, programmes d'immatriculation des terres et de délivrance de titres fonciers) », autrement dit à la manière des État de droit occidentaux. L'auteur un temps juriste redevient économiste « en s'interrogeant sur la logique de ces arrangements institutionnels et sur leur impact en termes d'efficience productive ». Il évoque bien « l'accès aux biens communs et l'appropriation de la ressource foncière » comme une réalité des pays du Sud, mais sans en tirer les conclusions qui s'imposent. Cette analyse économique souligne la flexibilité des pratiques locales et leur efficience à la mode ostromienne[334], mais sans références au régime de violence qui

[332] « Tout arrangement agraire conduisant au partage de la production entre propriétaire et tenancier ».
[333] https://books.openedition.org/irdeditions/10131
[334] Note 179

prévaut au Mexique, en particulier en milieu rural et ceci, avant l'immixtion des narcos. La violence est le principal moyen de faire respecter sa loi quand nombreuses sont les appropriations illégales qui cherchent des expéditifs devant une loi soumise à la corruption. Plus généralement, aucune mention n'est faite dans le cadre théorique au régime de faible confiance dans les institutions de ce pays[335].

La perplexité règne toujours en économie du développement. Faute de comprendre les mécanismes de la Révolution industrielle, elle s'appuie sur l'absurdité des apparences et privilégie la forme au contenu, aux mécanismes et à leur signification. Aussi les économistes en sont-ils encore à discuter du rôle « de la courbe en U de la productivité agricole ou de la distribution des revenus. Ils comparent les facteurs de croissance (effets de la demande domestique, des exportations, de l'import substitution et de la demande intermédiaire) » comme si toutes choses étaient égales par ailleurs. Ils ne voient pas que le décollage de la Thaïlande est à la fois agricole et industriel car les mêmes causes dans les deux secteurs produisent les mêmes effets. Encore faut-il se renseigner sur ces causes plutôt que de discourir si, oui ou non, « La révolution agricole a été à l'origine du développement des pays riches. L'histoire européenne montre comment les villes ont stimulé les échanges, favorisé l'accumulation, structuré l'espace et dynamisé l'environnement ». Cette perplexité est renouvelée par la mode de l'économie expérimentale qui annonce sans vergogne que l'économie ne sert à rien sans expérimentation. Mais ce n'est pas parce qu'on a raison sur une économie inutile et même contreproductive pour le développement qu'on a raison pour l'économie expérimentale. Car il y a fort à parier que cette mode qui n'est séduisante que parce qu'on ne croit plus à l'économie savante découle de la même incapacité à examiner les structures sociales. Si l'économie a successivement étayé l'intérêt des politiques pour le protectionnisme tempéré, l'ajustement structurel ou la lutte contre la pauvreté, elle a échoué dans le développement. Et ce n'est ni les analyses statistiques ni les travaux de terrain (comme dans les Paiements pour Services Environnementaux vus plus haut) qui me démentiront. Il est temps qu'elle en tire la leçon.

Conclusion SHS

A ce stade où je n'ai pas encore traité la sociopolitique, il ne fait pas de doute que l'utilité des SHS n'est pas convaincante dans le développement[336]. Les régulières mises au point sont même pathétiques chez les sociologues qui ne comprennent pas les controverse qu'ils engendrent, un comble pour une discipline supposée décrypter les faits de société. Comme souvent, il faut aller chercher à l'étranger des avis circonstanciés car moins militants tel un article d'Andrew Abbott[337]. En préalable, il est nécessaire de dépasser le profond agacement de cet auteur qui traduit sa croyance dans l'amélioration des SHS.

Ce spécialiste américain des disciplines scientifiques n'est en effet pas tendre avec les SHS. Il ne l'est pas davantage avec « les administrateurs néolibéraux » qui « encouragent les publications inutiles et

[335] L'ouvrage Figures du métayage cité plus haut montre une opposition flagrante entre la théorie économique exposée dans le détail et une ethnographie scrupuleuse qui, de son côté, souligne évoque des « comportements 'violemment opportunistes' » ainsi que le terme de « confiance qui revient en permanence dans toute conversation abordant le contrôle du respect des termes de l'arrangement ». Mais comme la théorie ne les prend pas en compte, confiance et violence demeurent des facteurs tangentiels en économie.

[336] https://ses.ens-lyon.fr/articles/le-savant-et-les-politiques-a-quoi-servent-les-sciences-sociales--179900
https://www.slate.fr/story/172179/sciences-sociales-opposition-cognitives-nature-du-social-biologie
https://www.ledevoir.com/opinion/idees/470333/les-sciences-sociales-et-humaines-pour-quoi-faire
https://www.lefigaro.fr/vox/societe/2018/12/21/31003-20181221ARTFIG00247-sciences-sociales-sciences-naturelles-l-impossible-dialogue.php
https://www.arts-cultures.fr/a-quoi-servent-les-sciences-sociales/

[337] https://www.cairn.info/revue-annales-2016-3-page-575.htm

sans valeur », ni avec « les imbéciles venus de la physique et de l'informatique qui ont imaginé pouvoir répondre à toutes les questions posées par les sciences sociales et les humanités avec leurs modèles de graphes exponentiels aléatoires et leurs téraoctets de corpus de textes [qui] vont finir dans le même dépotoir que les sociométristes et les physiciens sociaux des années 1930, les sociobiologistes des années 1960, les théoriciens des jeux des années 1950 et des années 1990 ». Lui-même sombrant dans le normativisme jargonnant, il demande de prendre en compte les structures sociales locales : « L'ontologie normative du libéralisme contractualiste ne s'intéressait guère aux institutions intermédiaires entre l'individu et la société ». Il demande aussi de « concevoir l'individu à l'intersection de plusieurs particularités », égratignant au passage les théories déconstructivistes de l'émancipation.

Mais sa principale avancée est de reconnaître l'existence de normes dans les SHS même s'il les considère comme normales : « Ces rapports complexes entre l'empirique et le normatif sont nés avec les sciences sociales ». Il précise néanmoins que les normes doivent être précisées et discutées, sinon « les chercheurs en sciences sociales ne sont pas des ingénieurs mais des juges ». Les SHS seraient dans une crise normative « car les critères à l'aune desquels nous évaluons les sociétés restent eux-mêmes rarement questionnés ». Les jugements normatifs seraient trop simplistes, en particulier par ethnocentrisme. Si les SHS doivent évaluer la vie sociale (inégalité, domination, etc.), c'est pour « l'améliorer, d'une façon ou d'une autre » et il faut réfléchir sur « les règles de transformation qui puissent, dans le présent, s'appliquer au processus social ».

Après la nécessité normative, l'auteur discute ce « qui sous-tend le déploiement normatif des sciences sociales occidentales, c'est-à-dire le libéralisme contractualiste ». Même s'il insiste sur les données, le cadre explicatif avec sa dénonciation subséquente repose sur ce libéralisme contractualiste propre à la culture occidentale. Le sociologue ne se contente donc pas d'accuser le libéralisme que les SHS dénoncent à longueur de pages comme la source ultime des problèmes dans le monde, il lui adjoint le contractualisme, qui est l'ensemble des lois et des contrats appliqués propre à l'Occident. Or « une grande partie, et peut-être d'ailleurs la majeure partie, du monde ne partage pas cette ontologie normative qui est la nôtre ». Ce décalage ethnocentrique devrait donc obliger à renouveler la théorie sociale. Pour cette raison et pour d'autres tout aussi explicites, « il est déraisonnable de réfléchir […] en mobilisant simplement les concepts d'inclusion ou d'inégalité ». Mais « les chercheurs en sciences sociales, de droite comme de gauche, considèrent souvent la loi comme la cause plutôt que la solution de ces problèmes ». Or si l'État de droit « représente pour moi un bel idéal, il n'en reste pas moins que des milliards de gens dans le monde ne vivent pas au sein de sociétés contractualistes libérales, et que beaucoup d'entre eux verraient d'un très mauvais œil, ou considéreraient comme diabolique, un glissement vers ce type de société ». Il estime alors que « les sciences sociales à l'échelle mondiale doivent accepter de ne plus voir le reste du monde comme un simple résidu des métropoles vertueuses. Elles doivent reconnaître que ces sociétés – dans certains cas, ce ne sont pas que des sociétés, mais des civilisations tout entières – n'accordent pas de l'importance aux mêmes choses que l'Occident ». Abbott, qui justifie les normes des SHS en faveur de l'égalité, critique en même temps le défaut de réflexion d'une pensée normative sous-tendue par le libéralisme contractualiste. Toutes les disciplines et courants sont concernés : « économistes néoclassiques, sociologues ou marxistes » par leur jugement en « termes génériques d'inégalités et d'inclusion pour cacher une centaine de particularités différentes. Ils font fi des évolutions historiques qui affectent les individus et les sociétés. Ils font fi également de différences importantes qui font que des milliards de gens dans le monde pensent que le libéralisme contractualiste n'est qu'une idéologie, voire un mal absolu ». Sa critique porte sur l'ensemble des SHS, y compris celles d'obédience marxiste ou postmoderne.

Qu'Abott reconnaisse la prégnance d'une éthique est déjà un progrès dans la compréhension des pratiques des SHS. La plupart de ces dernières refusent de l'admettre car discuter la validité de cette

éthique ouvre la voie à dévoiler le manque de scientificité. Pourtant, ce serait un petit progrès tant les normes morales et leurs dérives sont la cause du rejet des SHS dans le public. Une autre option serait de ne plus revendiquer pour les SHS le titre de sciences, pour les reléguer au statut de philosophie ou d'humanités qui correspondrait plus exactement à leur statut « ontologique ». On pourrait même imaginer des chercheurs en SHS tâcherons de la science inductive (en quête du vrai) quand les penseurs seraient relégués dans le domaine de la théologie ou de la philosophie (en quête du bien ou du juste).

Dans ce débat, je m'écarte d'une conception qui « évalue le degré de justice du monde social » car le résultat à long terme est clairement la dénonciation permanente sans avancer dans la connaissance sociale. La norme éthique sert de cache-misère à l'absence de sciences et les dégâts sont irréparables sur le développement auquel les SHS sont incapables d'apporter une piste non normative, indépendante des ONG et non vouée à l'échec. Car les SHS ne sont pas plombées par les seules normes morales, mais par un ensemble de croyances qu'Abbott reprend à son compte sans s'en apercevoir. Il traduit clairement par exemple son refus des ingénieurs allant jusqu'à écrire que l'absence d'un sens de la justice conduit « la plupart des économistes à se comporter comme des ingénieurs ».

La science peut être éthique dans ses problématiques, c'est-à-dire dans le choix libre des chercheurs qui ont le droit et même le devoir de travailler sur les injustices. Une fois le choix réalisé, la seule méthode qui vaille est la rigueur même si l'interprétation redevient libre dès lors qu'elle est étayée et discutée. Evidemment, ceux qui persisteraient dans le dogmatisme seraient privatisés, ceci non pas au sens de l'imposition d'une police de la pensée, mais au sens de l'exigence de présenter un paradigme comme une hypothèse. L'élimination des certitudes qui légitiment et qui bloquent serait un pas vers la science et pour l'action de développement. Comme on en est loin pour les SHS, reste une opinion publique à éduquer à la science des sociétés. Même le public militant doit exiger la science avant la dénonciation.

Certains ingénieurs et économistes s'intéressent sérieusement à la société. Aussi sensibles à l'éthique que les SHS, ce ne sont pas des idéologues et leurs normes se prêtent davantage à l'objectivation des faits sociaux. Paradoxalement, ils peuvent faire mieux et de manière plus originale comme on le voit plus loin, à condition de ne pas se mouler aux normes des SHS. L'inverse n'est bien sûr pas vrai puisque les SHS n'auront jamais le bagage technique et non-normatif des ingénieurs.

DES INGENIEURS POUR COMPRENDRE LA SOCIETE

Comme on vient de le voir, les SHS s'opposent à la technique faute de la comprendre. La justification partielle de la norme de la « culture des ingénieurs » est que ces derniers défendraient le système et même le libéralisme. Plus généralement, l'opposition contre les ingénieurs fait partie des oppositions sans lesquelles les SHS n'existent pas. Ce faisant, elles s'épargnent la rigueur dont, justement, elles font un point d'honneur de ne pas respecter selon l'autre norme du « tout subjectif » ou du « tout idéologique ». Si des experts méritent d'être dénoncés pour privilégier un rationalisme obtus ou le prosélytisme libéral, encore faut-il que les SHS distinguent les mauvais des bons, ce dont elles sont incapables puisqu'elles refusent d'analyser sérieusement les données techniques. Elles se retrouvent dans la position des dirigeants politiques au début de la crise du Covid-19 (hors Angela Merkel qui est ingénieur) pour qui tout se vaut jusqu'à considérer les charlatans. Les données techniques sont à déconstruire comme le reste et seule leur maîtrise permet de comprendre la part sociale des controverses techniques. Une telle maîtrise évite le relativisme des opinions car, faute de distinguer l'argument politique de l'argument justifié scientifiquement (en matière de politique industrielle, sanitaire ou environnementale), les SHS considèrent que tout argument est également recevable, ceci

avec les erreurs monstrueuses qui s'ensuivent. Il ne fait pas de doute que le monde des ingénieurs et de la science a les moyens d'investir le champ social, tant par formation que par goût car les ingénieurs sont sensibles à la dimension sociale même si, au début, ils peuvent être imprécis dans l'appréciation première de ce champ. Je me rappelle ceux qui se faisaient reprendre quand ils évoquaient maladroitement « les contraintes sociales » d'un projet (de leur côté, les SHS continuent à utiliser la notion dépassée de « demande sociale » comme on l'a vu plus haut) alors qu'ils auraient dû confronter l'expertise au contexte et aux résistances sociales.

Ingénieurs

Alain Testart, François Sigaut ou Roland Waast ont marqué l'anthropologie et la sociologie alors qu'ils sont ingénieurs de formation. Leur analyse sociale informée (sur les techniques, l'économie, etc.) a permis d'aller plus loin de manière plus pertinente. Ils ont aussi fait œuvre d'originalité au sens où ils pouvaient choisir librement les maîtres de leur nouvelle discipline. Inversement, il ne faut pas croire que tous les ingénieurs qui ont une carrière en SHS ont fait des merveilles même si leur formation initiale est une base solide pour pratiquer une science rigoureuse. Car l'envers de la pièce est le technicisme ou bien le fait d'être plus royaliste que le roi en s'accrochant aux penseurs dont ils deviennent les spécialistes, ceci sans contribuer à l'avancée du savoir sur les sociétés. La toile de fond technicienne présente un potentiel à utiliser avec des pratiques à réguler.

Le technicisme a deux volets non exclusifs : considérer la société selon une vue mécaniste ou utiliser des outils dont la sophistication donne l'impression de rendre compte d'une société complexe. L'idée de complexité (sottement théorisée en général) n'est malheureusement que l'effet d'une ignorance et ce n'est pas le modèle qui pourra la dépasser. Concernant le mécanicisme, c'est une dérive amendable d'autant plus que la voie ne peut être écartée a priori comme le font les SHS : l'analyse des systèmes si décriée dans les années 1980 (puis reprise plus tard sans vergogne pour appuyer les projections du Club de Rome des années 1970) est devenue incontournable du fait de l'imbrication des mécanismes et des boucles de rétroaction. Le plus difficile est d'incorporer dans ces boucles les jeux d'échelle entre individu et collectif ainsi que les institutions inégalement appliquée et les imaginaires. Concernant la vision instrumentale, on pense à l'attrait qu'exerce la modélisation sociale. Les systèmes-experts et les réseaux neuronaux continuent à susciter de l'intérêt pour intégrer les dimensions spatiales, sociales, économiques et parfois politiques même si les résultats sont bien en-deçà des espoirs suscités faute de contribuer à comprendre les sociétés. Ces modèles répètent les deux impasses des trajectoires disciplinaires vues plus haut où des outils plus perfectionnés ou au contraire simplifiés sous la forme de jeux participatifs permettraient d'améliorer nos connaissances. Or, les approches trente ans après leur amorce sont toujours exploratoires. L'autre dérive qui affecte les modélisateurs est la propension non pas à approfondir la connaissance sociale comparée, mais à se tourner vers une philosophie pédante (Foucault ou Boltanski vus plus haut) qui renvoie aux réponses normalisées (contre le libéralisme ou le colonialisme) et évite de plonger dans les arcanes du réel. Il en va de même du recours à la théorie des jeux qui montre invariablement, selon les paramètres choisis, l'avantage de la coopération sur les actions individualistes. Ces recours sont l'aveu d'un échec.

L'échec n'empêche pas les ingénieurs à mettre au point des solutions sans comprendre la réalité sociale. C'est également le cas de l'économie expérimentale qui accumule les échecs car une société n'est pas un matériau neutre et malléable qu'on peut traiter sans conséquences. Le développement où les récipiendaires de l'aide ne s'organisent pas en contre-pouvoir se prête à cette inconsistance scientifique car, dès dans les années 1980, les ONG au nom de l'urgence avaient promu les diagnostics rapides pour l'action (RRA) avant de s'engouffrer dans le participatif qui fait reposer le savoir sur les gens eux-mêmes. Le résultat est inchangé : l'échec, qui conduit à son tour à justifier n'importe quelle mode avidement demandée. L'échec est donc le même chez les ONG, les SHS et les ingénieurs. Mais à

la différence des deux premiers acteurs, les ingénieurs obéissent aux commandements scientifiques dont le savoir est cumulatif même s'il ne débouche pas rapidement. Si les savoirs acquis sont plus sûrs que toutes les philosophies réunies, encore faut-il que les ingénieurs s'emparent des SHS et qu'ils ne tombent pas dans les pièges du technicisme ou de la pureté doctrinale. Si on arrive à réguler ces extrémités, ils incarnent la meilleure promesse de connaissance à long terme des sociétés et du développement tant en originalité qu'en défiance vis-à-vis des normes. Une piste serait de les canaliser sur des analyses multidimensionnelles comparées en réfléchissant sur l'intérêt à accorder au détail et à la sophistication. Il faudra aussi rabattre leur innocence qui conduit à imaginer un monde de bonne volonté alors que, dans la seule science, chaque discipline est un sport de combat et que chaque groupe ferait n'importe quoi pour une idée (qu'importe qu'elle soit fausse ou vraie). Enfin, il leur faudra exiger de justifier le recours à l'intellectualisme qui est la voie naturelle quand on ne comprend rien à la société.

Ecologues

Les écologues et les physiologistes occupent une place de plus en plus visible dans le développement non seulement à cause de l'expertise nécessaire au développement durable mais aussi parce que la conservation des aires protégées conduit à préconiser l'intensification agricole avec l'entremise récente de l'agroécologie. Il ne fait pas de doute que moins ou pas de pesticides dans un paysage varié accroit la biodiversité et fait bénéficier les producteurs de quelques bienfaits de la nature (les écologues se préoccupent peu d'une production agricole à la baisse et exigeante en travail). Surtout, les écologues s'entendent merveilleusement avec les anthropologues à qui ils apportent leur dose de dénonciation et de légitimité dans la radicalité des points de vue.

Aussi voit-on des physiologistes leurrés par des situations dont ils tirent des généralisations abusives. Du manque d'eau à un moment donné (malgré les inondations récurrentes), ils publient des articles qui sont plus un publi-reportage qui vend le "potentiel" de leurs recherches depuis trente ans sur les variétés résistantes[338]. Mais peut-on fournir des recommandations aux agriculteurs du seul point de vue de la génétique végétale ? Evidemment non car les producteurs sont les seuls en mesure de choisir en fonction de nombreux paramètres. Ce type de recherche est justifié pour accroître la diversité des semences, mais sans savoir comment les avancées seront appliquées. Ils n'ont d'ailleurs consulté ni les agronomes ni les économistes. Sans ces précautions de mutualisation interdisciplinaire, les spécialistes et les ONG avancent inlassablement (depuis les agronomes romains) une agriculture idéale remplie d'avantages. Depuis deux mille ans pourtant, les agriculteurs ne suivent pas les principes des savants. Non seulement chaque ferme est différente (ce qui signifie qu'elle s'organise en prenant en compte de toutes les dimensions de la réalité), mais aussi l'agriculteur est un entrepreneur soucieux de son revenu. Quand il évoque une chute de rendement de 30% avec la sécheresse, son revenu chute davantage. La gestion du risque n'est pas pour lui une hypothèse de travail. Une variété résistante peut être une solution, mais parmi d'autres que n'imagine pas le généticien. Ce peut être l'investissement dans du matériel pour les grands producteurs ou en coopérative, la prise d'assurances contre les calamités naturelles, la diversité des cultures ou encore la pratique du *dry farming*. La recherche sur les exploitations agricoles dans le monde a fait d'énormes progrès depuis les années 1970 et il est dommage que les écologues ne les connaissent pas.

L'agriculture vue par des physiologistes n'est pas mieux lotie[339]. Ils citent un agriculteur qui refuse sans dommage les herbicides, mais ignorent qu'une invasion de mauvaises herbes, selon la météorologie

[338] https://theconversation.com/face-a-la-secheresse-innover-pour-transformer-notre-agriculture-187324

[339] Les écologistes se piquent aussi de sciences sociales, mais je préfère ne pas charger la barque de leurs turpitudes quand un Francis Hallé (parmi de nombreux exemples) écrivait : « les révolutions semblent être des

de l'année, devient impossible à contrôler. Les lombrics qui travaillent le sol verticalement alors que le sol agricole serait horizontal (drôle de notion) laissent rêveurs sur la connaissance des sols agricoles. L'absence des vers blancs et autres bioagresseurs dans leur inventaire montre que les spécialistes ne connaissent pas l'agriculture. Tout travail sur le climat exige aussi non pas de concaténer les sécheresses annuelles dans le monde à la mode cataclysmique, mais de calculer le risque dans les séries historiques de données. Quant à tordre les données, c'est une attitude même pas de militant mais d'incompétence. « Il nous faut augmenter la production agricole jusqu'à 70 % dans les 20-30 prochaines années » n'est en effet pas la même chose que la fourchette d'incertitude des modèles qui prévoient d'augmenter la production alimentaire mondiale « entre 25 et 70% ». Comme les SHS, les écologues qui veulent agir croient pouvoir s'éviter le viatique de la scientificité lourde et exigeante.

J'ai montré ailleurs que l'écologie actuelle est soumise à une ambiance sociétale de pessimisme frisant le populisme qui amène certains à forcer le trait : « Les concepts les plus courants de la biodiversité sont soumis aux ONG comme l'ont montré l'écologue Alain Pavé et les sociologues Nicolas Gaidet et Eve Fouilleux[340]». Bien qu'une part des écologues vient des écoles d'ingénieurs et vétérinaires, un grand nombre a une formation universitaire dont la spécialisation, si elle est gage d'avancées pointues, s'avère manquer de recul dans le vaste domaine de la biodiversité. Le succès même du thème « biodiversité » s'accompagne d'un appauvrissement qui ramène la richesse écologique à une arithmétique propice au dogmatisme environnemental. Le Muséum National d'Histoire Naturelle est ainsi devenu plus militant que scientifique au point de reprendre des thèses dont le seul avantage est de conforter les attaques contre le libéralisme. Ce fut éclatant avec le rôle du pangolin au début de la pandémie de Covid-19.

La médiatisation influence les scientifiques dans les disciplines les moins disciplinées. La prudence et le doute s'effacent quand les journalistes offrent des tribunes aux chercheurs qui, de leur côté, ne comprennent ni l'agriculture ni les difficultés de la politique à orienter les dynamiques. S'acoquinant avec les ONG moins innocentes qu'il leur paraît, les chercheurs font beaucoup de mal à la science. Ils font également du mal à la planète car il suffit de voir à quel point sont contreproductives les radicalisations écologiques. L'ignorance des autres disciplines dans lesquelles ils picorent permet de dramatiser alors qu'ils ne maîtrisent pas les disciplines d'emprunt.

Agronomes

Entre la fin des années 1970 et 1990, la connaissance technique, économique et sociale de l'objet « agriculteurs » a fait des progrès considérables au point de marginaliser la géographie rurale qui, de son côté, avait perdu l'ancrage campagnard des premières générations de géographes. Mais un savoir inédit a montré deux choses. D'abord, il n'a jamais amélioré le développement. On pourrait objecter une marginalisation rapide qui ne pouvait approfondir les connaissances, mais l'essentiel était connu et on se serait enfoncés dans le détail inefficace. D'ailleurs, cette ligne de recherche a perduré jusqu'à aujourd'hui sous différentes appellations (par exemple la gestion de terroir, les typologies de fonctionnement d'exploitations agricoles ou les diagnostics agraires) sans enregistrer de succès. Je reviendrai sur le lien entre savoir et application qui bute toujours sur la limite du savoir partiel. Au moins dispose-t-on désormais d'un corps de connaissances qui explique les échecs et qui aurait dû servir de garde-fou. En revanche, ce savoir partiel centré sur l'exploitation agricole prenant en compte l'agronomie technique et l'environnement économique et social est solide scientifiquement et il peut un jour déboucher sur des applications. De mon côté, les deux premiers tomes ont montré que ce

événements liés aux latitudes tempérées » (op.cit. https://www.persee.fr/doc/geo_0003-4010_1991_num_100_560_21060_t1_0506_0000_1).

[340] Une autre histoire de l'environnement

type d'études peut prendre en compte l'environnement de la production en insistant sur le rôle des prix et des crédits adaptés.

Ensuite, la marginalisation rapide d'un savoir scientifique qui n'a pas eu le temps de montrer ses limites révèle les forces en présence dans l'écosystème du développement. Avec le développement durable, les ONG et les écologues prétendaient réformer l'agriculture dans le sens de l'écologie tout en éliminant un savoir potentiellement critique pour asseoir leur pouvoir. Dans les faits, le tournant commence dans les pays riches et ne touche que par ricochet les pays du Sud. Dans les années 1990, les associations militantes du deuxième rideau dans les pays riches ont fait basculer l'image d'une agriculture vertueuse (entretien des paysages, indépendance alimentaire, entrée de devises) au refus catégorique de la pollution, des OGM, des subventions, du syndicalisme agressif et des lobbysmes (agrochimie et FNSEA). Face au succès d'une opinion publique retournée comme une veste, le militant puis le citadin estimait alors être en mesure de dicter ses conditions à l'agriculture. Alors que l'agronomie fut pionnière pour briser la vulgarisation descendante depuis les stations de recherche vers les producteurs, les ONG et les activistes l'ont marginalisée dans les agendas internationaux et même diabolisée comme suppôt de l'agriculture industrielle et de la Révolution verte. Devenue moins visible, elle a néanmoins continué à encadrer tous les types d'agriculture dans le monde. Aussi a-t-elle suivi les modes mises en avant par les gouvernements ou les ONG : agriculture plus autonome et plus économe en 1978, durable en 1998, multifonctionnelle en 2001, écologiquement intensive ou doublement verte en 2006 et agroécologique en 2013[341]. Chaque avatar dépassait et souvent reniait le précédent. Autrement dit, les préconisations anciennes des ONG Nature et Progrès ou des Amis de la Terre semblent se réaliser un demi-siècle après, du moins dans la saga scientifico-ONG car, dans la réalité, l'agriculture conventionnelle continue à nourrir le monde.

Agroécologie

Au tournant du millénaire, la « multifonctionnalité » de l'agriculture a généré une abondante littérature scientifique. Le thème était clairement piloté par les gouvernements européens avec les syndicats agricoles qui cherchaient à justifier les subventions dans le double cadre d'une opinion publique défavorable à l'agriculture industrielle et des accords mondiaux de libre commerce qui interdisent les subventions au nom d'un marché théorique sans entraves à la concurrence. Ce n'est pas un hasard si les pays riches au même moment ont unanimement accepté la réalité du changement climatique qui pouvait habiliter une taxe carbone aux frontières pour contrer l'insolente économie chinoise. Cette politique a fait long feu avant de revenir sous la présidence de Donald Trump qui défendait le protectionnisme. Chaque mode de développement portée par des intérêts associatifs ou politiques a suscité son lot d'articles scientifiques comme si les chercheurs ne se rendaient pas compte des enjeux sous-jacents au savoir neutre qu'ils espéraient apporter. La longue mode du développement durable a conduit certains chercheurs à décider le bien collectif en se substituant à la sphère politique. Ainsi les les analyses multifactorielles permettaient d'occulter la pondération, un choix éminemment politique, entre les options économiques, sociales et environnementales de l'aide au développement. Il y a aussi ceux qui confondent un horizon idéal à atteindre, d'un côté, et un cadre prédéfini, de l'autre, comme si ce cadre était définitif et s'imposait de lui-même alors que, là encore, le développement durable était un horizon au sein duquel les choix politiques informés pouvaient avoir lieu. L'innocence de la part de spécialistes en SHS, économie et écologie montre, si besoin était, la limite de la spécialisation disciplinaire. Je reviendrai sur la multifonctionnalité.

Il en va de même de nos jours avec le retour inattendu de l'agroécologie malgré l'échec annoncé (ses défenseurs n'en voient que les vertus et pas les conditions d'exercice). Cette forme de jardinage fut

[341] Jacques Poly, Etienne Landais, OCDE, Michel Griffon, Marion Guillou

mise en avant par les ONG de développement avant d'être reprise par les gouvernements et les agronomes car les ONG avaient urgemment besoin d'une mode pour dépasser les échecs de la mode précédente (éducation environnementale, participation des usagers). Il fallait aussi fédérer les initiatives citoyennes qui bourgeonnaient dans les pays riches (jardins urbains, permaculture, engouement pour le bio et la santé[342]) tout en restant sur l'acquis participatif, en capitalisant sur le care (le sort de la planète et de votre santé est entre vos mains) et en promouvant l'écologie avec ses deux dimensions de lutte contre le changement climatique et de préservation de la biodiversité. L'agroécologie considérée par les scientifiques antérieurs comme impossible du fait des surcoûts est devenue la panacée mondiale.

Avec l'agroécologie, les agronomes redonnaient une virginité morale à l'agronomie marginalisée dans les ONG. La condition était d'accepter les clauses fixées par ces dernières. De fait, l'agroécologie paysanne qui existait aux marges de l'agronomie fut mise en avant au point de contribuer à la saga qui doit révolutionner le monde. Une telle mobilisation incorpore une part revancharde chez les idéalistes peu au fait des phénomènes de société, chez les chercheurs aigris par le peu de retombées de leurs travaux, les leaders à l'affût des modes et des jeunes générations. C'est bien le militantisme infantile et inconséquent qui conduit la science et ce, jusque dans l'agronomie. Toutefois, si les agronomes sont ouverts à l'enjeu environnemental, ils restent réalistes et pratiquent, disons-le, un humanisme intégral (cf. infra).

Encore faut-il comprendre que l'agronomie, surtout en France où elle jouit d'indépendance élitaire qui lui permet d'explorer précocement les thèmes sociaux, travaille depuis longtemps sur différents niveaux de protection de l'environnement (agriculture raisonnée, de précision, régénérative, agroécologie). Elle a seulement refusé l'agriculture bio pour deux raisons : l'agronomie travaille sur des prix agricoles à la fois suffisants pour l'agriculteur et abordables pour le consommateur, ce qui n'est pas le cas de l'agriculture bio qui est un marché de niche. Par ailleurs, une partie de l'agriculture bio est sous l'influence de gourous (théosophie, biodynamie, etc.) et l'agronomie aurait été critiquée si elle avait travaillé en dehors du canon scientifique. Quant à l'agroécologie, l'agronomie travaille depuis longtemps à la restauration de la biodiversité, à l'entretien des paysages et à l'enrichissement organique des sols[343]**.** C'était le cas du zéro-labour dans les années 1970, alors en échec, alors que l'agriculture de conservation actuelle, également sans labour, connaît un engouement certain dans le monde[344]. Mais la branche de l'agroéconomie n'était pas favorable aux thèses anciennes de Miguel Altieri parce que les agriculteurs, riches ou pauvres, ne pouvaient pas, et ne peuvent pas encore dans la plupart des situations, accroître la quantité de travail en substitution aux engrais minéraux (avec du fumier et du compost) et aux herbicides. Des prix plus élevés sont nécessaires pour des pratiques vertueuses et ce n'est que la frange aisée de la population qui peut se le permettre[345].

La frénésie agroécologique est suspecte aux yeux des chercheurs habitués aux modes de développement ; elle l'est moins chez les jeunes moins aguerris qui participent à des mises en scène, telles des caravanes, pour la promouvoir à l'international[346]. Comme d'habitude depuis les agronomes

[342] Pierre Rabhi a largement contribué à propulser la mode agroécologique.

[343] L'agronomie n'accorde plus un intérêt majeur au type de sol, mais elle reconnaît en même temps qu'un sol organique sert l'agriculture, y compris en agriculture industrielle. Tout est une question de bilan économique pour l'agriculteur (auquel s'ajoute désormais le bilan coût-bénéfice pour la société).

[344] Les radicaux critiquent l'usage d'herbicides : https://hal.science/hal-01959644/document

[345] L'historiographie de l'agroécologie par les sociologues (https://journals.openedition.org/rac/767) est erronée car elle donne un rôle déterminant à Miguel Altieri alors que ce dernier sert opportunément les militants à prouver un ancrage historique dans la science.

[346] https://theconversation.com/avec-la-caravane-de-lagroecologie-au-senegal-dans-la-zone-des-niayes-pour-aborder-la-gestion-de-leau-177076

romains adeptes d'agriculture idéale, on fait briller les vertus d'une pratique en oubliant les conditions de sa généralisation. Pour pondérer les enthousiasmes millénaires, ne devrait-on pas sanctionner les chercheurs qui ne prennent pas en compte les avertissements une fois que l'échec est avéré, ceci pour les rendre responsables et les forcer à s'informer auprès des autres disciplines ? Car l'échec est pénalisant pour les bénéficiaires du développement car une mode mobilise les ressources intellectuelles (par les financements, les leaderships intellectuels et l'attrait envers les normes par ignorance des spécialistes) et bride la diversité de la réflexion.

A cause de l'enthousiasme peu critique des chercheurs, la recherche scientifique est devenue le *useful idiot* des acteurs du développement en manque de légitimité. Chaque mode (développement intégré puis durable, diagnostics rapides, éducation environnementale, bonne gouvernance, participation, agroécologie) fut en son temps présentée comme une panacée à laquelle de nombreux chercheurs croyaient dur comme fer. Il est vrai que si on examinait de manière multidisciplinaire les modes, il n'y aurait plus de projets de développement car « une seule dimension lui manque, et tout le développement est ruiné ». Pour l'agroécologie, il manque la simple dimension économique.

« Agropolis »

L'enthousiasme conduit les chercheurs spécialisés à mettre en scène leurs programmes dans le moule d'une mode, à moins que ce soit le manque de scrupules. Toujours est-il que les scénarios dramatiques du futur planétaire leur font perdre tout esprit critique quand l'agroécologie est l'objet d'efforts pathétiques pour recycler opportunément des thèmes de recherche surannés[347]. La mise en forme des recherches vaguement en lien avec l'agroécologie dévoile une première surprise : les chercheurs perdent toute prudence pour arriver à leur fin et se fondre dans l'ambiance actuelle. On les voit ainsi récupérer le schéma utopique du physiologiste et professeur d'agroécologie Stephen Gliessman[348]. Il ne s'agit pas seulement de réduire l'utilisation des intrants, de s'appuyer sur les fonctions écosystémiques ni même de « reconcevoir des agroécosystèmes de la ferme au paysage » mais de « construire un nouveau système alimentaire mondial fondé sur l'équité, la participation, la démocratie et la justice ». Les chercheurs sont-ils sérieux ?

Les surprises ne s'arrêtent pas là car le lecteur est bredouille pour débusquer une explication au développement et à ses échecs. Il comprend bien la nécessité d'un classement des recherches qui visent à leur donner une cohérence apparente tout en les promouvant dans les instances internationales. Mais le lecteur est surpris par la dispersion des recherches dont certaines prêtent à sourire tant elles sont présentées de manière innocente. La classification ne sert nullement à distinguer celles qui ont une chance d'aboutir de celles qui resteront à jamais dans les tiroirs. La classification n'est pas là non plus pour établir la différence entre les nouveautés et les études recyclées. Il n'y a pas non plus l'ombre d'une analyse des échecs antérieurs et les auteurs convient le lecteur de croire à l'intérêt de toutes les recherches. Il n'existe pas davantage de présentation des sociétés et de leurs transformations qui permettraient de se faire une idée : tout est normatif et égal, et même les agronomes romains avaient plus de bon sens. Le lecteur aimerait au moins voir posées les questions minimales de l'intérêt de chaque recherche et d'une application possible quand on sait que nombre de recherches n'aboutissent pas. Il y a de l'indécence voire du mépris à tout présenter sur la place publique alors que la modestie conduirait non pas à interdire une recherche mais à l'évoquer brièvement. Un tel document montre une chose en plus de l'ignorance : l'opportunisme.

[347] https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/2022-06/010083985.pdf
[348] Stephen Gliessman et al, 2015, Agroecology for food security and nutrition, Proceedings of the FAO international symposium, 406 p.

L'illustre de manière classique l'axe des recherches qui visent une plus grande efficience des pratiques agricoles. Commençons par le vocabulaire. On remarque qu'on ne parle plus de techniques (vision trop inféodée à l'expert), mais de pratiques au sens d'une « co-construction » des améliorations avec les usagers. Mais une telle démagogie distille, quand on y pense, l'inefficacité absolue pour répéter, par ignorance, la longue histoire de la création technique. Même un outil comme le bioculteur ou biobêche ou aérofourche a été inventé par un usager (André Grelin a déposé le brevet de la « grelinette » en 1964) dont l'idée a été industrialisée et a connu le succès bien plus tard avec la vogue du néo-jardinage sain. Il faut avoir à l'esprit que les inventions sont courantes en agriculture et que la plupart d'entre elles tombent en déshérence comme ce fut le cas des innombrables essais pour concevoir et diffuser les charrues jusqu'à ce qu'un autre individu, Mathieu de Dombasle, trouve un compromis satisfaisant (1ère partie). Egalement concernant le vocabulaire, à l'agroalimentaire le spécialiste préfère désormais l'agri-alimentaire plus proche de l'agriculture et plus loin des agronomes. Les termes ne sont jamais anodins pour qui veut récuser ou dénoncer dans une sensiblerie qui cache l'inefficacité et l'ignorance. Si le souci du détail lexical est un gage de réalisme, le vocabulaire peut aussi traduire le suivisme de modes dont on a vu les effets néfastes les unes après les autres.

Dans cet axe, où donc se croisent les thèmes et comment se rapprochent les zones géographiques ? Rien n'est prévu pour cela et les programmes se suivent comme les grains d'un chapelet. Au chapitre « Exploiter la diversité génétique » suit « Maintenir les plantes en bonne santé » où s'entassent pêle-mêle : « Quand les agriculteurs et scientifiques collaborent » ; « Des variétés climato-résilientes pour les systèmes de culture à faibles intrants en Afrique et Amérique centrale » ; « Transformations agroécologiques pour des systèmes alimentaires durables » ; « La sélection variétale participative accélère la transition agroécologique menée par les agriculteurs au Népal » ; etc. Il s'agit parfois d'un maigre appui à une ONG ou à un programme : « Des banques de gènes aux champs des agriculteurs » ; « La démarche *Seeds for Needs* (blé dur). L'absence de nouveautés dans les thèmes et dans les approches croisées en mesure de théoriser l'agronomie montre que l'agronomie n'a rien à apporter au développement, lequel ne change que dans le vocabulaire et dans les approches « sensibles ».

Après les processus post-récolte dans la même veine, le lecteur voit son intérêt éveillé par les « Exemples intégrés », mais il déchante vite dès le chapeau : « Muthuri et al. montrent que les systèmes agroforestiers au Rwanda, en produisant des tuteurs pour la culture du haricot grimpant, offrent un moyen rentable et durable de stimuler la production de cette culture ». On aimerait pouvoir rire. Puis « Ameur et al. cartographient et analysent les pratiques agroécologiques locales utilisées pour accroître l'efficience de l'irrigation ». Quand on connaît l'ancienneté des études sur l'irrigation paysanne, on ne peut qu'être étonné que l'on continue à creuser ce sujet vain. « Corbeels et Naudin évaluent, à travers une méta-analyse, les effets des différentes composantes de l'agriculture de conservation en Afrique subsaharienne ». « Enfin, Barnaud et al. suggèrent que la création d'un réseau d'échange de semences en Afrique subsaharienne aiderait les agriculteurs à s'adapter au changement climatique en leur donnant accès à des semences provenant d'autres régions ». Manifestement les auteurs ne connaissent pas les réseaux informels d'échanges de semences ni le vol de semences dans le monde.

Sous le mantra « Réduire la dépendance aux intrants coûteux » où point l'idée que les agriculteurs n'auraient pas eu l'idée de le faire, le lecteur découvre les recherches menées sur la gestion précise des apports de fumier dans les sols sahéliens ; le *priming effect*[349] pour améliorer la minéralisation de la matière organique essentielle à la santé du sol et à la disponibilité en nutriments ; l'utilisation

[349] Modification du taux de minéralisation de la matière organique résultant d'un apport en matière organique fraîche.

optimisée de résidus de culture associés à des couvertures de légumineuses dans les plantations industrielles de palmiers ; le compostage de résidus de culture etc. Il est également démontré que la fertilité des sols et les rendements des cultures sont nettement améliorés dans les systèmes agroforestiers : les associations avec des arbres de Ziziphus mauritiana dans les régions sahéliennes améliorent l'efficience de l'utilisation des eaux pluviales, la fertilité des sols et les rendements du mil, tout en maintenant la teneur en carbone organique des sols ». Bref, qu'est-ce qu'il y a de nouveau dans ces thèmes ? Et surtout quel est le potentiel d'application ? Le lecteur restera sur sa faim car les chercheurs n'en ont pas la moindre idée. La mode de l'agroécologie fait gober n'importe quoi. Après « Substituer les intrants les plus nocifs pour l'environnement » qui évoque le phosphore dans le sol, les mycorhizes et les cultures intercalaires, les dispositifs expérimentaux exposent en vrac : « Améliorer les interactions biologiques », « Renforcer l'agroforesterie et ses services écosystémiques », « Renforcer la complémentarité culture-élevage » (comme chez les agronomes de l'Antiquité), « Prendre en compte l'échelle du paysage » et des centaines d'autres thèmes. La seule question qui vaille : y en a-t-il un seul qui pourrait déboucher sur une application ? Au vu de l'histoire de l'agronomie, on peut émettre un doute, et le lecteur est affligé par la récupération opportuniste de l'agroécologie qui en sort revivifiée et qui ne produit pas l'once d'une approche critique.

Depuis trente ans, on ne cesse de co-construire : des modes d'organisation pour favoriser l'accès à l'agrobiodiversité, des services environnementaux, des « indicateurs co-construits et les jeux de rôle qui permettent aux acteurs d'explorer et de comparer, sur quelques années, les contraintes et l'impact de différentes pratiques à l'échelle des propriétés agricoles, villages ou paysages », etc. A quand un bilan sérieux de ces champs d'étude devenus des ornières sans fond ? A quand la responsabilité de ceux qui laissent faire dans un déni total de développement ? Je passe sur les « *living labs* facilitateurs de transformation des chaînes agri-alimentaires » ou « L'apport du numérique à l'agroécologie ». Tout cela fait peur car l'agroécologie vue par l'agronomie n'est pas loin de l'anthropologie où le participatif permet de s'affranchir des connaissances sur les sociétés. Cette capitulation en rase campagne repose éternellement sur une vérité que certains croient détenir. L'étape ultime de la co-construction vaine ne serait-elle pas que les producteurs construisent seuls sans les chercheurs ? En fait, cette liste de programmes fait la publicité pour des travaux confidentiels et on se demande si la levée de la confidentialité est une bonne chose. Mais l'agroécologie permet tout.

Il y a bien sûr des pistes prometteuses comme l'ethno-pharmacie des plantes ou encore les nouvelles luttes contre la sésamie du maïs en France. Mais même si ce type de document donne envie de bazarder l'agronomie du développement trop en prise avec les ONG jusqu'au vocabulaire employé, une réforme est nécessaire pour que cette agronomie retrouve ses repères et cesse de se vendre aux premières modes d'un prêt-à-penser inutile au développement.

Scénarios

Des agronomes ont pris à bras le corps la construction de scénarios pour tester la capacité d'une agroécologie généralisée à nourrir le monde. En apparence, l'agroécologie est un fait technique et un agronome semble compétent pour ce type de travail, mais en fait, il n'est guère utile de faire appel à un expert pour ce type de travail. La question est de savoir pourquoi des agronomes s'y sont collés. En fait, les résultats d'un scénario prospectif sont particulièrement sensibles aux conditions de départ ainsi qu'à des paramètres d'évolution délicats à évaluer. La préemption de la fabrication d'un scénario permet alors aux militants de défendre leur cause sous couvert de scientificité. C'est le cas en France où ces agronomes sont des militants avérés. Ils contribuent à la saga de l'agroécologie tout en arborant le sérieux de la science, voire peut-être en prétendant être sincères. Dans d'autres pays, les experts tentent de démontrer l'efficacité de leur propre modèle national, comme on le verra pour le

Danemark. Dans tous les cas, il est facile d'identifier les failles dans les procédures de modélisation. On évaluera alors si les protagonistes sont plus des militants que des chercheurs, mais déjà, cette préemption contribue à imposer l'idée de l'agroécologie. La responsabilité de leur certitude devra leur être imputé si l'agroécologie échoue. On commence par l'agronomie militante avant d'aborder la comparaison des scénarios (également par les militants).

- Militant

L'Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI) est un organisme de recherche indépendant. Il choisit la couleur partisane des chercheurs, abandonne l'idée de diversité de réflexion et met la science au service d'une cause. Autrement dit, des militants y sont accueillis dès lors qu'ils ne contreviennent pas aux bailleurs de fonds institutionnels et privés et qu'ils fournissent un vernis de scientificité. C'est le cas de l'agroécologie soutenue par les ONG. Aussi l'IDDRI a-t-il publié un scénario à la fois militant et scientifique qui défend « une transition profonde de notre système agricole et alimentaire » au nom de « l'alimentation durable des Européens, de la préservation de la biodiversité et des ressources naturelles et de la lutte contre le changement climatique[350]».

Avec l'agroécologie, l'IDDRI incarne l'avatar de la science partielle qui, vraie ou pas, fournit des certitudes. Autrement dit, elle est irresponsable pour le développement au Nord et au Sud tant que la promotion d'une mode de développement ne s'accompagne pas de justifications et de la possibilité d'applications réalistes. En effet, le scénario proposé vise explicitement les politiques au Nord et les projets au Sud. Pour être responsable, le scénario devrait analyser toutes les dimensions du problème non pas pour fournir des certitudes mais un degré de plausibilité satisfaisant. L'idée même de scénario suggère faussement la prise en compte multidimensionnelle. Or, il ne s'agit pas de faire le malin devant une avant-garde captive mais d'être un chercheur qui prend des précautions. Il est clair que non seulement les certitudes avancées reposent sur du vide, mais encore que le radicalisme des solutions (*solution-driven* – on cherche à prouver par la science une solution fixée apriori) est l'objectif visé par les militants. Malheureusement, ces chercheurs et leur institut contribuent à renforcer la mode, devenue saga, de l'agroécologie.

Alors que les auteurs appellent au débat, le scénario est l'outil le moins apte à la discussion du fait de la structure du modèle sous-jacent et du paramétrage du scénario. Dans les conflits féroces sur la répartition des ressources naturelles, il arrive que les adversaires parviennent à construire ensemble le modèle avec des contre-expertises et du temps. Mais en règle générale, personne ne finance des contre-expertises et le scénario devient un avantage politique pour les militants qui en détiennent les clés. Sa scientificité apparente influence les chercheurs et renforce la saga agroécologique car seuls quelques spécialistes mandatés par personne peuvent le questionner. Alors que le scénario partagé par les parties prenantes évite les options radicales que défend chaque partie, le scénario partisan « préempte les choix » comme le rappellent ingénument les auteurs : « Ces scénarios contribuent à une véritable 'manufacture du futur', dont on sait qu'elle organise les débats, préempte des choix ou permet d'en rendre certains inéluctables aux yeux des citoyens en donnant à voir (et parfois en plaidant pour) différentes options de transformation ou en affirmant l'impossibilité d'autres[351]». Le scénario sans opposition est un atout pour l'activisme et un défaut pour la démocratie. Il y a donc une certaine malignité de la part des auteurs qui ne donnent pas les moyens du débat, par exemple en convoquant des contre-expertises (car elles ne se présentent pas d'elles-mêmes).

Sans entrer dans le paramétrage et les références montrant que toute activité humaine est par définition néfaste à la nature et à la santé, le cadrage introductif fournit suffisamment de matériaux

[350] https://www.iddri.org/sites/default/files/PDF/Publications/Catalogue%20Iddri/Etude/201809-ST0918-tyfa.pdf
[351] https://cdurable.info/IMG/pdf/rapport_quels_systemes_alimentaires_durables_pour_demain_20212.pdf

pour douter de la sincérité des chercheurs. Tout revient aux « évidences » données a priori qui formatent le modèle. Avant d'entrer dans les arguments, le lecteur se rend compte que plus on ajoute des contraintes pour se rapprocher d'une société et d'une nature idéales, plus il faut changer notre système voire, pour les scénarios les plus extrémistes, faire disparaître l'humanité. De plus, le même lecteur se rend compte que plus on met la barre haute, plus il sera difficile de changer comme l'atteste le développement durable qui a failli dès qu'on a demandé en plus du développement ordinaire qu'il soit égalitaire et écologique. C'est ce qui se passe avec l'agroécologie au point d'envisager une certaine perversité quand les scénarios incluent des données de santé et des changements de métriques[352]. On verra l'erreur scientifique commise, mais là n'est pas le problème pour le moment.

Le formatage vient aussi des objectifs fixés. Aussi réduire l'empreinte alimentaire mondiale de l'Europe, abaisser les émissions de GES du secteur agricole (45 %) et reconquérir la biodiversité et les ressources naturelles relèvent du militantisme basique en présentant les trois objectifs sous la forme de priorités égales. C'est discutable car on devrait prioriser le changement climatique pour l'impact à venir alors que la biodiversité est un domaine qui, s'il est important, est moins vital pour l'humanité. C'est d'ailleurs ce que font les autres scénarios examinés plus bas. Quant aux ressources naturelles comme l'eau ou les mines, elles relèvent de politiques locales ou de pressions internationales qui n'ont rien à voir avec la priorité absolue à accorder au climat. En fait, la perversité du scénario tient au requis absolu de la biodiversité pour justifier les solutions radicales et écarter l'idée de réformisme : abandon des pesticides et des engrais de synthèse et redéploiement des prairies. Voyons pourquoi un scénario catastrophe supposément ouvert à la discussion a besoin d'incorporer la biodiversité et la santé humaine (l'introduction du rapport ne mentionne pas la santé qui semble avoir été ajoutée subrepticement à « l'alimentation durable des Européens, la préservation de la biodiversité et des ressources naturelles et la lutte contre le changement climatique »).

Actant que l'agroécologie entraîne une baisse de 35 % de la production agricole en Kcal, le scénario prétend maintenir une capacité d'exportation. Pour se défendre de toute tendance à l'autarcie, les auteurs utilisent le tour de passepasse de l'extension des surfaces emblavées aux dépens des grains pour les animaux afin de compenser la chute des rendements. En réduisant fortement la consommation de viande et la production d'animaux « notamment granivores », une moindre mobilisation des céréales pour ce secteur dégage un surplus de céréales comparable en volume à la balance net export-import de la dernière décennie. Ce faisant, la santé humaine, bien mal en point à les lire, ne s'en portera que mieux. Rien n'est dit sur l'interdiction des importations ultérieures de viande car les auteurs, qui ménagent la chèvre et le chou, croient aux équilibres à retrouver et à la force de conviction de l'agroécologie. Aussi ajouter la santé permet-elle de préserver la capacité d'exportation alimentaire et ne pas déséquilibrer le commerce mondial. L'alimentation est bien sûr appréciée uniquement par ses effets négatifs : « les régimes alimentaires européens, de plus en plus déséquilibrés et trop riches, notamment en produits animaux, contribuent à l'augmentation de l'obésité, du diabète et des maladies cardio-vasculaires. Ils reposent sur une agriculture intensive ». Il

[352] En accumulant les problèmes connectés par le seul critère de la dénonciation, on parvient à l'apparence de la catastrophe. C'est le cas ici avec « le secteur des terres qui concerne l'agriculture, l'alimentation, la forêt, l'usage des terres et de la biomasse ». On retrouve cette difficulté avec le nouvel indicateur de l'eau durable (débits des rivières) qui, faute de données générales, repose sur trois modélisations. Malgré leurs incertitudes, les rapports s'appuient sur les -14% d'eau durable en France pour justifier les mesures préconisées (modèles qui s'appuient sur une seule référence bibliographique).
https://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Avis/2023/2023_08_gestion_eau.pdf Plus généralement, on assiste à la multiplication des critères dans les médias (tel le taux de privation dans la mesure de la pauvreté) comme si le calcul apportait une meilleure explication.

est amusant de lier incidemment l'agriculture intensive et les problèmes de santé, deux éléments que bien des pays nous envient. Pour enfoncer le clou : « l'alimentation moyenne des Européens est à la fois trop riche et déséquilibrée. Trop riche en calories d'abord, mais surtout en protéines et en sucre. Elle est également déséquilibrée, la surconsommation calorique et protéique se doublant d'une faible consommation en fibres ». Bien sûr, les auteurs reconnaissent que « les déterminants de ces affections sont éminemment multifactoriels et qu'il est à ce titre quasiment impossible d'établir des relations de cause à effet linéaires ». Qu'à cela ne tienne : « des régimes alimentaires déséquilibrés et trop riches comme ceux que connaissent aujourd'hui les Européens sont clairement des facteurs de leur déclenchement ou de leur aggravation ». Pour nourrir durablement 350 millions d'Européens à terme, l'agroécologie doit être généralisée, l'importation de protéines végétales abandonnée et les régimes alimentaires assainis à l'horizon 2050.

Si la santé humaine condamne l'élevage, la reconquête de la biodiversité est exigée pour écarter toute tentation réformiste. Car on apprend que les transitions possibles sont nombreuses. Par exemple, la stratégie européenne *Farm to Fork* de réduction de 20 % des intrants azotés conduirait à une baisse de la production entre 7 et 15 %. On apprend que l'usage de l'azote est plus efficient depuis une décennie, mais il ne s'agit pas d'approfondir ces gains de productivité qui pourrait être une voie intéressante. Les auteurs écartent cette piste seulement parce que, en même temps, l'azote et les pesticides ne cessent de croître jusqu'aux années 1990 : « L'usage des fertilisants de synthèse comme des pesticides (fongicides, insecticides, herbicides) a ainsi très fortement progressé dans les décennies jusqu'aux années 1990 ». Dont acte, mais que se passe-t-il à partir de 2000 ? On ne le saura pas. La *sustainable intensification* serait donc un « pari » qui, comble de l'horreur pour les radicaux, « s'appuie en général sur des solutions techniques conduisant à un usage en capital accru et un agrandissement des exploitations ». Les solutions existent mais elles ne sont pas *low tech* comme les auteurs le souhaitent. Ils préfèrent revenir à une agriculture de peu de capital avec peu de besoins selon l'argument curieux que la *sustainable intensification* « permet difficilement d'améliorer la performance des systèmes agricoles en matière de biodiversité et de paysages ». L'innocence, ou la perversité, est maximale : « une extensification des pratiques au niveau de la parcelle, appuyée sur une rediversification des rotations, permet de baisser radicalement l'impact direct des pratiques agricoles sur l'environnement ». L'agriculture actuelle est le mal incarné, voilà où nous emmènent les prédicateurs postmodernes. D'où l'importance de la biodiversité pour justifier le radicalisme du scénario. Le message est clair : la transition doit être radicale, message éminemment radical sous couvert d'humanisme sanitaire et de science environnementale.

Le scénario radical ne cesse d'être euphémisé avec le mot « équilibre » (14 occurrences) pour « prendre en charge de manière équilibrée les enjeux sanitaires / santé humaine, de conservation de la biodiversité – trop souvent évacuée du débat sur l'agriculture – et du changement climatique ». Affirmer que la biodiversité n'est pas prise en compte est une erreur car les discours et les politiques ne cessent de s'y référer. Il faudrait que les chercheurs comprennent les échecs (auxquels ils contribuent) plutôt que de brandir sans arrêt des imprécations. D'un autre côté, les scénarios sérieux, plus « équilibrés », accordent de leur côté une importance relative à la biodiversité par rapport à la priorité climatique. D'ailleurs, tout scénario ouvert abandonne le choix des priorités au secteur politique (inclus les citoyens). Le mot équilibre entre donc en contradiction avec le formatage imposé de la biodiversité, de la santé humaine et d'un futur social toujours plus idéal et sans fin : soit les auteurs ne croient pas à ce qu'ils avancent, soit ils croient au Père Noël. Mais leurs délires ne s'arrêtent pas à ces bricoles. Leur fausse modestie les conduit à reconnaitre leur scénario incomplet, ce qui ne les empêche pas d'affirmer qu'il peut servir à donner la parole à la population. Pourquoi, quand on se targue d'économie, ne pas inclure la force de travail, les prix alimentaires et la compétitivité commerciale de l'Europe ? Un scénario quasi-complet au sens des apparences mais

formaté et partiel dans les faits sert un objectif militant peu enclin au débat, encore moins à la prise de décisions. L'objectif d'un régime spartiate, des sols « sains » et une nature préservée ne sert que le militantisme et accessoirement renforce la saga agroécologique.

Plus grave sur le plan scientifique est la relation explicite entre alimentation et santé. Aussi les auteurs sont-ils fautifs quand ils lient des moyennes de consommation aux maladies qui, elles, dépendent de la variance. Par exemple, les pauvres au Mexique souffrent d'obésité et de diabète non pas à cause de leur production agricole (l'essentiel est importé), mais des boissons sucrées. Les erreurs s'accumulent faute de maîtriser chaque composante du modèle. Le surplus « n'a pas vocation à nourrir le monde car ce sont en première instance les pays qui doivent se nourrir eux-mêmes ». Belle leçon de morale qui défie les réalités. On peut comprendre que les auteurs veulent, pourquoi pas, « cesser d'importer près de 35 millions d'hectares de soja pour une pression moindre sur la déforestation ». Mais ils se méprennent car le Brésil ou l'Argentine exporte du soja pour la simple raison du prix. L'Europe sait produire des légumineuses (les auteurs appellent à le faire) à un coût légèrement supérieur. On peut donc produire nos légumineuses pour notre élevage et le Brésil produira autre chose sans que la déforestation soit atténuée[353]. Les auteurs refont le monde à leur image dans un néo-colonialisme de gauche. Ils empruntent la voie de la morale anti-tabac qui veut faire du fumeur non pas une victime mais un traître. Ils suivent le scénario paléolithique de Négawatt qui propose sans vergogne de baisser la consommation d'énergie de 30%. Bref, à ajouter chaque fois plus d'objectifs pour une société idéale, on peut en effet réduire notre empreinte, mais c'est au détriment du réalisme. Leur pureté radicale les conduit à oublier les autres moyens pour répondre aux défis climatiques. Ils utilisent la dernière mode de l'agroécologie de manière opportuniste. Ils surfent sur la veine infinie de la société idéale que remet en cause une simple recherche historique sur les agronomes et les philosophes grecs. Dans les années à venir, les auteurs plus purs que les actuels ajouteront des contraintes éthiques qui accentueront le radicalisme des scénarios militants. Pour ne blesser aucune conception, la veine morale sera au bénéfice des minorités et des religions qui considèreront comme blasphématoires de ne pas rajouter l'interdiction du cochon ou d'une plante totémique[354]. En attendant, ce type de scénario pseudo-scientifique entretient la saga agroécologique et bloque la réflexion. Il entrave le développement à moyen terme par l'échec annoncé et à long terme par l'impossibilité de débattre d'autres options. Les agronomes militants sont doublement fautifs à l'image des SHS.

La FAO en charge de l'agriculture et de l'alimentation n'est pas en reste. Critiquée pour son appui à l'agriculture conventionnelle (puisqu'elle a la charge aussi de l'alimentation), elle doit démontrer sa bonne volonté en prenant en compte les ONG occidentales. Noyautée par des ribambelles d'experts de tous courants, elle produit des définitions byzantines pour plaire à tout le monde. Aussi cautionne-t-elle le « régime durable » qui serait l'ensemble des « comportements alimentaires à faible impact environnemental, contribuant à la sécurité alimentaire des générations présentes et futures, à la protection des écosystèmes, culturellement acceptables, accessibles, économiquement justes et abordables et abordable, adéquats nutritionnellement, sûrs et sains, et optimisant les ressources naturelles et humaines ». On retrouve dans ce genre de définition la volonté conceptuelle de noyer le

[353] Je passe sur l'ignorance des agricultures du Sud où « les rendements actuels sont encore loin de ces potentiels maximum (parfois moins de 50 % !) et le déploiement de l'agroécologie dans une logique de type F2F - *Farm to Fork*- permettra d'y augmenter considérablement la production ». Je les renvoie au tome 1 pour décrypter la signification d'une moyenne nationale de rendement agricole : https://www.iddri.org/fr/publications-et-evenements/billet-de-blog/la-strategie-de-la-fourche-la-fourchette-une-trajectoire

[354] Après la clause de conscience, on évoque l'abus spirituel https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/02/08/l-abus-spirituel-une-attaque-contre-ce-qu-il-y-a-de-plus-profond-en-nous_6161039_3232.html

poisson en élargissant l'horizon des approches au point de perdre de vue l'essentiel. En fait, la définition n'est que l'adéquation au militantisme toujours prêt à dénoncer un manque au nom de l'agriculture et de la société idéales. Mais une fois forgé, le concept officiel devient une ressource pour justifier le scénario du pire. La propension sans bornes à embrasser toujours plus grand et toujours plus systémique dans le monde idéal (comme on l'a vu plus haut avec le recours aux niveaux de Gliessmann) conduit à soumettre l'agriculture à l'alimentation alors que le jeu relationnel entre les deux secteurs liés est pragmatique. Alors qu'on riait hier et qu'on se gaussait encore récemment des efforts produits pour imposer le bricolage tardif du concept de « système alimentaire durable », du fait que l'échec depuis trente ans du développement durable aurait dû condamner ce type d'opportunisme, ce qui paraissait improbable devient la règle dès lors que le concept fumeux est récupéré par des intérêts. Les chercheurs marginalisés voient ainsi leurs efforts récompenser non pas que la percée soit l'effet de la force de la découverte ou d'une approche systémique, mais par le radicalisme politique dont les chercheurs sont les dindons. Grisés par un succès qui ne doit rien à leur génie, les chercheurs s'enfoncent davantage dans l'ignorance quand ils prétendent que leurs idées butent sur le manque de volonté politique alors que l'idée disparaîtra avec la mode qui l'a créée. En général, le manque de connaissances politiques conduit les chercheurs à demander de la volonté politique sans se rendre compte que l'Occident est une démocratie d'équilibre. Cela n'empêche pas des économistes et d'autres spécialistes de la demander en permanence, par exemple pour les systèmes alimentaires durables : « La transition alimentaire marque le passage d'un modèle agro-industriel générateur d'externalités négatives à des systèmes alimentaires durables. Elle suppose plusieurs ruptures : spatiale (proximité vs filières globalisées), technologique (agroécologie et écoconception industrielle et logistique vs intensification chimique et énergétique), économique (qualité totale vs maximisation des volumes). Ces ruptures impliquent un effort significatif de recherche et formation et des politiques alimentaires volontaristes ». L'ignorance des spécialistes et la manipulation des militants dévoient la science avec, en point d'orgue, un développement qui court d'une mode à l'autre en perpétuant l'échec. Derniers arrivés, les systèmes alimentaires durables en sont la plus récente version.

Il y aurait encore beaucoup à dire sur les aprioris qui formatent le scénario agroécologique. Sans même évoquer les choix de paramétrage, le cadrage initial empêche de débattre des scénarios car il faudrait discuter de tous les points évoqués ci-dessus. De plus, un scénario partiel montre l'immensité des paramètres qui président à « cette multifonctionnalité intrinsèque à la production ». Pour une véritable information, seuls une contre-expertise peut interpeler le postulat des auteurs qui affirment les différentes agricultures « ne coexistent pas de manière pacifique sur les territoires, mais sont au contraire en compétition pour l'accès à différents facteurs de production (terre, travail, capital, subventions), notamment du fait de leur rareté ». Cette phrase curieuse pourrait se comprendre par le désir de renverser le stigmate. Aussi se poursuit-elle en expliquant que les agricultures restent marginales « quand domine un régime d'innovation orienté principalement vers la recherche d'efficience ». Le stigmate est renversé dès lors que l'abandon de l'efficience ouvre « à l'échelle européenne, un processus de transition qui permet à ces systèmes de niche de devenir dominants ». L'idée dominante n'est pas de réformer mais de tout casser. Le progressisme ne les intéresse pas et les auteurs semblent regretter les temps anciens. De plus, la seule « objectivation, au cours des dernières années, des impacts environnementaux négatifs d'une majorité de systèmes agricoles conventionnels » mériterait une discussion point par point. Au vu de cette objectivation par exemple, les essarteurs néolithiques qui gaspillaient la matière organique des sols forestiers ne seraient-ils pas vilipendés par ce scénario qui dénonce la pauvreté des sols ?

En somme, tout est discutable dans ce modèle qui, pourtant, sera référencé pour renforcer la mode de l'agroécologie. Les agronomes militants instrumentalisent les scénarios pour fermer le débat. Leur

sincérité est en cause à maints égards. Quant à leur responsabilité, elle est élevée alors qu'aucune sanction n'est prévue. Il n'y aurait pas de sanctions si leur scénario était scientifiquement de qualité et si l'incertitude était mentionnée. Faute de quoi, ils renforcent une mode de développement dont on a vu les impasses. L'agronome qui utilise la science pour faire de la politique sans précautions est un irresponsable. Il y a pire : les mêmes auteurs comparent leurs scénarios (ci-dessous) avec des scénarios sérieux en remettant en cause ces derniers justement au nom de leurs aprioris. La prétention à la scientificité est décourageante quand ils estiment que leur scénario prolonge les travaux du GIEC sur le devenir de la biomasse ou du cycle de l'azote. Bien sûr, les auteurs du scénario peuvent crier que ce n'est pas leur faute, mais ils doivent être conséquents en reconnaissant qu'ils font l'affaire des ONG. Pour s'éviter des sanctions méritées (virtuelles car le scientifique n'est jamais sanctionné) les auteurs devraient susciter le débat (en appelant la controverse). Faute de quoi, il rigidifie la saga et contribue à l'échec pour de longues années.

- Différents scénarios

Je pensais qu'une comparaison de scénarios concernant l'agroécologie pouvait éclairer le potentiel de la discipline agronomique dans le développement. J'avais tort car la comparaison, conduite par les auteurs du scénario précédent, cherche à confirmer leur analyse et à banaliser leur radicalité[355]. Les autres chercheurs impliqués dans la comparaison n'ont pas exigé de prudence particulière et ce travail a été réalisé à la demande d'une ONG. On ne sera donc pas surpris que les auteurs reconnaissent que les 16 scénarios européens sur l'agroécologie sont difficilement comparables après que le lecteur ait pris conscience de la somme des préconceptions discutables des scénarios militants. Eux-mêmes reconnaissent l'importance du formatage a priori selon le choix des « enjeux pris en compte ou occultés par ces différents exercices prospectifs souvent déterminés […] par l'intention (explicite ou implicite) qui a présidé au développement du scénario ». Le seul préformatage explique « les divergences qu'ils donnent à voir résultant d'hypothèses contrastées sur la place donnée à la technologie, les changements sociétaux ou la gouvernance du système alimentaire qui pourra être mise en débat ».

L'intérêt de la comparaison ne repose donc pas sur la comparaison, qui est difficile, mais sur ce qu'escomptent en tirer les auteurs. Aussi peut-on constater leur conscience des enjeux politiques qui sont explicites. Leurs enjeux dépassent le climat, la santé et la biodiversité puisqu'ils traitent de choix concernant « la qualité du cadre de vie, paysage, territoire ainsi que les enjeux économiques - emplois, revenus agricoles, contribution à la balance commerciale ». C'est d'ailleurs inquiétant de noter combien une modélisation sert à faire avaler une soupe qui inclut tous les ingrédients militants. On a vu plus haut la « manufacture du futur » qui permet de rendre inéluctables les choix aux yeux des citoyens. L'objectif militant est explicite quand l'invalidation des autres scénarios vise à rendre acceptables les politiques les plus extrêmes. Malgré la difficulté à comparer, les auteurs distinguent « deux grandes familles contrastées : l'une essentiellement climato-centrée et basée sur des paris technologiques, l'autre avec une approche plus systémique, multifonctionnelle et reposant sur des dynamiques avant tout sociétales ». Les mots « systémiques » et « fonctionnels » caractérisent un surcroît non pas de scientificité, mais de militantisme dans le monde idéal. Mais reconnaissons que l'interprétation des résultats pose aussi problème quand elle est teintée de jugement comme c'est le cas du scénario produit au Danemark qui défend l'élevage national au nom d'une grande productivité qui optimise l'usage des ressources comme l'azote.

En termes de résultats, « une grande majorité de scénarios table sur la diminution de la consommation de protéines animales et la réduction de l'élevage qui apparaît comme une voie claire

[355] Couturier Christian, Aubert Pierre- Marie, Duru Michel. 2021. Quels systèmes alimentaires durables demain ? Analyse comparée de 16 scénarios compatibles avec les objectifs de neutralité climatique. 62 pages.

de transition même si les modalités de mise en œuvre restent à discuter », ceci alors même que « les hypothèses sur les rendements, la mobilisation des intrants et la prise en compte de la biodiversité sont très contrastés et demandent à être approfondies ». Les auteurs reconnaissent que « la faisabilité sociotechnique des trajectoires est rarement abordée », ce qu'ils peuvent comprendre puisqu'eux-mêmes ne l'ont pas réalisée. Le militantisme rapporte et il n'est que de voir le nombre d'interviews accordés par les auteurs dans les médias de grande audience. Du côté militant, c'est donc gagné pour la saga de l'agroécologie. Mais il y a deux perdants : la science et le développement. On retrouve les SHS plus que les agronomes du passé : le militantisme brille.

Agronomie

Quel rapport entretient l'agronomie avec le développement ? Pour les uns, l'histoire serait pavée de génies ayant dopé le développement. Pour d'autres, l'agronomie est vilipendée pour incarner le productivisme effréné. Ces attitudes extrêmes, qui reposent d'ailleurs toutes les deux sur l'efficacité de l'agronomie, sont manifestement liées au statut des gens qui les défendent : abus de légitimité républicaine ; et ONG dénonciatrices. Les deux doivent être écartées ou du moins déconstruites avant de cerner un lien qui n'a rien d'évident car l'agronomie ne se résume pas aux stéréotypes. Il est nécessaire de distinguer au moins deux niveaux d'influences, le premier, externe, rassemblant les **modes de développement** telle l'agroécologie issue du milieu associatif ou la multifonctionnalité issue du monde politique. Comme les autres disciplines tournées vers l'action, l'orthodoxie moutonnière est nécessaire pour survivre car une discipline financée sur fonds publics qui stagne risque de disparaître pour sembler se désintéresser des demandes sociales. Mais si la discipline suit les modes extérieures par nécessité et par préparation, l'agronomie produit aussi des modes. Car l'agronomie est **réflexive**, non pas à la manière des sociologues et des anthropologues qui mettent en scène leurs ruptures passées, ou bien des géographes aveugles aux errements inauguraux de la discipline, mais par des remises en cause périodiques pour des raisons principalement scientifiques comme c'est le cas de « l'itinéraire technique » vu plus loin mais aussi citoyennes comme avec l'environnement pris en compte précocement. Que ce soit par les modes externes ou par réflexivité interne, l'agronomie est prête à répondre à la plupart des demandes sociales. Il faut que ces demandes ne transgressent pas le mantra scientifique comme ce fut le cas de l'agriculture bio mâtinée d'ésotérisme biodynamique. Les deux niveaux d'influence que sont les modes et sa propre réflexivité sont faciles à prendre en compte du fait d'une préparation intellectuelle à la pluridisciplinarité, y compris quand l'agronomie se rapproche des SHS tel le *Farming System Research*. On peut d'ores et déjà regretter le manque de formation à l'histoire de leur discipline, qui s'explique par un engagement scientifique qui privilégie le présent.

Dans ce chapitre sur l'agronomie, je précise d'abord une mode proche de l'agroécologie (« l'agriculture régénératrice ») qui rappelle les influences en jeu et met en évidence les réponses pondérées par la réflexion scientifique et le réalisme économique. Puis l'histoire montre que l'agronomie accompagne les changements de société plus qu'elle les suscite. J'insiste sur les savoirs partiels qui produisent les certitudes nécessaires à l'action sans que la réussite soit au rendez-vous. J'examine en particulier « l'itinéraire technique » qui a révolutionné la discipline en France mais qui, comme les rationalisations de jadis, est la nième certitude partielle qui engendre l'échec du développement. L'histoire récente révèle l'influence croissante de l'opinion publique, une moindre autonomie de la discipline, l'impact renforcé des modes et leur échec. Mais la réflexivité interne[356] n'est pas gage de réussite sauf qu'une réflexivité fondée sur la science enrichit le paradigme et ne saurait être remis en cause comme une idéologie. Finalement, les liens interdisciplinaires revendiqués ne sont-ils pas un moyen d'éviter de prendre à bras le corps le développement et de se défausser sur

[356] https://www.nss-journal.org/articles/nss/full_html/2022/03/nss230008/nss230008.html

les autres disciplines qui en font autant ? La spécialisation même ouverte est commode car elle évite toute responsabilité frontale dans l'échec. L'écosystème de la recherche se trouve alors dans une situation qui lui permet de subsister sur le plan intellectuel sans jamais assumer l'échec. Bien évidemment, aucun bilan sérieux n'est mené des modes passées, les rares qui sont issus de l'anthropologie des sciences manquant cruellement de consistance technique. La réflexivité explore des champs nouveaux du fait d'un élitisme indépendant, mais est-ce suffisant quand le savoir reste partiel avec une interdisciplinarité de convenance ? La propension des agronomes à croire aux vertus de leur discipline (c'est le cas de toutes les disciplines qui se piquent d'action du fait de leurs certitudes partielles) fait partie de leur supposé technicisme. Mais la science a un avantage théorique : si le savoir partiel ne produit pas de développement en soi, il est cumulatif et peut déboucher un jour sur des politiques effectives de changement.

Modes

Alors que l'agroécologie est portée par les ONG en quête d'une nouvelle narration, l'agronomie l'a toujours inscrite dans ses préoccupations avec les paysanneries et l'environnement. Mais l'engouement au Sud et au Nord pour cette mode lui a donné une ampleur inédite au-delà des agricultures raisonnées, de précision et de conservation ou la protection des captages d'eau et des sources. Comme le couteux fractionnement dans l'épandage d'engrais pour réduire les pertes d'azote le signale, l'environnement ne résulte pas seulement d'une réduction des coûts, mais d'une réelle volonté de préserver l'environnement. La discipline peut aussi s'enorgueillir des nombreux thèmes abordés en agroécologie comme on l'a vu plus haut. Même s'il n'est nul besoin d'un agronome pour inviter les comités villageois à planter des arbres de couverture ou respecter les haies communes, l'agronome dispose d'un bagage technique et économique pratique comme on l'a vu avec les agronomes anciens du fait du bon sens nécessaire au contact de la profession agricole. Il ne dédaigne pas les approches sociales du fait de sa proximité avec les instances dirigeantes et syndicales[357] et coopère volontiers avec les ONG et les SHS humanistes.

Un dogmatisme limité par le contact avec la profession est illustré par l'interrogation d'un trio d'agronomes sur « l'agriculture régénératrice[358]». Ce courant soutenu par les acteurs des filières agricoles « met tout particulièrement en avant la protection du sol ('sols toujours couverts par des plantes vivantes ou leurs résidus') pour contribuer à améliorer la biodiversité, la qualité de l'eau et de l'air ». Mais sa promotion originelle dans « le monde économique (grandes entreprises alimentaires multinationales, distributeurs, agriculteurs) et la société civile (consommateurs) » suscite des interrogations sur la réalité des intentions et plus spécifiquement sur une manœuvre de *greenwashing*. En effet, elle fournit peu de données et abuse du vocabulaire de l'écologie politique avec les biens communs listés sans priorité : sols, eau, air, biodiversité ou encore « la fourniture de services à la société, contribuant ainsi à l'entretien des biens communs (sol, eau, air) ». La suspicion de greenwashing n'est pas vaine et mérite d'être explorée. C'est à cette tâche que se sont attelés les agronomes.

Un certain militantisme transparaît dans l'introduction. Meilleurs connaisseurs de la physiologie végétale que des agriculteurs, les auteurs défendent une approche dure de l'agroécologie : « Avec

[357] Par exemple en 1807 dans Instruction sur la manière de cultiver le coton en France (J.B. Guibert, 8 p.). D'abord, Henri Alexandre Tessier connait l'adaptation des pratiques : « On n'attend pas sans doute que j'indique ici une manière de cultiver le coton en France, tellement précise et certaine qu'on doive être assuré qu'elle réussira complètement, et qu'elle ne sera susceptible d'aucune modification ». Incidemment, il évoque les obstacles sociaux connus sur le terrain : « il y aura des personnes qui se rebuteront facilement et seront assez déraisonnables pour chercher à décourager les autres ».

[358] https://www.cahiersagricultures.fr/articles/cagri/full_html/2022/01/cagri210174/cagri210174.html

plus de 800 millions de personnes souffrant de la faim et deux milliards de personnes atteintes de maladies chroniques, désormais dans tous les pays, qu'ils soient à revenu faible, intermédiaire ou élevé, il est clair que le système alimentaire actuel ne répond pas aux enjeux alimentaires mondiaux. De plus, il est associé à une pression accrue sur les ressources (air, eau, sol, biodiversité) et les services écosystémiques associés. Dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques, l'agriculture est tout particulièrement questionnée pour ses impacts environnementaux (pollutions locales, érosion des sols, émissions de gaz à effet de serre) et sanitaires (principalement pesticides)[359]». Ce mélange ressemble étonnamment aux évidences assénées dans les scénarios militants vus précédemment car les millions de personnes souffrant de la faim et les milliards atteintes de maladies chroniques ne sont pas sans rapport avec les régimes politiques, la pauvreté et les guerres. Cet humanisme ciblé ne cache pas un militantisme qui, dans les pays riches, se décline en santé humaine et animale. De leur côté, les nombreuses références bibliographiques qui étayent l'article ne sont pas critiquées et servent d'arguments d'autorité comme si la validation par un article catastrophiste était une preuve en soi. L'article commence donc mal avec l'inéluctabilité d'une catastrophe qui montre la proximité d'une avant-garde, l'absence de solutions réformistes et l'ignorance des faits sociaux. L'article semble même défavorable à l'agriculture régénérative qui ne serait pas à la hauteur des défis recensés. Mais si l'entrée en matière est convenue chez les militants, la conclusion est plus ouverte que ce à quoi on aurait pu s'attendre.

Déjà, les auteurs conçoivent l'agroécologie comme une science, une pratique et un mouvement social et non comme une panacée technique à glorifier sur un autel ou un autre : « la mobilisation des acquis de l'agroécologie, en tant que science, pratique et mouvement, pourrait aider à préciser son contenu ». Les auteurs croient dans l'amélioration, dans la dynamique, dans les institutions et dans les exploitations agricoles parce qu'ils maîtrisent le domaine technique. Le lecteur comprend à quel point cette maîtrise serait révolutionnaire pour les SHS qui n'ont ni les moyens ni le souhait de maîtriser la technique. Il y a deux manières de voir l'agriculture régénératrice : un mieux vis-à-vis de l'agriculture conventionnelle ou une étape avant l'agroécologie. Même si ces agronomes défendent l'agroécologie, ils savent par leur formation qu'en agriculture, le mieux est l'ennemi du bien. Car si tout est possible avec le mieux, les coûts rappellent à la réalité du bien. L'agriculture étant un équilibre entre un idéal et des contraintes, l'agriculteur compose avec les contraintes qui ne sont pas une résignation, mais un cadre flexible. Les contraintes sont d'ailleurs connues : matérialités économique et technique, et gestion des outils, de la force de travail et du risque dans la ferme. La connaissance des contraintes invite à la prudence. L'utopie est toujours possible car des ruptures ont eu lieu dans le passé, mais comme elles sont impossibles à anticiper, on peut toujours dénoncer un écart à l'idéal et brandir une rupture, sans jamais connaître le succès.

La principale critique des auteurs est que la biodiversité n'est pas prise en compte au même niveau que sa contribution au changement climatique. Et plutôt que de chercher à comprendre pourquoi l'agriculture régénératrice privilégie la lutte contre le changement climatique à la biodiversité, ils préfèrent la commodité de la position du mieux militant. Cette posture ressort avec clarté de l'absence de priorités entre les objectifs (climat et biodiversité) comme je l'ai montré avec les scénarios vus plus haut où la biodiversité sert aux militants à radicaliser les résultats. Il faudrait que les scientifiques démontrent pourquoi le climat devrait prendre en compte la biodiversité au-delà des relations entre les deux thèmes qui ne sont nullement en faveur de la biodiversité. Enfin, le stéréotype du militant qui cherche à indexer au changement climatique la biodiversité (« comme des morpions » disent les commentateurs cinglants) montre l'incapacité à apprécier les difficultés opérationnelles supplémentaires. Malgré cette posture normative, leur conclusion est ouverte au nom d'un plus qui

[359] J'ai ôté les références bibliographiques citées.

n'est pas un mieux : « En conclusion, l'agriculture régénératrice, de par la spécificité de son récit axé sur un principe, la régénération, et de par sa capacité à fédérer un grand nombre d'acteurs économiques, pourrait enrichir le récit de l'agroécologie […]. Une telle orientation permettrait de faire reconnaître l'agriculture régénératrice comme une forme d'agriculture fournissant réellement une diversité de services écosystémiques tant à l'agriculture qu'à la société, mais elle devrait être soutenue pour cela par des politiques publiques exigeantes sur la prise en compte des principes de l'agroécologie ». Le fait que l'agriculture régénératrice est une étape dans la lutte commune et qu'elle bénéficie du soutien des acteurs ne peut être sous-estimé dès lors que l'agriculture régénératrice contribue aux objectifs communs. La position est raisonnable car elle est raisonnée techniquement et socialement. Le marketing vert est certes une explication envisageable, mais la contribution aux objectifs climatiques est également une possibilité. L'approche technique et sociale permet de prendre les deux en compte. D'autres auraient dénoncé le marketing sans autre forme de procès. Les agronomes connaissent d'ailleurs les limites de l'agroécologie : « L'agroécologie […] a surtout été mobilisée par de petits groupes d'agriculteurs et encouragée par des politiques publiques, mais n'est pas vraiment parvenue à enrôler les grands acteurs économiques et la société civile ».

Histoire

Après l'examen d'une mode à laquelle l'agronomie apporte la parole de militants (agroécologie vue plus haut) ou une voix plus pondérée (ci-dessus), j'évoque ici la réflexivité dans la discipline d'abord par l'internalisation des demandes sociales –souvent anticipées- puis avec le changement interne à la discipline. L'autonomie intellectuelle permet de pratiquer une vraie science mêlée de réalisme économique pour l'action. La science en elle-même produit des certitudes partielles qui sont autant de normes largement internalisées par les agronomes tant que la réflexivité ne réalise pas un bilan des modes passées. Reste une science cumulative et réfutable alors que l'engagement dans l'action, sans la responsabilité des échecs, produit également des normes contreproductives qui bloquent la réflexion transdisciplinaire dont a besoin le développement.

- Une intellectualisation ancienne

En mesure de construire un savoir multidimensionnel, l'agronomie a plus accompagné des sociétés en mutation qu'elle a contribué aux mutations agricoles proprement dites. Elle a accéléré la production de variétés répondant aux engrais, elle a accompagné les transitions quand l'agriculture se mécanisait. Mais est-elle à l'origine du développement ? Et son savoir a-t-il été utile au-delà des plans expérimentaux traités par l'analyse statistique ? On constate que la production de variétés efficaces est le domaine le plus éloigné des savoirs sociaux et économiques sur le développement. A l'opposé, le savoir de la science des sols en chimie et biologie montre une inefficacité persévérante que ce soit avec la production de cartes pédologiques à toutes les échelles imaginables et dans tous les recoins de la planète, dans les vains protocoles pour contrecarrer l'érosion, dans la guerre perdue aux sols infertiles, dans la défense opportune de la biodiversité du sol, dans le programme 4 pour mille (4‰ de matière organique dans le sol) pour atténuer le changement climatique[360] et, de nos jours, dans

[360] La propension de la science des sols à s'aligner sur les modes existantes souligne la curiosité des pédologues pour les autres disciplines. Mais l'ignorance de l'agriculture (au champ et comme facteur social) et des autres disciplines ne compense pas cet intérêt. Le conformisme a conduit récemment Claude Hammecker issu de la géologie à se raccrocher à la mode de la « santé globale ». Avec ses partenaires brésiliens il associe le charbon végétal et un champignon connu dans la lutte biologique pour réduire la gravité d'une maladie des racines du manioc : « Ces résultats élargissent les connaissances sur l'utilisation du biochar afin de développer des stratégies intégrées dans le concept de **santé globale** ».

l'agroécologie qu'elle défend au nom des sols vivants[361]. En résumé, la méconnaissance de l'agriculture produit le meilleur dans les variétés et le pire dans la pédologie : le paradoxe du savoir pour le développement n'est toujours pas levé.

L'agriculture dans son fonctionnement et ses mutations dépend de la conjoncture internationale et nationale (soutien des prix) qui a permis à des pays comme la France ou le Mexique de passer au statut envié d'exportateur. Même les politiques sont impuissantes si cette conjoncture n'est pas favorable. Dans les deux pays, les savoirs économique ou agronomique ont joué un rôle secondaire ou plus exactement un rôle d'accompagnement. Les reprises d'après-guerre en Europe puis dans le monde boostent les prix. La modernisation a alors touché les petits agriculteurs grâce aux dispositifs massifs comme le plan Marshall[362]. La qualité et l'adaptation des semences que sélectionnaient empiriquement les agriculteurs sont boostées par les formules hybrides issues des entreprises et des organismes de recherche ; les formules d'engrais sont adaptées aux cultivars améliorés ; la mécanisation accroît la productivité avec des semis optimaux et réduit l'importance du type de sol ; les animaux et leur alimentation (avec le soja) sont améliorés de la même manière que pour les cultures modernisées. De là à faire de l'agronomie le moteur du changement, il y a un pas que certains ont franchi en oubliant l'économie générale, le tissu industriel et les demandes corporatistes de protection et d'aides. Les syndicats agricoles ont en effet été une pièce maîtresse pour soutenir les prix, ce qu'oublie le Sud où personne n'imagine promouvoir les syndicats. Le prix Nobel reçu par le généticien américain Norman Borlaug au nom de la Révolution verte est un malentendu issu des pays qui ont intérêt à faire incarner le progrès à une figure tutélaire. Il est pourtant simple de constater que la Révolution verte a eu lieu dans les pays pétroliers où l'agriculture rattrape un retard. Le moteur du développement est d'abord économique, modérément politique et accessoirement technique.

Mais remontons dans l'histoire pour apprécier à quel point l'économie était peu prise en compte dans le lien qui unit agronomie et développement. Comme la première partie l'a signalée, l'invention du mot « agronomie » remonte aux années 1750 quand les notables se piquent d'agriculture après une éclipse sous le roi Soleil. Les cercles savants partagent leur rejet des savoirs ésotériques et la croyance aux actions inspirées par la science. Le néologisme ne matérialisme pas une avancée, seulement l'intérêt retrouvé pour l'agriculture d'autant que, après le mercantilisme, l'économie intellectuelle continue à privilégier l'agriculture sous l'égide du « laissez faire, laissez passer ». Avec l'enthousiasme, l'échec de l'agronomie était la norme. Les semences étaient testées mais les producteurs et les consommateurs préféraient les lignées traditionnelles. Sans doute soupçonnées, les lois de l'hérédité entraînaient des améliorations génétiques prudentes. On acclimatait de nouvelles plantes avec plus ou moins de bonheur, un pic de nouveauté ayant lieu sous Napoléon confronté au blocus, mais le maïs et la pomme de terre étaient depuis longtemps intégrés dans les assolements. Plus tard, la chimie a facilité l'identification des facteurs de la croissance végétale mais on continuait à expérimenter sur toutes les combinaisons d'amendement agricole tant qu'ont manqué les engrais de synthèse. A partir de 1850, les notables s'effacent devant les écoles, les professeurs et une science qui doivent beaucoup à la consolidation des Etats. Au début du XXème siècle, l'agronomie généraliste se spécialise (génétique, phytotechnie, phytopathologie, zootechnie, etc.) avec des expérimentations pour innover, tester les innovations potentielles et ajuster les intrants. L'encadrement agricole s'étoffe avec des techniciens spécialisés qu'embauchent les chambres d'agriculture. Dans les pays libéraux, les grandes entreprises privées mènent une recherche appliquée et les grandes fermes recrutent. De leur côté, les

[361] En fait, l'agronomie a toujours opposé les tenants d'un sol biologique et paysan à une approche plus économique jusqu'à ce que l'écologue Stéphane Hénin privilégie au type de sol, dans l'agriculture moderne, les pratiques qui optimisent les états du milieu (texture du sol incluse) : https://journals.openedition.org/rac/12437

[362] Les aides ne sont pas nécessaires quand les prix mondiaux sont suffisants, comme ce fut le cas du *Rice Premium* en Thaïlande qui était une taxe sur l'exportation du riz.

pays à Etat précoce gèrent l'agriculture de manière à la fois politique (prix, politiques de subventions, émeutes) et technique, octroient à l'agronome une place dans la haute administration et construisent une recherche publique. Concernant le développement, les paysanneries européennes progressent peu et doivent être protégées des pays neufs sans que le savoir, libéral ou centralisé, y puisse quelque chose. La France doit attendre l'après-guerre pour que les structures héritées de la Révolution française commencent à fléchir et que le savoir technique commence à avoir un impact.

En France, les notables laissent la place moins à des techniciens spécialisés qu'à une hiérarchie administrative que couronnent les ingénieurs polyvalents. La place de ces derniers dans la hiérarchie d'Etat contribue à intellectualiser le développement sans améliorer l'agriculture plus que dans les pays libéraux. Mais l'autonomie intellectuelle que protègent les institutions permet de mieux lutter contre les hiérarchies conservatrices (peu présentes dans les pays libéraux) qui sévissent jusque dans les laboratoires scientifiques. Toujours est-il que le maître-mot d'ouverture (mais pas celui de diversité des opinions, laquelle se limite à l'option progressiste) permet d'être en phase avec la société. Dans tous les cas, l'intellectualisation accroît le prestige tout en raisonnant les demandes sociales émanant tant de la profession agricole (comme la multifonctionnalité) que de l'opinion publique (comme l'environnement)[363]. Aussi l'agronomie intellectuelle a-t-elle introduit dans l'agriculture successivement l'écologie dans les années 1970, l'analyse des systèmes dans les années 1980, ainsi que plus tard l'environnement, les modélisations et l'agroécologie sans compter le rapprochement avec d'autres disciplines scientifiques. Une renommée qui doit beaucoup à la construction mutuelle de légitimité entre République et ingénieurs a pu faire croire que les agronomes étaient la clé de l'anticipation et du succès alors qu'ils accompagnaient les mutations économiques et sociales. Mais les exigences de la société ont dépassé les experts qui prenait en compte l'environnement de manière raisonnable. Face à la surenchère du toujours plus d'environnement, l'agronomie fut éliminée de l'agenda mondial du développement par l'écologie militante qui, avec le développement durable des années 1990[364], s'appropriait la biodiversité et plus tard le réchauffement climatique.

L'intellectualisation qui défend les intérêts des agriculteurs a posé problème quand l'opinion publique a commencé à se méfier des institutions dans les années 2000. N'a alors cessé de se creuser le fossé entre une conception souverainiste de l'intérêt commun (la souveraineté alimentaire) et les minorités agissantes. Ces dernières ont proliféré avec la multiplication des crises qu'elles magnifiaient de leur côté. La controverse et des demandes rendaient moins commode la position élitaire. Dans les pays libéraux, les techniciens agricoles se mettent au service des agriculteurs qui, eux-mêmes, sont sous la coupe des consommateurs et des politiques environnementales. Tout se monnaie et les émeutes agricoles restent limitées du fait d'une inégalité sociale peu organisée. Les éventuels coûts supplémentaires répercutés par les entreprises agricoles et les firmes agro-industrielles construisent un réalisme économique de fait. Dans les pays centralisés, le réalisme est de droit et plus facilement défié. Alors que l'indépendance intellectuelle permet aux agronomes de travailler en amont des attentes de la population ; ils sélectionnent les demandes. Les OGM ont été un tournant dans le lien avec la société et un point de divergence avec les États-Unis. Les institutions sont devenues un point de crispation qui a mis en porte-à-faux l'agronomie pourtant diversifiée. D'une certaine manière, l'agronomie se politise face aux exigences des activistes « plus purs que purs », la rapprochant des SHS clivées entre les idéologues et les empiristes. Sous la houlette des associations engagées que relaient

[363] Concernant l'environnement, le système américain est réactif mais plus de manière juridique qu'administrative. Le problème est dans les pays tiers qui, par défaut d'État de droit, ne peuvent s'appuyer ni sur l'administration ni sur les tribunaux.

[364] Le buzzword de « l'investissement à impact » né en 2007 suppose un rendement financier avec impact social et environnemental exigé, pas seulement escompté.

les médias progressistes, les agendas mondiaux ont basculé vers une pluralité de causes et le raisonnable est marginalisé.

Aujourd'hui, l'agronomie, moins visible médiatiquement, se préoccupe toujours de production et d'environnement. C'est une science solide parce qu'élitaire sous la déontologie du bien commun et de la science. Elle continue à se préoccuper des conditions de production car elle est loyale à la profession agricole. Mais comme les ONG, l'attachement à l'action l'oblige à suivre l'avant-garde prête à l'accuser des échecs. A leur tour, les modes génèrent des certitudes qui empêchent l'agronomie de voir le développement dans son ensemble. Mais à la différence des SHS, la science comme crédo lui permet d'avancer, ceci sans qu'on soit certain de l'échéance d'une action efficace. Toujours est-il que l'agronome au carrefour de la société (paysanne et citadine) et de la biologie raisonne un peuplement végétal ou un troupeau dans le cadre des objectifs et des contraintes des exploitations agricoles.

- Une réflexivité insuffisante

Les agronomes anciens n'étaient pas réflexifs, c'est le moins qu'on puisse dire. Pour eux, examiner leurs propres croyances, pratiques et échecs est incongru pour qui se réfèrent à un mix d'agriculture effective, de croyances partagées et d'idées mal étayées. C'était la limite d'un engagement qui se contentait d'édifier un public conquis à l'avance. D'ailleurs, la réflexivité est venue tardivement avec la reconnaissance des échecs, plus tôt dans le privé que dans la recherche publique. Car reconnaître un échec n'est pas chose facile quand on estime maîtriser la science, connaître l'agriculture et couronner un encadrement administratif qui permet de se défausser sur d'autres acteurs. Il y faut une nouvelle génération de chercheurs qui se sente investie d'une mission et qui a les moyens de défier la précédente. Comme les générations se ressemblent à ces égards, il est hautement probable que la réflexivité vint quand l'arrogance des savoirs d'une génération fut minée par des échecs cinglants. Ce fut le cas de la révolution intellectuelle qui débute dans les années 1970. Bien sûr, il y avait auparavant les immanquables précurseurs parmi lesquels il faudrait distinguer les prophètes invétérés[365], les annonciateurs dans le vrai mais irréalistes et les précurseurs qui ont fait basculer le système. Seuls ces derniers méritent l'attention.

Les années 1970 sont charnières à plusieurs titres. Les sociétés riches ont conjuré la famine et elles veulent s'émanciper de l'autoritarisme de la reconstruction après-guerre. Au moins deux échecs retentissants motivent la nouvelle génération à dénoncer les procédures qui ont fonctionné pendant les Trente Glorieuses. Ces déclencheurs concernent deux techniques économiquement rentables : l'ensilage dans l'alimentation des animaux et l'agriculture de conservation appelée à l'époque zéro-labour. Les deux techniques s'imposeront assez rapidement pour l'ensilage et plus tard pour l'agriculture de conservation. A l'époque, la vieille génération accuse l'encadrement insuffisant de l'agriculture qui est, selon elle, percluse d'archaïsme. L'outrance désuète de l'archaïsme ruine le diagnostic sans doute exact porté sur l'encadrement et des techniques qui exigent effectivement un changement massif de la chaîne de matériel dont on assume que l'agriculteur en acquiert rapidement la maîtrise. Pour l'agriculteur, la menace de l'échec associé à de lourds investissements (pour un gain certain mais pas excessif) explique le refus provisoire. Mais ces deux échecs associés aux jugements outranciers sont instrumentalisés pour défier l'agronomie classique de la génération précédente crispée sur l'innovation qui doit percoler depuis les laboratoires de recherche. La nouvelle génération lance alors une réflexion interne qui se poursuit de nos jours. Voyons les avancées scientifiques de cette révolution interne ainsi que son échec dans le développement pour les mêmes raisons qu'hier : elle crée des certitudes qui rassemblent des groupes qui s'en prévalent, mais elle est incomplète pour

[365] Dans L'histoire des Idées, Marc Angenot fait le distinguo.

l'action. On notera que cette approche a peu diffusé à l'étranger où l'élitisme et l'intellectualisation de l'agronomie sont moindres.

Rien n'est facile pour les jeunes d'alors qui se heurtent à une génération confite dans l'idée d'une agronomie motrice. Les aphorismes assénés comme « passion n'est pas raison « coupent court au débat. Mais la dynamique réflexive est lancée avec l'appui des professeurs parisiens. On se penche alors sur l'entreprise paysanne alors que c'est la plus difficile à comprendre et à faire évoluer, mais c'est le prix à payer pour se démarquer de la génération antérieure immune à la sociologie des campagnes[366]. La sociologie et la géographie académiques qui interrogent la ruralité par enquête interposées sont de peu d'utilité voire un lest du fait des aprioris idéologiques (domination chez les sociologues) et intellectuelles (inféodation à l'agronomie positiviste chez les géographes). On verra plus bas que l'interrogation est plus précoce dans les pays du Sud du fait d'une agronomie qui promeut l'efficacité dans des milieux incompris (les SHS très critiques du développement classique appuient le mouvement sans le comprendre).

Il n'est pas aisé de rendre compte de la révolution intellectuelle de la fin des années 1970. Thierry Doré fait de l'itinéraire technique un élément central de la conceptualisation d'ensemble[367], mais tous les niveaux sont touchés depuis la physiologie végétale jusqu'au système agraire en passant par le système de culture et le système de production agricole. Chaque niveau est étudié à la fois comme un système avec sa logique et ses régulations propres et dans ses interrelations avec les niveaux d'organisation plus bas et plus haut que lui. Au cœur des approches, l'analyse de système est initialement abordée de manière qualitative avant de déboucher rapidement sur des modèles d'aide à la décision. Alors que l'agronomie antérieure expérimentait et optimisait des paquets techniques dans une sorte de phytotechnie qui délègue le savoir acquis dans les stations expérimentales aux instances de vulgarisation, le nouvel agronome contextualise les techniques aux exploitations agricoles vues dans leur fonctionnement, diversité et dynamique d'innovation.

Le savoir a fait un bond en se déspécialisant. La déspécialisation a d'ailleurs multiplié les liens avec les autres disciples comme la pédologie, la physiologie, l'informatique et les SHS sans que l'agronomie prenne leur place. Toutefois, l'agronome a pu être mal vu dans la mesure où il se permettait de critiquer les autres disciplines, lesquelles à leur tour ont préféré travailler avec les plus spécialisées pour éviter toute ingérence (pédologie et anthropologie par exemple). Le savoir n'est ni linéaire ni un chemin tranquille. Mettant en lien ces savoirs, l'agronomie a rapidement progressé en approfondissant les aspects techniques tout en les associant à l'économie. Personne aujourd'hui ne sait si elle est près du but du savoir efficace pour favoriser ou déclencher le développement, en particulier des plus pauvres, mais le savoir n'aurait jamais atteint un tel degré si l'agronomie n'était pas sortie de son champ disciplinaire.

La naissance de l'écologie au XXème siècle n'a pas laissé l'agronomie indifférente. Les agronomes des années 1970 avant l'usage massif des pesticides ont d'abord conceptualisé l'écologie du champ cultivé. A la fin des années 1970, l'agronomie empruntait également à l'écologie l'analyse des

[366] Une erreur commune de la nouvelle agronomie « paysanne » fut de se focaliser sur les petits producteurs selon l'idée alors courante que les grands producteurs avaient moins besoin de diagnostics et d'aides. Si le souhait est honorable et correctement justifié, la compréhension du développement dans son intégralité ne peut pas faire l'impasse sur les grands producteurs et plus généralement sur les succès agricoles, qu'il restait à disséquer.

[367] Doré Thierry, Evolution des domaines, objets, concepts de l'agronomie : https://agroparistech.hal.science/hal-03749002/document. Voir aussi : Boiffin J.; Doré T.; Kockmann F.; Papy F.; Prévost P. La fabrique de l'agronomie De 1945 à nos jours, Quae, pp.23-67, 2022, Synthèses, 978-2-7592-3541-4. hal-03749002

systèmes conceptualisée par le biologiste Ludwig von Bertalanffy lui-même influencé par le mouvement cybernétique. Je reviendrai sur l'environnement qui, au-delà des aspects conceptuels de l'écologie, a imprégné précocement les pratiques des agronomes. Dans les années 1980, Michel Sébillotte définissait le concept d'itinéraire technique qui s'inspirait des deux emprunts écologique et cybernétique. La notion d'états du milieu était indexée aux objectifs de production eux-mêmes définis au sein du système de production agricole. Ce faisant, les équipes de recherche réexaminaient les notions convenues de fertilité du champ, d'aptitude culturale et de routine paysanne. Sans tout formaliser, les concepts émergents lient les faits étudiés aux objectifs de production qui incluent les contraintes de la production et les boucles de rétroaction tels les « modèles d'action[368]». Sébillote lançait des pistes de réflexion sur le renforcement cognitif de l'apprentissage dans le système essai-erreur que pratiquent les producteurs agricoles. Ce faisant, il soumettait la routine et l'archaïsme des paysans à l'analyse. Il ouvrait le chemin à la prise en compte de l'environnement économique vu comme déclencheur du changement et comme moyen d'autonomiser le producteur (par des prix satisfaisants par exemple).

Toutes les disciplines ne prenaient pas à bras le corps le tournant systémique. Au même moment, l'économie incorporait prudemment l'analyse des systèmes sans maîtriser les autres champs du savoir alors que les SHS la rejetaient initialement[369]. Après la parenthèse de l'agronomie qui produisait des paquets techniques dans sa tour d'ivoire, le renouvellement de la vieille indexation de l'agronomie aux rugosités du réel (le sens du réalisme hérité des agriculteurs) remet les producteurs sur le devant de la scène. Cette nouvelle agronomie remettait en cause la notion d'aptitudes culturales des sols que défendaient les pédologues et les géographes soucieux de planification en totale contradiction avec les réalités de la production. Elle questionnait également la pertinence de la vulgarisation descendante : *Innovation → Vulgarisation → Producteur*. Cette contextualisation du « fait technique » a conduit à remplacer la notion normative de technique par celle de pratique, qui est la mise en œuvre concrète d'une façon culturale[370]. On a modifié parallèlement les expérimentations directes : *Techniques → Rendement* pour prendre en compte la succession des états du milieu (sol et peuplement végétal).

Outre l'emboitement systémique, l'agronomie expérimentale incorpore les concepts de l'écologie pour les appliquer au peuplement cultivé. Les états du milieu sol-plante-peuplement incorporent les effets des techniques, permettent des diagnostics opérationnels pour comprendre les obstacles à de meilleurs résultats et ouvrent la voie à l'invention d'itinéraires techniques originaux. Dans les années 1980, l'itinéraire technique flexible s'oppose à la vision du paquet technique adapté aux zones écologiques et se prête à la discussion avec l'agriculteur. Les agronomes reconnaissent qu'il existe plusieurs moyens ou itinéraires pour obtenir un même résultat dès lors qu'il y a plusieurs moyens pour obtenir les « états du milieu « sol-plante-peuplement souhaités. La notion d'itinéraire technique s'adapte aux fermes et porte deux mini-révolutions intellectuelles : celle du « système de culture « qui situe une culture dans un système technique incluant les rotations (l'effet précédent cultural articule itinéraire technique et assolement) ; et de « système de production agricole » qui met en situation de

[368] Doré, op.cit.
[369] Une critique immédiate dans les années 1980 portait sur l'idée, fausse, que le système était sans conflit et purement fonctionnel.
[370] Le succès est tel qu'il conduit à des dérives comme on l'on noté plus haut : tout rapporter aux pratiques rend difficile la théorisation de l'acte technique.

gestion contrainte les différents systèmes de culture que l'exploitant agricole gère[371]. La modélisation fit ainsi son entrée dans le conseil agricole.

Avec ses différents concepts, la connaissance des logiques qui sont à l'œuvre dans les décisions de l'agriculteur a fait un bond formidable. Les pays du Sud ont fourni leur quota scientifique dans les processus d'innovation, la notion de rendement[372], et dans la conceptualisation du risque. En démontrant que « l'agriculteur ne joue pas aux dés », l'agronomie s'est écartée des approches qui méconnaissaient l'agriculture, telles que les analyses fréquentielles du climat utilisées pour optimiser les dates de semis et calculer les risques inhérents. La connaissance des agricultures a également marginalisé les savoirs paysans qui n'ont jamais été une priorité en agronomie qui leur préfère une version dynamique du savoir « en faisant ». Malheureusement, les ONG ont trouvé dans les savoirs indigènes la confirmation de l'approche participative. Elles ont donc besoin de cette ethnologie microscopique qui essentialise pour généraliser. Il en va de même des écologues qui inventorient des savoirs sans comprendre l'expérimentation permanente que pratiquent les agriculteurs. L'approche du fonctionnement de l'exploitation est la seule qui peut analyser de manière critique les croyances des producteurs agricoles, par exemple quand l'agriculteur fait état de de la « fatigue du sol ». Cette notion lui permet de verbaliser une impuissance face à une diminution de rendement sans que le béotien sache si ce recours sémantique matérialise une réalité[373]. On a vu que Columelle combattait cette notion de fatigue sous les Romains alors que l'agronome actuel sait transformer cette expression en problématique expérimentale. Pour les autres disciplines, la « fatigue du sol » prise au pied de la lettre permet de dénoncer un système agroalimentaire ou l'encadrement d'une agriculture (FNSEA, agronomes, etc.) alors que la fatigue du sol occulte de nombreuses explications possibles. Les agronomes ont donc remis en cause l'idée d'un savoir fixe, mais les autres disciplines appuyées par les ONG ou soutenant une idéologie préfèrent s'appuyer sur l'idée de savoir traditionnel qu'il faudrait redresser par l'éducation. On revient aux « paquets techniques » à vulgariser d'une autre époque[374] faute, pour ces disciplines, de distinguer les paroles, les croyances et les savoirs. Elles n'ont aucun moyen pour discriminer les trois. En résumé, le savoir paysan, qui existe indéniablement, est fait plus d'empirisme procédural que d'une approche essentialiste : la preuve est donnée par les difficultés que le producteur éprouve pour expliciter les raisons de ses pratiques[375].

Malgré des avancées indéniables, le savoir sur les exploitations agricoles a échoué à améliorer l'action. Le bilan des concepts : itinéraire technique – systèmes de culture - systèmes de production est plus que mitigé même s'il a donné lieu à d'innombrables déclinaisons et approfondissements. L'agronomie

[371] Le système agraire est peu opératoire comme l'ont démontré à leurs dépens l'agriculture comparée (qui ne sert qu'à dénoncer à la manière d'un René Dumont) et les analyses de paysage. Issues des travaux de Jean-Pierre Deffontaines, la « géo-agronomie » ou « l'agronomie du territoire » est au mieux un « cadre de pensée » si elle ne débouche ni sur le comparatisme ni sur le multi-dimensionnement intégral : https://www.quae.com/produit/1145/9782759218578/geoagronomie-paysage-et-projets-de-territoire

[372] Le rendement est de maniement aussi délicat que celui de PIB national. Proxy facilitant les comparaisons dans un cadre donné, il est à prendre avec précaution pour comparer les agricultures mondiales du fait, justement, d'objectifs de production en lien avec le rapport entre terre et force de travail. Ainsi une faible densité démographique commande de travailler une grande surface avec peu de rendement pour maximiser les gains.

[373] Les difficultés techniques (verse des céréales, battance des sols, etc.) conduisent les agriculteurs à discuter entre eux et avec les techniciens pour trouver des parades. L'information remonte aux chercheurs et aux entreprises privées qui testent des solutions.

[374] Dans les années 1950, la télévision a contribué à diffuser l'image de la modernisation agricole encore que l'histoire de la modernisation la mentionne incidemment : https://www.persee.fr/docAsPDF/noroi_0029-182x_1984_num_124_1_4196.pdf (témoignage partial au demeurant car produit par un vulgarisateur).

[375] La géographie mal informée continue de nos jours, pour ne pas avoir compris les avancées en agronomie parce que ces avancées sont contre-intuitives, à considérer le paysan comme routinier (expérience personnelle).

savante et appliquée continue à les utiliser, mais l'échec se perçoit déjà dans les effets de langage d'une agronomie en voie de re-spécialisation qui décline l'itinéraire technique sous la forme de l'adaptation au changement climatique, la protection de la biodiversité et le bien-être du vivant[376]. Autrement dit, les interrogations systémiques ont disparu et il est étonnant de voir de ci de là des tentatives pathétiques pour redécouvrir ce qui fut étudié et connu. On a cru concevoir un développement adapté pour être approprié et ce fut une erreur. Des modélisateurs continuent à le faire avec davantage de données, mais le seul avantage du modèle est de faire parler l'agriculteur au-delà des questions formatées. Quoi qu'il en soit, cette connaissance interactive n'a pas produit de changement. Les agents du développement reprennent alors les refrains d'agriculteurs désargentés, ignorants ou traditionalistes. Pourtant, l'agronomie des systèmes de production agricole a montré la rationalité des producteurs y compris des plus pauvres ; elle connaît depuis longtemps le rôle de l'environnement de production pour aider les coopératives et autres groupements agricoles ; mais elle est lente à saisir le rôle moteur des prix et du crédit adapté au niveau de risque supportable par les classes d'agriculteurs. De cette fatalité inopérante, les ONG en tirent argument pour former et conscientiser sans se rendre compte des capacités locales. Leur inconsistance passe même par des actions ciblées sur les femmes ou les migrants qui interviennent peu dans le processus productif.

Si l'analyse des systèmes de production agricole et la mise au point des itinéraires techniques ont failli, c'est avant tout la faute aux agronomes qui ont maladroitement cherché l'application directe d'un savoir cousu de certitudes et incomplet. Insuffisamment formés à l'histoire de leur discipline et trop confiants dans les SHS, ils n'ont pas jugé utile de revoir la doctrine du savoir dans le développement. Mais avant même que leur échec fut reconnu dans les années 1990, est tombé le couperet de la relégation internationale en bonne et due forme avec la mode du développement durable. Porté par les ONG et appuyé par les écologues, le développement durable a tout remis à zéro par des disciplines ignorantes du développement alors que les agronomes n'étaient peut-être pas loin de la solution à la fois économique, politique et culturelle. Désormais, l'ignorance participative et le militantisme agroécologique vont plomber le développement pour de nombreuses années faute de connaissance dont la quête, si elle revenait, reposerait à nouveau sur les approches normatives qui avaient mis des siècles à se dissiper. En effet, l'analyse des systèmes de production agricole a modifié de manière substantielle l'agronomie classique qui visait une agriculture idéale. Le chemin parcouru depuis les Anciens, qui se compte en millénaires, débouchait sur la promesse inégalée d'un savoir utile pour le développement. Mais les relents actuels d'une société idéale pourraient faire revenir l'approche normative jusque dans l'agronomie.

Le bilan de l'aventure que fut l'itinéraire technique reste à faire de manière rigoureuse, mais les indices sont nombreux[377]. J'ai évoqué plus haut la re-spécialisation en cours de l'agronomie avec l'adaptation ad nauseam de l'itinéraire technique au réchauffement climatique et à la biodiversité. Le bilan négatif pour l'action apparaît en creux à maints endroits quand les bilans récents ne montrent guère d'avancées et ressassent les principes de ce qu'il faudrait faire[378]. De la même manière,

[376] Doré, op.cit.

[377] Je rappelle que Varron déjà voulait indexer le fait technique à l'exploitation agricole : « Varron est le chantre de l'adaptation et on peut le considérer comme le pionnier du concept d'itinéraire technique que l'agronomie des années 1980 a conceptualisé. Une technique n'a de sens et ne peut être jugée qu'en fonction du sol, du climat, des cultures, de l'économie et de la gestion du travail qui, tous, commandent l'objectif de production » (1ère partie).

[378] Casagrande M. , R. Belmin, Y. Boulestreau, M. Le Bail, M. Navarrete, J.M. Meynard. 2023. Guide méthodologique pour le diagnostic des freins et leviers sociotechniques aux processus d'innovation dans des systèmes agri-alimentaires. INRAE, 66p.). Cochet, Hubert, Ducourtieux, O., Garambois N, 2018. Quelles politiques pour l'adaptation? Leçons du passé et possibilités à venir. 2018 in Hubert Cochet, Olivier Ducourtieux, Nadège Garambois, coord Systèmes agraires et changement climatique au sud, Les chemins de l'adaptation,

différents auteurs n'établissent pas davantage le bilan des « réseaux d'itinéraires techniques potentiellement innovants[379]», la potentialité restant entière 40 ans après l'invention de l'itinéraire technique. Les agronomes ont pourtant accumulé les « références techniques utiles au développement, méthode équilibrant la voie descendante de transfert de l'innovation par une voie montante partant d'analyses de systèmes en situation ». L'itinéraire technique a apporté un vrai changement pour contextualiser le paquet technique tant dans le milieu biophysique que dans le faisceau des objectifs de production. Personne n'en doute et aucune controverse ne s'est élevée. Chaque agronome s'offusquerait avec raison d'une discussion sur le sujet, mais la question est : y a-t-il un appui décisif à l'action ? Les agronomes diront : oui et je suggère : non. Non pas que je connaisse l'agronomie actuelle, mais je vois que les exploitations agricoles continuent à dépendre des prix et des restrictions où intervient peu l'action de développement, encore moins la modélisation. L'agronome reste un observateur qui croit être proactif. *In cauda venenum* : les mêmes auteurs reconnaissent que l'évaluation n'a pas été faite car elle serait impossible à réaliser : « Les propositions pour favoriser les allers-retours entre conception et évaluation d'itinéraires techniques potentiellement innovants s'appuient sur l'évaluation agronomique des résultats. Or, en pratique, ce type d'évaluation s'avère difficile à mettre en œuvre rapidement, dans le temps de l'animation du réseau, alors qu'il se révèle stratégique pour évaluer les itinéraires techniques et les faire évoluer ». Dernier argument également en creux, l'agronomie a toujours cru mener la danse alors qu'elle accompagnait. La rupture conceptuelle de l'itinéraire technique n'est pas suffisante sauf pour rassembler la profession autour de certitudes partielles. Mais la différence avec les SHS est flagrante : l'agronomie progresse scientifiquement. On est encore loin d'une compréhension multidimensionnelle du fait des normes en vigueur parmi les chercheurs (par exemple faire confiance aux SHS).

Le maraîchage, périurbain en particulier, fournit une autre preuve par défaut de l'absence d'impact de l'agronomie sur l'agriculture. Ce secteur a toujours été très sophistiqué avec des innovations nombreuses comme le thermosiphon pour exporter à l'époque les melons vers la Russie tsariste, ou encore les hortillonnages. Des revenus attractifs expliquent cette capacité à expérimenter et à dépenser sans compter, capacité qui pose la question : en quoi les agronomes ont contribué aux développements du maraîchage ? Ce fut très marginal car l'agronomie encadre très peu le maraîchage, surtout dans les temps anciens. Et de nos jours, l'agronomie omniprésente se contente de proposer des approches circulaires et participatives en reconnaissant le caractère éducatif de ces approches en toute harmonie avec les riches citadins qui en demandent et en dehors de toute considération économique[380].

Pourquoi efficacité et théorie ne sont jamais en phase dans une discipline scientifique ? La réponse tient dans les normes que chacune construit soit dans son monde autocentré, soit en relation avec les autres disciplines. Déjà les agronomes n'ont jamais montré du mépris pour les agriculteurs, et seul le paternalisme s'est révélé quand ils étaient dans leur tour d'ivoire. De plus, l'agronomie a peu remis en cause les savoirs antérieurs alors que la science a peu à peu remplacé les croyances reprises du milieu agricole, urbain ou académique. L'incrément du savoir est cumulatif et la théorisation par rupture reste solide même si elle n'est pas à l'abri d'erreurs. Elle se distingue des avancées cycliques des SHS. L'agronomie élitaire ne fait pas de l'agronomie une simple matière technicienne, mais

Quae Ed. 233-264. Doré T, Makowski D, Malézieux E, Munier-Jolain N, Tchamitchian M, Tittonell P. 2011. Facing up to the paradigm of ecological intensification in agronomy: revisiting methods, concepts and knowledge. European Journal of Agronomy 34, 197-210.

[379] https://www.cairn.info/systemes-de-culture-innovants-et-durables--9782844446855-page-129.htm

[380] https://theconversation.com/quand-la-petite-couronne-de-paris-etait-maraichere-207396

l'intellectualisation (peu reprise à l'étranger sauf pour le Farming System Research[381]) n'a pas montré d'efficacité additionnelle dans l'action. La théorisation avance mais demeure insuffisante. Tout au plus l'agronomie intellectuelle devient-elle condescendante chez ceux qui estiment transmettre la parole de leurs maîtres sans une once de modestie ni d'examen critique qu'apporterait l'histoire de la discipline. L'agronomie au potentiel prometteur doit labourer l'histoire et la comparaison pour avancer de manière inductive tout en s'écartant de l'idéologie et des normes. Une formation à la sociologie politique est indispensable pour comprendre les différences entre pays et éviter l'ethnocentrisme, comme on le voit ci-après.

- Récapitulatif réflexif

La remise à zéro du compteur scientifique que constituent les vogues du participatif microscopique et de l'agroécologie miraculeuse est dommageable et pour la connaissance et pour le développement. Ces modes échouent pour la même raison qui condamnait à l'échec l'analyse des systèmes de production agricole : la foi dans un savoir prometteur mais partiel qui bloque la compréhension d'ensemble. Mais si le savoir sur les systèmes agricoles a échoué, il reste une brique solide dans la connaissance sur laquelle le futur pourra compter. Les autres modes également tournées vers l'action n'ont pas cette prétention et sont condamnées à sombrer dans le néant. Pour conclure le lien entre agronomie et développement, l'histoire condensée des modes et des réflexivités permet de préciser le lien avec la science et l'action efficace.

L'agronomie ancienne jusqu'à la fin du XIXe siècle pérore de manière réaliste sur l'agriculture, mais son impact est quasiment nul. Les échecs sont bien plus nombreux que les succès et même la charrue de Dombasle renvoie plus à un constructeur génial qu'à une connaissance pour l'action. D'ailleurs, des constructeurs de machine, on ne s'en rappelle guère parce qu'ils ont échoué massivement. Et s'ils ont connu le succès, ce dernier fut éphémère car la machine a connu des adaptations multiples. Seuls les industriels, issus donc de la grande industrie, ont laissé leur nom avec Massey-Ferguson (invention en 1919 du troisième point avec un relevage hydromécanique automatisant en 1925 ; première moissonneuse-batteuse automotrice commercialisée en 1938) ou John Deere (un forgeron qui crée la première charrue en acier coulé). Il en va de même des semences qui sont multipliées et améliorées par des firmes de plus en plus grandes avec les mêmes connaissances que celles des agriculteurs, sauf que des plans expérimentaux permettent un screening rapide et efficace. Plus tard, les avancées en métallurgie et en physiologie ont exacerbé les avancées industrielles dans un monde très compétitif. Le lien avec l'agriculteur est simple et la recette reste la même : pas de grands discours ni d'intellectualisation, on produit quelques machines simples à réparer et efficaces en lien avec des motorisations toujours plus puissantes. Pour ce faire, les techniciens sur le terrain font remonter l'information vers les firmes pour qu'elles produisent des ajustements utiles dans un cadre fortement concurrentiel. Entre l'agronome et le forgeron, on peut se demander lequel est le plus utile même si c'est l'agronome qui fait le lien entre le forgeron et l'agriculteur. Mais un agriculteur pourrait faire l'affaire s'il n'était occupé dans son exploitation agricole ou sa coopérative.

On peut rétorquer que les écoles d'agriculture se multiplient et qu'elles ont besoin de maîtres. C'est en effet le cas, mais alors que l'agriculteur a besoin d'information pour se moderniser et ajuster son processus de production dans un monde tendu (endettement, crises cycliques, concurrence) et qu'il a besoin d'experts spécialisés pour les outils, les semences et les maladies des plantes, a-t-il besoin d'une corporation de généralistes et d'intellectuels ? Certainement pas alors même que les savants construisent un savoir brique par brique avec la seule erreur de croire que la brique de connaissance

[381] Une rupture épistémologique peu reprise ailleurs montre, d'une part, qu'elle n'est pas utile à l'action et, d'autre part, que la science internationalisée tire vers le bas la théorisation par manque d'envergure intellectuelle justement au nom de l'action spécialisée directement utile.

est applicable immédiatement. On peut résumer la première moitié du XXe siècle dans cette double dualité factice : une agriculture qui se modernise non pas quand le souhaitent les agronomes, mais en fonction de la société et de son industrialisation ; et l'appui des firmes et des experts spécialisés que couronne une intellectualisation de peu d'utilité. Il y a donc un progrès par rapport à la seule intellectualisation des siècles précédents ou encore par rapport aux autres disciplines scientifiques puisque des savoirs accompagnent le changement. L'approche spécialisée culmine avec les paquets techniques mis au point dans les stations expérimentales après-guerre. Souvenons-nous que le succès de la vulgarisation descendante est maximal lors de la demande d'innovations des Trente Glorieuses et des Révolutions vertes qui permettent de rattraper les retards liés à la guerre et aux structures agraires héritées du passé.

Les agronomes des paquets techniques n'étaient pas que des techniciens au service de la modernisation à marche forcée. D'abord, leur recherche les pousse à comprendre les métabolismes végétaux pour affiner, par exemple, les besoins en eau d'irrigation en fonction des enracinements et du type de plantes. Ensuite, les avancées sont souvent le fruit de la recombinaison de techniques comme dans la modernisation de la fermentation acide pour l'ensilage (conservation humide des aliments du bétail, connue depuis l'Antiquité). Ce caractère à la fois fondamental et appliqué place les sciences agronomiques en médiatrices pour incorporer les avancées dans d'autres disciplines. Aussi les agronomes sont-ils en lien avec les universitaires spécialisés avec le seul bémol qu'on décèle dans les structures ministérielles une présence surnuméraire de généralistes (par rapport aux universitaires spécialisés) tournés de surcroît vers l'action. On sait pourtant que l'agronomie produit peu de ruptures scientifiques : Gregor Mendel n'était pas un agronome et ce ne sont pas les agronomes qui ont créé les statistiques. Enfin, l'indexation ultérieure de l'agronomie sur les objectifs paysans n'a pas montré d'avancées particulières dans l'action, voire a révélé la nième impasse liée aux certitudes partielles. Les agronomes de station expérimentale avaient vu juste sur les retards pris par les innovations de rupture comme on l'a vu avec l'ensilage et le zéro-labour. On peut donc estimer que ces agronomes ont eu plus de succès que l'agronomie ultérieure même si cette dernière a produit des avancées inédites sur le plan de la compréhension scientifique. Certains agronomes ne reprochent-ils pas à la nouvelle génération de « bricoler » !

Les paquets techniques, l'ensilage et le zéro-labour sont encore des succès pour l'agronomie. L'échec pour l'action qu'est l'itinéraire technique tient autant à la fin des Trente Glorieuses qu'aux certitudes partielles. On peut ajouter dans les facteurs d'échec la volonté des nouveaux agronomes à trop s'intéresser au segment le plus difficile à développer : les petites paysanneries. Les années 1970 ne signent pas la fin des succès car, au même moment, les agronomes prennent à bras le corps l'enjeu environnemental. L'entrée des concepts de l'écologie par le truchement du champ cultivé a pu aider, mais l'agronomie, à l'instar des élites gouvernementales, porte le réel souci de l'environnement. C'est l'époque des premiers ministères de l'environnement qui, en France, a lieu sous la droite. Il ne s'agit pas d'une simple économie de ressources qui bénéficierait aux agriculteurs car ces derniers voient leurs coûts croitre avec le fractionnement des apports d'engrais pour limiter leur perte par lessivage (cf. supra). L'environnement est un succès car il percolera dans les programmes destinés à l'agriculture, encore que le résultat final ne soit pas à la hauteur des attentes de ceux qui estiment l'écologie prioritaire sur l'économie et la société. Même si les militants européens dénoncent les OGM, les pesticides et les sols « sans vie » de l'agriculture industrielle, un bilan sur l'impact de l'internalisation précoce de la préoccupation environnementale en agronomie mériterait d'être établie. Car cette tendance issue de manière interne à la discipline a eu pour corolaire son internalisation anticipée par tous les agronomes.

D'un autre côté, l'hégémonie de l'environnement portée par les franges agissantes de la société urbaine a mutilé l'innovation paysanne, du moins l'a-t-elle orientée exclusivement sur la préservation de l'environnement en négligeant les matérialités économiques et techniques. L'agronomie a perdu son autonomie intellectuelle et ses capacités à anticiper et à être efficace dans l'accompagnement. Elle est sans doute plus soumise qu'avant aux normes issues de la société ou du politique. C'est le cas de la multifonctionnalité, du 4 pour mille et de l'agroécologie en échec. Mais attention, le lien entre autonomie et efficacité est erroné comme le montre l'histoire : l'agronomie fut efficace aux époques de mutation sans nécessaire réflexivité ; elle fut inefficace quand elle fut réflexive comme le montre l'itinéraire technique ; elle est condamnée à l'inefficacité quand les modes viennent de l'extérieur. En revanche, l'autonomie et la réflexivité lui font acquérir des savoirs utilisables plus tard pour l'action. Reprenons le dossier de la multifonctionnalité définie politiquement par son pilotage « par les gouvernements européens avec les syndicats agricoles qui cherchaient à justifier les subventions dans le double cadre d'une opinion publique défavorable à l'agriculture industrielle et des accords mondiaux de libre commerce ».

La multifonctionnalité est typiquement une mode externe même si leur background interdisciplinaire habilite les agronomes à la traiter. C'est même la seule discipline qui maîtrise les différents aspects techniques et économiques en jeu. Aussi les chercheurs se sont-ils efforcés d'identifier les services d'intérêt public que l'agriculture rendait à titre gratuit comme l'entretien des paysages ou la sécurité alimentaire avant d'évaluer la contribution financière de ces services (les services négatifs que l'agriculture ne paie pas sont souvent passés sous silence)[382]. Mais malgré les innombrables travaux, la multifonctionnalité a échoué sur le plan scientifique dans tous ses avatars (services environnementaux et entreprises à mission) parce que les chercheurs n'ont pas perçu l'imposition politique du thème. Dès lors qu'il s'agissait de justifier des subventions, ils n'ont pas été repris au niveau international par les pays libéraux, voire ont été contrés par les chercheurs libéraux. Le parallèle avec le développement durable est saisissant comme on l'a déjà noté : il s'agissait d'inclure une dose environnementale et sociale pour contrecarrer le développement « à l'ancienne » et lancer l'OPA des ONG sur l'écosystème du développement. Les chercheurs, soumis aux financements, toujours suspectés d'échecs et peu aguerris en matière politique ont pris à cœur de conceptualiser ces injonctions comme si le thème était un graal pour faire avancer l'agriculture vers plus d'efficacité environnementale et moins d'inégalité sociale tout en préservant la compétitivité agricole. Comme le développement durable avant elle, la multifonctionnalité a suscité de multiples articles qui proposaient par exemple les meilleurs critères de choix. Le chercheur ne se rendait pas compte que l'approche multicritères ou multivariée opérait un choix de nature politique par la pondération entre production, société et environnement. Il aurait dû se contenter d'éclairer les différents scénarios sans choisir. L'échec est bien sûr scientifique par cette « faute de goût » alors que les subventions agricoles continuent à être une pomme de discorde entre les pays alliés. Les désavantages comparatifs de la paysannerie européenne n'ont pas été compensés par la multifonctionnalité.

Avec le recul, l'échec est normal faute de conceptualiser la vieille doctrine qui fait du développement un manque de savoir. Il l'est encore plus quand les chercheurs sont mal armés face aux intérêts en jeu. Si les agronomes sont préparés à l'analyse multidimensionnelle, leurs réflexes professionnels ne pouvaient les conduire à mettre en avant ce que l'histoire comparée des agricultures aurait permis de faire si elle était inscrite sans idéologie dans le cursus des agronomes[383]. Car ce n'est pas l'exploitation

[382] https://core.ac.uk/download/pdf/35287976.pdf où un auteur note le « destin vite contrarié de la notion de multifonctionnalité agricole ».

[383] La chaire d'agriculture comparée crée par René Dumont a totalement failli pour être simplement une déclinaison de l'idéologie du fondateur. Elle ne cesse de dénoncer les crises hier au nom du marxisme et aujourd'hui de l'environnement et de l'agroécologie en toute inutilité.

agricole en soi avec ses contraintes qui est déterminante, mais son environnement économique. Et si on peut accroître la productivité agricole avec des prix et des crédits adaptés, comme l'ont montré les tomes 1 et 2, survient la limite culturelle en second lieu, qui est la capacité sociale à commercialiser (tome 3). Le manque de formation des agronomes en sociologie politique est en cause car les agronomes qui travaillent dans les pays du Sud sont immédiatement en prise avec la corruption sans qu'ils en tirent des leçons autres que normatives : « c'est pas bien mais c'est culturel (ou colonial ou capitaliste) ». Contrairement à l'accusation de technicisme brandie par les SHS, les agronomes sont soumis à l'ethnocentrisme de l'État-de-droit-isme sans que l'État de droit n'ait jamais été conceptualisé comme on l'a vu plus haut avec la critique d'Andrew Abbott. L'ethnocentrisme étant largement prégnant dans les SHS, qui d'ailleurs le dénoncent elles-mêmes, les agronomes seraient avisés d'en tirer la leçon : ils doivent se passer des SHS et sont armés pour étudier l'État de droit dans les pays dans lesquels ils travaillent. Ce faisant, ils comprendront mieux l'agriculture et la société.

Reste en contrepoint le 4 pour mille qui est la mode actuelle venue de la pédologie. L'agriculture peut en effet séquestrer le carbone dans les sols par le truchement d'une agriculture de conservation que les agronomes avaient mis au point quand les coûts en énergie étaient excessifs. Pour ce faire, on élimine le labour, on sème sous couverture ou résidus avec des semoirs spéciaux, et on utilise moult herbicide. Mais le 4 pour mille est porté à bout de bras par les gouvernements qui y voient la conciliation de la lutte contre le changement climatique et des subventions à l'agriculture. Mais le projet est irréaliste sauf à rendre les produits agricoles très chers, ceci en admettant qu'une instance indépendante puisse mesurer le taux de matière organique du sol. Les agronomes qui, avec leur spécialisation, ont perdu le recul nécessaire pour critiquer les demandes irréalistes des écologistes, des ONG ou des élus, sont en faute. Concernant le 4 pour mille, la mode est bien issue de la science (pédologie pour le projet 4 pour mille, physiologie végétale pour la Grande Muraille verte en Afrique), mais l'échec est évident quand les disciplines en jeu sont loin des réalités sociales et économiques et que les projets sont portés par des intérêts politiques. Héritée du zéro-labour de l'agronomie des années 1980, l'agriculture de conservation a un avenir parce qu'elle est réaliste économiquement et n'est pas engluée dans les normes environnementales. Si on compare l'agriculture de conservation, l'itinéraire technique et le 4 pour mille, on note que les deux premiers sont portés par les chercheurs et que le dernier est porté par les gouvernements qui s'appuient opportunément sur la pédologie[384]. La conclusion est simple : ce qui vient de l'agronomie est souvent réaliste et scientifique, sauf que le réalisme et la science ne sont pas toujours efficace comme l'ont montré les approches multiples autour du concept d'itinéraire technique.

En conclusion, l'histoire de l'agronomie au XXe siècle montre un lien élastique avec le développement. Le premier tournant est celui des spécialisations efficaces au tournant du siècle ; le second celui de la réflexivité inefficace à court terme dans les années 1970 ; et le troisième depuis les années 2000 le retour à la spécialisation soumise aux modes et à l'inefficacité. Mais la science demeure l'invariant de la discipline, ce qui lui permet de labourer les champs du savoir sans que ce dernier débouche sur l'action efficace. Pour le moment, l'efficacité demeure celle des spécialisations que demandent les agriculteurs et les firmes alors que les modes extérieures et la réflexivité intellectuelle s'avèrent vaines. Mais là encore, seule la réflexivité interne montre une science qui avance. Si les modes et les avancées scientifiques fournissent des certitudes partielles, il demeure encore trop d'inconnues pour que le savoir puisse être utile au développement. Quant aux modes extérieures, leur manque au moins la dimension économique sans compter qu'elles font l'impasse sur la science et qu'elles n'apportent que du bruit au savoir. L'analyse des systèmes de production agricole n'a pas dérogé à la

[384] Il en va un peu différemment de la version au Sud de l'itinéraire technique qu'était le Farming Ssystem Research qui coïncidait avec l'intérêt des bailleurs de fonds à privilégier les petits projets et les ONG.

démarche scientifique qui, même si elle tarde à porter des fruits, montre qu'elle progresse jusqu'à flirter avec la connaissance utile. Quant aux disciplines dont l'ignorance est mise à la mode, leurs normes comme ersatz à la connaissance et l'impasse scientifique sont les principaux obstacles au développement qu'il faut considérer comme un savoir à long terme parsemé d'embuches nées des propres chercheurs instrumentalisés par les intérêts en place.

- Encadré : Le cas Lyssenko

Lyssenko est traité ici comme un agronome, mais son cas touche la science dans son ensemble. Son cas est en effet devenu un repoussoir hautement symbolique du fait d'erreurs répétées qui ont affecté l'agronomie de l'empire soviétique pendant plusieurs décennies. Mais au-delà de la dictature qui explique ses méfaits, ce rouage instrumentalisé par tout un système social se retrouve dans les démocraties en général et dans les sciences du développement en particulier. La leçon à méditer est : Défendre une cause est une noble chose à condition de ne pas remettre en cause la science. Encore faut-il s'accorder sur les notions de science et de savoir, ce que j'aborde après l'encadré.

Le lyssenkisme est-il encore d'actualité ?

Le lyssenkisme est-il encore d'actualité ?

Depuis sa disgrâce dans les années 1960, l'agronome soviétique Trofim Lyssenko incarne l'abomination d'une pseudoscience imposée par un dictateur, ceci au prix d'errements intellectuels et de la purge des scientifiques de l'ancienne URSS. On voit alors mal comment, vaccinée par un tel précédent, la science actuelle pourrait être accusée de lyssenkisme. Pourtant, des erreurs se perpétuent et les démocraties ne sont pas épargnées : en quoi le lyssenkisme défini comme une science corrompue par l'idéologie[385] peut aider à comprendre les déviances durables ?

Professeur à Bucarest, Denis Buican s'est opposé précocement aux théories de Lyssenko alors diffusées dans les pays communistes. Son laboratoire fut saccagé par la Securitate et lui-même banni de l'université à la fin des années 1950 sur la demande du parti communiste roumain[386]. Pour à la fois savoir décrypter la doxa marxiste et maîtriser la biologie, l'analyse du lyssenkisme soviétique qu'il propose est convaincante[387]. La carrière de Lyssenko doit tout à Joseph Staline soucieux de construire un modèle dépassant le capitalisme : Stakhanov chez les ouvriers et Lyssenko en agriculture. Fils de paysan, sa carrière débute avec la vernalisation qui consiste à exposer des semences au froid et à l'humidité pour qu'elles germent et fructifient sans l'étape hivernale. Non seulement il s'en attribue la découverte, alors que la technique testée au siècle précédent n'avait prouvé aucune supériorité, mais aussi il promet des rendements inouïs aux semis de printemps. Aussi « en 1935, on 'vernalisait' sur deux millions d'hectares[388]», prétendait le philosophe Dominique Lecourt. Hélas, la semence humidifiée a la fâcheuse manie de pourrir et seules la fraude scientifique, la falsification des statistiques et des plans expérimentaux insuffisants expliquent le « succès » dans un pays où personne ne peut déplaire à Staline. La Pravda ayant encensé ce « professeur aux pieds nus » qui prétendait avancer par « bond dialectique », Lyssenko est promu directeur d'un institut avant d'accéder à des charges nationales, postes d'où il peut éteindre les controverses et éliminer physiquement ses contradicteurs. Il se sent alors en mesure d'attaquer l'hérédité mendélienne pour défendre l'hérédité des caractères acquis. Pourtant invalidée, cette dernière permet à ce détracteur de la science « bourgeoise » d'évoquer en toute impunité la « transmutation » spécifique, ou changement

[385] https://fr.wikipedia.org/wiki/Lyssenkisme
[386] https://fr.wikipedia.org/wiki/Denis_Buican
[387] https://www.cairn.info/darwin-et-l-epopee-de-l-evolutionnisme--9782262040338-page-153.htm
[388] Lyssenko: histoire réelle d'une science prolétarienne, François Maspero, 1976, p. 52

d'espèce, non seulement du blé d'hiver en blé de printemps, mais aussi en seigle ou en orge après l'apprentissage de la sécheresse ou du froid des lignées végétales durant quelques générations.

Toujours selon l'idée que la science n'est qu'une conception qui se plie aux régimes politiques et qu'il y a nécessairement une alternative à celle, sans âme, issue du capitalisme, la théorie « communiste » refuse également la compétition intraspécifique pour lui préférer la coopération « prolétarienne ». Aussi contre l'évidence recommandait-il le semis d'arbres selon la méthode des nids « pour prouver que les individus d'une même espèce ont spontanément tendance à s'entraider » : « Dans les régions de steppe aride, il s'agissait de semer […] en mettant ensemble un grand nombre de glands pour chaque nid » avec, pour résultat, la mort des jeunes chênes. Il ne fait d'ailleurs qu'adapter Engels pour qui « les expériences de Pasteur sous ce rapport sont naïves, à ceux qui croient à la possibilité de la génération spontanée, il n'en démontrera jamais l'impossibilité à l'aide des seules expériences ». Heureusement pour la population de l'empire soviétique, les remises en cause communistes de la science touchaient marginalement le fonctionnement des deux secteurs de la santé et de l'agriculture car les gestionnaires devaient montrer, de leur côté, une agriculture et une santé opérationnelles. Ils ne pouvaient pas suivre des principes faux s'ils voulaient rester à leur poste et il leur suffisait de trafiquer eux-aussi les statistiques. Notons que la science atomique « bourgeoise » connut moins de purges tant Staline cherchait à acquérir la bombe atomique.

Du même ordre est l'affaire du « blé miracle » que Lyssenko et les agronomes appelèrent « blé fourchu ». Sous le conseil de Staline « qui avait reçu du blé branchu de kolkhoziens caucasiens en 1946 », Lyssenko en espéra des récoltes extraordinaires. Mais le blé à multiples épis ne tint pas ses promesses comme Henri de Vilmorin l'avait prédit en 1880 : « Les blés à épis rameux ont toujours eu le don de frapper vivement l'imagination des ignorants et des cultivateurs novices qui s'imaginent en obtenir des rendements prodigieux, tandis qu'ils ne donnent en général qu'un produit assez médiocre, surtout au point de vue de la qualité[389]». Lyssenko ne tenait nullement compte des avancées scientifiques : s'étant convaincu du fatalisme biologique propre au capitalisme, il lui oppose la nature[390] et le prolétaire rassemblés dans la théorie qu'il appelle « agrobiologie ».

Cet homme d'appareil sans scrupule n'a pas été inquiété sous Nikita Khrouchtchev et il conservera son poste alors que pâlissait son étoile. Et si son attache durable avec le régime fut fatale à l'agronomie soviétique, les contre-vérités pour prospérer n'ont pas toujours besoin de tels parrains comme le montrent la post-vérité actuelle ou les erreurs répétées dans la science. Buican le reconnaît incidemment quand il évoque non seulement le Parti communiste français et la dictature pyramidale soviétique, mais aussi « le lobby qui essaie, sans doute en vain, d'imposer la 'science créationniste' » aux Etats-Unis. Dans le développement, les échecs répétés dans le Sud global montrent qu'un régime dictatorial n'est pas suffisant pour expliquer le lyssenkisme. Il suffit d'un consensus porté par un groupe d'acteurs pour maintenir l'erreur. Encore faut-il particulariser en préalable l'erreur dans les sciences expérimentales.

Dans les sciences, les erreurs peuvent durer quand manquent les preuves décisives. Le physicien Lord Kevin a défié la géologie et le darwinisme de son temps[391] ; la théorie de Wegener fut éclipsée pendant des décennies. Mais la congruence des branches de la science (par exemple la biologie et la physique) ainsi que leurs applications concrètes en plus des nouvelles expériences peuvent saper l'accord, clairement exprimé, des scientifiques sur ce qu'ils ne peuvent pas encore démontrer (on

[389] https://levainbio.com/cb/levains/chapitre-10-aspects-technologiques/
[390] *https://brill.com/downloadpdf/journals/ges/58/3-4/article-p329_18.pdf*
[391] https://journals.openedition.org/cve/2860

parle de paradigme[392]). Par conséquent, l'accumulation de données en désaccord avec la théorie conduit à revisiter épisodiquement le paradigme. En attendant, les croyances peuvent jouer comme le signalait un détracteur précoce de la théorie de la dérive des continents : « Si nous croyons l'hypothèse de Wegener, nous devons oublier tout ce que nous avons appris dans les soixante-dix dernières années et retourner sur les bancs de l'école[393]». Les croyances ont également joué dans le lyssenkisme soviétique avec, dans ce cas, la falsification des données agronomiques et statistiques[394]. Les contre-pouvoirs possibles étaient soumis au régime dictatorial comme ce fut le cas du ministère de l'agriculture. Confronté aux famines avant et après Lyssenko, ce qui dédouane en partie ce dernier de ces drames, le mode opératoire de l'administration agricole était d'épouser seulement sur le papier les principes officiels. De leur côté, les travailleurs dans les kolkhozes ne pipaient mot. Quant aux relais du communisme à l'étranger, pourtant informés par les scientifiques des errements du lyssenkisme (des scientifiques ont démissionné du parti communiste français au nom de la science), ils propageaient sans vergogne la pseudoscience. Ce fut le poète Aragon en France ainsi que des philosophes qui avoueront plus tard qu'ils ne souhaitaient pas alimenter les critiques de l'URSS[395]. Même plus tard, ces intellectuels ont tenté de se dédouaner en liant le lyssenkisme à Staline[396], ceci sans percevoir à quel point ce double à la fois de Parmentier pour la propagande et de Eichmann pour l'absence de scrupules était le rejeton de la lignée intellectuelle qui commençait par Hegel et s'est poursuivie avec Marx, Engels, Lénine et Staline.

Alors que les chercheurs communistes des sciences expérimentales se sont démarqué du lyssenkisme, ce dernier peut toucher davantage les sciences sociales du fait d'un rapport variable à la vérité, en particulier dans l'interprétation des données. Le sociologue Bernard Lahire vu plus haut dénonce ce « rapport de pure arbitrarité vis-à-vis du réel[397]». Encore faut-il distinguer l'exercice de ces sciences au Nord (pays riches) et au Sud (pays en voie de développement). S'il n'y a pas falsification des données comme dans le lyssenkisme, l'imposition répétée d'interprétations fautives sans tenir compte des preuves à décharge devient une falsification éventuellement involontaire. Au Nord, les données souvent mono-disciplinaires permettent de dénoncer et de proposer des solutions partielles aux manquements sociétaux. Écartées par les gouvernements gênés par ces données et ces solutions, les sciences sociales se politisent pour être écoutées, ce qui accentue leur marginalisation. Il existe alors peu de programmes d'actions menés directement en lien avec la connaissance sociale au Nord. Au Sud, les *development studies* laissent indifférentes les sociétés des pays riches. Avec les ONG, les SHS dénoncent ET agissent au moyen de programmes de développement directement inspirés des analyses disciplinaires. Malheureusement, l'échec répété[398,399] ne conduit pas à réviser le paradigme intellectuel, sauf à la marge avec des modes à suivre telles que, successivement, le développement durable, la bonne gouvernance, les approches participatives, les actions pour les dominés, les Paiements pour Services Environnementaux et, dernièrement, l'agroécologie. Le paradigme de la

[392] https://fr.wikipedia.org/wiki/La_Structure_des_r%C3%A9volutions_scientifiques
[393] https://planet-terre.ens-lyon.fr/ressource/derive-continents-wegener.xml#bilan-1930
[394] https://www.cairn.info/histoire-de-l-histoire-des-sciences--9782600008280-page-241.htm
[395] https://journals.openedition.org/chrhc/3346
[396] Cas du philosophe Dominique Lecourt. Epinglé par Maurice Duverger en 1980 dans Les Orangers du lac Balaton (éd. Le Seuil) dont le titre renvoie à l'agronomie du « socialisme religieux » de Marx (les orangers ont gelé), Lecourt verra plus tard sa peine intellectuelle amoindrie : « Dominique Lecourt, peu suspect d'anticommunisme primaire, a très bien décrit la métaphysique à la base du lyssenkisme et il qualifie sobrement son inventeur d''imposteur atteint d'un délire spéculatif pseudo-scientifique'» (https://brill.com/downloadpdf/journals/ges/58/3-4/article-p329_18.pdf).
[397] https://www.calameo.com/read/0002150226ed469b639ff
[398] https://www.karthala.com/accueil/3402-la-revanche-des-contextes-des-mesaventures-en-ingenierie-sociale-et-au-dela-9782811123628.html
[399] https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/divers13-04/010055248.pdf

culpabilisation par l'histoire coloniale, inchangé, peut être considéré comme un lyssenkisme d'interprétation quand il oublie que les pays du Sud-Est asiatique ayant connu la colonisation se sont développés. L'indifférence aux résultats touche aussi l'agronomie et l'écologie appliquée, mais dans une moindre mesure comme on l'a vu plus haut. Le réveil du lyssenkisme est toujours possible dans les démocraties quand l'indifférence, du fait par exemple d'un enjeu minime de la connaissance pour les pays du Nord, empêche la confrontation des idées.

Une science frelatée n'est pas seulement liée à un régime dictatorial puisque des acteurs (chercheurs, ONG, opinion publique et politiques –hier c'était le clergé) peuvent, dans des cas où l'efficacité n'est pas recherchée (l'efficacité est le critère *number one* du capitalisme en cas de non-monopole), en toute bonne conscience et pour une tout aussi noble cause que l'égalité sociale, estimer avoir raison sans rechercher des preuves à décharge. La pseudo-agronomie communiste n'a d'ailleurs failli que sur le plan théorique car, parallèlement, les améliorations variétales classiques ont eu lieu, tout comme l'usage des engrais et les façons culturales. Le climat n'est pas en cause car la Russie et l'Ukraine sont devenus récemment des grands exportateurs de céréales, colza et tournesol. Tout le monde s'accorde à dire que les famines furent dues à la collectivisation des moyens de production qui bureaucratisaient de manière kafkaïenne une activité qui doit s'adapter en permanence. La collectivisation ôtait également toute motivation aux producteurs devenus des salariés lambda. Si l'encouragement stakhanoviste a fleuri en URSS, c'est justement parce que la motivation était absente et il serait absurde, pour un historien du futur, de faire de l'URSS un modèle de motivation individuelle sur la base de ce phénomène qui montre, en miroir, l'absence générale de motivation[400].

L'encadré ci-dessus suggère aussi que les SHS sont coupables d'un lyssenkisme d'interprétation, mais qu'en est-il des autres chercheurs qui participent au développement adultéré ? Lyssenko était agronome et on doit s'interroger si l'agronomie est susceptible de lyssenkisme dans la mesure. L'optimisme technique que n'ébranle pas les échecs répétitifs conduit aussi à cerner le type de lyssenkisme en question sachant que la théorie agronomique n'est pas en cause. D'un côté, l'agronomie bénéficie d'une certaine bienveillance pour façonner des semences et concevoir des façons culturales effectivement utilisées, d'autant plus que les agronomes sont sur le terrain avec les producteurs pour les aider à ajuster leur process. D'un autre côté, elle contribue activement à l'agroécologie sans que personne n'en ait démontré la faisabilité économique (elle ne fonctionne avec des prix élevés). Si l'échec en était l'issue, elle serait plus coupable que les autres disciplines du fait de son expertise technique. Bien sûr, elle pourra se décharger de sa responsabilité en arguant : 1. que l'économie sort de son champ de compétences (ce qui est faux) ; 2. que l'agroécologie étant très diverse, elle n'a travaillé que sur les branches économiquement rentables (vrai) ; ou 3. que l'agroécologie lui a été imposée par les ONG et les gouvernements (vrai également). Elle pourra même dire qu'elle avait prévenu que « L'agroécologie demeure lacunaire[401] », mais aucun agronome n'a ultérieurement étayé ces critiques préalables. Ce faisant, le suivisme devient le coupable du gaspillage des énergies intellectuelles et financières qui bloque la recherche d'alternatives au développement. Se plier sans critique aux injonctions des ONG, voire contribuer activement à une mode de développement ne saurait innocenter les agronomes. Ici, les agronomes sont coupables de lyssenkisme (la théorie agroécologique est fausse pour sous-estimer l'économie de ce type de pratiques) par suivisme et absence de volonté critique (la théorie agronomique reste vraie). La

[400] L'autre facteur de développement agricole de la Russie et de l'Ukraine est la concentration foncière aux mains des financiers étrangers (expulsés avec la guerre) et nationaux, dont certains « kulaks » qui ont repris les terres des coopératives avec l'aide des banques modernisées. Les experts étrangers et la technification ont suivi : Estelle Lezean, 2023 : https://aoc.media/analyse/2023/08/31/lagriculture-russe-laboratoire-de-guerre/.
[401] https://agroparistech.hal.science/hal-02264190/document

persévérance de l'agronomie est coupable par refus d'instruire le savoir dans les autres disciplines alors que l'agronomie prétend à l'action efficace. Elle conforte un système dont elle tire des bénéfices (financements de la recherche, possibilités de publication, reconnaissance internationale). Il est dommage qu'elle ne tire pas les leçons de ses propres savoirs quand les études en agroéconomie avaient fustigé précocement l'agroécologie.

La régulation dans la science

Le développement est prédisposé au lyssenkisme par la liberté sans régulation dont jouissent les SHS et l'agronomie, ceci pour des raisons différentes. Mais l'accusation contre le lyssenkisme soviétique a moins porté sur l'agronomie que sur la science en général, toutes disciplines confondues au Nord comme au Sud. Une comparaison croisée entre branches de la science ainsi qu'entre le Nord, le Sud et le communisme permet d'abord de préciser les conditions sociopolitiques d'exercice de la science, ceci avant d'envisager une régulation interne avec la notion de paradigme. Le premier aspect de la régulation, externe, repose sur le régime sociopolitique. La singularité du régime communiste force la mise en relief des facteurs en jeu dont l'action devient plus lisible, un peu comme lorsque les neurosciences travaillent avec un moine bouddhiste pour révéler les effets de la méditation. Aussi défendre une cause aussi noble que l'égalité sociale au point de rendre secondaire la science est-il irrecevable même si ses défenseurs estiment que la cause vaut quelques accrocs. A ce jeu, le lyssenkisme guette même dans les démocraties où il y a toujours des progressistes auto-proclamés pour s'appuyer sur les quelques scientifiques qui jouent ce jeu malsain. Un parallèle avec le populisme peut être dressé quand les militants d'un parti politique attaquent les règles communes pour défendre une bonne cause (protection des minorités, des animaux, environnement) au nom d'institutions qui seraient vendues au capitalisme. Le résultat ne se fait pas attendre : la cause n'est pas mieux défendue et les institutions sont affaiblies. Face à ces impositions, la réponse semble simple : la liberté pour à la fois inventer et pour débattre. Néanmoins, cette liberté nécessaire est loin d'être suffisante quand pointe régulièrement le souhait de moraliser la science, par exemple avec des codes de déontologie. Mais la connaissance libre ne signifie pas qu'elle ne doit pas être régulée. Les défenseurs de principes absolus qui idéalisent la liberté pour de mauvaises raisons doivent se pencher sur l'indéfinition des mécanismes de régulation.

Trop libres dans leurs réflexions et dans les applications en termes de programmes, les études de développement patinent en permanence. Le Nord, comme on l'a entrevu plus haut, est substantiellement différent : les SHS se politisent et se marginalisent car les gouvernements rejettent des analyses partielles et orientées idéologiquement. Au Nord également, la profession agricole exige des comptes à l'agronomie qui doit assurer un service avec des connaissances qui lui font reconnaître, souvent en aparté, que l'agronomie est plus un art qu'une science, autrement dit que les idées ne valent que par des applications concrètes. En gros, la démocratie et le capitalisme exigent de l'efficacité jusque dans les théories, faute de quoi les financements s'arrêtent. Il n'en va pas de même dans le développement où les récipiendaires des programmes n'ont pas les moyens de s'opposer aux sciences compromises, l'agronomie des ONG incluse. La participation n'est bien sûr qu'un leurre puisque ni les syndicats ni la profession ne peuvent faire barrage. Si l'agronomie est responsable techniquement de l'échec de l'agroécologie, les SHS quant à elles sont responsables d'un développement trompeur au sein duquel elles galvaudent la liberté de réfléchir en se mettant au service du progressisme bienpensant. Une liberté sans régulation ni contrepouvoir est donc vaine pour la connaissance. Faute de protestations, aucune remise en cause du paradigme néocolonial, participatif ou anti-technique n'est possible. Cette bien-pensance politisée en lien avec le deuxième rideau n'est qu'un vernis qui recouvre un obscurantisme durable.

Pour les soviétiques, la grande cause de l'égalité sociale méritait selon eux de grandes ambitions qui autorisaient les entorses à la science considérée comme capitaliste. En interne, les communistes se sont polarisés seuls car ils cherchaient à éduquer la société considérée comme une ennemie. C'est le principe du totalitarisme. En externe, la menace que faisaient peser les pays occidentaux a favorisé le sentiment obsidional. Dans cette bulle à la fois intrinsèque et extrinsèque, les communistes ont construit un système fait de soumission et d'idées si cohérent (une théologie où Dieu est remplacé par le prolétariat) qu'il n'y avait pas de possibilité pour un compromis. On verra plus loin que c'est l'interdiction d'un compromis qui pose problème. Mais déjà, existe-t-il la possibilité d'un compromis dans le développement ? Dans le développement, la science est libre et ne falsifie pas. Mais l'urgence de la cause quelle qu'elle soit (pauvreté, environnement, droits de l'homme) congèle les savoirs qui lui sont soumis. Dans ce micmac de bien-pensance, les injonctions financières, médiatiques, intellectuelles et morales affadissent les savoirs et dénaturent les actions. Les modes successives de développement font partie du système pour relancer la croyance dans le paradigme qui, lui, n'est pas altéré. Chaque mode devient une vérité qui s'impose à tous du jour au lendemain et écarte les critiques au nom du supposé : le paysan a besoin d'aides ; le pays du Sud n'a pas les moyens (lesquels ?) ; les pays riches ont une responsabilité ; etc. Il y a du lyssenkisme dans la science dès lors qu'elle n'est plus soumise aux régulations de l'efficacité.

Depuis que les bonnes causes s'enchaînent sans souci de cohérence, la science est en danger. Les principes défendus par les philosophes, les artistes et des scientifiques hors leur domaine (les physiciens et les climatologues qui défendent le climat ne connaissent rien en matière sociale et politique) sont relayés complaisamment dans les médias au point que la caisse de résonnance de l'unisson (simpliste) semble sonner juste. Le résultat est la polarisation de la société entre les moralisateurs et les réalistes alors que tout le monde souhaite le même objectif. Le juste n'est pas le vrai et le lyssenkisme n'est pas le capitalisme : « Ach, ein groß malheur ».

Le deuxième point où le lyssenkisme éclaire la nature de la science, après le cadre sociopolitique d'un fonctionnement à la fois heurté et régulé, concerne justement la régulation des heurts et des certitudes. Les fausses certitudes et la liberté doivent faire bon ménage mais sont déstabilisantes quand les interprétations produisent des exagérations. Car, si Lyssenko s'était contenté d'évoquer les faiblesses de l'hérédité mendélienne sans l'attaquer (sa motivation était d'affaiblir le capitalisme), il aurait été reconnu comme le précurseur de l'épigénétique. Engels ne disait pas autre chose en signalant le coup de force de Pasteur contre Pouchet. Face à une réalité déroutante, et plutôt que de partir dans tous les sens, les scientifiques ont collectivement besoin d'un cadre partagé. Et si le paradigme est clairement exprimé (ce qui est plus rare en SHS), il peut être repris occasionnellement et dépassé, souvent sans tout remettre en cause tant les données ont permis d'échafauder le paradigme initial.

Tout chercheur sait que le paradigme auquel il adhère n'est pas à l'abri du soupçon parce qu'il existe toujours des données en attente d'explication. Le réflexe immédiat est de protéger le paradigme en analysant la méthode et ses limites, mais si les résultats inattendus demeurent, reste la possibilité de reprendre le paradigme. Le chercheur qui fait confiance à ses collègues et qui doute en même temps peut laisser une porte ouverte aux théories qui paraissent farfelues au début. Aussi Lyssenko avec son bagout et ses appuis a-t-il attiré originellement des collègues. Ce n'est pas parce que des chercheurs se sont opposés d'entrée de jeu à Lyssenko (car ils s'opposaient à l'URSS) qu'ils avaient raison. Mais l'information sur les dérives à répétition de Lyssenko (il remettait en cause les chromosomes comme support de l'hérédité) a alerté les scientifiques, y compris les scientifiques communistes à l'étranger.

Ce n'est pas parce qu'il y a un doute raisonnable que la science est dans l'erreur permanente et ce n'est pas parce qu'il existe un paradigme que la science détient la vérité. La science a besoin de garde-

fous et, pour le moment, c'est son efficacité en termes pratiques qui garantit sa légitimité. Aussi la science chinoise montre-t-elle des avancées inouïes dans le cadre du capitalisme d'Etat, pourtant sourcilleux sur certaines hypothèses. D'ailleurs le capitalisme n'a pas que des avantages pour la science quand par exemple un monopole bride les idées prometteuses. Reste que le capitalisme repose sur la liberté qui autorise la recherche fondamentale sans recherche d'efficacité ou de retombées économiques. Le capitalisme redevient immédiatement en scène avec les applications d'un nouveau paradigme[402] qui peuvent consolider ou affaiblir le paradigme. A ce titre, la recherche est moins inféodée au capitalisme directement par l'efficacité et la concurrence et indirectement par la liberté qui favorise l'ouverture d'esprit. Reste un paradigme nécessaire pour obliger les scientifiques à travailler de concert.

Garder la science, déconstruire les certitudes

La conclusion est que l'agronomie se prête à un savoir général sur le développement dès lors que sa base technique, en amélioration constante, fournit les éléments pour apprécier telle qu'elle est la nature des réalités sociales. On est loin des SHS criblées de normes dans un bouillon de culture sans espoir. On examine plus bas le potentiel de la sociologie politique, encore épargnée par les normes des SHS mais novice dans le développement, dont le rapprochement avec l'agronomie serait fort utile aussi incongru qu'il apparaisse. Les deux disciplines, peu idéologiques a priori, ne sont pas dogmatiques a posteriori par une compréhension du terrain dont elles sont proches de la réalité : l'agriculture pour l'une, le monde politique pour l'autre. Cette intimité donne la possibilité de critiquer les préjugés de l'opinion publique, des SHS et des discours des acteurs du développement. Cette critique conduit à la déconstruction des sagas (agronomie) et des normes (analyse de discours en sociologie politique à l'instar de Jon Elster[403]). La déconstruction invite alors à une reconstruction prudente et peu idéologisée, par exemple par le recours à la comparaison. A long terme, la science cumulative et l'approche transdisciplinaire sont en mesure de porter des fruits pour le développement.

Alors que le fonds de commerce de l'agronomie est l'accompagnement des économies agricoles en transition, un des obstacles qui s'interpose pour comprendre les situations est la saga construite par les gouvernements sur la base des génies clairvoyants. En effet, quand l'élite dans un élan d'engagement républicain veut booster l'agriculture jugée en retard et la forcer à se moderniser, les génies se multiplient comme les saints aux premiers temps du christianisme : le besoin crée autant les génies que les saints. Reprise sans critique par les agronomes, la narration laisse croire que l'invention est suffisante et que l'invention naît de l'homme ou de la femme providentielle. Pour progresser, il faut en préalable « déconstruire » la saga des précurseurs (Varron Columelle, Olivier de Serres, Parmentier ou Norman Borlaug) qui sont les purs produits d'une propagande (ce qui n'enlève rien à leur savoir) plus que les polymathes du changement. Une fois éliminé le caractère génial de l'agronomie, il est possible de distinguer les savoirs utiles et inutiles pour le développement (cf. 1ère partie - L'Europe et les États-Unis aux XVIIe et XVIIIe siècles). Un autre élément qui favorise un récit hors sol avec les agronomes dans le rôle-titre est la disqualification des paysans routiniers. Même si les agronomes ne cautionnent guère cette vision, ils ne la démontent pas et, pour beaucoup, il va de

[402] Le paradigme peut être considéré comme des règles à suivre par les scientifiques pour avancer ensemble. Un parallèle avec l'histoire de la peinture suggère que ce paradigme demeure nécessaire même si, en toute logique, il bride l'imagination. En effet, la peinture académique qui recherchait le réalisme exalté quasi-photographique fut remise en cause par sauts par les nouvelles générations de peintre jusqu'à l'impressionnisme. En enlevant peu à peu les règles tacites sur la nature du beau (pour de bonnes causes comme l'expression du ressenti jusqu'au questionnement du beau et sur le rôle de dénonciation sociétale), la peinture a perdu son âme au point d'un retour à la peinture académique ou kitsch de nos jours à de rares exceptions près.

[403] https://www.persee.fr/doc/rfsp_0035-2950_1994_num_44_2_394826

soi que l'agriculture manuelle précède la culture attelée, elle-même antérieure à la mécanisation. Outre que l'agronomie n'est pour rien dans ces changements, d'autres agronomes expliquent l'ancrage économique de l'agriculture attelée ou manuelle dans les campagnes modernisées en particulier au Sud où le coût de la main-d'œuvre est réduit.

Comme les autres disciplines tournées vers l'action, l'agronomie suit les modes, accompagne et explore sans nier les dimensions économiques et sociales mais sans aussi les considérer avec suffisamment de profondeur. On a vu plus haut qu'elle promeut (hors militantisme) l'agroécologie comme une possibilité parmi d'autres avec sa perfectibilité et ses limites car l'agroécologie est traitée sans renier ni la science ni la proximité avec le terrain social. S'il y a une faille dans la science pour l'action, qui ne compte pas seulement l'agronomie, je la situe davantage dans deux travers qui minimisent les données et/ou le terrain : la modélisation et les méta-analyses. La modélisation repose sur l'articulation de différentes dimensions du réel y compris les aspects qualitatifs. Mais elle a plus dérivé vers la sophistication des outils que vers la recherche des mécanismes sociaux mal connus. Elle sert désormais à « noyer le poisson » avec des projections peu fiables qui ont l'avantage, politiquement parlant, de servir les manipulations. La réunion de quelques dimensions du réel ne conforte ni la science ni le développement comme on pourrait pourtant pu le croire quand elle ajoute de l'incertitude. On l'a vu avec les scénarios de l'agroécologie qui servent moins le débat que l'activisme, avec les indicateurs sur l'eau durable calculés plus sur des modèles que sur la seule évolution de la pluviométrie, ou encore avec l'approche multivariée ou multicritères qui décide en place des élus. Quant aux méta-analyses, elles empêchent l'accès aux données de base, réduit la connaissance du terrain qui inspire par ailleurs la prudence et bride l'exercice de l'esprit critique.

Le moteur du changement agricole est économique mais il ne dépend en rien des sciences économiques, qui sont aussi perdues que l'agronomie pour comprendre le développement (cf. Economie du Développement plus haut). Si l'économie est le moteur de la transformation des agricultures éventuellement par une politique de prix et de crédit, que doivent à l'agronomie les succès comme la Révolution verte, la modernisation des paysanneries européennes, le succès durable de l'agriculture américaine et argentine et les modernisations des agricultures dans le monde, paysannes incluses ? L'agronomie est un facteur facilitateur comme les banques, les marchés, les facilités de transport, etc. Si l'agronomie des notables et plus tard celles des experts et des ONG ont failli, l'agronomie a connu des succès remarquables à la reprise après-guerre : c'est donc aux Trente Glorieuses qu'est redevable le succès.

Le savoir partiel ne permet pas de fonder le changement : pour les SHS et l'agronomie ancienne, il fournit des certitudes ; pour l'agronomie moderne, il permet d'accompagner. C'est d'autant plus vrai quand la sophistication des économies et des techniques exige des diagnostics élaborés pour dépasser les blocages. Pour une voiture, c'est la « valise électronique » et pour la santé, des années d'apprentissage médical auxquelles commence à se substituer l'intelligence artificielle. En agriculture, les outils de diagnostic cherchent à identifier les « pannes » économiques, techniques, organisationnelles et même psychologiques[404]. Après les analyses biochimiques ou morphologiques (du système racinaire par exemple), les chercheurs ont mis au point dans les années 1970 l'élaboration des composantes du rendement pour identifier à quel moment la production était contrainte. On a remarqué à cette époque qu'un goulot d'étranglement technique comme une date de semis trouve une solution non pas nécessairement au sein de la ferme, mais dans son environnement par des coopératives de matériel ou le crédit. Les sciences économiques ne maîtrisent

[404] …quand par exemple les agriculteurs jugent des pertes de rendement au nom supposé de la fatigue du sol alors que les rendements augmentent objectivement (avec la vulnérabilité des fermes aux-à-coups météorologiques).

ni le domaine technique ni le changement d'échelle. Dans le même ordre d'idée, une erreur commise par les agronomes fut de transférer la valise des diagnostics minutieux aux pays du Sud (qui n'en avaient nullement besoin) alors que leur problématique était moins l'amélioration à la marge que le saut quantitatif des rendements. En effet, une agriculture moins performante gère le risque et les ressources de manière moins tendue que dans une agriculture de pays riche.

L'agronomie fait confiance à l'économie, à la pédologie et aux SHS alors que ces disciplines ne sont nullement prêtes à traiter le développement dans ses principales dimensions. S'il faut moins de généralistes tournés vers l'action dans les ministères, il faut plus d'agronomes en économie rurale et en SHS. Car le bilan de l'agronomie des dernières décennies est divergent : des progrès essentiels en science avant les années 2000 et un accompagnement de l'agriculture classique encore que plus heurté que jadis du fait des multiples contraintes auxquelles l'agriculture est confrontée et auxquelles l'agronomie doit répondre. Quel est le goulot d'étranglement d'une science pour le développement ? C'est justement la science pour le développement avec des disciplines inaptes et cousues de normes et de préjugés, dont le penser académique me n'est pas le moindre. L'agronome doit donc investir les disciplines utiles sans leurs membres inféodés à des logiques de dénonciation. C'est principalement l'économie et la sociologie politique. L'insuffisance de l'interdisciplinarité est notoire depuis un demi-siècle et seule la transdisciplinarité à partir des disciplines capables peut servir le développement. On imagine les conflits avec les autres champs du savoir et donc avec l'encadrement de la recherche, mais c'est le prix à payer pour que les bénéficiaires du développement en profitent enfin. Pour ce faire, les agronomes doivent intégrer dans leur cursus de formation l'histoire de leur discipline et la sociologie politique.

SOCIOPOLITIQUE

Si la « sociologie politique » est, en théorie, la discipline scientifique la plus apte à saisir les différentes dimensions du réel, encore faut-il préciser de quelle sociologie politique il s'agit. Elle est en effet revendiquée à la fois par la sociologie et les sciences politiques et chaque pays avance une conception en lien avec son histoire et son régime politique. Les deux écoles les plus prometteuses sont issues des sciences politiques pratiquées en France et d'une hybridation disciplinaire aux Etats-Unis, pays beaucoup plus diversifié en la matière. En France, la sociologie politique tente de s'émanciper des sciences politiques qui privilégient l'Etat. Les acteurs sociaux sont abordés dans leurs pratiques et leur contexte afin d'identifier les formes variées de pouvoir. La sociologie politique dispose donc d'une base conceptuelle bâtie par les auteurs qui ont étudié des cas représentatifs des gouvernances, des régimes et des pouvoirs dans les pays occidentaux[405]. On est loin des dominations surdéterminantes préemptées par la sociologie (classes dominantes) et l'anthropologie (néo-colonialisme) qui ne prête à l'histoire que le sens unique de leurs préjugés.

Les pouvoirs expliquent une bonne part de la vie sociale. Mais de quels pouvoirs s'agit-il quand une rumeur, un free rider et un veto player[406] peut enrayer l'action collective? Les SHS pérorent selon leur seul point de vue : libéral, structuraliste ou marxiste. Si Karl Marx et Michel Foucault sont abondamment cités, c'est qu'ils ont caractérisé certaines formes de pouvoir sans épuiser le sujet. Les pouvoirs qui s'exercent sur le terrain sont plus variés que la biopolitique, le panoptique, le pouvoir pastoral et la domination de classes. Au moins chez Foucault, le pouvoir n'est pas issu du pacte faustien signé avec une idéologie. La *political ecology*, avec le sous-courant de la *critical political ecology* spécialisé dans l'approche technique, fait partie des tentatives les plus ouvertes pour traiter les réalités multidimensionnelles sauf quand elle est sous-traitée à des militants qui bloquent toute

[405] Pierre Lascoumes, Marie-Claude Smouts, Jean-Pierre Le Bourhis, etc.
[406] Le free rider en refusant d'appliquer un règlement et le veto player en refusant de négocier.

généralisation. Aussi fait-on appel de plus en plus à la rumeur, au pouvoir des experts, aux réseaux d'influence, groupes de pression, liens personnels et à l'opinion publique[407] pour dépasser les organigrammes formels, les dominations fixées a priori ou les hommes providentiels agissant en dehors de toute base sociétale. Rien n'est facile car les jeux d'influence sont délicats à évaluer et même à percevoir quand on pense à la manipulation du *Cambridge Analytica* dont l'influence réelle, sans doute faible, a fait basculer une élection polarisée. Déjà, l'élaboration d'une science des pouvoirs multiples permet d'ores et déjà de marginaliser la sociologie, l'anthropologie et toutes les normes du *yaka faukon*. A l'exception de l'anthropologie politique qui n'est que le rapprochement de l'anthropologie avec le marxisme, l'inclusion du champ politique aux faits de société, à l'économie, à la géographie (l'histoire est nécessairement politique), mais aussi à l'écologie et à l'agronomie réduit le biais normatif : cette inclusion devrait être rendue obligatoire.

Pour le développement, le potentiel de la sociologie politique est élevé par l'attention accordée aux données de terrain et à la déconstruction systématique des discours pour cerner les intérêts. Cette approche critique, si elle ne sombre pas dans le jugement, éclaire les jeux d'acteurs et écarte les aprioris. C'est d'ailleurs le seul avantage des données fines qui apportent peu mais obligent à sortir des préjugés. Cette sociologie intègre l'économie et ne fait pas l'impasse sur les discours techniques. Par exemple, un manuel universitaire introduit d'emblée le caractère paradigmatique du discours militant. Ce dernier n'a de sens évident que pour le public de l'obédience. La compréhension subliminale de la sensibilité partisane passe par la déconstruction du discours qui, au-delà des émotions et des arguments de circonstances, éclaire l'objectif de l'orateur en interrogeant « qui parle à qui ? » : « Ainsi la nécessité de ne pas affaiblir la cohésion du parti conduit-elle à imposer un minimum de discipline dans l'expression. Il est inévitable de faire silence, délibérément ou inconsciemment, sur des faits susceptibles d'être excessivement démobilisateurs. Surtout peut-être, les exigences du combat politique impliquent une recherche de causalité qui soit productive de soutiens. Cela signifie imputer à son propre camp, autant qu'il est plausible, la responsabilité d'événements positifs et rejeter sur le camp adverse la responsabilité d'événements négatifs ». Et l'auteur de rappeler cette évidence pas toujours partagée : « pour comprendre le discours de l'acteur engagé, et pouvoir en peser les limites, il est important de savoir 'd'où il parle'. Il s'ensuit qu'il est problématique de demeurer un politiste rigoureux lorsqu'on est en même temps un intellectuel mêlé aux combats de la vie politique[408]». Le discours politique se prête le plus à la déconstruction, mais la méthode doit s'appliquer à tous les acteurs étudiés, y compris l'agriculteur dans son champ d'oignons : en effet, il prend à parti l'observateur pour désigner un coupable, pour articuler un message politique ou pour occulter des pratiques peu régulières. Tout dépend du contexte et n'importe quel interviewé face au journaliste ou au chercheur fait passer le message de son camp. Mais le discours pris au pied de la lettre est trop utile aux disciplines qui dénoncent[409].

Je me suis largement appuyé sur la sociologie politique dans cet ouvrage et les tomes précédents. La sociologie politique dispose d'un potentiel si elle reste empirique et si elle utilise à bon escient ses outils de décryptage des pouvoirs. Il lui faut éviter l'académisme qui additionne les commentaires, les plus doctes étant le fait de la sociologie surplombante et sûre de ses certitudes comme on l'a vu plus haut. Dans les SHS, personne ne se soucie de comprendre une réalité sans préjugés comme s'il fallait être fou pour tenter une telle entreprise. C'est au point où toute tentative dans ce sens,

[407] Avec des résistances comme chez Pierre Bourdieu et ses défenseurs.

[408] https://istagmali-bibliotheque.com/wp-content/uploads/2021/11/Manuel-de-Sociologie-Politique-Braud-Philippe-Sociologie-politique-LGDJ-2016.pdf

[409] Les agronomes sont habitués aux plaintes des agriculteurs confrontés aux prix, aux sols fatigués –voir plus haut, au gel et aux commerçants, sans compter la maladie du chef d'exploitation. Rien n'est faux, mais le discours particulier ne saurait être repris sans recoupement, vérification et déconstruction.

nécessairement imparfaite, est critiquée au nom des normes en vigueur. Ne suffit-il pas d'évoquer l'absence d'une référence bibliographique pour jeter à bas un édifice ? Les petits juges de l'académie concatènent les réquisitoires contre le système et entretiennent l'ignorance dans un verbiage en boucle : « En parallèle, l'analyse socio-anthropologique fine est consolidée. Elle fait ressortir les effets de ces contextes changeants sur les pratiques professionnelles et sociales. À l'insécurité des terrains (désormais une préoccupation centrale) générant des postes dédiés au sein de nombreux organismes aujourd'hui, se conjugue la prise de conscience de la démesure des actions à entreprendre à la seule échelle des territoires. La critique sur le manque de volonté politique des gouvernements et des principaux bailleurs à agir s'exprime désormais ouvertement de la part des organisations d'aide. De la même façon, elle est relayée par les praticiens eux-mêmes, qui ont de plus en plus de peine à se déployer sur des territoires où, depuis plusieurs années, les intermédiaires institutionnels nationaux font le choix de privatiser leur activité et où, de fait, les relais locaux manquent ». L'emphase de la « démesure » est vaine et tout lecteur lambda se pose la question : que signifie « le manque de volonté politique » que les SHS brandissent tous les jours ? Ressentis, approches sensibles et commentaires n'apportent rien au savoir à l'instar des chercheurs des décennies passées.

Alors que la sociologie politique devrait être une source d'inspiration pour tous, une révolution copernicienne sera nécessaire pour mettre à bas une académie qui ronronne. Il n'y a rien à attendre d'un ministère de la recherche peu connu pour son volontarisme et sa clairvoyance. Les sciences sociales ont réussi à s'aménager des niches qui se serrent les coudes dès que l'écosystème les soumet à des pressions, par exemple celle qui consisterait à être scientifique. Le chemin sera long et il est probable que l'objectif du savoir ne sera jamais atteint, a fortiori le savoir utile et multi-dimensionné. Si la sociologie politique a un potentiel heuristique, c'est plus des disciplines ouvertes comme l'économie et l'agronomie que viendra le changement. Car les obstacles sont nombreux pour la sociologie politique qui, peu aguerrie dans les dimensions techniques, a tendance à se rabattre sur les normes en vigueur dans les SHS. Seul l'égo des chercheurs préserve l'indépendance de cette jeune discipline. Un égo donne provisoirement des prétentions à la marginalité jusqu'à ce que l'ignorance de quoi on parle conduise aux normes recuites. On a vu plus haut les percolations avant-gardistes des SHS (sciences de gestion, psychologie) et le lest des origines (l'Etat régalien dans les sciences politiques) auquel il faut ajouter les modalités administratives de la recherche. En France, la sociologie politique est partiellement une discipline universitaire puisque les sciences politiques dépendent d'une poignée d'Instituts qui forment des techniciens de la rhétorique et des rouages administratifs : agents de l'Etat, lobbyistes et élus. Or la rhétorique est le domaine de l'esbroufe qui fait briller les diplomates et cherche à convaincre sans comprendre. Et ce petit monde a ses gourous, ses controverses cinglantes et ses instituts partisans comme l'IDDRI vu plus haut. Bruno Latour enseignait le relativisme sur la base de controverses scientifiques où les opposants d'une dispute scientifique quelconque étaient mis dos à dos sans analyse technique en mesure de prioriser les arguments. Dans ce jeu, le professeur Raoult valait tous les spécialistes du Covid-19. Quant aux controverses, elles opposent frontalement la gauche et la droite, ou encore la gauche postmoderne au reste du monde. Les obstacles sont tels que seul un violent coup de balai permettrait, en ligne de mire, de développer les études de terrain. D'une certaine manière, la sociologie politique pourrait prospérer du côté du bon sens si elle était protégée dans un institut de recherche avec domination effective sur les organismes d'enseignement.

En attendant des bouleversements improbables, la sociologie politique montre la même inutilité que les SHS du développement. On peut ajouter l'inutilité des professeurs car ce type de cours magistral montre que rien n'avance et que l'enseignement continue à végéter dans l'académisme stérile. Il sert seulement à dénoncer les certitudes d'hier pour entériner les certitudes d'aujourd'hui. Qu'on veuille dévoiler des contradictions, ce serait un point de départ à condition de les documenter et les

pondérer. Pour progresser, il faudrait interroger le pourquoi de la domination des universités sur les instituts publics de recherche. Ces derniers sont loin d'être des modèles, mais leur connaissance multidimensionnelle est moins hors sol même si l'idéologie imprègne les disciplines les plus exposées. Aussi l'empirisme est-il assujetti à celui qui maîtrise les références et qui classe comme le font ceux qui ont perdu le contact avec le terrain, autrement dit à celui qui enseigne. Ceux-là attirent car ils fournissent les (fausses) promesses de la généralisation. Pour une comparaison utile des études de cas, il faut inverser le stigmate et donner la priorité à l'empirisme. Cela évitera les descriptifs laborieux (des changements) et savants (avec moult références) de l'académisme.

Au lieu de singer l'académisme, la sociologie politique serait inspirée d'utiliser son indépendance d'esprit (elle dénonce à sa manière et n'est inféodée à personne, surtout pas aux ONG) pour valoriser un potentiel méthodologique et s'atteler à la compréhension multidimensionnelle. Dans le domaine du développement, le retard est abyssal, il y a beaucoup à faire et les différences entre pays relèvent justement du champ de compétence de la sociologie politique. Sa jeunesse fait qu'elle est moins armée que la *political ecology* mais cette dernière, comme les SHS en général et malgré l'appellation *political*, est loin de prendre en compte la nature des pays du Sud. La nature sociopolitique de ces derniers demeure un angle mort avec, pour conséquence d'une ignorance assumée, le réflexe automatique de la norme ethnocentrique[410]. Le conseil maintes fois répété depuis Georges Balandier reste lettre morte : « le Tiers Monde constitue le véritable terrain d'épreuve de la validité générale des sciences sociales ». Cette ignorance est illustrée par la corruption jugée ou omise par les chercheurs. Aussi les chercheurs en sociologie politique, en écho avec la société française fustigent-ils ce qui se passe à Marseille. Mais l'appréciation normative ne saurait empêcher de comprendre et Marseille et les pays du Sud. Comprendre les modalités, les sources et la résilience de la corruption en suspendant son jugement exige un travail de longue haleine.

Reste que l'exemple vu plus haut du New Public Management appliqué sans discernement n'est pas anodin. Il dévoile la dérive spontanée vers la dénonciation à la mode dans les SHS. L'hégémonie de cette mode venue des pays anglo-saxons montre aussi l'incompréhension des valeurs et des pratiques en cours dans ces pays. Marseille, les pays du Sud, l'Europe et les pays anglo-saxons méritent un détour comparatif. Une sociologie politique, qui étudierait non pas les arcanes juridico-administratives mais les pratiques (par exemple des groupes de pressions à Bruxelles), parviendrait à combler le fossé.

Mes derniers conseils pour la discipline, encore que le salut proviendrait plus sûrement des disciplines qui intégreraient la sociologie politique, est que l'objectif de compréhension ne doit pas viser la recherche de solutions. En effet, la quête d'actions bride la réflexion et conduit à l'impasse dans laquelle se trouvent les ONG et les scientifiques. L'indépendance partielle de la sociologie politique est un avantage à condition d'avoir le courage de prendre ses distances avec l'académisme et l'opinion publique. Et il faudra revenir à l'essentiel qui concerne les causes de l'inefficacité et les fondements de la légitimité du développement. Il faut donc faire l'inverse de l'ouvrage commenté ci-dessus. Aussi pour commenter ce qu'il appelle « les décisions absurdes du management », dont on ne sait pas s'il s'agit d'anecdotes et si le dispositif est réformable, l'exercice de style surfe sur les apparences. Pour ce faire, il remise l'essentiel pour conclure sur l'inutilité d'apprécier l'efficacité du développement. Alors que tout un chacun, du promoteur de développement à l'opinion publique, constate, à long terme, l'absence de développement et, sur le terrain, l'archéologie des projets faillis, il s'évertue à évincer l'essentiel : comprendre le développement et comprendre le Sud. Aussi la notion de performance s'apparenterait « à une mesure de productivité appliquée aux politiques publiques, ce qui, dans le

[410] Les ONG accusées d'ethnocentrisme par les ONG du Sud pourraient entraîner les SHS à faire leur mea culpa : https://theconversation.com/quels-roles-pour-les-ong-occidentales-dans-un-monde-qui-se-desoccidentalise-198452

domaine de la production des services, est questionné de longue date comme 'obstacle épistémologique' à leur analyse et leur gestion ». Ce ne doit pas être crucial aux yeux de l'auteur puisque ce n'est pas discuté. De plus, cela ressemble à une norme dans les SHS, une évidence qu'on ne discute pas. Le point final est sans appel : « l'aide au développement ne peut s'évaluer comme un investissement à l'aune de critères financiers, qu'il s'agisse de ses modes de gestion comme de la mesure de ses impacts. Comprendre les institutions de l'aide et leurs pratiques suppose de s'intéresser aux cadres qui sous-tendent la fabrique de leurs politiques ». Comprendre les institutions supposent de s'intéresser à l'inefficacité et à la légitimité brinquebalante qui en est la cause. En résumé, la sociologie politique est à la fois une confirmation et une inspiration. Elle confirme les ratages des SHS et c'est une promesse pour les chercheurs qui veulent évincer les appréciations superficielles.

CONCLUSION : LES CHERCHEURS EN PERSPECTIVE

Les chercheurs cèdent à la propension naturelle d'éviter d'approfondir ce qui fâche ou ce qui fait consensus, comme l'inefficacité chronique du développement et le rôle toxique des ONG. Ils sont alors en peine de comprendre les modes de développement, de distinguer savoir partiel et utile et d'envisager le poids détestable du commentaire académique. Un savoir microscopique ou faux a l'unique avantage de créer les certitudes nécessaires à l'action alors que rien ne laisse supposer l'amorce d'une compréhension utile depuis des décennies. Et par utile, j'entends un savoir qui avouerait éventuellement une impuissance. Les disciplines ne peuvent aucunement l'affirmer puisqu'elles baignent dans des certitudes étroites qui bien sûr n'incluent pas les autres disciplines qu'elles ne comprennent pas. Les solutions avancées par chacune : politique tarifaire pour les économistes, modifications institutionnelles chez les juristes, planification territoriale en géographie, tracteurs chez les agronomes ou crédit pour les plus nuancés, dénonciation pour tous les autres ne sont jamais considérées ensemble et jamais un chercheur ne se risque à discuter les solutions d'une autre discipline.

Que faire donc avec les chercheurs si on ne les congédie pas ? Les SHS ont failli et même celles dotées d'un potentiel ont peu de chances d'évoluer comme le suggère la sociologie politique. Il faudrait qu'elles évitent et l'action et la dénonciation pour initier un travail serré de compréhension d'ensemble. Fut-elle positiviste ou inutile à l'action, la méthode scientifique est la moins mauvaise solution car, au final, la science est plus cumulative que cyclique et il arrive qu'elle finisse par servir : l'électricité fut un amusement de salon pendant plus d'un siècle.

Les limites indépassables des SHS

Rétrograder les SHS dans les humanités ou la littérature ? Les privatiser car Platon, Rousseau et Voltaire n'étaient pas dans un laboratoire public ? Ce serait dommage car les sciences sociales sont utiles mais comment les responsabiliser alors que les chercheurs ne progresseront pas et resteront les serviteurs des ONG ou d'un autre acteur ? Dans l'écosystème social du développement, ce sont les seuls acteurs, avec l'opinion publique, qui ne sont pas impliqués dans l'action, dans les narrations vicieuses et dans la compétition financière. Il est vrai qu'il ne faut pas mélanger, parmi les chercheurs, ceux attirés par le simplisme radical et ceux perdus dans l'empirisme comme on le voit plus loin.

Spécialisation et normes

La spécialisation et la minutie des disciplines, on l'a vu, sont en fait deux obstacles mineurs. L'entre soi que j'examine plus bas est en effet plus problématique que la spécialisation. La dérive des analyses minutieuses où la minutie est confondue avec la rigueur peut être amendée. Certains citent Charles Darwin dont le souci pour les becs d'oiseaux qui varient en fonction des îles visitées par le Beagle

suggère que le détail est crucial en science. Les SHS oublient que ces becs servaient une pensée générale. On a vu aussi la facilité avec laquelle la géographie se perd dans le détail au point d'être piégée dans une impasse quand on a oublié l'essentiel. Inversement, les historiens maîtrisent les échelles de temps et d'espace du politique et seules les limites d'une discipline inapte à la moindre sociologie des pratiques (malgré des essais malheureux) empêchent toute généralisation convaincante.

La spécialisation outrancière des sciences sociales (le chercheur est spécialiste d'un domaine au sein de sa discipline et il publie dans un nombre restreint de revues) contredit la norme discursive des « faits totaux ». Il est fréquent qu'un chercheur fasse allusion aux faits totaux afin de généraliser son étude de cas. Mais le fossé entre affirmer et faire est rarement franchi. En fait, un phénomène est toujours total, tel un crime local qui est l'image d'une société particulière et d'une histoire universelle. La notion de fait total a d'ailleurs été conceptualisée en 1923, mais les pionniers ne prétendaient pas saisir les jeux politiques et les matérialités technique et économique. Aux deux restrictions de spécialisation et de minutie s'en ajoutent d'autres pour rendre impossible toute avancée dans l'entendement d'une société. Sans l'économie par exemple, on avance des idées non étayées comme la prégnance culturelle ou la dépendance au sentier[411] alors qu'un coup d'œil à l'économie, aux structures de pouvoir ou à la matérialité technique explique un invariant qui ne doit rien à la situation de départ[412]. Plus la spécialisation est outrancière, plus l'ignorance est grande, et plus les disciplines comblent leur ignorance par des normes et des croyances.

La spécialisation n'est que la partie émergée de l'académisme qui est ouvert aux idées en théorie aux idées et étrangement formé de chapelles fermées. Telle « une bouée de sauvetage dans la mer de l'ignorance », les normes et les idéologies à la fois donnent du sens aux réalités et forment ces chapelles. On a vu plus haut de nombreuses normes dans les disciplines de SHS, tel le colonialisme qui omet le décollage en Asie ou la dépendance au sentier. Je reviens sur la faute impardonnable d'accusation de technicisme qui oublie la matérialité technique et économique des réalités étudiées. Les SHS s'offusquent de la tendance à privilégier les expertises techniques dans les choix sociaux alors qu'elles les pratiquent quand l'économie promeut les paiements pour services environnementaux ou les géographes la planification territoriale.

L'approche technique incontournable

Les SHS s'inspire trop de la philosophie quand on entend que l'objectivité n'existe pas ; j'ai même entendu un chercheur évoquer le principe d'incertitude d'Heisenberg ! N'est-ce pas le message (mal compris) de Gaston Bachelard : « Il suffit que nous parlions d'un objet pour nous croire objectifs. Mais par notre premier choix, l'objet nous désigne plus que nous ne le désignons et ce que nous croyons nos pensées fondamentales sur le monde sont souvent des confidences sur la jeunesse de notre esprit[413]». N'importe quel jeune ingénieur n'en tire pas argument pour refouler la science et l'objectivité. Le chercheur a ses marottes et c'est tant mieux car elles sont sources de diversité. Mais la

[411] La dépendance au sentier est un mécanisme logique dont le paradigme se trouve dans le moteur à pistons. Ce n'est pas le moteur thermique le plus efficace, mais les améliorations reçues empêchent toute amélioration des autres types de moteur. La dépendance au sentier ou à la situation initiale est un formalisme (une norme) en SHS qui évite toute analyse des raisons des invariants.

[412] « Si une donnée se maintient à travers de multiples époques, résiste à de nombreuses transformations, c'est que cette donnée a une raison d'être qui est à chaque fois actuelle et qui est donc autre que la simple transmission » : Lévi-Strauss : Marcel Hénaff, Claude Lévi-Strauss et l'anthropologie structurale, Paris, Belfond, coll. Points Essais, 1991 (réimpr. 2011)

[413] La psychanalyse du feu

méthode scientifique demeure car, une fois le choix effectué, il doit le prouver : la science n'est-elle pas 1% d'inspiration et 99% de transpiration ?

L'idée insufflée par les marxistes d'une science d'essence bourgeoise a séduit les SHS qui, même non marxistes, y trouvaient l'inspiration pour se détacher de la rigueur. L'idée de l'existence d'autres manières de faire de la science est une erreur qui mélange les données aux interprétations et à l'usage –effectivement libéral- qui en est fait. Puisque tout serait subjectif, y compris la technique et la science, le chercheur peut utiliser ses ressentis et se contenter de méthodes approximatives. Il peut dénigrer une explication technique selon l'idée que l'ingénieur qui ignore tout du social a une vision tronquée de la société. Si de nombreux ingénieurs comme le reste de la population ne connaissent pas la société, la faute retombe pourtant sur les SHS qui n'ont pas su expliquer les réalités multiples durant un siècle. Et si les ingénieurs commettent une faute d'appréciation, elle est moins problématique que les SHS qui ne connaissent rien à la technique (agricole par exemple). Il serait pourtant simple de suivre Fernand Braudel qui introduisaient ses œuvres par la matérialité des économies comme cadre aux faits historiques et sociaux[414]. Mais les SHS préfèrent ignorer les matérialités par incompétence : pour elles, le domaine technique est inutile tout comme l'objectivité. Ce faisant, elles oublient que les controverses techniques occultent des choix de société et qu'il faut comprendre les premières pour apprécier les secondes. Comme l'affirme le sociologue Francis Chateauraynaud, il faut mettre les mains dans le cambouis pendant des années pour comprendre à la fois le technique et le social. De plus, la maîtrise d'un domaine technique permet de distinguer les charlatans des auteurs rigoureux, d'évaluer la solidité des arguments techniques et d'éviter le relativisme du « tout se vaut ». La science ainsi pratiquée sort des facilités que sont les normes prémâchées des dominations bourgeoises ou coloniales.

Mes recherches ont toujours eu lieu dans les laboratoires de SHS où je pensais hybrider les expertises technique et sociale. Au final, les SHS sont au mieux indifférentes à la connaissance « dure » ; au pire, elles supposent une tentative « libérale » comme ce fut le cas quand s'est répandue l'analyse de système. La formation du chercheur en sciences sociales est moins une initiation à la science et à la société que l'imposition de certitudes. Aussi combien n'eurent-ils pas leur révélation juvénile suite à la répartie de Bourdieu : « La sociologie libère en libérant de l'illusion de la liberté » ? Dévoilant sa quête égalitariste et structuraliste, le sociologue insistait à la mode du gourou de secte sur l'illusion dont il faut se débarrasser. C'était une tentative maladroite de déconstruction mais ses disciples y voyaient une alternative à la société égocentrique. Qu'il y ait des égos et des illusions, personne ne le nie, mais le mantra pose question sur la capacité à aborder la diversité du social au-delà de l'illusion de la narration libérale. Dans un tel carcan, la dimension technique serait libérale car elle rend les choses moins tranchées que le simplisme dogmatique.

Chaussé des lunettes idéologiques, que de choses fausses ont été proférées dans les domaines de l'agriculture et de l'environnement. Seul le diagnostic sur le terrain qui, par exemple, évalue l'écart entre la réalité et un potentiel de production (loin de l'idéal agricole des Anciens) révèle les contraintes qui, à leur tour, débouchent sur une interprétation générale et des propositions économiques, sociales ou institutionnelles : accès au crédit, prégnance du foncier, organisation collective du travail, fonctionnement réel (et pas idéal) des coopératives agricoles, etc. On est loin de la croyance qui ferait qu'une étude au champ est condamnée à rester au champ car une contrainte technique est souvent résolue l'échelle de l'environnement social et économique de la production. De la même manière, la même étude au champ dévoile par leur échec l'erreur des modes de

[414] Les anciens géographes faisaient de même mais sans articuler leur naturalisme avec les faits sociaux du fait de leur penchant (erroné) pour un déterminisme ou un possibilisme géographique. Curieusement, les géographes n'ont pas cherché les causes de ce penchant persistant. Par ex. https://hypergeo.eu/determinisme/

développement mises en place par les ONG. L'analyse technique qui signale les croyances des uns et des autres est la meilleure manière de déconstruire les évidences. L'erreur des programmes ouvre le champ du questionnement jusqu'à inclure les acteurs de l'erreur. Le pouvoir de l'approche technique est révolutionnaire quand cette approche démontre la nocivité du chercheur en SHS pour le développement. On comprend que les SHS préfèrent s'en abstenir.

L'académisme comme repoussoir

Comme dans l'art, l'académisme scientifique bride la créativité et la diversité. Ce conformisme prétendu d'avant-garde, puisqu'il surfe sur les modes intellectuelles et les dénonciations, ne remet jamais en cause les normes moins parce qu'elles sont des évidences non questionnées que parce qu'il est dangereux de les transgresser. S'approfondit alors l'ornière dans laquelle se complaisent les SHS. Dans un cadre formaté par les normes existantes, le bavardage savant classe sans prioriser et juge faute de compréhension. Il se nourrit de la spécialisation disciplinaire, mais il n'est pas que cela. Il existe même un académisme radical en sociologie[415] où la « posture tient lieu de contenu[416]». Prendre ses distances avec toutes les formes de confort intellectuel est une bonne chose, encore ne faut-il pas dénoncer l'académisme pour imposer un autre académisme[417].

Refuser l'interdisciplinarité

En théorie, la spécialisation est dépassée par l'interdisciplinarité. Dans le développement, ce devrait être une exigence tant qu'on ignore les moteurs du développement. La spécialisation est d'ailleurs le chiffon rouge agité pour expliquer le manque de résultat alors qu'on vient de voir que la spécialisation n'est pas l'obstacle premier. Et le chiffon rouge sert, dans les moments de crise (ou de grâce quand un nouveau mot apparaît tel celui de « humanités » déclinées dans la santé - One Health -, le numérique, l'environnement et plus généralement les SHS), à justifier les appels épisodiques à l'interdisciplinarité. Le mot interdisciplinarité, une autre norme dans les SHS, bénéficie d'une aura quasi-christique. Aussi le mot jouit-il d'emblée du soutien immédiat des présidents d'université et du ministère en toute ignorance des échecs précédents. Pourtant, les échecs montrent une impossibilité pratique et une formation en SHS qui ne s'y prête pas.

Le plus souvent, l'interdisciplinarité se résume à une misérable multidisciplinarité qui concatène les articles de chaque discipline sans discussion croisée ni compréhension mutuelle. Il faudrait pour cela une connaissance minimale de l'arrière-plan conceptuel de chaque discipline, ce que le membre d'une discipline est déjà en peine d'expliquer pour sa propre discipline. La pire multidisciplinarité naît entre les disciplines les plus opposées, par exemple l'hydrologie et l'anthropologie, c'est-à-dire les plus en difficulté de se comprendre. Chaque chercheur a l'impression d'innover quand l'hydrologue estime croiser son approche avec un représentant des SHS alors que l'anthropologue s'épargne toute analyse technique. Inversement, les disciplines les plus mal vues dans l'interdisciplinarité sont celles qui font un peu tout comme l'économie ou l'agronomie, cette dernière critiquant à la fois les raccourcis de l'hydrologie et de l'anthropologie. Dans ces rapprochements, le vocabulaire semble identique, mais l'usage du même concept est différent selon les disciplines. Pour l'illustrer, et les exemples abondent, le seul terme de paysage montre que l'écologue, l'anthropologue et l'agronome sont loin d'envisager une définition commune. Et tous les dix ans voit-on le retour des discussions sur le paysage et l'interdisciplinarité devant des tutelles éblouies incapables de clairvoyance devant des disciplines qui tournent en rond. En 2022, l'interdisciplinarité a ajouté un surcroît d'inventivité pour surcreuser l'ornière avec les « humanités » qui incluaient la philosophie et les professions artistiques et littéraires

[415] https://www.cairn.info/revue-francaise-de-sociologie-1-2004-4-page-621.htm
[416] Marcel Gauchet 2003. La condition historique, Paris, Stock.
[417] https://www.cairn.info/revue-actes-de-la-recherche-en-sciences-sociales-2020-1-page-14.htm

bien connues, comme chacun sait, pour leur connaissance du réel. La seule chose positive qui peut en résulter est de montrer que les SHS ne méritent pas le terme de sciences ni celui de journalisme. Dépendance au sentier ? Bien sûr que non car la même cause produit le même effet : un recrutement littéraire en SHS, une formation normative et l'entre soi sont invariablement la cause de ces atteintes à la science, sans compter les évaluations professionnelles à base de publications spécialisées et la structure des comités de gestion de la recherche au sein du ministère. Je ne vois pas d'autres solutions que le licenciement massif pour recommencer sur des bases saines.

Faute de résultats probants, les critiques pleuvent rapidement sur une interdisciplinarité qui ne fait progresser personne et pas davantage le savoir. Comme les revues spécialisées tant prisées par l'académisme ne soutiennent pas ces approches, l'interdisciplinarité est suivie du repli périodique sur les disciplines qui, par ailleurs, ne se sont jamais départies de leurs courants internes. La critique se contente de brandir les « emprunts sauvages » de concepts mal compris entre disciplines pour disqualifier l'échange interdisciplinaire et favoriser le retour à l'entre soi. L'emprunt sauvage est bien sûr une fausse explication car il est normal que les concepts circulent et se déforment. Derrière l'explication affligeante, on retrouve la méconnaissance des autres disciplines. Le refus d'analyser les réalités dans leur ensemble montre l'incapacité rédhibitoire des SHS à adopter une attitude réflexive. Elles gauchissent les explications en fonction d'une discipline ou d'une chapelle. Il faut donc arrêter les appels à l'interdisciplinarité qui sont vains car les fondements de la recherche sont en cause. Seule la transdisciplinarité, c'est-à-dire un chercheur qui maîtrise plusieurs disciplines (sans besoin de l'appareil théorique quand il relève du verbiage ou de la controverse picrocholine), est digne d'intérêt pour un savoir moins partiel et des certitudes plus prudentes. La transdisciplinarité malheureusement ne s'enseigne pas car il faut maîtriser une discipline avant d'envisager les autres. On peut seulement la promouvoir dans le cadre de la diversité des approches. Il faut donc des formations pour que les professionnels sachent apprendre par eux-mêmes. Et l'énorme problème de la transdisciplinarité, aux yeux du ministère, est qu'elle conduit à minorer certaines disciplines désuètes au profit de celles plus efficaces. Il serait inconvenant à leurs yeux de critiquer les disciplines car ce serait écorner l'image de détenteurs du savoir. Aucun ministre ne prendrait un tel risque, mais pourquoi doit-on absolument penser que les disciplines se valent ? Rien, c'est même le contraire dans le cas du développement.

Pourquoi n'a-t-on pas réussi la moindre interdisciplinarité dans le passé ? Ce n'est pas faute d'avoir essayé dans des laboratoires qui ont publié dans cette veine[418]. Alors que chaque chercheur impliqué en tire un bénéfice pour son savoir (plus que pour sa carrière qui est évaluée à l'aune de l'académisme), la discipline est incapable d'intégrer le savoir sauf les plus ouvertes comme l'économie et l'agronomie, plus superficiellement la géographie, jamais pour les autres, histoire comprise. On vient de voir à quel point les concepts communs posent problème du fait d'un usage différent sur le terrain et dans les interprétations. Seul atout : chacun comprend sa différence et peut-être cherchera plus tard à la dépasser.

L'action qui avilit le savoir

Chaque discipline se crée une histoire, la palme revenant à l'anthropologie qui fait table rase avec son passé sans comprendre la nature des erreurs. Le discrédit porté sur les races suffit à ne pas approfondir le manque prétendu de scientificité. La sociologie réflexive montre plus de diversité, mais l'ignorance y est telle que les idéologies les plus simplistes finissent par avoir gain de cause. L'agronomie n'est pas épargnée car elle fait l'impasse sur les appels millénaires à cultiver des légumineuses quand ce ne sont pas les tentatives pour fonder une discipline à coups de génies successifs. Il faudrait que l'histoire d'une discipline soit réalisée par les autres pour éviter les boucles

[418] L'illustre le sujet transversal de l'innovation : https://books.openedition.org/irdeditions/15666?lang=fr

sans fin d'autosatisfaction. L'ignorance du passé touche également les organismes de recherche dans leur ensemble puisqu'on feint de s'interroger sur une recherche pour ou sur le développement sans questionner le rôle du savoir dans l'action. Dans les sciences dures, l'expertise et le test de solutions (en alimentation humaine par exemple) se mêlent avec la recherche fondamentale dans la mesure où toute recherche sur le terrain questionne les théories et les enrichit. Il en va tout autrement des SHS qui n'ont pas l'ombre d'une explication scientifique du développement et dont les solutions échouent les unes après les autres sans nourrir la réflexion.

L'encadrement de la recherche publique et les clubs de réflexion sont pour partie responsables de l'idée que la science était dans une tour d'ivoire. Cela n'a jamais été le cas même en agronomie qui, jusqu'aux années 1970, reposait sur les stations expérimentales en lien avec le dispositif d'encadrement de l'agriculture. En effet, les liens avec la profession et avec les terrains, moins importants que de nos jours, existaient par nécessité. Mais l'exagération populiste de la tour d'ivoire était brandie par les acteurs qui voulaient plus de résultats concrets. Les dirigeants politiques n'ont alors pas cessé de « sortir » les chercheurs des laboratoires pour les confronter à la réalité et fournir des solutions. Et on voit le résultat : tout le monde travaille sur des solutions et rien n'avance. Pourtant tout est question de dosage et d'équilibre entre la réflexion d'ensemble et le terrain, c'est-à-dire que tout repose sur la régulation de nature institutionnelle quand tout phénomène abandonné à ses propres forces bascule dans un sens ou dans l'autre, voire dans un sens puis dans l'autre (*bandazo*) alors que la régulation implique le jeu des contraires et des dispositifs de contrôle. Miser sur le terrain et sur l'action et les solutions appauvrit la recherche jusqu'à l'anéantir alors que le laboratoire suscite des techniques nouvelles (production de cultivars). Vouloir travailler pour le développement est une hérésie si cette volonté n'est pas contrebalancée par la volonté de travailler sur le développement.

Faute de régulation, les chercheurs spécialisés utilisent l'alibi du terrain et de l'action pour suivre les modes sans s'interroger davantage sur le développement. Les approches participatives et l'économie expérimentale incarnent le refus volontaire de comprendre. L'action est un objectif qui doit être évité du fait de sa stérilité et des erreurs à répétition. Il faut donc avoir le courage de prendre ses distances avec les ONG, ce que l'opinion publique et les dirigeants politiques (mais pas le ministre de la recherche) peuvent comprendre. La mode actuelle de l'agroécologie attire parce qu'on y croit ou fait semblant d'y croire pour avoir accès aux financements. Si l'action dans l'agroécologie n'était qu'une entrée en matière d'observation participante pour initier l'examen des ressorts sociaux (qui s'y intéresse et qui ne s'y intéresse pas ?), on progresserait, mais quand on écoute les économistes disserter sur la bonne définition des Paiements pour Services Environnementaux ou les anthropologues concevoir la bonne combinaison participative après vingt ans d'échecs, on est en droit d'en douter. La faute résulte du manque d'intérêt pour l'approche d'ensemble que ne parviendra jamais à satisfaire l'interdisciplinarité. Le chercheur suit les modes, il travaille sur des pseudo-solutions fixées par les ONG, et la compréhension sociale est ridiculement absente. Peut-être devrait-on prendre exemple de l'observation participante en agronomie : les minuscules expérimentations au champ permettent de discuter avec les agriculteurs et, une fois posé le questionnaire technique qui met fin à la discussion officielle, les agriculteurs en confiance parlent librement de ce qui est important.

Alors que l'objectif de l'action ne cesse de produire des échecs tant dans l'action que dans la théorisation jusqu'à entraver la réflexion, le problème est critique. Cela ne signifie pas qu'il faille toujours comprendre pour agir. Des champs de la vie sociale voit des actions efficaces avec une compréhension partielle des facteurs en cause. Par exemple, la psychologie n'a pas attendu des explications rigoureuses pour soigner. Et il ne s'agit pas seulement d'actes thérapeutiques de nature privée car la discipline a reçu l'agrément officiel après un débat qui reconnaît ou pas l'efficacité. Ce fut

aussi le cas du remboursement des actes en homéopathie qui a suscité des réserves, des controverses et finalement un choix politique. Mais dans un secteur où l'on dispose du recul historique (sur les échecs) comme le développement, l'agir est devenu contreproductif par le verrouillage des modes de développement qui empêche la réflexion de s'épanouir.

En agronomie, François Sigaut évoquait un malentendu qui n'est pas le savoir technique ou social, mais la doctrine d'application. On agit avec des certitudes fournies par un savoir partiel alors que l'approche multidimensionnelle est moins normative par définition. Quant aux succédanés de savoirs que sont la participation sociale, l'économie expérimentale ou les « savoirs paysans », ils sont évidemment à proscrire alors même qu'ils attirent les ONG qui y trouvent matière à action sans réflexion. Le savoir partiel comme l'erreur est une forme d'ignorance qui produit les certitudes nécessaires à l'action. Cette dernière est boostée par un savoir qu'apportent les chercheurs spécialisés.

Le chercheur en perspective

Aucune avancée perceptible

Des générations de chercheurs en sciences sociales n'ont jamais servi le développement, économie du développement incluse. Les chercheurs actuels avec des normes aussi marquées que l'était le marxisme ou le structuralisme et un intérêt moindre pour une vue d'ensemble ne font pas mieux. Si la science marxiste a disparu et si le mandarinat est érodé, ces chercheurs sont plus empreints de normes que de rigueur. Faute de réalisme, le savoir est toujours hors sol[419]. Aucun indice ne laisse soupçonner des avancées dans le savoir ou dans des solutions fonctionnelles. La grille de classement des disciplines présentée au début de la 3ème partie semble confortée et suggère même le principe qui stipulerait pour une discipline un degré de nocivité inversement proportionnel à son degré d'ouverture intellectuelle. Le niveau de certitudes est inchangé, y compris chez les anthropologues qui ont connu une montée en puissance dans le développement comme si la discipline était l'ultime recours d'ONG aux abois. Les anthropologues ne questionnent pas leur discipline et ignorent tout de l'économie et de la politique tout en affirmant péremptoirement que les races, les ethnies et les cultures n'existent que par la domination coloniale. Sans arrêt démentis par les faits comme dans la guerre en Yougoslavie, en Lybie et au Sahel, ils oublient que l'ethnie redevient un recours logique en temps de guerre. Dénonçant le néo-colonialisme, ils oublient le développement des pays colonisés en Asie. Quant à l'analyse des discours, ils préfèrent écouter au premier degré les doléances de quelques personnes qui se plaignent sans être en mesure de les contextualiser[420]. Leur objet fétiche, l'indien, devient une mascotte dans une discipline qui prétend tout expliquer de manière binaire. Non seulement les SHS ne servent aucunement dans le développement, non seulement elles cantonnent le savoir dans des impasses, mais elles verrouillent la réflexion.

Dans l'ensemble, les SHS, épisodiquement secoués par des controverses sérieuses (affaires Sokal et Maffésoli), ne changent pas, constat amer qui est relevé avec régularité : « beaucoup d'études demeurent clivées entre des positions normatives opposées : les unes centrées sur la recherche de 'bonnes pratiques', les autres sur la dénonciation des effets supposés délétères de l'aide au développement[421] ». Côté solutions, les chercheurs sont abonnés au Petit développement qui échoue invariablement. Un minimum d'analyse économique éviterait un gaspillage de fonds utiles par ailleurs

[419] Il semble établi que la sociologie draine davantage des chercheurs de gauche avec une explication souvent tautologique : j'étudie les pauvres, je les comprends, je les absous : https://www.cairn.info/revue-le-sociographe-2009-3-page-93.htm#re2no2. Sans vue d'ensemble, on en reste à des approches normatives.
[420] C'est une erreur d'étudiant que de construire des crises sur la seule base des plaintes de quelques personnes interviewées (l'agriculture comparée est un autre exemple).
[421] Op cit. https://www.cairn.info/revue-cultures-et-conflits-2022-2-page-7.htm

aux bénéficiaires. Quant aux économistes, on les entend peu dans les approches d'ensemble au point de laisser ouverte la porte aux impasses microéconomique et expérimentale. Affaiblis par le clivage entre libéraux et radicaux, ils se neutralisent réciproquement. La raison est en partie liée à l'abandon ancien de toute économie politique, abandon qui produit des postures commodes dans les carrières professionnelles et les évaluations. Les chercheurs sont devenus de « gentils accompagnateurs » qui subissent[422] : c'est la faillite du savoir.

Structure chez les chercheurs

Les chercheurs sont responsables de l'échec du développement sur les plans intellectuel mais aussi social du fait d'une alliance asymétrique avec les ONG. Ils se fourvoient en permanence alors qu'ils pourraient être utiles à long terme : il suffit de rappeler qu'il a fallu un siècle avant de découvrir des applications à l'électricité qui était un amusement de salon. Comment réconcilier les chercheurs avec le développement? Les idées sont innombrables et on a vu déjà qu'un recrutement littéraire et une formation stéréotypée sont en défaut. L'entre soi préserve les normes qui deviennent du verbiage dès qu'il s'agit de rassembler des idées. Le seul recrutement dans les sciences techniques, ouvertes au social, apporterait des approches factuelles et la rigueur des méthodes inductives. Les subtilités sociologiques sur les « illusions » seraient combattues tout comme les formes bigarrées du byzantinisme sorbonnard. L'académisme stérile serait réduit, sans empêcher les erreurs, mais les paradigmes finissent par changer par la force du savoir quoi qu'en dise Bruno Latour qui refuse de voir les progrès à long terme. Pourquoi ne pas inclure des tiers citoyens qui, dûment renseignés, interrogeraient inlassablement l'objectif poursuivi par une discipline, la compréhension d'ensemble ou simplement la pédanterie du hors sol et de l'entre soi[423]? Il est certain que cette forme de populisme n'a pas que des vertus car le tiers citoyen est aussi enclin à tomber dans le panneau de l'instrumentalisation, des promesses et des normes, mais un minimum de rappel historique sur les anciennes promesses pourrait éviter l'instrumentalisation émotionnelle ou pseudo-savante.

Plus concrètement, il faut promouvoir la diversité des approches qui doivent, bien sûr, reposer sur des méthodes rigoureuses sans stigmatisation d'un courant ou d'une discipline toujours prête collectivement à dégainer l'anathème du fonctionnalisme, du positivisme ou du libéralisme. Et le chemin sera long et jonché d'erreurs avant de revenir aux fondamentaux, non seulement à cause des chercheurs eux-mêmes, mais autant de la part des structures d'encadrement dont il suffit de lire les rapports pour se rendre compte de leur ignorance[424]. Pour favoriser la diversité, le comparatisme et des amorces de synthèses, il faut revenir à la structure sociale des chercheurs et aux raisons des difficultés à favoriser le comparatisme entre continents. Je commence par le comparatisme. Le problème des SHS qui travaillent sur les pays du Sud est leur structuration par continent : océanistes, américanistes, africanistes, etc. Certaines disciplines contrôlent des secteurs géographiques comme les sinologues ou les orientalistes. On comprend que les sinologues doivent parler chinois, mais ils ne peuvent jamais profiter du comparatisme et mijotent dans leur jus avec une compréhension partielle, voire nulle quand, par exemple, il a fallu expliquer le bénévolat et les structurations « communautaires » de quartier en dehors de toute incitation officielle lors de la pandémie de covid-10. Le pire est l'africanisme qui en reste aux normes anticoloniales ou à un misérabilisme que dément la réalité et que relativisent de nombreux pays du Sud non africain. Curieusement, les chercheurs qui connaissent différents continents sont absents du comparatisme pour ne pas appartenir aux groupes qui contrôlent les revues spécialisées. Il est possible que le comparatisme exige de s'affilier à la

[422] https://theconversation.com/agriculture-la-diversite-des-acteurs-un-atout-pour-construire-un-nouveau-modele-en-france-162044

[423] A condition de ne pas juger les thèmes ni les méthodes car l'incongruité fait partie de la recherche.

[424] Op. cit. https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/sites/default/files/2023-06/rapport---mission-sur-l-cosyst-me-de-la-recherche-et-de-l-innovation-28193.pdf

tendance récente de l'histoire mondiale, mais une norme dans les SHS, qui mériterait un approfondissement, est que le comparatisme est « mal » du fait de la difficulté réelle (mais à discuter) de comparer des cultures et des histoires irréductibles. Pourtant des œuvres remarquables reposent sur le comparatisme tels Les Caractères originaux de l'histoire rurale française de Marc Bloch paru en 1931. Le mot « original » montre le travail de comparaison qui extrait les constantes et particularise les variantes, qu'il reste à expliquer. La comparaison raisonnée est une source majeure du savoir.

Si on ne peut pas comparer n'importe quoi, il est faux de penser qu'on ne peut rien comparer. La principale limite de la monographie est l'ethnographie méticuleuse du localisme dont le chercheur ne peut saisir la singularité ni l'invariant. Déjà en 1968 les chercheurs avertis se plaignaient des entraves qui limitaient les comparaisons : « …l'extrême variété des recherches comparatistes n'a pas été sans nuire à cette discipline auprès de certains esprits épris de simplicité. Quelques comparatistes, même, ont naguère tenté de faire prévaloir de façon exclusive telles définitions et telles méthodes. Mais la période des intransigeances est maintenant révolue. Et l'on admet d'une façon générale que le comparatisme puisse prendre de multiples orientations[425]». Le comparatisme est une prise de risque avec l'échec possible d'un travail laborieux comme ce fut le cas de la comparaison des charrues dans le monde[426]. C'est également une prise de risque par la volonté d'ébranler les normes admises et les interprétations locales. Le chercheur ne peut pas confronter directement la gestion des terres sur différents continents sans prendre en compte l'histoire et la culture qui, elles, méritent l'attention. De ce fait, le comparatisme oblige à changer d'objet de recherche. Mais le comparatisme n'est pas seulement global car il est loisible de mettre en perspective les institutions (de gestion de l'eau avec leur efficacité) sur différents continents. La comparaison dépend du thème (tout ne s'y prête pas) et de la volonté, d'une part, mais aussi des normes d'une discipline qui a du mal à concevoir un certain globalisme au-delà des incurables dénonciations fourre-tout. Le comparatisme est une affaire d'opportunités qu'il est difficile de prévoir. Il faut essayer en multipliant (et valorisant) les approches pas nécessairement bienvenues dans des laboratoires structurés en disciplines et continents, chapelles, revues, universités et instituts de recherche.

Si les organigrammes partitionnent les appartenances officielles, la société des chercheurs s'organise autour d'initiatives que rassemblent des normes car, en effet, un thème porte en lui le partage d'une vision sociale. Aussi privilégier la biodiversité à Montpellier, l'eau à Paris, le risque à Bordeaux ou le foncier à Trifouillis-les-Oies montre-t-il, dans les sciences sociales, une « signature idéologique » même si le groupe peut incorporer quelques personnalités qui ne partagent pas ce fond et dont l'affiliation est secondaire après la préférence donnée à sa discipline ou à un courant d'attache. Dans l'absolu, les normes qui ne sont pas prouvées ne devraient subsister que sous la forme d'hypothèses, c'est-à-dire pour une temporalité réduite. Déjà évoquer la notion d'hypothèse plus que l'affichage de certitudes (souvent implicites) rabaisserait les certitudes et reconnaitrait l'ignorance. Mais le petit groupe, la chapelle ou le courant ne naît pas ex nihilo dans une discipline. Si une formation universitaire incite à suivre un maître sans trop se poser de questions, il reste des chercheurs qui oscillent entre l'individualisme propre aux idées nouvelles et la grégarité normative. En théorie comme en pratique, le chercheur est individualiste par nécessité quoi qu'en disent les dirigeants qui construisent des structures innombrables pour y voir clair et tenter de contrôler quelque chose. Or, seul compte le chercheur avec ses idées qui bousculent ou bien confortent les normes. Mais l'individualisme irréductible n'est guère durable car il faut convaincre. Et c'est excessivement difficile du fait des croyances, idéologies et normes auxquelles se rattachent nombre de chercheurs. Aussi les idées originales tout comme l'individualisme se dissolvent dans l'océan du conformisme.

[425] Simon Jeune, Littérature générale et littérature comparée, Paris, Minard, p. 133.
[426] Haudricourt et al. Op.cit.

L'individualisme obligé par la diversité du social ne fait alors pas le poids face aux certitudes idéologiques de quelques minorités. Les minorités les plus radicales, quant à elles, se protègent et bénéficient d'une certaine visibilité collective du fait de la pureté doctrinale attractive quand le reste des chercheurs demeure dans le flou. Aussi les chapelles qui protègent sont-elles plus visibles que la masse qui travaille sérieusement. La conséquence est que l'idée prometteuse disparaît dans les méandres d'une structure de la recherche faite de tribus en capacité de se protéger et d'une structure administrative qui facilite le conformisme de situation. C'est d'autant plus facile dans les sciences sociales où la majorité sérieuse est fragmentée par l'individualisme et la difficulté de l'échange[427].

La majorité des chercheurs travaillent sérieusement, mais ils avancent en rang trop désordonné pour s'opposer aux groupes structurés. L'islamo-gauchisme tant décrié n'est pas une illusion car la pureté doctrinale trouve un écho chez les militants. Il faut avoir vécu la fin du marxisme au début des années 1980 pour évaluer les ravages qu'il a pu faire dans les sciences du développement alors qu'une majorité de chercheurs n'étaient nullement marxistes. On a vu plus haut qu'il avait suffi d'instiller l'idée d'une science bourgeoise pour justifier la recherche marxiste alors qu'il n'y a qu'une méthode en science, celle de la rigueur. Ce faisant, les marxistes militants pratiquaient une approche politique des pouvoirs qui a donné des concepts intéressants et qui a disparu de nos jours. Ils ont déconstruit des évidences non discutées et montré la nature bourgeoise de certaines institutions. Avec la théorie marxiste, on ne peut plus parler de petits groupes puisqu'une majorité de chercheurs s'en revendiquaient. Tous n'étaient pas révolutionnaires, mais ils adhéraient aux concepts marxistes tels que l'hégémonie culturelle et la théorie de la dépendance. De nos jours, il n'existe aucune théorie unitaire d'explication, seulement un socle commun de dénonciation sur la base de l'environnement vu comme un collapse gigantesque, et des droits de l'homme vus comme des inégalités permanentes. Les petits groupes adhèrent à un degré plus ou moins élevé aux thèses radicales. Comme leur survivance dépend fortement de l'académisme, ils en suivent les règles avec un luxe inouï de précautions car c'est le gage de leur reconnaissance, ceci au détriment des idées nouvelles. Quant à l'encadrement officiel, il lui suffit de diviser pour régner, ce qui n'est pas difficile dans l'état actuel de la recherche en SHS.

La théorie de la dépendance (fausse) dont l'hégémonie imprégnait jusqu'aux non-marxistes illustre en conclusion les dérives des SHS. Avant l'émergence des économies asiatiques (le Japon fut oublié des théoriciens), tout s'expliquait par la colonisation et la domination occidentale. Les périphéries étaient appelées ainsi à se maintenir indéfiniment à la marge de la course du monde. On avait peu de données mais, justement, ce manque aurait dû conduire, selon les canons de la science, non pas à rejeter l'hypothèse de la dépendance, mais à la relativiser en acceptant d'autres explications. Ce n'est pas l'erreur qui est condamnable, car elle fait partie de la science, mais l'hégémonie de l'explication qui montre un manque notoire d'ouverture. Il en va de même de nos jours des hégémonies que sont l'agroécologie et les approches participatives. Les normes des disciplines jamais loin de celles des ONG rendent vraies les théories les plus fausses parce qu'elles vont dans le sens attendu. Ces erreurs découlent inéluctablement des postures critique du système et acritique des ONG. Les loyautés corporatives sont un problème majeur dès lors que fait défaut l'approche rigoureuse et cumulative de la science. Comme les sciences sociales publiques ne changeront pas et que la connaissance sociale est à mon avis nécessaire, une alternative est de privatiser les humanités qui, par leur nouveau statut, auront le droit de dire ce qu'elles veulent. La concurrence entre les Rousseau et les Voltaire du développement n'en sera que plus féconde.

[427] Les structures officielles appuient les « petits chefs » de laboratoire au pouvoir principalement négatif car elles se méfient des SHS si tant est qu'elles y croient. Mais ne parvenant pas à isoler les SHS du reste de la science, les SHS profitent ou pâtissent à égalité avec la science des réformes administratives.

Ailleurs que le développement

Les citoyens expriment du soulagement quand ils lisent de la bonne science sociale : « Enfin une analyse nuancée qui dépasse les clichés culturalistes et postcoloniaux » écrit un journaliste à propos d'un ouvrage sur la radicalisation djihadiste[428]. Les percées empiriques sont possibles quand on s'écarte des aprioris et qu'on analyse avec sérieux les données pour informer et alimenter le débat. Avec les données, tout est possible y compris ébranler les théories fumeuses ou partielles de la sociologie, des sciences politiques et de l'anthropologie : « celle du choix rationnel, celle de la frustration relative, celle des itinéraires en escalier, celle du cadrage, ou encore l'approche processuelle ». Pour pouvoir cerner les dynamiques de radicalisation, « il faut combiner trois types de facteurs, d'ordre macro, méso et micro », à savoir d'abord l'environnement social et politique, le niveau de marginalisation et de frustration sociales, ensuite l'entourage immédiat et enfin la construction identitaire et la psychologie. Encore faut-il aussi articuler « cinq variables » pour donner du sens : la dévotion religieuse, l'émotion socio-générationnelle, le militantisme, la manipulation sectaire et la pulsion criminelle ». Peut-être que les SHS du développement pourrait s'inspirer des méthodes qui sortent des idéologies et reviennent au b.a.-ba du traitement des données.

On retrouve cette fraîcheur dans d'autres domaines : « S'il maintient en effet cette inquiétude constamment à l'horizon de sa recherche, il n'en fait pas l'objet immédiat, préférant mettre au jour ses soubassements, en quête non d'une explication mais d'un modèle propre à stabiliser toute approche ultérieure[429]». Le plus étonnant est l'étonnement agréable des journalistes habitués aux savoirs « parcellaires ». « Vous ne saurez pas, après avoir lu ce livre, comment interrompre le flot des croyances absurdes. Mais vous aurez obtenu un résultat qui, pour être plus modeste, aura l'avantage d'être moins illusoire : vous commencerez à comprendre d'où elles viennent. Et, plus précieux encore, vous vous connaîtrez mieux ».

CONCLUSION GENERALE

La recette de la prospérité collective est une quête universelle. Elle était une condition de survie pour les tribus qui devaient se protéger des plus avancées, le mécanisme de la compétition sociale passant par le roi-sorcier qui était le gardien des rites mais que ses concitoyens auraient facilement sacrifié pour incompétence notoire. Il en allait de même des empires qui devaient veiller à la sécurité alimentaire, une préoccupation toujours vitale pour les dirigeants de la Chine contemporaine. Fruit de cette quête, la compétition économique et militaire obligeait au dépassement même chez les conservateurs. Aussi les routes et les équipements collectifs relevaient-ils de cet universalisme même si l'initiative revenait aux communautés contre remise d'impôts ou aux entrepreneurs aristocrates contre péages. De leur côté, les penseurs antiques conceptualisaient le bien commun dans la recomposition des structures sociales comme la réforme agraire ou, de manière moins révolutionnaire, dans les techniques rapportées de l'étranger que rassemblaient les traités savants. Dans un cadre socialement stable[430], les grands propriétaires imaginaient l'agriculture comme une esthétique à l'image du palais idéal du facteur Cheval où chaque volute architectonique devenait une bonne pratique. Il en allait de même de l'astronomie prisée des dirigeants mais canalisée pour ne pas remettre en cause des croyances, garantes de l'ordre social, qui accommodaient raison et tradition en autant de déclinaisons qu'il y eut de sociétés. Alors que la compétition pour la survie poussait à se

[428] https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/02/17/penser-la-radicalisation-djihadiste-le-phenomene-au-tamis-de-la-recherche_6162192_3232.html

[429] https://www.lemonde.fr/livres/article/2023/02/17/la-fabrique-des-croyances-chez-l-enfant-de-fabrice-clement-le-grand-tetris-des-convictions_6162310_3260.html

[430] La stabilité sociale est avancée pour expliquer la naissance de la philosophie, de la science et des arts grecs : https://books.openedition.org/psorbonne/98505

dépasser, la contrainte demeure l'ordre établi qui se défend contre les nouveautés et les tentatives de subversion contre les rentes de situation. Même chez les dieux l'innovation n'est pas du goût de tout le monde quand le succès du Dieu Asclépios valut qu'il soit foudroyé par Zeus après que le dieu des morts s'en plaignit pour avoir diminué le nombre de morts qui lui échoyait. Les élites à la fois enchâssées dans le tissu social et devant se distinguer du peuple privilégiaient la raison[431] qui servait à construire un monde idéal sans que le mot développement n'existât alors qu'il était dans tous les esprits.

Dès le départ, le savoir était érigé en modèle indiscuté alors que la doctrine implicite de son application efficace dans le monde réel l'inscrivait dans un modèle ethnocentré. La raison servait de marqueur social, mais c'est bien la croyance dans le savoir appliqué qui posait problème. On se contentait de lister les « bonnes pratiques » à l'image des oasis qui incarnent depuis l'antiquité le modèle d'organisation et d'efficacité paysanne. L'acclimatation des plantes connaissait un certain succès qui ouvrait le champ des promesses tout en mélangeant empirisme et doctrine. Le savoir pour l'action n'a jamais été remis en cause y compris de nos jours avec le paradigme participatif. En effet, ce dernier ne change rien avec une approche qui repose sur le savoir des usagers, quand ce n'est pas sur leurs ressentis comme on l'a vu avec l'anthropologie. Au mieux, les promoteurs mieux renseignés et plus fins politiques considèrent la participation comme un levier de décloisonnement social qui publicise la parole des classes dominées. Mais faute de changement dans les structures de genre, de société et des économies nationales, se pose avec acuité la responsabilité de l'échec associée à l'incompréhension permanente des sociétés. Je reviens dans cette conclusion sur le savoir puis sur la fabrique du consentement qui légitime l'écosystème à base d'émotions et de culpabilité judéo-chrétienne pour insister sur la faillite des ONG D-E et des avant-gardes bienpensantes.

SAVOIR ET RAISON

La notion de savoir a été largement mobilisée dans cet exposé. Il est temps de l'intellectualiser pour sonder la possibilité d'une théorie du développement socialement et techniquement unifiée voire pour tester son utilité pour l'application d'un savoir au développement. Pour commencer, on peut se demander quel rapport le savoir entretient avec la raison, avec les élites et avec la doctrine d'application sachant, comme on l'a vu maintes fois dans cet ouvrage, que les savoirs partiels sont contreproductifs.

Définition

Le savoir est principalement ce qui est partagé par les experts (professionnels inclus tels que les agriculteurs) et ce qui est enseigné à une époque donnée. Il détient une part de vérité (ce qu'on peut appeler des connaissances), mais il n'est pas exempt de croyances[432]. Tout au plus est-il légitime. Il tient tant qu'il n'est pas réfuté soit par de nouvelles croyances (religieuses) soit par des expérimentations de nature scientifique. Le savoir est donc ce qui reste quand on a éliminé les autres possibilités. Le savoir devient un résidu de la science quand la science devient incontournable.

Une telle définition distingue le savoir sectoriel du savoir populaire connu de tous. Par définition, le savoir sectoriel ou spécialisé n'est pas accessible à tous même si, potentiellement, le savoir d'un guérisseur (tradipraticien) est partageable. C'est de savoir sectoriel ou d'expert qu'il est question ici.

[431] L'élite de nature aristocratique a pour code l'honneur, pas la raison. Sous d'autres cultures, elle ne cherche à plaire qu'au souverain.
[432] https://www.cairn.info/revue-d-histoire-des-sciences-2007-1-page-217.htm

La science conçue comme une méthodologie de rigueur (expérimentation, observation, comparaison, classement, raisonnement) restreint l'empire des explications possibles d'un phénomène sans être dénuée d'erreurs. La légitimité de ce type de connaissance est élevée quand la théorie est largement prouvée, ce qui est le cas de la rotondité de la terre et du darwinisme qui sont des théories non pas au sens d'un ensemble de présomptions, mais de faits avérés. Mais la difficulté formidable fut de la prouver face aux croyances, aux intérêts ou simplement face aux doutes légitimes d'une société. Les hommes providentiels comme Copernic, Newton et Einstein ont chacun apporté un savoir qui précisait ou réfutait les théories antérieures. Si celui de Newton n'a pas bouleversé les croyances divines pour n'apporter que du sens à la nature, Copernic, Darwin, Einstein ou encore Christophe Colomb ont renversé l'ordre du monde. Alors que le continent américain était irréfutable et qu'Einstein se situait bien au-delà du savoir populaire pour l'ébranler, les deux autres furent à l'origine de controverses mortifères.

Ces clarifications n'épuisent pas le statut du savoir. Pour le sens commun, le savoir a d'évidentes capacités d'application et il est vrai qu'on ne serait pas allés sur la lune ni n'aurait profité de la médecine sans des avancées décisives. Pourtant, le savoir agronomique, pour ne prendre que celui-là, montre qu'il n'a été efficace que récemment et ce, dans les conditions de fortes demandes d'innovations. On peut aussi se demander si on aurait pu aller sur la lune sans Newton et à partir de quand le darwinisme a apporté des inventions pratiques, voire si Darwin a autorisé la découverte de l'ADN. Car percer le mystère de la diversité du vivant ou produire du sens comme Newton ne débouche pas automatiquement sur des avancées pratiques. Je reviendrai sur le lien entre intellectualisation et innovations pratiques. Quoi qu'il en soit, on peut se retrancher derrière l'idée que tout progresse en général avec des hybridations buissonnantes, ce qui est vrai, mais n'explicite pas le rapport d'un savoir particulier avec la vérité d'une part et ses applications d'autre part.

La science est reproductible et ses généralisations sont toujours plus solides. Des retours en arrière ont eu lieu mais ils sont rares telle la théorie de la dérive des continents contrecarrée pendant plusieurs décennies. Depuis qu'on sait que la terre tourne autour du soleil, tout a consolidé cette connaissance. Ces consolidations successives accroissent le sérieux de la science sur le long terme dès lors que les controverses vives au moment de l'interprétation des phénomènes restent dans le domaine des chercheurs. Et il est inimaginable d'envoyer une fusée dans l'espace par les seuls progrès de la technologie et selon une approche essai-erreur du fait du nombre de paramètres à vaincre et de la patience finie des hommes qui se tournent vers des explications plus faciles. De plus, la théorie de la gravité et l'héliocentrisme ne sont pas seulement des raccourcis pédagogiques ni même des facilitateurs de la mathématisation dont les équations sont prédictives et permettent le calcul précis quant à, par exemple, l'énergie nécessaire pour faire décoller la fusée[433]. En admettant que Newton ait fait défaut avant la construction des technologies aérospatiales, les théories alors fumeuses ou controversées auraient été purifiées et consolidées par la pratique de la fusée. Ces « fenêtres de tir » intellectuelles permettent des ajustements théoriques et renforcent les généralisations. Ce qui est valable dans le champ astronomique l'est aussi dans les champs connexes. Aussi la technologie a-t-elle créé le télescope (qui a confirmé des théories) et le microscope (qui a ouvert des champs inexplorés). Les mêmes lois de l'optique servaient dans les deux cas, non seulement ouvrant des perspectives sur

[433] La mathématisation des phénomènes permet de coupler des champs du savoir entre eux (électricité et magnétisme, énergie et chimie, etc.). Les équations différentielles (qui n'ont pas toujours de solutions simples) sont également des pourvoyeurs d'unité formelle même si les physiciens s'accordent sur leur caractère idéal qui ne prend pas en compte tous les facteurs en jeu et qui ne fournit pas une interprétation univoque (ce qu'ignorent les anthropologues des sciences).

le sens (les « lois d'intelligibilité » chez Foucault[434]) à donner à la nature de la lumière mais aussi en vainquant les croyances sur sa réfraction ou sa diffraction par exemple.

Le sens à donner aux phénomènes observés

Les théories cristallisent un savoir au-delà des phénomènes étudiés et de leur mathématisation. Tout se passe comme si les arts de la médecine et de la physique avaient besoin d'un dépassement, qui opère comme une espérance de nouveautés mais s'avère être parfois un blocage durable. Le passé ancien fournit des exemples caricaturaux pour s'en rendre compte. Aussi la transmutation des métaux illustre-t-elle ce dépassement à une époque férue de métallurgie mais aussi d'astrologie et de nécromancie. Au-delà de l'art et les savoirs, « on voit bien […] que des théories physiques sont développées, celles du mercure seul, de la division des 'éléments', de l'hylémorphisme[435], du corpuscularisme[436]» qui sont autant de normes dans la profession. On savait peu et on spéculait beaucoup, de manière « systémique » d'ailleurs car les astres, la mort et les métaux étaient en correspondance au-delà des simples analogies[437]. L'alchimie au Moyen-âge tardif bénéficie de la légitimité fournie par les Arabes et elle se situe temporellement entre l'approche aristotélicienne et une récupération prudente par le christianisme avant que l'Inquisition ne la renvoie à la démonologie. Les trois premiers paradigmes s'imposent successivement et certains, comme Albert le Grand, tentent de concilier Aristote et les avancées de l'alchimie. Mais à l'époque préscientifique, ce ne sont pas de nouvelles données qui changent le paradigme, mais les circonstances historiques. Toujours est-il que, si le paradigme ne remet pas en cause les savoirs éprouvés, qui lui servent de fondement, les nouvelles directions d'expérimentation dépendent du paradigme en cours. Les expérimentations peuvent conforter le paradigme tout en approfondissant l'ornière de l'erreur. Quant à la raison, on voit ci-dessous qu'elle n'est pas suffisante pour redresser un bateau à la dérive[438].

Donner un sens à la nature est aussi ancien que l'humanité, mais la religion, surtout celles se mêlant de tout, a voulu accorder les théories existantes au dogme. C'est d'autant plus facile quand elle s'arroge le droit d'ouvrir des écoles et d'instruire les jeunes. Face à l'alchimie, les clercs se sont montrés prudents tant ils auraient pu la renvoyer à la magie. Toutefois, l'alchimie rassemblait de vrais savoirs et la condition de sa christianisation était de ne pas interférer avec la Création biblique. Avec la christianisation qui s'adosse au pouvoir, le paradigme de l'alchimie a trouvé de nombreux auteurs qui brillent d'autant plus facilement que l'obscurité est profonde en œuvrant, bien sûr, au nom de la connaissance, du progressisme et de l'ouverture d'esprit. Avec le surcroit de légitimité reçu de personnages reconnus, cette frange pouvait décider du paradigme en vigueur. Ce dernier permettait comme aujourd'hui d'appartenir à un groupe et de s'en faire reconnaitre au-delà des courants les plus ésotériques. Le paradigme autorise une communication basique, mais les expériences ne sont pas reproductibles du fait de conditions mal définies (la pédanterie exerce le même rôle de nos jours).

---

[434] Op.cit. https://www.cairn.info/revue-d-histoire-des-sciences-2007-1-page-217.htm autrement dit le contraire du « champ » bourdieusien. Mais établir une continuité entre narration et science ne signifie gommer la différence entre poésie et science comme certains littérateurs l'ont fait.

[435] Philosophie aristotélicienne qui considère que tout être, — objet ou individu —, est composé de manière indissociable d'une matière et d'une forme.

[436] https://journals.openedition.org/dossiersgrihl/321

[437] « On reconnaît là un lieu commun d'origine galénique très présent dans la littérature médicale (« le médecin est le ministre de la nature ») » : op.cit. ci-dessus https://www.cairn.info/revue-archives-d-histoire-doctrinale-et-litteraire-du-moyen-age-2012-1-page-115.htm

[438] Il en va de même de l'argument de la nature : "La nature si souvent utilisée dans les discours met en lumière l'éternelle lutte entre ordre établi et avant-gardes hérétiques" (Une autre histoire de la nature).

Dans le brouillard de l'occultisme qui ne pouvait pas déboucher sur des avancées solides, le paradigme n'empêchait pas de se jeter à la figure des anathèmes. C'est d'ailleurs l'autre avantage du paradigme : dès lors qu'elles sont définies avec précision, les exagérations exaspèrent et produisent irrémédiablement un Galilée. Revenu à l'expérimentation fondamentale, il a démontré les erreurs des paradigmes antérieurs. Bien sûr, on invoque la raison comme l'outil qui aurait contrecarré les spéculations et les outrances préscientifiques. Mais la raison n'est pas suffisante quand les données sont foncièrement incertaines et que la raison a été invoquée bien avant Galilée. Aucune raison ne permettait en effet de décider entre les théories et les courants. La raison sert ainsi à Albert le Grand à s'insurger contre la transmutation qui lui semblait antirationnelle faute de preuves. Albert aurait pu se tromper et il a eu la chance d'être du côté de la vérité. A l'époque, il était aussi du côté des dominants, de la Bible et du bon sens qui ne dit rien à ce propos. S'il s'est posé, d'ailleurs de manière ambivalente, contre la transmutation[439], il a cherché à concilier les savoirs de l'alchimie avec Aristote qui lie forme et matière[440]. Plus tard, la christianisation de l'alchimie n'arrange rien car les savants s'arrangent avec la Bible. Que d'interprétations a donné le seul verset suivant : « alors Dieu modela l'homme avec la glaise du sol » jusqu'à identifier la pierre philosophale au Christ. Les savoirs existants n'étaient pas altérés, mais les nouvelles pistes pour l'avancée des connaissances l'étaient. Des exagérations certes, mais réglées et catégorisées dans un paradigme ont facilité la résistance et sa remise en cause au moment qui s'y prêtait le plus. Comme l'alchimie n'a pas débouché sur un Galilée dans les pays orientaux, la raison a besoin de la liberté octroyée par un ethos sociopolitique qui avait également permis, en Occident, de « régler » le paradigme. Car un paradigme faux mais défini facilite le changement. Un paradigme verrouillé par quelques « génies » appartenant au système dominant est sans doute l'écueil principal : Albert en faisait partie comme les philosophes aujourd'hui. Il a fallu un autre génie, Galilée, pour y mettre un terme.

Albert le Grand mobilisant la nature ou la raison selon les circonstances a aidé à sa manière Galilée grâce à une scholastique qui péchait par un excès de rigueur théologique. Albert n'était sans doute pas un praticien mais sa position dominante a contribué à préciser le paradigme. Il a insufflé, non par la raison mais par la catégorisation du paradigme, les germes de la résistance. Aristote, les Arabes et la christianisation de l'alchimie ont érigé des préceptes faux sur la base d'un art qui ne cesse de s'enrichir par sérendipité mais qui chaque fois est orienté vers des voies sans issue en écho aux ignorances du siècle. Ni l'ignorance ni un paradigme faux ne sont des tares, mais appuyer sans vergogne un paradigme et ne pas chercher à le catégoriser précisément sont diaboliques. Cela reste un enjeu de nos jours.

Les paradigmes théoriques ont toujours existé car ils rassemblent les experts. Quand Galilée généralise l'approche expérimentale, ce n'est ni la raison ni même les données qui marquent le changement, mais un retour à zéro dans une réinitialisation vers moins de croyances sociales et plus d'expérimentations. Même loin d'être des vérités, les théories ne sont pas fumeuses pour autant tant que les experts leur accordent de la légitimité sur la base de données cohérentes. L'échange d'idées est possible au sein d'un paradigme dont chacun sait qu'il est incomplet. Pour les sciences, on entend souvent invoquer la notion de « débat contradictoire » pour montrer que les chercheurs sont ouverts aux remises en question. En fait, cette simplification de vocabulaire tiré du champ juridique est abusive et le débat contradictoire est rare en sciences[441]. Même l'expérience déterminante n'est

[439] Albert invoque la configuration astrologique pour expliquer l'exception qu'a constituée à ses yeux une transmutation.

[440] https://www.cairn.info/revue-archives-d-histoire-doctrinale-et-litteraire-du-moyen-age-2012-1-page-115.htm

[441] Le débat contradictoire se prête en science à la manipulation (tel le litige expérimental entre Pasteur et Pouchet), mais la croyance en l'existence d'une joute réglée a conduit à ouvrir la science à la société

jamais totalement décisive au moment du débat (elle est ainsi appelée a posteriori). Le paradigme se conforte davantage avec les applications pratiques et les petits pas expérimentaux qui ne remettent rien en cause et qui semblent conforter le paradigme. Mais en même temps, d'autres expériences semblent contredire le paradigme et le premier réflexe pour la plupart des chercheurs (c'est le réflexe contraire pour d'autres) est de protéger le paradigme en cherchant les faiblesses des résultats discordants ou en gauchissant un peu le paradigme pour l'adapter. C'est seulement l'accumulation de faits contraires qui conduit une nouvelle génération de chercheurs à remettre en question le paradigme. Avant sa médiatisation, la science n'était en rien un champ paisible que parcourraient de grands esprits.

Le « paradigme » permet au chercheur de travailler, c'est-à-dire d'expérimenter dans un sens fixé et d'échanger avec ses collègues à une époque donnée. Le paradigme est déjà solide dans la mesure où il s'appuie sur des données et des expériences. Ces données ont souvent alimenté des applications pratiques comme on en voit avec les start-ups qui bourgeonnent dans le domaine de la santé ou du numérique, applications qui confortent le paradigme. Comme l'ont montré les personnalités critiques de Wegener (cf. supra), les chercheurs ont foi dans un paradigme et éprouveront des difficultés pour envisager un paradigme alternatif même si l'histoire signale qu'un paradigme peut changer comme ce fut le cas de la physique non newtonienne ou des mathématiques non euclidiennes. Les théories qui s'appuient sur les faits sont donc une bonne approximation de la vérité. Mais alors, pourquoi les théories ne sont-elles pas toujours en mesure d'agir sur le réel comme on l'a vu avec l'agronomie et jamais avec les SHS où les théories abondent ? Y aurait-il une « face non intellectuelle du savoir » au-delà des trucs, apprentissages, notes, pratiques ésotériques pour produire des connaissances ? L'expérimentation et surtout l'observation minutieuse existaient avant l'ère moderne dans la santé et l'agriculture, mais les progrès furent longs et rarement linéaires car erratiques avant d'être exponentiels. La raison ou l'intellectualisation fut-elle en défaut ? Les idées se renouvellent, mais le savoir n'est ni utile ni efficace en soi. Examinons d'abord les théories en sciences dures et, dans la partie suivante, les faits sociaux qui élèvent ou au contraire abaissent des obstacles, en premier lieu la liberté de discuter et de partager.

Devant l'Académie des sciences en 1929, le mathématicien Émile Picard prononçait le discours « Un coup d'œil sur l'histoire des sciences et des théories physiques[442]». Il y développe les liens entre théories et phénomènes sans aller jusqu'à l'action ou les applications concrètes. Ses connaissances de première main dévoilent le doute en général des grands physiciens et en particulier le doute sur le sens à donner aux phénomènes étudiés. « *Hypotheses non fingo*, je ne fais pas d'hypothèses » consiste pour lui un tournant dans la science occidentale qui travaille désormais sur le comment des choses plus que sur leur pourquoi. Jusqu'à Newton, la science était encore imprégnée des causes du fait que la religion donnait Dieu comme surdéterminant. Les physiciens demeuraient dans le paradigme des écoles péripatéticiennes ou aristotéliciennes qui classaient les mondes et distinguaient des physiques sans possibilité d'unifier les mécanismes physiques ou biologiques. Par exemple, « l'École péripatéticienne croyant trouver, pour le mouvement de la flèche, une puissance dans l'air ébranlé émettait une hypothèse explicative, hypothèse causale, fournissant comme on le pensait 'les vraies causes des apparences' ». Or, Newton « n'a nul souci d'indiquer une cause possible de la gravitation ».

(https://journals.openedition.org/hrc/3374). On a alors vu les citoyens interrogés basculer dans la prise de position politique, laquelle a été vilipendée en épargnant le champ scientifique idéalisé. Toutefois en même temps, la médiatisation de la science sans le temps long nécessaire à la consolidation du paradigme décrédibilise les chercheurs désormais classés selon leur appartenance au camp du bien ou du mal. C'est d'ailleurs cette médiatisation perverse qui a conduit à la participation des citoyens.

[442] Revue internationale de l'enseignement, 1930-84 :81-100 https://education.persee.fr/doc/revin_1775-6014_1930_num_84_1_8141

Pour lui, l'essentiel tient dans les équations de la mécanique céleste. Comme les autres chercheurs continuent à émettre des hypothèses sur les causes, Newton sera conduit à déclarer avec un certain scepticisme : « Mais comme j'ai cru voir que les têtes de beaucoup de grands savants courent fort après les hypothèses, je dirais celle que je serais porté à regarder comme plus vraisemblable, si j'étais obligé d'en adopter une », ceci pour expliquer la nature de la lumière dans les phénomènes d'interférence des anneaux colorés.

La notion de vide était encore discutée et faisait l'objet de calculs montrant son impossibilité, ceci pour défendre l'idée de l'éther. On voit que les savants démontrent pour décider même si les controverses sont vives en l'absence d'expérimentations décisives. Les savants s'appliquent à « sauver les phénomènes » avant d'intellectualiser même si les phénomènes sont sujets à caution. La quête de sens est seulement la cerise sur le gâteau et s'impose tardivement. Aussi après « Faraday qui n'était pas géomètre, Maxwell […] établit pour les diélectriques les équations fondamentales entre les forces électrique et magnétique. Ces équations conduisirent Maxwell à l'idée d'une onde électromagnétique se propageant avec la vitesse de la lumière, et cette vue géniale a conservé un caractère hypothétique jusqu'à ce que le physicien allemand Hertz ait réalisé en 1888 ses expériences mémorables ». Picard évoque alors la télégraphie sans fil sans malheureusement établir le lien avec la théorie (car il n'y en probablement pas).

« Le souci de saisir le mécanisme intime des choses » n'est pas une mauvaise chose en soi, mais la comparaison avec la France est édifiante jusqu'à Voltaire qui contribua à faire connaître Newton en France avec ses Eléments de la philosophie de Newton publiés en 1736. « Le cartésianisme jouissait d'une grande faveur au début du dix-huitième siècle. A peu d'exceptions près, les géomètres de l'Académie connaissaient mal Newton. Fontenelle […] a caractérisé assez heureusement les méthodes de Descartes et de Newton: « L'un, écrit-il, prenant un vol hardi a voulu se placer à la source de tout, se rendre maître des premiers principes par quelques idées claires et fondamentales, pour n'avoir plus qu'à descendre aux phénomènes de la nature, comme à des conséquences nécessaires. L'autre, plus timide ou plus modeste, a commencé sa marche par s'appuyer sur les phénomènes pour remonter aux principes inconnus, résolu de les admettre, quels que les pût donner l'enchaînement des conséquences ». Darwin fit de même au XIXe siècle comme si l'Angleterre était moins encline aux normes intellectuelles et religieuses. Pascal a bien résumé les deux attitudes qui ont traversé les siècles : « Il faut dire en gros : 'cela se fait par figure et mouvement'. Car cela est vrai, mais de dire quelles et composer la machine, cela est ridicule. Car cela est inutile et incertain et pénible. Et quand cela serait vrai, nous n'estimons pas que toute la philosophie vaille une heure de peine ».

Picard ne prend pas parti car ce serait justement philosopher. Il reconnaît qu'on ne peut pas toujours repousser toute hypothèse explicative pour des raisons pédagogiques en commençant « par poser les principes définitivement acquis, autant du moins qu'il y a dans la science quelque chose de définitif, et d'où se tire une longue suite de déductions. Mais dans les questions parvenues à un moindre degré d'avancement, il est maintes fois arrivé que les hypothèses explicatives aient stimulé davantage la recherche, rendant la science plus vivante et répondant mieux à notre curiosité. Mais ces querelles d'école paraissent lointaines, et les deux points de vue se mêlent étrangement aujourd'hui dans les travaux des savants ». Picard reconnaît l'importance des causes finales qui « conduisent à une économie de la pensée ». Ou de manière plus nuancée, « la science dans ses parties théoriques, a pour base un système de conventions arbitraires mais commodes. On sait qu'on a jadis caractérisé la philosophie de Henri Poincaré, en disant qu'elle était la philosophie de la commodité. Dans quelques-uns de ses écrits en effet le mot commode revient souvent ». Mais la quête de sens s'estompe avec les nouveaux phénomènes découverts, comme dans la théorie des quanta qui « suggère des questions troublantes sur notre pouvoir de comprendre les phénomènes physiques ». Aussi Picard de citer Max

Born et Werner Heisenberg : « La Mécanique des quanta fournit des valeurs moyennes avec exactitude, mais ne peut prédire la venue d'un événement isolé ».

La sagesse convie donc à la prudence, d'autant que les idées de commodité, de simplicité ou de parcimonie[443] demeurent vagues : « un biologiste guidé par l'idée d'évolution verra dans la commodité le résultat d'une longue adaptation, et, ainsi envisagée, elle peut devenir un témoignage de 'réalité et de 'vérité ». Poincaré ne s'arrêtait d'ailleurs pas à la commodité quand il a écrit : « Tout ce qui n'est pas pensée est le pur néant ». Il considérait aussi que certaines idées « préexistent dans notre esprit et s'imposent en tant que forme de notre entendement ». Le débat est loin d'être clos, mais il montre que la notion de théorie ou de sens causal n'est pas une évidence. Elle explique même le retard de la France depuis Newton.

Alors que la France fut dépassée par l'empirisme anglais, il en est allé de même avec la théorie allemande. Le bricoleur Oppenheimer a gagné la course à la bombe atomique face à la tradition allemande d'une université hiérarchisée où la plupart des idées émanaient du lauréat du prix Nobel Werner Heisenberg alors que les Américains pratiquaient une approche plus distributive. Pour cette raison, « le programme nazi lancé en août 1939 est exécuté selon une approche 'purement théoricienne', ce qui occasionne une 'série d'erreurs' telles une conception de pile atomique irréaliste et des fautes de calculs en ce qui concerne les neutrons secondaires et la diffusion neutronique dans le graphite[444]». C'est ce que résume Niels Bohr devant le futur père de la bombe atomique : « L'important n'est pas de savoir lire la musique mais de savoir l'écouter ».

La science physique n'a pas cessé d'abuser nos sens et d'interpeler nos certitudes depuis la rotondité de la terre. Les avancées en mécanique quantique conduisent à proposer des idées inimaginables comme la « causalité rétrograde » d'Olivier Costa de Beauregard qui expliquerait la non linéarité des particules quantiques. La question n'est pas tant la vérité de telles affirmations que leur potentiel de découverte ou de blocage. De toutes façons, le principe de rétrocausalité temporelle n'est qu'une idée qui sera l'objet de nouvelles expérimentations et peut-être de nouvelles explications[445]. En soi, le principe ne porte pas d'effets ou d'applications pratiques, et ne saurait bloquer les avancées en mécanique quantique. L'IA aussi produit des résultats qui semblent impossibles à expliquer puisque le sens qu'elle semble donner à un discours n'apparaît qu'à partir d'une certaine puissance de calcul informatique sans que les chercheurs n'ait compris ce saut heuristique. Déjà certains se demandent si une science sans sens est possible[446]. Donner du sens vient à tout moment, mais le sens conforté dans un paradigme vient tardivement. C'est le paradigme (sans empêcher les controverses mais en les canalisant) qui permet l'échange tout en, éventuellement, se trompant.

---

[443] La parcimonie est reprise depuis longtemps en passant par le rasoir au rasoir d'Ockham. Aristote la soutenait alors que Platon défendait en partie le contraire : « en évoluant autour d'un objet, la pensée prend de la hauteur ». Elle invite à dépasser la réflexion étroite.

[444] https://fr.wikipedia.org/wiki/Robert_Oppenheimer

[445] On cherche d'abord à préserver le paradigme de la causalité même si les chercheurs sont perplexes : « L'acausalité propose, quant à elle, que le futur a une influence sur le passé, et que c'est ce qui explique notre méconnaissance du système. [Comme] il existe en réalité une influence du processus de détection sur la détermination de ses propriétés, [cette] explication est, du point de vue d'un observateur causal comme un être humain, totalement équivalente au superdéterminisme : il existe une cause, ou plutôt une explication totalement déterministe, qui nous est cependant inaccessible et donne un apparent indéterminisme. In : Les analogues classiques de la mécanique quantique et la dualité onde-particule, Pierre Jamet, Thèse de doctorat en Physique théorique, 2023, Université Grenoble Alpes

[446] https://theconversation.com/lintelligence-artificielle-est-elle-en-train-de-changer-la-nature-meme-de-la-recherche-en-physique-210012

Qu'en est-il pour le développement : sens ou phénomènes[447]? La sagesse qui n'exclut rien tout en invitant à la prudence et à la réflexion comme le stipule la note concernant la parcimonie signale que le sens n'est pas une évidence. Il n'est pas donné comme une certitude car il fait partie d'un paradigme lui-même soumis à scrutation. Il faut « sauver les phénomènes » en premier lieu et il faut débattre du sens à leur accorder ensuite. Quant au lien avec l'action efficace, il est encore plus ténu, l'innovation étant plus liée aux phénomènes étudiés qu'au sens ou à la théorie du moment. Aussi les start-ups de nos jours dans l'industrie numérique ou médicale accompagnent-elles les avancées concomitantes de la technologie. Reste la question de l'avancée de la technologie, que je laisse à la sagacité des lecteurs. Or dans le développement, c'est exactement le contraire qui a lieu quand les SHS, sans le réalisme expérimental de Descartes, devancent les phénomènes avec le sens. Le sens donné d'avance en fait une théologie où Dieu est remplacé par la dénonciation de l'inégalité ou la colonisation. Raisonner sur des bases fausses revient à résonner… comme une cloche. Bien sûr, si les données sont nécessaires, elles ne se laissent pas décrypter par le premier venu et bien plus tard, le sens légitimé peut couronner un paradigme étayé. En attendant, le paradigme faux entraîne à explorer avec sagacité toutes les fausses pistes qui se présentent.

Les SHS, plus encore dans le secteur du développement abandonné à lui-même, sont donc enclines à l'inversion théorique quand, par exemple, elles mettent en cause le colonialisme comme la source apriori des difficultés qu'éprouvent les pays du Sud[448]. Pourtant, elles devraient être à l'écoute des praticiens ou les penseurs des faits (ni Marx ni Descola donc) dont les observations sont dignes de d'inspiration. Et qui mieux que Napoléon qui réfléchit à sa destinée sur l'île de Sainte-Hélène pour faire la part entre sens de l'histoire et motivations des acteurs. Pour lui, tout se résume, quel que soit le pays, à la proportion des masses : « féodalité monarchique » (selon ses mots) ; différentes catégories de bourgeoisies dont la « classe moyenne » ; et peuple (paysan et petit peuple car il écarte le *lumpen proletariat*). La bourgeoisie pouvait lancer la révolution, mais une fois acquise, c'est « le désintéressement, le courage civique, l'attachement héroïque à la Révolution et à l'indépendance de la Nation[449]» qui conduit le peuple à aller jusqu'au bout. Pour la Russie, il estimait que, une fois Moscou brûlée, le pays n'avait plus de classes moyennes. Dans ces conditions, armer le peuple contre sa féodalité sans l'encadrement par la classe commerçante eut été dangereux. Dans cette réflexion sociopolitique, Napoléon formule l'affirmation : « les théories ont précédé les intérêts », ce qui a permis de lancer la Révolution française, et d'ajouter : « elles ne sont bonnes qu'à détruire les théories de la contre-Révolution ». Autrement dit, la théorie contre une autre théorie, mais le changement social vient des masses en mouvement.

Elite et pouvoir

Est souvent évoquée la liberté nécessaire à la science, du moins à celle qui bouscule les croyances. On lui oppose la société surveillée alors que, comme on vient de le voir, il faut une société à la fois libre et réglée, autrement dit régulée. Le débat et la liberté ne sont rien sans un paradigme rigoureux qui, même faux, ouvre au changement. Dans le passé, cette liberté s'est immiscée dans les interstices laissés vacants par les autoritarismes qui défendaient intérêts et traditions. Le hasard ou les marges d'empire ont aussi joué un rôle dans la découverte de l'Amérique (qui a ébranlé la Bible) et l'invention de l'imprimerie, ceci dans des pays en compétition mutuelle où des élites protégeaient le commerce et l'enrichissement. Quoi qu'il en soit, des millénaires furent nécessaires pour matérialiser une curiosité et une confiance potentielles en mesure de triompher par étape des verrouillages sociaux. Si

[447] Il s'agit du sens en termes de signification. A ne pas confondre avec les SHS actuelles qui évoquent de plus en plus ouvertement les approches « sensibles » où le ressenti a valeur de preuve.
[448] Un exemple en 2023 : https://www.cetri.be/Luttes-anticoloniales-hier-et
[449] Antoine Casanova, op. cit.

avec le recul du temps on voit progresser indubitablement les connaissances utiles ou moins utiles, il est encore aujourd'hui délicat de voir clair dans les équilibres malmenés et les facteurs en jeu. Une des explications de cette difficulté tient aux sagas que certains veulent appliquer à la science européenne, qu'elles soient nationalistes ou issues des philosophes. Ces derniers insistent en effet lourdement sur le savoir accroché au pouvoir en oubliant le reste. La structuration sociopolitique est un élément majeur d'explication car le savoir n'est pas associé à n'importe quel pouvoir. Par exemple, la religion a à la fois contraint la science et l'a permise, comme le montrent les nombreux scientifiques venant des rangs du clergé. Et la religion n'explique pas tout comme on l'a vu avec le lyssenkisme stalinien et les certitudes d'experts au sein des démocraties.

Alors que les disciples désordonnés de Foucault, le maître n'étant lui-même jamais clair, intègrent littérature et sciences jusqu'à ouvrir sans limites la possibilité du relativisme latourien (toutes les connaissances se valent), Etienne Balibar oppose plus classiquement science et politique avec la notion de « monopolisation du savoir ». A la question : « Sommes-nous jamais véritablement sortis de ce dilemme ?[450]», sa réponse est négative et le dilemme reste entier : « C'est donc se condamner à la stérilité intellectuelle que de renfermer le savoir dans les limites d'un monopole de caste, mais c'est en même temps le moyen d'asseoir un pouvoir politique : non seulement de le 'légitimer', mais de rendre matériellement possible une domination, qui dès lors apparaîtra soit comme celle des clercs eux-mêmes (des intellectuels, de l'église, des 'technocrates', etc.), soit comme celle d'une classe de 'maîtres' (nobles, propriétaires) au service de qui ce monopole se trouverait placé, comme une spécialité de 'techniciens' du langage et du savoir ». Et le dilemme de se perpétuer indéfiniment tant que le problème est mal posé. Balibar reprend en effet les allégations de Marx : « Si je me suis étendu longuement sur ces difficultés des formulations de Marx, qui peuvent paraître un peu formelles, c'est qu'il me semble qu'elles manifestent la perpétuation dans sa problématique d'une question classique, celle de la monopolisation du savoir ». En effet, le philosophe ne jure que par les dominations et oublie la société. Il bute sur des « paradoxes » et des « contradictions indépassables » que n'importe quel étudiant aurait prévenu en révisant le cadrage de la question. Aussi se heurte-t-il à l'aporie, qui est loin d'être un détail, qui met dans le même sac les clercs qui couronnaient des croyances et les bourgeois (selon ses termes) qui ont produit une science avantageuse et émancipatrice. Si les intérêts de classe jouent un rôle sur le savoir légitime, ils ne sont pas les seuls tant qu'on n'a pas pris la mesure des régimes de liberté et de curiosité qui favorisent les régimes de vérité. Car ce ne sont ni les seuls clercs ni les prolétaires (les savoirs paysans sont à l'origine de l'agronomie scientifique) qui ont majoritairement produit la science. On pourrait dire que ce sont des bourgeois à première vue, mais seulement parce qu'ils étaient éduqués sans compter le fait que la science est née avant l'hégémonie capitaliste. Un autre philosophe abonde dans le même sens. Il doute du savoir et l'inscrit immédiatement dans la domination sociale. Aussi écrit-il à propos des écoles grecques : « Mais qu'ont produit ces écoles ? Au mieux des savoirs sans conséquences, au pire des fictions qui fourniront immédiatement aux clercs des instruments de domination. Même s'ils ne sont pas encore des instruments, les pseudo-savoirs théologiques notamment vont remplir le champ inertiel du sens : originellement innocents, les savoirs sont instrumentalisables[430]». Tout rapporter à la théologie et ne pas voir dans l'école grecque éventuellement vaine les germes du régime de vérité est un aveuglement d'intellectuel.

Marxiste ou hobbesienne mais nécessairement décalée, la philosophie ne fait pas avancer la compréhension sociale à cause des normes de la profession. La domination existe, mais elle ne doit pas faire perdre de vue les autres facteurs qui ont construit les savoirs et les sciences avec des succès inégaux selon les champs de la connaissance. Car le savoir doit être vu dans toutes ses dimensions

[450] https://www.persee.fr/docAsPDF/raipr_0033-9075_1985_num_73_1_2418.pdf

majeures : « toutes » signifie une prospection transdisciplinaire et « majeures » signifie un classement après les avoir vues toutes. Le commentaire verbeux de Marx ou d'un autre penseur est largement insuffisant. L'affaire est difficile à maints égards car, pour ne prendre qu'un exemple, les applications concrètes du savoir enrichissent ou infirment le savoir car le savoir peut pêcher dans ses applications sans être faux et être inutile en étant vrai.

On a vu que deux facteurs au moins poussaient les sociétés vers le savoir et la raison : la compétition et la distinction. Pourtant, ces deux facteurs ont été d'un faible poids pendant des millénaires jusqu'à ce que la raison vainque avec des difficultés toujours persistantes. Encore faut-il distinguer deux types d'avancées : l'innovation permanente issue des plus habiles expérimentateurs ; et les nouveautés qui remettaient en cause les croyances. Les premières pouvaient bousculer les rentes de situation (un obstacle substantiel pour les artisans et les PME par exemple) et les secondes le clergé et les autorités (un obstacle encore plus substantiel). Comme les idées de rupture demeurent longtemps des ébauches faciles à critiquer et démonter, sauf Colomb qui fournissait une preuve avérée, les autorités n'avaient pas de mal à les marginaliser, au besoin par la violence. Mais le débat libre et la recherche de la vérité ont fini par avoir gain de cause.

Les sciences ont émancipé l'homme à maints égards, mais il fallait une émancipation préalable pour émanciper la science. Il n'est pas douteux que le savoir intellectuel a fait progresser le savoir, mais la part de l'intellectualisation dans l'avancée scientifique et sociale est loin d'être évaluée. Que cette intellectualisation serve les intérêts d'une caste, cela est acquis, mais là aussi il reste à cerner la place de cette caste et du savoir qu'elle instrumentalise pour éviter une philosophie qui se contredit depuis des millénaires. Les physiciens et les ingénieurs sont les mieux placés pour y réfléchir, ce qu'ils font très bien à l'instar d'Emile Picard vu plus haut. Quant à la précocité de l'Europe dans l'émancipation de la science, elle est en lien avec une organisation sociale favorable à la confiance (dans les institutions), organisation qui est aussi commerçante, divisée, non théocratique, etc. Cette liste sous forme d'ébauche est l'aveu du nombre de facteurs dont on ignore le rôle sur le développement et sur les sciences. Quant aux SHS, elles n'ont pas encore fait leur révolution newtonienne qui est de se méfier des normes et des spéculations.

Liens entre concepts

Le savoir (au singulier) est un ensemble de croyances, de pratiques et de données que les spécialistes et d'autres acteurs cherchent à rendre cohérent. Cette définition concerne autant l'art agricole que les théories quantiques. Le savoir devient scientifique avec des méthodes comparatives même si les avancées inédites (et souvent utiles du fait des données utilisées) conduisent à une interprétation fausse. Ainsi les marins et les prêtres se sont longtemps appuyés sur le géocentrisme ptolémaïque ; et les classifications d'Aristote ont longtemps irrigué les conceptions du monde jusqu'à leur « momification » dans la religion chrétienne. Autrement dit, le paradigme a toujours existé, il a pu être utile pour échanger, et il a été souvent contreproductif par les théologies sous-jacentes : soit religieuses, soit chez les SHS de nos jours, voire en sciences dures quand les preuves sont faibles et un groupe d'experts internationaux contrôle une branche de la science. Le lyssenkisme fut de la même manière une tentative de se dégager des contraintes de la science du fait qu'un paradigme et les données qu'il rassemble ne sont jamais définitifs, du moins jamais aussi catégoriques qu'énoncés.

Mais en sciences, les données nouvelles finissent par irriter et interroger avant de retoquer le paradigme pour établir une plus grande correspondance avec les faits. De plus, les branches des sciences établissent des ponts, comme ceux jetés entre les mathématiques et la physique, ou la chimie et la biologie. Des passeurs de frontières interrogent les avancées dans d'autres disciplines pour questionner la leur. La science devient un ensemble que délimite le paradigme général même si

ce paradigme est plein de trous et de questionnements. Le paradigme fournit un cadre aux concepts en les liant d'une certaine manière, voire en les surveillant. Même si le paradigme n'est pas toujours utile, il a toujours existé. Il devient une source de blocage quand il est récupéré par des acteurs dominants (eux-mêmes savants) au point de bloquer le savoir dans un piège heuristique.

Avant de terminer sur le « paradigme pur » qu'incarnent les sciences dures, rappelons que les données, au même titre que le recours à la raison, sont essentielles mais ne sont pas suffisantes. D'abord parce que le premier soin des chercheurs est de les harmoniser avec le paradigme en vigueur et ensuite parce qu'elles ne possèdent pas par elles-mêmes la capacité à s'approcher de la vérité. Pour compléter les données, il est nécessaire de croiser les informations et les branches de la science avec, in fine, la capacité à interroger le paradigme. On en est loin dans le développement. Quand Thomas Piketty[451] avec des données nouvelles démontre une inégalité plus forte que prévue par les théoriciens, Kuznets en premier lieu, il continue à les interpréter à l'aune de la dénonciation du capitalisme sans voir que les autres régimes sociopolitiques font pire. C'est dans ce paradigme intouché qu'il compare les régimes d'accumulation par période et entre les pays riches pour stigmatiser les politiques fiscales qui tendent à favoriser les rentiers. Son ouvrage controversé a permis de mathématiser à long terme les facteurs d'accumulation même si l'application en termes de politiques fiscales ou financières demeure politisée. Il est nécessaire que le paradigme capitaliste ou anticapitaliste soit clairement exprimé pour être débattu, ce qui n'est le cas ni de l'économie, ni du développement ni des SHS en général qui le reprennent comme un pivot invariable.

Les SHS n'ont que faire de la notion de paradigme (anticapitaliste ou autres) car en débattre conduirait à dévoiler leur ignorance, à mettre à nu leurs normes (le refus des analyses techniques ou l'interdisciplinarité rêvée et jamais pratiquée par exemple) et à mettre un terme à leurs dénonciations stériles et aux apparences de progressisme. Un groupe social qui n'est pas nécessairement obtus le devient collectivement dès lors que l'ignorance de la société exige des justifications normalisées (un paradigme donc). Tous les chercheurs n'y adhèrent pas, mais faute d'explications vendables, ils laissent faire la tendance simpliste et radicale qui estime avoir l'explication ultime : le capitalisme. On a vu le même phénomène avec la théorie de la dépendance qui était défendue aussi par des libéraux qui n'avaient pas d'explication au sous-développement autrement que les stades de développement (lesquels ont produit des erreurs monumentales, tels les investissements dans la sidérurgie lourde). Les SHS pour revenir dans la course et prétendre au titre de sciences doivent préciser leur paradigme afin qu'il puisse être débattu. L'atomisme ancien montre en quoi elles peuvent s'en inspirer à court et long terme.

L'atomisme est la très vieille idée pas seulement grecque qui renvoie tout à la matière. Comme les Lumières au XVIIIe siècle qui mettaient en avant la raison pour des raisons politiques, l'atomisme permettait de dénoncer politiquement les croyances, les mystères et l'obscurantisme. Comme ceux-ci imprégnaient les sciences et la philosophie, le paradigme en évinçant la transcendance donnait sa chance à l'analyse de la matière. Il faut dire qu'il s'appuyait sur le constat naturaliste et alchimique que tout se transforme. S'il avait pour lui le bon sens et l'expertise, il avait contre lui les mythes et les croyances. L'atomisme qui stipule l'unité de la matière fut également rejeté par les clercs au Moyen-âge car il n'était pas compatible avec les mystères de la religion comme la transsubstantiation. Le concile de Trente s'appuyait depuis Saint Thomas d'Aquin sur le schéma aristotélicien de la substance et des accidents. En 1624, le médecin Étienne de Clave fit scandale en placardant à Paris quatorze thèses contre Aristote dont la dernière proclamait qu'il fallait substituer l'atomisme à l'hylémorphisme d'Aristote : « Toutes choses sont composées d'atomes ou indivisibles, ont esté ignoramment ou

[451] Le Capital au XXIe siècle, Le Seuil, 2013, 976 p

plustost malicieusement bafouées par Aristote »[452]. A quand un Etienne de Clave pour lutter de nos jours contre l'aristotélisme des sciences du développement ?

L'atomisme à la fois contrecarrait le paradigme religieux et prenait en compte le savoir de l'alchimie. Aurait-il été utile à l'époque ? Pas vraiment car il faudra attendre Galilée. Mais dans la phrase « attendre Galilée », le mot « attendre » est capital. Si l'atomisme avait eu gain de cause à l'époque, il n'aurait sans doute pas débouché sur des applications concrètes, mais il eut créé un précédent. Et Aristote eut été plus facilement déboulonné alors qu'il a fallu attendre plus d'un millénaire pour remettre en cause ses « accidents » et ses « formes » qui reposaient plus sur un ressenti métaphysique et suivaient l'ornière de la discussion philosophique alors qu'il fallait faire confiance aux experts de l'époque[453]. Donner un sens à la nature à partir des données (l'alchimie en l'occurrence) peut orienter les expériences à venir. Elle peut réduire l'importance des pierres philosophales et surtout fournit des antécédents qui ne sont jamais perdus. Et derrière l'universalisme de la matière transparaît l'universalisme de la méthode avec l'idée de lois qui servira à la science ultérieure. A l'époque antique, l'atomisme fournissait un cadre (la matière) qui pouvait être expérimenté et éventuellement réfuté. Ce n'est pas le cas des SHS condamnées au « paradigme infligé ». Le capitalisme et le colonialisme sont des éléments de foi avec recrutement, action politique et regroupement social qui demeureront inchangés tant que les SHS n'ont pas confiance dans la science (ni dans la science sociale). La défiance empêche la quête de données contradictoires, une interdiction qui entretient à son tour l'ignorance des sociétés et pérennise les normes et l'explication simpliste des franges de la profession. L'inégalité sociale est une noble cause, y compris dans la recherche, mais les chercheurs doivent expliquer son ubiquité depuis les animaux jusque dans les sociétés les plus égalitaristes. Lutter pour une cause fournit une caution, mais elle écarte de la science. Cette servitude volontaire n'éclaire pas et elle polarise depuis longtemps la société jusque dans les luttes actuelles du féminisme, de l'animalisme et de l'écologie, polarisation qui est le principal obstacle à des avancées substantielles. Dans le développement, il n'y a pas de polarisation car, faute d'intérêt populaire, c'est le lyssenkisme qui sévit.

La fabrique du consentement

Le développement est une « fabrique du consentement » qui mobilise des procédés de communication pour séduire. Et qu'importe que le savoir soit vrai ou faux dès lors que les acteurs estiment détenir une vérité tant l'influence de la fabrique est redoutable. La notion a été inventée par Noam Chomsky et Edward Herman pour dénoncer la droite dans la démocratie américaine. Pour eux, l'information avant Internet était sous le contrôle des classes dominantes. Les médias étaient en effet un enjeu majeur dans un écosystème démocratique. Les auteurs s'intéressent alors à leur contrôle par les financements (possession d'entreprises, subventions publiques, publicité) et les sources d'information dans deux situations : la couverture américaine de la guerre du Viêt Nam et les élections en Amérique Latine dans les années 1980[454]. Aussi les médias seraient-ils « les instruments d'une vaste communication idéologique visant notamment à promouvoir le libéralisme économique et à légitimer la politique étrangère des États-Unis ».

Si l'interprétation repose plus sur une idée préconçue qui sélectionne les faits, les cinq filtres choisis méritent l'attention :
- la dimension économique du média ;

[452] https://fr.wikipedia.org/wiki/Atomisme
[453] Il est curieux qu'aujourd'hui encore les philosophes et les historiens mettent sur le même plan Thalès, Ératosthène, Démocrite, Pythagore et Anaximandre quand ce n'est pas Socrate et Platon.
[454] Wikipédia

- le poids de la publicité ;
- le poids des sources officielles ;
- les pressions de organisations et d'individus sur les lignes éditoriales ;
- et le filtre idéologique comme l'anticommunisme, la guerre contre le terrorisme, etc.

Une telle grille de lecture est une bonne ligne de départ pour préciser les conditions de la vie démocratique, mais l'interprétation proposée a été invalidée d'abord par la résilience des institutions en période de crise[455] et ensuite par les jeux d'influence multiples exacerbés par les réseaux sociaux[456]. Il faut rappeler ici qu'une influence fonctionne à la marge et ne parvient guère à faire changer d'avis une majorité[457]. L'idéologie plus que la rigueur a rendu les auteurs outranciers car ils cherchaient moins à attirer l'attention sur le contrôle des médias qu'à remettre en question le grand récit démocratique qui met en avant le contrepouvoir essentiel du « quatrième pouvoir ». Et plutôt que de lutter pour l'indépendance des médias, ils ont pris leur désir pour des réalités en accusant la démocratie d'être une dictature. Du côté européen, le populisme de l'approche a manifestement échappé aux chercheurs habitués, comme on l'a vu dans la partie précédente, à prendre des vessies pour des lanternes. Le simplisme idéologique de la fabrique du consentement frise en effet le complotisme même s'il est avéré que des journalistes sont aux ordres d'une classe ou d'une autre[458]. La domination n'était d'ailleurs pas aussi solide qu'ils le pensaient puisque les riches auraient besoin des journalistes. Toujours est-il que la fabrique du consentement a fait florès car elle étayait opportunément l'idée de domination et son avatar contemporain : la « servitude volontaire[459]». Avec l'hégémonie (processus qui rend évidente une narration et qui empêche tout questionnement) et les « illusions » bourdieusiennes, la servitude est la nième tentative alambiquée pour expliquer l'indifférence supposée des masses. Les dérives politiques existent, mais l'indifférence est évidemment une illusion d'intellectuels comme le prouvent les élections qui comptent et la mobilisation des Gilets jaunes. Mais les militants oublient l'ensemble pour mettre en exergue la partie. Selon eux, la population n'aurait aucune responsabilité ; les notions de légitimité et de contrat social sont niées[460] ; et les deux auteurs ne s'embarrassent pas de nuances pour dénoncer les médias qui sont pourtant, avec les associations et une justice indépendantes, un pilier de la démocratie[461].

Si la sociologie est de gauche, alors le développement est une fabrique de gauche par emphase morale et irréalisme économique. Mais il est possible de dépolitiser la notion et de se contenter de l'idée de « fabrique de légitimité ». En effet, le domaine du développement n'échappe pas à la manipulation pour trois raisons : le développement est propice à l'information émotionnelle ; les ONG ont besoin des dons privés ; et la surdétermination morale de l'aide aux démunis ne prédispose pas au

[455] En particulier sous la présidence de Donald Trump.
[456] En 2023, l'achat de Twitter par Elon Musk semble plus financier que politique, mais les associations et les médias eux-mêmes sourcilleux quant à leur indépendance veillent.
[457] Ce que commençait à reconnaître le journal le Monde en 2023. L'article Au cœur de la machine de propagande russe en Afrique reconnaissait enfin que les usines à trolls et les influenceurs s'appuyaient sur un fort rejet de l'Occident : https://www.lemonde.fr/international/article/2023/07/28/faux-medias-et-reseaux-sociaux-au-c-ur-de-la-machine-de-propagande-russe-en-afrique_6183719_3210.html Voir aussi l'étude : https://www.lemonde.fr/pixels/article/2023/07/28/des-chercheurs-etudient-les-effets-de-facebook-sur-la-polarisation-politique_6183761_4408996.html
[458] Les chercheurs si prompts à déceler des influences néfastes ne sont-ils pas eux-mêmes enclins à être influencés par un gourou chez qui ils trouvent les arguments qui manquent à leur idéologie ?
[459] Le Discours de la servitude volontaire d'Étienne de La Boétie est publié en 1574.
[460] https://www.cairn.info/revue-cahiers-d-economie-politique-1-2007-2-page-135.htm
[461] Les auteurs reconnaissent le rôle positif de la presse dans les affaires du Watergate ou des *Pentagon Papers* (http://www.noam-chomsky.fr/la-fabrication-du-consentement-2/)

débat. Dans un contexte favorable à la manipulation sans contrepouvoirs[462], les médias sont le jouet des ONG, jouet d'ailleurs assumé tant à droite qu'à gauche car le développement est historiquement de droite et capté par la gauche avec l'appui des intellectuels[463]. Les médias façonnent une image qui pérennise les dons privés qui, même modérés, conditionnent les dons publics canalisés vers les ONG et le développement[464]. Une épée de Damoclès est d'ailleurs suspendue au-dessus des gouvernements du Nord avec les ONG qui abusent de la seule arme dont elles disposent : la dénonciation, arme purement négative sans aucun impact positif sur le développement. Le monopole du cœur rend la partie facile pour les ONG dont l'image pourrait seulement être ternie avec l'inefficacité et l'échec. Les ONG mobilisent peu la publicité classique car les documentaires apparemment objectifs qui les mettent en scène font parler d'elles. Certains médias se sont fait même une spécialité de donner autant d'importance aux rapports ou aux photos chocs des ONG qu'aux rapports officiels[465]. Les sources officielles sont utilisées opportunément, comme les statistiques, mais les ONG produisent aussi leurs données. On retrouve les facteurs de consentement listés par les deux auteurs américains.

La fabrique du consentement dans le développement, à la différence du modèle de Chomsky et Herman, n'a pas besoin de contrôler la presse. L'écosystème distribué en rideaux dont le premier est dominé par quelques ONG structurantes est en mesure d'être écouté dès lors qu'il se fait l'écho des attentes de l'opinion publique. Il lui suffit de faire appel à la morale (droits de l'homme, environnement), aux dénonciations, aux narrations opportunes (modes de développement) et à tout à ce qui permet de devenir son porte-parole attitré. L'invariant historique est l'action plus que la réflexion, ainsi que l'ethnocentrisme, le savoir partiel et l'ignorance générale dans un cynisme qui reste discret. Dans le domaine des règles internalisées, la surveillance panoptique des ONG entre elles n'est pas à sens unique mais officie dans tous les sens. Les règles ne sont d'ailleurs ni strictes ni écrites comme avec les définitions du mot développement (encadré ci-dessous). Un socle mou de principes fédère et produit peu d'oppositions alors que l'échec est minoré par les mécanismes vus plus haut. En fait, le développement ne passionne personne et aucun veto-player, un acteur en mesure de contrecarrer une dynamique collective, ne se fait connaître. Tant que le socle ne touche pas aux intérêts essentiels, les classes dominantes et les gouvernements laissent faire et ne s'interposent qu'en cas d'excès. Le Nord dispose d'outils pour contrarier les controverses éventuelles (centres de recherche dédiés privilégiant les solutions, financements, constitution de comités ad hoc) et les gouvernements au Sud brandissent l'ingérence politique. Le consentement n'est pas une affaire de domination sociale, mais morale.

[462] La presse se fait régulièrement l'écho des dérives des influenceurs et ce sont plus les affaires morales et juridiques qui détournent les followers que les arnaques révélées. Dans le domaine du développement, les réseaux sociaux sont une aubaine pour l'engagement des jeunes, la communication émotionnelle et l'optimisation des campagnes d'appel aux dons (https://ruche-pollen.com/blog-social-media/communication-des-ong-sur-les-reseaux-sociaux). Nul besoin de débat ni de controverse car les followers sont pré-formatés pour agir. Pour les chiffres, cf. https://harris-interactive.fr/newsfeeds/les-ong-les-reseaux-sociaux-et-lengagement-citoyen-en-2017-les-resultats-du-barometre-harris-interactive-2017-pour-communication-sans-frontieres-et-facebook-devoiles-a-loccasion-du-p/

[463] Il en va de même de l'écologie initialement de droite et captée par la surenchère irréaliste de gauche (cf. Une autre histoire de l'environnement).

[464] Les médias sont plus agressifs contre les organisations internationales que dénoncent aussi les ONG.

[465] A l'exception des rapports officiels de plus en plus dramatiques car la dramatisation est la seule manière d'être publiée. Il est désormais devenu impossible de produire de la science dans les champs les plus gangrénés comme l'est l'environnement.

L'ONG CLE DE VOUTE DE L'ECOSYSTEME

Par son rôle assumé de vigie morale, l'avant-garde engagée est désormais au cœur du consentement, de la servitude volontaire et de l'hégémonie. A ce titre, elle est la clé de voute de l'écosystème élargi qui prend en écharpe la démocratie. Ses acteurs délèguent les actions de terrain et de lobbying aux ONG. Mais cette position confortable pourrait changer par la fragilité des consensus (voir plus loin). En effet, la marge de manœuvre limitée par l'obligation d'épouser une part non négligeable de l'opinion publique empêche d'évoluer et condamne les plus faibles, les ONG, à disparaître. En attendant, il faut sans cesse ménager une unité qui, si elle occulte les extrémismes, astreint à des discours et des actions sans réflexion et sans loyauté.

Même si les attaques sont rares, les ONG doivent se défendre. Aussi certaines d'entre elles se sont-elles données la mission de clouer au pilori les plus mauvaises d'entre elles. Cette police de la pensée est efficace dans le monde de la dénonciation, la norme morale du bien (environnement, minorités, pauvreté) s'opposant à l'injuste, au mal ou au système selon les circonstances. Les ONG n'entrent donc pas dans le débat et leur image n'est pas écornée. Les critiques sont rares car de nombreux chercheurs leur sont attachés par la morale et les dénonciations partagées. Seuls les chercheurs radicaux remettent en cause d'ailleurs moins les ONG que le développement selon le cliché qu'il est vendu au libéralisme.

La nécessité de l'unité dans l'univers des dénonciations se manifeste dans la platitude des définitions du développement. A la question : qu'est le développement ? les sites académiques et associatifs optent pour des intitulés peu significatifs. Le développement durable pourtant largement critiqué demeure un référentiel indispensable par sa définition large, floue et suffisamment flexible pour le différencier du progrès (tableau suivant).

Quelques définitions du développement dans les ONG
- Le développement est l'action de faire croître, de progresser, de donner de l'ampleur, de se complexifier. Le développement économique désigne les évolutions positives dans les changements structurels… -Le concept de développement désigne l'ensemble des transformations techniques, sociales, territoriales, démographiques et culturelles... - Le développement durable est « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à... - Le développement est l'ensemble des transformations structurelles (démographiques, économiques, sociales, mentales, politiques, etc.) qui... - Le développement durable est issu de cette idée que tout ne peut pas continuer comme avant, qu'il faut remédier aux insuffisances d'un modèle de développement... - Le développement durable est la notion qui définit le besoin de transition et de changement dont a besoin notre planète et ses habitants pour vivre dans un... Etc.

Curieusement, peu de définitions donnent la priorité aux récipiendaires dans les pays du Sud car, si le développement était de nature humaniste, il suffirait de mentionner les besoins en matière de santé, d'éducation et d'inclusion, autrement dit les demandes légitimes. L'avantage, pour les ONG, d'une définition généraliste est de justifier n'importe quelle action. Un autre avantage est d'éviter les débats, ce que renforce une diversité fuyante en lien avec un écosystème grossièrement structuré. Difficilement attaquable avec l'étonnante capacité à échapper au débat, sauf quand le débat est en faveur des ONG, le flou est la condition d'existence de l'écosystème qui n'a, d'ailleurs, aucun intérêt ni la volonté de s'organiser. Il aurait pourtant plus de pouvoir, mais ce serait au détriment de la liberté

de chacune. Comme entreprise morale, l'écosystème occupe la place des syndicats communistes d'antan. Il peut s'enorgueillir du même succès d'estime mais, à la différence de ces derniers, les ONG ne peuvent pas s'institutionnaliser ou s'organiser. Soutenues par l'opinion publique, elles doivent se contenter d'exercer une influence en dehors de la démocratie par le formatage moral qui surdétermine le débat. Leur capacité d'influence est éternellement limitée. Dans les faits, elles font oublier leurs échecs par la dénonciation permanente et la surenchère narrative. L'écosystème est dans l'impossibilité de mettre en place une coordination qui donnerait visibilité, cohérence et pouvoir. En effet, une telle coordination deviendrait la proie des luttes partisanes qui lui retireraient l'appui populaire et la mettraient à égalité avec les partis politiques. Une telle institutionnalisation rendrait possible le débat et rognerait la diversité des extrémismes. Les ONG préfèrent cacher les clivages derrière des valeurs communes qui font illusion. Non seulement l'écosystème ne peut pas s'organiser, mais il ne le veut pas car il perdrait ce qui fait sa force. Il est condamné à végéter. Si on lui imposait l'institutionnalisation, il disparaitrait.

Qu'est-ce qui lie l'écosystème ? La police des mœurs agit à la marge alors que les définitions vagues dans le registre opérationnel sont peu unificatrices. Je reviendrai sur la dénonciation morale qui produit autant de cohésion que de clivage. En revanche, l'image dans les médias fait partie de la fabrique unitaire du consentement et lie les ONG les unes aux autres. La structure lâche de domination par les grandes ONG qui financent et sont proches des organisations internationales est également un élément de cohésion même si elles génèrent concurrence et frustration. Mais l'élément le plus cohésif concerne les modes narratives. Ces dernières ne sont pas seulement une nécessité pour dépasser les échecs et renouveler les promesses de développement comme on l'a vu. En fait, les grandes ONG doivent composer avec l'opinion publique dont les petites ONG sont une émanation directe. Elles doivent aussi n'effaroucher ni les ONG de droite ni celles de gauche et, pour ce faire, les modes sont dépolitisées et plutôt techniques (développement intégré puis approprié, éducation des minorités, bonne gouvernance, approche participative, agroécologie). Les modes sont le sésame des financements, mais les financements ne sont pas l'unique moyen de domination. Les fondations, les philanthropes, les petites ONG, les organisations religieuses et les ONG de droite suivent le mouvement car les modes bénéficient du soutien de l'opinion publique qui y voit des actions élargies. De leur côté, les bailleurs publics[466] et les organisations internationales sont sensibles aux modes car elles sont le seul moyen de pérenniser le développement quand les échecs s'accumulent. Les fondations privées font de même malgré leurs fonds propres car les communautés récipiendaires de l'aide sont elles-mêmes sensibles aux modes. Une mode est un coup de projecteur dont chacun veut profiter. Autrement dit, les modes narratives sont une nécessité pour tout l'écosystème qui s'y prête de bon gré. On le voit avec la rapidité de propagation d'une norme qui s'impose du jour au lendemain à l'étonnement de tous les observateurs. Tout le monde court après les financements et la notoriété dans une sorte de panoptique réciproque qui oblige chacun, même s'il n'est pas surveillé en permanence, à internaliser l'idée de la surveillance et à appliquer les normes du groupe. Plus que de surveillance, « l'écosystème panoptique » est un monde en rapport réciproque (mais pas symétrique) où chaque acteur exerce une influence. Ce pourrait être un mode de gouvernance acceptable si l'échec n'était pas lui aussi la norme.

Aussi l'unité de croyances sert-elle l'unité de l'écosystème quand l'ignorance autant du « moine laïque » (le militant) en mal d'action que de « l'évêque prêcheur » (les responsables d'ONG) est propice à faire sienne ces croyances. Les dénonciations rassemblent sous l'égide de l'utopie, de l'irréalisme, de la morale et de la société idéale alors que les propositions constructives d'un vrai développement sont moins fédératrices. C'est le cas quand les émotions conduisent les campagnes

[466] Le financement public peut dépasser la moitié du budget total.

d'influence[467]. L'écosystème se mobilise également pour dénoncer les gouvernements qui réduisent l'aide internationale. Les grandes ONG ne peuvent pas s'écarter de l'opinion publique dont elles ont besoin pour les dons, ni des petites ONG dont elles sont l'écho. Ces dernières qui refusent l'ingérence politique et privilégient l'action locale lient les grandes ONG qui ne peuvent pas s'isoler du terreau commun même si les petites dépendent des grandes par les contributions financières et les modes narratives. L'écosystème fait appel aux chercheurs quand il a besoin d'une caution quitte à accentuer le clivage entre chercheurs acritiques et chercheurs rigoureux. Leur collaboration est de toute façon forcée par la pression ministérielle qui exige leur rapprochement unilatéral de la société civile. Mais les modes ne vont-elles pas s'épuiser ? Il y a une peur que ce soit le cas car les modes ne sont pas inépuisables et le recyclage des vieux thèmes a des limites. Mais ce n'a pas été le cas jusqu'à maintenant comme le montre l'improbable agroécologie. Les chercheurs qui l'appuient sans réserve[468] ne sont pas les mêmes que ceux qui en voyaient les limites. D'un autre côté, les modes techniques sont extensibles à l'infini avec le droit, l'éducation et tout champ d'actions qui peut contribuer à la mise en scène d'un savoir partiel. Toujours est-il que des signes pourraient sonner le glas des ONG. L'échec du participatif conjugué sous de nombreuses formes (pas encore sous la forme du vote démocratique ou de la lutte syndicale, deux voies qui n'ont pas besoin des ONG) pourrait durer car personne n'a trouvé une alternative acceptable. L'échec de l'agroécologie communautaire avec le soutien des anthropologues est annoncé, mais par quoi sera-t-il remplacé ? Mais si les ONG sont aux abois, leur fin pourrait venir d'ailleurs. On voit désormais la privatisation des projets de développement au nom d'une plus grande efficacité des entreprises privées pour les objectifs de moyens (et pas de résultats). De son côté, le don net pourrait remplacer la culture de projets. Ailleurs, les ONG « sudisent » leur personnel d'encadrement avec les populations locales[469]. Si pour le moment les nouveaux cadres locaux se contentent de transmettre les thèmes choisis au Nord, l'ancien ethnocentrisme va éclater à la face des donateurs. Les thèmes apolitiques de développement pourraient alors être remis en cause avec des approches plus autoritaires, religieuses ou politiques. Les ONG ne disparaitront pas subitement, mais les fissures pourraient s'agrandir.

Car l'opinion publique occidentale peut se lasser du manque de réactivité face à l'échec opérationnel. Les critiques, jusqu'à maintenant anecdotiques[470], n'ont pas encore affectées les ONG, mais une orchestration politique avec des critiques précises signerait leur fin. Deux fissures principales peuvent être utilisées : les grandes et les petites ONG, celles de droite et de gauche. On peut en effet classer une ONG selon son degré de pureté morale qui permet de dénoncer avec plus ou moins de vigueur. Et si cette échelle n'existe pas encore, elle distinguerait les ONG de la gauche radicale qui dénoncent le « système » avec obstination. Le répertoire de dénonciation n'est en effet mobilisé que par certaines ONG au risque de la rupture avec l'écosystème. Pour le moment, la dénonciation demeure régulée et les attaques des ONG contre le capitalisme demeurent marginales. Mais une crise pourrait consommer la rupture avec l'opinion publique. Alors que la dénonciation de *greenwashing* par exemple ne nuit pas à l'unité, une dénonciation radicale attirerait les militants et serait en même temps un repoussoir pour l'opinion publique. La surenchère de gauche s'opposerait au fond de charité

[467] Eva Illouz, Les Émotions contre la démocratie. Collection Générale 336p

[468] Les chercheurs sont tellement persuadés des modes qu'ils cherchent moins à les prouver qu'à rechercher des solutions, planifiant avec soin l'illusion et l'échec à venir : https://consocitoyendd.sciencesconf.org/data/pages/AAC_Le_consommateur_citoyen_levier_du_developpement_durable_mythes_et_realites.pdf

[469] https://www.cairn.info/revue-internationale-des-etudes-du-developpement-2020-1-page-165.htm

[470] Par exemple Arturo Escobar (Encountering Development : The Making and Unmaking of the Third World, Princeton, NJ, Princeton University Press). L'absence de critique dévoile là encore les limites de l'anthropologie : https://www.cairn.info/revue-critique-internationale-2020-4-page-207.htm

des ONG de droite. Les clivages ont déjà eu lieu en fonction de la pureté environnementale, mais le public n'est pas au courant. La sécession serait envisageable le cas échéant.

Est-ce que les liens tissés avec les organisations internationales survivraient en cas de défaillance de l'unité de l'écosystème faite de normes et de dénonciation ? Comme on l'a vu, le monde individualiste et compétitif des ONG qu'unissent des liens obligés est un château de cartes. La loyauté ne fait pas partie du logiciel d'ensemble quand la dénonciation et les clivages partisans sous-tendent l'écosystème. Il n'est pas rare que les ONG dénoncent les organisations internationales au même titre que les dirigeants des pays riches. Dans l'écheveau des dépendances réciproques, les ONG sont promptes à s'en démarquer. Aucune loyauté n'est à attendre sauf par le truchement du financement. Les ONG et les organisations internationales ont le même objectif de lutte contre la pauvreté, mais les ONG sont dans la surenchère morale. Les relations entre ces grands acteurs relèvent du marchandage perpétuel. Les organisations internationales exercent une influence sur les plans économique et politique sur le développement (Plans d'ajustement structurel, ultralibéralisme, protectionnisme, décentralisation) même si ces politiques n'ont jamais produit de développement. Mais la conditionnalité morale des prêts (droits de l'homme, environnement, bonne gouvernance, etc.) est sous l'influence des ONG, cette place fut-elle un strapontin. D'ailleurs la conditionnalité est facilement détournée par les pays récipiendaires[471]. Dans ce marchandage, les ONG font porter la culpabilité des échecs sur les organisations internationales. De ce jeu de dupes, le développement n'en ressort pas gagnant.

En résumé, les ONG exercent une influence déterminante sur la narration et les idées en vogue dans le développement alors qu'elles pérennisent l'échec. Incapables de s'organiser, elles s'adaptent en tirant la couverture à elles en permanence. Leur incapacité à changer en font les coupables du non-développement, du moins pour les ONG en charge de l'environnement et du développement (il en va autrement des humanitaires et du plaidoyer politique). Pour aider à un licenciement massif, on pourra s'appuyer sur les clivages internes dont le principal est la surenchère morale que ne peuvent pas suivre les acteurs qui ne sont pas de gauche (ONG de droite ou neutres[472]).

L'AVANT-GARDE DE LA BIEN-PENSANCE

Ébauché dans l'introduction générale, l'écosystème des acteurs du développement n'est pas isolé. Il est même sous la dépendance de l'avant-garde morale des combats menés pour l'environnement et les droits de l'homme avec une teneur partisane marquée. Comment peut-on lier les défenseurs de la permaculture, des jardins urbains et de la consommation bio ou éthique au Nord aux ONG de développement et à l'engagement partisan ? Doit-on y inclure de manière plus indirecte encore les sous-mouvances qui reprennent les préceptes bio pour des raisons d'ascèse, de spiritualité, de convivialité urbaine et d'animalisme, chacune ayant son agenda, ses alliances et son répertoire d'action ? On a vu que l'agroécologie est la tentative scientifique d'englober ces mouvements afin de permettre une promotion générale au Nord et au Sud. Il n'y a rien de partisan dans cette initiative qui est d'ailleurs réussie sur le plan médiatique puisque les ONG au Sud évoquent peu l'agriculture bio ou la permaculture. Mais à y regarder de près, les associations au Nord et les ONG au Sud partagent les thèmes à la mode ainsi que leurs justifications. Aussi transparaissent derrière ces pratiques anodines la collapsologie et leurs gourous. Jeremy Rifkin ne fait pas partie des plus révolutionnaires mais déjà le

[471] Voir : Une autre histoire de l'Environnement

[472] La disparition des ONG ne doit pas laisser la place libre aux accords bilatéraux ni aux organisations internationales qui engendreraient le même échec du fait des mêmes modes apolitiques qu'elles seraient tenues de promouvoir face à la même transparence vis-à-vis de l'opinion publique. Les prétendus experts sans régulation produiraient le même résultat.

philosophe Pierre Rabhi montrait son inclination pour la collapsologie. Ce sont d'ailleurs les associations qui défendaient la démocratie touristique des premiers charters qui ont fait connaître Rabhi qui expérimentait alors ses composts utopiques au Burkina Faso. Si les adeptes sont de tous bords politiques, leurs associations fournissent une explication qui peut être générationnelle (contre le mode de production des *boomers*), populiste contre les institutions ou « anticapitaliste ». L'écosystème du développement, notre point de départ, est donc en lien avec différents acteurs du Nord vus sous la forme de « rideaux ». Au **premier rideau** composé par l'écosystème des acteurs du développement, s'adjoint le **deuxième rideau** des avant-gardes occidentales dont les dénonciations partisanes (de gauche) ont trouvé un terreau fécond dans la postmodernité. Le **troisième** rideau est composé de l'opinion publique ainsi que de ceux qui cherchent à profiter de la fabrique du consentement, tels les partis politiques du Nord et du Sud, ou les groupes qui tentent de l'orienter. Il inclut les indifférents (qu'un écrivain contemporain appelle les 'humanistes mous' après Tocqueville qui apostrophait les citoyens 'mous et pusillanimes[473]') qui se taisent ainsi que la classe dominante tant que leurs intérêts ne sont pas affectés. Le tableau suivant propose un **quatrième** rideau qui est le cadre temporel et culturel de la liberté démocratique. Chaque niveau contribue à la production des modes narratives (développement durable, bonne gouvernance, participation sociale, agroécologie) et à l'échec final.

Les acteurs de l'échec du développement

Niveau d'acteurs	Formatage des modes de développement	Formatage de l'échec général
4ème rideau	Période, régime et culture → → ↓	Tous les rideaux de l'écosystème → → contribuent à l'échec du développement
3ème rideau	Contexte et opinion publique → → ↓	
2ème rideau	Mouvance avant-gardiste → → ↓	
1er rideau	Acteurs directs du développement → → (locaux et structurants)	

La fabrique du consentement dépasse l'action locale et le lobbying du développement. Elle dépend en premier chef des avant-gardes des pays riches sous le leadership de la gauche de dénonciation (deuxième rideau). Elle dépend du troisième rideau où agissent ponctuellement ou durablement les syndicats, les partis politiques et les gouvernements qui cherchent le pouls d'une opinion publique soucieuse d'actions et porteuse d'engagements. Celle-ci semble évanescente mais tous la matérialisent en se hasardant à en devenir le porte-drapeau. La tâche n'est pas compliquée car sa diversité faite de sympathisants qui donnent et d'indifférents qui ne donnent pas cache le fait que très peu de gens se positionnent contre le développement. Le quatrième niveau qui n'est ni argumentaire ni idéologique ni financier est le cadre temporel et culturel d'une liberté d'agir jamais acquise. Dans les démocraties, les ONG n'ont pas à lutter pour exprimer leur position.

Une conclusion peut être tirée de l'influence de l'avant-garde dans les pays occidentaux. Alors que le développement au Sud est l'affaire d'un microcosme qui prolonge l'avant-garde dénonciatrice et prescriptive, l'écosystème ne se débarrassera pas facilement des réflexes d'ethnocentrisme. De plus, si les ONG devaient disparaître du développement, il y a fort à parier que l'hydre dans son ensemble les régénèrerait d'une manière similaire. Avant l'éventualité de la « karchérisation » des ONG du développement, il faudrait convaincre l'avant-garde du caractère contreproductif des ONG. Mais là encore, une autre difficulté surgirait : cette avant-garde prompte à enfourcher les chevaux de bataille

[473] https://www.jstor.org/stable/pdf/44850690.pdf

se satisferait de la sobriété imposée aux pays du Sud par absence de développement. Cette remarque n'est pas anodine car on peut imaginer le cynisme de ceux qui prônent la sobriété au Nord et se félicitent secrètement de l'échec du développement au Sud.

Les invariants de la bien-pensance

Le cheminement proposé dans cet ouvrage montre à quel point la bien-pensance sous-tend un développement en échec. Adossée à des certitudes et des légitimités à peine suffisantes pour occulter l'ignorance, la bien-pensance mériterait qu'on en fasse l'histoire longue, dans laquelle le développement occuperait une place d'honneur. Si elle devait se faire, cette histoire ne pourrait omettre les grandes ONG et l'avant-garde morale d'aujourd'hui. Le chapitre à consacrer à la charité chrétienne pourrait même surprendre s'il montrait que les belles idées des premiers (ONG) et deuxièmes rideaux (avant-garde) sont plus inconsistantes que les écoles et les dispensaires construits dans la durée par la charité religieuse, même si cette dernière ne cachait pas son prosélytisme. La bien-pensance a d'ailleurs trouvé son « climax », mot en lien avec l'écosystème, dans une postmodernité ouverte aux quatre vents de la dénonciation : des autorités, des dominations et des institutions. La dénonciation au nom du bien et du juste a toujours existé, mais la société post-matérielle où personne ne lutte plus pour survivre devient le terreau populiste des appels à la société idéale. Il ne s'agit d'ailleurs plus du bien, mais d'un mieux, voire d'un mieux-disant. C'est au nom du mieux-disant que la dénonciation se justifie, ce dont les ONG et les chercheurs profitent pour exister en exagérant les dérives du système qui iraient des modes de consommation jusqu'à l'insulte du « capitalisme » en passant par les limites de la démocratie ou le libéralisme honni.

La dénonciation bienpensante de l'avant-garde progressiste a trouvé des philosophes qui ont théorisé la déconstruction pour asséner une morale simplette qui fait fi de l'histoire de ce type de dénonciation et du fonctionnement des sociétés. Mais quel philosophe ne se rêve pas dans les habits de Karl Marx qui a bien failli bousculer la planète et peut se targuer, indirectement, de millions de morts ? Certes la déconstruction ne peut pas unifier une classe sociale sur la planète. Tout au plus peut-elle mobiliser les Suds d'ailleurs confrontés à d'autres problèmes (narcotrafic, pauvreté, islamisme, etc.). Elle peut aussi donner le change en mobilisant les minorités contre l'ennemi commun (le supposé capitalisme néocolonialiste) dans des bagaudes sanglantes. Le problème est qu'il faudrait trouver une unité à la lutte des minorités. Pour les chercheurs, dont on a vu que la compréhension des sociétés n'est certainement pas le but, la théorie de la déconstruction est incontournable puisqu'elle sert justement à dénoncer ce qui ne l'était pas encore. Les dominations diverses sont des nobles causes, mais faire de la déconstruction l'acmé de la recherche n'est que la nième forme de bien-pensance avec l'échec à la clé du fait de l'ignorance des chercheurs. Visant la radicalisation, la seule conséquence est la progression des idées de droite. Car la gauche n'a jamais compris que des bonnes idées ne doivent pas polariser la société sous peine de réactions vives. L'histoire (à charge et à décharge) devrait être le recours incessant des agitateurs.

Mais qu'est la déconstruction qui attire les intellectuels à courte vue alors que son influence politique ne dépasse pas l'enceinte de quelques universités dont certaines sont même devenues un repoussoir sociétal ? Il faut distinguer deux phases dans la déconstruction. Et sont problématiques, au sein de la seconde, seulement les égarements et récupérations qu'incarne le wokisme qui, d'éveil libératoire du mouvement afro-américain, est devenu l'attaque réglée contre les institutions au nom de dominations réelles mais mal définies. Mais avant de revenir sur la dérive de l'émancipation postmoderne dans sa phase individualiste et dénonciatrice, je reviens sur les bons côtés de la déconstruction, lesquels touchent les deux phases. La déconstruction est avant tout l'analyse critique des évidences peu ou pas étudiées dans une société. Elle n'est pas nouvelle puisque le repérage d'un dysfonctionnement conduit à interroger les raisons de son acceptation au-delà des discours officiels de déni ou de

minoration du problème. La critique argumentée déconstruit pour signaler les erreurs de perception ou une domination logée dans les discours, les pratiques et les institutions qui pose un éventuel problème au collectif. Dans le sillage de cette déconstruction banalement critique en sciences, la déconstruction a attiré en seconde phase les philosophes, dont ceux de la French Theory. En particulier, Jacques Derrida voulait dépasser l'analyse critique du monde politique « pour mettre au jour l'impensé des discours et ébranler les présupposés hérités de la métaphysique occidentale[474]». Tant qu'il s'agit d'explorer les non-dits et les dominations qui se cachent dans le langage et les hégémonies, il n'y a rien à redire et l'initiative mérite d'être secondée. Elle n'est d'ailleurs que la version intellectualisée d'une émancipation que chacun vit tous les jours avec ses bonheurs et ses dérives (individualisme, complotisme, relativisme, ostracismes divers, etc.). Pour les penseurs, il s'agissait d'une étape pour comprendre la servitude volontaire et ses évidences non discutées comme, par exemple, les minorités qui ne sont pas considérées ou qui sont perçues comme des déviances – tels les homosexuels pendant longtemps.

Malheureusement les dérives sont consubstantielles à cette philosophie dans la mesure où le philosophe est armé intellectuellement pour les prévoir. Car l'idée de la déconstruction n'est pas venue spontanément à ceux qui cherchaient à détecter le colonialisme systémique au plus profond des institutions et des pensées intimes de chacun. Avec son bagage intellectuel, Derrida connaissait le pouvoir d'une idée sur les franges radicales et il aurait dû imaginer le tsunami déclenché par les franges radicales des bonnes causes. Ce fut ainsi le wokisme ou encore les dérives ultra du physicien Aurélien Barrau qui, bien incapable de toute compréhension de la société et à l'image de la surdouée Greta Thunberg, n'hésite pas au nom des périls mondiaux à se demander s'il n'est pas temps de « devenir traître à son genre, traître à sa race, traître à sa caste, traître à sa classe, traître à sa patrie, traître à son époque[475]». Le philosophe qui croit avoir mis à nu la réalité sociale des dominations et des servitudes pour la nième fois dans l'histoire a alors les mains libres pour asséner son propre crédo. Aussi, dans le monde des savoirs relatifs où tout se vaut, la déconstruction conduit à reconstruire la société avec des solutions qui sont fonction seulement de son idéologie puisqu'il estime avoir fait table rase des illusions dans lesquelles le peuple vit. Mais un philosophe sérieux aurait dû concevoir une méthode rigoureuse de reconstruction en même temps que la déconstruction pour éviter de telles dérives. Le scientifique, une fois le dysfonctionnement détecté et remis en perspective, ne reprend pas tout à zéro selon ses ressentis. Il agit avec circonspection, par exemple par la méthode comparative pour documenter le dysfonctionnement qui avait échappé aux acteurs de la politique. Une fois l'information prouvée, certains luttent pour que la société redresse la barre, d'autres cherchent à la convaincre pour qu'au moins elle se rende compte des explications foireuses de la dérive sociétale, d'autres encore s'éloignent de l'action pour comprendre les sources et les forces du militantisme moral pour agir plus en amont. C'est un travail de longue haleine et semé d'embuches au sein même de la recherche. La déconstruction et la reconstruction scientifiques essaient d'avancer une explication plausible qui ne soit pas un vague à l'âme qui renforce le spleen en distillant le doute envers les institutions communes.

Alors que la reconstruction est plus longue à réaliser que la déconstruction, les SHS se contentent d'explications immédiates à la mode militante. Il est gratifiant pour elles d'être à la pointe de la connaissance philosophique et du progressisme social de dénonciation. Les explications partielles ou fausses, comme le rôle de la colonisation dans le sous-développement, ne sont pas inquiétées et

[474] https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/09/07/la-deconstruction-face-a-l-offensive-reactionnaire_6188268_3232.html

[475]Qui a peur de la déconstruction ?, sous la direction d'Isabelle Alfandary, Anne Emmanuelle Berger et Jacob Rogozinski, PUF, 336 p.

continuent à servir de passe-partout qui rassemble la profession et l'écarte du savoir. Il s'ensuit le refus de tout bilan à charge et à décharge de la colonisation car la colonisation est une évidence mauvaise. Il en va de même du jugement de l'histoire avec les yeux d'aujourd'hui qui permet de moraliser les acteurs dominants du passé. Le développement est largement sous la coupe à la fois de la déconstruction militante et du jugement au nom de la société idéale. Associer émancipation et déconstruction est l'acmé des dérives du vieux « politiquement correct » états-unien. C'est parce que les universités de sciences sociales américaines ont été particulièrement touchée que les adversaires du wokisme ont enfoncé le coin de l'opposition dans le substrat théorique de la « déconstruction », faisant beaucoup d'honneur à un courant intellectuel qui n'en vaut pas la peine.

Les idéaux de paix perpétuelle, d'agriculture vertueuse ou de société immatérielle qui irriguent l'esprit bienpensant sont mis en défaut par la rugosité des réalités physiques et la multidimensionnalité sociale. Mais l'avant-garde qui veut dénoncer et qui ne peut faire que cela s'appuie sur la moindre donnée qui lui donne raison sans esprit critique ni vue d'ensemble. Comme personne ne souhaite retarder l'âge de la retraite ou payer plus d'impôts, l'avant-garde tire argument des curieux sondages d'opinion sur ce sujet évident (comme en France en 2023) pour faire valoir sa compréhension des attentes des Français. De la même manière, personne ne souhaite faire des sacrifices sans contrepartie et tout le monde aspire à la paix. Pourtant les idéalistes sous le nom de pacifistes ont retardé la Seconde Guerre mondiale au point de contribuer à en faire une boucherie. De nos jours, les mêmes stigmatisent les mâles qui seraient la cause des guerres comme si les hommes aspiraient naturellement à la guerre alors qu'ils la subissent comme tout le monde[476]. Face au mal qui fait partie des rugosités sociales, l'esprit a besoin d'évoquer la société idéale et ses promesses sauf que la lecture de l'avant-garde en reste au premier degré littéral. Chez les chercheurs, l'idéalisme fait obstacle quand, de manière peu scientifique, il remet en question les races, les cultures, le système et jusqu'au développement qui est l'aspiration des pauvres à bénéficier de conditions favorables. Aussi le mal à travers une épidémie, le changement climatique ou une guerre fait-il dérailler les chaines de valeur (les filières commerciales) qui rendent solidaire la planète. Il est vrai que les termes de chaîne de valeur (filière commerciale) et de solidarité ne sont pas neutres pour renvoyer à une forme d'optimisme libéral ou organique. Mais les mots ne sont pas que des idéologies car ils décrivent aussi des réalités. Les refuser au nom de la dépendance, de l'asymétrie et de la domination n'est pas seulement voir le verre à moitié vide, ce qui laisserait entendre que les deux visions des choses sont symétriques. Les mots ne sont pas neutres, mais on doit aussi reconnaître que les échanges commerciaux sont le signe d'un bien-être général et de développement quand un pays riche achète les produits d'un pays pauvre et réciproquement. Le système commercial ne doit pas être systématiquement vilipendé : seules les dérives du commerce doivent l'être. Il existe des dominations, mais elles ne sont pas l'alpha et l'oméga des sociétés[477]. Elles ne doivent pas voiler la responsabilité d'un régime politique autant dans les pays riches que dans les pays pauvres. Le développement et l'échange commercial ne sont pas un mal car ce seront des nécessités quand il s'agira de trouver des appuis pour lutter contre le changement climatique. Seuls les militants au savoir partiel pensent le contraire[478].

[476] https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/07/31/janja-lula-da-silva-ce-sont-les-hommes-qui-decident-de-faire-la-guerre-et-ce-sont-les-femmes-qui-en-subissent-les-pires-consequences_6183926_3232.html

[477] On me réplique que l'attentisme n'aurait pas débouché sur grand' chose aux temps de l'esclavage ou de la monarchie absolue. J'ai pourtant l'impression que l'intellectualisation n'est guère utile car les choses changent quand les mentalités changent. Reste à savoir ce que doivent les mentalités aux intellectuels.

[478] Le discours moral de la gauche non tempérée a montré dans l'histoire son inefficacité. D'un autre côté, les discours des droites radicales sont aussi mortifères, les deux poussant à l'incompréhension mutuelle, à la

Toute avant-garde progressiste est une chance, mais quand elle est bardée de certitudes, elle soulève plus de problèmes que de motifs à questionnement. Et seuls peuvent la suivre les militants qui forment la pointe de la bien-pensance anti-dominations. L'avant-garde entraîne dans son sillage les ONG et les SHS, les premières servant de bras séculier au Sud de l'engagement contre la pauvreté et pour le développement. Et bien que les pays riches redistribuent la richesse par les impôts et garantissent l'égalité, l'avant-garde préfère regarder ailleurs en avançant une société idéale avec une morale intellectualisée qu'appuie opportunément le déconstructivisme anticolonial. Cette avant-garde associative trop proche de la gauche a piégé cette dernière. Il faut remonter aux années Mitterrand qui incarnait le refus de la droite et qui avait réussi à faire taire les projets très variés au sein de la gauche. Mais confronté à l'économie, le gouvernement est forcé de pratiquer une social-démocratie qui ne parvient pas à tenir les promesses de partage : « La dénonciation systématique du profit est désormais à ranger au magasin des accessoires » (Laurent Fabius) ; « bataille de la compétitivité et de l'emploi », etc. Une conséquence est la disparition du parti communiste du fait d'une population ouvrière en recomposition avec les délocalisations industrielles et les migrants maghrébins. De plus, le noyautage de la gauche par la social-démocratie maintient un quelques temps l'illusion par les cadres du parti de l'unité à gauche. La division n'en est que plus amère. Dans un jeu qui ne peut être que libéral avec une pléiade de nuances pour préserver l'économie nationale, la gauche affirme ses convictions avec les valeurs d'ouverture morale pour récupérer politiquement l'ambiance citadine d'un populisme de dénonciation. La morale va d'ailleurs structurer les oppositions de la postmodernité ultérieure. Mais s'il est un atout pour ses défenseurs, souvent des intellectuels, l'argument moral devient mortifère au plan électoral. En privilégiant les minorités de manière sélective (abandon des traditions locales comme la chasse), la gauche s'écarte de l'égalité républicaine et s'aliène les classes qui l'appuyaient auparavant. Cette stratégie circonstancielle mérite reconsidération avec remise en cause des intellectuels et de l'avant-garde si délétère pour le développement.

La bien-pensance a toujours existé avec les donneurs de leçon éternels. Pourtant l'histoire n'est pas flatteuse pour les mieux-pensants qui placent toujours la barre haut de manière à disposer du monopole. S'ils connaissaient cette histoire, peut-être seraient-ils sensibles aux critiques. Les intellectuels se servaient de la société idéale, par le truchement de l'utopie littéraire par exemple, pour montrer la faiblesse des réalisations sociales. De rares utopies ont eu gain de cause d'ailleurs à grande échelle, soit sous la forme d'un millénarisme de dénonciation et de purification, soit sous la forme de nouvelles religions ou dans une narration sociale. Mais l'intellectuel n'est ni Mahomet ni Marx et la plupart des cités idéales ont servi plus à dénoncer et détruire qu'à construire ou réformer. Au vu de l'état de la société actuelle, peut-être eut-il mieux valu que ces intellectuels réfléchissent et se taisent. Heureusement que les forces sociales et les oppositions démocratiques corrigent leurs excès. Si l'intellectuel n'est que le ferment narratif d'un changement mûr, le citoyen lambda doit-il se coltiner les dénonciations en continu ? Les philosophes ont beau jeu de grandir un de leur collègue qui aurait fait basculer une société tout en oubliant les milliers de vains prophètes. Avec l'émancipation postmoderne où l'individu se revendiquent face aux autorités, aux dominations et aux normes, la dénonciation se fait moins subtile et se rapproche du ressenti selon le droit de chacun à faire valoir un esprit supposé averti. Nous n'en sommes pas encore à la postmodernité responsable et les dénonciations devenues morales sont des incantations dignes de la méthode Coué. Plus que la responsabilité du vivre ensemble, on en est encore au stade du bien vivre (*buen vivir*, *care*, etc.). La dénonciation postmoderne est également critiquée pour la construction de micro-identités jusqu'à

polarisation et à la guerre totale. https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/05/19/l-art-est-pris-en-etau-entre-un-puritanisme-a-droite-et-un-puritanisme-a-gauche_6173928_3232.html

l'absurde intersectionnel[479]. La dénonciation devient systématique, le ressenti n'est pas raisonné et les solutions sont individuelles ou irréalistes. La morale du bien et du juste demeure inatteignable faute de piger les rugosités sociétales. Mais cette morale hors-sol que même les religions d'antan n'ont jamais défendu avec tant de rage anime la poignée bien-pensante et polarise la société où les réalistes sont considérés comme les ennemis de la planète et les champions du conservatisme. Alors que les réformes sont nécessaires, la bien-pensance est devenue un lest quand les luttes clivent plus qu'elles ne font avancer les causes.

Pourtant, la bien-pensance n'est pas facile à définir car le terme n'est pas neutre. Le mot est brandi pour stigmatiser ce qui exaspère pour de bonnes ou de mauvaises raisons, d'autant plus qu'il rate souvent sa cible qui devrait être les excès d'une ambiance d'individualisme et de populisme mal maîtrisée. En vrac, la bien-pensance serait un « insupportable angélisme, elle est lénifiante, rampante, imbécile, insidieuse, une gangue mise en place pour poser les pierres d'une dictature de la pensée unique, un refus de voir la réalité, l'impossibilité de s'extraire d'un conformisme, elle a l'apparence d'une pensée éclairée, elle jette l'anathème sur ceux qui ne pensent ou ne s'expriment pas comme il faut, elle interdit de dire ceci ou cela sous peine d'être fustigé comme raciste, fasciste... ». La bien-pensance ne serait pas loin d'une dictature qui briderait la liberté d'expression. Son répertoire est l'émotion par « ceux qui endorment les esprits en agitant les émotions dans toute communication ». Elle serait « politiquement plutôt à gauche » et ce ne sont pas que les artistes qui la brandissent. Dans la fabrique de la bien-pensance, les médias ne sont pas en reste : « Les journaux donnent des leçons » ; « les journalistes traitent facilement de racistes ou de populistes ceux qui ne sont pas dans leur bien-pensance ». D'une certaine manière, chacun est meilleur-pensant qu'un autre car chacun se construit sa bien-pensance. De ce magma émerge une pureté, un absolu ou un idéal qui veut « convertir l'espèce humaine à un égalitarisme élitiste et schizophrène » avec « l'impression grisante d'être éclairés[480]». La bien-pensance ne laisse pas indifférent, elle est clivante et la pureté des donneurs de leçon fait passer les autres pour des moins que rien alors que les puretés de jadis ont produit des barbaries : l'avant-garde devrait maîtriser l'histoire.

La bien-pensance est loin d'être une qualité quand l'idéalisme se ferme à la société. Cet idéalisme a conduit à stigmatiser le mot bien-pensance qui fait désormais partie des mots qui cherchent à faire taire. Hier, l'arme lexicale visait les catholiques moralisateurs et de nos jours l'avant-garde laïque. L'outrance est la cause du rejet du mot. Le mot si on ne s'attarde pas sur la stigmatisation mais sur le processus qui a conduit à cette dernière est révélateur d'une polarisation sociale. Il est amusant de noter comment les SHS ne cessent d'écarter les mots à connotation péjorative pris au premier degré sans chercher à déceler l'histoire du vocabulaire infâmant. Nier le mot ne devrait pas conduire à nier la réalité sous-jacente. En conséquence des rejets successifs, elles ne cessent de créer des néologismes pour combler le vide sémantique. Ce fut le cas des mots races ou plus récemment de Nimby, très décrié pour flétrir ceux que leurs adversaires supposent s'ériger contre l'intérêt public. Mais la réalité revient inexorablement par la fenêtre et exige des trésors de subtilités quand elle conduit à transformer maladroitement le terme en attachement (au contenu plus positif) qui a lui-même débouché sur les « approches sensibles ». Le mot race s'est transformé en tradition, puis culture, ethnie, paysage culturel comme si une religion interdisait de prononcer le mot Dieu, obligeant à inventer une kyrielle de néologismes[481]. Le terme de *bobo* a succédé à l'insulte de « gauche caviar » et aucun chercheur n'utilise le mot bobo alors qu'il reflète une réalité (qu'il reste à documenter). Mais si le mot est péjoratif, la réalité qu'il évoque ne peut pas être marginalisée.

[479] Il n'y a pas de Ajar. Delphine Horvilleur. 2022. Grasset.
[480] https://www.lepoint.fr/debats/bien-pensance-12-05-2011-1330030_2.php
[481] Georges Condominas a proposé « espace social » : https://journals.openedition.org/moussons/662

Au-delà du mot, la bien-pensance devient un problème d'ampleur quand elle contribue aux certitudes peu ouvertes à la réflexion et aveugles à l'échec. L'écosystème du développement, faute de contrepouvoir, prospère sur une « bonne volonté » bornée et incarne l'archétype de la bien-pensance répréhensible. On a vu que la purge de l'écosystème, car il ne s'agit ni d'une réforme pour créer une nouvelle mode de développement ni d'inviter de nouveaux acteurs sans enlever les anciens, reposera non pas sur les ONG et ses symbiontes qui verrouillent l'écosystème, mais sur les deux outsiders vus précédemment : les gouvernements qui ont désormais moins besoin des ONG pour contrer la Chine et qui ne peuvent plus compter sur le *soft power* dans la sécurisation en Afrique ; et l'opinion publique. Encore faut-il bâtir une narration qui contrecarre la bien-pensance irresponsable. Je définis la bien-pensance comme la construction de certitudes et de légitimités partielles au nom d'idéaux ni responsables ni éclairés. Dans le cas du développement, j'y ajoute : « ni réalistes ». Le développement est un révélateur de certitudes partielles. L'ethnocentrisme n'est pas l'obstacle le plus important si ce n'est qu'il crée des certitudes empêchant de voir plus loin que le bout de son nez. Il est directement lié à l'avant-garde occidentale de nos jours à gauche mais sans contradiction à droite. La bien-pensance quand elle est une atteinte à la raison non seulement n'enclenche aucun changement positif et empêche la réflexivité, mais elle est clivante. On peut d'ailleurs se demander si cette distinction sociale n'est pas le moteur qui anime l'avant-garde : se distinguer jusqu'à en être clivant au nom de la provocation jugée nécessaire pour faire « bouger les lignes » et secouer les évidences. Comme les progressistes de la purification morale ne prennent en compte ni le savoir (social et historique) ni la raison, on peut se demander si des arguments raisonnables (échecs, clivages) peut ouvrir une conscience bornée. Il faudrait plutôt un penseur, important dans ce milieu, pour insuffler le doute jusqu'à ce que l'avant-garde s'entredéchire : elle abandonnera le développement ou sera abandonnée par lui. On voit mal les chercheurs en SHS servir à quoi que ce soit dans ce domaine puisque les SHS sont un déni de la réalité. Il est vrai qu'une recherche scientifique avec des résultats et des arguments ne changeraient pas l'avant-garde, tout au plus lui enlèverait-elle l'allié que les SHS ont été jusqu'à maintenant.

Finalement, Henri Dunant était-il bienpensant ? Non car le fondateur de la Croix-Rouge n'a pas intellectualisé une action engagée sur le terrain. Il s'est contenté d'agir après les carnages des guerres entre les armées franco-piémontaises et autrichienne. L'humanisme intégral ou l'utopie est nécessaire à l'action efficace qui est aux antipodes du refus des réalités que peut être la bien-pensance. L'humanisme de Dunant n'était pas clivant.

EPILOGUE

Au terme de cet ouvrage, n'aurais-je pas oublié l'essentiel au cours des digressions que je crois utiles pour documenter ce qui peut paraître une critique systématique ? Car si je crois au développement et aux savoirs sur les sociétés, je ne prends mes distances qu'avec leurs acteurs. En effet, l'analyse des acteurs montre le large assentiment dont ils jouissent au moins dans le développement. A part des fissures vite comblées, les ONG ont préservé leur image aux yeux du public, ce qui mériterait un examen poussé pour comprendre comment elles ont évité les multiples pièges de la politisation, de l'action radicale ou des intérêts commerciaux. En fait, l'approbation préexiste culturellement dans les esprits. Il suffit à la fabrique de l'entretenir à base de demi-certitudes scientifiques et de légitimités émotionnelles pour perpétuer un accord implicite, d'autant plus que seules les mauvaises langues (dont je fais partie) mettent en avant l'échec généralisé et plus rares sont celles qui insistent sur l'impossibilité d'une réforme. Car cet ouvrage a montré à la fois l'enfermement intemporel des acteurs dans un écosystème sans réflexion et l'invariance mortifère de la doctrine d'application du savoir partiel. De l'agriculture idéale des Anciens, on est passé à des diagnostics partiels chez les experts spécialisés pour déboucher aujourd'hui sur la défense des savoirs locaux. Si le savoir partiel

fortifie les certitudes et rejette le savoir intégral et ses doutes, il présente aussi l'admirable continuité de l'échec de l'action.

Les légitimités incomplètes fabriquent, avec le savoir étriqué, les certitudes qui ne sont jamais loin de l'arrogance. C'est la conviction éternelle vue chez les propriétaires terriens de jadis et les experts officiels d'hier que relaient aujourd'hui les chercheurs et les entrepreneurs de développement. En effet, le savoir spécialisé est propice à l'idéalisme, aveugle au doute et rétif à la réflexion. Le consentement systémique bénéficie de la bien-pensance, de l'exclusion de la critique, des rideaux intellectuels d'arrière-plan, des modes opportunes, des référentiels sociotechniques et des dispositifs opérationnels qui évitent d'interroger la doctrine du savoir, plus encore s'il est partiel. Dans ce cadre, le développement est légitimé malgré son échec alors que les dons sont dépensés avec l'appui minimal de la morale, des sciences spécialisées et des SHS condescendantes. La mission bien-pensante fait appartenir les promoteurs de développement autant à la charité qu'à l'avant-garde laïque qui, en dehors du doute, dédaigne ceux qui n'ont pas eu la révélation de l'inégalité du monde. Pourtant, l'inégalité est largement prise en compte par les experts et n'est le monopole de personne.

J'ai reprécisé plus haut que l'échec n'est pas redevable d'un unique élément tel que l'avant-garde de gauche. Ce n'est pas parce qu'on refuse de réfléchir qu'on explique l'échec. L'échec ne tient pas davantage aux seules modes de développement (développement intégré, participatif, etc.) quoi qu'en disent les anthropologues qui dissèquent les dispositifs et pérorent sur la participation imparfaite et le Paiement pour Services Environnementaux qui ne suit pas la définition. C'est l'ensemble des discours et des actions qu'il faut voir et ce, au-delà d'une période particulière. L'échec n'est pas lié aux modes puisque ces dernières s'inscrivent dans le formatage général qui méconnaît et le Sud et le développement, d'autant plus quand l'action prime la réflexion. D'ailleurs, les modes sont nécessaires parce que le développement est en échec. L'ignorance avec ses certitudes consubstantielles, au lieu du doute, est le fléau du développement. D'une certaine manière, l'opinion publique est responsable mais ne peut être déclarée coupable faute d'entendement. Seuls les ONG et les chercheurs sont en cause.

Examinons les raisons qui poussent les ONG à privilégier le « Petit développement » formé des innombrables projets condamnés à l'échec. La réponse est le populisme car, à vouloir être le porte-parole de l'opinion publique, les ONG en deviennent prisonnière. Aussi la bien-pensance du bien et les dénonciations du mal qui intellectualisent l'action sont-elles associées à la démagogie et à l'impossibilité du débat. Le projet traduit l'action alors que le don simple ou la mutualisation pour façonner un milieu économique favorable aux producteurs est trop impalpable pour avoir l'impression d'agir. Les grandes ONG pourraient éduquer la masse des petites associations, mais elles les dédaignent parce que ces rombières se complaisent dans le savoir limité qui garantit leur pouvoir. Aussi chacun s'enfonce-t-il dans l'ignorance et les certitudes au nom de l'urgence permanente. Le chercheur en concordance suspecte avec la doxa de l'écosystème des ONG devrait être interdit d'exercer sauf à prouver que sa conformité est une concordance scientifique.

Les organisations internationales du haut des mêmes certitudes partielles sont également concernées. Elles se partagent avec les grandes ONG les tâches entre les opérations locales et les politiques économiques. Mais chacun essaie d'empiéter sur l'autre. L'entente comme chiens et chats les conduit à coopérer le moins possible sauf pour dénoncer ensemble. Les ONG ne prennent pas sérieusement en compte l'économie avec des projets qui ne sont souvent pas viables économiquement. De leur côté, les organisations internationales considèrent avec condescendance le bricolage et l'influence des ONG sans pouvoir la contrecarrer car les organisations internationales ne font pas mieux et sont obligées par les dirigeants du Nord de coopérer. Aucune critique de fonds n'est possible d'un côté comme de l'autre. Les deux se contentent de se partager le magot de l'aide alors que les deux

devraient se demander si l'aménagement des bas-fonds humides est seulement faisable économiquement quand le prix du riz mondial n'est pas compatible avec l'effort que sa production requiert.

Finalement, quelles solutions à l'échec et quel post-développement envisager sans les ONG ? Sur le plan factuel, les trois premiers tomes ont montré que le succès socioéconomique exigeait au moins des prix et des crédits soutenus. En effet, une variation dans l'environnement économique produit automatiquement des ajustements productifs qui deviennent positifs si les prix sont incitatifs (au-dessus des prix de modernisation et d'autonomie). Inversement, des prix bas conduisent à l'extensification puis à l'abandon d'une culture. Les dons privés et publics peuvent être mutualisés pour soutenir les prix agricoles sans affecter les prix urbains (une nécessité qui, faute de quoi, conduit les citadins au Sud à se révolter). Il faut donc abandonner la myriade des projets du Petit développement pour se focaliser sur le Grand développement. On abandonnera aussi l'idée qu'un meilleur prix du riz rendra attractifs les projets exogènes car un meilleur prix incitera les producteurs à réaliser eux-mêmes les aménagements (qu'on se contentera d'accompagner)[482]. L'opinion publique, qui veut donner son obole, doit être informée qu'il est efficace de mutualiser les dons pour concevoir le Grand développement favorable à la production. Les exemples de mutualisation existent, tels les financements collectifs (*pool funding*) de la Climate Works Foundation ou de la European Climate Foundation[483]. Dans l'immédiat, il suffit d'octroyer un revenu de base aux plus pauvres pour réduire leurs difficultés et animer le marché local. Un protectionnisme intelligent, c'est-à-équilibré à la différence du vide ultralibéral, est une condition à l'animation de ce marché. A moyen terme, on doit soutenir les prix et concevoir un crédit adapté aux pauvres. A plus long terme, il faut comprendre les pays du Sud dans leurs invariants pour concevoir de nouvelles pistes d'action. La recherche doit se pencher sur les actions publiques adaptées aux régimes politiques du Sud où l'État de droit est inégal. A ce jeu, ce ne sont pas les chercheurs occidentaux ni latino-américains (trop inféodés à l'académisme occidental en plus radical) qui offrent les meilleures chances, mais sans doute les Asiatiques qui connaissent les conditions de démarrage de leur pays et les chercheurs africains qui les premiers ont constaté l'échec et expérimenté de nouvelles pistes[484].

Mais la première chose à réaliser est l'édification de l'opinion publique et des jeunes chercheurs de tous les pays. Et cette instruction passe simplement par l'histoire longue et courte des projets faillis. Une base de données de suivi à long terme des projets sera requise à cet effet car l'échec complet se révèle après le départ des ONG. On commencera par les villages Potemkine devenus une vitrine archéologique des échecs par strate temporelle. Pour réaliser cette base, il faudra une instance indépendante des ONG, des chercheurs et des organisations internationales qui ont été incapables de la bâtir pour des raisons qu'on comprend au vu de l'échec massif[485].

Pour l'environnement[486], je défendais l'idée du divorce sans retenue ni ambigüité des pays du Sud avec les ONG devenues contreproductives dans la recherche de solutions. Pour le développement, les mêmes raisons aboutissent aux mêmes conclusions à la différence que l'environnement repose

[482] Pour l'irrigation collinaire ou par districts, l'Etat s'en chargera pour en laisser la gestion aux associations d'usagers. Pour les forages, une subvention suffira avec contrôle des extractions (cf. Une autre histoire de l'environnement).
[483] https://theconversation.com/mobiliser-pour-le-climat-au-dela-des-inities-un-defi-pour-le-secteur-philanthropique-170349
[484] La version africaine de The Conversation en ligne en donne de nombreux exemples.
[485] On note que les agence de financement de la recherche n'ont jamais lancé ce type de recherche, ce qui suggère un conformisme suspect.
[486] Une autre histoire de l'environnement : https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/divers20-12/010080708.pdf

davantage sur les rapports sociaux que sur les prix (l'environnement a besoin d'argent mais les actions seront conduites par la société civile du Sud[487]). Une raison supplémentaire est la bureaucratisation des ONG qui absorbent la moitié de leur budget, moitié qui serait plus utile au Sud. On peut donc imaginer une agence nationale de développement dans chaque pays du Sud qui mutualiserait les dons rassemblés par les ONG occidentales dont ce serait le seul objectif. L'agence les affecterait aux pauvres, au soutien des prix ou à un mix des deux en plus du financement d'une recherche locale sensibilisée aux particularités sociopolitiques des Suds.

L'opinion publique doit être informée des usages des dons. Il ne s'agit pas de tarir l'aide mais de la rendre efficace. Les petites ONG peuvent jouer un rôle dans cette éducation car, dans les communautés et les quartiers des pays riches, elles animent un engagement réel à la différence des grandes ONG qui, elles, doivent disparaître, ceci dans les deux domaines de l'environnement et du développement (il n'en va pas de même pour les droits de l'homme et l'humanitaire). Les médias et les élus suivront alors la tendance car ils épousent la doxa du moment qu'ils se contentent de renforcer. L'échec est une chose, mais l'acceptation de l'échec est intolérable. L'opinion qui n'est pas indifférente au sort des pauvres ne peut plus se satisfaire de l'obligation de moyens.

La purge des ONG doit être drastique et le seul capital récupérable est l'intelligence collective issue de l'expérience en mesure d'expliquer les échecs. Cette purge brisera l'entre soi des chercheurs et garantira l'indépendance intellectuelle des penseurs et des chercheurs. Mais une autre purge est également nécessaire parmi les chercheurs non pas pour un licenciement net, mais pour une refonte du recrutement, de la formation et de l'entre soi afin d'abolir à jamais des normes d'un autre âge. Il faut aussi éviter, faute d'appui dans les ONG, le plongeon dans l'idéologie pure. Seul le renouveau des approches, qui exige des études empiriques de nature fondamentale (comparatisme, études à différentes échelles sans systématiser les détails), est en mesure de reformuler les solutions. Pour les SHS la solution est facile tant elles n'ont jamais servi à quoi que ce soit : changer le recrutement (peu de littéraires), la formation et l'entre soi (académique avec collusion idéologique). Pour les agronomes, c'est plus délicat, la diversité doit l'emporter, ce qui signifie écouter les voix dissidentes. L'équilibre doit être trouvé entre les courants prometteurs et la diversité réaliste : cela signifie un ministère enfin proactif.

o o o

[487] Ce n'est bien sûr pas une garantie de succès, mais au moins, le Sud ne sera plus pollué par les idées du Nord.